# LÉNINE

## œuvres

tome
31
avril décembre
1920

# LÉNINE

la maladie infantile du communisme (le « gauchisme ») • IIe congrès de l'internationale communiste • lettre aux ouvriers allemands et français • les tâches des unions de la jeunesse • VIIIe congrès des soviets de russie

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS

# LÉNINE

## ŒUVRES

## 31

L'EDITION RUSSE EST PUBLIEE
PAR DECISION DU IXe CONGRES DU P.C.(b)R.
ET DU IIe CONGRES DES SOVIETS DE L'U.R.S.S.

ИНСТИТУТ МАРКСИЗМА-ЛЕНИНИЗМА ПРИ ЦК КПСС

# В. И. ЛЕНИН

## СОЧИНЕНИЯ

*Издание четвертое*

ГОСУДАРСТВЕННОЕ ИЗДАТЕЛЬСТВО
ПОЛИТИЧЕСКОЙ ЛИТЕРАТУРЫ
МОСКВА

# V. LÉNINE

## ŒUVRES

TOME
31

*Avril-décembre 1920*

EDITIONS SOCIALES * PARIS
EDITIONS EN LANGUES ETRANGERES * MOSCOU
1961

## PREFACE

Le tome 31 comprend les œuvres écrites par Lénine d'avril à décembre 1920, pendant la période de la destruction définitive des forces principales de l'intervention, de la guerre contre les derniers agents de l'Entente, les Polonais blancs et Wrangel.

L'essentiel en est constitué par les œuvres consacrées à la défense de la République soviétique, aux tâches de l'édification socialiste et aux questions du mouvement communiste international.

On y trouvera l'ouvrage *La maladie infantile du communisme* (*le « gauchisme »*) dans lequel Lénine, s'appuyant sur l'histoire du bolchévisme, des trois révolutions russes et des premières années d'existence de l'Etat soviétique, a développé plus avant la théorie de la révolution prolétarienne et de la dictature du prolétariat, la stratégie et la tactique du léninisme, et mis en lumière la portée internationale de la Grande Révolution socialiste d'Octobre et de l'expérience révolutionnaire du Parti bolchévik. Lénine y démontre que l'opportunisme international est l'ennemi principal au sein du mouvement ouvrier et il y stigmatise les chefs de la II^e^ Internationale, complices du banditisme impérialiste. Enfin, il s'y livre à une critique serrée de la tactique sectaire et antimarxiste des communistes de « gauche » dans le mouvement ouvrier international.

Une place importante dans ce tome est réservée aux documents relatifs à la préparation du Deuxième Congrès de l'Internationale Communiste, ainsi qu'aux rapports et interventions au congrès. Citons entre autres : « Première ébauche des thèses sur les questions nationale et colonia-

le », « Première ébauche des thèses sur la question agraire », « Thèses sur les tâches fondamentales du Deuxième Congrès de l'Internationale Communiste », « Les conditions d'admission à l'Internationale Communiste », « Rapport sur la situation internationale et les tâches essentielles de l'Internationale Communiste » du 19 juillet 1920. Dans ces documents sont déterminés les principes de programme, d'organisation et de tactique du mouvement communiste international.

Les documents : « Lettre aux communistes autrichiens », « Lettre aux ouvriers allemands et français. Au sujet des débats concernant le Deuxième Congrès de l'Internationale Communiste », « A propos de la lutte au sein du Parti socialiste italien », reflètent la lutte menée par Lénine pour l'application des décisions fondamentales du Komintern dans le mouvement ouvrier international.

Dans les discours sur les questions internationale et intérieure de la République Soviétique à la IX^e^ Conférence du P.C.(b)R., à la Conférence de la province de Moscou et aux congrès des syndicats, Lénine démasque le nouveau plan de l'Entente : étrangler la Russie soviétique avec l'aide de la Pologne bourgeoise et agrarienne et avec celle de Wrangel ; il y appelle la classe ouvrière et les masses travailleuses à tendre toutes leurs forces pour l'organisation de la victoire sur les interventionnistes, et il y dresse le bilan des succès remportés par l'Armée Rouge dans la destruction des forces armées de la Pologne bourgeoise et agrarienne et de Wrangel.

Nombre de documents : « Rapport sur les concessions devant la fraction du P.C.(b)R. au VIII^e^ Congrès des Soviets », du 21 décembre 1920, « Rapport sur l'activité du Conseil des Commissaires du Peuple », du 22 décembre 1920, « Projet de résolution du VIII^e^ Congrès des Soviets à propos du rapport sur l'électrification » et autres sont consacrés aux problèmes de l'édification de l'Etat et de l'économie, et notamment à la démonstration de l'importance qu'a l'électrification dans l'œuvre de reconstruction et de développement socialiste de l'économie du pays.

Dans le projet de résolution pour le Congrès du Proletkult « De la culture prolétarienne » et dans le « Discours à la Conférence de Russie des Directions de l'enseignement

politique auprès des sections de province et de district de l'Instruction publique du 3 novembre 1920 », Lénine critique les déviations de la ligne du parti commises par le Proletkult dans le domaine de la culture ; il y montre le rôle que doivent jouer le parti et l'Etat prolétarien dans l'édification de la culture socialiste, définit la position du marxisme à l'égard des meilleures conquêtes de la pensée humaine et de la culture, et précise les tâches de l'éducation et de l'art dans la lutte pour le renforcement de la dictature du prolétariat.

Dans le discours « Les tâches des Unions de la jeunesse », prononcé au IIIe Congrès de l'Union de la jeunesse communiste de Russie, le 2 octobre 1920, Lénine met en lumière les tâches principales qui incombent à l'Union de la jeunesse communiste : l'instruction et l'éducation communistes de la jeune génération ; il y montre le lien indestructible qui unit l'éducation communiste et la lutte du prolétariat et de tous les travailleurs pour l'édification de la société communiste et y définit les principes de la morale communiste.

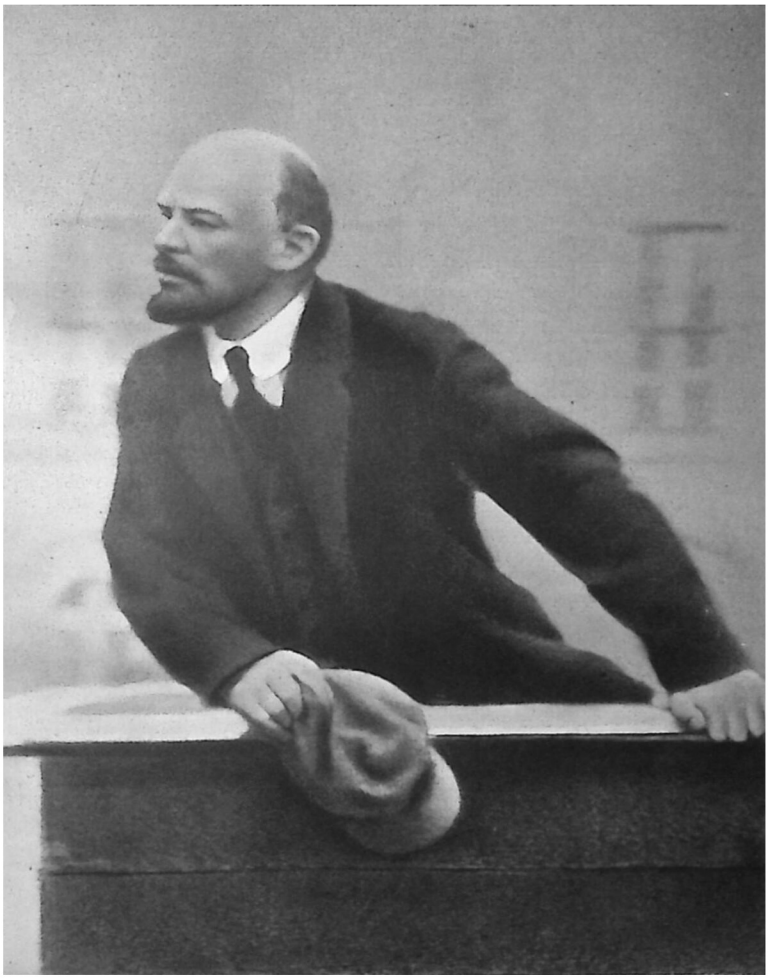
Dans ce tome sont inclus 21 documents, qui ne figuraient pas auparavant dans les œuvres de Lénine. Dans le discours aux soldats de l'Armée Rouge partant pour le front polonais, du 5 mai 1920, et dans son intervention à la Conférence élargie des ouvriers et des soldats de l'Armée Rouge du quartier Rogojsko-Simonovski, du 13 mai 1920, Lénine appelle les ouvriers et les soldats rouges à bander toutes leurs forces pour mettre en déroute les Polonais blancs.

Les documents : « A l'association révolutionnaire indienne », « Réponse à la lettre du Comité provisoire uni pour la formation du Parti communiste de Grande-Bretagne », « Le point vingt des conditions d'admission à l'Internationale Communiste » sont consacrés aux questions du mouvement communiste international.

Dans une série de textes : « Discours prononcé au meeting consacré à la pose de la première pierre du monument à la gloire du Travail libéré, le 1er mai 1920 », « Aux paysans pauvres d'Ukraine », « Télégramme au gouvernement soviétique d'Ukraine et à l'état-major du front Sud », « Discours à l'assemblée des secrétaires de cellules de l'organisation de Moscou du P.C.(b)R. du 26 novembre 1920 »,

le discours de clôture à la suite du rapport à l'assemblée générale des communistes de Zamoskvorétchié, du 29 novembre 1920, « Télégramme au Président du Comité militaire révolutionnaire d'Arménie », Lénine esquisse les tâches qui se posent pour le relèvement et l'édification de l'économie nationale.

Parmi les documents inclus dans les œuvres de Lénine, sont publiés pour la première fois : « Message téléphoné à J. Staline», du 12 ou du 13 juillet 1920, relatif à la paix avec la Pologne, « Le projet de résolution sur « Les tâches des syndicats ouvriers et les méthodes de leur réalisation », « Discours à la conférence de la province de Moscou du P.C.(b)R. sur les élections au Comité de Moscou du 21 novembre 1920 ». Ces textes sont consacrés aux tâches de l'édification du parti et des syndicats et à la politique extérieure du gouvernement soviétique.

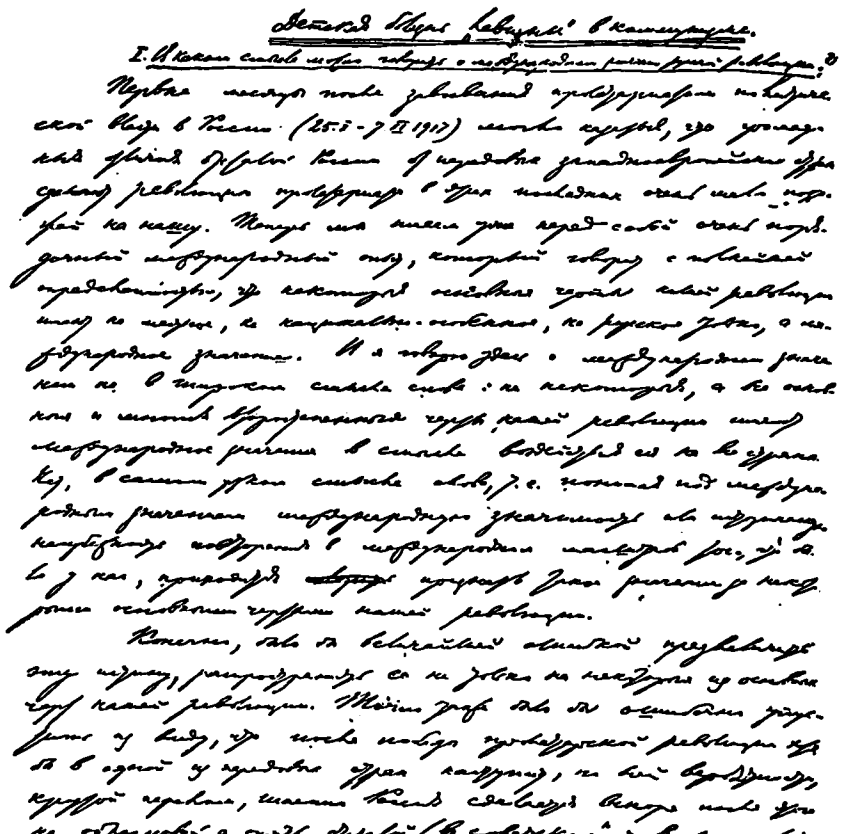


V. LENINE
*Mai 1920*

# LA MALADIE INFANTILE DU COMMUNISME (LE « GAUCHISME »)[1]

*Rédigé en avril-mai 1920*
*Publié en volume, en juin 1920*

*Conforme au texte du volume collationné sur le manuscrit*



Le commencement de la première page du manuscrit de V. Lénine «La maladie infantile du communisme (le « gauchisme »). — Avril-mai 1920. Réduction

## I

## DANS QUEL SENS PEUT-ON PARLER DE LA PORTEE INTERNATIONALE DE LA REVOLUTION RUSSE ?

Pendant les premiers mois qui suivirent la conquête du pouvoir politique par le prolétariat en Russie (25 octobre-7 novembre 1917), il pouvait sembler que les différences très marquées entre ce pays arriéré et les pays avancés de l'Europe occidentale y rendraient la révolution du prolétariat très différente de la nôtre. Aujourd'hui nous avons par-devers nous une expérience internationale fort appréciable, qui atteste de toute évidence que certains traits essentiels de notre révolution n'ont pas une portée locale, ni particulièrement nationale, ni uniquement russe, mais bien internationale. Et je ne parle pas ici de portée internationale au sens large du mot : il ne s'agit pas de certains traits, mais tous les traits essentiels et aussi maints traits secondaires de notre révolution ont une portée internationale, en ce sens qu'elle exerce une action sur tous les pays. Non, c'est dans le sens le plus étroit du mot, c'est-à-dire en entendant par portée internationale la valeur internationale ou la répétition historique inévitable, à l'échelle internationale, de ce qui s'est passé chez nous, que certains traits essentiels de notre révolution ont cette portée.

Certes, on aurait grandement tort d'exagérer cette vérité, de l'entendre au-delà de certains traits essentiels de notre révolution. On aurait également tort de perdre de vue qu'après la victoire de la révolution prolétarienne, si même elle n'a lieu que dans un seul des pays avancés, il se produira, selon toute probabilité, un brusque changement, à savoir : la Russie redeviendra, bientôt après, un pays, non plus exemplaire, mais retardataire (au point de vue « soviétique » et socialiste).

Mais en ce moment de l'histoire, les choses se présentent ainsi : l'exemple russe montre à *tous* les pays quelque chose de tout à fait essentiel, de leur inévitable et prochain avenir. Les ouvriers avancés de tous les pays l'ont compris depuis longtemps, mais le plus souvent ils ne l'ont pas tant compris que pressenti avec leur instinct de classe révolutionnaire. D'où la « portée » internationale (au sens étroit du mot) du pouvoir des Soviets, et aussi des principes de la théorie et de la tactique bolchéviques. Voilà ce que n'ont pas compris les chefs « révolutionnaires » de la II^e^ Internationale, tels que Kautsky en Allemagne, Otto Bauer et Friedrich Adler en Autriche, qui, pour cette raison, se sont révélés des réactionnaires, les défenseurs du pire opportunisme et de la social-trahison. Au fait, la brochure anonyme intitulée *la Révolution mondiale* (*Weltrevolution*), parue à Vienne en 1919 (« Sozialistische Bücherei », Heft 11; Ignaz Brand), illustre avec une évidence particulière tout ce cheminement de la pensée, ou plus exactement tout cet abîme d'inconséquence, de pédantisme, de lâcheté et de trahison envers les intérêts de la classe ouvrière, le tout assorti de la « défense » de l'idée de « révolution mondiale ».

Mais nous nous arrêterons plus longuement sur cette brochure une autre fois. Bornons-nous à indiquer encore ceci : dans les temps très reculés où Kautsky était encore un marxiste, et non un renégat, en envisageant la question en historien, il prévoyait l'éventualité d'une situation dans laquelle l'esprit révolutionnaire du prolétariat russe devait servir de modèle pour l'Europe occidentale. C'était en 1902 ; Kautsky publia dans l'*Iskra*, révolutionnaire un article intitulé « Les Slaves et la révolution ». Voici ce qu'il y disait :

« A l'heure présente (contrairement à 1848), on peut penser que les Slaves ont non seulement pris rang parmi les peuples révolutionnaires, mais aussi que le centre de gravité de la pensée et de l'action révolutionnaires se déplace de plus en plus vers les Slaves. Le centre de la révolution se déplace d'Occident en Orient. Dans la première moitié du XIX^e^ siècle, il se situait en France, par moments, en Angleterre. En 1848, l'Allemagne à son tour prit rang parmi les nations révolutionnaires... Le nouveau siècle débute par des événements qui nous font penser que nous allons au-devant d'un nouveau déplacement du centre de la révolution, à savoir : son déplacement vers la Russie... La Russie, qui a puisé tant d'initiative révolutionnaire en Oc-

cident, est peut-être maintenant sur le point d'offrir à ce dernier une source d'énergie révolutionnaire. Le mouvement révolutionnaire russe qui monte sera peut-être le moyen le plus puissant pour chasser l'esprit de philistinisme débile et de politicaillerie, esprit qui commence à se répandre dans nos rangs ; de nouveau ce mouvement fera jaillir en flammes ardentes la soif de lutte et l'attachement passionné à nos grands idéaux. La Russie a depuis longtemps cessé d'être pour l'Europe occidentale un simple rempart de la réaction et de l'absolutisme. Aujourd'hui, c'est peut-être exactement le contraire qui est vrai. L'Europe occidentale devient le rempart de la réaction et de l'absolutisme en Russie... Il y a longtemps que les révolutionnaires russes seraient peut-être venus à bout du tsar, s'ils n'avaient pas eu à combattre à la fois son allié, le capital européen. Espérons que, cette fois, ils parviendront à terrasser les deux ennemis, et que la nouvelle « sainte alliance » s'effondrera plus vite que ses devanciers. Mais quelle que soit l'issue de la lutte actuellement engagée en Russie, le sang et les souffrances des martyrs qu'elle engendre malheureusement en nombre plus que suffisant, ne seront pas perdus. Ils féconderont les pousses de la révolution sociale dans le monde civilisé tout entier, les feront s'épanouir plus luxuriantes et plus rapides. En 1848, les Slaves furent ce gel rigoureux qui fit périr les fleurs du printemps populaire. Peut-être leur sera-t-il donné maintenant d'être la tempête qui rompra la glace de la réaction et apportera irrésistiblement un nouveau, un radieux printemps pour les peuples. » (Karl Kautsky : « Les Slaves et la révolution », article paru dans l'*Iskra*, journal révolutionnaire social-démocrate russe, n° 18, 10 mars 1902).

**Karl Kautsky écrivait très bien il y a dix-huit ans !**

## II

## UNE DES CONDITIONS ESSENTIELLES DU SUCCES DES BOLCHEVIKS

Certes, presque tout le monde voit aujourd'hui que les bolchéviks ne se seraient pas maintenus au pouvoir, je ne dis pas deux années et demie, mais même deux mois et demi, sans la discipline la plus rigoureuse, une véritable discipline de fer dans notre parti, sans l'appui total et indéfectible accordé à ce dernier par la masse de la classe ouvrière, c'est-à-dire par tout ce qu'elle possède de réfléchi, d'honnête, de dévoué jusqu'à l'abnégation, de lié aux masses, d'apte à conduire derrière soi ou à entraîner les couches arriérées.

La dictature du prolétariat, c'est la guerre la plus héroïque et la plus implacable de la nouvelle classe contre un ennemi *plus puissant*, contre la bourgeoisie dont la ré-

sistance est *décuplée* du fait de son renversement (ne fût-ce que dans un seul pays) et dont la puissance ne réside pas seulement dans la force du capital international, dans la force et la solidité des liaisons internationales de la bourgeoisie, mais encore dans la *force de l'habitude*, dans la force de la *petite production*. Car, malheureusement, il reste encore au monde une très, très grande quantité de petite production : or, la petite production *engendre* le capitalisme et la bourgeoisie constamment, chaque jour, à chaque heure, d'une manière spontanée et dans de vastes proportions. Pour toutes ces raisons, la dictature du prolétariat est indispensable, et il est impossible de vaincre la bourgeoisie sans une guerre prolongée, opiniâtre, acharnée, sans une guerre à mort qui exige la maîtrise de soi, la discipline, la fermeté, une volonté une et inflexible.

Je répète, l'expérience de la dictature prolétarienne victorieuse en Russie a montré clairement à ceux qui ne savent pas réfléchir ou qui n'ont pas eu l'occasion de méditer ce problème, qu'une centralisation absolue et la plus rigoureuse discipline du prolétariat sont une des conditions essentielles pour vaincre la bourgeoisie.

On revient souvent là-dessus. Mais tant s'en faut qu'on se demande ce que cela signifie, dans quelles conditions la chose est possible. Les acclamations adressées au pouvoir des Soviets et aux bolchéviks, ne conviendrait-il pas de les accompagner *un peu plus souvent* d'une *très sérieuse analyse des causes* qui ont permis aux bolchéviks de forger la discipline indispensable au prolétariat révolutionnaire ?

Le bolchévisme existe comme courant de la pensée politique et comme parti politique depuis 1903. Seule l'histoire du bolchévisme, *tout au long* de son existence, peut expliquer de façon satisfaisante pourquoi il a pu élaborer et maintenir, dans les conditions les plus difficiles, la discipline de fer indispensable à la victoire du prolétariat.

Et tout d'abord la question se pose : qu'est-ce qui cimente la discipline du parti révolutionnaire du prolétariat ? qu'est-ce qui la contrôle ? qu'est-ce qui l'étaye ? C'est, d'abord, la conscience de l'avant-garde prolétarienne et son dévouement à la révolution, sa fermeté, son esprit de sacrifice, son héroïsme. C'est, ensuite, son aptitude à se lier, à se rapprocher et, si vous voulez, à se fondre jusqu'à un

certain point avec la masse la plus large des travailleurs, au premier chef avec la masse prolétarienne, *mais aussi* la masse des travailleurs *non prolétarienne*. Troisièmement, c'est la justesse de la direction politique réalisée par cette avant-garde, la justesse de sa stratégie et de sa tactique politiques, à condition que les plus grandes masses se convainquent de cette justesse *par leur propre expérience*. A défaut de ces conditions, dans un parti révolutionnaire réellement capable d'être le parti de la classe d'avant-garde appelée à renverser la bourgeoisie et à transformer la société, la discipline est irréalisable. Ces conditions faisant défaut, toute tentative de créer cette discipline se réduit inéluctablement à des phrases creuses, à des mots, à des simagrées. Mais, d'autre part, ces conditions ne peuvent pas surgir d'emblée. Elles ne s'élaborent qu'au prix d'un long travail, d'une dure expérience ; leur élaboration est facilitée par une théorie révolutionnaire juste qui n'est pas un dogme, et qui ne se forme définitivement qu'en liaison étroite avec la pratique d'un mouvement réellement massif et réellement révolutionnaire.

Si le bolchévisme a pu élaborer et réaliser avec succès, de 1917 à 1920, dans des conditions incroyablement difficiles, la plus rigoureuse centralisation et une discipline de fer, la cause en est purement et simplement dans plusieurs particularités historiques de la Russie.

D'une part, le bolchévisme est né en 1903, sur la base, solide s'il en fut, de la théorie marxiste. Et la justesse de cette théorie révolutionnaire — et de cette théorie seule — a été prouvée non seulement par l'expérience universelle du XIX^e^ siècle tout entier, mais encore et surtout par l'expérience des flottements et des hésitations, des erreurs et des déceptions de la pensée révolutionnaire en Russie. Pendant près d'un demi-siècle, de 1840 à 1890, en Russie, la pensée d'avant-garde, soumise au joug d'un tsarisme sauvage et réactionnaire sans nom, chercha avidement une théorie révolutionnaire juste, en suivant avec un zèle et un soin étonnants chaque « dernier mot » de l'Europe et de l'Amérique en la matière. En vérité, le marxisme, seule théorie révolutionnaire juste, la Russie l'a *payé* d'un demi-siècle de souffrances et de sacrifices inouïs, d'héroïsme révolutionnaire sans exemple, d'énergie incroyable,

d'abnégation dans la recherche et l'étude, d'expériences pratiques, de déceptions, de vérification, de confrontation avec l'expérience de l'Europe. Du fait de l'émigration imposée par le tsarisme, la Russie révolutionnaire s'est trouvée être dans la seconde moitié du XIX^e siècle infiniment plus riche en relations internationales, infiniment mieux renseignée qu'aucun autre pays sur les formes et théories du mouvement révolutionnaire dans le monde entier.

D'autre part, le bolchévisme né sur cette base théorique de granit, a vécu une histoire pratique de quinze années (1903-1917), qui, pour la richesse de l'expérience, n'a pas d'égale au monde. Aucun autre pays durant ces quinze années n'a connu, même approximativement, une vie aussi intense quant à l'expérience révolutionnaire, à la rapidité avec laquelle se sont succédé les formes diverses du mouvement, légal ou illégal, pacifique ou orageux, clandestin ou avéré, cercles ou mouvement de masse, parlementaire ou terroriste. Aucun autre pays n'a connu dans un intervalle de temps aussi court une si riche concentration de formes, de nuances, de méthodes, dans la lutte de *toutes* les classes de la société contemporaine, lutte qui, par suite du retard du pays et du joug tsariste écrasant, mûrissait particulièrement vite et s'assimilait avec avidité et utilement le « dernier mot » de l'expérience politique de l'Amérique et de l'Europe.

## III

## PRINCIPALES ETAPES DE L'HISTOIRE DU BOLCHEVISME

Années de préparation de la révolution (1903-1905). On sent partout l'approche de la grande tempête. Fermentation et préparation dans toutes les classes de la société. A l'étranger, la presse de l'émigration pose théoriquement *toutes* les questions essentielles de la révolution. Les représentants des trois classes fondamentales, des trois principaux courants politiques, libéral-bourgeois, démocrate petit-bourgeois (se camouflant du pavillon « social-démocrate » ou « socialiste-révolutionnaire ») et prolétarien révolutionnaire, dans une lutte des plus acharnées où s'affrontent programmes et tactiques, — anticipent et préparent la

future lutte de classes déclarée. *Toutes* les questions pour lesquelles les masses ont combattu les armes à la main en 1905-1907 et en 1917-1920, on peut (et l'on doit) les retrouver, sous une forme embryonnaire, dans la presse de l'époque. Et entre ces trois tendances principales il existe, bien entendu, une infinité de formations intermédiaires, transitoires, bâtardes. Plus exactement : c'est dans la lutte des organes de presse, des partis, des fractions, des groupes, que se cristallisent les tendances idéologiques et politiques qui sont réellement des tendances de classe ; les classes se forgent l'arme idéologique et politique dont elles ont besoin pour les combats à venir.

Années de révolution (1905-1907). Toutes les classes s'affirment ouvertement. Toutes les conceptions de programme et de tactique se vérifient par l'action des masses. La lutte gréviste revêt une ampleur et une acuité sans précédent dans le monde. Transformation de la grève économique en grève politique, de la grève politique en insurrection. Vérification pratique des rapports entre le prolétariat dirigeant et la paysannerie dirigée, hésitante, instable. Naissance, dans le développement spontané de la lutte, de la forme d'organisation soviétique. Les débats de l'époque sur le rôle des Soviets anticipent la grande lutte des années 1917-1920. Succession des formes de lutte parlementaires et non parlementaires, de la tactique de boycottage du parlementarisme et de celle de la participation à ce dernier, des formes de lutte légales et illégales, de même que les rapports et liaisons qui existent entre ces formes, tout cela se distingue par une étonnante richesse de contenu. Chaque mois de cette période équivalait, pour l'enseignement des principes de la science politique — aux masses et aux chefs, aux classes et aux partis, — à une année de développement « pacifique », « constitutionnel ». Sans la « répétition générale » de 1905 la victoire de la Révolution d'Octobre 1917 eût été impossible.

Années de réaction (1907-1910). Le tsarisme a vaincu. Tous les partis révolutionnaires ou d'opposition sont écrasés. Abattement, démoralisation, scissions, débandade, reniement, pornographie au lieu de politique. Tendance accentuée à l'idéalisme philosophique ; le mysticisme qui sert de masque à l'esprit contre-révolutionnaire. Mais en

même temps, la grande défaite justement offre aux partis révolutionnaires et à la classe révolutionnaire une leçon véritable, infiniment salutaire, une leçon de dialectique historique et qui leur fait comprendre et apprendre l'art de soutenir la lutte politique. On connaît le véritable ami dans le besoin. Les armées défaites sont à bonne école.

Le tsarisme victorieux est obligé de détruire au plus vite les vestiges de l'ordre de choses prébourgeois, patriarcal de la Russie. Son développement bourgeois fait des progrès remarquablement rapides. Les illusions sur la possibilité de se situer en dehors, au-dessus des classes, sur la possibilité d'éviter le capitalisme, sont réduites en poussière. La lutte de classes s'affirme d'une façon toute nouvelle, avec d'autant plus de relief.

Les partis révolutionnaires doivent parachever leur instruction. Ils ont appris à mener l'offensive. Il faut comprendre maintenant que cette science doit être complétée par cette autre science : comment mieux reculer. Il faut comprendre, — et la classe révolutionnaire s'applique à comprendre par sa propre et amère expérience, — qu'il est impossible de vaincre sans avoir appris la science de l'offensive et de la retraite. De tous les partis révolutionnaires ou d'opposition défaits, les bolchéviks furent ceux qui se replièrent avec le plus d'ordre, avec le moins de dommage pour leur « armée », avec le moins de pertes pour son noyau, avec les scissions les moins profondes et les moins irréparables, avec le moins de démoralisation, avec la plus grande capacité de fournir à nouveau le travail le plus large, le mieux conçu et le plus énergique. Et si les bolchéviks y sont parvenus, c'est uniquement parce qu'ils avaient dénoncé sans pitié et bouté dehors les révolutionnaires de la phrase qui ne voulaient pas comprendre qu'il fallait se replier, qu'il fallait savoir se replier, qu'il fallait absolument apprendre à travailler légalement dans les parlements les plus réactionnaires, dans les plus réactionnaires organisations syndicales, coopératives, d'assurances et autres organisations analogues.

Années d'essor (1910-1914). Au début l'essor fut incroyablement lent, puis, à la suite des événements de la Léna, en 1912, il se fit un peu plus rapide. Les bolchéviks, surmontant des difficultés inouïes, refoulèrent les menché-

viks, dont le rôle d'agents de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier avait été admirablement compris, après 1905, par toute la bourgeoisie qui, pour cette raison, les soutenait de mille manières contre les bolchéviks. Pourtant les bolchéviks ne seraient jamais arrivés à ce résultat s'ils n'avaient appliqué la tactique juste qui allie le travail clandestin à l'utilisation expresse des « possibilités légales ». Dans la plus réactionnaire des Doumas, les bolchéviks surent gagner toute la curie ouvrière.

Première guerre impérialiste mondiale (1914-1917). Le parlementarisme légal, étant donné le caractère profondément réactionnaire du « parlement », rend les plus grands services au parti du prolétariat révolutionnaire, aux bolchéviks. Les députés bolchéviks prennent le chemin de la Sibérie. Dans la presse de l'émigration, toutes les nuances d'opinions du social-impérialisme, du social-chauvinisme, du social-patriotisme, de l'internationalisme inconséquent ou conséquent, du pacifisme et de la négation révolutionnaire des illusions pacifistes, trouvent chez nous leur expression totale. Les savantasses et les vieilles commères de la II[e] Internationale, qui fronçaient le nez avec dédain et hauteur devant l'abondance des « fractions » dans le socialisme russe et devant la lutte acharnée qu'elles se livraient, n'ont pas su, au moment où la guerre abolissait dans *tous* les pays avancés la « légalité » tant vantée, organiser, même à peu près, un échange de vues aussi libre (illégal) et une élaboration aussi libre (illégale) de vues justes, que ceux que les révolutionnaires russes avaient su organiser en Suisse et dans plusieurs autres pays. C'est bien pourquoi les social-patriotes déclarés et les « kautskistes » de tous les pays se sont révélés les pires traîtres au prolétariat. Et si le bolchévisme a su triompher en 1917-1920, une des principales causes de cette victoire est que, dès la fin de 1914, il avait dénoncé sans merci la bassesse, la vilenie et la lâcheté du social-chauvinisme et du « kautskisme » (auquel correspondent le longuettisme[2] en France, les conceptions des chefs du Parti travailliste indépendant[3] et des fabiens[4] en Angleterre, de Turati en Italie, etc.), et que les masses s'étaient ensuite convaincues de plus en plus, par leur propre expérience, de la justesse des vues bolchéviques.

Deuxième révolution russe (de février à octobre 1917). La vétusté et la décrépitude incroyable du tsarisme (auxquelles s'ajoutaient les atteintes et les souffrances d'une guerre infiniment dure) avaient dressé contre lui une immense force de destruction. En quelques jours la Russie se transforma en une République démocratique bourgeoise plus libre — dans les conditions de la guerre — que n'importe quel pays du monde. Les chefs des partis d'opposition et des partis révolutionnaires se mirent en devoir de former le gouvernement tout comme dans les républiques les plus « strictement parlementaires » ; et le titre de chef d'un parti d'opposition au parlement, même dans ce parlement tout ce qu'il y a de plus réactionnaire, *facilitait* le rôle que devait jouer plus tard un tel chef dans la révolution.

En quelques semaines menchéviks et « socialistes-révolutionnaires » s'assimilèrent admirablement tous les procédés et manières, les arguments et sophismes des héros européens de la IIe Internationale, des ministérialistes et autre ramassis opportuniste. Tout ce que nous lisons maintenant sur les Scheidemann et les Noske, sur Kautsky et Hilferding, Renner et Austerlitz, Otto Bauer et Fritz Adler, sur Turati et Longuet, sur les fabiens et les chefs du Parti travailliste indépendant d'Angleterre, nous semble (et l'est en réalité) une fastidieuse répétition, la reprise d'un vieil air connu. Tout cela, nous l'avons déjà vu chez les menchéviks. L'histoire a joué un tour de sa façon : elle a obligé les opportunistes d'un pays retardataire à anticiper le rôle des opportunistes de plusieurs pays avancés.

Si tous les héros de la IIe Internationale ont fait faillite, s'ils se sont couverts de honte pour n'avoir pas compris la portée et le rôle des Soviets et du pouvoir des Soviets, si l'on a vu se déshonorer avec un singulier « éclat » et s'enferrer sur cette question les chefs de trois partis très importants actuellement sortis de la IIe Internationale (à savoir : le Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne[5], le Parti longuettiste en France et le Parti travailliste indépendant d'Angleterre), si tous se sont montrés les esclaves des préjugés de la démocratie petite-bourgeoise (tout à fait dans le goût des petits bourgeois de 1848, qui se donnaient le nom de « social-démocrates »), *tout cela* nous l'avions *déjà* vu par l'exemple des menchéviks. L'his-

toire a joué ce bon tour que les Soviets sont nés en Russie, en 1905, qu'ils ont été falsifiés en février-octobre 1917 par les menchéviks qui firent banqueroute pour n'avoir pas su comprendre le rôle et la portée des Soviets, et que maintenant, *dans le monde entier*, est née l'idée du pouvoir des Soviets, idée qui se répand avec une rapidité prodigieuse dans le prolétariat de tous les pays, tandis que les héros attitrés de la II[e] Internationale font *partout* banqueroute parce que ne comprenant pas, exactement comme nos menchéviks, le rôle et la portée des Soviets. L'expérience a prouvé que dans certaines questions très essentielles de la révolution prolétarienne, *tous* les pays passeraient inévitablement par où a passé la Russie.

Les bolchéviks commencèrent leur lutte victorieuse contre la République parlementaire (en fait) bourgeoise et contre les menchéviks, avec une extrême prudence ; ils l'avaient préparée avec infiniment de soin, contrairement à l'opinion assez répandue aujourd'hui en Europe et en Amérique. Au début de cette période nous *n'avons pas* appelé à renverser le gouvernement ; nous avons expliqué qu'il était impossible de le renverser *sans* que des changements préalables fussent intervenus dans la composition et la mentalité des Soviets. Nous n'avons pas proclamé le boycottage du parlement bourgeois, de la Constituante ; mais nous avons dit, — nous l'avons dit officiellement, au nom du parti, dès notre Conférence d'avril 1917, — qu'une république bourgeoise avec une Constituante valait mieux que cette même république sans Constituante, mais qu'une République « ouvrière et paysanne », soviétique, valait mieux que toute république démocratique bourgeoise, parlementaire. Sans cette préparation prudente, minutieuse, circonspecte et persévérante, nous n'eussions pu ni remporter la victoire en octobre 1917, ni maintenir cette victoire.

## IV

## DANS LA LUTTE CONTRE QUELS ENNEMIS AU SEIN DU MOUVEMENT OUVRIER LE BOLCHEVISME S'EST-IL DEVELOPPE, FORTIFIE, AGUERRI ?

C'est, d'abord et surtout, en combattant l'opportunisme qui, en 1914, s'est définitivement mué en social-chauvinisme et s'est définitivement rangé aux côtés de la bourgeoisie

contre le prolétariat. Il fut naturellement le principal ennemi du bolchévisme au sein du mouvement ouvrier. C'est encore le principal ennemi à l'échelle internationale. C'est à cet ennemi que le bolchévisme a consacré et consacre le maximum d'attention. Aujourd'hui cet aspect de l'activité des bolchéviks est assez connu, même à l'étranger.

On ne peut pas en dire autant de l'autre ennemi du bolchévisme au sein du mouvement ouvrier. On ne sait pas encore suffisamment à l'étranger que le bolchévisme a grandi, s'est constitué et s'est aguerri au cours d'une lutte de longues années contre l'esprit *révolutionnaire petit-bourgeois* qui frise l'anarchisme ou lui fait quelque emprunt et qui, pour tout ce qui est essentiel, déroge aux conditions et aux nécessités d'une lutte de classe prolétarienne conséquente. Il est un fait théoriquement bien établi pour les marxistes, et entièrement confirmé par l'expérience de toutes les révolutions et de tous les mouvements révolutionnaires d'Europe, — c'est que le petit propriétaire, le petit patron (type social très largement représenté, formant une masse importante dans bien des pays d'Europe) qui, en régime capitaliste, subit une oppression continuelle et, très souvent, une aggravation terriblement forte et rapide de ses conditions d'existence et la ruine, passe facilement à un révolutionnarisme extrême, mais est incapable de faire preuve de fermeté, d'esprit d'organisation, de discipline et de constance. Le petit bourgeois, « pris de rage » devant les horreurs du capitalisme, est un phénomène social propre, comme l'anarchisme, à tous les pays capitalistes. L'instabilité de ce révolutionnarisme, sa stérilité, la propriété qu'il a de se changer rapidement en soumission, en apathie, en vaine fantaisie, et même en engouement « enragé » pour telle ou telle tendance bourgeoise « à la mode », tout cela est de notoriété publique. Mais la reconnaissance théorique, abstraite de ces vérités ne préserve aucunement les partis révolutionnaires des vieilles erreurs qui reparaissent toujours à l'improviste sous une forme un peu nouvelle, sous un aspect ou dans un décor qu'on ne leur connaissait pas encore, dans une ambiance singulière, plus ou moins originale.

L'anarchisme a été souvent une sorte de châtiment pour les déviations opportunistes du mouvement ouvrier. Ces deux aberrations se complétaient mutuellement. Et si en

Russie, bien que la population petite-bourgeoise y soit plus nombreuse que dans les pays d'Occident, l'anarchisme n'a exercé qu'une influence relativement insignifiante au cours des deux révolutions (1905 et 1917) et pendant leur préparation, le mérite doit en être sans nul doute attribué en partie au bolchévisme, qui avait toujours soutenu la lutte la plus implacable et la plus intransigeante contre l'opportunisme. Je dis : « en partie », car ce qui a contribué encore davantage à affaiblir l'anarchisme en Russie, c'est qu'il avait eu dans le passé (1870-1880) la possibilité de s'épanouir pleinement et de révéler jusqu'au bout combien cette théorie était fausse et inapte à guider la classe révolutionnaire.

Le bolchévisme, dès son origine, en 1903, reprit cette tradition de lutte implacable contre l'esprit révolutionnaire petit-bourgeois, mi-anarchiste (ou capable de flirter avec l'anarchisme), tradition qui fut toujours celle de la social-démocratie révolutionnaire, et qui s'était particulièrement ancrée chez nous aux années 1900-1903, au moment où étaient jetées les fondations d'un parti de masse du prolétariat révolutionnaire en Russie. Le bolchévisme reprit et poursuivit la lutte contre le parti qui, plus que tout autre, traduisait les tendances de l'esprit révolutionnaire petit-bourgeois, à savoir : le parti « socialiste-révolutionnaire », sur trois points principaux. D'abord ce parti, niant le marxisme, s'obstinait à ne pas vouloir (peut-être serait-il plus exact de dire : qu'il ne pouvait pas) comprendre la nécessité de tenir compte, avec une objectivité rigoureuse, des forces de classes et du rapport de ces forces, avant d'engager une action politique quelconque. En second lieu, ce parti voyait une manifestation particulière de son « esprit révolutionnaire » ou de son « gauchisme » dans la reconnaissance par lui du terrorisme individuel, des attentats, ce que nous, marxistes, répudiions catégoriquement. Naturellement, nous ne répudiions le terrorisme individuel que pour des motifs d'opportunité. Tandis que les gens capables de condamner « en principe » la terreur de la grande révolution française ou, d'une façon générale, la terreur exercée par un parti révolutionnaire victorieux, assiégé par la bourgeoisie du monde entier, — ces gens-là, Plékhanov dès 1900-1903, alors qu'il était marxiste et révolutionnaire, les a tournés en dérision, les a bafoués. En troisième lieu,

pour les « socialistes-révolutionnaires », être « de gauche » revenait à ricaner sur les péchés opportunistes relativement bénins de la social-démocratie allemande, tout en imitant les opportunistes extrêmes de ce même parti, par exemple dans la question agraire ou dans la question de la dictature du prolétariat.

L'histoire, soit dit en passant, a confirmé aujourd'hui, sur une vaste échelle, à l'échelle mondiale, l'opinion que nous avons toujours défendue, à savoir que la social-démocratie *révolutionnaire* d'Allemagne (remarquez que dès 1900-1903 Plékhanov réclama l'exclusion de Bernstein, et les bolchéviks, continuant toujours cette tradition, dénoncèrent en 1913 la bassesse, la lâcheté et la trahison de Legien), — la social-démocratie révolutionnaire d'Allemagne, dis-je, ressemblait *le plus* au parti dont le prolétariat révolutionnaire a besoin pour vaincre. Maintenant, en 1920, après toutes les faillites honteuses et les crises de l'époque de la guerre et des premières années qui la suivirent, il apparaît clairement que de tous les partis d'Occident, c'est la social-démocratie révolutionnaire d'Allemagne qui a donné les meilleurs chefs, qui s'est remise sur pied, s'est rétablie, a repris des forces avant les autres. On peut le voir dans le Parti spartakiste [6] et dans l'aile gauche, prolétarienne, du « Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne », qui mène sans défaillance la lutte contre l'opportunisme et le manque de caractère des Kautsky, des Hilferding, des Ledebour et des Crispien. Si l'on jette maintenant un coup d'œil d'ensemble sur la période historique parfaitement révolue, qui va de la Commune de Paris à la première République socialiste des Soviets, on voit se préciser en des contours absolument nets et indiscutables l'attitude générale du marxisme envers l'anarchisme. C'est le marxisme qui a prévalu finalement, et si les anarchistes n'avaient pas tort de signaler le caractère opportuniste des idées sur l'Etat, professées par la plupart des partis socialistes, ce caractère opportuniste tenait tout d'abord à la déformation et même à la dissimulation pure et simple des idées de Marx sur l'Etat (dans mon livre *l'Etat et la Révolution*, j'ai noté que Bebel avait tenu sous le boisseau pendant trente-six ans, de 1875 à 1911, la lettre où Engels dénonçait avec une vigueur, une franchise,

une clarté et un relief étonnants, l'opportunisme des conceptions social-démocrates courantes sur l'Etat) ; en second lieu, ce sont justement les courants les plus marxistes existant dans les partis socialistes d'Europe et d'Amérique qui ont le plus vite et le plus largement redressé ces vues opportunistes, reconnu le pouvoir des Soviets et sa supériorité sur la démocratie parlementaire bourgeoise.

En deux occasions la lutte du bolchévisme contre les déviations « de gauche » dans son propre parti prit une ampleur particulière : en 1908, à propos de la participation au « parlement » le plus réactionnaire et aux associations ouvrières légales, régies par des lois ultra-réactionnaires, et en 1918 (paix de Brest-Litovsk), sur la question de savoir si l'on pouvait admettre tel ou tel « compromis ».

En 1908, les bolchéviks « de gauche » furent exclus de notre parti pour s'être obstinément refusés à comprendre la nécessité de participer au « parlement » ultra-réactionnaire. Les « gauches » — parmi lesquels figuraient bon nombre d'excellents révolutionnaires qui, plus tard, appartinrent (et continuent d'appartenir) avec honneur au Parti communiste, — s'inspiraient plus particulièrement de l'expérience heureuse du boycottage de 1905. Lorsqu'au mois d'août le tsar avait proclamé la convocation d'un « parlement » consultatif, les bolchéviks, à l'encontre de tous les partis d'opposition et à l'encontre des menchéviks, avaient proclamé le boycottage de ce parlement, et celui-ci fut effectivement balayé par la révolution d'octobre 1905. Alors le boycottage était tout indiqué, non pas que la non-participation aux parlements réactionnaires soit juste en général, mais parce qu'on avait exactement tenu compte de la situation objective qui menait à une transformation rapide des grèves de masse en grève politique, puis en grève révolutionnaire et, enfin, en insurrection. L'objet du débat était alors de savoir s'il fallait laisser au tsar l'initiative de la convocation de la première institution représentative, ou bien tenter d'arracher cette convocation des mains du vieux pouvoir. Puisque l'on n'avait pas et que l'on ne pouvait avoir la certitude que la situation objective était bien analogue à celle-là, et que son développement se poursuivrait dans le même sens et à la même allure, le boycottage n'était plus indiqué.

Le boycottage bolchévik du « parlement » en 1905 enrichit le prolétariat révolutionnaire d'une expérience politique extrêmement précieuse, en lui montrant qu'il est parfois utile et même obligatoire, lorsqu'on use simultanément des formes de lutte légales ou non, parlementaires et extraparlementaires, de savoir renoncer aux formes parlementaires. Mais transposer aveuglément, par simple imitation, sans esprit critique, cette expérience dans d'*autres* conditions, dans une *autre* conjoncture, c'est commettre la plus grave erreur. Le boycottage de la « Douma » par les bolchéviks, en 1906, fut une erreur pourtant sans gravité et facile à réparer*. Par contre, une erreur très grave et difficilement réparable fut le boycottage de 1907, 1908 et des années suivantes. A cette époque en effet, d'une part, on ne pouvait s'attendre à voir monter très rapidement la vague révolutionnaire, ni à ce qu'elle se transformât en insurrection, et, d'autre part, la nécessité de combiner le travail légal avec le travail illégal découlait de la situation historique créée par la rénovation bourgeoise de la monarchie. Quand on considère aujourd'hui rétrospectivement cette période historique parfaitement révolue, dont le lien avec les périodes ultérieures est maintenant tout à fait manifeste, il apparaît clairement que les bolchéviks *n'auraient pas pu* conserver (je ne dis même pas : affermir, développer, fortifier), entre 1908 et 1914, le noyau solide du parti révolutionnaire du prolétariat, s'ils n'avaient pas su maintenir, au prix d'une âpre lutte, l'*obligation* de combiner les formes de lutte illégales avec les formes légales, avec la participation *obligatoire* au parlement ultra-réactionnaire et à une série d'autres institutions, régies par une législation réactionnaire (caisses d'assurances, etc.).

En 1918, les choses n'allèrent pas jusqu'à la scission. Les communistes de « gauche » se bornèrent à constituer un groupe à part, une « fraction » au sein de notre parti, pas pour longtemps d'ailleurs. Dans la même année 1918, les représentants les plus marquants du « communisme de

* Ce qui vaut pour les individus peut être appliqué, toutes proportions gardées, à la politique et aux partis. L'homme intelligent n'est pas celui qui ne fait pas de fautes. Ces gens-là n'existent pas et ne peuvent pas exister. Celui-là est intelligent qui fait des fautes, pas très graves, et qui sait les corriger facilement et vite.

gauche », Radek et Boukharine par exemple, reconnurent ouvertement leur erreur. La paix de Brest-Litovsk était à leurs yeux un compromis avec les impérialistes, inadmissible en principe et nuisible au parti du prolétariat révolutionnaire. C'était bien, en effet, un compromis avec les impérialistes, mais il était justement celui que les circonstances rendaient *obligatoire*.

Aujourd'hui, lorsque j'entends attaquer, comme le font par exemple les « socialistes-révolutionnaires », la tactique que nous avons suivie en signant la paix de Brest-Litovsk, ou lorsque j'entends cette remarque que me fit le camarade Lansbury au cours d'un entretien : « Nos chefs anglais des trade-unions disent que les compromis sont admissibles pour eux aussi, puisqu'ils l'ont été pour le bolchévisme », je réponds généralement tout d'abord par cette comparaison simple et « populaire » :

Imaginez-vous que votre automobile soit arrêtée par des bandits armés. Vous leur donnez votre argent, votre passeport, votre revolver, votre auto. Vous vous débarrassez ainsi de l'agréable voisinage des bandits. C'est là un compromis, à n'en pas douter. « *Do ut des* » (je te « donne » mon argent, mes armes, mon auto, « pour que tu me donnes » la possibilité de me retirer sain et sauf). Mais on trouverait difficilement un homme, à moins qu'il n'ait perdu la raison, pour déclarer pareil compromis « inadmissible en principe », ou pour dénoncer celui qui l'a conclu comme complice des bandits (encore que les bandits, une fois maîtres de l'auto, aient pu s'en servir, ainsi que des armes, pour de nouveaux brigandages). Notre compromis avec les bandits de l'impérialisme allemand a été analogue à celui-là.

Mais lorsque les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires de Russie, les partisans de Scheidemann (et dans une large mesure les kautskistes) en Allemagne, Otto Bauer et Friedrich Adler (sans parler même de MM. Renner et C^ie^) en Autriche, les Renaudel, Longuet et C^ie^ en France, les fabiens, les « indépendants » et les « travaillistes » (« labouristes ») en Angleterre, ont conclu en 1914-1918 et en 1918-1920, *contre* le prolétariat révolutionnaire de leurs pays respectifs, des *compromis* avec les bandits de leur propre bourgeoisie et, parfois, de la bourgeoisie « alliée », tous ces messieurs se comportaient *en complices du banditisme*.

La conclusion est claire : rejeter les compromis « en principe », nier la légitimité des compromis en général, quels qu'ils soient, c'est un enfantillage qu'il est même difficile de prendre au sérieux. L'homme politique désireux d'être utile au prolétariat révolutionnaire, doit savoir discerner les cas *concrets* où les compromis sont inadmissibles, où ils expriment l'opportunisme et la *trahison*, et diriger contre *ces* compromis *concrets* tout le tranchant de sa critique, les dénoncer implacablement, leur déclarer une guerre irréconciliable, sans permettre aux vieux routiers du socialisme « d'affaires », ni aux jésuites parlementaires de se dérober, d'échapper par des dissertations sur les « compromis en général », à la responsabilité qui leur incombe. C'est bien ainsi que messieurs les « chefs » anglais des trade-unions, ou bien de la société fabienne et du Parti travailliste « indépendant », se dérobent à la responsabilité qui pèse sur eux pour la *trahison qu'ils ont commise*, pour avoir perpétré un compromis *tel* qu'il équivaut en fait à de l'opportunisme, à une défection et à une trahison de la pire espèce.

Il y a compromis et compromis. Il faut savoir analyser la situation et les conditions concrètes de chaque compromis ou de chaque variété de compromis. Il faut apprendre à distinguer entre l'homme qui a donné aux bandits de l'argent et des armes pour diminuer le mal causé par ces bandits et faciliter leur capture et leur exécution, et l'homme qui donne aux bandits de l'argent et des armes afin de participer au partage de leur butin. En politique, la chose est loin d'être toujours aussi facile que dans mon exemple d'une simplicité enfantine. Mais celui qui s'aviserait d'imaginer pour les ouvriers une recette offrant d'avance des solutions toutes prêtes pour toutes les circonstances de la vie, ou qui assurerait que dans la politique du prolétariat révolutionnaire il ne se rencontrera jamais de difficultés ni de situations embrouillées, celui-là ne serait qu'un charlatan.

Pour ne laisser place à aucun malentendu, j'essaierai d'esquisser, ne fût-ce que très brièvement, quelques principes fondamentaux pouvant servir à l'analyse des exemples concrets de compromis.

Le parti qui a conclu avec les impérialistes allemands un compromis en signant la paix de Brest-Litovsk, avait

commencé à élaborer pratiquement son internationalisme dès la fin de 1914. Il n'avait pas craint de préconiser la défaite de la monarchie tsariste et de stigmatiser la « défense de la patrie » dans une guerre entre deux rapaces impérialistes. Les députés de ce parti au parlement prirent le chemin de la Sibérie, et non pas celui qui conduit aux portefeuilles ministériels dans un gouvernement bourgeois. La révolution qui a renversé le tsarisme et créé la République démocratique, a été pour ce parti une nouvelle et grande épreuve ; il n'a accepté aucune entente avec « ses » impérialistes, mais a préparé leur renversement et les a renversés. Une fois maître du pouvoir politique, ce parti n'a laissé pierre sur pierre ni de la grande propriété terrienne ni de la propriété capitaliste. Après avoir publié et annulé les traités secrets des impérialistes, ce parti a proposé la paix à *tous* les peuples, et n'a cédé à la violence des rapaces de Brest-Litovsk qu'après que les impérialistes anglo-français eurent torpillé la paix, et que les bolchéviks eurent fait tout ce qui était humainement possible pour hâter la révolution en Allemagne et dans les autres pays. La parfaite justesse d'un tel compromis, conclu par un tel parti, dans une telle situation, devient chaque jour plus claire et plus évidente pour tous.

Les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires de Russie (comme d'ailleurs tous les chefs de la II[e] Internationale dans le monde entier en 1914-1920) avaient commencé par trahir, en justifiant, directement ou indirectement, la « défense de la patrie », c'est-à-dire la défense de *leur* bourgeoisie spoliatrice. Ils ont persisté dans la trahison en se coalisant avec la bourgeoisie de *leur* pays et en luttant aux côtés de *leur* bourgeoisie contre le prolétariat révolutionnaire de leur propre pays. Leur bloc, d'abord avec Kérenski et les cadets, puis avec Koltchak et Dénikine en Russie, de même que le bloc de leurs coreligionnaires étrangers avec la bourgeoisie de *leurs* pays respectifs, marqua leur passage aux côtés de la bourgeoisie contre le prolétariat. *Leur* compromis avec les bandits de l'impérialisme a consisté, du commencement à la fin, à se faire les *complices* du banditisme impérialiste.

## V

## LE COMMUNISME DE «GAUCHE» EN ALLEMAGNE. CHEFS, PARTI, CLASSE, MASSE

Les communistes allemands dont nous aurons maintenant à parler ne se donnent pas le nom de communistes de « gauche », mais, si je ne me trompe, celui d'« opposition de principe ». Mais qu'ils présentent des symptômes caractérisés de cette « maladie infantile, le gauchisme », c'est ce qu'on verra dans l'exposé ci-après.

La brochure *la Scission du Parti communiste d'Allemagne* (Ligue Spartacus), publiée par le « groupe local de Francfort-sur-le-Main », et qui reflète le point de vue de cette opposition, expose avec un relief, une exactitude, une clarté et une concision extrêmes, le fond des idées de cette opposition. Quelques citations suffiront à le faire connaître au lecteur :

« Le parti communiste est le parti de la lutte de classe la plus décidée... »

« ...Au point de vue politique, cette période de transition » (entre le capitalisme et le socialisme) « est celle de la dictature du prolétariat... »

« ...La question se pose : qui doit exercer la dictature : *le Parti communiste ou la classe prolétarienne*?.. Faut-il tendre *en principe* à la dictature du Parti communiste ou à la dictature de la classe prolétarienne ?..

(Tous les passages soulignés dans la citation le sont dans l'original.)

Plus loin, le Comité central du Parti communiste d'Allemagne est accusé, par l'auteur de la brochure, de chercher un moyen de *se coaliser* avec *le Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne*, et de n'avoir soulevé « *la question de l'admission en principe de tous les moyens politiques* » de lutte, y compris le parlementarisme, que pour cacher ses véritables et principales tendances à la coalition avec les indépendants. Et la brochure continue :

« L'opposition a choisi une autre voie. Elle est d'avis que la domination du Parti communiste et la dictature du Parti, ce n'est qu'une question de tactique. En tout cas, la domination du Parti communiste est la forme dernière de toute domination de parti. Il faut tendre *en principe* à la dictature de la classe prolétarienne. Et toutes les mesures prises par le parti, son organisation, ses formes de lutte, sa stratégie et sa tactique doivent être orientées vers ce but.

Il faut par suite repousser de la façon la plus décidée tout compromis avec les autres partis, tout retour aux formes parlementaires de lutte qui, historiquement et politiquement, ont fait leur temps, toute politique de louvoiement et d'entente. » « Les méthodes spécifiquement prolétariennes de lutte révolutionnaire doivent être particulièrement soulignées. Et pour entraîner les plus larges milieux et couches de prolétaires qui doivent entrer dans la lutte révolutionnaire, sous la direction du Parti communiste, il faut créer de nouvelles formes d'organisation sur la plus large base et dans le plus large cadre. Le point de rassemblement de tous les éléments révolutionnaires est l'*union ouvrière* qui a à sa base les organisations d'usines. C'est là que doivent se réunir tous les ouvriers qui suivent le mot d'ordre : Sortez des syndicats ! C'est là que le prolétariat militant se formera en rangs serrés pour le combat. Pour y entrer il suffit de reconnaître la lutte de classes, le système des Soviets et la dictature. Ultérieurement, toute l'éducation politique des masses en lutte et l'orientation politique de la lutte incombent au Parti communiste qui reste en dehors de l'union ouvrière... »

« ...Ainsi deux partis communistes se trouvent maintenant en présence :

*L'un est le parti des chefs*, qui entend organiser la lutte révolutionnaire et la diriger *par en haut*, acceptant les compromis et le parlementarisme, afin de créer des situations permettant à ces chefs d'entrer dans un gouvernement de coalition qui détiendrait la dictature.

*L'autre est le parti des masses*, qui attend l'essor de la lutte révolutionnaire *d'en bas* ; qui ne connaît et n'applique dans cette lutte que la seule méthode menant clairement au but ; qui repousse toutes les méthodes parlementaires et opportunistes ; cette seule méthode est celle du *renversement* résolu de la *bourgeoisie*, afin d'instituer ensuite la dictature prolétarienne de classe et réaliser le socialisme... »

« ...Là, c'est la dictature des chefs ; ici, c'est la dictature des masses ! Tel est notre mot d'ordre. »

Telles sont les thèses essentielles qui caractérisent les vues de l'opposition dans le Parti communiste allemand.

Tout bolchévik qui a consciemment participé au développement du bolchévisme, ou l'a observé de près depuis 1903, dira aussitôt, après avoir lu ces raisonnements : « Quel vieux fatras connu de longue date ! Quel enfantillage de « gauche » !

Mais examinons de près les raisonnements cités.

La seule façon de poser la question : « dictature du parti *ou bien* dictature de la classe ? dictature (parti) des chefs *ou bien* dictature (parti) des masses ? » témoigne déjà de la plus incroyable et désespérante confusion de pensée. Ces gens s'appliquent à *inventer* quelque chose de

tout à fait original et, dans leur zèle à raffiner, ils se rendent ridicules. Tout le monde sait que les masses se divisent en classes ; qu'on ne peut opposer les masses et les classes que lorsqu'on oppose l'immense majorité dans son ensemble sans la différencier selon la position occupée dans le régime social de la production, et les catégories occupant chacune une position particulière dans ce régime ; que les classes sont dirigées, ordinairement, dans la plupart des cas, du moins dans les pays civilisés d'aujourd'hui, par des partis politiques ; que les partis politiques sont, en règle générale, dirigés par des groupes plus ou moins stables de personnes réunissant le maximum d'autorité, d'influence, d'expérience, portées par voie d'élection aux fonctions les plus responsables, et qu'on appelle les chefs. Tout cela ce n'est que l'a b c. Tout cela est simple et clair. Pourquoi a-t-on besoin d'y substituer je ne sais quel charabia, je ne sais quel nouveau volapük ? D'une part, il est évident que ces gens se sont empêtrés dans les difficultés d'une époque où la succession rapide de la légalité et de l'illégalité du parti trouble le rapport ordinaire, normal et simple entre chefs, partis et classes. En Allemagne, comme dans les autres pays d'Europe, on s'est trop habitué à la légalité, à l'élection libre et normale des « chefs » par les congrès réguliers des partis, à la vérification commode de la composition de classe des partis par les élections au parlement, les meetings, la presse, les dispositions d'esprit des syndicats et autres associations, etc. Quand il a fallu, par suite de la marche impétueuse de la révolution et du développement de la guerre civile, passer rapidement de cet état de choses coutumier à la succession, à la combinaison de la légalité et de l'illégalité, aux procédés « incommodes », « non démocratiques », de désignation, de formation ou de conservation des « groupes de dirigeants », on a perdu la tête et on s'est mis à imaginer des énormités. Sans doute les « tribunistes » hollandais [7] qui ont eu le malheur de naître dans un petit pays jouissant des traditions et des conditions d'une légalité particulièrement stable et privilégiée, qui n'ont jamais vu se succéder la légalité et l'illégalité, se sont-ils empêtrés eux-mêmes ; ils ont perdu la tête et ont favorisé ces inventions absurdes.

D'autre part, on observe l'emploi simplement irréfléchi

et illogique des vocables « à la mode », pour notre temps, sur la « masse » et les « chefs ». Les gens ont beaucoup entendu parler des « chefs », ils ont la tête pleine d'attaques de toute sorte contre eux, ils se sont habitués à les voir opposer à la « masse » ; mais ils n'ont pas su réfléchir au pourquoi de la chose, y voir clair.

C'est surtout à la fin de la guerre impérialiste et dans l'après-guerre que le dissentiment entre les « chefs » et la « masse » s'est marqué dans tous les pays avec le plus de force et de relief. La cause principale de ce phénomène a été maintes fois expliquée par Marx et Engels, de 1852 à 1892, par l'exemple de l'Angleterre. La situation exclusive de l'Angleterre donnait naissance à une « aristocratie ouvrière », à demi petite-bourgeoise, opportuniste, issue de la « masse ». Les chefs de cette aristocratie ouvrière passaient continuellement aux côtés de la bourgeoisie qui les entretenait, directement ou indirectement. Marx s'attira la haine flatteuse de cette racaille pour les avoir ouvertement taxés de trahison. L'impérialisme moderne (du XX^e^ siècle) a créé à quelques pays avancés une situation exceptionnellement privilégiée, et c'est sur ce terrain qu'on a vu partout dans la II^e^ Internationale se dessiner le type des chefs traîtres, opportunistes, social-chauvins, défendant les intérêts de leur corporation, de leur mince couche sociale : l'aristocratie ouvrière. Les partis opportunistes se sont détachés des « masses », c'est-à-dire des plus larges couches de travailleurs, de leur majorité, des ouvriers les plus mal payés. La victoire du prolétariat révolutionnaire est impossible si on ne lutte pas contre ce mal, si on ne dénonce pas, si on ne flétrit pas, si on ne chasse pas les chefs opportunistes social-traîtres. Telle est bien la politique pratiquée par la III^e^ Internationale.

Mais en arriver sous ce prétexte à opposer *en général* la dictature des masses à la dictature des chefs, c'est une absurdité ridicule, une sottise. Le plaisant, surtout, c'est qu'aux anciens chefs qui s'en tenaient à des idées humaines sur les choses simples, on substitue en fait (sous le couvert du mot d'ordre « à bas les chefs ! ») des *chefs nouveaux* qui débitent des choses prodigieusement stupides et embrouillées. Tels sont en Allemagne Laufenberg, Wolfheim, Horner [8], Karl Schroeder, Friedrich Wendel, Karl

Erler *. Les tentatives de ce dernier pour « approfondir » la question et proclamer en général l'inutilité et le « bourgeoisisme » des partis politiques représentent à elles seules de telles colonnes d'Hercule en fait de sottises, que les bras vous en tombent. Voilà bien où s'applique cette vérité que d'une petite erreur on peut toujours faire une erreur monstrueuse : il suffit d'y insister, de l'approfondir pour la justifier, de la « mener à son terme ».

Nier la nécessité du parti et de la discipline du parti, voilà *où en est arrivée* l'opposition. Or, cela équivaut à désarmer entièrement le prolétariat *au profit de la bourgeoisie*. Cela équivaut, précisément, à faire siens ces défauts de la petite bourgeoisie que sont la dispersion, l'instabilité, l'inaptitude à la fermeté, à l'union, à l'action conjuguée, défauts qui causeront inévitablement la perte de tout mouvement révolutionnaire du prolétariat, pour peu qu'on les encourage. Nier du point de vue du communisme la nécessité du parti, c'est sauter de la veille de la faillite du capitalisme (en Allemagne), non pas dans la phase inférieure ou moyenne du communisme, mais bien dans sa phase supérieure. En Russie nous en sommes encore (plus de deux ans après le renversement de la bourgeoisie) à faire nos premiers pas dans la voie de la transition du capitalisme au socialisme, ou stade inférieur du communisme. Les classes subsistent, et elles subsisteront partout, pendant des *années après* la conquête du pouvoir par le prolétariat. Peut-être ce délai sera-t-il moindre en Angleterre où il n'y a pas de paysans (mais où il y a cependant des petits patrons !).

---

* *Journal ouvrier communiste* (n° 32, Hambourg, 7 février 1920, « La Dissolution du Parti », par Karl Erler) : « La classe ouvrière ne peut détruire l'Etat bourgeois sans anéantir la démocratie bourgeoise, et elle ne peut anéantir la démocratie bourgeoise sans détruire les partis. »

Les esprits les plus brouillons parmi les syndicalistes et anarchistes latins, peuvent être « satisfaits » : des Allemands sérieux, qui visiblement se croient marxistes (K. Erler et K. Horner affirment avec le plus grand sérieux dans leurs articles de ce journal, qu'ils se considèrent comme des marxistes sérieux et débitent d'une façon particulièrement plaisante d'invraisemblables sottises, manifestant ainsi leur incompréhension de l'a b c du marxisme), en arrivent à dire des choses qui ne riment à rien. Il ne suffit pas d'accepter le marxisme pour être préservé des erreurs. Nous autres Russes le savons fort bien, le marxisme ayant souvent été chez nous une « mode ».

Supprimer les classes, ce n'est pas seulement chasser les grands propriétaires fonciers et les capitalistes, — ce qui nous a été relativement facile, — c'est aussi *supprimer les petits producteurs de marchandises* ; or, ceux-ci *on ne peut pas les chasser*, on ne peut pas les écraser, *il faut faire bon ménage* avec eux. On peut (et on doit) les transformer, les rééduquer, — mais seulement par un travail d'organisation très long, très lent et très prudent. Ils entourent de tous côtés le prolétariat d'une ambiance petite-bourgeoise, ils l'en pénètrent, ils l'en corrompent, ils suscitent constamment au sein du prolétariat des récidives de défauts propres à la petite bourgeoisie : manque de caractère, dispersion, individualisme, passage de l'enthousiasme à l'abattement. Pour y résister, pour permettre au prolétariat d'exercer comme il se doit, avec succès et victorieusement, son rôle *d'organisateur* (qui est son rôle *principal*), le parti politique du prolétariat doit faire régner dans son sein une centralisation et une discipline rigoureuses. La dictature du prolétariat est une lutte opiniâtre, sanglante et non sanglante, violente et pacifique, militaire et économique, pédagogique et administrative, contre les forces et les traditions de la vieille société. La force de l'habitude chez les millions et les dizaines de millions d'hommes est la force la plus terrible. Sans un parti de fer, trempé dans la lutte, sans un parti jouissant de la confiance de tout ce qu'il y a d'honnête dans la classe en question, sans un parti sachant observer l'état d'esprit de la masse et influer sur lui, il est impossible de soutenir cette lutte avec succès. Il est mille fois plus facile de vaincre la grande bourgeoisie centralisée que de « vaincre » les millions et les millions de petits patrons ; or ceux-ci, par leur activité quotidienne, coutumière, invisible, insaisissable, dissolvante, réalisent les *mêmes* résultats qui sont nécessaires à la bourgeoisie, qui *restaurent* la bourgeoisie. Celui qui affaiblit tant soit peu la discipline de fer dans le parti du prolétariat (surtout pendant sa dictature), aide en réalité la bourgeoisie contre le prolétariat.

A côté de la question relative aux chefs, au parti, à la classe, à la masse, il faut poser la question des syndicats « réactionnaires ». Mais auparavant je me permettrai encore, en guise de conclusion, quelques remarques fondées

sur l'expérience de notre parti. Des attaques contre la « dictature des chefs », *il y en a toujours eu* dans notre parti : les premières dont je me souvienne remontent à 1895, à l'époque où notre parti n'existait pas encore formellement, mais où le groupe central de Pétersbourg commençait à se constituer et devait prendre sur lui la direction des groupements de quartier. Au IX^e^ Congrès de notre parti (avril 1920), il y avait une petite opposition qui s'élevait aussi contre la « dictature des chefs », l'« oligarchie », etc. Il n'y a donc rien d'étonnant, rien de nouveau, rien de terrible dans cette « maladie infantile » qu'est le « communisme de gauche », chez les Allemands. Cette maladie passe sans danger et, après elle, l'organisme devient même plus robuste. D'autre part, la rapide succession du travail légal et illégal, qui impose la nécessité de « cacher » tout particulièrement, d'entourer d'un secret particulier, justement l'état-major, justement les chefs, entraîne parfois chez nous les plus funestes conséquences. Le pire fut, en 1912, l'entrée du provocateur Malinovski au Comité central bolchévik. Il fit repérer des dizaines et des dizaines de camarades, parmi les meilleurs et les plus dévoués, il les fit envoyer au bagne et hâta la mort de beaucoup d'entre eux. S'il ne causa pas un mal encore plus grand, c'est parce que nous avions bien établi le rapport entre le travail légal et illégal. Pour gagner notre confiance, Malinovski, en sa qualité de membre du Comité central du Parti et de député à la Douma, devait nous aider à lancer des journaux quotidiens légaux qui savaient, même sous le tsarisme, livrer combat à l'opportunisme des menchéviks, et répandre, sous une forme utilement voilée, les principes fondamentaux du bolchévisme. D'une main Malinovski envoyait au bagne et à la mort des dizaines et des dizaines de meilleurs militants du bolchévisme ; de l'autre, il devait aider, par la voie de la presse légale, à l'éducation de dizaines et de dizaines de milliers de nouveaux bolchéviks. Voilà un fait que feront bien de méditer les camarades allemands (et aussi anglais et américains, français et italiens) qui ont pour tâche d'apprendre à mener le travail révolutionnaire dans les syndicats réactionnaires *.

* Malinovski fut prisonnier en Allemagne. Quand il revint en Russie sous le gouvernement bolchévik, il fut aussitôt mis en juge-

Dans nombre de pays, y compris les plus avancés, la bourgeoisie envoie certainement et enverra des provocateurs dans les partis communistes. L'un des moyens de combattre ce danger, c'est de combiner avec intelligence le travail légal et illégal.

## VI

## LES REVOLUTIONNAIRES DOIVENT-ILS MILITER DANS LES SYNDICATS REACTIONNAIRES ?

Les « gauches » allemands croient pouvoir répondre sans hésiter à cette question par la négative. Selon eux, les déclamations et les apostrophes courroucées à l'adresse des syndicats « réactionnaires » et « contre-révolutionnaires » suffisent (K. Horner l'affirme avec une « gravité » très particulière et très sotte) à « démontrer » l'inutilité et même l'inadmissibilité pour les révolutionnaires, les communistes, de militer dans les syndicats jaunes, contre-révolutionnaires, les syndicats des social-chauvins, des conciliateurs, des Legien.

Mais, si convaincus que soient les « gauches » allemands du caractère révolutionnaire de cette tactique, elle est en réalité foncièrement erronée et ne renferme rien d'autre que des phrases creuses.

Pour bien le montrer, je partirai de notre expérience, conformément au plan général du présent article qui a pour but d'appliquer à l'Europe occidentale ce qu'il y a de généralement applicable, de généralement significatif, de généralement obligatoire dans l'histoire et dans la tactique actuelle du bolchévisme.

---

ment et fusillé par nos ouvriers. Les menchéviks nous avaient reproché avec une âpreté particulière notre faute : avoir laissé un provocateur pénétrer au Comité central de notre Parti. Mais quand, sous Kérenski, nous exigeâmes l'arrestation et la mise en jugement du président de la Douma, Rodzianko, qui, dès avant la guerre, avait eu connaissance du rôle d'agent provocateur de Malinovski et *n'en avait rien dit* aux députés troudoviks et ouvriers de la Douma — ni les menchéviks ni les socialistes-revolutionnaires qui participaient au gouvernement en même temps que Kérenski, ne soutinrent notre revendication, et Rodzianko, laissé en liberté, put s'en aller *librement* rejoindre Dénikine.

Le rapport entre les chefs, le parti, la classe, les masses et, d'autre part, l'attitude de la dictature du prolétariat et de son parti envers les syndicats, se présentent aujourd'hui chez nous, concrètement, de la manière suivante. La dictature est exercée par le prolétariat organisé dans les Soviets et dirigé par le Parti communiste bolchévik qui, selon les données de son dernier congrès (avril 1920), groupe 611 000 membres. Ses effectifs ont subi de sensibles variations avant et après la Révolution d'Octobre ; ils étaient beaucoup moins importants autrefois, même en 1918 et en 1919 [10]. Nous craignons une extension démesurée du parti, car les arrivistes et les gredins — qui ne méritent que le poteau d'exécution — cherchent forcément à se glisser dans les rangs du parti gouvernemental. La dernière fois que nous ouvrîmes toutes grandes les portes du parti — rien qu'aux ouvriers et aux paysans — c'était aux jours (hiver 1919) où Ioudénitch se trouvait à quelques verstes de Pétrograd et Dénikine à Orel (350 kilomètres environ de Moscou) ; c'est-à-dire dans un moment où un danger terrible, un danger de mort menaçait la République des Soviets, et où les aventuriers, les arrivistes, les gredins et, d'une façon générale, les éléments instables ne pouvaient pas le moins du monde compter sur une carrière avantageuse (mais plutôt s'attendre à la potence et aux tortures) en se joignant aux communistes. Un Comité central de 19 membres, élu au congrès, dirige le parti qui réunit des congrès annuels (au dernier congrès, la représentation était de 1 délégué par 1 000 membres) ; le travail courant est confié, à Moscou, à des collèges encore plus restreints appelés « Orgbureau » (Bureau d'organisation) et « Politbureau » (Bureau politique), qui sont élus en assemblée plénière du Comité central, à raison de 5 membres pris dans son sein pour chaque bureau. Il en résulte donc la plus authentique « oligarchie ». Et dans notre République il n'est pas une question politique ou d'organisation de quelque importance qui soit tranchée par une institution de l'État sans que le Comité central du Parti ait donné ses directives.

Dans son travail, le parti s'appuie directement sur les *syndicats* qui comptent aujourd'hui, d'après les données du dernier congrès (avril 1920), plus de quatre millions de membres et, formellement, sont *sans-parti*. En fait, toutes

les institutions dirigeantes de l'immense majorité des syndicats et, au premier chef, naturellement, le Centre ou le Bureau des syndicats de Russie (Conseil central des syndicats de Russie) sont composés de communistes et appliquent toutes les directives du parti. On obtient en somme un appareil prolétarien qui, formellement, n'est pas communiste, qui est souple et relativement vaste, très puissant, un appareil au moyen duquel le parti est étroitement lié à la *classe* et à la *masse*, et au moyen duquel la *dictature de la classe* se réalise sous la direction du parti. Sans la plus étroite liaison avec les syndicats, sans leur appui énergique, sans leur travail tout d'abnégation non seulement dans la construction économique, *mais aussi dans* l'organisation *militaire*, il est évident que nous n'aurions pas pu gouverner le pays et réaliser la dictature, je ne dis pas pendant deux ans et demi, mais même pendant deux mois et demi. On conçoit que, pratiquement, cette liaison très étroite implique un travail de propagande et d'agitation très complexe et très varié, d'opportunes et fréquentes conférences non seulement avec les dirigeants, mais, d'une façon générale, avec les militants influents des syndicats ; une lutte résolue contre les menchéviks qui, jusqu'à ce jour, comptent un certain nombre — bien petit, il est vrai — de partisans qu'ils initient à toutes les roueries de la contre-révolution, depuis la défense idéologique de la démocratie (*bourgeoise*), depuis le prône de l'« indépendance » des syndicats (indépendance vis-à-vis du pouvoir d'Etat prolétarien !) jusqu'au sabotage de la discipline prolétarienne, etc., etc.

Nous reconnaissons que la liaison avec les « masses » par les syndicats, est insuffisante. La pratique a créé chez nous, au cours de la révolution, une institution que nous nous efforçons par tous les moyens de maintenir, de développer, d'élargir : ce sont les *conférences d'ouvriers et de paysans sans-parti*, qui nous permettent d'observer l'état d'esprit des masses, de nous rapprocher d'elles, de pourvoir à leurs besoins, d'appeler les meilleurs de leurs éléments aux postes d'Etat, etc. Un récent décret sur la réorganisation du Commissariat du peuple pour le contrôle d'Etat en « Inspection ouvrière et paysanne », donne à ces conférences de sans-parti le droit d'élire des membres des services du contrôle d'Etat, qui procéderont à diverses révisions, etc.

Ensuite, il va de soi que tout le travail du parti se fait par les Soviets qui groupent les masses laborieuses sans distinction de profession. Les congrès des Soviets de district représentent une institution *démocratique* comme n'en ont encore jamais vu les meilleures parmi les républiques démocratiques du monde bourgeois ; c'est par l'intermédiaire de ces congrès (dont le parti s'efforce de suivre les travaux avec une attention soutenue), de même qu'en déléguant constamment des ouvriers conscients à la campagne, aux fonctions les plus diverses, — que le prolétariat remplit son rôle dirigeant à l'égard de la paysannerie ; que se réalise la dictature du prolétariat des villes, la lutte systématique contre les paysans riches, bourgeois, exploiteurs, spéculateurs, etc.

Tel est le mécanisme général du pouvoir d'Etat prolétarien considéré « d'en haut », du point de vue de l'application pratique de la dictature. Le lecteur comprendra, on peut l'espérer, pourquoi au bolchévik russe qui connaît ce mécanisme, qui l'a vu naître des petits cercles illégaux, clandestins, et se développer pendant vingt-cinq ans, toutes ces discussions sur la dictature « d'en haut » *ou* « d'en bas », des chefs *ou* de la masse, etc., ne peuvent manquer de paraître enfantines et ridicules, comme le serait une discussion sur la question de savoir ce qui est le plus utile à l'homme, sa jambe gauche ou son bras droit.

Non moins enfantines et ridicules doivent nous paraître les graves dissertations tout à fait savantes et terriblement révolutionnaires des « gauches » allemands qui prétendent que les communistes ne peuvent ni ne doivent militer dans les syndicats réactionnaires, qu'il est permis de refuser ce travail, qu'il faut sortir des syndicats et organiser, sans faute. une « union ouvrière » toute neuve, toute proprette, inventée par des communistes bien gentils (et, pour la plupart, sans doute, bien jeunes), etc., etc.

Le capitalisme laisse nécessairement en héritage au socialisme, d'une part, les vieilles distinctions professionnelles et corporatives, qui se sont établies durant des siècles entre les ouvriers, et, d'autre part, des syndicats qui ne peuvent se développer et ne se développeront que très lentement, pendant des années et des années, en des syndicats d'industrie plus larges, moins corporatifs (s'étendant

à des industries entières, et non pas simplement à des corporations, des corps de métiers et des professions). Par l'intermédiaire de ces syndicats d'industrie, on supprimera plus tard la division du travail entre les hommes ; on passera à l'éducation, à l'instruction et à la formation d'hommes *universellement développés*, *universellement* préparés, et *sachant tout faire*. C'est là que va, doit aller et *arrivera* le communisme, mais seulement au bout de longues années. Tenter aujourd'hui d'anticiper pratiquement sur ce résultat futur du communisme pleinement développé, solidement constitué, à l'apogée de sa maturité, c'est vouloir enseigner les hautes mathématiques à un enfant de quatre ans.

Nous pouvons (et devons) commencer à construire le socialisme, non pas avec du matériel humain imaginaire ou que nous aurions spécialement formé à cet effet, mais avec ce que nous a légué le capitalisme. Cela est très « difficile », certes, mais toute autre façon d'aborder le problème est si peu sérieuse qu'elle ne vaut même pas qu'on en parle.

Les syndicats ont marqué un progrès gigantesque de la classe ouvrière au début du développement du capitalisme ; ils ont marqué le passage de l'état de dispersion et d'impuissance où se trouvaient les ouvriers, aux premières *ébauches* du groupement de classe. Lorsque commença à se développer la forme *suprême* de l'union de classe des prolétaires, le *parti révolutionnaire du prolétariat* (qui ne méritera pas ce nom aussi longtemps qu'il ne saura pas lier les chefs, la classe et les masses en un tout homogène, indissoluble), les syndicats révélèrent inévitablement *certains* traits réactionnaires, une certaine étroitesse corporative, une certaine tendance à l'apolitisme, un certain esprit de routine, etc. Mais nulle part au monde le développement du prolétariat ne s'est fait et ne pouvait se faire autrement que par les syndicats, par l'action réciproque des syndicats et du parti de la classe ouvrière. La conquête du pouvoir politique par le prolétariat est, pour le prolétariat considéré comme classe, un immense pas en avant. Aussi le parti doit-il, plus encore que dans le passé, à la manière nouvelle et pas seulement à l'ancienne, éduquer les syndicats, les diriger, sans oublier toutefois qu'ils restent et resteront longtemps l'indispensable « école du communisme » et l'école préparatoire des prolétaires pour l'application de

leur dictature, le groupement nécessaire des ouvriers afin que la gestion de toute l'économie du pays passe graduellement d'abord aux mains de la *classe* ouvrière (et non à telles ou telles professions), et puis à l'ensemble des travailleurs.

Un *certain* « esprit réactionnaire » des syndicats, en ce sens, *est inévitable* sous la dictature du prolétariat. Ne pas le comprendre, c'est faire preuve d'une totale incompréhension des conditions essentielles de la *transition* du capitalisme au socialisme. Redouter *cet* « esprit réactionnaire », essayer de l'*éluder*, de passer outre, c'est commettre une grave erreur, car c'est craindre d'assumer ce rôle de l'avant-garde du prolétariat qui consiste à instruire, éclairer, éduquer, appeler à une vie nouvelle les couches et les masses les plus retardataires de la classe ouvrière et de la paysannerie. D'autre part, remettre la mise en œuvre de la dictature du prolétariat jusqu'au moment où il ne resterait plus un seul ouvrier atteint d'étroitesse professionnelle, plus un ouvrier imbu des préjugés corporatifs et trade-unionistes, serait une erreur encore plus grave. L'art du politique (et la juste compréhension de ses devoirs par un communiste) est d'apprécier correctement les conditions et le moment où l'avant-garde du prolétariat sera à même de s'emparer du pouvoir ; de bénéficier, pendant et après, d'un appui suffisant de couches suffisamment larges de la classe ouvrière et des masses laborieuses non prolétariennes ; où elle saura dès lors soutenir, renforcer, élargir sa domination, en éduquant, en instruisant, en attirant à elle des masses toujours plus grandes de travailleurs.

Poursuivons. Dans les pays plus avancés que la Russie, un certain esprit réactionnaire des syndicats s'est manifesté et devait se manifester incontestablement, avec beaucoup plus de force que chez nous. En Russie les menchéviks avaient (et ont encore en partie, dans un très petit nombre de syndicats) un appui dans les syndicats, précisément grâce à cette étroitesse corporative, à cet égoïsme professionnel et à l'opportunisme. Les menchéviks d'Occident se sont bien plus solidement « incrustés » dans les syndicats, et une « *aristocratie ouvrière* » *corporative, étroite, égoïste, sans entrailles, cupide, philistine, d'esprit impérialiste, soudoyée et corrompue par l'impérialisme*, y est apparue

bien plus puissante que chez nous. Cela est indiscutable. La lutte contre les Gompers, contre MM. Jouhaux, Henderson, Merrheim, Legien et C^ie^ en Europe occidentale, est beaucoup plus difficile que la lutte contre nos menchéviks qui représentent un type politique et social *parfaitement analogue*. Cette lutte doit être impitoyable et il faut absolument la pousser, comme nous l'avons fait, jusqu'à déshonorer complètement et faire chasser des syndicats tous les incorrigibles leaders de l'opportunisme et du social-chauvinisme. Il est impossible de conquérir le pouvoir politique (et il ne faut pas essayer de prendre le pouvoir) aussi longtemps que cette lutte n'a pas été poussée jusqu'à un *certain* degré ; dans les différents pays et dans des conditions diverses, ce « certain degré » *n'est pas le même*, et seuls des dirigeants politiques du prolétariat, réfléchis, expérimentés et compétents, peuvent le déterminer exactement dans chaque pays. (En Russie, la mesure du succès dans cette lutte nous fut donnée notamment par les élections à l'Assemblée constituante, en novembre 1917, quelques jours après la révolution prolétarienne du 25 octobre 1917. Lors de ces élections, les menchéviks furent battus à plate couture, n'ayant recueilli que 700 000 suffrages — 1 400 000 voix en ajoutant celles de la Transcaucasie — contre 9 000 000 de voix aux bolchéviks. Voir à ce sujet mon article « Les élections à l'Assemblée constituante et la dictature du prolétariat » [11] dans le n° 7-8 de *l'Internationale Communiste*.)

Mais nous luttons contre l'« aristocratie ouvrière » au nom de la masse ouvrière et pour la gagner à nous ; nous combattons les leaders opportunistes et social-chauvins pour gagner à nous la classe ouvrière. Il serait absurde de méconnaître cette vérité élémentaire et évidente entre toutes. Or, c'est précisément la faute que commettent les communistes allemands « de gauche » qui, *de* l'esprit réactionnaire et contre-révolutionnaire des *milieux dirigeants* syndicaux, concluent à... la sortie des communistes des syndicats ! ! au refus d'y travailler ! ! et voudraient créer de nouvelles formes d'organisation ouvrière qu'ils *inventent* ! Bêtise impardonnable qui équivaut à un immense service rendu par les communistes à la bourgeoisie. Car nos menchéviks, de même que tous les leaders

opportunistes, social-chauvins et kautskistes des syndicats, ne sont pas autre chose que des « agents de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier » (ce que nous avons toujours dit des menchéviks) ou « les commis ouvriers de la classe capitaliste » (labour lieutenants of the capitalist class), selon la belle expression, profondément juste, des disciples américains de Daniel De Leon. Ne pas travailler dans les syndicats réactionnaires, c'est abandonner les masses ouvrières insuffisamment développées ou arriérées à l'influence des leaders réactionnaires, des agents de la bourgeoisie, des aristocrates ouvriers ou des « ouvriers embourgeoisés » (cf. à ce sujet la lettre d'Engels à Marx sur les ouvriers anglais, 1858) [12].

La « théorie » saugrenue de la non-participation des communistes dans les syndicats réactionnaires montre, de toute évidence, avec quelle légèreté ces communistes « de gauche » envisagent la question de l'influence sur les « masses », et quel abus ils font dans leurs clameurs du mot « masse ». Pour savoir aider la « masse » et gagner sa sympathie, son adhésion et son appui, il ne faut pas craindre les difficultés, les chicanes, les pièges, les outrages, les persécutions de la part des « chefs » (qui, opportunistes et social-chauvins, sont dans la plupart des cas liés — directement ou indirectement — à la bourgeoisie et à la police) et *travailler* absolument *là où est la masse*. Il faut savoir consentir tous les sacrifices, surmonter les plus grands obstacles, afin de faire un travail de propagande et d'agitation méthodique, persévérant, opiniâtre et patient justement dans les institutions, sociétés, organisations — même tout ce qu'il y a de plus réactionnaires — partout où il y a des masses prolétariennes ou semi-prolétariennes. Or les syndicats et les coopératives ouvrières (celles-ci dans certains cas, tout au moins) sont justement des organisations où se trouve la masse. En Angleterre, d'après les informations d'un journal suédois, le *Folkets Dagblad Politiken* (du 10 mars 1920), les effectifs des trade-unions ont passé, de fin 1917 à fin 1918, de 5 500 000 à 6 600 000 membres, accusant ainsi une augmentation de 19%. A la fin de 1919, on en comptait jusqu'à 7 500 000. Je n'ai pas sous la main les chiffres correspondants pour la France et l'Allemagne, mais il est des faits absolument indiscutables et connus

de tous, qui attestent un accroissement sensible du nombre des syndiqués dans ces pays également.

Ces faits attestent de toute évidence ce que des milliers d'autres symptômes confirment : la conscience accrue et la tendance toujours plus grande à l'organisation qui se manifestent justement dans les masses prolétariennes, dans les « couches inférieures », retardataires. Des millions d'ouvriers en Angleterre, en France, en Allemagne passent *pour la première fois* de l'inorganisation totale à la forme d'organisation élémentaire, inférieure, la plus simple et la plus accessible (pour ceux qui sont encore profondément imbus des préjugés démocratiques bourgeois), à savoir : aux syndicats. Et les communistes de gauche, révolutionnaires, mais peu raisonnables, sont là à crier : « la masse », « la masse » ! et *refusent de militer au sein des syndicats* ! ! en prétextant leur « esprit réactionnaire » ! ! Et ils inventent une « Union ouvrière » toute neuve, propret-te, innocente des préjugés démocratiques bourgeois, des péchés corporatifs et étroitement professionnels, — cette Union qui, à ce qu'ils prétendent, sera (qui sera !) large, et pour l'adhésion à laquelle il faut simplement (simplement !) « reconnaître le système des Soviets et la dictature » (voir plus haut la citation) ! !

On ne saurait concevoir plus grande déraison, plus grand tort fait à la révolution par des révolutionnaires « de gauche » ! Mais, si en Russie, après deux années et demie de victoires sans précédent sur la bourgeoisie de la Russie et de l'Entente, nous posions, aujourd'hui, comme condition d'admission aux syndicats, la « reconnaissance de la dictature », nous commettrions une sottise, nous porterions préjudice à notre influence sur les masses, nous ferions le jeu des menchéviks. Car toute la tâche des communistes est de savoir *convaincre* les retardataires, de savoir travailler *parmi* eux et non de *se séparer* d'eux par des mots d'ordre « de gauche » d'une puérile invention.

Il est hors de doute que MM. Gompers, Henderson, Jouhaux et Legien sont très reconnaissants à ces révolutionnaires « de gauche » qui, comme ceux de l'opposition « de principe » allemande (Dieu nous préserve de semblables « principes » !) ou comme certains révolutionnaires américains des « Ouvriers industriels du monde [13] » prêchent

l'abandon des syndicats réactionnaires et se refusent à y travailler. N'en doutons pas, messieurs les « leaders » de l'opportunisme useront de toutes les roueries de la diplomatie bourgeoise, ils en appelleront au concours des gouvernements bourgeois, du clergé, de la police, des tribunaux pour fermer aux communistes l'entrée des syndicats, pour les en éliminer par tous les moyens, leur rendre le travail dans les syndicats désagréable au possible, pour les outrager, les traquer, les persécuter. Il faut savoir résister à tout cela, consentir tous les sacrifices, user même — en cas de nécessité — de tous les stratagèmes, de toutes les astuces, recourir aux expédients, taire, celer la vérité, à seule fin de pénétrer dans les syndicats, d'y rester et d'y mener coûte que coûte l'action communiste. Sous le tsarisme, jusqu'en 1905, nous n'eûmes aucune «possibilité légale » ; mais quand le policier Zoubatov organisait ses réunions ultra-réactionnaires d'ouvriers et ses associations ouvrières pour repérer et combattre les révolutionnaires, nous envoyions à ces réunions et dans ces associations des membres de notre parti (dans leur nombre, je me souviens personnellement de l'ouvrier pétersbourgeois Babouchkine, militant remarquable, fusillé en 1906 par les généraux du tsar), qui établissaient la liaison avec la masse, s'ingéniaient à faire leur travail de propagande et arrachaient les ouvriers à l'influence des hommes de Zoubatov *. Certes, il est plus difficile d'en faire autant dans les pays d'Europe occidentale, particulièrement imbus de préjugés légalistes, constitutionnels, démocratiques bourgeois, particulièrement enracinés. Cependant on peut et on doit le faire, et le faire systématiquement.

Le Comité exécutif de la IIIe Internationale doit, à mon avis personnel, condamner ouvertement et engager le prochain congrès de l'Internationale Communiste à condamner d'une façon générale la politique de non-participation aux syndicats réactionnaires (en expliquant minutieusement ce qu'une telle non-participation a de déraisonnable et d'infiniment préjudiciable à la cause de la révolu-

* Les Gompers, les Henderson, les Jouhaux, les Legien ne sont que des Zoubatov dont ils se distinguent par l'habit, le vernis européen, les procédés civilisés, raffinés, démocratiquement pommadés, dont ils usent pour pratiquer leur infâme politique.

tion prolétarienne), et, notamment, la ligne de conduite de certains membres du Parti communiste hollandais, qui — directement ou indirectement, ouvertement ou non, totalement ou en partie, peu importe — ont soutenu cette politique fausse. La III^e^ Internationale doit briser avec la tactique de la II^e^, et ne pas éluder les questions angoissantes, ne pas les estomper, mais au contraire les poser de front. Nous avons dit, bien en face, toute la vérité aux « indépendants » (au Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne) ; il faut la dire de même aux communistes « de gauche ».

## VII

## FAUT-IL PARTICIPER AUX PARLEMENTS BOURGEOIS ?

Les communistes « de gauche » allemands répondent à cette question avec le plus grand dédain — et la plus grande légèreté — par la négative. Leurs arguments ? Dans la citation reproduite plus haut nous avons vu :

« ... repousser de la façon la plus décidée tout retour aux formes parlementaires de lutte qui, historiquement et politiquement, ont fait leur temps... »

Cela est dit en termes prétentieux jusqu'au ridicule, et cela est manifestement faux. « Retour » aux formes parlementaires ! Peut-être qu'en Allemagne la république soviétique existe déjà ? Non, ce me semble. Mais alors comment peut-on parler de « retour » ? N'est-ce pas là une phrase en l'air ?

Les formes parlementaires « historiquement ont fait leur temps ». C'est vrai au sens de la propagande. Mais chacun sait que de là à leur disparition *dans la pratique*, il y a encore très loin. Depuis des dizaines d'années on pouvait dire à bon droit que le capitalisme «historiquement avait fait son temps»; mais cela ne nous dispense nullement de la nécessité de soutenir une lutte très longue et très opiniâtre *sur le terrain* du capitalisme. Le parlementarisme a « historiquement fait son temps» au point de vue de *l'histoire universelle*, autrement dit l'*époque* du parlementarisme bourgeois est terminée, l'*époque* de la dictature du prolétariat a *commencé*. C'est indéniable. Mais à l'échelle de l'histoire universelle, c'est

par dizaines d'années que l'on compte. Dix ou vingt ans plus tôt ou plus tard ne comptent pas du point de vue de l'histoire universelle ; c'est au point de vue de l'histoire universelle une quantité négligeable qu'il est impossible de mettre en ligne de compte, même par approximation. Mais c'est justement pourquoi, en invoquant, dans une question de politique pratique, l'échelle de l'histoire mondiale, on commet la plus flagrante erreur théorique.

Le parlementarisme a-t-il « politiquement fait son temps»? Là, c'est une autre affaire. Si c'était vrai, les communistes « de gauche » seraient en bonne position. Mais il faudrait le prouver par une analyse très sérieuse ; or, les communistes « de gauche » ne savent même pas aborder cette tâche. L'analyse contenue dans les *Thèses sur le parlementarisme*, publiées dans le n° 1 du *Bulletin du Bureau provisoire d'Amsterdam de l'Internationale Communiste* (*Bulletin of the Provisional Bureau in Amsterdam of the Communist International*, February 1920), et qui traduisent manifestement la tendance de gauche des Hollandais ou la tendance hollandaise de gauche, — cette analyse, comme nous le verrons, ne tient pas debout.

Premièrement. Les « gauches » d'Allemagne, on le sait, estimaient dès le mois de janvier 1919 que le parlementarisme avait « politiquement fait son temps », contrairement à l'opinion de ces chefs politiques éminents qu'étaient Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht. On sait que les « gauches » se sont trompés. Ce fait seul détruit d'emblée et radicalement la thèse selon laquelle le parlementarisme aurait « politiquement fait son temps ». Les « gauches » ont le devoir de démontrer que leur erreur indiscutable autrefois a cessé d'en être une aujourd'hui. Mais ils n'apportent pas l'ombre d'une preuve et ne peuvent l'apporter. L'attitude d'un parti politique en face de ses erreurs est un des critériums les plus importants et les plus sûrs pour juger si ce parti est sérieux et s'il remplit *réellement* ses obligations envers sa *classe* et envers les *masses* laborieuses. Reconnaître ouvertement son erreur, en découvrir les causes, analyser la situation qui l'a fait naître, examiner attentivement les moyens de corriger cette erreur, voilà la marque d'un parti sérieux, voilà ce qui s'appelle, pour lui, remplir ses obligations, éduquer et instruire la *classe*, et puis les *masses*. En ne

remplissant pas ce devoir, en n'apportant pas dans l'étude de leur erreur manifeste une extrême attention, le soin et la prudence nécessaires, les « gauches » d'Allemagne (et de Hollande) prouvent par là qu'ils ne sont pas le *parti d'une classe*, mais un petit cercle ; qu'ils ne sont pas le *parti des masses*, mais un groupe formé d'intellectuels et d'un petit nombre d'ouvriers rééditant les pires déformations de la gent intellectuelle.

Deuxièmement. Dans la même brochure du groupe des « gauches » de Francfort, dont nous avons donné plus haut des citations détaillées, nous lisons :

« ... des millions d'ouvriers qui suivent encore la politique du Centre (du parti catholique du « Centre ») sont contre-révolutionnaires. Les prolétaires des campagnes forment les légions des troupes contre-révolutionnaires » (p. 3 de la brochure en question).

On voit tout de suite le ton : à la fois désinvolte et prétentieux. Mais le fait essentiel est indiscutable, et l'aveu qu'en font les « gauches » atteste leur erreur avec une évidence particulière. En effet, comment peut-on dire que « le parlementarisme a fait son temps politiquement », si des « millions » et des « légions » de *prolétaires* non seulement s'affirment encore pour le parlementarisme en général, mais sont franchement « contre-révolutionnaires » ! ? Il est évident qu'en Allemagne le parlementarisme *n'a pas encore* fait son temps politiquement. Il est évident que les « gauches » d'Allemagne ont pris *leur désir*, leur façon de voir en idéologie et en politique, pour une réalité objective. C'est là pour des révolutionnaires la plus dangereuse erreur. En Russie, où le joug exceptionnellement sauvage et féroce du tsarisme engendra, pendant une période particulièrement longue et sous des formes particulièrement variées, des révolutionnaires de toute nuance, des révolutionnaires admirables d'enthousiasme, de dévouement, d'héroïsme, de force de volonté, — en Russie nous avons pu observer de très près, étudier avec une attention toute spéciale, cette erreur dans laquelle tombent les révolutionnaires. Nous la connaissons fort bien, et c'est pourquoi nous la voyons si bien chez les autres. Il est évident que pour les communistes d'Allemagne le parlementarisme « a fait son temps politiquement » ; mais le tout est justement de *ne pas* croire que ce qui a fait son temps *pour*

*nous*, a fait son temps *pour la classe*, a fait son temps *pour les masses*. Nous voyons ici une fois de plus que les « gauches» ne savent pas raisonner, ne savent pas se conduire en parti de la *classe*, en parti des *masses*. Vous êtes tenus de ne pas vous abaisser au niveau des masses, au niveau des couches retardataires d'une classe. C'est indiscutable. Vous êtes tenus de leur dire l'amère vérité. Vous êtes tenus d'appeler préjugés leurs préjugés démocratiques bourgeois et parlementaires. Mais en même temps vous êtes tenus de surveiller d'un œil *lucide* l'état *réel* de conscience et de préparation de la classe tout entière (et pas seulement de son avant-garde communiste), de la *masse* travailleuse tout entière (et pas seulement de ses éléments avancés).

Si même ce n'était pas des « millions » et des « légions », mais simplement une *minorité* assez importante d'ouvriers industriels qui suivait les prêtres catholiques, et d'ouvriers agricoles qui suivait les grands propriétaires fonciers et les koulaks (*Grossbauern*), il en résulterait déjà *sans le moindre doute* que le parlementarisme en Allemagne *n'a pas encore* fait son temps politiquement, que la participation aux élections parlementaires et aux luttes parlementaires est *obligatoire* pour le parti du prolétariat révolutionnaire *précisément* afin d'éduquer les couches retardataires de *sa classe*, précisément afin d'éveiller et d'éclairer la *masse* villageoise inculte, opprimée et ignorante. Tant que vous n'avez pas la force de dissoudre le parlement bourgeois et toutes les autres institutions réactionnaires, vous êtes *tenus* de travailler dans ces institutions *précisément* parce qu'il s'y trouve encore des ouvriers abrutis par la prêtraille et par l'atmosphère étouffante des trous de province. Autrement vous risquez de n'être plus que des bavards.

Troisièmement. Les communistes « de gauche » disent beaucoup de bien de nous, bolchéviks. Parfois on a envie de leur répondre : Louez-nous donc un peu moins, étudiez davantage la tactique des bolchéviks, familiarisez-vous davantage avec elle ! Nous avons participé aux élections pour le parlement bourgeois de Russie, pour l'Assemblée constituante, en septembre-novembre 1917. Notre tactique était-elle juste ou non ? Si c'est non, il faut le dire clairement et le prouver : cela est nécessaire pour que le communisme international puisse élaborer une tactique juste. Si c'est

oui, certaines conclusions s'imposent. Bien entendu, il ne saurait être question d'assimiler les conditions de la Russie à celles de l'Europe occidentale. Mais sur la question spéciale de savoir ce que signifie la notion : « le parlementarisme a fait son temps politiquement », il faut de toute nécessité tenir exactement compte de notre expérience, car ces notions se changent trop aisément en phrases creuses, quand on néglige de tenir compte de l'expérience concrète. Nous, les bolchéviks russes, n'avions-nous pas, en septembre-novembre 1917, *plus* que tous les communistes d'Occident, le droit d'estimer que le parlementarisme avait politiquement fait son temps en Russie ? Nous l'avions, évidemment, car la question n'est pas de savoir si les parlements bourgeois existent depuis longtemps ou depuis peu, mais si les grandes masses laborieuses sont *prêtes* (idéologiquement, politiquement, pratiquement) à adopter le régime soviétique et à dissoudre le parlement démocratique bourgeois — ou à en permettre la dissolution. Que la classe ouvrière des villes, les soldats et les paysans de Russie aient été, en septembre-novembre 1917, par suite de conditions particulières, admirablement préparés à l'adoption du régime soviétique et à la dissolution du plus démocratique des parlements bourgeois, c'est là un fait historique tout à fait indéniable et parfaitement établi. Et cependant les bolchéviks *n'avaient pas* boycotté l'Assemblée constituante ; ils avaient, au contraire, participé aux élections avant *et après* la conquête du pouvoir politique par le prolétariat. Que ces élections aient donné des résultats politiques infiniment précieux (et utiles au plus haut point pour le prolétariat), c'est ce que j'ai démontré — j'ose l'espérer — dans l'article mentionné plus haut, où j'analyse en détail les résultats des élections à l'Assemblée constituante de Russie.

De là une conclusion absolument indiscutable : la preuve est faite que même quelques semaines avant la victoire de la République soviétique, même *après* cette victoire, la participation à un parlement démocratique bourgeois, loin de nuire au prolétariat révolutionnaire, lui permet de *démontrer* plus facilement aux masses retardataires pourquoi ces parlements méritent d'être dissous, *facilite* le succès de leur dissolution, *facilite* l'« élimination politique » du parlementarisme bourgeois. Dédaigner cette expérience et pré-

tendre cependant appartenir à l'*Internationale* Communiste, qui doit élaborer *internationalement* sa tactique (une tactique non pas étroitement ou exclusivement nationale, mais réellement internationale), c'est commettre une grosse erreur, et c'est précisément renier en fait l'internationalisme, tout en le reconnaissant en paroles.

Considérons maintenant les arguments des « Hollandais de gauche » en faveur de la non-participation aux parlements. Voici, traduite de l'anglais, la plus importante des thèses « hollandaises » ci-dessus mentionnées, la thèse 4:

« Lorsque le système de production capitaliste est brisé et que la société se trouve en état de révolution, l'action parlementaire perd peu à peu de sa valeur, si on la compare à l'action des masses elles-mêmes. Lorsque, dans ces conditions, le parlement devient le centre et l'organe de la contre-révolution, et que, d'autre part, la classe ouvrière construit les instruments de son pouvoir sous forme des Soviets, il peut s'avérer même indispensable de répudier toute participation, quelle qu'elle soit, à l'action parlementaire. »

La première phrase est manifestement fausse, car l'action des masses — une grande grève, par exemple — est plus importante que l'action parlementaire *toujours* et non pas seulement pendant la révolution ou dans une situation révolutionnaire. Cet argument, qui est d'une inconsistance manifeste, qui est historiquement et politiquement faux, révèle simplement avec une clarté particulière que les auteurs de cette thèse ne tiennent aucun compte ni de l'expérience de l'Europe en général (de la France avant les révolutions de 1848 et de 1870, de l'Allemagne entre 1878 et 1890, etc.), ni de l'expérience russe (voir plus haut), sur l'importance qu'il y a à *combiner* la lutte légale et illégale. Cette question a une importance considérable, générale et spéciale, parce que dans *tous* les pays civilisés et avancés, l'heure approche rapidement où cette combinaison deviendra de plus en plus obligatoire — partiellement elle l'est déjà devenue — pour le parti du prolétariat révolutionnaire, étant donné la maturation, l'approche de la guerre civile du prolétariat contre la bourgeoisie, étant donné les persécutions féroces auxquelles sont en butte les communistes de la part des gouvernements républicains et, en général, des gouvernements bourgeois, qui violent constamment la légalité (l'exemple de l'Amérique est assez édifiant), etc. Cette question essen-

tielle reste absolument incomprise des Hollandais et, en général, des gauches.

La seconde phrase est, d'abord, historiquement fausse. Nous, bolchéviks, avons participé aux parlements les plus contre-révolutionnaires, et l'expérience a montré que cette participation avait été non seulement utile, mais même indispensable au parti du prolétariat révolutionnaire, précisément après la première révolution bourgeoise en Russie (1905), pour préparer la seconde révolution bourgeoise (février 1917) et puis la révolution socialiste (octobre 1917). En second lieu, cette phrase est d'un illogisme surprenant. De ce que le parlement devient l'organe et le « centre » (en fait, il n'a jamais été et ne peut jamais être le « centre », soit dit en passant) de la contre-révolution, tandis que les ouvriers créent les instruments de leur pouvoir sous la forme des Soviets, il s'ensuit que les ouvriers doivent se préparer — idéologiquement, politiquement, techniquement — à la lutte des Soviets contre le parlement, à la dissolution du parlement par les Soviets. Mais il ne s'ensuit nullement que cette dissolution soit entravée ou ne soit pas facilitée par la présence d'une opposition soviétique *au sein* du parlement contre-révolutionnaire. Pas une fois nous n'avons remarqué pendant notre lutte victorieuse contre Dénikine et Koltchak, que l'existence chez eux d'une opposition prolétarienne, soviétique, ait été sans effet pour nos victoires. Nous savons fort bien que la dissolution par nous de la Constituante, le 5 janvier 1918, ne fut pas entravée, mais facilitée par la présence, au sein de la Constituante contre-révolutionnaire que nous dissolvions, d'une opposition soviétique conséquente, bolchévique, et d'une opposition soviétique inconséquente, socialiste-révolutionnaire de gauche. Les auteurs de la thèse se sont complètement embrouillés et ils oublient l'expérience de plusieurs révolutions, sinon de toutes, expérience qui atteste combien il est utile, surtout en temps de révolution, de *combiner* l'action des masses en dehors du parlement réactionnaire avec celle d'une opposition sympathique à la révolution (ou mieux encore : soutenant directement la révolution) à l'intérieur de ce parlement. Les Hollandais et les « gauches » en général raisonnent ici en doctrinaires de la révolution, qui n'ont jamais participé à une révolution véritable, ou qui n'ont jamais mé-

dité l'histoire des révolutions, ou qui prennent naïvement la « négation » subjective d'une institution réactionnaire pour sa destruction effective par les forces conjuguées de divers facteurs objectifs. Le moyen le plus sûr de discréditer une nouvelle idée politique (et pas seulement politique) et de lui nuire, c'est de la défendre en la poussant à l'absurde. En effet, toute vérité, si on la rend « exorbitante» (comme disait Dietzgen père), si on l'exagère, si on l'étend au-delà des limites de son application réelle, peut être poussée à l'absurde, et, dans ces conditions, se change même infailliblement en absurdité. Tel est le pavé de l'ours que les « gauches » de Hollande et d'Allemagne jettent à la vérité nouvelle : la supériorité du pouvoir des Soviets sur les parlements démocratiques bourgeois. Certes, il aurait tort celui qui dirait comme autrefois, et d'une façon générale, que quelles que soient les circonstances, le refus de participer aux parlements bourgeois est inadmissible. Mais essayer de formuler ici les conditions dans lesquelles le boycottage est utile, je ne le puis, l'objet du présent article étant beaucoup plus modeste : tirer des enseignements de l'expérience russe pour éclairer certaines questions brûlantes de tactique communiste internationale. L'expérience russe nous offre une application réussie et juste (en 1905), une autre application erronée (en 1906) du boycottage par les bolchéviks. En analysant le premier cas, nous voyons que les bolchéviks avaient réussi à *empêcher la convocation* d'un parlement réactionnaire par un pouvoir réactionnaire, dans un moment où l'action révolutionnaire extra-parlementaire des masses (notamment le mouvement gréviste) croissait avec une rapidité exceptionnelle ; où pas une couche du prolétariat et de la paysannerie ne pouvait soutenir, de quelque façon que ce fût, le pouvoir réactionnaire ; où le prolétariat révolutionnaire assurait son influence sur les grandes masses arriérées par la lutte gréviste et le mouvement agraire. Il est parfaitement évident que *cette* expérience n'est pas applicable aux conditions actuelles de l'Europe. De même, il est parfaitement évident, — pour les raisons exposées plus haut, — que la justification, même conditionnelle, du refus des Hollandais et des « gauches » de prendre part aux parlements, est foncièrement erronée et nuisible à la cause du prolétariat révolutionnaire.

En Europe occidentale et en Amérique, le parlement s'est rendu particulièrement odieux à l'avant-garde révolutionnaire de la classe ouvrière. C'est indéniable. Et cela se conçoit, car il est difficile de se représenter chose plus infâme, plus lâche, plus perfide, que la conduite de l'immense majorité des députés socialistes et social-démocrates au parlement, pendant et après la guerre. Mais il ne serait pas simplement déraisonnable, il serait franchement criminel de se laisser aller à ce sentiment au moment de trancher la question de savoir *comment* il faut combattre un mal universellement reconnu. Dans beaucoup de pays d'Europe occidentale, le sentiment révolutionnaire est aujourd'hui, on peut le dire, une « nouveauté » ou une « rareté » attendue trop longtemps, en vain, avec trop d'impatience. Et peut-être est-ce pour cela que l'on cède avec tant de facilité au sentiment. Certes, en l'absence d'un sentiment révolutionnaire chez les masses, sans des conditions favorisant le progrès de ce sentiment, la tactique révolutionnaire ne se changera pas en acte ; mais en Russie, une trop longue, dure et sanglante expérience nous a convaincus de cette vérité qu'on ne saurait fonder une tactique révolutionnaire sur le seul sentiment révolutionnaire. La tactique doit être tracée de sang-froid, avec une objectivité rigoureuse, en tenant compte de *toutes* les forces de classe dans un Etat donné (de même que dans les Etats qui l'entourent et dans tous les Etats, à l'échelle mondiale), ainsi que de l'expérience des mouvements révolutionnaires. Manifester son « esprit révolutionnaire » en se contentant d'invectiver l'opportunisme parlementaire, de répudier la participation au parlement, est très facile. Mais justement parce qu'elle est trop facile, cette solution ne résout pas un problème ardu et même très ardu. Créer dans les parlements d'Europe une fraction parlementaire authentiquement révolutionnaire est infiniment plus malaisé qu'en Russie. Evidemment. Mais ce n'est là qu'un aspect particulier de cette vérité générale, qu'étant donné la situation historique concrète, extrêmement originale, de 1917, il a été facile à la Russie de *commencer* la révolution socialiste, tandis qu'il lui sera plus difficile qu'aux pays d'Europe de la *continuer* et de la mener à son terme. J'ai déjà eu l'occasion, au début de 1918, d'indiquer ce fait, et une expérience de deux ans a entièrement confirmé ma façon de voir. Des

conditions spécifiques telles que : 1) la possibilité d'associer la révolution soviétique à la cessation — grâce à cette révolution — de la guerre impérialiste qui infligeait aux ouvriers et aux paysans d'incroyables tortures ; 2) la possibilité de mettre à profit, pendant un certain temps, la lutte à mort des deux groupes de rapaces impérialistes les plus puissants du monde qui n'avaient pu se coaliser contre l'ennemi soviétique ; 3) la possibilité de soutenir une guerre civile relativement longue, en partie grâce aux vastes étendues du pays et à ses mauvais moyens de communications ; 4) l'existence dans la paysannerie d'un mouvement révolutionnaire démocratique bourgeois si profond que le parti du prolétariat a pu prendre les revendications révolutionnaires du parti des paysans (parti socialiste-révolutionnaire, nettement hostile, dans sa majorité, au bolchévisme) et les réaliser aussitôt grâce à la conquête du pouvoir politique par le prolétariat, — pareilles conditions spécifiques n'existent pas actuellement en Europe occidentale, et le renouvellement de conditions identiques ou analogues n'est guère facile. Voilà pourquoi, en plus d'une série d'autres raisons, il est notamment plus difficile à l'Europe occidentale qu'à nous de *commencer* la révolution socialiste. Essayer de « tourner » cette difficulté en « sautant » par-dessus le problème ardu de l'utilisation des parlements réactionnaires à des fins révolutionnaires, est pur enfantillage. Vous voulez créer une société nouvelle et vous reculez devant la difficulté de créer une bonne fraction parlementaire de communistes convaincus, dévoués, héroïques, dans un parlement réactionnaire ! N'est-ce pas de l'enfantillage ? Si Karl Liebknecht en Allemagne et Z. Höglund en Suède ont su, même sans un appui massif d'en bas, donner des modèles d'utilisation véritablement révolutionnaire des parlements réactionnaires, comment un parti révolutionnaire de masse, qui se développe rapidement, dans le cadre de la déception et de la colère des masses au lendemain de la guerre, n'aurait-il pas la force de *forger* une fraction communiste dans les pires des parlements ? ! C'est justement parce qu'en Europe occidentale la masse arriérée des ouvriers et, plus encore, des petits paysans est beaucoup plus qu'en Russie pénétrée de préjugés démocratiques bourgeois et parlementaires, — c'est pour cette raison que les communistes peuvent (et doi-

vent) *uniquement* du sein d'institutions comme les parlements bourgeois, poursuivre une lutte opiniâtre de longue haleine, et qui ne reculerait devant aucune difficulté, pour dénoncer, dissiper, vaincre ces préjugés.

Les « gauches » d'Allemagne se plaignent des mauvais « chefs » de leur parti et se laissent aller au désespoir ; ils en arrivent à une ridicule « négation » des « chefs ». Mais dans des conditions où l'on est souvent obligé de cacher les « chefs » dans l'illégalité, la *formation* de bons chefs, sûrs, éprouvés, ayant l'autorité morale nécessaire, est une tâche particulièrement difficile, dont il est *impossible* de venir à bout sans allier le travail légal au travail illégal et *sans faire passer les « chefs », entre autres épreuves*, par *celle* de l'arène parlementaire. La critique la plus violente, la plus implacable, la plus intransigeante, doit être dirigée non point contre le parlementarisme ou l'action parlementaire, mais contre les chefs qui ne savent pas — et, plus encore, contre ceux qui *ne veulent pas* — tirer parti des élections au parlement et de la tribune parlementaire en révolutionnaires, en communistes. Seule une telle critique jointe, bien entendu, à l'expulsion des chefs incapables et à leur remplacement par d'autres, plus capables, sera un travail révolutionnaire utile et fécond ; il éduquera à la fois les « chefs », — afin qu'ils soient dignes de la classe ouvrière et des masses laborieuses, — et les masses, afin qu'elles apprennent à bien s'orienter dans la situation politique et à comprendre les problèmes souvent très complexes et embrouillés qui en découlent *.

* J'ai eu trop peu l'occasion d'apprendre à connaître le communisme « de gauche » d'Italie. Sans doute, Bordiga, de même que sa fraction de « communistes-abstentionnistes » (Comunista astensionista), a-t-il tort de préconiser la non-participation au parlement. Mais il est un point où il me semble avoir raison, autant que l'on puisse juger d'après deux numéros de son journal *Il Soviet* (nos 3 et 4 du 18 janvier et du 1er février 1920), d'après quatre fascicules de l'excellente revue de Serrati, *Comunismo* (nos 1-4 du 1er octobre-30 novembre 1919), et d'après quelques numéros épars de journaux bourgeois italiens que j'ai pu voir. Bordiga et sa fraction ont raison quand ils attaquent Turati et ses partisans qui, restés dans un parti qui a reconnu le pouvoir des Soviets et la dictature du prolétariat, restent aussi membres du parlement et continuent leur vieille et si nuisible politique opportuniste. En tolérant cet état de choses, Serrati et tout le parti socialiste italien commettent évidemment une faute

## VIII

## JAMAIS DE COMPROMIS ?

Nous avons vu, dans la citation empruntée à la brochure de Francfort, sur quel ton décidé les « gauches » lancent ce mot d'ordre. Il est triste de voir des gens qui, se croyant sans doute des marxistes et désirant l'être, oublient les vérités fondamentales du marxisme. Voici ce qu'écrivait, en 1874, contre le manifeste des 33 communards-blanquistes, Engels qui, comme Marx, compte parmi ces rares et très rares écrivains dont chaque phrase de chacun de leurs grands ouvrages est d'une remarquable profondeur de substance :

« ...Nous sommes communistes » (écrivaient dans leur manifeste les communards-blanquistes) « parce que nous voulons arriver à notre but sans passer par les étapes intermédiaires et par les compromis qui ne font qu'éloigner le jour de la victoire et prolonger la période d'esclavage. »

Les communistes allemands sont communistes parce qu'à travers toutes les étapes intermédiaires et tous les compromis créés non par eux, mais par le développement historique, ils voient clairement et poursuivent constamment leur but final : l'abolition des classes et la création d'un régime social qui ne laissera plus de place à la propriété privée du sol et des moyens de production. Les 33 blanquistes sont communistes parce qu'ils s'imaginent que dès l'instant où *ils* veulent brûler les étapes intermédiaires et les compromis, l'affaire est dans le sac, et que si « cela commence » un de ces jours, ce dont ils sont fermement convaincus, et que le pouvoir tombe entre leurs mains, « le communisme sera instauré » dès après-demain. Si on ne peut le faire aussitôt, c'est donc qu'ils ne sont pas communistes.

Quelle naïveté enfantine que d'ériger sa propre impa-

---

qui menace d'être aussi nuisible et dangereuse que celle qui fut commise en Hongrie lorsque les Turati hongrois sabotèrent de l'intérieur et le parti et le pouvoir des Soviets. Cette attitude erronée, cette inconséquence ou ce manque de caractère à l'égard des parlementaires opportunistes d'un côté engendrent le communisme « de gauche » et, de l'autre, justifient, *jusqu'à un certain point*, son existence. Le camarade Serrati a manifestement tort d'accuser d'« inconséquence » le député Turati (*Comunismo* n° 3), alors qu'il n'y a d'inconséquent que le parti socialiste italien, qui tolère dans ses rangs des parlementaires opportunistes comme Turati et Cie.

tience en argument théorique ! » (F. Engels, *Internationales aus dem Volksstaat*, 1874, n° 73. Extrait de l'article « Le programme des communards-blanquistes »[14].)

Dans ce même article, Engels dit l'estime profonde que lui inspire Vaillant, il parle des « mérites indiscutables » de Vaillant (qui fut comme Guesde un des grands chefs du socialisme international, avant leur trahison du socialisme en août 1914). Mais Engels ne laisse pas d'analyser en détail une erreur manifeste. Certes, à des révolutionnaires très jeunes et inexpérimentés, et aussi à des révolutionnaires petits-bourgeois, même d'âge très respectable et très expérimentés, il paraît extrêmement « dangereux », incompréhensible, erroné d'« autoriser les compromis ». Et nombre de sophistes (politiciens ultra ou trop « expérimentés ») raisonnent précisément comme les chefs opportunistes anglais mentionnés par le camarade Lansbury : « Si les bolchéviks se permettent tel ou tel compromis, pourquoi ne pas nous permettre n'importe quel compromis ? » Mais les prolétaires instruits par des grèves nombreuses (pour ne prendre que cette manifestation de la lutte de classe), s'assimilent d'ordinaire admirablement la très profonde vérité (philosophique, historique, politique, psychologique) énoncée par Engels. Tout prolétaire a connu des grèves, a connu des « compromis » avec les oppresseurs et les exploiteurs exécrés, lorsque les ouvriers étaient contraints de reprendre le travail sans avoir rien obtenu, ou en acceptant la satisfaction partielle de leurs revendications. Tout prolétaire, vivant dans une atmosphère de lutte de masse et d'exaspération des antagonismes de classes, peut se rendre compte de la différence qui existe entre un compromis imposé par les conditions objectives (la caisse des grévistes est pauvre, ils ne sont pas soutenus, ils sont affamés et épuisés au-delà du possible), compromis qui ne diminue en rien chez les ouvriers qui l'ont conclu le dévouement révolutionnaire et la volonté de continuer la lutte, — et un compromis de traîtres qui rejettent sur les causes objectives leur bas égoïsme (les briseurs de grèves concluent eux aussi un « compromis » !), leur lâcheté, leur désir de se faire bien venir des capitalistes, leur manque de fermeté devant les menaces, parfois devant les exhortations, parfois devant les aumônes, parfois devant la flatterie des

capitalistes (ces compromis de trahison sont particulièrement nombreux dans l'histoire du mouvement ouvrier anglais, du côté des chefs des trade-unions, mais presque tous les ouvriers dans tous les pays ont pu observer, sous une forme ou sous une autre, des phénomènes analogues).

Il se présente évidemment des cas isolés, exceptionnellement difficiles et complexes, où les plus grands efforts sont nécessaires pour bien déterminer le caractère véritable de tel ou tel « compromis », — de même qu'il est très difficile de décider, dans certains cas, si le meurtre était absolument légitime et même indispensable (par exemple, en cas de légitime défense), ou s'il est le résultat d'une négligence impardonnable, voire d'un plan perfide, habilement mis à exécution. Il va de soi qu'en politique, où il s'agit parfois de rapports extrêmement complexes — nationaux et internationaux — entre les classes et les partis, de nombreux cas se présenteront, infiniment plus difficiles que la question de savoir si un « compromis » conclu à l'occasion d'une grève est légitime, ou s'il est le fait d'un chef traître, d'un briseur de grève, etc. Vouloir trouver une recette, ou une règle générale (« Jamais de compromis » !) bonne pour tous les cas, est absurde. Il faut être assez compréhensif pour savoir se retrouver dans chaque cas particulier. La raison d'être de l'organisation du parti et des chefs dignes de ce nom c'est, entre autres choses, qu'ils doivent par un travail de longue haleine, opiniâtre, multiple et varié de tous les représentants conscients de la classe en question *, acquérir les connaissances nécessaires, l'expérience nécessaire et, de plus, le flair politique nécessaire à la solution juste et prompte de questions politiques complexes.

Les gens naïfs et totalement dépourvus d'expérience s'imaginent qu'il suffit d'admettre les compromis *en général* pour que toute limite soit effacée entre l'opportunisme,

* Toute classe, même dans les conditions du pays le plus éclairé, même si elle est la plus avancée et si les circonstances du moment ont suscité en elle un essor exceptionnel de toutes les facultés mentales, compte toujours et *comptera* nécessairement,—tant que les classes subsistent et que ne sera pas complètement affermie, consolidée et développée sur ses propres fondements la société sans classes, — des représentants qui *ne* pensent *pas* et sont incapables de penser. Le capitalisme ne serait pas le capitalisme oppresseur des masses, s'il en était autrement.

contre lequel nous soutenons et devons soutenir une lutte intransigeante, et le marxisme révolutionnaire ou le communisme. Ces gens-là, s'ils ne savent pas encore que *toutes* les limites dans la nature et dans la société sont mobiles et jusqu'à un certain point conventionnelles, on ne peut leur venir en aide que moyennant une longue étude, instruction, éducation, expérience de la vie et des choses politiques. Il faut savoir discerner, dans les questions de politique pratique qui se posent à chaque moment particulier ou spécifique de l'histoire, celles où se manifestent les compromis les plus inadmissibles, les compromis de trahison, incarnant l'opportunisme funeste à la classe révolutionnaire, et consacrer tous les efforts pour les révéler et les combattre. Pendant la guerre impérialiste de 1914-1918 où s'affrontaient deux groupes de pays également pillards et rapaces, la forme principale, essentielle de l'opportunisme fut le social-chauvinisme, c'est-à-dire le soutien de la « défense nationale » qui, dans *cette* guerre, signifiait en réalité la défense des intérêts spoliateurs de « sa » bourgeoisie nationale. Après la guerre : la défense de la spoliatrice « Société des Nations » ; la défense des coalitions directes ou indirectes avec la bourgeoisie de son pays contre le prolétariat révolutionnaire et le mouvement « soviétique » ; la défense de la démocratie bourgeoise et du parlementarisme bourgeois contre le « pouvoir des Soviets », — telles ont été les principales manifestations de ces inadmissibles compromis de trahison qui ont toujours abouti, en fin de compte, à un opportunisme funeste au prolétariat révolutionnaire et à sa cause.

« ... Repousser de la façon la plus décidée tout compromis avec les autres partis... toute politique de louvoiement et d'entente »,

écrivent les « gauches » d'Allemagne dans la brochure de Francfort.

Il est bien étonnant qu'avec de pareilles idées ces gauches ne prononcent pas une condamnation catégorique du bolchévisme ! Car enfin, il n'est pas possible que les gauches d'Allemagne ignorent que toute l'histoire du bolchévisme, avant et après la Révolution d'Octobre, *abonde* en exemples de louvoiement, d'ententes et de compromis avec les autres partis, sans en excepter les partis bourgeois !

Faire la guerre pour le renversement de la bourgeoisie internationale, guerre cent fois plus difficile, plus longue, plus compliquée que la plus acharnée des guerres ordinaires entre Etats, et renoncer d'avance à louvoyer, à exploiter les oppositions d'intérêts (fussent-elles momentanées) qui divisent nos ennemis, à passer des accords et des compromis avec des alliés éventuels (fussent-ils temporaires, peu sûrs, chancelants, conditionnels), n'est-ce pas d'un ridicule achevé ? N'est-ce pas quelque chose comme de renoncer d'avance, dans l'ascension difficile d'une montagne inexplorée et inaccessible jusqu'à ce jour, à marcher parfois en zigzags, à revenir parfois sur ses pas, à renoncer à la direction une fois choisie pour essayer des directions différentes ? Et des gens manquant à ce point de conscience et d'expérience (encore si leur jeunesse en était la cause : les jeunes ne sont-ils pas faits pour débiter un certain temps des bêtises pareilles !) ont pu être soutenus — de près ou de loin, de façon franche ou déguisée, entièrement ou en partie, il n'importe ! — par certains membres du Parti communiste hollandais !!

Après la première révolution socialiste du prolétariat, après le renversement de la bourgeoisie dans un pays, le prolétariat de ce pays reste *encore longtemps plus faible* que la bourgeoisie, d'abord simplement à cause des relations internationales étendues de cette dernière, puis à cause du renouvellement spontané et continu, de la régénération du capitalisme et de la bourgeoisie par les petits producteurs de marchandises dans le pays qui a renversé sa bourgeoisie. On ne peut triompher d'un adversaire plus puissant qu'au prix d'une extrême tension des forces et à la condition *expresse* d'utiliser de la façon la plus minutieuse, la plus attentive, la plus circonspecte, la plus intelligente, la moindre « fissure » entre les ennemis, les moindres oppositions d'intérêts entre les bourgeoisies des différents pays, entre les différents groupes ou catégories de la bourgeoisie à l'intérieur de chaque pays, aussi bien que la moindre possibilité de s'assurer un allié numériquement fort, fût-il un allié temporaire, chancelant, conditionnel, peu solide et peu sûr. Qui n'a pas compris cette vérité n'a compris goutte au marxisme, ni *en général* au socialisme scientifique contemporain. Qui n'a pas prouvé *pratiquement*, pendant un

laps de temps assez long et en des situations politiques assez variées, qu'il sait appliquer cette vérité dans les faits, n'a pas encore appris à aider la classe révolutionnaire dans sa lutte pour affranchir des exploiteurs toute l'humanité laborieuse. Et ce qui vient d'être dit est aussi vrai pour la période qui *précède* et qui *suit* la conquête du pouvoir politique par le prolétariat.

Notre théorie n'est pas un dogme, mais *un guide pour l'action*, ont dit Marx et Engels[15] ; et la plus grave erreur, le crime le plus grave de marxistes aussi « patentés » que Karl Kautsky, Otto Bauer et autres, c'est qu'ils n'ont pas compris, c'est qu'ils n'ont pas su appliquer cette vérité aux heures les plus décisives de la révolution prolétarienne. « L'action politique, ce n'est pas un trottoir de la perspective Nevski » (un trottoir net, large et uni de l'artère principale, absolument rectiligne, de Pétersbourg), disait déjà N. Tchernychevski[16] , le grand socialiste russe de la période d'avant Marx. Depuis Tchernychevski, les révolutionnaires russes ont payé de sacrifices sans nombre leur méconnaissance ou leur oubli de cette vérité. Il faut à tout prix faire en sorte que les communistes de gauche et les révolutionnaires d'Europe occidentale et d'Amérique, dévoués à la classe ouvrière, *ne* payent *pas aussi cher* que les Russes retardataires l'assimilation de cette vérité.

Jusqu'à la chute du tsarisme, les social-démocrates révolutionnaires de Russie recoururent maintes fois aux services des libéraux bourgeois, c'est-à-dire qu'ils passèrent quantité de compromis pratiques avec ces derniers. En 1901-1902, dès avant la naissance du bolchévisme, l'ancienne rédaction de l'*Iskra* (faisaient partie de cette rédaction : Plékhanov, Axelrod, Zassoulitch, Martov, Potressov et moi) avait conclu (pas pour longtemps, il est vrai) une alliance politique formelle avec le leader politique du libéralisme bourgeois, Strouvé, tout en soutenant sans discontinuer la lutte idéologique et politique la plus implacable contre le libéralisme bourgeois et contre les moindres manifestations de son influence au sein du mouvement ouvrier. Les bolchéviks ont toujours suivi cette politique. Depuis 1905, ils ont systématiquement préconisé l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie contre la bourgeoisie libérale et le tsarisme, sans toutefois refuser jamais de

soutenir la bourgeoisie contre le tsarisme (par exemple, au scrutin de 2e degré ou au scrutin de ballottage) et sans cesser la lutte idéologique et politique la plus intransigeante contre le parti paysan révolutionnaire bourgeois, les « socialistes-révolutionnaires », qu'ils dénonçaient comme des démocrates petits-bourgeois se prétendant socialistes. En 1907, les bolchéviks constituèrent, pour peu de temps, un bloc politique formel avec les « socialistes-révolutionnaires » pour les élections à la Douma. De 1903 à 1912, nous avons séjourné avec les menchéviks, parfois pendant plusieurs années, nominalement dans le même parti social-démocrate, *sans jamais* cesser de les combattre sur le terrain idéologique et politique comme agents de l'influence bourgeoise sur le prolétariat et comme opportunistes. Nous avons conclu pendant la guerre une sorte de compromis avec les « kautskistes », les menchéviks de gauche (Martov) et une partie des « socialistes-révolutionnaires » (Tchernov, Nathanson) ; nous avons siégé avec eux à Zimmerwald et Kienthal, publié des manifestes communs ; mais nous n'avons jamais cessé ni relâché notre lutte idéologique et politique contre les «kautskistes », les Martov et les Tchernov. (Nathanson est mort en 1919, étant « communiste-révolutionnaire » populiste très proche de nous, presque solidaire avec nous.) Au moment même de la Révolution d'Octobre, nous avons constitué un bloc politique, non point formel, mais très important (et très réussi) avec la paysannerie petite-bourgeoise, en acceptant *en entier*, sans y rien changer, le programme agraire des *socialistes-révolutionnaires* ; c'est-à-dire que nous avons consenti un compromis indéniable, afin de prouver aux paysans que, loin de vouloir nous imposer, nous désirions nous entendre avec eux. Nous avons proposé en même temps (et nous réalisions peu après) un bloc politique formel — avec participation au gouvernement — aux « socialistes-révolutionnaires de gauche » qui dénoncèrent ce bloc au lendemain de la paix de Brest-Litovsk pour en venir ensuite, en juillet 1918, à une insurrection armée et, plus tard, à la lutte armée contre nous.

On conçoit donc que les attaques des gauches d'Allemagne contre le Comité central du Parti communiste allemand, auquel on reproche d'admettre l'idée d'un bloc avec les « indépendants » (le « Parti social-démocrate indépendant

d'Allemagne », les kautskistes), nous paraissent absolument dénuées de sérieux ; c'est une démonstration évidente de l'*erreur* des « gauches ». Il y a eu, en Russie également, des menchéviks de droite (ils firent partie du gouvernement Kérenski) qui correspondaient aux Scheidemann d'Allemagne, et des menchéviks de gauche (Martov) en opposition aux menchéviks de droite et correspondant aux kautskistes allemands. Nous avons pu observer clairement en 1917 le passage graduel des masses ouvrières, du camp menchévik aux côtés des bolchéviks : au 1er Congrès des Soviets de Russie, en juin 1917, nous ne réunissions que 13 % des voix. La majorité appartenait aux socialistes-révolutionnaires et aux menchéviks. Au deuxième Congrès des Soviets (25 octobre 1917, vieux style) nous avions 51 % des suffrages. Pourquoi en Allemagne le *même* élan, absolument *identique*, des ouvriers — de droite vers la gauche — n'a-t-il pas conduit d'emblée à l'affermissement des communistes, mais d'abord à celui du parti intermédiaire des « indépendants », quoique ce parti n'ait jamais eu aucune idée politique propre, aucune politique à lui, et n'ait jamais fait que balancer entre les Scheidemann et les communistes ?

Une des causes en a été évidemment la tactique *erronée* des communistes allemands, qui doivent reconnaître avec loyauté et sans crainte leur erreur et apprendre à la corriger. Cette erreur consistait à repousser la participation au parlement réactionnaire, bourgeois, et aux syndicats réactionnaires ; elle consistait en de nombreuses manifestations de cette maladie infantile dite le « gauchisme », qui enfin s'est extériorisée et n'en sera que mieux et plus vite guérie, avec plus de profit pour l'organisme.

Le « Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne » manque nettement d'homogénéité : à côté des vieux chefs opportunistes (Kautsky, Hilferding et, vraisemblablement, dans une large mesure, Crispien, Ledebour et autres), qui ont prouvé leur incapacité à comprendre la signification du pouvoir des Soviets et de la dictature du prolétariat, leur incapacité à diriger la lutte révolutionnaire de ce dernier, — il s'est formé dans ce parti une aile gauche, prolétarienne, qui suit une progression singulièrement rapide. Des centaines de milliers de membres de ce parti (qui en compte, je crois, jusqu'à $^3/_4$ de million) sont des prolétaires

qui, s'éloignant de Scheidemann, marchent à grands pas vers le communisme. Cette aile prolétarienne avait déjà proposé au congrès des indépendants à Leipzig (en 1919) l'adhésion immédiate et sans condition à la IIIe Internationale. Redouter un « compromis » avec cette aile du parti serait tout bonnement ridicule. Au contraire, les communistes *se doivent* de rechercher *et de trouver* une forme appropriée de compromis susceptible, d'une part, de faciliter et de hâter la complète et nécessaire fusion avec cette aile, et, d'autre part, de ne gêner en rien la campagne idéologique et politique des communistes contre l'aile droite opportuniste des « indépendants ». Sans doute ne sera-t-il pas facile d'établir la forme convenable du compromis, mais il faut être un charlatan pour promettre aux ouvriers et aux communistes allemands de les conduire à la victoire par un chemin « facile ».

Le capitalisme ne serait pas le capitalisme si le prolétariat « pur » n'était entouré d'une foule extrêmement bigarrée de types sociaux marquant la transition du prolétaire au semi-prolétaire (à celui qui ne tire qu'à moitié ses moyens d'existence de la vente de sa force de travail), du semi-prolétaire au petit paysan (et au petit artisan dans la ville ou à la campagne, au petit exploitant en général) ; du petit paysan au paysan moyen, etc. ; si le prolétariat lui-même ne comportait pas de divisions en catégories plus ou moins développées, groupes d'originaires, professionnels, parfois religieux, etc. D'où la nécessité, la nécessité absolue pour l'avant-garde du prolétariat, pour sa partie consciente, pour le Parti communiste, de louvoyer, de réaliser des ententes, des compromis avec les divers groupes de prolétaires, les divers partis d'ouvriers et de petits exploitants. Le tout est de *savoir* appliquer cette tactique de manière à *élever*, et non à abaisser le niveau de conscience *général* du prolétariat, son esprit révolutionnaire, sa capacité de lutter et de vaincre. Notons d'ailleurs que la victoire des bolchéviks sur les menchéviks a exigé, non seulement avant *mais aussi après* la Révolution d'Octobre 1917, l'application d'une tactique de louvoiement, d'ententes, de compromis, de celles et de ceux, bien entendu, qui pouvaient faciliter, hâter, consolider, renforcer la victoire des bolchéviks aux dépens des menchéviks. Les démocrates petits-

bourgeois (les menchéviks y compris) balancent forcément entre la bourgeoisie et le prolétariat, entre la démocratie bourgeoise et le régime soviétique, entre le réformisme et l'esprit révolutionnaire, entre l'ouvriérisme et la crainte devant la dictature du prolétariat, etc. La juste tactique des communistes doit consister à *utiliser* ces hésitations, et non point à les ignorer ; or les utiliser, c'est faire des concessions aux éléments qui se tournent vers le prolétariat, et n'en faire qu'au moment et dans la mesure où ils s'orientent vers ce dernier, tout en luttant contre ceux qui se tournent vers la bourgeoisie. Grâce à l'application de cette juste tactique, le menchévisme s'est de plus en plus disloqué et se disloque chez nous, isolant les chefs qui s'obstinent dans l'opportunisme et amenant dans notre camp les meilleurs ouvriers, les meilleurs éléments de la démocratie petite-bourgeoise. C'est là un processus de longue haleine, et les « solutions » à tir rapide : « Jamais de compromis, jamais de louvoiement » ne peuvent qu'être préjudiciables à l'accroissement de l'influence du prolétariat révolutionnaire et à la montée de ses effectifs.

Enfin, une des erreurs incontestables des « gauchistes » d'Allemagne, c'est qu'ils persistent dans leur refus de reconnaître le traité de Versailles. Plus ce point de vue est formulé avec « poids » et «sérieux », avec « résolution » et sans appel, comme le fait par exemple K. Horner, et moins cela paraît sensé. Il ne suffit pas de renier les absurdités criantes du « bolchévisme national » (Laufenberg et autres), qui en vient à préconiser un bloc avec la bourgeoisie allemande pour reprendre la guerre contre l'Entente, dans le cadre actuel de la révolution prolétarienne internationale. Il faut comprendre qu'elle est radicalement fausse, la tactique qui n'admet pas l'obligation pour l'Allemagne soviétique (si une République soviétique allemande surgissait à bref délai) de reconnaître pour un temps la paix de Versailles et de s'y plier. Il ne suit point de là que les « indépendants » aient eu raison de préconiser, quand les Scheidemann siégeaient au gouvernement, quand le pouvoir des Soviets n'était pas encore renversé en Hongrie, quand la possibilité n'était pas encore exclue d'une révolution soviétique à Vienne qui eût appuyé les Soviets de Hongrie, — de préconiser *dans les conditions d'alors*, la signature du traité

de Versailles. Les « indépendants » louvoyaient et manœuvraient alors déplorablement, car ils assumaient une responsabilité plus ou moins grande pour la trahison des Scheidemann, ils glissaient plus ou moins des positions d'une guerre de classe sans merci (et d'un sang-froid absolu) contre les Scheidemann, à une position « hors-classe » ou « au-dessus des classes ».

Mais il est manifeste aujourd'hui que les communistes d'Allemagne ne doivent pas se lier les mains en promettant de répudier à toute force la paix de Versailles au cas où le communisme triompherait. Ce serait absurde. Il faut dire : les Scheidemann et les kautskistes ont commis une suite de trahisons qui ont rendu difficile (en partie : ruiné net) l'alliance avec la Russie soviétique, avec la Hongrie soviétique. Nous nous efforcerons par tous les moyens, nous communistes, *de faciliter* et de *préparer* cette alliance, sans être tenus le moins du monde de dénoncer à tout prix — et immédiatement — la paix de Versailles. La possibilité de la dénoncer utilement ne dépend pas seulement des succès du mouvement soviétique en Allemagne, mais aussi de ses succès dans le monde entier. Ce mouvement a été entravé par les Scheidemann et les kautskistes ; nous, nous le favorisons. Là est le fond de la question, là est la différence radicale. Et si nos ennemis de classe, les exploiteurs, leurs valets, les Scheidemann et les kautskistes, ont laissé échapper mainte occasion de renforcer le mouvement soviétique et en Allemagne et dans le monde, de renforcer la révolution soviétique en Allemagne comme dans l'univers, la faute en revient à eux. La révolution soviétique en Allemagne renforcera le mouvement soviétique international, ce plus fort rempart (le seul sûr, invincible et universellement puissant) contre la paix de Versailles, contre l'impérialisme international en général. Faire passer absolument, à toute force, immédiatement, la libération à l'égard du traité de Versailles *avant le problème* de l'affranchissement des *autres* pays opprimés du joug de l'impérialisme, c'est du nationalisme petit-bourgeois (digne des Kautsky, des Hilferding, des Otto Bauer et Cie), et non de l'internationalisme révolutionnaire. Renverser la bourgeoisie dans tout grand Etat européen, y compris l'Allemagne, serait un tel avantage pour la révolution internationale que l'on pourrait

et devrait consentir — si besoin était — *à proroger l'existence de la paix de Versailles.* Si la Russie a pu à elle seule supporter, avec profit pour la révolution, pendant plusieurs mois, le traité de Brest-Litovsk, il n'y a rien d'impossible à ce que l'Allemagne soviétique, alliée à la Russie soviétique, supporte avec profit pour la révolution une plus longue existence du traité de Versailles.

Les impérialistes de France, d'Angleterre, etc., provoquent les communistes allemands, leur tendent ce piège : « Dites que vous ne signerez pas le traité de Versailles. » Et les communistes de gauche, au lieu de manœuvrer habilement contre un ennemi perfide et *à l'heure actuelle* plus puissant, au lieu de lui dire : « Maintenant nous signerons le traité de Versailles », tombent dans le piège comme des enfants. Se lier les mains d'avance, dire tout haut à un ennemi qui, pour l'instant, est mieux armé que nous, si nous allons lui faire la guerre et à quel moment, c'est pure sottise et non ardeur révolutionnaire. Accepter le combat lorsqu'il est manifestement avantageux à l'ennemi, et non à nous, c'est un crime ; et ceux-là ne valent rien, parmi les politiques de la classe révolutionnaire, qui ne savent pas procéder par « louvoiement, ententes et compromis », afin de se soustraire à un combat pertinemment désavantageux.

## IX

## LE COMMUNISME « DE GAUCHE » EN ANGLETERRE

Il n'y a pas encore de parti communiste en Angleterre, mais il y a parmi les ouvriers un mouvement communiste tout jeune, large, puissant, dont la croissance est rapide et qui autorise les plus radieuses espérances. Il y a plusieurs partis et organisations politiques (« Parti socialiste britannique »[17], « Parti ouvrier socialiste », « Association socialiste du pays de Galles du Sud », « Fédération socialiste ouvrière »[18]), qui désirent créer un parti communiste et sont déjà en pourparlers à ce sujet. On trouve dans le *Workers Dreadnought* (tome VI, n° 48, du 21 février 1920), organe hebdomadaire de la « Fédération socialiste ouvrière », dirigé par la camarade Sylvia Pankhurst, un article d'elle intitulé : « Vers un parti communiste .» L'article expose comme suit les pourparlers en cours entre les quatre orga-

nisations ci-dessus nommées, pour la formation d'un parti communiste unique : adhésion à la IIIe Internationale, reconnaissance du système soviétique au lieu du parlementarisme, et de la dictature du prolétariat. Il apparaît qu'un des principaux obstacles à la constitution immédiate d'un parti communiste unique est le désaccord sur le problème de la participation au parlement et de l'adhésion du nouveau parti communiste au vieux « Labour Party » opportuniste et social-chauvin, corporatif et composé surtout de trade-unions. La « Fédération socialiste ouvrière », de même que le « Parti ouvrier socialiste » * se prononcent contre la participation aux élections parlementaires et au parlement, contre l'adhésion au « Labour Party » et sont, sur ce point, en désaccord avec tous les membres ou avec la majorité des membres du Parti socialiste britannique, qui constitue à leurs yeux « l'aile droite des partis communistes » en Angleterre (page 5 de l'article de Sylvia Pankhurst).

Ainsi la division fondamentale est la même qu'en Allemagne, malgré les différences considérables quant à la forme que revêt le désaccord (en Allemagne cette forme se rapproche beaucoup plus de la forme « russe » qu'en Angleterre) et pour maintes autres raisons. Mais voyons les arguments des « gauches ».

Pour ce qui est de la participation au parlement, Sylvia Pankhurst se réfère à un article publié dans le même numéro par W. Gallacher, lequel écrit au nom du « Conseil ouvrier d'Ecosse » de Glasgow:

« Ce Conseil, dit-il, est nettement antiparlementaire, et il a pour lui l'aile gauche de diverses organisations politiques. Nous représentons le mouvement révolutionnaire écossais, qui se propose de créer une organisation révolutionnaire dans les industries (dans les diverses branches de l'industrie) et un parti communiste appuyé sur des comités sociaux dans tout le pays. Longtemps nous nous sommes disputés avec les parlementaires officiels. Nous n'avons pas jugé nécessaire de leur déclarer ouvertement la guerre ; quant à eux, ils *craignent* de s'attaquer à nous.

Mais cette situation ne peut pas durer longtemps. Nous triomphons sur toute la ligne.

La masse des membres du Parti travailliste indépendant d'Ecosse est de plus en plus écœurée du parlement, et presque tous les groupes locaux sont pour les Soviets (le mot russe est employé dans la

* Ce parti est, ce me semble, contre l'adhésion au « Labour Party », mais n'est pas tout entier contre la participation au parlement.

transcription anglaise) ou pour les Soviets ouvriers. Evidemment, ce fait a une importance très sérieuse pour ces messieurs qui considèrent la politique comme un gagne-pain (comme une profession), et ils usent de tous les expédients pour persuader leurs membres de revenir dans le giron du parlementarisme. Les camarades révolutionnaires *ne doivent pas* (tous les mots soulignés le sont par l'auteur) soutenir cette bande. Ici la lutte nous sera très difficile. La défection de ceux pour qui l'intérêt personnel est un stimulant plus fort que l'intérêt qu'ils portent à la révolution, en sera un des traits les plus affligeants. Accorder le moindre appui au parlementarisme revient simplement à aider à l'accession au pouvoir de nos Scheidemann et Noske britanniques. Henderson, Clynes et Cie sont incrémédiablement réactionnaires. Le Parti travailliste indépendant officiel tombe de plus en plus sous la coupe des libéraux bourgeois, qui ont trouvé un refuge moral dans le camp de MM. MacDonald, Snowden et Cie. Le Parti travailliste indépendant officiel est violemment hostile à la IIIe Internationale, mais la masse est pour elle. Soutenir de quelque façon que ce soit les parlementaires opportunistes, c'est tout bonnement faire le jeu de ces messieurs. Le Parti socialiste britannique n'a ici aucune importance... Ce qu'il faut, c'est une bonne organisation révolutionnaire industrielle et un parti communiste agissant sur des bases scientifiques, claires et nettement définies. Si nos camarades peuvent nous aider à créer l'une et l'autre, nous accepterons volontiers leur concours : s'ils ne le peuvent pas, qu'ils ne s'en mêlent pas pour l'amour de Dieu, à moins qu'ils ne veuillent trahir la révolution en prêtant appui aux réactionnaires qui recherchent avec tant de zèle le titre « honorable »(?) (le point d'interrogation est de l'auteur) de parlementaires, et qui brûlent de prouver qu'ils sont *capables de gouverner* aussi bien que les «patrons » eux-mêmes, les hommes politiques de classe. »

Cette lettre à la rédaction traduit admirablement, à mon avis, l'état d'esprit et le point de vue des jeunes communistes ou des ouvriers de la masse, qui commencent à peine à venir au communisme. Cet état d'esprit est réconfortant et précieux au plus haut point ; il faut savoir l'apprécier et l'entretenir, car sans lui on désespérerait de la victoire de la révolution prolétarienne en Angleterre, comme du reste dans tout autre pays. Ceux qui savent exprimer, susciter dans les masses cet état d'esprit (qui très souvent sommeille, est inconscient, latent), il faut s'en montrer soucieux et leur prêter aide et attention. Mais il faut aussi leur dire ouvertement, sans équivoque, que cet état d'esprit *à lui seul* ne suffit pas à diriger les masses dans la grande lutte révolutionnaire, et que telles ou telles erreurs que les hommes les plus dévoués à la cause révolutionnaire sont disposés à commettre ou commettent, peuvent nuire à cette cause. La lettre adressée à la rédaction par le camarade Gallacher

contient indéniablement en germe *toutes* les erreurs des communistes « de gauche » d'Allemagne et celles commises par les bolchéviks russes « de gauche » en 1908 et 1918.

L'auteur de cette lettre est tout pénétré d'une très noble colère prolétarienne contre les « politiciens de classe » de la bourgeoisie (colère compréhensible et sympathique du reste aux yeux non seulement des prolétaires, mais aussi de tous les travailleurs, de toutes les « petites gens », pour employer ici l'expression allemande). Cette colère d'un représentant des masses opprimées et exploitées est en vérité le « commencement de la sagesse », la base de tout mouvement socialiste et communiste et de son succès. Mais l'auteur oublie visiblement que la politique est une science et un art qui ne tombent pas du ciel, qui demandent un effort ; et que le prolétariat, s'il veut vaincre la bourgeoisie, doit former des « hommes politiques de classe », *bien à lui*, prolétariens, et qui ne soient pas inférieurs à ceux de la bourgeoisie.

L'auteur de la lettre a fort bien compris que seuls les Soviets ouvriers, et non le parlement, peuvent offrir au prolétariat le moyen d'atteindre au but. Et celui qui ne l'a pas encore compris est évidemment le pire réactionnaire, fût-il l'homme le plus savant, le politique le plus expérimenté, le socialiste le plus sincère, le marxiste le plus érudit, le plus loyal des citoyens et des pères de famille. Mais l'auteur de la lettre ne pose même pas, ne croit pas même nécessaire de poser la question de savoir si l'on peut amener les Soviets à la victoire sur le parlement sans faire entrer les politiques « soviétiques » *à l'intérieur* du parlement ? sans désagréger le parlementarisme *de l'intérieur*, sans préparer au-dedans du parlement le succès des Soviets dans la tâche qui leur incombe de dissoudre le parlement. Cependant l'auteur de la lettre émet cette idée parfaitement juste que le Parti communiste anglais doit fonder son action sur une base *scientifique*. La science veut d'abord que l'on tienne compte de l'expérience des autres pays, surtout si les autres pays, capitalistes eux aussi, connaissent ou ont connu récemment une expérience sensiblement analogue. Elle veut, en second lieu, qu'on tienne compte de *toutes* les forces : groupes, partis, classes et masses agissant dans le pays, au lieu de déterminer la politique uniquement d'après

les désirs et les opinions, le degré de conscience et de préparation à la lutte d'un seul groupe ou d'un seul parti.

Que les Henderson, les Clynes, les MacDonald, les Snowden soient irrémédiablement réactionnaires, cela est exact. Il n'est pas moins exact qu'ils veulent prendre le pouvoir (préférant d'ailleurs la coalition avec la bourgeoisie) ; qu'ils veulent « administrer » selon les vieilles règles bourgeoises et se conduiront forcément, une fois au pouvoir, comme les Scheidemann et les Noske. Tout cela est exact. Mais il ne suit point de là que les soutenir, c'est trahir la révolution ; il s'ensuit que les révolutionnaires de la classe ouvrière doivent, dans l'intérêt de la révolution, accorder à ces messieurs un certain soutien parlementaire. Pour bien le montrer, je prendrai deux documents politiques anglais d'actualité : 1. le discours prononcé le 18 mars 1920 par le premier ministre Lloyd George (d'après le *Manchester Guardian* du 19 mars 1920) et 2. les réflexions d'une communiste « de gauche », la camarade Sylvia Pankhurst, dans l'article ci-dessus mentionné.

Dans son discours, Lloyd George polémise avec Asquith (qui, spécialement invité à la réunion, avait refusé de s'y rendre) et avec ceux des libéraux qui sont partisans non de la coalition avec les conservateurs, mais d'un rapprochement avec le Labour Party. (Nous savons de même par la lettre du camarade Gallacher à la rédaction, que des libéraux étaient passés au Parti travailliste indépendant.) Lloyd George s'attache à démontrer qu'une coalition des libéraux et des conservateurs — coalition *étroite* — est indispensable pour empêcher la victoire du Labour Party, que Lloyd George « préfère appeler » socialiste, et qui préconise la « propriété collective » des moyens de production. « C'est ce qu'on a appelé en France le communisme », explique populairement le chef de la bourgeoisie anglaise à ses auditeurs, membres du Parti libéral parlementaire, qui, vraisemblablement, l'ignoraient jusqu'à ce jour. « En Allemagne, cela s'est appelé socialisme ; en Russie, cela s'appelle bolchévisme. » Pour les libéraux, la chose est irrecevable par principe, explique Lloyd George, car les libéraux sont par principe pour la propriété privée. « La civilisation est en danger », déclare l'orateur, et c'est pourquoi les libéraux et les conservateurs doivent s'unir...

« ... Si vous vous rendez dans les districts agricoles, dit Lloyd George, je le reconnais, vous y verrez se maintenir, comme auparavant, les anciennes divisions de parti. Là le danger est loin. Là le danger n'existe pas. Mais quand il s'agira des districts agricoles, le danger y sera aussi grand qu'il l'est maintenant dans certains districts industriels. Les quatre cinquièmes de notre pays s'occupent d'industrie et de commerce ; un cinquième à peine s'adonne à l'agriculture. C'est là une des circonstances que je ne perds jamais de vue quand je songe aux dangers que nous réserve l'avenir. La France a une population surtout agricole, et vous avez là une base solide de conceptions déterminées, base qui ne se modifie pas très vite et qu'il n'est pas facile de troubler par un mouvement révolutionnaire. Il en va autrement pour notre pays. Il est plus facile de l'ébranler que n'importe quel autre pays au monde, et s'il se met à fléchir, la catastrophe y sera, pour les raisons indiquées, plus forte que dans les autres pays. »

Le lecteur voit ainsi que M. Lloyd George n'est pas seulement un homme de grande intelligence, mais qu'il a beaucoup appris chez les marxistes. Nous ferons bien à notre tour de nous instruire auprès de lui.

Il est intéressant de noter encore cet épisode de la discussion qui s'institua après le discours de Lloyd George :

« *M. Wallace* : Je voudrais savoir ce que le premier ministre pense des résultats de sa politique dans les districts industriels en ce qui concerne les ouvriers d'industrie, dont un très grand nombre sont actuellement libéraux et auprès desquels nous trouvons un si grand appui. N'y a-t-il pas lieu de prévoir que la force du Labour Party s'accroîtra considérablement grâce aux ouvriers qui sont actuellement nos sincères soutiens ?

*Le premier ministre* : Je suis d'un tout autre avis. Le fait que les libéraux luttent entre eux, pousse sans doute un nombre considérable de libéraux, pris de désespoir, à rejoindre le Labour Party, où un grand nombre de libéraux fort capables s'emploient aujourd'hui à jeter le discrédit sur le gouvernement. L'opinion publique n'en est que mieux disposée en faveur du Labour Party. Elle ne se tourne pas vers les libéraux qui sont en dehors du Labour Party, mais vers celui-ci, c'est ce que montrent les élections partielles. »

Marquons en passant que ce raisonnement indique surtout à quel point les hommes les plus intelligents de la bourgeoisie se sont enferrés et ne peuvent plus se retenir de faire des bêtises irréparables. C'est ce qui causera la perte de la bourgeoisie. Tandis que nos gens à nous peuvent faire même des bêtises (à la condition toutefois que ces bêtises ne soient pas trop graves et qu'elles soient corrigées assez tôt), ils n'en seront pas moins au bout du compte les vainqueurs.

Le second document politique, ce sont les considérations suivantes de la camarade Sylvia Pankhurst, communiste « de gauche » :

« ... Le camarade Inkpin (secrétaire du Parti socialiste britannique) appelle le Labour Party « l'organisation principale du mouvement de la classe ouvrière ». Un autre camarade du Parti socialiste britannique a exprimé à la conférence de la IIIe Internationale le point de vue de ce parti avec encore plus de relief. Il a dit : « Nous considérons le Labour Party comme la classe ouvrière organisée. »

Nous ne partageons pas cette opinion sur le Labour Party. Celui-ci a de gros effectifs, quoique ses membres soient dans une notable mesure apathiques et passifs ; ce sont des ouvriers et des ouvrières entrés dans les trade-unions pour faire comme leurs camarades d'atelier et pour toucher des allocations.

Mais nous reconnaissons que l'importance numérique du Labour Party provient aussi du fait que ce parti est l'œuvre d'une école de pensée, dont les limites n'ont pas encore été dépassées par la majorité de la classe ouvrière britannique, quoique de grands changements se préparent dans l'esprit du peuple, qui modifiera bientôt cet état de choses... »

« ... De même que les organisations social-patriotes des autres pays, le Labour Party britannique accédera inévitablement au pouvoir par le cours naturel du développement de la société. Aux communistes d'organiser les forces qui renverseront les social-patriotes, et nous ne devons dans notre pays ni retarder cette action ni hésiter.

Nous ne devons pas disperser notre énergie en augmentant les forces du Labour Party ; son ascension au pouvoir est inévitable. Nous devons employer nos forces à créer un mouvement communiste qui vaincra ce parti. Le Labour Party formera sous peu le gouvernement ; l'opposition révolutionnaire doit être prête à porter l'attaque contre lui... »

Ainsi la bourgeoisie libérale répudie le système des « deux partis » (d'exploiteurs), système historiquement consacré par une expérience séculaire et infiniment avantageux pour les exploiteurs ; elle estime nécessaire que se fasse l'union de leurs forces contre le Labour Party. Une partie des libéraux, tels les rats d'un navire en perdition, courent rejoindre le Labour Party. Les communistes de gauche considèrent comme inévitable l'accession du Labour Party au pouvoir et reconnaissent que, aujourd'hui, ce parti a pour lui la majorité des ouvriers. De là ils tirent une conclusion bizarre, que la camarade Sylvia Pankhurst formule en ces termes :

« Le Parti communiste ne doit pas conclure de compromis... Il doit conserver pure sa doctrine et immaculée son indépendance

vis-à-vis du réformisme ; sa mission est de marcher en tête, sans s'arrêter et sans dévier de sa route, d'aller tout droit vers la révolution communiste. »

De ce que la majorité des ouvriers d'Angleterre suit encore les Kérenski ou les Scheidemann anglais ; de ce qu'elle n'a pas encore fait l'expérience du gouvernement de ces hommes, expérience qui a été nécessaire à la Russie et à l'Allemagne pour amener le passage en masse des ouvriers au communisme, il résulte au contraire, avec certitude, que les communistes anglais *doivent* participer à l'action parlementaire, doivent *de l'intérieur* du parlement aider la masse ouvrière à juger le gouvernement Henderson-Snowden d'après ses actes, doivent aider les Henderson et les Snowden à vaincre Lloyd George et Churchill réunis. Agir autrement, c'est entraver l'œuvre de la révolution, car si un changement n'intervient pas dans la manière de voir de la majorité de la classe ouvrière, la révolution est impossible ; or ce changement, c'est l'expérience politique des masses qui l'amène, et jamais la seule propagande. « En avant, sans compromis, sans dévier de sa route », si c'est une minorité notoirement impuissante d'ouvriers qui parle ainsi, sachant (ou en tout cas devant savoir) qu'en cas de victoire de Henderson et de Snowden sur Lloyd George et Churchill, la majorité, perdant toute illusion sur ses chefs, en viendra rapidement à soutenir le communisme (ou en tout cas à la neutralité et le plus souvent à une neutralité bienveillante à l'égard des communistes), — ce mot d'ordre est manifestement erroné. C'est comme si 10 000 soldats se jetaient dans la bataille contre 50 000 ennemis, alors qu'il faudrait « s'arrêter », « faire un détour » et même conclure un « compromis », pour donner le temps d'arriver aux 100 000 hommes de renfort qui doivent venir et qui ne peuvent entrer en action sur-le-champ. C'est un enfantillage d'intellectuels, ce n'est pas la tactique sérieuse d'une classe révolutionnaire.

La loi fondamentale de la révolution, confirmée par toutes les révolutions et notamment par les trois révolutions russes du XX$^{e}$ siècle, la voici : pour que la révolution ait lieu, il ne suffit pas que les masses exploitées et opprimées prennent conscience de l'impossibilité de vivre comme autrefois et réclament des changements. Pour que la révolution ait lieu, il faut que les exploiteurs ne puissent pas vivre

et gouverner comme autrefois. C'est seulement lorsque « *ceux d'en bas* » *ne veulent plus* et que « ceux d'en haut » *ne peuvent plus continuer* de vivre *à l'ancienne manière*, c'est alors seulement que la révolution peut triompher. Cette vérité s'exprime autrement en ces termes : la révolution est impossible sans une crise nationale (affectant exploités et exploiteurs). Ainsi donc, pour qu'une révolution ait lieu, il faut : premièrement, obtenir que la majorité des ouvriers (ou, en tout cas, la majorité des ouvriers conscients, réfléchis, politiquement actifs) ait compris parfaitement la nécessité de la révolution et soit prête à mourir pour elle ; il faut ensuite que les classes dirigeantes traversent une crise gouvernementale qui entraîne dans la vie politique jusqu'aux masses les plus retardataires (l'indice de toute révolution véritable est une rapide élévation au décuple, ou même au centuple, du nombre des hommes aptes à la lutte politique, parmi la masse laborieuse et opprimée, jusque-là apathique), qui affaiblit le gouvernement et rend possible pour les révolutionnaires son prompt renversement.

Au fait, en Angleterre, comme il ressort justement du discours de Lloyd George, on voit manifestement s'affirmer ces deux conditions du succès de la révolution prolétarienne. Et toute erreur des communistes de gauche est doublement dangereuse, aujourd'hui que nous observons chez certains révolutionnaires une attitude insuffisamment raisonnée, insuffisamment attentive, insuffisamment consciente, insuffisamment réfléchie vis-à-vis de chacune de ces conditions. Si nous ne sommes pas un groupe de révolutionnaires, mais le parti de la *classe* révolutionnaire ; si nous voulons entraîner à notre suite les *masses* (faute de quoi nous risquons de n'être plus que des bavards), nous devons d'abord aider Henderson ou Snowden à battre Lloyd George et Churchill (et même, plus exactement : obliger les premiers — car ils *redoutent leur propre victoire* ! — à battre les seconds) ; puis aider la majorité de la classe ouvrière à se convaincre par sa propre expérience que nous avons raison, c'est-à-dire que les Henderson et les Snowden ne sont bons à rien, que ce sont des petits bourgeois perfides et que leur faillite est certaine ; enfin, rapprocher le moment où, la majorité des ouvriers ayant *perdu* ses illusions sur le compte des Henderson, on pourra renverser d'emblée, avec de sérieuses chan-

ces de succès, le gouvernement des Henderson, qui à plus forte raison perdra la tête puisque Lloyd George, si intelligent et si posé, non pas petit mais grand bourgeois, se montre tout à fait désorienté et se débilite lui-même (et débilite la bourgeoisie) chaque jour davantage, hier par ses « tiraillements » avec Churchill, aujourd'hui par ses « tiraillements » avec Asquith.

Je serai plus précis. Les communistes anglais doivent, à mon avis, rassembler leurs quatre partis et groupes (tous très faibles, certains même tout à fait faibles) en un seul parti communiste sur la base des principes de la IIIe Internationale et de la participation *obligatoire* au parlement. Le Parti communiste propose aux Henderson et aux Snowden un « compromis », un accord électoral : nous marchons ensemble contre la coalition de Lloyd George et des conservateurs ; nous partageons des sièges parlementaires proportionnellement au nombre de voix données par les ouvriers soit au Labour Party, soit aux communistes (non aux élections, mais dans un vote spécial) ; nous gardons, pour notre part, *la plus entière liberté* de propagande, d'agitation, d'action politique. Sans cette dernière condition, impossible de faire bloc, évidemment, car ce serait une trahison : les communistes anglais doivent exiger et s'assurer absolument la plus entière liberté de dénoncer les Henderson et les Snowden comme l'ont fait (*quinze ans durant*, de 1903 à 1917) les bolchéviks russes à l'égard des Henderson et des Snowden russes, c'est-à-dire des menchéviks.

Si les Henderson et les Snowden acceptent le bloc à ces conditions, nous aurons gagné. Car ce qui nous importe, ce n'est pas du tout le nombre des sièges au parlement, nous ne courons pas après, sur ce point nous serons coulants (tandis que les Henderson et surtout leurs nouveaux amis — ou leurs nouveaux maîtres — les libéraux passés au Parti travailliste indépendant, courent surtout après les sièges). Nous aurons gagné, car nous porterons *notre* propagande dans les *masses* au moment même où elles viennent d'être « mises en goût » par Lloyd George *lui-même*, et nous aiderons non seulement le Parti travailliste à former plus vite son gouvernement, mais encore les masses à comprendre plus vite toute la propagande communiste que nous mènerons contre les Henderson sans la moindre réticence, sans la moindre réserve.

Si les Henderson et les Snowden refusent de faire bloc avec nous à ces conditions, nous aurons gagné encore davantage. Car nous aurons d'un seul coup montré aux *masses* (notez bien que même au sein du Parti travailliste indépendant, purement menchévik, entièrement opportuniste, la *masse* est pour les Soviets) que les Henderson font passer *leur* intimité avec les capitalistes avant l'union de tous les ouvriers. Nous aurons gagné du premier coup devant la *masse* qui, surtout après les brillantes explications d'une justesse supérieure, d'une utilité supérieure (pour le communisme) données par Lloyd George, sera sympathique à l'union de tous les ouvriers contre la coalition de Lloyd George avec les conservateurs. Nous aurons gagné du premier coup, car nous aurons démontré aux masses que les Henderson et les Snowden ont peur de vaincre Lloyd George, de prendre seuls le pouvoir, qu'ils cherchent à s'assurer *secrètement* l'appui de Lloyd George qui tend *ouvertement* la main aux conservateurs contre le Labour Party. A noter que chez nous, en Russie, après la révolution du 27 février 1917 (vieux style), la propagande des bolchéviks contre les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires (c'est-à-dire les Henderson et les Snowden russes) a dû ses succès justement à une circonstance analogue. Nous disions aux menchéviks et aux socialistes-révolutionnaires : Prenez tout le pouvoir sans la bourgeoisie, puisque vous détenez la majorité dans les Soviets (au 1er Congrès des Soviets de Russie, en juin 1917, les bolchéviks n'avaient que 13% des suffrages). Mais les Henderson et les Snowden russes craignaient de prendre le pouvoir sans la bourgeoisie, et quand la bourgeoisie fit traîner les élections à l'Assemblée constituante, parce qu'elle savait fort bien que les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks y auraient la majorité* (les uns et les autres formaient un bloc politique très étroit, représentant en fait une *seule et même* démocratie petite-bourgeoise), les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks ne

* D'après les renseignements portant sur plus de 36 millions d'électeurs, les élections à l'Assemblée constituante, en Russie, en novembre 1917, ont donné 25 % des suffrages aux bolchéviks ; 13 % à divers partis des grands propriétaires fonciers et de la bourgeoisie; 62 % à la démocratie petite-bourgeoise, c'est-à-dire aux socialistes-révolutionnaires et aux menchéviks, ainsi qu'aux petits groupes apparentés à ces partis.

trouvèrent pas la force de s'opposer énergiquement, à fond, à ces atermoiements.

Le refus des Henderson et des Snowden de faire bloc avec les communistes assurerait du coup le succès de ces derniers : la sympathie des masses et le discrédit des Henderson et des Snowden, et si même cela devait nous coûter quelques sièges au parlement, peu importe. Nous ne présenterions des candidats que dans un nombre infime de circonscriptions, absolument sûres, c'est-à-dire où la présentation de nos candidats ne ferait pas passer un libéral contre un travailliste (membre du Labour Party). Nous ferions notre propagande électorale en diffusant des tracts en faveur du communisme et en invitant, dans *toutes* les circonscriptions où nous ne présenterions pas de candidats, *à voter pour le travailliste contre le bourgeois.* Les camarades Sylvia Pankhurst et Gallacher se trompent quand ils voient là une trahison envers le communisme ou une renonciation à la lutte contre les social-traîtres. Au contraire, la cause de la révolution communiste y gagnerait sans nul doute.

Aujourd'hui, les communistes anglais ont très souvent de la peine à approcher la masse, même à se faire écouter. Mais si, me présentant comme communiste, j'invite à voter pour Henderson contre Lloyd George, on m'écoutera sûrement. Et je pourrai expliquer, de façon à être compris de tous, non seulement en quoi les Soviets sont préférables au parlement, et la dictature du prolétariat préférable à celle de Churchill (couverte du pavillon de la « démocratie » bourgeoise), mais aussi que mon intention, en faisant voter pour Henderson, est de le soutenir exactement comme la corde soutient le pendu ; et que le rapprochement des Henderson vers un gouvernement formé par eux prouvera que j'ai raison, mettra les masses de mon côté, hâtera la mort politique des Henderson et des Snowden, comme ce fut le cas de leurs coreligionnaires en Russie et en Allemagne.

Et si l'on m'objecte : cette tactique est trop « subtile » ou trop compliquée, elle ne sera pas comprise des masses, elle dispersera, elle fragmentera nos forces, elle nous empêchera de les concentrer sur la révolution soviétique, etc., je répondrai à mes contradicteurs « de gauche » : — N'imputez pas aux masses votre propre doctrinarisme ! Il est certain que les masses ne sont pas plus, mais moins cultivées en

Russie qu'en Angleterre. Et pourtant elles ont compris les bolchéviks ; et le fait qu'*à la veille* de la révolution soviétique, en septembre 1917, les bolchéviks avaient dressé les listes de leurs candidats au parlement bourgeois (à l'Assemblée constituante), et que *le lendemain* de la révolution soviétique, en novembre 1917, ils avaient pris part aux élections à cette même Assemblée constituante qu'ils devaient disperser le 5 janvier 1918, — ce fait, loin d'être un empêchement aux bolchéviks, facilita leur action.

Je ne puis m'arrêter ici sur le second point qui divise les communistes anglais : Faut-il ou non adhérer au Labour Party ? Je suis trop peu documenté sur cette question, rendue particulièrement complexe par l'extrême originalité du « Labour Party » britannique, trop différent, par sa structure même, des partis politiques ordinaires du continent. Mais une chose est certaine, c'est que, d'abord, sur cette question comme sur les autres, c'est s'exposer à une erreur fatale que de s'imaginer pouvoir déduire la tactique du prolétariat révolutionnaire des principes dans le genre de celui-ci : « Le Parti communiste doit conserver pure sa doctrine et immaculée son indépendance vis-à-vis du réformisme ; sa mission est de marcher en tête, sans s'arrêter et sans dévier de sa route, d'aller tout droit vers la révolution communiste. » En effet, de pareils principes ne font que reprendre l'erreur des communards-blanquistes de France qui « répudiaient » hautement en 1874 tous les compromis et toutes les étapes intermédiaires. En second lieu, il est évident qu'ici comme toujours, la tâche est de savoir appliquer les principes généraux et fondamentaux du communisme aux *particularités* des rapports entre les classes et les partis, aux *particularités* du développement objectif vers le communisme, propres à chaque pays et qu'il faut savoir étudier, découvrir, deviner.

Mais ce n'est pas à propos du seul communisme anglais, c'est à l'occasion des conclusions générales concernant le développement du communisme dans tous les pays capitalistes que ces choses doivent être dites. Et c'est le sujet que nous abordons.

## X

## QUELQUES CONCLUSIONS

La révolution bourgeoise de 1905, en Russie, marque un tournant extrêmement original de l'histoire universelle : dans un des pays capitalistes les plus arriérés, le mouvement gréviste avait atteint une ampleur et une puissance sans précédent dans le monde. Pendant le *seul mois de janvier* 1905, le nombre des grévistes fut dix fois plus élevé que la moyenne *annuelle* des grévistes durant les dix années précédentes (1895-1904) ; de janvier à octobre 1905, les grèves augmentaient sans cesse et dans de vastes proportions. Sous l'influence d'une série de facteurs historiques très particuliers, la Russie retardataire fut la première à donner au monde non seulement l'exemple d'une progression par bonds, pendant la révolution, de l'activité spontanée des masses opprimées (on avait vu cela dans toutes les grandes révolutions), mais encore l'exemple d'un prolétariat dont le rôle est infiniment supérieur à son importance numérique dans la population ; l'exemple de la combinaison de la grève économique et de la grève politique avec transformation de cette dernière en insurrection armée, et enfin, de l'apparition d'une nouvelle forme de lutte massive et d'organisation massive des classes opprimées par le capitalisme : les Soviets.

Les révolutions de février et d'octobre 1917 ont amené les Soviets à un développement complet à l'échelle nationale, et puis à leur triomphe dans la révolution socialiste prolétarienne. Moins de deux ans plus tard apparaissait le caractère international des Soviets ; on vit cette forme de lutte et d'organisation s'étendre au mouvement ouvrier universel, et s'affirmer la mission historique des Soviets, fossoyeurs, héritiers, successeurs du parlementarisme bourgeois, de la démocratie bourgeoise en général.

Bien plus. L'histoire du mouvement ouvrier montre aujourd'hui que dans tous les pays, le communisme naissant, grandissant, marchant à la victoire, est appelé à traverser une période de lutte (qui a déjà commencé), d'abord et surtout, contre le « menchévisme » *propre* (de chaque pays), c'est-à-dire l'opportunisme et le social-chauvinisme ; puis, à titre de complément, pour ainsi dire, contre le communisme

« de gauche ». La première de ces luttes s'est déroulée dans tous les pays, sans une seule exception, que je sache, sous la forme d'un duel entre la IIe Internationale (aujourd'hui pratiquement tuée) et la IIIe. L'autre lutte s'observe en Allemagne et en Angleterre, en Italie et en Amérique (où nous voyons une *partie* au moins des « Ouvriers industriels du monde » et des tendances anarcho-syndicalistes, défendre les erreurs du communisme de gauche, tout en reconnaissant d'une façon à peu près générale, presque sans réserve, le système soviétique) ; elle s'observe aussi en France (attitude d'une portion des anciens syndicalistes — qui reconnaissent également le système soviétique — envers les partis politiques et le parlementarisme) ; c'est dire qu'elle s'observe incontestablement à une échelle non seulement internationale, mais même universelle.

Mais, bien que l'école préparatoire qui conduit le mouvement ouvrier à la victoire sur la bourgeoisie soit au fond partout la même, ce développement s'accomplit dans chaque pays *à sa manière*. Les grands Etats capitalistes avancés parcourent ce chemin *beaucoup plus vite* que le bolchévisme, auquel l'histoire avait imparti un délai de quinze ans pour se préparer à la victoire en tant que tendance politique organisée. La IIIe Internationale a déjà remporté, dans le court délai d'une année, une victoire décisive, en battant la IIe Internationale jaune, social-chauvine qui, il y a quelques mois encore, était infiniment plus forte que la IIIe Internationale, semblait solide et puissante, jouissait de l'appui total, direct et indirect, matériel (sinécures ministérielles, passeports, presse) et idéologique de la bourgeoisie mondiale.

L'essentiel aujourd'hui est que les communistes de chaque pays prennent bien conscience, d'une part, des objectifs fondamentaux — objectifs de principe — de la lutte contre l'opportunisme et le doctrinarisme « de gauche », et de l'autre, des *particularités concrètes* que cette lutte revêt et doit inévitablement revêtir dans chaque pays, conformément aux caractères spécifiques de son économie, de sa politique, de sa culture, de sa composition nationale (Irlande, etc.), de ses colonies, de ses divisions religieuses, etc., etc. On sent partout s'élargir et grandir le mécontentement contre la IIe Internationale, tant à cause de son

opportunisme que de son inaptitude ou de son incapacité à créer un organisme véritablement centralisé, un véritable centre dirigeant propre à orienter la tactique internationale du prolétariat révolutionnaire dans sa lutte pour la république soviétique universelle. Il faut bien se rendre compte qu'un pareil centre de direction ne peut, en aucun cas, bâtir son activité sur le stéréotypage, le nivellement mécanique, l'identification des règles tactiques de lutte. Aussi longtemps que des distinctions nationales et politiques existent entre les peuples et les pays, — distinctions qui subsisteront longtemps, très longtemps, même après l'établissement de la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale, — l'unité de tactique internationale du mouvement ouvrier communiste de tous les pays veut, non pas l'effacement de toute diversité, non pas la suppression des distinctions nationales (à l'heure actuelle c'est un rêve insensé), mais une application des principes *fondamentaux* du communisme (pouvoir des Soviets et dictature du prolétariat), qui *modifie correctement* ces principes *dans les questions de détail*, les adapte et les ajuste comme il convient aux particularités nationales et politiques. Rechercher, étudier, découvrir, deviner, saisir ce qu'il y a de particulièrement national, de spécifiquement national dans la manière *concrète* dont chaque pays aborde la solution du problème international, *le même* pour tous : vaincre l'opportunisme et le dogmatisme de gauche au sein du mouvement ouvrier, renverser la bourgeoisie, instaurer la République des Soviets et la dictature du prolétariat, telle est, au moment historique que nous traversons, la principale tâche assignée à tous les pays avancés (et pas seulement avancés). L'essentiel — pas tout évidemment, tant s'en faut, mais cependant l'essentiel — est déjà fait pour attirer l'avant-garde de la classe ouvrière et la faire passer du côté du pouvoir des Soviets contre le parlementarisme, du côté de la dictature du prolétariat contre la démocratie bourgeoise. Il faut concentrer maintenant toutes les forces, toute l'attention sur l'étape *suivante* qui semble être, et est réellement, à un certain point de vue, moins fondamentale, mais cependant plus proche de la solution pratique du problème, à savoir : la recherche des formes pour *passer* à la révolution prolétarienne ou l'*aborder*.

L'avant-garde prolétarienne est conquise idéologiquement. C'est le principal. Autrement, faire même un premier pas vers la victoire serait impossible. Mais de là à la victoire, il y a encore assez loin. On ne peut vaincre avec l'avant-garde seule. Jeter l'avant-garde seule dans la bataille décisive, tant que la classe tout entière, tant que les grandes masses n'ont pas pris soit une attitude d'appui direct à l'avant-garde, soit tout au moins de neutralité bienveillante, qui les rende complètement incapables de soutenir son adversaire, ce serait une sottise, et même un crime. Or, pour que vraiment la classe tout entière, pour que vraiment les grandes masses de travailleurs et d'opprimés du Capital en arrivent à une telle position, la propagande seule, l'agitation seule ne suffisent pas. Pour cela, il faut que ces masses fassent leur propre expérience politique. Telle est la loi fondamentale de toutes les grandes révolutions, loi confirmée maintenant avec une force et un relief frappants, non seulement par la Russie, mais aussi par l'Allemagne. Ce ne sont pas seulement les masses ignorantes, souvent illettrées, de Russie, ce sont aussi les masses d'Allemagne, hautement cultivées, sans un seul analphabète, qui ont dû éprouver à leurs dépens toute la faiblesse, toute la veulerie, toute l'impuissance, toute la servilité devant la bourgeoisie, toute la lâcheté du gouvernement des paladins de la IIe Internationale, le caractère inévitable de la dictature des ultra-réactionnaires (Kornilov en Russie, Kapp et consorts en Allemagne), seule alternative en face de la dictature du prolétariat, pour se tourner résolument vers le communisme.

L'objectif immédiat de l'avant-garde consciente du mouvement ouvrier international, c'est-à-dire des partis, groupes et tendances communistes, c'est de savoir *amener* les larges masses (encore somnolentes, apathiques, routinières, inertes, engourdies, dans la plupart des cas) à cette position nouvelle ou plutôt de savoir conduire *non seulement* son parti, mais aussi les masses en train d'arriver, de passer à cette nouvelle position. Si le premier objectif historique (attirer l'avant-garde consciente du prolétariat aux côtés du pouvoir des Soviets et de la dictature de la classe ouvrière) ne pouvait être atteint sans une victoire complète, idéologique et politique, sur l'opportu-

nisme et le social-chauvinisme, le second objectif qui devient d'actualité et qui consiste à savoir amener les *masses* à cette position nouvelle, propre à assurer la victoire de l'avant-garde dans la révolution, cet objectif actuel ne peut être atteint sans liquidation du doctrinarisme de gauche, sans réfutation décisive et élimination complète de ses erreurs.

Tant qu'il s'agissait (et dans la mesure où il s'agit encore) de rallier au communisme l'avant-garde du prolétariat, la propagande s'est située au premier plan ; même les petits cercles de propagande sont utiles et féconds en dépit des défauts qui leur sont inhérents. Mais quand il s'agit de l'action pratique des masses, de la distribution — s'il m'est permis de m'exprimer ainsi — d'armées fortes de millions d'hommes, de la répartition de t o u t e s les forces de classe d'une société donnée en vue du *combat final et décisif*, on ne fera rien avec les seules méthodes de propagande, avec la seule répétition des vérités du communisme « pur ». Il ne faut pas compter ici par milliers, comme le fait en somme le propagandiste, membre d'un groupe restreint et qui n'a pas encore dirigé les masses ; il faut compter ici par millions et par dizaines de millions. Il ne suffit pas de se demander si l'on a convaincu l'avant-garde de la classe révolutionnaire ; il faut encore savoir si les forces historiquement agissantes de *toutes* les classes, absolument de toutes les classes sans exception, d'une société donnée, sont disposées de façon que la bataille décisive soit parfaitement à point, — de façon 1° que toutes les forces de classe qui nous sont hostiles soient suffisamment en difficulté, se soient suffisamment entre-déchirées, soient suffisamment affaiblies par une lutte au-dessus de leurs moyens ; 2° que tous les éléments intermédiaires, hésitants, chancelants, inconstants — la petite bourgeoisie, la démocratie petite-bourgeoise par opposition à la bourgeoisie — se soient suffisamment démasqués aux yeux du peuple, suffisamment déshonorés par leur faillite pratique ; 3° qu'au sein du prolétariat un puissant mouvement d'opinion se fasse jour en faveur de l'action la plus décisive, la plus résolument hardie et révolutionnaire contre la bourgeoisie. C'est alors que la révolution est mûre ; c'est alors que, si nous avons bien tenu compte de toutes les

conditions indiquées, sommairement esquissées plus haut, et si nous avons bien choisi le moment, notre victoire est assurée.

Les divergences de vues entre les Churchill et les Lloyd George d'une part, — ces types d'hommes politiques existent dans *tous* les pays, sauf des différences nationales insignifiantes, — et puis entre les Henderson et les Lloyd George d'autre part, sont dérisoires et absolument dénuées d'importance du point de vue du communisme pur, c'est-à-dire abstrait, c'est-à-dire qui n'est pas assez mûr pour une action de masse, politique et pratique. Mais du point de vue de cette action pratique des masses, ces différences sont d'une importance extrême. Le communiste qui veut être non seulement un propagandiste conscient, convaincu, théoriquement averti, mais un guide pratique pour les *masses* dans la révolution, doit tenir compte de ces différences, savoir déterminer le moment où seront arrivés à pleine maturité les conflits inévitables entre ces « amis », conflits qui affaiblissent et débilitent *tous ces « amis » pris ensemble*. Le plus strict dévouement aux idées du communisme doit s'allier à l'art de consentir tous les indispensables compromis pratiques, louvoiements, zigzags, manœuvres de conciliation et de retraite, etc., afin de hâter l'avènement et puis l'usure du pouvoir politique des Henderson (héros de la II[e] Internationale, pour ne pas désigner nommément ces représentants de la démocratie petite-bourgeoise qui se disent socialistes) ; afin de hâter pratiquement leur inévitable faillite, qui éclairera les masses justement dans l'esprit qui est le nôtre, justement dans le sens du communisme ; afin de hâter les inévitables frictions, querelles, conflits, le complet divorce entre les Henderson, les Lloyd George, les Churchill (entre menchéviks et socialistes-révolutionnaires, cadets et monarchistes ; entre les Scheidemann, la bourgeoisie et les affidés de Kapp, etc.) ; et afin de choisir de façon judicieuse le moment où la dislocation sera la plus grande entre tous ces « soutiens de la sacro-sainte propriété privée », pour les battre tous par une attaque décisive du prolétariat et conquérir le pouvoir politique.

L'histoire en général, et plus particulièrement l'histoire des révolutions, est toujours plus riche de contenu, plus

variée, plus multiforme, plus vivante, « plus ingénieuse » que ne le pensent les meilleurs partis, les avant-gardes les plus conscientes des classes les plus avancées. Et cela se conçoit, puisque les meilleures avant-gardes expriment la conscience, la volonté, la passion, l'imagination de dizaines de mille hommes, tandis que la révolution est, — en des moments d'exaltation et de tension particulières de toutes les facultés humaines, — l'œuvre de la conscience, de la volonté, de la passion, de l'imagination de dizaines de millions d'hommes aiguillonnés par la plus âpre lutte des classes. De là deux conclusions pratiques d'une grande importance : la première, c'est que la classe révolutionnaire, pour remplir sa tâche, doit savoir prendre possession de *toutes* les formes et de tous les côtés, sans la moindre exception, de l'activité sociale (quitte à compléter, après la conquête du pouvoir politique et parfois au prix d'un grand risque et d'un danger énorme, ce qu'elle n'aura pas terminé avant cette conquête) ; la seconde, c'est que la classe révolutionnaire doit se tenir prête à remplacer vite et brusquement une forme par une autre.

On conviendra qu'elle serait déraisonnable ou même criminelle, la conduite d'une armée qui n'apprendrait pas à manier toutes les armes, tous les moyens et procédés de lutte dont dispose ou dont peut disposer l'ennemi. Or cette vérité s'applique mieux encore à la politique qu'à l'art militaire. On peut moins encore prévoir en politique quel moyen de lutte se révélera, dans telles ou telles situations futures, praticable ou avantageux pour nous. Ne pas savoir user de tous les moyens de lutte, c'est risquer une grande défaite, — parfois même décisive, — pour peu que des changements indépendants de notre volonté, survenus dans la situation des autres classes, mettent à l'ordre du jour une forme d'action où nous serions particulièrement faibles. Si nous savons user de tous les moyens de lutte, nous triomphons à coup sûr, puisque nous traduisons les intérêts de la classe réellement avancée, réellement révolutionnaire, même si les circonstances ne nous permettent pas de faire usage de l'arme la plus dangereuse pour l'ennemi, de celle qui porte le plus vite des coups mortels. Les révolutionnaires sans expérience pensent souvent que les moyens de lutte légaux sont entachés d'opportunisme, car c'est sur ce ter-

rain que la bourgeoisie a le plus souvent (surtout en des temps « pacifiques », non révolutionnaires) trompé et mystifié les ouvriers ; et que les moyens de lutte illégaux sont révolutionnaires. Mais c'est faux. Ce qui est vrai, c'est que sont opportunistes et traîtres à la classe ouvrière les partis et les chefs qui ne savent pas ou ne veulent pas (ne dis pas : je ne peux pas, dis : je ne veux pas) user des moyens de lutte illégaux dans une situation comme, par exemple, celle de la guerre impérialiste de 1914-1918, où la bourgeoisie des pays démocratiques les plus libres trompait les ouvriers avec un cynisme et une frénésie sans nom, en interdisant de dire la vérité sur le caractère spoliateur de la guerre. Mais les révolutionnaires qui ne savent pas allier aux formes illégales de lutte *toutes* les formes légales sont de bien mauvais révolutionnaires. Il n'est pas difficile d'être un révolutionnaire quand la révolution a éclaté déjà et bat son plein ; quand tout un chacun s'y rallie par simple engouement, pour suivre la mode, parfois même pour faire carrière. Sa « libération » de ces piètres révolutionnaires, le prolétariat doit la payer plus tard, après sa victoire, par des efforts inouïs, par un martyre douloureux, pourrait-on dire. Il est beaucoup plus difficile — et beaucoup plus précieux — de se montrer révolutionnaire quand la situation ne permet *pas encore* la lutte directe, déclarée, véritablement massive, véritablement révolutionnaire, de savoir défendre les intérêts de la révolution (par la propagande, par l'agitation, par l'organisation) dans des institutions non révolutionnaires, voire nettement réactionnaires, dans une ambiance non révolutionnaire, parmi des masses incapables de comprendre tout de suite la nécessité d'une méthode d'action révolutionnaire. Savoir trouver, pressentir, déterminer exactement la voie concrète ou le tour spécial des événements, qui *conduira* les masses vers la grande lutte révolutionnaire véritable, décisive et finale : tel est le principal objet du communisme actuel en Europe occidentale et en Amérique.

Exemple : l'Angleterre. Nous ne pouvons pas savoir,— et personne ne peut déterminer par avance, — quand éclatera là-bas la vraie révolution prolétarienne et *quel motif* contribuera le plus à éveiller, à enflammer, à pousser à la lutte les masses les plus grandes, aujourd'hui encore

assoupies. Nous sommes donc obligés de conduire tout notre travail préparatoire de façon à être ferrés des quatre pieds, selon le mot de feu Plékhanov à l'époque où il était marxiste et révolutionnaire. Il se peut qu'une crise parlementaire « fasse la trouée », « rompe la glace » ; il se peut qu'une crise naisse de la confusion inextricable, de l'aggravation et de l'exaspération chaque jour croissantes des antagonismes coloniaux et impérialistes ; peut-être autre chose encore, etc. Nous ne parlons pas du genre de lutte qui *décidera* du sort de la révolution prolétarienne en Angleterre (cette question ne suscite de doute dans l'esprit d'aucun communiste ; elle est résolue pour nous tous, et résolue une fois pour toutes). Nous parlons du *motif* qui incitera les masses prolétariennes, aujourd'hui encore assoupies, à se mettre en mouvement et les amènera au seuil de la révolution. N'oublions pas qu'il a suffi dans la république française bourgeoise, par exemple, en face d'une situation qui, tant au point de vue international qu'au point de vue intérieur, était cent fois moins révolutionnaire qu'aujourd'hui, d'une circonstance aussi « imprévue » et aussi « insignifiante » qu'une de ces mille et mille fourberies malhonnêtes du militarisme réactionnaire (l'affaire Dreyfus), pour mettre le peuple à deux doigts de la guerre civile !

En Angleterre, les communistes doivent sans cesse, sans relâche, sans défaillance tirer parti à la fois des élections parlementaires et de toutes les péripéties de la politique irlandaise, coloniale, impérialiste du gouvernement britannique dans le monde entier, ainsi que de tous les autres domaines, sphères et aspects de la vie sociale ; ils doivent travailler partout dans un esprit nouveau, dans l'esprit du communisme, de la III^e^ Internationale, et non de la II^e^. Ce n'est ici ni le temps ni le lieu de décrire les modalités de la participation « russe », « bolchévique », aux élections et à la lutte parlementaires ; je tiens cependant à assurer les communistes de l'étranger qu'elles ne ressemblaient en rien aux habituelles campagnes parlementaires de l'Europe occidentale. On en conclut souvent : « Il en va ainsi chez vous, en Russie, mais notre parlementarisme est différent. » Conclusion fausse. Les communistes, les partisans de la III^e^ Internationale dans tous les pays sont précisément là pour *changer* sur toute la ligne, dans tous

les domaines de la vie, le vieux travail socialiste, trade-unioniste, syndicaliste et parlementaire, en un travail *nouveau*, communiste. Des traits opportunistes et purement bourgeois, des traits d'affairisme et de fourberie capitaliste se sont aussi manifestés surabondamment dans nos élections. Les communistes d'Europe occidentale et d'Amérique doivent apprendre à créer un parlementarisme nouveau, inaccoutumé, non opportuniste, non arriviste : il faut que le Parti communiste formule ses mots d'ordre ; que les vrais prolétaires, aidés des éléments pauvres, inorganisés et entièrement écrasés, répandent et distribuent des tracts, visitent le domicile des ouvriers, les chaumières des prolétaires ruraux et des paysans des hameaux perdus (heureusement que dans le reste de l'Europe il y a beaucoup moins de hameaux perdus qu'en Russie ; en Angleterre ils sont très peu nombreux) ; qu'ils pénètrent dans les cabarets tout ce qu'il y a de plus peuple, s'insinuent dans les associations, sociétés, rassemblements fortuits les plus populaires ; qu'ils parlent au peuple, mais pas un langage d'érudit (et pas trop parlementaire) ; qu'ils ne courent pas le moins du monde après un « siège » au parlement, mais éveillent partout la pensée, entraînent la masse, prennent au mot la bourgeoisie, utilisent l'appareil qu'elle a créé, les élections qu'elle a fixées, les appels qu'elle adresse au peuple entier ; qu'ils fassent connaître le bolchévisme au peuple comme jamais (en régime bourgeois) on n'a pu le faire en dehors des périodes électorales (exception faite bien entendu pour les grandes grèves où le *même* appareil de propagande populaire fonctionnait chez nous avec plus d'intensité encore). Chose difficile, extrêmement difficile à réaliser en Europe occidentale et en Amérique ; mais on peut et l'on doit s'acquitter de cette tâche ; car, d'une façon générale, on ne saurait, sans fournir un effort, atteindre les objectifs du communisme. Et il s'agit de travailler à l'accomplissement de tâches *pratiques* de plus en plus variées, de plus en plus liées à toutes les branches de la vie sociale et permettant de *conquérir* une branche, un domaine après l'autre, *sur la bourgeoisie*.

Il faut aussi, dans cette même Angleterre, procéder d'une façon nouvelle (pas en socialistes, mais en communistes, pas en réformistes mais en révolutionnaires) au tra-

vail de propagande, d'agitation et d'organisation dans l'armée et parmi les nationalités opprimées ou ne jouissant pas de la plénitude des droits dans « *leur* » Etat (Irlande, colonies). Car dans tous ces domaines de la vie sociale, à l'époque de l'impérialisme en général et maintenant surtout, après une guerre qui, ayant épuisé les peuples, leur ouvre rapidement les yeux sur la vérité (à savoir que des dizaines de millions d'hommes ont été tués et mutilés uniquement pour décider lequel des deux rapaces, anglais ou allemand, pillerait le plus de pays), dans tous ces domaines de la vie sociale, on voit s'accumuler des matières inflammables et se créer de nombreuses causes de conflits, de crises et d'aggravation de la lutte de classe. Nous ne savons pas, nous ne pouvons savoir quelle étincelle — dans cette masse d'étincelles qui jaillissent maintenant de partout, dans tous les pays, sous l'influence de la crise économique et politique mondiale, — pourra allumer l'incendie, dans le sens d'un éveil particulier des masses. Aussi devons-nous mettre en action nos nouveaux principes, les principes communistes, pour « préparer » tous les terrains, même les plus anciens, les plus amorphes et les plus stériles en apparence, sinon nous ne serons pas à la hauteur de notre tâche, nous serons exclusifs, nous ne prendrons pas possession de toutes les armes, nous ne nous préparerons ni à la victoire sur la bourgeoisie (qui a organisé — et maintenant désorganisé — tous les aspects de la vie sociale sur le mode bourgeois), ni à la future réorganisation communiste de toute la vie, après cette victoire.

Depuis la révolution prolétarienne de Russie et les victoires inattendues — pour la bourgeoisie et les philistins, — remportées par cette révolution à l'échelle internationale, l'univers entier est devenu tout autre, la bourgeoisie de même a changé partout. Elle redoute le « bolchévisme », elle est exaspérée contre lui jusqu'à en perdre la raison. Et c'est précisément pourquoi, d'une part, elle précipite le cours des événements ; de l'autre, attentive à réprimer violemment le bolchévisme, elle affaiblit par là ses propres positions sur toute une série d'autres terrains. Ces deux circonstances, les communistes de tous les pays avancés doivent en tenir compte dans leur tactique.

Lorsque les cadets russes et Kérenski déclenchèrent

une campagne forcenée contre les bolchéviks — surtout, depuis avril 1917 et plus encore en juin et juillet, — ils « forcèrent la note ». Les millions d'exemplaires de journaux bourgeois, qui clamaient sur tous les modes contre les bolchéviks, permirent aux masses de juger le bolchévisme; et puis, en dehors de la presse, toute la vie sociale, précisément grâce au « zèle » de la bourgeoisie, s'emplissait de discussions sur le bolchévisme. Maintenant, à l'échelle internationale, les millionnaires de tous les pays se comportent de telle façon que nous devons leur être profondément reconnaissants. Ils persécutent le bolchévisme avec autant de zèle que le firent Kérenski et C^ie^ ; ils « forcent la note », et ils nous *aident* tout comme Kérenski. Quand la bourgeoisie française fait du bolchévisme le centre de l'agitation électorale, taxant de bolchévisme des socialistes relativement modérés ou hésitants ; quand la bourgeoisie américaine, perdant complètement la tête, appréhende des milliers et des milliers d'hommes soupçonnés de bolchévisme et crée une atmosphère de panique en répandant partout des nouvelles sur les complots bolchéviks ; quand la bourgeoisie anglaise, la « plus sérieuse » de toutes dans le monde, commet, malgré toute son intelligence et toute son expérience, d'invraisemblables sottises, fonde d'opulentes « sociétés de lutte contre le bolchévisme », crée une littérature spéciale sur le bolchévisme, recrute pour faire la guerre au bolchévisme un personnel supplémentaire de savants, d'agitateurs, de prêtres, — nous devons saluer et remercier messieurs les capitalistes. Ils travaillent pour nous. Ils nous aident à intéresser les masses à la substance même et au rôle du bolchévisme. Ils ne peuvent pas agir autrement, puisque leurs efforts pour « taire », pour étouffer le bolchévisme ont *déjà* avorté.

Cependant la bourgeoisie ne voit à peu près qu'un seul aspect du bolchévisme : l'insurrection, la violence, la terreur ; aussi bien, elle s'efforce de se préparer à la résistance et à la riposte de *ce côté-là* surtout. Il se peut qu'elle réussisse dans certains cas, dans certains pays, pour des intervalles de temps plus ou moins courts : cette éventualité doit être envisagée, et nous n'avons absolument rien à redouter de cette réussite. Le communisme « surgit » littéralement de tous les points de la vie sociale ; il éclôt

décidément partout ; la « contagion » (pour nous servir d'un terme de comparaison affectionné de la bourgeoisie et de la police bourgeoise, et qui leur est le plus « agréable ») a pénétré à fond l'organisme et l'a imprégné tout entier. Que l'on « bouche » avec un soin particulier une des issues, la « contagion » en trouvera une autre, parfois la plus imprévisible. La vie l'emportera. La bourgeoisie peut bien se démener, s'irriter jusqu'à en perdre la raison, forcer la note, commettre des sottises, se venger par avance des bolchéviks et tâcher de massacrer (dans les Indes, en Hongrie, en Allemagne, etc.) de nouvelles centaines, des milliers, des centaines de milliers de bolchéviks de demain ou d'hier : en agissant de la sorte, la bourgeoisie agit comme l'ont fait toutes les classes condamnées par l'histoire. Les communistes doivent savoir que l'avenir leur appartient en tout état de cause. Et c'est pourquoi nous pouvons (et devons) unir, dans la grande lutte révolutionnaire, l'ardeur la plus passionnée au plus grand sang-froid et à l'estimation la plus réfléchie des convulsions forcenées de la bourgeoisie. La révolution russe a été cruellement battue en 1905 ; les bolchéviks russes furent battus en juillet 1917 ; plus de 15 000 communistes allemands furent massacrés à la suite des savantes provocations et adroites manœuvres de Scheidemann et Noske alliés à la bourgeoisie et aux généraux monarchistes ; la terreur blanche est déchaînée en Finlande et en Hongrie. Mais dans tous les pays et dans toutes les circonstances, le communisme prend de la vigueur et grandit. Il jette de si profondes racines que les persécutions, loin de l'affaiblir et de le débiliter, le rendent plus fort. Il ne nous manque qu'une chose pour marcher à la victoire avec plus d'assurance et de fermeté, à savoir : le sentiment net et profond, chez les communistes de tous les pays, de la nécessité d'avoir le maximum de *souplesse* dans leur tactique. Ce qui aujourd'hui manque au communisme, d'une si belle venue, dans les pays avancés surtout, c'est cette conscience et l'art de s'en inspirer dans la pratique.

Ce qui est advenu à des marxistes d'une aussi haute érudition, à des chefs de la II^e^ Internationale aussi dévoués au socialisme que Kautsky, Otto Bauer et autres, pourrait (et devrait) être une utile leçon. Ils comprenaient parfaitement la nécessité d'une tactique souple ; ils avaient

appris eux-mêmes et ils enseignaient aux autres la dialectique marxiste (et beaucoup de ce qui a été fait par eux dans ce domaine restera à jamais parmi les acquisitions précieuses de la littérature socialiste) ; mais au moment d'*appliquer* cette dialectique, ils commirent une erreur si grande, ou se révélèrent pratiquement de tels *non*-dialecticiens, des hommes tellement incapables d'escompter les prompts changements de forme et la rapide entrée d'un contenu nouveau dans les formes anciennes, que leur sort n'est guère plus enviable que celui de Hyndman, de Guesde et de Plékhanov. La cause essentielle de leur faillite, c'est qu'ils se sont laissés « hypnotiser » par une seule des formes de croissance du mouvement ouvrier et du socialisme, forme dont ils ont oublié le caractère limité ; ils ont eu peur de voir le bouleversement rendu inévitable par les conditions objectives, et ils ont continué à répéter des vérités élémentaires, apprises par cœur, aussi indiscutables à première vue que : trois c'est plus que deux. Or, la politique ressemble plus à l'algèbre qu'à l'arithmétique, et encore plus aux mathématiques supérieures qu'aux mathématiques élémentaires. En réalité, toutes les formes anciennes du mouvement socialiste se sont remplies d'une substance nouvelle ; de ce fait un nouveau signe, le signe « moins », est apparu devant les chiffres, tandis que nos sages ont continué opiniâtrement (et continuent encore) à se persuader et à persuader les autres que « moins trois », c'est plus que « moins deux ».

Tâchons que les communistes ne commettent pas la même erreur dans un autre sens, ou plutôt que *cette même erreur*, commise dans un autre sens par les communistes « de gauche », soit corrigée le plus vite et avec le moins de suites possibles pour l'organisme. Le doctrinarisme de gauche est aussi une erreur, pas seulement le doctrinarisme de droite. Evidemment, l'erreur représentée par le doctrinarisme de gauche dans le mouvement communiste est, à l'heure présente, mille fois moins dangereuse et moins grave que l'erreur représentée par le doctrinarisme de droite (c'est-à-dire le social-chauvinisme et le kautskisme) ; mais cela vient uniquement de ce que le communisme de gauche est une tendance de formation récente, qui ne fait que de naître. C'est d'ailleurs la seule raison pour laquelle la

maladie peut être, dans certaines conditions, facilement guérie, et il faut en entreprendre la guérison avec le maximum d'énergie.

Les formes anciennes ont éclaté, leur nouveau contenu — contenu antiprolétarien, réactionnaire — ayant atteint un développement démesuré. Notre activité (pour le pouvoir des Soviets, pour la dictature du prolétariat) a maintenant, au point de vue du développement du communisme international, un contenu si solide, si vigoureux, si puissant qu'il peut *et doit* se manifester sous n'importe quelle forme, nouvelle ou ancienne ; il peut et doit changer, vaincre, se soumettre toutes les formes, anciennes aussi bien que nouvelles, — non point pour s'accommoder des formes anciennes, mais pour savoir faire de toutes les formes, qu'elles soient anciennes ou nouvelles, un instrument de la victoire du communisme, victoire définitive et totale, décisive et sans retour.

Les communistes doivent appliquer tous leurs efforts pour orienter le mouvement ouvrier, et en général l'évolution sociale, par la voie la plus directe et la plus rapide, vers le triomphe universel du pouvoir des Soviets et vers la dictature du prolétariat. C'est là une vérité indiscutable. Mais il suffit de faire le moindre pas au-delà, — un pas accompli, semble-t-il, dans la même direction, — pour que cette vérité se change en erreur. Il n'est que de dire, comme les communistes de gauche d'Allemagne et d'Angleterre, que nous ne reconnaissons qu'une seule voie, la voie directe ; que nous n'admettons ni louvoiements, ni accords, ni compromis, et ce sera tomber dans une erreur qui peut porter, qui partiellement a déjà porté et porte les plus graves préjudices au communisme. Le doctrinarisme de droite s'entête à n'admettre que les formes anciennes, il a fait complètement faillite, n'ayant pas remarqué le nouveau contenu. Le doctrinarisme de gauche s'obstine dans la négation absolue d'anciennes formes déterminées, sans voir que le nouveau contenu s'ouvre un chemin à travers toutes les formes possibles et imaginables ; que notre devoir de communistes est de prendre possession de toutes ces formes, d'apprendre à les compléter aussi rapidement que possible l'une par l'autre, à les remplacer l'une par l'autre, à adapter notre tactique à tout changement qui n'aura pas été suscité par notre classe ou par nos efforts.

La révolution universelle est si puissamment stimulée et accélérée par les horreurs, les abominations, les turpitudes de la guerre impérialiste mondiale, par la situation sans issue qui en résulte ; cette révolution se développe en étendue et en profondeur avec une si surprenante rapidité, avec une si riche diversité de formes qui se succèdent, avec une réfutation pratique si édifiante de tout ce qui est doctrinaire, qu'il y a toutes les raisons d'espérer la guérison prompte et définitive du mouvement communiste international atteint de cette maladie infantile qu'est le communisme « de gauche ».

27 avril 1920.

# ANNEXE

Pendant le temps qu'il a fallu aux Editions de notre pays — que les impérialistes du monde entier, pour se venger de la révolution prolétarienne, ont mis à sac et continuent de saccager et de bloquer en dépit de toutes les promesses faites à leurs ouvriers, — pendant le temps qu'il a fallu à nos Editions pour faire sortir ma brochure, j'ai reçu de l'étranger un supplément d'information. Sans prétendre donner ici plus que les remarques rapides d'un publiciste, je m'arrêterai brièvement sur quelques points.

## I

## LA SCISSION DES COMMUNISTES ALLEMANDS

La scission des communistes d'Allemagne est un fait acquis. Les « gauches » ou « opposition de principe » ont constitué un parti distinct qui, à la différence du « Parti communiste », s'appelle « Parti ouvrier communiste ». En Italie les choses vont aussi, semble-t-il, vers une scission. Je dis : semble-t-il, parce que je n'ai que deux nouveaux numéros (nos 7 et 8) du journal de gauche *Il Soviet*, où la possibilité et la nécessité de cette scission sont ouvertement envisagées, et où il est également parlé d'un congrès de la fraction des « abstentionnistes » (ou boycottistes, c'est-à-dire des adversaires de la participation au parlement), fraction qui appartient jusqu'à ce jour au Parti socialiste italien.

Il est à craindre que la scission avec les « gauches », les antiparlementaires (et partiellement aussi antipolitiques, adversaires de tout parti politique et de l'action dans les syndicats) ne devienne un phénomène international, comme la scission avec les « centristes » (ou les kautskistes, les longuettistes, les « indépendants », etc.). Soit ! La scission vaut tout de même mieux que la confusion qui entrave la croissance et la maturation idéologique, théorique et révolutionnaire du parti et son travail pratique, unanime, véritablement organisé et visant véritablement à préparer la dictature du prolétariat.

Que les « gauches » se mettent eux-mêmes pratiquement à l'épreuve sur le plan national et international ; qu'ils

essayent de préparer (et puis de réaliser) la dictature du prolétariat sans un parti rigoureusement centralisé et possédant une discipline de fer, sans se rendre maîtres de tous les domaines, branches et variétés du travail politique et culturel. L'expérience pratique aura tôt fait de les instruire.

Il faut seulement appliquer tous nos efforts pour que la scission avec les « gauches » n'entrave pas, ou entrave le moins possible, la fusion en un seul parti, fusion nécessaire et inévitable dans un avenir prochain, de tous les participants au mouvement ouvrier, partisans sincères et loyaux du pouvoir des Soviets et de la dictature du prolétariat. Le grand bonheur des bolchéviks de Russie, c'est qu'ils ont eu quinze années pour mener à bonne fin, de façon systématique, la lutte contre les menchéviks (c'est-à-dire contre les opportunistes et les « centristes ») et contre les « gauches », longtemps avant l'action directe des masses pour la dictature du prolétariat. En Europe et en Amérique, on est aujourd'hui obligé de faire le même travail « à marches forcées ». Certains personnages, surtout d'entre les prétendants malheureux au rôle de chefs, pourront (si l'esprit de discipline prolétarien et la « loyauté envers eux-mêmes » leur font défaut) persister longtemps dans leurs erreurs ; quant aux masses ouvrières, elles réaliseront facilement et vite, le moment venu, leur propre union et celle de tous les communistes sincères dans un parti unique, capable d'instituer le régime soviétique et la dictature du prolétariat *.

* En ce qui concerne la fusion future des communistes « de gauche », des antiparlementaires, avec les communistes en général, je ferai encore une remarque. Dans la mesure où j'ai pu prendre connaissance des journaux des communistes « de gauche », et en général des communistes d'Allemagne, je constate que les premiers ont l'avantage de savoir mieux que les autres faire de la propagande au sein des masses. J'ai observé à plusieurs reprises quelque chose d'analogue, — quoique en de moindres proportions, dans des organisations locales isolées et non à l'échelle nationale, — dans l'histoire du Parti bolchévik. Ainsi, en 1907-1908, les bolchéviks « de gauche » ont quelquefois, çà et là, fait auprès des masses leur travail d'agitation avec plus de succès que nous. Cela s'explique en partie, parce qu'en période révolutionnaire, ou lorsque le souvenir de la révolution est encore vif, il est plus aisé d'aborder les masses avec une tactique de « simple » négation. Toutefois ce n'est pas encore un argument en faveur de la justesse de cette tactique. En tout cas, il ne fait pas l'ombre d'un doute que le *Parti* communiste qui veut être réellement

## II

## COMMUNISTES ET INDEPENDANTS EN ALLEMAGNE

J'ai exprimé dans ma brochure cette opinion qu'un compromis entre les communistes et l'aile gauche des indépendants était nécessaire et utile au communisme, mais qu'il ne serait pas facile de le réaliser. Les journaux que j'ai reçus depuis ont confirmé l'un et l'autre. Le n° 32 du *Drapeau rouge*, organe du Comité central du Parti communiste d'Allemagne (*Die Rote Fahne, Zentralorgan der Kommun. Partei Deutschlands, Spartacusbund*, du 26 mars 1920), contient une « déclaration » de ce Comité central sur le « putsch » militaire (complot, aventure) de Kapp-Lüttwitz et sur le « gouvernement socialiste ». Cette déclaration est parfaitement juste dans ses prémisses fondamentales et dans sa conclusion pratique. Les prémisses fondamentales se ramènent à ceci qu'actuellement la « base objective » de la dictature du prolétariat fait défaut, puisque la « majorité des ouvriers des villes » est avec les indépendants. Conclusion : promesse d'une « opposition loyale » (c'est-à-dire renonciation à préparer le « renversement par la violence ») au gouvernement « socialiste d'où seraient exclus les partis capitalistes, bourgeois ».

Cette tactique est, sans nul doute, juste quant au fond. Mais si l'on ne doit pas s'arrêter aux inexactitudes de détail dans l'exposé, il est cependant impossible de passer sous silence le fait qu'on ne saurait appeler « socialiste » (dans une déclaration officielle du Parti communiste) un gouvernement de social-traîtres ; qu'on ne saurait parler de l'exclusion des « partis capitalistes, bourgeois », puisque les partis des Scheidemann et de MM. Kautsky-Crispien sont des partis démocrates petits-bourgeois ; qu'on ne saurait enfin écrire des choses telles que le paragraphe 4 de la Déclaration, où il est dit :

---

l'avant-garde, le détachement avancé de la *classe* révolutionnaire, du prolétariat, et qui veut en outre apprendre à diriger la grande *masse*.prolétarienne, mais aussi *non* prolétarienne, la masse des travailleurs et des exploités, doit savoir faire la propagande, organiser, mener l'agitation de la façon la plus accessible, la plus intelligible, la plus claire et la plus vivante à la fois pour les « faubourgs » industriels et pour les campagnes.

« ... Un état de choses où la liberté politique puisse être utilisée sans limites et où la démocratie bourgeoise ne puisse pas agir en qualité de dictature du capital aurait, du point de vue du développement de la dictature du prolétariat... une importance considérable pour la conquête ultérieure des masses prolétariennes au communisme... »

Un tel état de choses est impossible. Les chefs petits-bourgeois, les Henderson allemands (les Scheidemann) et les Snowden allemands (les Crispien), ne sortent pas et ne peuvent sortir du cadre de la démocratie bourgeoise, laquelle à son tour ne peut être qu'une dictature du capital. Du point de vue des résultats pratiques poursuivis à juste titre par le Comité central du Parti communiste, il ne fallait pas du tout écrire ces assertions fausses en leur principe et politiquement nuisibles. Il suffisait de dire (pour être poli à la façon parlementaire) : tant que la majorité des ouvriers des villes suit les indépendants, nous, communistes, ne pouvons pas empêcher ces ouvriers de se débarrasser de leurs dernières illusions démocratiques petites-bourgeoises (c'est-à-dire « capitalistes, bourgeoises ») en faisant l'expérience de « leur » gouvernement. Il n'en faut pas plus pour justifier un compromis, réellement indispensable, et qui consiste à renoncer pour un temps aux tentatives de renverser par la force un gouvernement auquel la majorité des ouvriers des villes fait confiance. Mais dans la propagande quotidienne au sein des masses, on n'est pas tenu de se renfermer dans la politesse parlementaire officielle, et l'on pourrait naturellement ajouter : laissons ces gredins de Scheidemann et ces philistins de Kautsky-Crispien révéler dans leurs actes à quel point ils se sont laissés mystifier eux-mêmes et mystifient les ouvriers ; leur gouvernement « pur » nettoiera mieux que quiconque les écuries d'Augias du socialisme, du social-démocratisme et autres formes de social-trahison.

La vraie nature des chefs actuels du « Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne » (de ces chefs dont on a dit à tort qu'ils avaient déjà perdu toute influence, et qui sont en réalité encore plus dangereux pour le prolétariat que les social-démocrates hongrois qui s'étaient donné le nom de communistes et avaient promis de « soutenir » la dictature du prolétariat) s'est manifestée une fois de plus

pendant le coup de force Kornilov d'Allemagne, c'est-à-dire pendant le coup d'Etat de MM. Kapp et Lüttwitz. * Nous en trouvons une image réduite, mais saisissante, dans les petits articles de Karl Kautsky : « Heures décisives » (*Entscheidende Stunden*) dans *Freiheit* (*Liberté*, organe des indépendants) du 30 mars 1920 et d'Arthur Crispien : « De la situation politique » (*ibid.*, 14 avril 1920). Ces messieurs ne savent pas du tout penser ni raisonner en révolutionnaires. Ce sont des démocrates petits-bourgeois pleurards, mille fois plus dangereux pour le prolétariat s'ils se déclarent partisans du pouvoir des Soviets et de la dictature du prolétariat, car, dans la pratique, ils ne manqueront pas de commettre, à chaque instant difficile et dangereux, une trahison... tout en demeurant « très sincèrement » convaincus qu'ils aident le prolétariat. Les social-démocrates de Hongrie, qui s'étaient baptisés communistes, entendaient eux aussi « aider » le prolétariat, quand, par lâcheté et veulerie, ils jugèrent désespérée la situation du pouvoir des Soviets en Hongrie, et se mirent à pleurnicher devant les agents des capitalistes et des bourreaux de l'Entente.

## III

## TURATI ET Cie EN ITALIE

Les numéros indiqués plus haut du journal italien *Il Soviet* confirment entièrement ce que j'ai dit dans ma brochure à propos de la faute que commet le Parti socialiste italien en tolérant dans ses rangs de pareils membres, et même un pareil groupe de parlementaires. J'en trouve encore davantage la confirmation chez un témoin indifférent, le correspondant à Rome du *Manchester Guardian*, organe de la bourgeoisie libérale anglaise. Ce journal a publié dans son numéro du 12 mars 1920 une interview de Turati.

---

* Ce fait a été exposé avec une clarté, une concision et une exactitude extrêmes, de façon vraiment marxiste, dans l'excellent journal du Parti communiste autrichien *Die Rote Fahne* des 28 et 30 mars 1920 (Vienne, nos 266 et 267, par L. L. : *Ein neuer Abschnitt der deutschen Revolution*). (Une nouvelle étape de la révolution allemande. — *N.R.*)

« ... M. Turati, écrit le correspondant, estime que le péril révolutionnaire n'est pas de nature à susciter des craintes en Italie. Elles seraient sans fondement. Les maximalistes jouent avec le feu des théories soviétiques simplement pour maintenir les masses éveillées, excitées. Ces théories ne sont en réalité que de purs concepts légendaires, des programmes sans maturité, pratiquement inutilisables. Elles ne sont bonnes qu'à maintenir les classes laborieuses dans l'attente. Ceux-là mêmes qui s'en servent comme d'un appât pour éblouir le prolétariat, se voient contraints de soutenir une lutte de tous les jours pour conquérir des améliorations économiques souvent insignifiantes, afin de retarder le moment où les classes ouvrières perdront leurs illusions et la foi en leurs mythes favoris. De là, une longue période de grèves de toutes proportions et surgissant à tout propos, jusqu'aux dernières grèves des postes et des chemins de fer, mouvements qui aggravent encore la situation déjà difficile du pays. Le pays est irrité par les difficultés du problème de l'Adriatique, accablé par sa dette extérieure et par l'inflation effrénée ; et, néanmoins, il est encore loin de comprendre la nécessité de s'assimiler la discipline du travail, qui seule peut ramener l'ordre et la prospérité... »

C'est clair comme le jour : le correspondant anglais a éventé la vérité que vraisemblablement Turati lui-même, ainsi que ses défenseurs, complices et inspirateurs bourgeois en Italie, cachent et maquillent. Cette vérité, c'est que les idées et l'action politique de MM. Turati, Trèves, Modigliani, Dugoni et C^ie^, sont bien telles que les dépeint le correspondant anglais. C'est un tissu de social-trahisons. N'est-elle pas admirable, cette défense de l'ordre et de la discipline pour des ouvriers réduits à l'esclavage salarié et travaillant pour engraisser les capitalistes ? Et comme nous les connaissons bien, nous Russes, tous ces discours menchéviks ! Quel aveu précieux que les masses sont *pour* le pouvoir des Soviets ! Quelle incompréhension obtuse et platement bourgeoise du rôle révolutionnaire de ces grèves qui se développent spontanément ! Oui, en vérité, le correspondant anglais du journal libéral bourgeois a envoyé à MM. Turati et C^ie^ le pavé de l'ours et confirmé supérieurement la justesse de ce qu'exigent le camarade Bordiga et ses amis du journal *Il Soviet*, à savoir que le Parti socialiste italien, s'il veut être effectivement *pour* la III^e^ Internationale, stigmatise et chasse de ses rangs MM. Turati et C^ie^, et devienne un parti communiste aussi bien par son nom que par son œuvre.

## IV

## CONCLUSIONS FAUSSES DE PREMISSES JUSTES

Mais le camarade Bordiga et ses amis « gauches » tirent de leur juste critique de MM. Turati et C^ie^ cette conclusion fausse qu'en principe toute participation au parlement est nuisible. Les « gauches » italiens ne peuvent apporter l'ombre d'un argument sérieux en faveur de cette thèse. Ils ignorent simplement (ou s'efforcent d'oublier) les exemples internationaux d'utilisation réellement révolutionnaire et communiste des parlements bourgeois, utilisation incontestablement utile à la préparation de la révolution prolétarienne. Simplement incapables de se représenter cette utilisation « nouvelle », ils clament en se répétant sans fin, contre l'utilisation « ancienne », non bolchévique, du parlementarisme.

Là est justement leur erreur foncière. Ce n'est pas seulement dans le domaine parlementaire, c'est dans *tous* les domaines d'activité que le communisme *doit apporter* (et il en sera *incapable* sans un travail long, persévérant, opiniâtre) un principe nouveau, qui romprait à fond avec les traditions de la II^e^ Internationale (tout en conservant et développant ce que cette dernière a donné de bon).

Considérons par exemple le journalisme. Les journaux, les brochures, les tracts remplissent une fonction indispensable de propagande, d'agitation et d'organisation. Dans un pays tant soit peu civilisé, aucun mouvement de masse ne saurait se passer d'un appareil journalistique. Et toutes les clameurs soulevées contre les « chefs », toutes les promesses solennelles de préserver la pureté des masses de l'influence des chefs, ne nous dispenseront pas d'employer pour ce travail des hommes issus des milieux intellectuels bourgeois, ne nous dispenseront pas de l'atmosphère, de l'ambiance « propriétaire », démocratique bourgeoise, où ce travail s'accomplit en régime capitaliste. Même deux années et demie après le renversement de la bourgeoisie, après la conquête du pouvoir politique par le prolétariat, nous voyons autour de nous cette atmosphère, cette ambiance des rapports propriétaires, démocratiques bourgeois des masses (paysans, artisans).

Le parlementarisme est une forme d'action, le journalisme en est une autre. Le contenu dans les deux cas peut être communiste et doit l'être si, dans l'un comme dans l'autre domaine, les militants sont réellement communistes, réellement membres du parti prolétarien de masse. Mais dans l'une et dans l'autre sphère — et *dans n'importe quelle sphère d'action*, en régime capitaliste et en période de transition du capitalisme au socialisme — il est impossible d'éluder les difficultés, les tâches particulières que le prolétariat doit surmonter et réaliser pour utiliser à ses fins les hommes issus d'un milieu bourgeois, pour triompher des préjugés et des influences des intellectuels bourgeois, pour affaiblir la résistance du milieu petit-bourgeois (et puis ensuite le transformer complètement).

N'avons-nous pas vu dans tous les pays, avant la guerre de 1914-1918, d'innombrables exemples d'anarchistes, de syndicalistes et d'autres hommes d'extrême « gauche », qui foudroyaient le parlementarisme, tournaient en dérision les socialistes parlementaires platement embourgeoisés, flétrissaient leur arrivisme, etc., etc., — et qui eux-mêmes, *par* le journalisme, *par* l'action menée dans les syndicats, fournissaient une carrière bourgeoise *parfaitement identique* ? Les exemples des sieurs Jouhaux et Merrheim, pour ne citer que la France, ne sont-ils pas typiques à cet égard ?

« Répudier » la participation au parlementarisme a ceci de puéril que l'on s'imagine, au moyen de ce procédé « simple », « facile » et prétendument révolutionnaire, « *résoudre* » le difficile problème de la lutte contre les influences démocratiques bourgeoises *à l'intérieur* du mouvement ouvrier, alors qu'en réalité on ne fait que fuir son ombre, fermer les yeux sur la difficulté, l'éluder avec des mots. L'arrivisme le plus cynique, l'utilisation bourgeoise des sinécures parlementaires, la déformation réformiste criante de l'action parlementaire, la plate routine petite-bourgeoise, nul doute que ce ne soient là les traits caractéristiques habituels et dominants que le capitalisme engendre partout, en dehors comme au sein du mouvement ouvrier. Mais ce même capitalisme et l'atmosphère bourgeoise qu'il crée (laquelle est très lente à disparaître, même la bourgeoisie une fois renversée, puisque la paysannerie donne constamment naissance à la bourgeoisie), enfantent dans tous

les domaines du travail et de la vie sans exception, un arrivisme bourgeois, un chauvinisme national, de la platitude petite-bourgeoise, etc., qui sont au fond exactement les mêmes et ne se distinguent que par d'insignifiantes variations de forme.

Vous vous imaginez vous-mêmes « terriblement révolutionnaires », chers boycottistes et antiparlementaires, mais en fait *vous avez pris peur* devant les difficultés, relativement peu importantes, de la lutte contre les influences bourgeoises dans le mouvement ouvrier, alors que votre victoire, c'est-à-dire le renversement de la bourgeoisie et la conquête du pouvoir politique par le prolétariat, suscitera *ces mêmes* difficultés dans une proportion encore plus grande, infiniment plus grande. Tels des enfants, vous avez pris peur devant la petite difficulté qui se présente à vous, aujourd'hui, sans comprendre que, demain et après-demain, vous aurez à parfaire votre éducation, à apprendre à triompher de ces mêmes difficultés, en des proportions infiniment plus vastes.

Sous le pouvoir des Soviets, il s'insinuera dans votre parti et dans le nôtre, le parti du prolétariat, un nombre encore plus grand d'intellectuels bourgeois. Ils s'insinueront dans les Soviets et dans les tribunaux, et dans les administrations, car on ne peut bâtir le communisme qu'avec le matériel humain créé par le capitalisme ; il n'en existe pas d'autre. On ne peut ni bannir, ni détruire les intellectuels bourgeois, il faut les vaincre, les transformer, les refondre, les rééduquer, comme du reste il faut rééduquer au prix d'une lutte de longue haleine, sur la base de la dictature du prolétariat, les prolétaires eux-mêmes qui, eux non plus, ne se débarrassent pas de leurs préjugés petits-bourgeois subitement, par miracle, sur l'injonction de la Sainte Vierge, sur l'injonction d'un mot d'ordre, d'une résolution, d'un décret, mais seulement au prix d'une lutte de masse, longue et difficile, contre les influences des masses petites-bourgeoises. Sous le pouvoir des Soviets, *ces mêmes* problèmes qu'aujourd'hui l'antiparlementaire rejette loin de lui d'un seul geste de la main, si orgueilleusement, avec tant de hauteur, d'étourderie, de puérilité, renaissent *au sein* des Soviets, au sein des administrations soviétiques, parmi les « défenseurs » soviétiques (nous avons supprimé

en Russie, et nous avons bien fait de supprimer le barreau bourgeois, mais il renaît chez nous sous le manteau des « défenseurs » « soviétiques » [19]). Parmi les ingénieurs soviétiques, parmi les instituteurs soviétiques, parmi les *ouvriers* privilégiés, c'est-à-dire les plus qualifiés, et placés dans les meilleures conditions dans les usines soviétiques, nous voyons continuellement renaître *tous*, absolument tous les traits négatifs propres au parlementarisme bourgeois ; et ce n'est que par une lutte répétée, inlassable, longue et opiniâtre de l'esprit d'organisation et de discipline du prolétariat que nous triomphons — peu à peu — de ce mal.

Il est évidemment très « difficile » de vaincre, sous la domination de la bourgeoisie, les habitudes bourgeoises dans notre propre parti, c'est-à-dire dans le parti ouvrier : il est « difficile » de chasser du parti les chefs parlementaires de toujours, irrémédiablement corrompus par les préjugés bourgeois ; il est « difficile » de soumettre à la discipline prolétarienne un nombre strictement nécessaire (même très limité) d'hommes venus de la bourgeoisie ; il est « difficile » de créer dans le parlement bourgeois une fraction communiste parfaitement digne de la classe ouvrière; il est « difficile » d'obtenir que les parlementaires communistes ne se laissent pas prendre aux hochets du parlementarisme bourgeois, mais s'emploient à un travail substantiel de propagande, d'agitation et d'organisation des masses. Tout cela est « difficile », c'est certain. Ç'a été difficile en Russie, et c'est infiniment plus difficile encore en Europe occidentale et en Amérique, où la bourgeoisie est beaucoup plus forte, plus fortes les traditions démocratiques bourgeoises et ainsi de suite.

Mais toutes ces « difficultés » ne sont vraiment qu'un jeu d'enfant à côté des problèmes, *absolument de même nature*, que le prolétariat aura à résoudre nécessairement pour assurer sa victoire, et pendant la révolution prolétarienne et après la prise du pouvoir par le prolétariat. A côté de *ces* tâches vraiment immenses, alors qu'il s'agira, sous la dictature du prolétariat, de rééduquer des millions de paysans, de petits patrons, des centaines de milliers d'employés, de fonctionnaires, d'intellectuels bourgeois, de les subordonner tous à l'Etat prolétarien et à la direction pro-

létarienne, de triompher de leurs habitudes et traditions bourgeoises, — à côté de ces tâches immenses, constituer sous la domination bourgeoise, au sein d'un parlement bourgeois, une fraction réellement communiste d'un véritable parti prolétarien, n'est plus qu'un jeu d'enfant.

Si les camarades « gauches » et les antiparlementaires n'apprennent pas dès maintenant à vaincre une aussi mince difficulté, on peut dire à coup sûr qu'ils se trouveront dans l'impossibilité de réaliser la dictature du prolétariat, de se subordonner et de transformer sur une grande échelle les intellectuels bourgeois et les institutions bourgeoises ; ou bien qu'ils seront obligés de *compléter hâtivement leur instruction*, et cette hâte portera un immense préjudice à la cause du prolétariat, leur fera commettre des erreurs plus qu'à l'ordinaire, les rendra plus faibles et malhabiles au-dessus de la moyenne, etc., etc.

Tant que la bourgeoisie n'est pas renversée et, ensuite, tant que n'a pas disparu totalement la petite exploitation et la petite production marchande, l'atmosphère bourgeoise, les habitudes propriétaires, les traditions petites-bourgeoises nuiront au travail du prolétariat tant au-dehors qu'au-dedans du mouvement ouvrier, non point dans une seule branche d'activité, l'activité parlementaire, mais nécessairement dans tous les domaines possibles de la vie sociale, dans toutes les activités culturelles et politiques sans exception. Et l'erreur la plus grave, dont nous aurons nécessairement à expier les conséquences, c'est de vouloir se dérober, tourner le dos à *telle* tâche « fâcheuse » ou difficulté dans un domaine quelconque. Il faut apprendre à s'assimiler tous les domaines, sans exception, du travail et de l'action, vaincre toujours et partout toutes les difficultés, toutes les habitudes, traditions et routines bourgeoises. Poser la question autrement est chose simplement peu sérieuse et puérile.

12 mai 1920.

## V

Dans l'édition russe de ce livre j'ai présenté de façon un peu inexacte le comportement du Parti communiste hollandais dans son ensemble sur le plan de la politique ré-

volutionnaire internationale. Je profite donc de cette occasion pour publier la lettre ci-après de nos camarades hollandais sur cette question et, ensuite, remplacer les mots « tribunistes hollandais » que j'ai employés dans le texte russe par les mots « certains membres du Parti communiste hollandais ».

*N. Lénine*

## LETTRE DE WIJNKOOP

Moscou, le 30 juin 1920

Cher camarade Lénine,

Grâce à votre amabilité, nous, membres de la délégation hollandaise au IIe Congrès de l'Internationale Communiste, avons eu la possibilité de voir votre livre *la Maladie infantile du communisme* [*le « gauchisme »*] avant qu'il soit publié dans les langues de l'Europe occidentale. Vous y soulignez à plusieurs reprises que vous désapprouvez le rôle joué par certains membres du Parti communiste hollandais dans la politique internationale.

Il nous faut cependant protester contre le fait que vous rejetez la responsabilité de leurs actes sur le Parti communiste. Cela est tout à fait inexact. Bien plus, c'est injuste, puisque ces membres du Parti communiste hollandais participent très peu ou pas du tout à l'activité courante de notre Parti ; par ailleurs, ils cherchent, directement ou indirectement, à faire appliquer par le Parti communiste les mots d'ordre d'opposition que ce Parti et tous ses organismes ont combattus et continuent de combattre à ce jour de la façon la plus énergique.

Salutations fraternelles
(pour la délégation hollandaise)
*D. I. Wijnkoop*

# DISCOURS PRONONCE AU CONGRES DES TRAVAILLEURS DU VERRE ET DE LA PORCELAINE DE RUSSIE 29 AVRIL 1920

La journée d'hier nous a apporté deux nouvelles : la première est des plus tristes : il s'agit de l'appel de Pilsudski, chef du gouvernement polonais. Je n'en ai pas encore vu le texte, on m'en a informé par téléphone, mais ce qui est certain, c'est qu'il équivaut à une déclaration de guerre de la Pologne à l'Ukraine. Il est évident que l'influence des impérialistes de France l'a emporté dans les sphères gouvernementales polonaises. Le gouvernement polonais a décidé de renoncer à la politique de louvoiement qu'il pratiquait jusqu'ici autour des pourparlers de paix avec nous et d'engager les opérations militaires sur un plus large front. La Pologne a déjà pris Jitomir et elle marche sur Kiev. Cela exige de nous la défense immédiate la plus résolue des intérêts du prolétariat. Nous ne doutons pas que nous saurons défendre ces intérêts, nous ne doutons pas que cette nouvelle tentative des impérialistes de l'Entente pour étouffer la Russie des Soviets subira le même échec que les aventures de Dénikine et de Koltchak. Il est clair que la Pologne reçoit de la France, de la Grande-Bretagne et de toute l'Entente l'appui militaire maximum. A ce point de vue, il est très caractéristique qu'au dernier stade de ses pourparlers avec nous au sujet de la Crimée, le gouvernement anglais ait considérablement modifié son attitude bienveillante du début. En réponse à la proposition de l'Angleterre nous demandant de faire preuve d'humanité

à l'égard des combattants de Dénikine acculés à la mer, nous avons répondu que nous étions prêts à accorder la vie sauve aux gardes blancs de Crimée si, de son côté, l'Entente faisait preuve d'humanité à l'égard des communistes hongrois vaincus, en les laissant passer en Russie soviétique. Nous n'avons pas besoin du sang de ces gardes blancs de Crimée : le désir de vengeance est un sentiment qui nous est étranger. Nous n'avons pas reçu de réponse à notre note de la part du gouvernement anglais, qui, visiblement, en raison de l'offensive polonaise, n'est pas pressé de répondre. Mais nous sommes convaincus qu'il ne se trouvera pas de partisans de l'intervention parmi les ouvriers anglais, fussent-ils les plus opportunistes.

Nous possédons des informations selon lesquelles, même en Pologne, le Parti socialiste polonais, qui a persécuté les communistes dans ce pays, déclare dans son organe qu'on ne saurait rompre les pourparlers de paix avec la Russie des Soviets en exigeant, sous forme d'ultimatum, qu'ils se déroulent à Borissov. Ce journal considère comme criminelle cette façon d'agir du gouvernement polonais. Les Polonais nous ont proposé de poursuivre les pourparlers de paix à Borissov, sans arrêter les opérations militaires ; or la poursuite de ces pourparlers à cet endroit précis nous eût enlevé la possibilité de continuer les opérations militaires pendant leur durée, mais eût laissé à la Pologne toute liberté sous ce rapport. Naturellement, nous ne pouvions pas poursuivre des négociations de paix dans ces conditions, et nous proposâmes d'en transférer le siège, d'un commun accord, à Paris, à Reval, à Varsovie, à Moscou ou dans quelque autre ville. La réponse à cette proposition fut une vaste offensive des troupes polonaises sur tout le front. Nous ne doutons pas que le gouvernement polonais ait pris l'initiative de cette guerre offensive contre la volonté de ses ouvriers. C'est pourquoi nous conservons tout notre calme devant cette nouvelle aventure ; nous savons que nous en sortirons vainqueurs, mais vous n'ignorez pas, camarade, que toute guerre entraîne d'immenses difficultés et que, pour en venir à bout, nous avons dû maintes fois demander leur appui aux masses ouvrières. La guerre contre la Pologne nous est imposée ; nous n'avons pas la moindre arrière-pensée contre l'indépendance de la Pologne, pas plus que

contre celle de la Lithuanie et de la Biélorussie ; mais, en dépit de tout notre esprit de conciliation, on nous impose cette guerre, et puisqu'il en est ainsi, nous devons tous nous lever comme un seul homme pour nous défendre et défendre l'Ukraine contre l'agression des impérialistes polonais. (Vifs applaudissements.) Pour cela, il nous faut opérer de nouveau un certain virement. Quel que soit notre désir d'aborder aussi rapidement que possible l'édification pacifique et de la mener sur une échelle aussi vaste que possible, du moment que la guerre nous est imposée, nous devons tout lui subordonner, afin qu'elle se termine au mieux pour nous et dans les plus brefs délais. Nous devons expliquer à tous les ouvriers et à tous les paysans pourquoi la Pologne, poussée par l'Entente, a déclenché la guerre contre nous. Nous devons expliquer que cela est fait dans le but d'élever la barrière, d'approfondir le fossé qui nous séparent du prolétariat d'Allemagne.

D'un autre côté, nous avons reçu hier de Bakou une nouvelle qui indique que la situation de la Russie des Soviets s'améliore ; nous savons que notre industrie manque de combustible et voilà que nous apprenons que le prolétariat de Bakou a pris le pouvoir et a renversé le gouvernement de l'Azerbaïdjan. C'est dire que nous possédons maintenant une base économique susceptible de ranimer toute notre industrie. Il y a à Bakou un million de pouds de pétrole qui, ces derniers temps, ne trouvaient pas de débouché, à tel point que même le gros pétrolier Nobel essaya d'engager des pourparlers avec nous au sujet de la livraison de ces stocks à la Russie soviétique. Ainsi, nos transports et notre industrie recevront une aide très substantielle des puits de pétrole de Bakou.

Aujourd'hui, le Commissaire du Peuple au Ravitaillement, le camarade Tsiouroupa, m'a informé que dans la région du Kouban et au Caucase il existe d'énormes réserves de blé et que nous pouvons compter les recevoir ici. Ainsi, nous aurons du combustible pour l'industrie et du pain pour les hommes. Si nous faisons tous nos efforts pour rétablir les transports, nous aurons du blé et du pétrole, et cela constituera une bonne base économique pour les rapports entre ouvriers et paysans. Nous disons que le paysan-

doit donner aux ouvriers ses excédents de blé, parce que les vendre serait un crime dans les circonstances actuelles et que, dès que nous aurons relevé notre industrie, nous emploierons toutes nos forces à satisfaire les besoins des paysans en produits industriels de la ville.

Ayant esquissé en quelques mots devant vous, autant que le temps me le permet, la situation générale de la République à l'heure actuelle, je me permets de terminer en exprimant une certitude : avec l'aide des quatre millions d'ouvriers organisés dans les syndicats nous avons appliqué la politique des Soviets ; aujourd'hui, au moment où nos relations avec la Pologne entrent dans une phase nouvelle, au moment où nous avons déjà accès au blé du Kouban et au pétrole de Bakou, ces ouvriers, en s'appuyant sur de larges couches de paysans et sans se confiner dans le cadre étroit de leur vie corporative, nous accorderont comme par le passé tout leur appui pour faire progresser la cause commune de tous les prolétaires et en assurer le succès. Nous savons que seule la conscience des ouvriers, leur unité, la cohésion totale des syndicats, constituent cette force qui a permis à notre Armée Rouge de remporter des victoires brillantes, armée qui a le mieux aidé les paysans à prendre conscience et leur a appris à éliminer de leurs rangs les profiteurs, afin de conserver le pouvoir entre les mains des ouvriers. Nous avons besoin aujourd'hui encore de cette conscience, de cette unité et de cette cohésion totale des syndicats dans la guerre contre la Pologne et dans l'œuvre de relèvement de l'industrie. La situation actuelle exige le maintien et le renforcement de la discipline dont nous avons besoin dans toutes les industries. Les ouvriers conscients savent que si vous, ouvriers, vous n'aviez pas fait preuve jusqu'à présent de cette discipline, nous eussions pu nous attendre à subir le sort de la Hongrie. Que les camarades s'en souviennent et fassent en sorte que chez eux, sur place, tout soit subordonné à une seule tâche essentielle : il faut éliminer, il faut en terminer au plus tôt avec ce mot d'ordre maudit : chacun pour soi et Dieu pour tous. Il faut porter la discipline prolétarienne du travail à son plus haut degré de tension, et alors nous serons invincibles. Nous prouverons qu'il n'est pas possible d'abattre la République des Soviets et que nous saurons nous faire aider par

toutes les autres républiques du monde. (Le discours du camarade Lénine est couvert de vifs applaudissements prolongés de tous les membres du Congrès et d'exclamations: «Vive notre chef, le camarade Lénine!».)

*« Pravda » n° 92, 30 avril 1920*

*Conforme au texte du journal « Pravda »*

# DU PREMIER « SAMEDI COMMUNISTE » SUR LA LIGNE DE CHEMIN DE FER MOSCOU-KAZAN AU « SAMEDI COMMUNISTE » DU 1er MAI DANS TOUTE LA RUSSIE

Cette distance a été parcourue en un an. Elle est énorme. Si peu importants que soient encore nos samedis communistes, si nombreux que soient les défauts qu'ils comportent en matière de coordination, d'organisation et de discipline, l'essentiel est fait. La lourde machine est mise en branle, et c'est là l'essentiel.

Nous ne nous leurrons pas sur le peu qui a été fait et sur l'énormité de la tâche qui nous reste à accomplir ; mais il n'y a que les pires ennemis des travailleurs, les partisans acharnés de la bourgeoisie, qui puissent manifester du dédain pour le samedi communiste du 1er mai, il n'y a que les gens les plus méprisables, à jamais vendus aux capitalistes qui soient capables de condamner l'utilisation de la grande fête du 1er mai pour tenter d'introduire le travail communiste à l'échelle des masses.

Pour la première fois depuis le renversement des tsars, des propriétaires fonciers et des capitalistes, le terrain est déblayé pour une véritable édification du socialisme, pour l'élaboration de nouveaux liens sociaux, d'une nouvelle discipline du travail collectif, d'une nouvelle structure, de portée historique, de toute l'économie nationale (et ensuite internationale). Il s'agit de transformer les mœurs mêmes, corrompues pour longtemps par la maudite propriété privée des moyens de production, et, en même temps,

par toute cette atmosphère de zizanie, de méfiance, d'hostilité, de division, de rivalités hypocrites, fruit inévitable — et sans cesse renaissant — de la petite exploitation isolée, de l'économie pratiquée par les propriétaires sous le régime du « libre » échange. La liberté du commerce, la liberté des échanges a été, durant des siècles, pour des millions d'hommes, le commandement suprême de la sagesse économique, et, pour des centaines et des centaines de millions d'êtres humains, la plus enracinée des habitudes. Cette liberté est aussi mensongère d'un bout à l'autre et sert autant à camoufler la duperie, la violence et l'exploitation que les autres « libertés » proclamées et mises en pratique par la bourgeoisie, du type « liberté du travail » (lisez : liberté de mourir de faim), etc.

Cette « liberté » du propriétaire d'être propriétaire, cette « liberté » de l'exploitation du travail par le capital, nous avons rompu et nous rompons sans retour avec elle, et nous lui livrons un combat implacable et sans merci.

A bas les vieux liens sociaux, les vieux rapports économiques, la vieille « liberté » du travail (*subordonné au capital*), les vieilles lois, les vieilles habitudes !

Bâtissons la société nouvelle !

Nous n'avons pas eu peur des revers au cours de la grande guerre révolutionnaire contre le tsarisme, contre la bourgeoisie, contre les grandes puissances impérialistes du monde.

Nous ne reculerons pas devant les énormes difficultés et les erreurs, inévitables au début, d'une tâche aussi ardue, car l'œuvre de transformation de toutes les habitudes de travail et de toutes les mœurs exigera des dizaines d'années. Et nous nous faisons les uns aux autres la promesse ferme et solennelle d'être prêts à tous les sacrifices, de ne pas faiblir dans cette lutte si difficile — cette lutte contre la force de l'habitude, — de travailler sans répit durant des années et des dizaines d'années. Nous travaillerons à extirper la règle maudite : « chacun pour soi et Dieu pour tous », à extirper l'habitude de ne considérer le travail que comme une corvée et comme légitime seulement celui qui est rémunéré suivant une certaine norme. Nous travaillerons pour faire pénétrer dans la conscience, dans l'habitude, dans le quotidien des masses, la règle : « tous pour un et

un pour tous », et la règle « de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins », et pour introduire graduellement, mais inflexiblement, la discipline communiste et le travail communiste.

Nous avons mis en branle une montagne d'un poids inouï, une montagne de routine, d'ignorance, d'obstination dans la défense des habitudes du « libre commerce » et du « libre jeu» de l'offre et de la demande de la force de travail des hommes, comme de toute autre marchandise. Nous avons commencé à ébranler et à détruire les préjugés les plus profondément enracinés, les habitudes invétérées les plus tenaces et les plus arriérées. En un an, nos samedis communistes ont fait un pas immense en avant. Ils sont encore infiniment faibles. Mais l'on ne nous effraiera pas avec cela. Nous avons vu comment, sous nos yeux, l'« infiniment faible » pouvoir des Soviets s'est affermi grâce à nos efforts et a commencé à se transformer en une force universelle infiniment puissante. Durant des années et des dizaines d'années, nous travaillerons à réaliser les samedis communistes, à les développer, à les propager, à les améliorer, à les faire entrer dans les mœurs. Nous aboutirons à la victoire du travail communiste !

*« Pervomaïski Soubotnik »,*
*2 mai 1920*

*Conforme au texte du journal « Pervomaïski Soubotnik »*

*Signé : N. Lénine*

# DISCOURS PRONONCE AU MEETING CONSACRE A LA POSE DE LA PREMIERE PIERRE DU MONUMENT A LA GLOIRE DU TRAVAIL LIBERE 1er MAI 1920

COMPTE RENDU DE PRESSE

(Le camarade Lénine monte à la tribune sous les applaudissements nourris de toute l'assistance.) Camarades, sur cette place s'élevait autrefois un monument au tsar. Aujourd'hui, nous y posons la première pierre du monument à la gloire du Travail libéré. Les capitalistes disaient que le travail était libre quand paysans et ouvriers étaient contraints de leur vendre leur travail et que, par conséquent, ils étaient libres de mourir de faim. Nous disons que ce travail était de l'esclavage salarié. Nous savons qu'il n'est pas facile d'organiser convenablement le travail libre ni de travailler dans les conditions de la période difficile que nous traversons. Le samedi communiste d'aujourd'hui n'est qu'un premier pas dans cette voie, mais si nous continuons, nous instaurerons le travail réellement libre. (Vifs applaudissements prolongés.)

*« Pravda » n° 94, 4 mai 1920*

*Conforme au texte du journal « Pravda »*

# DISCOURS PRONONCE DEVANT LES SOLDATS ROUGES PARTANT POUR LE FRONT POLONAIS 5 MAI 1920[20]

COMPTE RENDU DE PRESSE

Camarades, vous savez que ce sont les grands propriétaires fonciers et les capitalistes de Pologne qui, poussés par l'Entente, nous ont imposé une nouvelle guerre. Rappelez-vous, camarades, que nous n'avons pas de querelle avec les paysans et les ouvriers polonais, que nous avons reconnu et continuons de reconnaître l'indépendance de la Pologne et la République populaire polonaise. Nous avons offert la paix à la Pologne sur la base de l'inviolabilité de ses frontières, encore que celles-ci dépassaient de loin les zones de peuplement purement polonais. Nous étions prêts à faire toutes les concessions, et il faut que chacun de vous s'en souvienne au front. Que tout votre comportement à l'égard des Polonais prouve là-bas que vous êtes des soldats de la République ouvrière et paysanne, que vous allez vers eux non pas en oppresseurs, mais en libérateurs. Aujourd'hui que les hobereaux polonais ont conclu, en dépit de nos efforts, une alliance avec Pétlioura, qu'ils ont passé à l'offensive, qu'ils marchent sur Kiev et font circuler le bruit dans la presse étrangère qu'ils ont déjà pris cette ville, — ce qui est un pur mensonge, puisque j'ai parlé hier encore par fil direct avec F. Kon qui s'y trouve — aujourd'hui nous disons : camarades, nous avons su repousser un ennemi encore plus terrible, nous avons su vaincre nos propres

propriétaires fonciers et nos propres capitalistes, nous saurons bien vaincre ceux de Pologne ! Nous devons tous faire ici aujourd'hui le serment, nous devons tous jurer solennellement de nous dresser comme un seul homme pour empêcher la victoire des hobereaux et des capitalistes polonais. Vivent les paysans et les ouvriers de la République polonaise libre et indépendante ! A bas les hobereaux, les propriétaires fonciers et les capitalistes polonais ! Vive notre Armée Rouge ouvrière et paysanne ! (Une puissante « Internationale » et des « hourras » couvrent les dernières paroles du camarade Lénine.)

*« Pravda » n° 96, 6 mai 1920*

*Conforme au texte du journal « Pravda »*

# DISCOURS PRONONCE A LA SEANCE COMMUNE DU COMITE EXECUTIF CENTRAL DE RUSSIE, DU SOVIET DE MOSCOU DES DEPUTES OUVRIERS, PAYSANS ET SOLDATS ROUGES, DES SYNDICATS ET DES COMITES D'USINE 5 MAI 1920[21]

(Applaudissements.) Camarades, je voudrais attirer votre attention sur un aspect de la guerre actuelle, qui la distingue, du point de vue international, ou plus exactement du point de vue de la situation internationale de la Russie, des guerres précédentes. Certes, aucun d'entre vous ne doute, et on ne peut en douter, que cette guerre constitue l'un des maillons de la longue chaîne des événements qui marquent la résistance forcenée de la bourgeoisie internationale au prolétariat victorieux, la tentative furieuse de cette bourgeoisie d'étouffer la Russie des Soviets, de renverser le premier pouvoir soviétique à tout prix et par tous les moyens. Certes, on ne peut absolument pas douter qu'un lien existe entre ces faits, entre les tentatives antérieures de la bourgeoisie internationale et la présente guerre. Mais, d'autre part, nous voyons l'énorme différence qu'il y a entre cette guerre et les guerres précédentes, du point de vue de notre situation internationale, quelle impulsion gigantesque notre lutte a imprimée au mouvement ouvrier international, quelle est l'attitude du prolétariat mondial à l'égard des victoires de la Russie des Soviets, comment s'étend et

s'affermit la lutte prolétarienne mondiale et quel travail prodigieux a été réalisé depuis un peu plus de deux ans qu'existe la République des Soviets.

Vous vous souvenez que les ministres les plus responsables et les plus influents des plus grandes puissances capitalistes, celles qui n'ont pas de rivales dans le monde, déclaraient, il n'y a pas encore bien longtemps, qu'ils avaient mis sur pied contre la Russie une coalition de 14 pays ; vous savez comment, sous la pression des capitalistes tout-puissants de France et de Grande-Bretagne, cette coalition a pu unir Ioudénitch, Koltchak et Dénikine, et comment elle a conçu un plan militaire d'ensemble vraiment grandiose. Et si nous avons mis ce plan en échec, c'est que toute cette unité des impérialistes n'était qu'apparente et que les forces de la bourgeoisie internationale ne résistent pas à la moindre épreuve dès qu'il s'agit de se sacrifier effectivement. Il est apparu qu'après quatre ans de carnage impérialiste, les masses laborieuses n'admettaient pas la légitimité d'une guerre contre nous et que nous avons trouvé en elles un grand allié. Le plan de l'Entente était véritablement destructeur, mais il a échoué parce que les puissances capitalistes, en dépit de leur si puissante coalition, n'ont pas pu le réaliser : elles se sont révélées incapables de l'appliquer. Aucune des puissances, dont chacune pouvait nous être supérieure, n'a pu faire preuve d'unité parce que le prolétariat organisé n'appuyait pas ce plan ; aucune armée — ni française, ni anglaise — n'a pu faire en sorte que ses soldats soient capables, en territoire russe, de se battre contre la République des Soviets.

Si nous évoquons la situation désespérée dans laquelle se trouvait notre république quand, effectivement, elle tenait tête au monde entier, à des puissances infiniment plus formidables, et si nous nous rappelons que nous nous sommes tirés victorieusement de toutes ces dures épreuves, alors ces souvenirs nous feront apprécier à sa juste valeur ce que nous avons maintenant devant nous. Nous sommes en présence d'un plan qui n'est pas nouveau, mais qui, cependant, ne ressemble en rien au plan unique, vraiment universel, devant lequel nous nous trouvions il y a six mois. Nous ne sommes en présence que des débris de cet ancien plan, et c'est ce qui nous garantit avant tout, du point de vue du

rapport international des forces, l'inanité de la tentative actuelle. Dans l'ancien plan, nous avions affaire, de la part de toutes les puissances impérialistes, alliées à tous les petits Etats limitrophes de l'ancien Empire russe, autrefois honteusement et odieusement opprimés par le gouvernement tsariste et capitaliste de la Grande-Russie, à une tentative d'étranglement de la République des ouvriers et des paysans ; aujourd'hui, quelques puissances, alliées à l'un des Etats limitrophes, essaient de réaliser ce que n'ont pu réaliser toutes les puissances impérialistes, alliées à tous les Etats limitrophes, et qu'elles avaient entrepris il y a un an et il y a six mois, en compagnie de Koltchak, de Dénikine, etc. Nous sommes en présence de débris du plan impérialiste. Les plans impérialistes ont ceci de particulier que la bourgeoisie s'y montre particulièrement tenace. Elle sait qu'elle se bat pour rester maîtresse chez elle, que la question à résoudre ici n'est pas celle de la Russie ou de la Pologne, mais celle de sa propre existence. Aussi faut-il s'attendre à ce qu'elle tente de reconstituer, à partir du moindre lambeau, son ancien plan avorté.

Les divergences d'intérêts des Etats impérialistes nous apparaissent à tous avec clarté. En dépit de toutes les déclarations de leurs ministres relatives au règlement pacifique des questions litigieuses, les puissances impérialistes ne peuvent, en réalité, faire un seul pas important dans les questions politiques sans que leur désaccord apparaisse. Les Français ont besoin d'une Pologne forte et d'une Russie forte du type tsariste et ils sont prêts, pour y parvenir, à tous les sacrifices. Quant à la Grande-Bretagne, compte tenu de sa situation géographique, elle aspire à autre chose, au démembrement de la Russie, à l'affaiblissement de la Pologne, afin qu'il y ait entre la France et l'Allemagne un équilibre qui garantisse aux impérialistes victorieux la gestion des colonies dont ils se sont emparés à la suite de la guerre mondiale en pillant l'Allemagne. Ici la contradiction des intérêts est criante et les représentants des puissances impérialistes ont beau nous assurer[22] à San-Remo qu'une parfaite unité de vues règne entre les alliés, nous savons bien qu'il n'y a entre eux aucun accord.

Nous savons que l'offensive de la Pologne ne représente que les débris de l'ancien plan, qui rassemblait naguère

toute la bourgeoisie internationale. Si, à l'époque, ce plan grandiose n'a pas réussi, qui devait permettre un succès certain d'un point de vue strictement militaire, aujourd'hui, même de ce point de vue, ce plan est voué à l'échec. De plus, nous savons que les puissances impérialistes qui ont fait alliance avec la bourgeoisie polonaise, de même que le gouvernement polonais lui-même, se sont mis comme jamais en mauvaise posture. Durant ces derniers mois, ces dernières semaines et ces derniers jours, chacun des actes politiques de la bourgeoisie polonaise ne fait que la démasquer devant ses propres masses laborieuses, elle se prend de querelle avec ses propres alliés et ne peut faire preuve dans sa politique d'aucun esprit de suite. Tantôt proclamant leur intransigeance à l'égard de la Russie des Soviets et l'impossibilité d'engager avec elle les moindres pourparlers, tantôt levant le blocus et l'annonçant solennellement au nom de leur prétendue alliance, la prétendue Société des Nations, tantôt reprenant leur politique d'hésitations, les impérialistes nous ont donné, par là même, et nous donnent encore, la possibilité de démontrer notre politique de paix, de prouver que notre politique internationale n'a rien de commun ni avec celle du tsar, ni avec celle des capitalistes russes ou de la bourgeoisie russe, fût-elle démocratique. Nous avons montré au monde entier que notre politique extérieure n'a rien de commun avec celle que nous prêtent constamment tous les journaux bourgeois. Ainsi, dans la politique de la Pologne il ne subsiste plus une seule duperie qu'ils n'aient dévoilée eux-mêmes. L'expérience des trois révolutions russes nous a permis de voir comment elles ont été préparées et de quelle manière, sur la base de chacune d'elles, notre politique intérieure et extérieure a fait des progrès. Cette expérience montre que nos meilleurs auxiliaires, dans la préparation de la révolution, sont les classes dominantes, qui, tout en prétendant mettre sur pied toutes les coalitions imaginables, assemblées constituantes, etc., tout en prétendant exprimer la volonté populaire, ne font en réalité, par la politique qui est la leur, à chaque moment critique, difficile et décisif de la vie nationale, qu'étaler la convoitise des groupes bourgeois qui s'entre-déchirent et des groupes capitalistes concurrents incapables de trouver un terrain d'entente, et qui, cent fois mieux que ne le fait la propagande communis-

te, se démasquent eux-mêmes. Dans aucun pays, dans aucun Etat, il n'est point de propagande ni d'agitation qui puissent pousser à la révolution la classe ouvrière, fût-elle la plus révolutionnaire, si cette agitation ne trouvait son fondement dans le comportement des classes dominantes du pays.

Ce qui se passe actuellement, et chaque jour davantage, dans tous les pays capitalistes et en particulier dans un pays comme la Pologne, nous donne l'assurance que si nous avons pu sortir victorieux d'une guerre incontestablement plus difficile, si nous avons su tenir un compte exact des dissentiments des différents groupes et partis bourgeois et de l'impossibilité où ils se trouvent de se mettre d'accord à un moment où cette unité leur était particulièrement nécessaire, l'amélioration de notre situation internationale d'aujourd'hui est énorme. Nous en sommes persuadés non seulement du point de vue du rapport des forces à l'intérieur, mais également du point de vue international. Considérons dans leur ensemble les Etats impérialistes contemporains, toutes leurs ambitions (et nous savons que leurs ambitions sont toujours les mêmes : profiter de la moindre occasion pour attaquer la Russie), et considérons cela en toute objectivité sur la base des faits irréfutables de l'histoire de ces dernières années et particulièrement de ces six derniers mois, et la démonstration sera faite que l'ennemi international faiblit, que toute tentative d'entente des impérialistes devient des plus aléatoires et que, de ce côté, la victoire nous est assurée.

Mais camarades, aujourd'hui que nous en sommes aux tâches économiques, que nous avons concentré toute notre attention sur l'édification de l'économie pacifique, devant l'imminence de cette nouvelle guerre, c'est une nécessité vitale pour nous de regrouper rapidement nos rangs. Toute notre armée qui, ces temps derniers, était devenue l'armée du travail[23], doit aujourd'hui porter son attention d'un autre côté ; nous devons, toutes affaires cessantes, consacrer nos efforts à cette nouvelle guerre. Nous savons parfaitement, après tout ce que nous avons déjà connu, que l'ennemi que nous avons devant nous aujourd'hui n'est pas pour nous effrayer, mais il peut imposer de nouveaux et lourds sacrifices aux ouvriers et aux paysans, il peut décupler les dif-

ficultés de notre édification économique, vouer à la ruine et à l'anéantissement des dizaines, des centaines et des milliers d'exploitations paysannes, et même, par des succès momentanés, ranimer les espérances évanouies des impérialistes que nous avons battus et qui, bien entendu, ne manqueront pas de se joindre à lui. Aussi devons-nous dire que la règle de conduite qui était la nôtre lors des guerres précédentes doit nécessairement être remise en vigueur aujourd'hui. Puisque en dépit de nos desseins les plus conciliants, en dépit des concessions énormes que nous avons consenties et bien que nous ayons renoncé à toutes prétentions nationales, les propriétaires fonciers et la bourgeoisie de Pologne nous ont imposé la guerre ; puisque nous sommes convaincus, et nous devons l'être, que la bourgeoisie de tous les pays, même celle qui n'aide pas aujourd'hui les Polonais, les aidera quand la guerre sera déchaînée, étant donné que ce n'est pas seulement la question russe ou polonaise qui est en jeu, mais bien celle de l'existence de toute la bourgeoisie, nous devons nous rappeler et appliquer à tout prix et jusqu'au bout, la règle qui fut celle de notre politique et qui nous a toujours assuré le succès. Cette règle est que, du moment que c'est la guerre, tout doit être subordonné aux intérêts de la guerre, toute la vie intérieure du pays doit être subordonnée à la guerre, là-dessus pas la moindre hésitation. Si dur que ce soit pour l'immense majorité des camarades de s'arracher à leur travail, aiguillé depuis peu sur d'autres voies, plus fécondes et plus indispensables pour l'édification pacifique, il faut se rappeler que le moindre oubli, la moindre inattention entraîne souvent la mort inutile de dizaines de milliers de nos meilleurs camarades, de nos jeunes ouvriers et paysans, de la génération montante, de nos communistes, qui sont, comme toujours, à la pointe du combat. Ainsi, une fois de plus, tout pour la guerre. Qu'aucune réunion, qu'aucune conférence ne se tienne sans que figure en tête de l'ordre du jour la question : avons-nous tout fait pour la guerre, avons-nous suffisamment bandé nos forces, avons-nous envoyé suffisamment d'aide au front ? Il faut que seuls restent ici ceux qui sont incapables de servir au front. Au front tous les sacrifices, au front tous les secours, sans l'ombre d'une hésitation. Et si nous con-

centrons toutes nos forces et consentons tous les sacrifices, nous vaincrons sans aucun doute cette fois encore. (A p-p l a u d i s s e m e n t s.)

*Publié en 1920 dans le recueil: « Comptes rendus sténographiques des séances de l'assemblée plénière du Soviet de Moscou des députés ouvriers, paysans et soldats rouges »*

*Conforme au texte du recueil*

# TELEGRAMME AU GOUVERNEMENT SOCIALISTE SOVIETIQUE D'AZERBAIDJAN

Bakou

Le Conseil des Commissaires du Peuple salue la libération des masses laborieuses de la République indépendante de l'Azerbaïdjan et exprime sa ferme conviction que, sous la direction de son Gouvernement soviétique, la République indépendante de l'Azerbaïdjan saura défendre en compagnie de la R. S. F. S. R., sa liberté et son indépendance contre l'ennemi juré des peuples opprimés de l'Orient : l'impérialisme.

Vive la République Soviétique indépendante de l'Azerbaïdjan !

Vivent les ouvriers et les paysans de l'Azerbaïdjan !

Vive l'alliance des ouvriers et des paysans de l'Azerbaïdjan et de la Russie !

Le Président du Conseil des Commissaires du Peuple

*V. Oulianov (Lénine)*

Le 5 mai 1920.

*« Le Communiste » (Bakou) n° 7, 9 mai 1920*

*Conforme au texte du journal « le Communiste »*

# DISCOURS A LA CONFERENCE ELARGIE DES OUVRIERS ET SOLDATS ROUGES DU QUARTIER ROGOJSKO-SIMONOVSKI 13 MAI 1920

COMPTE RENDU DE PRESSE

La République soviétique traverse de nouveau un moment difficile. Débarrassé de Koltchak et de Dénikine, le prolétariat russe s'apprêtait à consacrer toutes ses forces spirituelles et matérielles au rétablissement de la vie économique du pays. Nous pensions que le gouvernement bourgeois polonais ne se hasarderait pas dans une nouvelle aventure. Les communistes polonais, il est vrai, disaient que, précisément parce que le gouvernement polonais n'avait plus rien à perdre, il ne craindrait pas de lancer ses ouvriers et ses paysans dans n'importe quelle aventure. Mais nous pensons que le prolétariat de Pologne, en compagnie de celui de Lettonie et de Biélorussie, prendra soin de chasser la bourgeoisie et la noblesse polonaises. Le gouvernement ouvrier et paysan de Russie a fait d'énormes concessions à la Pologne, désirant prouver par là au peuple polonais qu'il avait définitivement rompu avec la politique du tsarisme à l'égard des petits Etats.

Derrière la bourgeoisie polonaise manœuvrent les capitalistes français, qui veulent vendre à la Pologne, à bon prix, leur matériel de guerre et se dédommager ainsi des pertes subies avec Koltchak et Dénikine.

Il faut remarquer qu'aucun Etat de l'Entente n'ose intervenir ouvertement contre la Russie soviétique, crai-

gnant de montrer son véritable visage aux ouvriers. Ce qui a aujourd'hui le plus d'importance pour nous, c'est de faire comprendre aux citoyens arriérés et politiquement non avertis que nous avons fait tout notre possible pour éviter une nouvelle effusion de sang, et que les ouvriers et les paysans polonais ne sont pas nos ennemis, mais que, si la bourgeoisie polonaise alliée à Pétlioura veut la guerre, nous la ferons sans merci. Dans toute guerre la victoire dépend, en fin de compte, de l'état d'esprit des masses qui versent leur sang sur le champ de bataille. La conviction que la guerre est juste, la conscience qu'il est indispensable de sacrifier sa vie pour le bien de ses frères relève le moral du soldat et lui fait supporter des difficultés inouïes. Les généraux tsaristes disent que nos soldats rouges sont capables de résister à des épreuves que n'aurait jamais supportées l'armée du régime tsariste. Cela tient à ce que chaque ouvrier et chaque paysan mobilisé sait pourquoi il se bat et verse en toute conscience son sang pour le triomphe de la justice et du socialisme.

Le fait que les masses ont pris conscience des buts et des causes de la guerre a une importance considérable : c'est le gage de la victoire.

Notre pays est exténué par la guerre et nous voulons, au prix d'énormes concessions, mettre fin à l'effusion de sang et nous remettre au travail dans la paix. C'est pourquoi, quand Bullitt est venu en Russie et nous a proposé une paix dure, le Gouvernement soviétique y a souscrit[24], afin de donner au pouvoir des Soviets la possibilité de recouvrer des forces.

A l'heure actuelle, nous sommes obligés de lancer une fois de plus le mot d'ordre : « Tout pour la guerre ». Toutes les organisations syndicales et du parti doivent consacrer aujourd'hui toutes leurs forces à aider l'héroïque Armée Rouge.

Que la justice soit de notre côté, nous en convaincrons bientôt le monde entier.

Hier est arrivée à Pétrograd une délégation des trade-unions britanniques, qui ne compte pas parmi ses membres beaucoup de sympathisants à notre égard, mais nous sommes persuadés qu'à leur retour chez eux, ils seront nos meilleurs propagandistes. Même d'anciens généraux tsaristes reconnaissent que les prétentions de la Pologne sont injustes et vien-

nent nous aider. Nous disons avec les ouvriers et les paysans russes : « Tout pour la guerre, tout pour la victoire ». Consacrons toutes nos forces pour assurer la victoire. (Vifs applaudissements.)

*« Kommounistitcheski Troud » n° 11, 14 mai 1920*

*Conforme au texte du journal « Kommounistitcheski Troud »*

# A L'ASSOCIATION REVOLUTIONNAIRE INDIENNE[25]

Je suis heureux d'apprendre que les principes proclamés par la République ouvrière et paysanne concernant le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et la libération des peuples opprimés de l'exploitation des capitalistes étrangers et autochtones, ont trouvé un si vif écho parmi les Indiens conscients qui luttent héroïquement pour leur liberté. Les masses laborieuses de Russie suivent avec une attention soutenue l'éveil des ouvriers et des paysans indiens. Le gage de la victoire finale réside dans l'esprit d'organisation et la discipline des travailleurs, dans leur fermeté et leur solidarité avec les travailleurs du monde entier. Nous saluons l'union étroite des éléments musulmans et non musulmans. Nous souhaitons sincèrement l'extension de cette union à tous les travailleurs de l'Orient. Ce n'est que lorsque les ouvriers et les paysans indiens, chinois, coréens, japonais, persans, turcs, se donneront la main et marcheront ensemble pour la cause commune de leur libération que sera assurée la victoire décisive sur les exploiteurs. Vive l'Asie libre !

*« Pravda » n° 108, 20 mai 1920* *Conforme au texte de la « Pravda »*

# LETTRE AUX OUVRIERS ANGLAIS[26]

Camarades, permettez-moi tout d'abord de vous remercier de nous avoir envoyé une délégation chargée de faire la connaissance de la Russie des Soviets. Quand votre délégation me proposa d'adresser par son intermédiaire une lettre aux ouvriers anglais et, éventuellement, une proposition au gouvernement anglais, je répondis que j'acceptais avec gratitude la première proposition, mais que je devais m'adresser au gouvernement non pas par l'intermédiaire d'une délégation ouvrière, mais directement au nom de notre gouvernement, par l'intermédiaire du camarade Tchitchérine. C'est de cette façon que nous nous sommes adressés, maintes et maintes fois, au gouvernement anglais pour lui proposer officiellement et solennellement d'entamer des pourparlers de paix. Tous nos représentants, aussi bien le camarade Litvinov que le camarade Krassine et tous les autres, renouvellent sans cesse ces propositions. Le gouvernement anglais persiste à les décliner. Il n'est donc pas étonnant que j'aie désiré m'entretenir avec les délégués des ouvriers anglais, non pas en ma qualité de représentant du gouvernement de la Russie des Soviets, mais comme simple communiste.

Je n'ai pas été surpris de constater que plusieurs membres de votre délégation ne se plaçaient pas sur les positions de la classe ouvrière, mais bien sur celles de la bourgeoisie, classe des exploiteurs, car dans tous les pays capitalistes la guerre impérialiste a mis à nu un vieil abcès, à savoir : le passage de la majorité des leaders parlementaires et trade-unionistes de la classe ouvrière dans le camp de la bourgeoisie. Sous le prétexte fallacieux de la « défense de la patrie »

ils ont défendu, en fait, les intérêts spoliateurs de l'un des deux groupes de forbans mondiaux : anglo-franco-américain ou allemand ; ils se sont alliés à la bourgeoisie contre la lutte révolutionnaire du prolétariat ; ils ont camouflé cette trahison sous de belles phrases sentimentales et petites-bourgeoises, réformistes et pacifistes sur l'évolution pacifique, les méthodes constitutionnelles, la démocratie, etc. Il en a été ainsi dans tous les pays ; il n'est donc pas étonnant que ce phénomène, valable aussi pour la Grande-Bretagne, se soit reflété dans la composition de votre délégation.

Des membres de votre délégation, Schaw et Guest, visiblement étonnés et offensés de m'entendre affirmer que la Grande-Bretagne, en dépit de nos offres de paix, en dépit des déclarations de son gouvernement, continue son intervention, nous fait la guerre, aide Wrangel en Crimée et la Pologne des gardes blancs, m'ont demandé si j'en avais des preuves, si je pouvais indiquer le nombre de trains de matériel de guerre envoyés par la Grande-Bretagne à la Pologne, etc. Je leur ai répondu que, pour mettre la main sur les accords secrets du gouvernement anglais, il faudrait le renverser par la révolution et s'emparer de tous les documents relatifs à sa politique étrangère, comme nous l'avons fait ici en 1917. Toute personne instruite, toute personne s'intéressant réellement à la politique, savait dès avant notre révolution que le tsar était lié aux gouvernements de brigandage d'Angleterre, de France, d'Amérique, d'Italie, du Japon par des accords secrets, relatifs au partage du butin, à Constantinople, la Galicie, l'Arménie, la Syrie, la Mésopotamie, etc. Seuls les menteurs et les hypocrites (sans parler, bien entendu, des gens tout à fait ignorants, frustes, illettrés) pouvaient le nier ou faire semblant de l'ignorer. Mais sans la révolution nous n'aurions jamais pu nous procurer les documents secrets des gouvernements de brigandage de la classe capitaliste. Les chefs ou les représentants du prolétariat anglais, qu'il s'agisse de parlementaires, de trade-unionistes, de journalistes ou d'autres, qui feignent d'ignorer l'existence d'accords secrets conclus par la Grande-Bretagne, la France, l'Amérique, l'Italie, le Japon, la Pologne, pour le pillage d'autres pays, pour le partage du butin, et qui ne mènent pas la lutte révolutionnaire dans le but de dévoiler ces accords, ne font que démontrer une

fois de plus qu'ils sont les fidèles serviteurs des capitalistes. Nous le savons depuis longtemps ; nous dénonçons cet état de choses chez nous comme dans tous les pays du monde. La visite en Russie de la délégation des ouvriers anglais permettra de démasquer plus rapidement ces chefs, en Angleterre aussi.

Je m'entretenais avec votre délégation le mercredi 26 mai. Or, le lendemain, des télégrammes annoncèrent que Bonar Law avait avoué devant le Parlement anglais l'aide militaire fournie à la Pologne en octobre «pour la défense contre la Russie » (bien sûr, rien que pour la défense, rien qu'en octobre ! Il existe encore en Grande-Bretagne des « chefs ouvriers influents » qui aident les capitalistes à bourrer le crâne des ouvriers !), et le journal *New-Statesman*, le plus modéré des plus modérées publications petites-bourgeoises, parlait de la fourniture à la Pologne de chars plus puissants que ceux utilisés pendant la guerre contre les Allemands. Peut-on, après cela, ne point rire des « leaders » ouvriers anglais qui, d'un air d'innocence outragée, nous demandent quelles sont les « preuves » que la Grande-Bretagne fait la guerre à la Russie et aide la Pologne et les gardes blancs de Crimée ?

Les membres de la délégation me demandèrent ce que je considérais comme le plus important : la formation en Grande-Bretagne d'un parti communiste révolutionnaire conséquent, ou bien l'aide immédiate des masses ouvrières de Grande-Bretagne à la cause de la paix avec la Russie. Je répondis que c'était là affaire de convictions. Les partisans sincères de la libération des ouvriers du joug du capital ne sauraient être contre la fondation d'un parti communiste, qui seul est en mesure de donner aux masses ouvrières une éducation qui ne soit ni bourgeoise ni petite-bourgeoise, qui seul est en mesure de démasquer réellement, de ridiculiser, de couvrir de honte les « leaders » capables de mettre en doute l'aide de la Grande-Bretagne à la Pologne, etc. Il n'est pas à craindre qu'il y ait trop de communistes en Angleterre, où il n'y a pas la moindre trace de parti communiste. Quant à ceux qui demeurent idéologiquement les esclaves de la bourgeoisie, qui continuent à partager les préjugés petits-bourgeois sur la «démocratie » (la démocratie *bourgeoise*), sur le pacifisme, etc., il va de soi que ces gens-là ne feraient que

nuire davantage au prolétariat s'ils s'avisaient de se dire communistes et d'adhérer à la IIIe Internationale. Ils ne sont bons à rien, si ce n'est à élaborer de doucereuses « résolutions » contre l'intervention, composées exclusivement de phrases petites-bourgeoises. En un sens, ces résolutions ont aussi leur utilité, dans la mesure où, précisément, les anciens « leaders » (partisans de la démocratie bourgeoise, des méthodes pacifiques, etc.) se rendront ridicules aux yeux des masses et se démasqueront d'autant plus rapidement qu'ils feront adopter un plus grand nombre de ces résolutions vides de sens, qui n'engagent à rien et qui ne sont assorties d'aucune action révolutionnaire. A chacun sa tâche : que les communistes travaillent directement, par le canal du parti, à éclairer la conscience révolutionnaire des ouvriers. Que ceux qui ont soutenu « la défense de la patrie » pendant la guerre des impérialistes pour le partage du monde, la « défense » de l'accord secret des capitalistes anglais avec le tsar relatif à la mise au pillage de la Turquie, que ceux qui « ne voient pas » l'aide fournie par la Grande-Bretagne à la Pologne et aux gardes blancs de Russie, poussent au plus tôt jusqu'au ridicule le nombre de leurs « résolutions pacifiques » ; ils n'en connaîtront que plus vite le sort de Kérenski, des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires de Russie.

Certains membres de votre délégation m'ont interrogé, avec étonnement, sur la terreur rouge, sur l'absence de liberté de la presse en Russie, de liberté de réunion, sur notre persécution des menchéviks et des ouvriers menchéviks, etc. J'ai répondu que les vrais responsables de la terreur sont les impérialistes de Grande-Bretagne et leurs « alliés », qui ont fait et font régner la terreur blanche en Finlande et en Hongrie, dans l'Inde et en Irlande, qui ont soutenu et soutiennent Ioudénitch, Koltchak, Dénikine, Pilsudski, Wrangel. Notre terreur rouge est l'arme de défense de la classe ouvrière contre les exploiteurs, c'est la répression de la résistance des exploiteurs que soutiennent les socialistes-révolutionnaires, les menchéviks et un nombre infime d'ouvriers menchéviks. Quant à la liberté de la presse et de réunion en démocratie bourgeoise, c'est la liberté pour les riches de comploter contre les travailleurs, c'est la liberté pour les capitalistes de soudoyer et d'acheter les journaux. Je l'ai

expliqué tant de fois dans la presse que cela ne m'amuserait guère de le répéter encore.

Deux jours après mon entretien avec votre délégation, les journaux apportaient la nouvelle que, comme complément à l'arrestation de Monatte et de Loriot en France, Sylvia Pankhurst avait été arrêtée en Grande-Bretagne. Voilà la meilleure réponse du gouvernement anglais à la question que redoutent même de poser les « leaders » non communistes des ouvriers anglais, prisonniers des préjugés bourgeois, à savoir : contre quelle classe la terreur est-elle dirigée ? Contre les opprimés et les exploités ou bien contre les oppresseurs et les exploiteurs ? S'agit-il de la « liberté » pour les capitalistes de piller, de tromper, de duper les travailleurs, ou bien de la « liberté » des travailleurs par rapport au joug des capitalistes, des spéculateurs, des propriétaires ? La camarade Sylvia Pankhurst représente les intérêts de centaines et de centaines de millions d'hommes qu'oppriment les capitalistes, anglais et autres ; c'est pourquoi la terreur blanche la frappe, la prive de liberté, etc. Quant aux « leaders » des ouvriers, qui pratiquent une politique non communiste, ils sont, dans la proportion de 99%, les représentants de la bourgeoisie, de ses mensonges, de ses préjugés.

Pour terminer, je vous remercie, camarades, une fois encore, pour l'envoi d'une délégation. Sa connaissance de la Russie des Soviets, malgré toute l'hostilité de beaucoup à l'égard du système soviétique et de la dictature du prolétariat, en dépit du fait que ces gens sont terriblement prisonniers des préjugés bourgeois, hâtera inévitablement la faillite du capitalisme dans le monde entier.

*N. Lénine*

Le 30 mai 1920

*« Pravda » n° 130, 17 juin 1920* *Conforme au manuscrit*

# PREMIERE EBAUCHE DES THESES SUR LES QUESTIONS NATIONALE ET COLONIALE[27]

(POUR LE IIe CONGRES DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE)

En soumettant à la discussion des camarades le projet ci-après des thèses sur les questions coloniale et nationale pour le IIe Congrès de l'Internationale Communiste, je voudrais prier tous les camarades, et en particulier ceux qui ont des connaissances concrètes sur l'une ou l'autre de ces questions très complexes, de me communiquer leur avis ou leurs rectifications, leurs additions ou leurs mises au point, ceci *très brièvement (pas plus de 2 ou 3 pages)*, notamment sur les points suivants :

Expérience autrichienne.
Expérience polono-juive et expérience ukrainienne.
Alsace-Lorraine et Belgique.
Irlande.
Relations dano-allemandes, italo-françaises et italo-slaves.
Expérience balkanique.
Peuples de l'Orient.
Lutte contre le panislamisme.
Situation au Caucase.
Républiques de Bachkirie et de Tatarie.
Kirghistan.
Le Turkestan et son expérience.
Les Nègres en Amérique.
Les colonies.
La Chine — la Corée — le Japon.

*N. Lénine*

Le 5 juin 1920

10—2483

1. La façon abstraite ou formelle de poser la question de l'égalité en général, y compris l'égalité nationale, est inhérente à la démocratie bourgeoise de par sa nature. Sous le couvert de l'égalité de la personne humaine en général, la démocratie bourgeoise proclame l'égalité formelle ou juridique du propriétaire et du prolétaire, de l'exploiteur et de l'exploité, induisant ainsi les classes opprimées dans la plus grave erreur. L'idée d'égalité, qui n'est en elle-même que le reflet des rapports de la production marchande, devient entre les mains de la bourgeoisie une arme de lutte contre l'abolition des classes, sous le prétexte d'une égalité absolue des personnes humaines. Le sens réel de la revendication de l'égalité se réduit à la revendication de l'abolition des classes.

2. Conformément à son objectif essentiel de lutte contre la démocratie bourgeoise et de dénonciation de ses mensonges et de son hypocrisie, le Parti communiste, interprète conscient du prolétariat luttant pour secouer le joug de la bourgeoisie, doit — dans la question nationale également — mettre au premier plan, non pas des principes abstraits ou formels, mais 1° une appréciation exacte de la situation historique concrète et avant tout économique ; 2° une discrimination très nette entre les intérêts des classes opprimées, des travailleurs, des exploités et l'idée générale des intérêts populaires en général, qui n'est que l'expression des intérêts de la classe dominante ; 3° une distinction tout aussi nette entre les nations opprimées, dépendantes, ne bénéficiant pas de l'égalité des droits, et les nations qui oppriment, qui exploitent, qui bénéficient de l'intégralité des droits, par opposition au mensonge démocratique bourgeois qui dissimule l'asservissement colonial et financier — propre à l'époque du capital financier et de l'impérialisme — de l'immense majorité de la population du globe par une infime minorité de pays capitalistes avancés et ultra-riches.

3. La guerre impérialiste de 1914-1918 a révélé, de toute évidence, devant toutes les nations et les classes opprimées de l'univers, le caractère mensonger des belles phrases démocratiques bourgeoises, en montrant pratiquement que le traité de Versailles des fameuses « démocraties occidentales » est une violence encore plus féroce et lâche exercée sur les nations faibles que le traité de Brest-Litovsk

imposé par les junkers allemands et le kaiser. La Société des Nations et toute la politique d'après-guerre de l'Entente révèlent cette vérité d'une manière encore plus claire et plus nette, renforçant partout la lutte révolutionnaire, aussi bien du prolétariat des pays avancés que de toutes les masses laborieuses des pays coloniaux et dépendants, hâtant la faillite des illusions nationales petites-bourgeoises sur la possibilité de la coexistence pacifique et de l'égalité des nations en régime capitaliste.

4. Il résulte de ces thèses essentielles qu'à la base de toute la politique de l'Internationale Communiste dans les questions nationale et coloniale doit être placé le rapprochement des prolétaires et des masses laborieuses de toutes les nations et de tous les pays pour la lutte révolutionnaire commune en vue de renverser les propriétaires fonciers et la bourgeoisie. Car seul ce rapprochement garantit la victoire sur le capitalisme, sans laquelle la suppression du joug national et de l'inégalité des droits est impossible.

5. La situation politique mondiale inscrit maintenant à l'ordre du jour la dictature du prolétariat, et tous les événements de la politique mondiale convergent inéluctablement vers le même point central, à savoir : la lutte de la bourgeoisie mondiale contre la République des Soviets de Russie, qui groupe inévitablement autour d'elle, d'une part, les mouvements soviétiques des ouvriers avancés de tous les pays, d'autre part, tous les mouvements de libération nationale des colonies et des nationalités opprimées qu'une expérience douloureuse convainc qu'il n'y a pas pour elles de salut en dehors de la victoire du pouvoir des Soviets sur l'impérialisme mondial.

6. Par conséquent, on ne peut se borner, à l'heure actuelle, à reconnaître ou à proclamer simplement le rapprochement des travailleurs des différentes nations, mais il est indispensable de faire une politique tendant à réaliser l'union la plus étroite de tous les mouvements de libération nationale et coloniale avec la Russie des Soviets, en déterminant les formes de cette union selon le degré de développement du mouvement communiste au sein du prolétariat de chaque pays ou du mouvement de libération démocratique bourgeois des ouvriers et des paysans des pays arriérés, ou des nationalités arriérées.

7. La fédération est la forme transitoire vers l'unité totale des travailleurs des différentes nations. La fédération a déjà démontré son utilité tant dans les rapports de la R.S.F.S.R. avec les autres Républiques soviétiques (de Hongrie, de Finlande, de Lettonie dans le passé ; d'Azerbaïdjan et d'Ukraine actuellement), qu'à l'intérieur même de la R.S.F.S.R. à l'égard des nationalités qui n'avaient auparavant ni existence particulière en tant qu'Etat, ni autonomie (par exemple, les républiques autonomes de Bachkirie et de Tatarie au sein de la R.S.F.S.R., créées en 1919 et 1920).

8. La tâche de l'Internationale Communiste consiste, sous ce rapport, aussi bien à développer qu'à étudier et vérifier à la lumière de l'expérience ces nouvelles fédérations, créées sur la base du régime et du mouvement des Soviets. Considérant la fédération comme une forme transitoire vers l'unité totale, nous devons nécessairement nous orienter vers une union fédérative de plus en plus étroite, en ayant toujours présent à l'esprit que, premièrement, il est impossible de préserver l'existence des républiques soviétiques, entourées des puissances impérialistes de tout l'univers, infiniment supérieures sur le plan militaire, sans l'union la plus étroite de ces républiques soviétiques ; que deuxièmement, il est indispensable de réaliser une étroite union économique des républiques soviétiques, sans laquelle il serait impossible de restaurer les forces de production détruites par l'impérialisme et d'assurer le bien-être des travailleurs ; que troisièmement, on tend à créer une économie mondiale unique, considérée comme un tout et dirigée selon un plan d'ensemble par le prolétariat de toutes les nations, tendance qui s'est déjà manifestée de toute évidence en régime capitaliste et qui est appelée assurément à se développer et à triompher en régime socialiste.

9. Dans le domaine des rapports à l'intérieur de l'Etat, la politique nationale de l'Internationale Communiste ne peut se borner à une simple reconnaissance, toute formelle, purement déclarative et n'engageant à rien, de l'égalité des nations, dont se contentent les démocrates bourgeois, qu'ils s'avouent franchement tels ou qu'ils se couvrent de l'étiquette de socialistes, comme le font ceux de la IIe Internationale.

Non seulement dans toute la propagande et toute l'agitation des partis communistes — à la tribune des parlements comme en dehors d'elle, — doivent être inlassablement dénoncées les violations constantes du principe de l'égalité des nations et des garanties des droits des minorités nationales dans tous les Etats capitalistes, en dépit de leurs constitutions « démocratiques », mais il est également indispensable, premièrement, de démontrer sans cesse que seul le régime des Soviets est en mesure d'assurer réellement l'égalité des nations, en réalisant d'abord l'union de tous les prolétaires, puis celle de toute la masse des travailleurs dans la lutte contre la bourgeoisie, et deuxièmement, tous les partis communistes doivent aider directement les mouvements révolutionnaires des nations dépendantes ou ne bénéficiant pas de l'égalité des droits (par exemple, l'Irlande, les Nègres d'Amérique, etc.) et des colonies.

Sans cette dernière condition, particulièrement importante, la lutte contre l'oppression des nations dépendantes et des colonies, de même que la reconnaissance de leur droit à la sécession, ne sont que des enseignes trompeuses, comme c'est le cas dans les partis de la IIe Internationale.

10. La reconnaissance verbale du principe de l'internationalisme, auquel on substitue en fait, dans toute la propagande, l'agitation et le travail pratique, le nationalisme et le pacifisme petits-bourgeois, n'est pas seulement le fait constant des partis de la IIe Internationale ; c'est aussi celui de ceux qui l'ont quittée, et même assez souvent de ceux qui s'intitulent maintenant communistes. La lutte contre ce mal, contre les préjugés nationalistes petits-bourgeois les plus enracinés acquiert d'autant plus d'importance que devient plus actuel chaque jour le problème de la transformation de la dictature du prolétariat, de nationale (c'est-à-dire existant dans un seul pays et incapable de déterminer une politique mondiale) en internationale (c'est-à-dire la dictature du prolétariat d'au moins plusieurs pays avancés et susceptible d'avoir une influence décisive sur toute la politique mondiale). Le nationalisme petit-bourgeois appelle internationalisme la seule reconnaissance de l'égalité des nations, et laisse intact (sans parler même du caractère purement verbal de cette reconnaissance) l'égoïsme national, alors que l'internationalisme prolétarien exige : 1° que les

intérêts de la lutte prolétarienne dans un pays soient subordonnés aux intérêts de cette lutte à l'échelle mondiale ; 2° que les nations en train de vaincre la bourgeoisie soient aptes et prêtes à accepter les plus grands sacrifices sur le plan national en vue du renversement du capital international.

Ainsi, dans les Etats déjà complètement capitalistes, où existent des partis ouvriers qui forment réellement l'avant-garde du prolétariat, la lutte contre les déviations opportunistes, petites-bourgeoises et pacifistes de la notion et de la politique de l'internationalisme est-elle la première et la plus importante des tâches.

11. Quant aux Etats et nations plus arriérés, où prédominent des rapports de caractère féodal, patriarcal ou patriarcal-paysan, il faut tout particulièrement avoir présent à l'esprit :

1° La nécessité pour tous les partis communistes d'aider le mouvement de libération démocratique bourgeois de ces pays ; et, au premier chef, l'obligation d'apporter l'aide la plus active incombe aux ouvriers du pays dont la nation arriérée dépend sous le rapport colonial et financier ;

2° La nécessité de lutter contre le clergé et les autres éléments réactionnaires et moyenâgeux qui ont de l'influence dans les pays arriérés ;

3° La nécessité de lutter contre le panislamisme et autres courants analogues, qui tentent de conjuguer le mouvement de libération contre l'impérialisme européen et américain avec le renforcement des positions des khans, des propriétaires fonciers, des mollahs, etc ;

4° La nécessité de soutenir spécialement le mouvement paysan des pays arriérés contre les hobereaux, contre la grosse propriété foncière, contre toutes les manifestations ou survivances du féodalisme, et de s'attacher à conférer au mouvement paysan le caractère le plus révolutionnaire en réalisant l'union la plus étroite possible du prolétariat communiste d'Europe occidentale avec le mouvement révolutionnaire paysan des pays d'Orient, des colonies et en général des pays arriérés ; il est indispensable, en particulier, de faire tous ses efforts pour appliquer les principes essentiels du régime des Soviets aux pays où dominent des rapports précapitalistes, par la création de « Soviets de travailleurs », etc. ;

5° La nécessité de lutter résolument contre la tendance à parer des couleurs du communisme les courants de libération démocratique bourgeois des pays arriérés ; l'Internationale Communiste ne doit appuyer les mouvements nationaux démocratiques bourgeois des colonies et des pays arriérés qu'à la condition que les éléments des futurs partis prolétariens, communistes autrement que par le nom, soient dans tous les pays arriérés groupés et éduqués dans l'esprit de leurs tâches particulières, tâches de lutte contre les mouvements démocratiques bourgeois de leur propre nation ; l'Internationale Communiste doit conclure une alliance temporaire avec les démocrates bourgeois des colonies et des pays arriérés, mais pas fusionner avec eux, et maintenir fermement l'indépendance du mouvement prolétarien, même sous sa forme la plus embryonnaire ;

6° La nécessité d'expliquer et de dénoncer inlassablement aux larges masses laborieuses de tous les pays, et plus particulièrement des pays arriérés, la duperie pratiquée systématiquement par les puissances impérialistes qui, sous le couvert de la création d'Etats politiquement indépendants, créent en fait des Etats entièrement sous leur dépendance dans les domaines économique, financier et militaire ; dans la situation internationale actuelle, en dehors de l'union des républiques soviétiques, il n'y a pas de salut pour les nations dépendantes et faibles.

12. L'oppression séculaire des peuples coloniaux et faibles par les puissances impérialistes a laissé dans les masses laborieuses des pays opprimés non seulement de la haine, mais également de la méfiance à l'égard des nations oppressives en général, y compris à l'égard du prolétariat de ces nations. L'infâme trahison du socialisme par la majorité des chefs officiels de ce prolétariat en 1914-1919, quand par « défense de la patrie » les social-chauvins camouflaient la défense du « droit » de « leur » bourgeoisie à opprimer les colonies et à piller les pays financièrement dépendants, ne pouvait qu'aggraver cette méfiance parfaitement légitime. D'un autre côté, plus un pays est arriéré, et plus y sont puissants la petite production agricole, le mode de vie patriarcal et l'indigence d'esprit, ce qui confère immanquablement une grande force de résistance aux plus enracinés des préjugés petits-bourgeois, à savoir ceux de l'égoïsme natio-

nal, de l'étroitesse nationale. Etant donné que ces préjugés ne pourront disparaître qu'après la disparition de l'impérialisme et du capitalisme dans les pays avancés, et après la transformation radicale de toute la base économique des pays arriérés, l'extinction de ces préjugés ne pourra être que très lente. D'où l'obligation, pour le prolétariat communiste conscient de tous les pays, de faire preuve d'une prudence et d'une attention particulières à l'égard des survivances du sentiment national des pays et des peuples opprimés depuis très longtemps, et le devoir, aussi, de faire certaines concessions dans le but de hâter la disparition de cette méfiance et de ces préjugés. Sans un libre effort vers l'union et l'unité du prolétariat, puis, de toutes les masses laborieuses de tous les pays et de toutes les nations du monde, la victoire sur le capitalisme ne peut être parachevée.

*Publié en juin 1920*

*Conforme au manuscrit, collationné sur le texte des épreuves corrigées par V. Lénine*

# PREMIERE EBAUCHE DES THESES SUR LA QUESTION AGRAIRE

(POUR LE IIe CONGRES DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE)

Dans son article, le camarade Markhlevski a excellemment analysé les raisons pour lesquelles la IIe Internationale, désormais l'Internationale jaune, a été incapable non seulement de définir la tactique du prolétariat révolutionnaire dans la question agraire, mais n'a même pas pu poser convenablement la question. Ensuite, le camarade Markhlevski a posé les bases théoriques du programme agraire communiste de la IIIe Internationale.

C'est sur ces bases que peut (et que doit, à mon sens) être élaborée la résolution d'ensemble sur la question agraire du Congrès de l'Internationale Communiste qui doit se tenir le 15 juillet 1920.

Ce qui suit est une première ébauche de cette résolution :

1. Seul le prolétariat industriel et urbain, dirigé par le Parti communiste, peut libérer les masses laborieuses des campagnes du joug du capital et de la grande propriété foncière, de la ruine et des guerres impérialistes qui resteront inévitables tant que se maintiendra le régime capitaliste. Il n'y a de salut pour les masses laborieuses des campagnes que dans leur alliance avec le prolétariat communiste, dans le soutien sans réserve de sa lutte révolutionnaire pour le renversement du joug des hobereaux (les grands propriétaires fonciers) et de la bourgeoisie.

D'autre part, les ouvriers industriels ne peuvent remplir leur mission historique, qui est de libérer l'humanité du joug du capital et des guerres, s'ils s'enferment dans le

cadre de leurs intérêts étroitement corporatifs, étroitement professionnels et se bornent, avec suffisance, à ne se préoccuper que de l'amélioration de leur situation parfois passablement petite-bourgeoise. Il en est précisément ainsi dans de nombreux pays avancés pour « l'aristocratie ouvrière », qui constitue la base des partis pseudo-socialistes de la IIe Internationale, mais qui sont en fait les pires ennemis du socialisme, des traîtres au socialisme, des chauvins petits-bourgeois, des agents de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier. Le prolétariat n'est une classe réellement révolutionnaire, agissant d'une manière réellement socialiste, qu'autant qu'il s'affirme et se comporte comme l'avant-garde de tous les travailleurs et de tous les exploités, comme leur guide dans la lutte pour le renversement des exploiteurs. Chose impossible sans l'introduction de la lutte de classe dans les campagnes, sans le rassemblement de leurs masses laborieuses autour du Parti communiste du prolétariat des villes, sans l'éducation des premières par ce dernier.

2. Les masses laborieuses et exploitées des campagnes, que le prolétariat des villes doit mener au combat ou, tout au moins, gagner à sa cause, sont représentées dans tous les pays capitalistes par les classes suivantes :

1° Le prolétariat agricole, les ouvriers salariés (à l'année, au temps, à la journée), qui tirent leurs moyens d'existence du travail salarié dans les entreprises agricoles capitalistes. L'organisation de cette classe (politique, militaire, syndicale, coopérative, culturelle, etc.) indépendante et distincte des autres groupes de la population rurale, la propagande et l'agitation renforcées au sein de cette classe qu'il s'agit de rallier au pouvoir des Soviets et à la dictature du prolétariat, constituent les tâches *essentielles* des partis communistes de tous les pays ;

2° Les semi-prolétaires ou paysans parcellaires, c'est-à-dire ceux qui tirent leurs moyens d'existence partie du travail salarié dans les entreprises capitalistes agricoles et industrielles, partie en exploitant le lopin de terre qui leur appartient ou qu'ils louent et qui ne fournit qu'une portion de la subsistance de leur famille. Cette catégorie de travailleurs ruraux est très nombreuse dans tous les pays capitalistes ; les représentants de la bourgeoisie et les « socialistes »

jaunes relevant de la IIe Internationale dissimulent son existence et sa situation particulière, tantôt en trompant sciemment les ouvriers, tantôt en cédant aveuglément à la routine des conceptions petites-bourgeoises et en la confondant avec la grande masse de la « paysannerie » en général. Ce bourrage de crâne des ouvriers par la bourgeoisie s'observe surtout en Allemagne et en France, puis en Amérique et dans d'autres pays. Si l'activité du parti communiste est correctement orientée, cette catégorie sera pour lui un soutien sûr, car la situation de ces semi-prolétaires est très pénible, et le profit qu'ils retireraient du pouvoir des Soviets et de la dictature du prolétariat serait énorme et immédiat.

3° La petite paysannerie, c'est-à-dire les petits agriculteurs disposant, en toute propriété ou en location, de si petites parcelles que, tout en couvrant les besoins de leur famille et de leur exploitation, ils ne recourent pas à la main-d'œuvre étrangère. Cette couche, en tant que telle, gagne incontestablement à la victoire du prolétariat qui lui assure aussitôt et sans restrictions : a) l'abolition du loyer et de la remise d'une partie de la récolte aux gros propriétaires fonciers (par exemple, les *métayers** en France, en Italie également, etc.) ; b) l'abolition des dettes hypothécaires ; c) l'abolition des diverses formes d'oppression et de dépendance imposées par les gros propriétaires fonciers (jouissance des forêts, etc.) ; d) l'aide économique immédiate du pouvoir d'Etat prolétarien (droit d'utiliser l'outillage agricole et une partie des bâtiments des grandes exploitations capitalistes expropriées par le prolétariat, transformation immédiate par le pouvoir d'Etat prolétarien des coopératives et des associations agricoles, qui, en régime capitaliste, avantageaient surtout les paysans riches et moyens, et qui aideront en premier lieu la paysannerie pauvre, c'est-à-dire les prolétaires, les semi-prolétaires, les petits paysans, etc.) et maints autres avantages.

Dans le même temps, le parti communiste doit comprendre clairement que, pendant la période de transition du capitalisme au communisme, c'est-à-dire pendant la période de dictature du prolétariat, au sein de cette couche de la population des hésitations sont inévitables, du moins dans

* En français dans le texte. *(N. R.)*

une certaine mesure, en faveur d'une liberté sans la moindre restriction du commerce et du libre exercice des droits de la propriété privée, étant donné que cette catégorie pratique déjà (quoique dans une faible mesure) la vente de produits de consommation et qu'elle est corrompue par la spéculation et par les habitudes propriétaires. Cependant, si l'on applique une politique prolétarienne ferme, si le prolétariat vainqueur règle résolument leur compte aux gros propriétaires et aux gros paysans, les hésitations manifestées par cette catégorie ne peuvent pas être considérables et ne seront pas de nature à changer quelque chose au fait qu'elle sera, en général et dans son ensemble, du côté de la révolution prolétarienne.

3. Prises ensemble, ces trois catégories de la population rurale en constituent la majorité dans les pays capitalistes. C'est pourquoi, le succès de la révolution prolétarienne, non seulement dans les villes, mais également à la campagne, est pleinement assuré. L'opinion contraire est largement répandue, mais ne se maintient que, premièrement, par le mensonge systématique de la science et de la statistique bourgeoises, qui cherchent à voiler par tous les moyens le profond fossé qui sépare ces classes rurales de leurs exploiteurs, propriétaires fonciers et capitalistes, de même que les semi-prolétaires et les petits paysans des gros paysans ; deuxièmement, du fait de l'incapacité et du refus des hérauts de la II[e] Internationale jaune et de « l'aristocratie ouvrière » des pays avancés, corrompue par les privilèges que lui accordent les impérialistes, de faire un travail réellement prolétarien et révolutionnaire de propagande, d'agitation et d'organisation parmi la paysannerie pauvre ; toute l'attention des opportunistes s'est portée et se porte sur l'élaboration d'une entente théorique et pratique avec la bourgeoisie, y compris les gros et les moyens paysans (dont il sera question plus loin) et non sur le renversement révolutionnaire par le prolétariat du gouvernement bourgeois et de la bourgeoisie ; troisièmement, par suite de l'incompréhension tenace, ayant déjà la solidité d'un préjugé (lié à tous les autres préjugés démocratiques bourgeois et parlementaires) de cette vérité, qui a été pleinement démontrée par le marxisme sur le plan théorique et pleinement confirmée par l'expérience de la révolution prolétarienne de Russie, à savoir que les trois ca-

tégories de la population rurale, dont nous avons parlé, divisées, profondément accablées, opprimées, condamnées dans tous les pays, même les plus avancés, à des conditions semi-barbares d'existence, étant intéressées sur le plan économique, social et culturel à la victoire du socialisme, ne peuvent soutenir résolument le prolétariat révolutionnaire qu'*après* que ce dernier aura conquis le pouvoir politique, qu'*après* qu'il aura réglé leur compte aux gros propriétaires fonciers et aux capitalistes, qu'*après* que ces hommes opprimés auront constaté, *pratiquement*, qu'ils ont un défenseur et un guide organisé, assez ferme et puissant pour les aider, les diriger, leur montrer la bonne voie.

4. Il faut entendre par « paysannerie moyenne », au sens économique du mot, les petits cultivateurs qui possèdent en toute propriété ou qui louent, eux aussi, des parcelles peu étendues, lesquelles cependant 1° leur procurent généralement, en régime capitaliste, non seulement les modestes moyens permettant l'entretien de leurs familles et de leurs exploitations, mais également la possibilité d'un certain excédent susceptible d'être capitalisé, tout au moins dans les bonnes années, et qui 2° recourent assez souvent (par exemple, dans une exploitation sur 2 ou 3) à de la main-d'œuvre salariée. Un exemple concret de paysannerie moyenne en pays capitaliste avancé peut être fourni en Allemagne, d'après le recensement de 1907, par la catégorie des exploitations de 5 à 10 *ha*, dans laquelle le nombre des exploitations employant une main-d'œuvre salariée représente près du tiers des exploitations de cette catégorie *. En France, où les cultures spéciales, comme la viticulture, sont plus développées et qui exigent beaucoup plus de travail, la catégorie correspondante utilise probablement dans des proportions encore plus importantes la main-d'œuvre salariée.

* Voici les chiffres exacts : nombre d'exploitations de 5 à 10 ha : 652 798 (sur 5 736 082) ; elles emploient 487 704 salariés de toutes sortes contre 2 003 633 ouvriers appartenant aux familles des cultivateurs eux-mêmes (Familienangehörige). En Autriche (recensement de 1902) : le même groupe comptait 383 331 exploitations, dont 126 136 employant de la main-d'œuvre salariée ; ouvriers salariés : 146 044, travailleurs familiaux : 1 265 969. Nombre total d'exploitations en Autriche : 2 856 349.

Le prolétariat révolutionnaire ne peut se fixer comme objectif, tout au moins dans un avenir immédiat et au début de la période de la dictature du prolétariat, d'obtenir le ralliement de cette catégorie, il doit se borner à la neutraliser, c'est-à-dire à s'assurer qu'elle reste neutre dans la lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie. Qu'elle hésite entre ces deux forces, voilà qui est inévitable, et, au début de cette nouvelle période, la tendance dominante dans les pays capitalistes développés sera en faveur de la bourgeoisie. Car c'est la conception du monde et la mentalité de propriétaires qui l'emportent ici : l'esprit de spéculation, l'intérêt pour la « liberté » du commerce et de la propriété touchent directement ladite catégorie ; l'antagonisme avec les ouvriers salariés est direct. Le prolétariat vainqueur lui apportera une amélioration immédiate de sa situation en supprimant fermage et hypothèques. Dans la majorité des pays capitalistes, le pouvoir prolétarien ne doit nullement procéder à l'abolition immédiate et totale de la propriété privée; en tout cas il garantira aux paysans petits et moyens non seulement la possession de leurs propres parcelles, mais encore l'élargissement de leur domaine à la totalité de la surface louée habituellement par eux (suppression du loyer).

Des mesures de cette nature, jointes à une lutte implacable contre la bourgeoisie, assureront pleinement le succès de la politique de neutralisation. Le pouvoir d'Etat prolétarien ne doit réaliser le passage à l'agriculture collectivisée qu'avec la plus grande prudence et graduellement, par la force de l'exemple, sans exercer aucune violence sur la paysannerie moyenne.

5. La grosse paysannerie (« Grossbauern ») est constituée par les entrepreneurs capitalistes de l'agriculture ; ils emploient, en règle générale, plusieurs ouvriers salariés et n'ont de commun avec la « paysannerie » que leur bas niveau culturel, leur mode de vie et le travail physique qu'ils fournissent dans leur exploitation. C'est la plus nombreuse des couches bourgeoises franchement et décidément hostiles au prolétariat révolutionnaire. Les partis communistes doivent, dans leur travail à la campagne, consacrer la plus grande attention à lutter contre cet élément, à affranchir la majorité laborieuse et exploitée de la population

des campagnes de l'influence idéologique et politique de ces exploiteurs, etc.

Après la victoire du prolétariat dans les villes, toutes les formes possibles de résistance, de sabotage et de lutte armée directe de caractère contre-révolutionnaire sont absolument inévitables de la part de cette catégorie. Aussi le prolétariat révolutionnaire doit-il commencer aussitôt, dans les domaines de l'idéologie et de l'organisation, la préparation des forces nécessaires au désarmement total de cet élément et, parallèlement au renversement des capitalistes de l'industrie, lui porter, à la première tentative de résistance, un coup des plus décisifs, des plus implacables, des plus foudroyants, et, pour ce faire, armer le prolétariat agricole et organiser des Soviets de village dans lesquels les exploiteurs ne pourront trouver place, mais où la prépondérance devra être assurée aux prolétaires et aux semi-prolétaires.

Cependant, l'expropriation même des gros paysans ne peut en aucune manière constituer la tâche immédiate du prolétariat victorieux, car les conditions matérielles, en particulier techniques, puis les conditions sociales de la collectivisation de ces exploitations ne sont pas encore réunies. Dans certains cas particuliers, probablement exceptionnels, seront confisquées les parties de leurs terres qui sont louées par parcelles ou qui sont particulièrement indispensables aux petits paysans des alentours ; il faut également assurer à ces derniers, sous certaines conditions, l'usage gratuit d'une partie des machines agricoles appartenant aux gros paysans, etc. Mais, en règle générale, le pouvoir d'Etat prolétarien doit laisser leurs terres aux gros paysans, et ne les leur confisquer qu'en cas de résistance au pouvoir des travailleurs et des exploités. L'expérience de la révolution prolétarienne russe, au cours de laquelle la lutte contre la grosse paysannerie s'est compliquée et s'est prolongée en raison d'une série de conditions particulières, a cependant démontré que, s'étant vu infliger une bonne leçon pour la moindre tentative de résistance, cette catégorie est capable de s'acquitter loyalement des tâches fixées par l'Etat prolétarien et commence même, bien qu'avec une extrême lenteur, à se pénétrer de respect pour un pouvoir qui défend tout travailleur et se montre implacable à l'égard des richards oisifs.

Les conditions particulières qui ont compliqué et ralenti la lutte du prolétariat vainqueur de la bourgeoisie contre la grosse paysannerie de Russie sont dues principalement au fait qu'après l'insurrection du 25 octobre (7 novembre) 1917, la révolution a connu un stade de lutte « démocratique générale », c'est-à-dire démocratique bourgeoise quant au fond, de toute la paysannerie prise dans son ensemble contre les propriétaires fonciers ; ensuite à la faiblesse culturelle et numérique du prolétariat des villes ; enfin, à l'immensité du territoire et à l'état déplorable des moyens de communication. Pour autant que ces conditions, qui freinent l'action, n'existent pas dans les pays avancés, le prolétariat révolutionnaire d'Europe et d'Amérique doit préparer plus énergiquement et achever avec plus de rapidité, de résolution et de succès la victoire totale sur la résistance de la grosse paysannerie, et la priver de la moindre possibilité de résistance. C'est là une nécessité impérieuse, car, tant que cette victoire pleine et entière n'aura pas été remportée, les masses de prolétaires des campagnes, de semi-prolétaires et de petits paysans ne seront pas en mesure de considérer le pouvoir d'Etat prolétarien comme pleinement affermi.

6. Le prolétariat révolutionnaire doit procéder à la confiscation immédiate et inconditionnelle de toutes les terres des propriétaires fonciers, des gros agrariens, c'est-à-dire de ceux qui, dans les pays capitalistes, exploitent systématiquement, directement ou par l'intermédiaire de leurs fermiers, la main-d'œuvre salariée et les petits paysans d'alentour (et assez souvent même les paysans moyens), ne prennent aucune part au travail physique et sont, pour la plupart, les descendants des féodaux (nobles de Russie, d'Allemagne, de Hongrie, seigneurs de France réintégrés dans leurs droits, lords de Grande-Bretagne, anciens maîtres d'esclaves d'Amérique), ou des magnats de la finance qui se sont plus particulièrement enrichis, ou relèvent à la fois de ces deux catégories d'exploiteurs et de parasites.

Les partis communistes ne peuvent absolument pas tolérer dans leurs rangs la propagande en faveur de l'indemnisation — ni l'indemnisation — des gros propriétaires fonciers expropriés, car, dans les conditions qui sont actuellement celles de l'Europe et de l'Amérique, ce serait trahir

le socialisme et imposer un nouveau tribut aux masses laborieuses et exploitées, qui ont le plus souffert d'une guerre qui a multiplié le nombre des millionnaires et les a encore enrichis.

Quant au mode d'exploitation des terres confisquées par le prolétariat victorieux aux gros propriétaires fonciers, en Russie, par suite de l'état économique arriéré, ce qui a prévalu, c'est le partage de ces terres entre les paysans et ce n'est que dans des cas relativement exceptionnels qu'elles furent conservées à titre d'« exploitations soviétiques », et gérées par l'Etat prolétarien pour son propre compte, les anciens ouvriers salariés devenant travailleurs de l'État et membres des Soviets qui administrent l'Etat. Dans les pays capitalistes avancés, l'Internationale Communiste estime qu'il y a lieu de conserver *de préférence* les grosses exploitations agricoles et de les gérer à l'instar des « exploitations soviétiques » en Russie.

Cependant, ce serait une très grande erreur d'exagérer ou de généraliser cette règle, et de ne jamais admettre la remise gratuite d'une *partie* des terres des expropriateurs expropriés aux petits paysans et parfois même aux paysans moyens de la région.

1° L'objection habituelle que l'on oppose à cette remise et qui fait ressortir la supériorité technique de la grande exploitation agricole aboutit fréquemment à substituer à une vérité théorique incontestable le pire opportunisme et la trahison de la révolution. Pour le succès de cette révolution, le prolétariat n'a pas le droit de reculer devant une diminution temporaire de la production, de même que les adversaires bourgeois de l'esclavage en Amérique du Nord n'ont pas reculé devant la diminution temporaire de la production de coton du fait de la guerre civile de 1863-1865. Pour les bourgeois, ce qui importe, c'est produire pour produire ; pour la population laborieuse et exploitée, ce qui importe par-dessus tout, c'est de renverser le régime des exploiteurs et d'assurer des conditions permettant aux ouvriers de travailler pour leur compte et non pour celui des capitalistes. Assurer la victoire prolétarienne et sa stabilité, telle est la première, la principale tâche du prolétariat. Or, il ne saurait y avoir stabilité du pouvoir prolétarien sans la neutralisation de la paysannerie moyenne et sans qu'une

très grande partie de la petite paysannerie, sinon sa totalité, lui apporte son appui.

2° Non seulement l'augmentation, mais le maintien même de la grande production agricole suppose l'existence d'un prolétariat rural parfaitement instruit, révolutionnairement conscient, ayant passé par une bonne école d'organisation professionnelle et politique. Là où cette condition n'est pas encore remplie, là où il n'est pas possible de confier utilement ce travail à des ouvriers industriels conscients et compétents, les tentatives précipitées de faire passer sous la gestion de l'Etat de grosses exploitations ne peuvent que compromettre le pouvoir prolétarien ; la plus grande prudence et une préparation des plus sérieuses s'imposent lors de la mise sur pied des « exploitations soviétiques ».

3° Dans tous les pays capitalistes, même les plus avancés, subsistent les vestiges d'une exploitation moyenâgeuse, semi-féodale, des petits paysans des environs par les gros propriétaires fonciers, par exemple les *Instleute** en Allemagne, les *métayers*** en France, les fermiers partiaires aux Etats-Unis (pas seulement les Nègres, qui, la plupart du temps, sont exploités dans le Sud des U.S.A. précisément de cette manière, mais aussi parfois les blancs). Dans ces cas, l'Etat prolétarien doit absolument abandonner ces terres en jouissance gratuite aux petits paysans qui les louaient auparavant, étant donné qu'il n'existe pas — et que l'on ne peut la créer d'un seul coup — une autre base économique et technique.

Le matériel des grandes exploitations doit être obligatoirement confisqué et devenir la propriété de l'Etat, sous cette réserve expresse qu'*après que* les grandes exploitations de l'Etat auront été pourvues du matériel nécessaire, les petits paysans des environs pourront l'utiliser gratuitement aux conditions fixées par l'Etat prolétarien.

Si dans le premier moment qui suivra la révolution prolétarienne s'impose impérieusement non seulement la confiscation immédiate des biens des gros propriétaires fonciers, mais également leur bannissement général ou leur

* Fermiers locataires. *(N.R.)*
** En français dans le texte. *(N.R.)*

internement, comme chefs de la contre-révolution et oppresseurs impitoyables de toute la population rurale, il sera indispensable, au fur et à mesure de la consolidation du pouvoir prolétarien non seulement dans les villes, mais aussi dans les campagnes, de faire systématiquement tous les efforts pour que les forces de cette classe possédant une expérience précieuse, des connaissances et des capacités d'organisation, soient utilisées (sous le contrôle des ouvriers communistes les plus sûrs) en vue de la création d'une grande agriculture socialiste.

7. La victoire du socialisme sur le capitalisme, l'affermissement du socialisme ne pourront être considérés comme acquis que lorsque le pouvoir d'Etat prolétarien, après avoir définitivement écrasé toute résistance des exploiteurs et s'être assuré une parfaite stabilité et une entière soumission, aura réorganisé toute l'industrie sur la base de la grande production collective et de la technique la plus moderne (elle-même fondée sur l'électrification de toute l'économie). Cela seul pourra permettre aux villes d'offrir à la campagne arriérée et dispersée une aide technique et sociale décisive, susceptible d'assigner une base matérielle à un rendement sensiblement accru de la culture de la terre et de l'activité agricole en général, et d'inciter par l'exemple les petits agriculteurs à passer, dans leur propre intérêt, à la grande culture collectivisée et mécanisée. Cette vérité théorique indiscutable, formellement reconnue par tous les socialistes, est en fait dénaturée par l'opportunisme qui prédomine dans la IIe Internationale jaune et parmi les chefs des « indépendants » allemands et anglais, de même que parmi les longuettistes français, etc. Leur procédé consiste à reporter l'attention sur un avenir relativement éloigné, tout beau et tout rose, et à la détourner des tâches immédiates imposées par la transition, par l'acheminement concret et laborieux vers cet avenir. Dans la pratique, cela se ramène à prêcher la conciliation avec la bourgeoisie, la « paix sociale », c'est-à-dire à trahir entièrement le prolétariat qui lutte aujourd'hui parmi les ruines et les misères sans nom provoquées partout par la guerre, alors qu'une poignée de millionnaires d'une arrogance sans bornes s'est enrichie, comme on ne l'avait jamais vu précisément du fait de la guerre.

A la campagne, la possibilité réelle d'une lutte victorieuse pour le socialisme exige très précisément, d'abord, que tous les partis communistes cultivent dans le prolétariat industriel le sentiment de la nécessité et d'accepter d'avance tous les sacrifices pour renverser la bourgeoisie et affermir le pouvoir prolétarien, car la dictature du prolétariat implique aussi bien l'aptitude du prolétariat à organiser et entraîner avec lui toutes les masses laborieuses et exploitées, que la capacité de l'avant-garde à accepter pour cela le maximum d'héroïsme et de sacrifices ; deuxièmement, que, pour assurer le succès, la masse laborieuse et la plus exploitée de la campagne obtienne, de la victoire des ouvriers, une amélioration immédiate et substantielle de sa situation au détriment des exploiteurs ; faute de quoi, le soutien de la campagne ne serait pas assuré au prolétariat industriel, et, en particulier, ce dernier ne serait pas en mesure d'assurer le ravitaillement des villes.

8. L'énorme difficulté d'organiser et de former pour la lutte révolutionnaire les masses laborieuses de l'agriculture, que le capitalisme a réduites à un état d'abêtissement tout particulier, de dispersion et de dépendance souvent quasi-médiévale, exige des partis communistes qu'ils accordent la plus grande attention au mouvement gréviste à la campagne, qu'ils soutiennent vigoureusement et encouragent par tous les moyens les grèves de masse des prolétaires et des semi-prolétaires de l'agriculture. L'expérience des révolutions russes de 1905 et de 1917, confirmée et complétée aujourd'hui par celle de l'Allemagne et d'autres pays avancés, montre que seule l'extension du mouvement gréviste de masse (dans lequel peuvent et doivent, dans certaines conditions, être entraînés également les petits paysans) est susceptible de rompre la somnolence des campagnes, d'éveiller la conscience de classe, de faire comprendre la nécessité d'une organisation de classe au sein des masses rurales exploitées, de leur démontrer pratiquement et de façon frappante l'importance de leur union avec les ouvriers des villes.

Le Congrès de l'Internationale Communiste flétrit, comme traîtres et félons, les socialistes — que l'on trouve, hélas, non seulement au sein de la IIe Internationale jaune, mais également au sein des trois partis européens parti-

culièrement importants sortis de cette Internationale — qui peuvent non seulement se montrer indifférents à l'égard de la lutte gréviste à la campagne, mais même prendre position contre elle (comme K. Kautsky), de peur qu'elle n'entraîne une diminution de la production des produits de consommation. Les programmes et les déclarations les plus solennelles n'ont aucune valeur si, dans la pratique, par des actes, la preuve n'est pas faite que les communistes et les chefs ouvriers savent placer au-dessus de tout le développement et la victoire de la révolution prolétarienne, et savent s'imposer les plus lourds sacrifices, car il n'y a pas d'autre issue ni d'autre moyen de conjurer la famine, la ruine et de nouvelles guerres impérialistes.

En particulier, il est indispensable d'indiquer que les chefs de l'ancien socialisme et les représentants de « l'aristocratie ouvrière », qui font souvent aujourd'hui des concessions verbales au communisme ou même passent nominalement de son côté pour conserver leur prestige auprès des masses ouvrières qui deviennent chaque jour plus révolutionnaires, doivent donner des preuves de leur dévouement à la cause du prolétariat et de leur aptitude à occuper des postes de confiance précisément dans une branche d'activité où la prise de conscience révolutionnaire et la lutte révolutionnaire se développent de la manière la plus nette, où la résistance des propriétaires fonciers et de la bourgeoisie (gros paysans, koulaks) est la plus âpre, où la différence entre le socialiste conciliateur et le communiste révolutionnaire s'affirme avec le plus de force.

9. Les partis communistes doivent tendre tous leurs efforts pour passer au plus tôt à la création dans les villages de Soviets de députés formés en premier lieu d'ouvriers salariés et de semi-prolétaires. Ce n'est qu'en étant liés à la lutte gréviste de masse et à la classe la plus opprimée que ces Soviets seront en mesure de remplir leur mission et de se renforcer suffisamment pour soumettre à leur influence les petits paysans (et ensuite les absorber). Si cependant la lutte gréviste n'est pas encore développée et que la capacité d'organisation du prolétariat agricole soit encore faible, tant à cause du joug pesant des propriétaires fonciers et des gros paysans que de l'absence d'une aide de la part des ouvriers industriels et de leurs syndicats, la création des

Soviets ruraux exige un long travail de préparation : constitution de cellules communistes, même petites, intense agitation ayant pour objectif d'exposer les revendications du communisme de la manière la plus accessible et de les commenter à partir d'exemples frappants d'exploitation et d'oppression, organisation systématique de tournées dans les campagnes d'ouvriers industriels, etc.

*Ecrit au début de juin 1920*
*Publié en juillet 1920*

*Conforme au manuscrit*

# LE COMMUNISME

«REVUE DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE POUR LES PAYS DE L'EUROPE DU SUD-EST» (EN LANGUE ALLEMANDE). VIENNE, CAHIERS 1/2 (1er FEVRIER 1920) A 18 (8 MAI 1920)

L'excellente revue qui paraît à Vienne sous ce titre fournit nombre de matériaux fort intéressants sur l'extension du mouvement communiste en Autriche, en Pologne et en d'autres pays, de même qu'une chronique du mouvement international et des articles sur la Hongrie et l'Allemagne, sur les questions d'ordre général, la tactique, etc. Mais un défaut, qui saute aux yeux même lorsqu'on la parcourt rapidement, ne saurait être passé sous silence. Il s'agit des symptômes indubitables de cette « maladie infantile du communisme, le gauchisme » dont elle est atteinte et à laquelle j'ai consacré un opuscule qui vient de paraître à Pétrograd.

Il y a trois symptômes de cette maladie dans cette excellente revue *le Communisme*, et je voudrais les préciser brièvement tout de suite. Le n° 6 (du 1er mars 1920) contient un article du camarade G. L. [28] intitulé : « La question du parlementarisme », article que la rédaction appelle « article de discussion » et dont se désolidarise nettement (par bonheur) le camarade B. K. [29], auteur de l'article « La question de la mise en pratique du boycottage du parlement » (n° 18 du 8 mai 1920), qui déclare qu'il ne partage pas son point de vue.

Cet article de G. L. est très gauchiste et très mauvais. Son marxisme est purement verbal ; la distinction qui est faite entre la tactique « offensive » et la tactique « défensive » est toute imaginaire ; on n'y trouve pas l'analyse concrète de conjonctures historiques bien définies ;

l'essentiel (la nécessité de conquérir et d'apprendre à conquérir tous les domaines du travail et toutes les institutions grâce auxquelles la bourgeoisie exerce son influence sur les masses, etc.) n'y est pas pris en considération.

Dans le n° 14 (17 avril 1920), dans son article « Les événements d'Allemagne », le camarade B. K. critique la déclaration du 21 mars 1920 du Comité central du Parti communiste d'Allemagne, que je critique également dans ma brochure. Mais nos critiques ont un caractère radicalement différent. Le camarade B. K. part de citations de Marx qui se rapportent à une situation sans rapport avec celle qui nous intéresse, désavoue dans son intégralité la tactique du Comité central du Parti communiste d'Allemagne et oublie l'essentiel. Il oublie ce qui est la substance même, l'âme vivante du marxisme : l'analyse concrète d'une situation concrète. Si la majorité des ouvriers des villes ont abandonné les tenants de Scheidemann pour les kautskistes et si au sein du parti kautskiste (« indépendant » par rapport à la tactique révolutionnaire juste), ils continuent à passer de l'aile droite à l'aile gauche, c'est-à-dire, en fait, au communisme, si la situation est telle, est-il permis d'éluder la prise en considération de mesures de transition et de compromis à l'égard *de ces ouvriers* ? Est-il permis de négliger, de passer sous silence l'expérience des bolchéviks qui, en avril et en mai 1917, ont mené quant au fond cette politique de compromis, quand ils déclaraient : renverser purement et simplement le Gouvernement provisoire (de Lvov, Milioukov, Kérenski et autres) est impossible, car les ouvriers des Soviets sont encore pour eux, il faut d'abord obtenir *un changement dans l'opinion* de la majorité ou d'une grande partie de ces ouvriers ?

Il me semble que cela n'est pas permis.

Enfin, l'article en question du camarade B. K. du n° 18 du *Communisme* fait apparaître d'une façon frappante, très claire et opportune l'erreur qui est la sienne et qui consiste à accorder sa sympathie à la tactique de boycottage des parlements de l'Europe contemporaine. Car, en se désolidarisant du « boycottage syndicaliste », du boycottage « passif » et en imaginant un boycottage de type particulier, « actif » (Oh ! que c'est « gauchiste » !), l'auteur ne fait que démontrer avec une netteté étonnante combien

est profonde l'erreur sur laquelle repose tout son raisonnement.

« Le boycottage actif, écrit-il, signifie que le Parti communiste ne se borne pas à diffuser un mot d'ordre contre la participation aux élections, mais qu'il développe, pour mieux réaliser ce boycottage, une agitation révolutionnaire aussi large que s'il participait aux élections et que si son agitation et son action (travail, activité, comportement, lutte) avaient pour but de gagner le plus grand nombre possible de voix prolétariennes » (p. 552)

Voilà qui est une perle. Voilà qui tuera les antiparlementaires mieux que toute critique. Inventer un boycottage « actif », « comme si » nous participions aux élections !! Une masse d'ouvriers et de paysans ignorants ou presque participent avec sérieux aux élections, car ils sont encore imprégnés de préjugés démocratiques bourgeois, ils sont encore prisonniers de ces préjugés. Et nous, au lieu d'aider les petits bourgeois ignorants (bien que parfois « très cultivés ») à se défaire de leurs préjugés par leur propre expérience, nous nous tiendrions à l'écart du parlement, nous nous amuserions à *inventer* une tactique d'où seraient bannies toutes les vulgarités de la vie bourgeoise ! !

Bravo, bravo, camarade B. K. ! Par votre défense de l'antiparlementarisme vous aiderez à tuer cette sottise plus vite que moi par ma critique.

12 juin 1920.

*N. Lénine*

*Publié en 1920* *Conforme au manuscrit*

# DISCOURS A LA 2e CONFERENCE DE RUSSIE DES ORGANISATEURS RESPONSABLES DU TRAVAIL A LA CAMPAGNE 12 JUIN 1920[30]

Camarades, je suis très heureux de pouvoir vous saluer, vous qui êtes réunis en conférence pour étudier les questions du travail à la campagne. Vous me permettrez de m'arrêter tout d'abord rapidement sur la situation internationale de la République des Soviets et sur les tâches qui en découlent, puis de dire quelques mots au sujet des tâches à la campagne qui sont, à mon sens, à l'heure actuelle, les plus urgentes pour les militants du parti.

En ce qui concerne la situation internationale de la République, vous êtes, évidemment, très au courant des faits essentiels relatifs à l'offensive polonaise. A l'étranger, on répand à ce propos des quantités inouïes de mensonges, grâce à ce qu'on appelle la liberté de la presse, ce qui veut dire que les principaux organes de la presse étrangère sont aux gages des capitalistes et bourrés, pour les 99 centièmes, d'articles de plumitifs vendus. C'est là ce qu'on y appelle la presse libre, et c'est ce qui fait qu'il n'y a pas de mensonge qui n'y soit répandu. En ce qui concerne l'offensive polonaise en particulier, l'affaire y est représentée comme si les bolchéviks avaient posé à la Pologne des conditions impraticables et déclenché l'offensive, alors que vous savez tous parfaitement que nous avions même notifié notre acceptation concernant les vastes territoires que les Polonais occupaient avant le début de l'offen-

sive. Nous placions la vie de nos soldats rouges au-dessus de la guerre pour la Biélorussie et la Lituanie dont les Polonais s'étaient emparés. De la façon la plus solennelle, au nom du Conseil des Commissaires du Peuple ainsi que dans un Manifeste spécial du Comité exécutif central de Russie[31], l'organisme suprême de la République des Soviets, nous avions déclaré au gouvernement polonais, à ce gouvernement de bourgeois et de grands propriétaires fonciers, indépendamment de notre appel aux ouvriers et aux paysans polonais, que nous leur proposions d'entamer des pourparlers de paix sur la base de la ligne du front telle qu'elle se présentait alors et qui laissait aux Polonais la Lituanie et la Biélorussie, territoires non polonais ; nous étions convaincus, et nous continuons de l'être, que les propriétaires fonciers et les capitalistes polonais ne pourraient pas garder les territoires étrangers et que nous gagnerions davantage même au prix de la paix la plus désavantageuse, en sauvegardant la vie de nos soldats rouges ; car chaque mois de paix nous permet de décupler nos forces, alors que tout autre gouvernement, y compris le gouvernement bourgeois de la Pologne, à chaque mois de paix se désagrège toujours plus. Nos offres de paix allaient extrêmement loin, certains révolutionnaires trop pressés et ultra-révolutionnaires en paroles les ont même qualifiées de tolstoïennes, encore que les bolchéviks semblent avoir suffisamment montré par leur activité que nul ne décèlera chez eux le moindre gramme de tolstoïsme. Toutefois, nous considérions de notre devoir de montrer que, dans une circonstance telle que la guerre, nous acceptions de faire les plus grandes concessions possibles.

Nous faisions des concessions qu'aucun autre gouvernement ne saurait faire ; nous donnions à la Pologne un territoire qu'il est édifiant de comparer à celui qui figure sur un document publié, je crois, hier, émanant de l'organisme suprême des alliés, Anglais, Français et autres impérialistes, et qui indique aux Polonais les frontières qu'on leur assigne à l'Est.

Messieurs les capitalistes de Grande-Bretagne et de France s'imaginent que ce sont eux qui fixent les frontières, mais, Dieu merci, il y a des gens qui le font sans eux : les ouvriers et les paysans ont appris à les tracer eux-mêmes.

Ces Messieurs fixent donc les frontières de la Pologne, et ils les fixent de telle façon qu'elles se trouvent beaucoup plus loin à l'Ouest que celles que nous proposions. Cet acte, émanant des Alliés de Paris, prouve l'existence d'un marché conclu entre eux et Wrangel. Ils affirment qu'ils veulent la paix avec la Russie des Soviets, ils affirment qu'ils ne soutiennent ni la Pologne, ni Wrangel ; nous disons, nous, que c'est là un mensonge éhonté, mensonge qui leur sert de camouflage quand ils prétendent ne point fournir actuellement d'armes, alors qu'ils en fournissent autant qu'il y a quelques mois. Un communiqué indique aujourd'hui qu'un riche butin vient d'être pris, un wagon contenant des mitrailleuses anglaises toutes neuves ; le camarade Trotski nous a informés qu'on avait pris ces jours-ci des munitions françaises toutes nouvelles. De quelles preuves avons-nous encore besoin pour démontrer que la Pologne tient grâce aux équipements anglais et français, grâce aux munitions françaises et anglaises, qu'elle tient grâce à l'argent anglais et français ? S'ils déclarent aujourd'hui que la Pologne déterminera elle-même ses frontières de l'Est, c'est qu'il s'agit là tout bonnement d'un marché conclu avec Wrangel, chacun le comprend. Tout montre clairement à chacun que les propriétaires fonciers polonais, que la bourgeoisie polonaise ne font la guerre que grâce à l'aide des Anglais et des Français, qu'ils mentent effrontément comme ils mentaient quand ils affirmaient ne nous avoir envoyé aucun Bullitt, jusqu'au jour où celui-ci rentra en Amérique, fit sa déposition et publia les documents qu'il avait réunis ici.

Mais ces messieurs, ces messieurs les marchands-capitalistes, ne peuvent sortir de leur peau. Cela se comprend. Ils ne peuvent raisonner qu'en marchands, et quand notre diplomatie use de méthodes autres que celles des marchands, quand nous disons que, pour nous, la vie de nos soldats rouges est autrement plus précieuse qu'une modification considérable des frontières, eux qui raisonnent uniquement en marchands ne comprennent naturellement pas cela. Quand nous proposions à Bullitt, il y a un an, un traité extrêmement avantageux pour eux et extrêmement désavantageux pour nous, traité qui eût laissé un territoire immense à Dénikine et Koltchak, nous le faisions avec la conviction

que, si la paix était signée, le gouvernement des gardes blancs ne pourrait jamais se maintenir.

Eux, jugeant de leur point de vue de marchands, n'y virent que l'aveu de notre faiblesse. « Si les bolchéviks acceptent une telle paix, c'est qu'ils sont à la veille de crever », et toute la presse bourgeoise exulte, tous les diplomates se frottent les mains, et des millions de livres sterling sont prêtées à Koltchak et à Dénikine. Il est vrai qu'ils ne les donnaient pas en or, mais en armes, estimées à des prix d'usuriers, entièrement convaincus que les bolchéviks ne pouvaient absolument pas s'en tirer. Cela s'est terminé par la débâcle totale de Koltchak et de Dénikine, et des centaines de millions de sterling se sont envolées en fumée. Et aujourd'hui, des trains entiers arrivent chez nous les uns après les autres, nous apportant un magnifique équipement anglais, on rencontre souvent des divisions entières de soldats rouges russes vêtus de beaux effets anglais, et, ces jours-ci, un camarade venant du Caucase me racontait que toute une division de soldats rouges y portait la tenue des bersaglieri italiens. Je suis désolé de ne pouvoir vous montrer la photographie de nos soldats rouges habillés en bersaglieri. Mais je dois dire que l'équipement anglais est utile à quelque chose et que les soldats rouges de Russie savent gré aux marchands anglais qui les ont équipés et qui ont voulu traiter l'affaire en marchands, mais que les bolchéviks ont battus, battent et battront encore de nombreuses fois. (Applaudissements.)

De même en ce qui concerne l'offensive polonaise. Preuve que Dieu (s'il existe, bien entendu), quand il veut punir quelqu'un, le prive de raison. Il est certain qu'à la tête de l'Entente se trouvent des hommes particulièrement intelligents, d'excellents politiques, et que ces gens font bêtises sur bêtises. Ils soulèvent un pays après l'autre, nous donnant ainsi la possibilité de les battre un à un. Car s'ils parvenaient à s'unir ! Ils ont la Société des Nations, il n'y a pas chez eux un seul coin de la terre où ne s'étende leur puissance militaire, il semble que personne ne pouvait mieux qu'eux unir toutes ces forces hostiles et les diriger contre le pouvoir des Soviets. Mais ils ne peuvent pas les unir. Ils se lancent dans le combat séparément. Ils ne font que menacer, se vanter, tromper. Il y a six mois, ils décla-

raient avoir soulevé 14 Etats contre le pouvoir des Soviets, il ne leur fallait que quelques mois pour être à Moscou et à Pétrograd. Or, aujourd'hui, je reçois de Finlande une brochure qui contient les souvenirs d'un officier blanc racontant l'offensive sur Pétrograd, et j'avais déjà reçu une protestation signée de plusieurs membres russes, de tendance démocrate constitutionnelle, du gouvernement du Nord-Ouest, dans laquelle ils racontent comment des généraux anglais les convoquèrent à une réunion et leur enjoignirent, par l'intermédiaire d'un interprète, parfois même en un russe parfait, de constituer là, séance tenante, un gouvernement, russe évidemment, absolument démocratique dans l'esprit de la Constituante, et de signer ce qu'on leur dirait de signer. Et eux, ces officiers russes, ennemis forcenés des bolchéviks, ces cadets, quelle ne fut pas leur indignation devant l'arrogance sans nom des officiers anglais qui leur signifiaient, qui leur commandaient d'un ton de sous-off (car il n'y a que le Russe qui sache commander) de s'asseoir et de signer ce qui leur serait présenté. Ils racontent ensuite comment tout cela s'écroula. Je regrette que nous n'ayons pas la possibilité de diffuser aussi largement que possible ces documents, ces aveux des officiers gardes-blancs qui marchèrent sur Pétrograd.

Pourquoi tout cela ? Parce que leur Société des Nations n'est qu'une alliance sur le papier et qu'en fait, elle n'est qu'un groupe de bêtes féroces qui ne font que s'entre-déchirer et se méfient les unes des autres.

Voilà qu'ils se flattent aujourd'hui que la Lettonie, la Roumanie et la Finlande vont prendre l'offensive en même temps que la Pologne, et nous, nous voyons très nettement qu'au cours des pourparlers diplomatiques, au moment où la Pologne déclenchait son offensive, les puissances qui étaient en pourparlers de paix avec nous changèrent de ton et firent même parfois des déclarations d'une insolence inouïe. Ils raisonnent en marchands et on ne peut rien attendre d'autre de marchands. Il leur semble qu'il y a actuellement une chance d'en finir avec la Russie des Soviets, et ils se font arrogants. Eh bien, soit. Nous en avons vu l'exemple dans d'autres Etats beaucoup plus importants et nous n'y avons attaché aucune importance, car nous nous sommes rendu compte que toutes les menaces

de la Finlande, de la Roumanie, de la Lettonie et de tous les autres Etats bourgeois entièrement dépendants de l'Entente, s'en vont en poussière. La Pologne n'a conclu de traité qu'avec Pétlioura, général sans armée, et cet accord a provoqué une âpreté encore plus grande parmi la population ukrainienne, un ralliement plus large, en faveur de la Russie des Soviets, de toute une série d'éléments semi-bourgeois et tout à fait bourgeois, il en est résulté de nouveau qu'à la place d'une offensive générale, ils n'ont pu mettre sur pied que des actions isolées de la seule Pologne. Et nous voyons déjà aujourd'hui que, bien que nos troupes aient dû perdre naturellement un temps infini pour se déplacer, car elles se trouvaient plus loin de la frontière que les Polonais, et bien qu'il nous ait fallu un plus grand délai pour les amener à pied d'œuvre, elles ont pris l'offensive et, ces jours-ci, notre cavalerie a pu prendre Jitomir ; la dernière voie qui relie Kiev au front polonais est déjà coupée au Sud et au Nord par nos troupes, et Kiev est ainsi perdue sans espoir pour les Polonais ; en même temps, nous apprenions que Skoulsky avait donné sa démission, que le gouvernement polonais chancelle et s'agite, et déclare qu'on va nous offrir de nouvelles conditions de paix. Faites donc, messieurs les propriétaires fonciers et les capitalistes, nous ne refuserons jamais d'examiner les conditions de paix de la Pologne. Mais nous constatons que le gouvernement de ces gens fait la guerre à l'encontre de sa propre bourgeoisie, que la démocratie populaire polonaise, qui correspond à nos cadets et à nos octobristes — ces propriétaires fonciers et ces bourgeois contre-révolutionnaires les plus haineux — est contre la guerre parce qu'elle sait que la victoire est impossible; que cette guerre est faite par des aventuriers polonais et par des socialistes-révolutionnaires, le Parti socialiste polonais, par des hommes chez qui on trouve avant tout ce qu'on trouve chez les socialistes-révolutionnaires, à savoir : phrases révolutionnaires, vantardise, patriotisme, chauvinisme, bouffonnerie et vide le plus total. Nous connaissons bien ces messieurs. Maintenant que les voilà réduits aux expédients dans la guerre, ils commencent à changer de portefeuille dans leur ministère et annoncent qu'ils vont nous faire des propositions de paix, nous dirons : Faites donc, Messieurs, essayez.

Mais nous ne comptons que sur les ouvriers et les paysans polonais ; nous allons, nous aussi, parler de paix, mais pas avec vous, propriétaires fonciers et bourgeois polonais, avec les ouvriers et les paysans de Pologne et nous verrons ce qui sortira de ces conversations.

Camarades, aujourd'hui, malgré nos succès sur le front polonais, la situation est cependant telle que nous devons bander toutes nos forces. Dans une guerre qui commence dans des conditions telles que celle contre la Pologne, le plus dangereux est de sous-estimer l'ennemi et de s'endormir sur l'idée que nous sommes les plus forts. C'est là le plus grand danger, c'est ce qui peut entraîner une défaite. Et c'est là le plus mauvais trait du caractère russe : instabilité et manque de fermeté. L'important n'est pas seulement de commencer, il faut résister et tenir jusqu'au bout, et c'est ce que les Russes ne savent pas faire. Ce n'est que par un long apprentissage, par l'action prolétarienne disciplinée contre toute hésitation et tout flottement, ce n'est que grâce à cette fermeté que l'on pourra entraîner les masses travailleuses russes à se débarrasser de cette mauvaise habitude.

Nous avons battu Koltchak, Dénikine et Ioudénitch, et c'est très bien, mais nous n'avons pas su frapper le coup décisif, de sorte que nous avons laissé Wrangel en Crimée. Nous disions : « Enfin, nous voilà à présent les plus forts ! » — et ce fut alors une série de cas de relâchement, de négligence, pendant que Wrangel recevait des secours de Grande-Bretagne. Tout cela se fait par l'intermédiaire de marchands, et il est impossible de le prouver. Ces jours-ci, il effectue un débarquement et prend Mélitopol. Il est vrai qu'aux dernières nouvelles nous l'avons reprise, mais là encore nous l'avions perdue, de la manière la plus honteuse, parce que précisément nous étions forts. Ioudénitch, Koltchak et Dénikine battus, le Russe commence à montrer sa vraie nature ; il va se reposer et laisse l'affaire aller à vau-l'eau ; des dizaines de milliers de ses camarades meurent ensuite à cause de sa négligence. Ce trait du caractère russe — ne rien mener jusqu'au bout et se laisser aller aussitôt que l'on n'est pas entraîné par tous les moyens, — il faut le combattre impitoyablement, car il mène à la perte de dizaines de milliers de soldats

rouges et de paysans parmi les meilleurs et prolonge la famine. Aussi, devant la guerre qui nous a été imposée, bien que nous soyons plus forts que les Polonais, notre mot d'ordre doit être de réagir contre tout relâchement. Du moment que la guerre est inévitable, tout pour la guerre et la moindre négligence, le moindre manque d'énergie doivent être punis selon les lois du temps de guerre. La guerre c'est la guerre, et personne ne peut, à l'arrière, quelles que soient ses tâches pacifiques, se dérober à cette nécessité.

Le mot d'ordre doit être : tout pour la guerre ! Sans cela nous ne viendrons pas à bout des hobereaux et de la bourgeoisie polonais ; pour en terminer avec la guerre, il est indispensable d'en faire passer l'envie à la dernière des puissances voisines qui ose encore y jouer. Nous devons leur en faire passer l'envie de manière qu'ils recommandent à leurs enfants, à leurs petits-enfants et à leurs arrière-petits-enfants de ne point s'amuser à ce jeu-là ! (Applaudissements.) Aussi, camarades, le premier devoir des militants de la campagne, propagandistes, agitateurs, et de tous ceux qui sont occupés, de quelque manière que ce soit, d'un travail pacifique, est-il, dans toutes les réunions, dans tous les meetings, dans toutes les conférences de travail, dans tous les groupes de tous les organismes du parti, dans tous les collèges de direction, de se souvenir du mot d'ordre : « Tout pour la guerre », et de tout faire pour son application.

Tant que la guerre ne sera pas terminée par une victoire complète, nous devons nous prémunir contre les erreurs ou les bêtises que nous avons commises pendant des années. Je ne sais combien le Russe doit en faire pour s'en guérir. Nous avons déjà cru une fois la guerre terminée sans avoir défait définitivement l'ennemi et en laissant Wrangel en Crimée. Je le répète, le mot d'ordre : « Tout pour la guerre » doit être celui de toute réunion, de toute conférence, de toute assemblée ; le premier point, le point essentiel de l'ordre du jour doit être le suivant : avons-nous tout fait, avons-nous consenti tous les sacrifices pour terminer la guerre ? Il s'agit de sauver la vie de dizaines de milliers de nos meilleurs camarades qui tombent au front, au premier rang. Il s'agit de se soustraire à la famine qui ne menace que parce que nous ne terminons pas

la guerre, alors que nous pouvons et que nous devons la terminer au plus tôt. Pour cela, il est indispensable que, coûte que coûte, la discipline et la subordination soient appliquées avec une rigueur implacable. La moindre négligence, la moindre faiblesse manifestées ici, à l'arrière, dans n'importe quel travail pacifique, c'est la perte de milliers de vies et la famine ici même.

Voilà pourquoi il faut faire preuve d'une sévérité implacable à l'égard de tels manquements. C'est la première leçon essentielle qui découle de l'ensemble de la guerre civile de la Russie soviétique ; c'est la première leçon essentielle que tout militant du parti, quoi qu'il arrive, doit se rappeler, surtout s'il a pour tâche un travail de propagande et d'agitation ; il doit savoir qu'il sera un piètre communiste et un traître au pouvoir des Soviets, s'il n'applique pas ce mot d'ordre avec une fermeté et une ténacité jamais démenties à l'égard du moindre manquement. Dans ces conditions nous nous assurerons une prompte victoire et nous nous prémunirons contre la famine.

Les camarades qui reviennent des provinces éloignées nous informent de ce qui se passe aux confins. J'ai vu des camarades revenant de Sibérie, les camarades Rykov et Lounatcharski de retour d'Ukraine et du Caucase du Nord. Ils parlent des richesses de cette région avec un immense étonnement. En Ukraine, on nourrit les porcs avec du blé ; dans le Caucase du Nord, les laitières rincent les récipients avec du lait. Des trains chargés de laine, de cuir et d'autres richesses partent de Sibérie ; en Sibérie, il y a des dizaines de milliers de pouds de sel, alors que chez nous les paysans n'en peuvent plus et refusent de livrer du blé contre du papier-monnaie, estimant que ce n'est pas avec cela que l'on relèvera l'économie, alors qu'ici, à Moscou, vous pouvez voir des ouvriers mourir de faim devant leur établi. Ce qui nous empêche surtout de mieux ravitailler les ouvriers afin de restaurer leur santé ruinée, ce qui nous en empêche essentiellement, c'est la continuation de la guerre. Parce que nous avons manqué l'occasion d'en terminer avec la Crimée, plusieurs dizaines de milliers d'hommes auront faim six mois de plus. Nous n'avançons pas par manque d'organisation et de discipline. Des hommes succombent ici, alors qu'en Ukraine, au Caucase

du Nord et en Sibérie nous possédons des richesses inouïes, qui pourraient nourrir les ouvriers affamés et rétablir l'industrie. Pour rétablir l'économie, la discipline est indispensable. La dictature du prolétariat doit consister avant tout pour la partie la plus avancée, la plus consciente et la plus disciplinée des ouvriers des villes et de l'industrie, eux qui souffrent plus que tous autres de la faim et qui ont consenti des sacrifices inouïs pendant ces deux dernières années, à éduquer, instruire et discipliner le reste du prolétariat qui souvent est inconscient, ainsi que toutes les masses laborieuses et la paysannerie. Doivent être bannis toute sentimentalité et tout bavardage sur la démocratie. Laissons cela à messieurs les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks ; ils ont assez bavardé sur la démocratie avec Koltchak, Dénikine et Ioudénitch. Qu'ils s'en aillent chez Wrangel : il parachèvera leur éducation. Mais il faut qu'elle le soit, puisqu'il y en a qui n'ont pas encore compris.

Nous maintenons que les ouvriers, qui ont assumé toutes les charges, qui ont réalisé l'ordre et la stabilité du pouvoir des Soviets au prix des plus grands sacrifices, doivent se considérer comme le détachement d'avant-garde appelé à entraîner le reste de la masse laborieuse en l'éduquant et en la disciplinant, car nous savons que le capitalisme nous a laissé en héritage des travailleurs totalement ignorants et abrutis, qui ne comprennent pas que l'on puisse travailler autrement que sous la trique du capital : sous la direction de l'ouvrier organisé. Mais ils peuvent le comprendre si nous le leur démontrons dans la pratique. Ce n'est pas dans les brochures qu'ils apprendront cela ; ils le sauront quand nous le leur aurons montré dans la pratique. Ils devront travailler sous la direction de l'ouvrier conscient ou bien il leur faudra marcher avec Koltchak, Wrangel, etc. C'est pourquoi il faut, à tout prix, la discipline la plus sévère et l'exécution consciente de ce qui est prescrit par l'avant-garde du prolétariat, de ce qu'il a élaboré au cours de sa rude expérience. Si l'on applique toutes les mesures susceptibles de nous conduire à notre but, si on les applique intégralement, nous pouvons être certains que nous viendrons à bout de la désorganisation et du délabrement provoqués par la guerre impérialiste. Le stockage du blé depuis le 1er

août 1917 avait donné 30 millions de pouds, à partir du mois d'août 1918. 110 millions. Cela prouve que nous avons commencé à surmonter les difficultés. Du 1er août 1919 à ce jour nous avons dépassé 150 millions. Cela prouve que nous nous en tirons. Et encore, nous n'avons pas pris réellement l'Ukraine, le Caucase du Nord et la Sibérie ; si nous le faisons, nous assurerons à l'ouvrier, réellement et scrupuleusement, ses deux livres de pain par jour.

Je voudrais m'arrêter encore, camarades, sur une question, importante pour vous qui militez à la campagne et avec qui j'ai pu faire quelque peu connaissance grâce aux documents du parti. Je voudrais vous dire que votre principal travail sera un travail d'instructeurs, de militants du parti, d'agitateurs, de propagandistes. Or, l'un des principaux défauts de ce travail est que nous ne savons pas poser les questions sur le plan de l'Etat, que persiste toujours chez nous, dans les groupes de camarades, même des dirigeants, l'habitude si ancrée de l'ancienne clandestinité, quand nous formions de petits cercles, ici ou à l'étranger, et que nous ne pouvions même pas réfléchir ni songer à la façon d'organiser notre travail selon les intérêts de l'Etat. Vous devez maintenant le savoir et vous rappeler que nous avons à gouverner des millions d'hommes. Tout représentant de l'autorité qui arrive à la campagne, soit comme délégué, soit comme représentant du Comité central, ne doit pas oublier que nous possédons un énorme appareil d'Etat qui travaille encore mal, parce que nous ne savons pas, parce que nous ne pouvons pas nous en rendre maîtres. Nous comptons dans les campagnes des centaines de milliers d'instituteurs, accablés, terrorisés par les koulaks ou quasiment assommés par les anciens fonctionnaires tsaristes, et qui sont incapables, qui ne sont pas à même de comprendre les principes du pouvoir des Soviets. Nous possédons un énorme appareil militaire. Sans les commissaires militaires, nous n'aurions pas d'Armée Rouge.

Nous avons également l'appareil de la Préparation militaire générale qui doit mener, parallèlement à la préparation militaire, une activité culturelle et élever la conscience de la paysannerie. Cet appareil gouvernemental est très mauvais, nous y manquons d'hommes vraiment dévoués, convaincus, véritablement communistes, et vous

qui partez à la campagne en tant que communistes, vous ne devez pas vous couper de cet appareil, mais travailler bien au contraire, en collaboration avec lui. Tout propagandiste du parti qui arrive à la campagne, doit en même temps être celui qui inspecte les écoles populaires ; il doit être inspecteur non pas au sens ancien du mot, il n'a pas à s'immiscer dans les questions de l'enseignement, il ne faut pas tolérer cela, — mais en ce sens qu'il coordonne son travail avec celui du Commissariat du Peuple à l'Instruction publique, avec celui de la Préparation militaire générale, avec celui du Commissaire militaire, de manière qu'il se considère comme le représentant du pouvoir d'Etat, comme le représentant du parti qui gouverne la Russie. En arrivant à la campagne, il faut qu'il apparaisse non seulement comme un propagandiste, comme un instituteur, mais il faut qu'en même temps il veille à ce que les instituteurs, qui n'ont pas eu l'occasion d'entendre des paroles de vie, où ces dizaines et ces centaines de commissaires militaires, participent tous au travail de l'agitateur du parti. Chaque instituteur doit posséder des petites brochures d'agitation ; il est tenu non seulement d'en avoir, mais surtout de les lire aux paysans. S'il ne le fait pas, il doit s'attendre à être relevé de son poste ; de même, les commissaires militaires doivent posséder ces brochures et les lire aux paysans.

Le pouvoir des Soviets compte des centaines de milliers de fonctionnaires soviétiques, qui sont des bourgeois ou des semi-bourgeois, ou qui sont moralement déprimés à un point qu'ils ne croient absolument pas en notre pouvoir des Soviets ; ou ils en sont tellement loin que ce pouvoir leur apparaît comme quelque chose qui est là-bas, quelque part à Moscou, alors qu'ici, tout près d'eux, ils ont le paysan-koulak qui détient le blé, qui le garde et ne le leur donne pas, alors qu'ils souffrent de la faim. Là, la tâche du militant du parti est double ; il doit se rappeler qu'il n'est pas seulement celui qui prêche en paroles, qu'il doit non seulement se porter au secours des couches les plus ignorantes de la population ; c'est sa tâche essentielle et sans cela il ne serait pas un militant du parti, sans cela il ne peut pas se dire communiste. De plus, il doit être le représentant du pouvoir des Soviets, il doit se lier avec

les enseignants, faire concorder son travail avec celui du Commissariat à l'Instruction publique. Il ne doit pas être un inspecteur au sens du contrôle et de l'inspection proprement dits; il est le représentant du parti au pouvoir qui, aujourd'hui, par l'intermédiaire d'une partie du prolétariat, gouverne toute la Russie ; en tant que tel, il doit se rappeler que son travail est celui de l'instructeur, et il doit attirer au travail, apprendre ce travail à tous les instituteurs, aux commissaires militaires, pour que tous fassent le même travail que lui. Ils ne connaissent pas ce travail ; vous devez le leur apprendre. Ils sont actuellement sans défense devant le paysan rassasié. Vous devez les aider à se libérer de cette dépendance. Vous devez vous rappeler nettement que vous n'êtes pas seulement des propagandistes-agitateurs, mais que vous êtes les représentants du pouvoir de l'Etat. Vous ne devez pas démolir l'appareil existant, vous y immiscer, embrouiller son organisation, votre travail doit être organisé de manière qu'après un travail, si limité qu'il soit, d'un instructeur propagandiste intelligent, d'un agitateur, il reste toujours une trace, non seulement dans les papiers de quelques paysans communistes qu'il aura instruits, mais dans la conscience des militants que vous contrôlez et dirigez, à qui vous fixez les tâches, de qui vous exigez que chacun d'eux, instituteur ou commissaire militaire, travaille absolument dans l'esprit soviétique, sache que là est son devoir, se rappelle que s'il ne le fait pas, il ne restera pas à ce poste, pour que tout le monde sache et sente que chaque agitateur est le représentant plénipotentiaire du pouvoir des Soviets.

C'est dans ces conditions qu'en utilisant judicieusement les forces, vous les décuplerez et vous obtiendrez que chaque centaine d'agitateurs laisse des traces en ce qui concerne l'organisation de l'appareil qui existe déjà, mais qui travaille encore d'une façon imparfaite et non satisfaisante.

Dans ce domaine, comme dans les autres, je vous souhaite du succès. (Applaudissements prolongés.)

*Publié en 1920 dans la brochure «Discours de V. Lénine à la 2e Conférence de Russie des organisateurs responsables du travail à la campagne»*

*Conforme au texte de la brochure*

# MESSAGE TELEPHONE AU PRESIDIUM DE LA CONFERENCE DU RAVITAILLEMENT DE RUSSIE 1er JUILLET 1920

Camarades, j'aurais bien voulu me rendre à votre Congrès pour vous donner mon avis sur les principales questions du ravitaillement qui figurent à l'ordre du jour de votre conférence. Malheureusement, il m'est impossible de satisfaire ce désir et je suis contraint de me borner à ce très bref message téléphoné. Je crois devoir vous indiquer, camarades, que les résultats heureux de votre travail si difficile et qui implique de si lourdes responsabilités, ont récemment déterminé le Conseil des Commissaires du Peuple à adopter une résolution par laquelle il exprimait sa satisfaction des succès obtenus dans le domaine du stockage par les services de ravitaillement. On ne peut douter que ces derniers se sont renforcés et consolidés au cours de plus de deux années d'existence. Et nous le devons dans une large mesure à vos efforts.

Mais il va de soi que l'on ne saurait se borner aux résultats obtenus. Le front de la famine, le plus important après le front militaire, vous impose des tâches nouvelles, sans l'accomplissement desquelles ne sont possibles ni la consolidation ultérieure du pouvoir ouvrier et paysan, ni la solution des problèmes les plus urgents de l'édification économique.

J'espère également que, dans ce domaine, vous aiderez à établir de justes rapports avec la coopération, sur la base des décisions du Congrès du Parti [32], de manière à réaliser

au mieux la tâche difficile mais féconde de la transformation des coopératives petites-bourgeoises en coopératives socialistes.

Les succès que vous avez déjà obtenus dans le domaine du ravitaillement vous font un devoir, dans une plus large mesure encore qu'auparavant, de mener à bien, quoi qu'il arrive, les tâches nouvelles de manière à aborder le règlement pratique du problème du ravitaillement, car on demande beaucoup à ceux à qui il a été beaucoup donné ; et vous avez montré, par votre travail, qu'il vous a été déjà pas mal donné. Permettez-moi donc de vous souhaiter bon succès dans la solution des problèmes figurant à l'ordre du jour de votre conférence et, ensuite, dans votre travail quotidien, auquel vous vous attaquerez après la conférence à l'échelon local, j'en suis convaincu, avec une énergie décuplée.

*« Pravda » n° 143, du 2 juillet 1920* *Conforme au texte de la «Pravda»*

# AU SECOURS DU BLESSE DE L'ARMEE ROUGE !

Avec une peine extrême, avec une lenteur terrible, nous arrivons quand même, grâce à l'héroïsme des ouvriers et de tous les travailleurs, à relever et à rétablir l'économie ruinée par le tsar et les capitalistes. Tant bien que mal, nous remontons, cependant, un peu la pente. Mais toutes nos épreuves et toutes nos peines ne sont rien en comparaison de ce que le sort réserve au blessé de l'Armée Rouge, qui verse son sang pour la défense du pouvoir ouvrier et paysan contre les seigneurs et les capitalistes de Pologne, dressés contre nous par les capitalistes de Grande-Bretagne, de France et d'Amérique.

Que chacun, à l'arrière, n'oublie donc pas son devoir : aider par tous les moyens le blessé de l'Armée Rouge !

2 juillet 1920

*N. Lénine*

*« Raniény Krasnoarméetz » n° 1, 1920*

*Conforme au texte de la revue. Raniény Krasnoarméetz »*

# THESES SUR LES TACHES FONDAMENTALES DU IIe CONGRES DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

1. La période actuelle du développement du mouvement communiste international est caractérisée par le fait que, dans tous les pays capitalistes, les meilleurs représentants du prolétariat révolutionnaire ont parfaitement compris les principes fondamentaux de l'Internationale Communiste, à savoir : la dictature du prolétariat et le pouvoir des Soviets, et se sont rangés avec un enthousiasme sans réserve aux côtés de l'Internationale Communiste. Un autre fait, qui marque un pas en avant encore plus considérable et important, est que partout au sein des masses les plus larges non seulement du prolétariat des villes, mais également de la partie avancée des travailleurs des campagnes, un courant de sympathie indéfectible à l'égard de ces principes fondamentaux s'est très nettement manifesté.

D'autre part, deux erreurs ou deux faiblesses sont apparues dans le mouvement communiste international qui se développe très rapidement. La première, très grave, et qui constitue un immense danger immédiat pour le succès de la libération du prolétariat, consiste en ceci : une partie des anciens chefs et des anciens partis de la IIe Internationale, tantôt cédant plus ou moins inconsciemment devant les désirs et la volonté des masses, tantôt les trompant consciemment pour conserver leur ancienne situation d'agents et d'auxiliaires de la bourgeoisie au sein du mou-

vement ouvrier, proclament leur adhésion conditionnelle et même inconditionnelle à la IIIe Internationale, tout en restant en fait, dans tout leur travail pratique et politique, sur les positions de la IIe Internationale. Cet état de choses est absolument inadmissible, car il introduit parmi les masses un élément de corruption, porte atteinte au prestige de la IIIe Internationale en faisant courir le risque de nouvelles trahisons semblables à celle des social-démocrates hongrois hâtivement travestis en communistes. La deuxième erreur, beaucoup moins importante, et qui est plutôt une maladie de croissance du mouvement, est la tendance au « gauchisme », qui conduit à une appréciation erronée du rôle et des tâches du parti par rapport à la classe et à la masse, et de l'obligation pour les communistes révolutionnaires d'œuvrer au sein des parlements bourgeois et des syndicats réactionnaires.

Le devoir des communistes n'est pas de taire les faiblesses de leur mouvement, mais de les critiquer ouvertement, de manière à y remédier le plus rapidement et le plus radicalement possible. Dans ce but, il est indispensable, premièrement, de définir d'une façon concrète, en particulier à partir de l'expérience pratique déjà acquise, le contenu des notions de « dictature du prolétariat » et de « pouvoir des Soviets » ; deuxièmement, d'indiquer en quoi précisément, dans tous les pays, peut et doit consister le travail préparatoire, immédiat et systématique, tendant à la réalisation de ces mots d'ordre ; troisièmement, d'indiquer les voies et moyens susceptibles de corriger les défauts de notre mouvement.

## I

## L'ESSENCE DE LA DICTATURE DU PROLETARIAT ET DU POUVOIR DES SOVIETS

2. La victoire du socialisme (première étape du communisme) sur le capitalisme exige du prolétariat, seule classe réellement révolutionnaire, qu'il accomplisse les trois tâches suivantes. La première : renverser les exploiteurs et, en premier lieu, la bourgeoisie, leur principal représentant économique et politique ; leur infliger une défaite absolue ; écraser leur résistance ; rendre impossible de

leur part toute tentative, quelle qu'elle soit, de restauration du joug du capital et de l'esclavage salarié. Deuxième tâche : entraîner et conduire à la suite de l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat, de son parti communiste, non seulement tout le prolétariat ou son énorme, son écrasante majorité, mais encore toute la masse des travailleurs et des exploités du capital ; les instruire, les organiser, les éduquer, les discipliner dans le déroulement même d'une lutte hardie, ferme et implacable, menée avec abnégation contre les exploiteurs ; arracher cette majorité écrasante de la population de tous les pays capitalistes à sa dépendance vis-à-vis de la bourgeoisie, lui inspirer, sur la base de son expérience pratique, confiance dans le rôle dirigeant du prolétariat et de son avant-garde révolutionnaire. Troisième tâche : neutraliser ou rendre inoffensives les inévitables hésitations entre la bourgeoisie et le prolétariat, entre la démocratie bourgeoise et le pouvoir des Soviets, qui se manifestent tant au sein de la classe des petits patrons dans l'agriculture, l'industrie et le commerce, qui sont encore très nombreux dans presque tous les pays avancés, bien que ne constituant qu'une minorité de la population, qu'au sein de la couche d'intellectuels, d'employés, etc., qui correspond à cette classe.

La première et la deuxième de ces tâches sont des tâches indépendantes, exigeant chacune des moyens d'action particuliers, tant à l'égard des exploiteurs qu'à l'égard des exploités. La troisième découle des deux premières et n'exige qu'une combinaison habile, opportune et souple des moyens employés pour la réalisation des deux premières tâches, en fonction des circonstances concrètes des diverses espèces d'hésitation.

3. Dans la situation concrète créée dans le monde entier et principalement dans les pays capitalistes les plus avancés, les plus puissants, les plus cultivés et les plus libres par le militarisme, par l'impérialisme, par l'oppression des colonies et des pays faibles, par la boucherie impérialiste mondiale, par la « paix » de Versailles, le fait même d'admettre l'idée d'une paisible soumission des capitalistes à la volonté de la majorité des exploités, et d'une évolution pacifique, réformiste vers le socialisme, n'est pas seulement le signe d'une extrême stupidité petite-

bourgeoise, c'est aussi duper manifestement les ouvriers, idéaliser l'esclavage salarié capitaliste, dissimuler la vérité. Cette vérité est que la bourgeoisie, même la plus éclairée et la plus démocratique, ne s'arrête plus devant aucun mensonge, ni devant aucun crime, devant le massacre de millions d'ouvriers et de paysans pour sauver la propriété privée des moyens de production. Seuls le renversement par la violence de la bourgeoisie, la confiscation de sa propriété, la destruction, de fond en comble, de tout l'appareil d'Etat bourgeois, parlementaire, judiciaire, militaire, bureaucratique, administratif, municipal, etc., allant jusqu'au bannissement ou l'internement de tous les exploiteurs les plus dangereux et les plus obstinés, l'organisation d'une sévère surveillance à leur égard en vue de réprimer leurs inévitables tentatives de résistance et de restauration de l'esclavage capitaliste, seules ces mesures sont susceptibles d'assurer la soumission réelle de toute la classe des exploiteurs.

D'autre part, c'est également idéaliser le capitalisme et la démocratie bourgeoise, c'est également vouloir tromper les ouvriers que d'admettre, ainsi que c'en est le cas dans les vieux partis et chez les vieux leaders de la IIe Internationale, l'idée que la majorité des travailleurs et des exploités pourrait, dans les conditions de l'esclavage capitaliste, sous le joug de la bourgeoisie — qui revêt des formes infiniment variées et d'autant plus raffinées et en même temps cruelles et impitoyables que le pays capitaliste est plus cultivé — que cette majorité pourrait acquérir une conscience socialiste absolument claire, des convictions et un caractère socialiste à toute épreuve. En réalité, ce n'est qu'après que l'avant-garde du prolétariat, soutenue par toute cette classe, la seule révolutionnaire, ou par sa majorité, aura renversé les exploiteurs, les aura écrasés, aura libéré les exploités de leur esclavage et immédiatement amélioré leurs conditions d'existence aux dépens des capitalistes expropriés, ce n'est qu'après et au cours même d'une âpre lutte de classe qu'il sera possible de réaliser l'instruction, l'éducation et l'organisation des masses les plus larges des travailleurs et des exploités autour du prolétariat, sous son influence et sa direction, qu'on pourra les débarrasser de leur égoïsme, de leur division, de leurs

tares, de leurs faiblesses, nés du régime de la propriété privée, et d'en faire une libre association de travailleurs libres.

4. La victoire sur le capitalisme exige de justes rapports entre le parti communiste dirigeant, la classe révolutionnaire, c'est-à-dire le prolétariat, et la masse, c'est-à-dire l'ensemble des travailleurs et des exploités. Seul le parti communiste, s'il est effectivement l'avant-garde de la classe révolutionnaire, s'il compte dans ses rangs les meilleurs représentants de cette classe, s'il est composé de communistes pleinement conscients et dévoués, instruits et trempés par l'expérience d'une lutte révolutionnaire opiniâtre, si ce parti a su se lier indissolublement à toute la vie de sa classe et, par elle, à toute la masse des exploités et inspirer à cette classe et à cette masse une confiance absolue, — seul un tel parti est capable de diriger le prolétariat dans la lutte finale la plus résolue et la plus implacable contre toutes les forces du capitalisme. Et ce n'est que sous la direction d'un tel parti que le prolétariat est en mesure de développer toute la puissance de son élan révolutionnaire, annihilant l'apathie inévitable et parfois la résistance d'une petite minorité de l'aristocratie ouvrière corrompue par le capitalisme, — anciens leaders des trade-unions, des coopératives, etc., — qu'il est en mesure de déployer toute sa force, infiniment plus grande que la part qu'il représente par rapport à la population totale du fait de la structure économique même de la société capitaliste. Enfin, ce n'est qu'une fois libérée effectivement du joug de la bourgeoisie et de l'appareil d'Etat bourgeois, ce n'est qu'après avoir obtenu la possibilité de s'organiser vraiment en toute liberté (par rapport aux exploiteurs) en ses Soviets que la masse, c'est-à-dire l'ensemble des travailleurs et des exploités, pourra déployer pour la première fois dans l'histoire toute l'initiative et toute l'énergie des dizaines de millions d'hommes écrasés par le capitalisme. Ce n'est que lorsque les Soviets sont devenus l'unique appareil d'Etat que peut être assurée la participation réelle à la gestion de toute la masse des exploités, masse qui, même dans la démocratie bourgeoise la plus éclairée et la plus libre, a toujours été exclue à 99% de cette gestion. Ce n'est qu'au sein des Soviets que

la masse des exploités commence à s'initier, non dans les livres, mais à partir de sa propre expérience pratique, à l'édification socialiste, à la création d'une discipline sociale nouvelle, d'une libre association des travailleurs libres.

## II

## COMMENT ORGANISER LA PREPARATION IMMEDIATE ET GENERALE DE LA DICTATURE DU PROLETARIAT ?

5. La période actuelle du développement du mouvement communiste international est caractérisée par le fait que, dans l'immense majorité des pays capitalistes, la préparation du prolétariat à l'exercice de sa dictature n'est pas achevée, et très souvent n'a même pas encore été entreprise d'une façon systématique. Il ne s'ensuit nullement que la révolution prolétarienne soit impossible dans un avenir très proche ; elle est parfaitement possible, étant donné que l'ensemble de la conjoncture économique et politique regorge de matières inflammables et de motifs de déflagration inopinée ; l'autre condition nécessaire à la révolution (la première étant la préparation du prolétariat), à savoir : l'état de crise générale de tous les partis dirigeants et de tous les partis bourgeois existe également. Il s'ensuit que la tâche actuelle des partis communistes n'est pas de hâter la révolution, mais bien de renforcer la préparation du prolétariat. D'autre part, les faits signalés plus haut dans l'histoire de nombreux partis socialistes nous obligent à veiller à ce que la « reconnaissance » de la dictature du prolétariat ne puisse demeurer uniquement verbale.

C'est pourquoi, du point de vue du mouvement prolétarien international, la tâche essentielle des partis communistes est à l'heure actuelle de rassembler les forces communistes dispersées, de former dans chaque pays un parti communiste unique (ou de renforcer et de rénover celui qui y existe), afin de décupler le travail de préparation du prolétariat à la conquête du pouvoir d'Etat et précisément à la conquête du pouvoir sous la forme de la dictature du prolétariat. L'action socialiste habituelle des groupes et des partis qui admettent le principe de la dictature du prolé-

tariat est encore loin d'avoir subi, dans une mesure suffisante, la transformation, la rénovation radicales qui sont indispensables pour que cette action puisse être qualifiée de communiste et corresponde aux tâches à accomplir à la veille de la dictature du prolétariat.

6. La conquête du pouvoir politique par le prolétariat ne met pas fin à sa lutte de classe contre la bourgeoisie ; bien au contraire, elle la rend plus large, plus sévère et plus implacable. Tous les groupes, partis et militants du mouvement ouvrier qui adoptent en totalité ou en partie le point de vue du réformisme, du « centre », etc., se placent inévitablement, du fait de l'extrême accentuation de la lutte, soit du côté de la bourgeoisie, soit au nombre des hésitants, soit (ce qui est le plus dangereux) parmi les amis peu sûrs du prolétariat victorieux. C'est pourquoi la préparation de la dictature du prolétariat exige non seulement le renforcement de la lutte contre les tendances réformistes et « centristes », mais également la modification du caractère même de cette lutte. La lutte ne peut pas se borner à dénoncer l'erreur de ces tendances ; elle doit démasquer inflexiblement et sans merci tout militant du mouvement ouvrier qui manifeste de telles tendances ; autrement, le prolétariat ne peut pas savoir avec qui il va engager la lutte décisive contre la bourgeoisie. Cette lutte est telle qu'elle peut à tout instant substituer — et elle le fait, l'expérience l'a montré — à l'arme de la critique la critique des armes. Toute inconséquence ou toute faiblesse dans la dénonciation de ceux qui se conduisent en réformistes ou en « centristes » revient à accroître bel et bien le danger du renversement du pouvoir prolétarien par la bourgeoisie, qui utilisera demain pour la contre-révolution ce qui ne paraît être aujourd'hui, pour les gens à courte vue, qu'une « divergence théorique ».

7. En particulier, on ne peut pas se borner à l'habituelle négation de principe de toute collaboration du prolétariat avec la bourgeoisie, de tout « collaborationnisme ». La simple défense de la « liberté » et de l' «égalité », tant que persiste la propriété privée des moyens de production, se transforme, sous la dictature du prolétariat, qui ne sera jamais en mesure d'abolir d'un coup la propriété privée, en « collaboration » avec la bourgeoisie, col-

laboration qui sape bel et bien le pouvoir de la classe ouvrière. Car la dictature du prolétariat signifie la consécration et la défense par l'Etat, par tout l'appareil du pouvoir d'Etat, de la « non-liberté » pour les exploiteurs de poursuivre leur œuvre d'oppression et d'exploitation, de « l'inégalité » du propriétaire (c'est-à-dire de celui qui s'est approprié certains moyens de production créés par le travail social) et du non-possédant. Ce qui, avant la victoire du prolétariat, ne semble être qu'une divergence théorique sur la « démocratie » deviendra inévitablement demain, après la victoire, une question à trancher par la force des armes. Par conséquent, sans une transformation radicale de tout le caractère de la lutte contre les « centristes » et les « défenseurs de la démocratie », la préparation, même préliminaire, des masses à la réalisation de la dictature du prolétariat est impossible.

8. La dictature du prolétariat est la forme la plus décisive et la plus révolutionnaire de la lutte de classe du prolétariat contre la bourgeoisie. Cette lutte ne peut être victorieuse que si l'avant-garde la plus révolutionnaire du prolétariat entraîne avec elle l'écrasante majorité de celui-ci. La préparation de la dictature du prolétariat exige, dès lors, non seulement l'explication du caractère bourgeois de tout réformisme, de toute défense de la démocratie tant que sera maintenue la propriété privée des moyens de production, non seulement la dénonciation des manifestations de ces tendances qui signifient, en fait, la défense de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier, mais elle exige également le remplacement des anciens chefs par des communistes, absolument dans toutes les organisations prolétariennes, non seulement politiques, mais également syndicales, coopératives, culturelles, etc. Plus la domination de la démocratie bourgeoise a été, dans un pays donné, longue, totale et stable, et plus la bourgeoisie a réussi à mettre en place des chefs formés par elle, pénétrés de ses conceptions et de ses préjugés et très souvent corrompus par elle, directement ou indirectement. Il est indispensable d'éliminer de tous leurs postes, d'une façon cent fois plus hardie que jusqu'à présent, ces représentants de l'aristocratie ouvrière ou des ouvriers embourgeoisés et de les remplacer par des ouvriers, même des plus inexpé-

rimentés, pourvu qu'ils soient liés à la masse exploitée et jouissent de sa confiance dans la lutte contre les exploiteurs. La dictature du prolétariat exigera la désignation de ces ouvriers sans expérience aux postes les plus responsables de l'Etat, faute de quoi le pouvoir du gouvernement ouvrier serait impuissant et n'aurait pas l'appui de la masse.

9. La dictature du prolétariat est la réalisation la plus complète de la direction de tous les travailleurs et de tous les exploités, opprimés, abrutis, écrasés, terrorisés, divisés, trompés par la classe des capitalistes, direction exercée par la seule classe préparée pour ce rôle dirigeant par toute l'histoire du capitalisme. Aussi la préparation de la dictature du prolétariat doit-elle être entreprise partout et sans délai, entre autres, par le procédé suivant.

Dans toutes les organisations, ligues, associations, sans exception, en premier lieu prolétariennes, ensuite celles groupant la masse travailleuse et exploitée non prolétarienne (organisations politiques, syndicales, militaires, coopératives, culturelles, sportives, etc., etc.), doivent être créés des groupes ou cellules communistes, de préférence au grand jour, mais également clandestines, ce qui devient obligatoire chaque fois que leur dissolution, l'arrestation ou l'expulsion de leurs membres par la bourgeoisie sont à craindre ; ces cellules, étroitement rattachées les unes aux autres et au centre du parti, échangeant leurs expériences, se livrant à l'agitation, à la propagande, au travail d'organisation, s'adaptant à tous les domaines de la vie sociale sans exception, à toute la diversité et à toutes les catégories de travailleurs, doivent par ce travail multiforme, faire systématiquement leur propre éducation, celle du parti, celle de la classe, celle de la masse.

Il est en l'occurrence de la plus haute importance d'élaborer pratiquement des méthodes de travail nécessairement différentes, d'une part à l'égard des « chefs » ou des « représentants responsables », bien souvent désespérément corrompus par les préjugés petits-bourgeois et impérialistes ; ces « chefs » doivent être sans pitié démasqués et chassés du mouvement ouvrier ; d'autre part, à l'égard des masses qui, en particulier après le massacre impérialiste, sont toutes disposées dans leur majorité à accueillir et à faire

leur la doctrine relative au rôle nécessairement dirigeant du prolétariat, considérée comme unique moyen d'échapper à l'esclavage capitaliste ; ces masses, il faut apprendre à les approcher avec une patience et une prudence particulières, pour pouvoir comprendre les particularités, les traits originaux de la psychologie de chaque catégorie, de chaque profession, etc.

10. En particulier, il est un groupe ou cellule de communistes qui mérite tout spécialement l'attention et la sollicitude du parti : c'est la fraction parlementaire, c'est-à-dire le groupe de membres du parti députés au sein des institutions représentatives bourgeoises (d'abord Parlement, ensuite, également, institutions locales, municipales, etc.). D'une part, cette tribune a précisément une très grande importance aux yeux des grandes masses laborieuses arriérées ou imprégnées de préjugés petits-bourgeois ; et c'est la raison pour laquelle les communistes doivent obligatoirement se livrer du haut de cette tribune à la propagande, à l'agitation, au travail d'organisation et expliquer aux masses pourquoi fut opportune en Russie (et pourquoi le sera en son temps dans les autres pays) la dissolution du Parlement bourgeois par le Congrès des Soviets de Russie. D'autre part, toute l'histoire de la démocratie bourgeoise, particulièrement dans les pays avancés, a fait de la tribune parlementaire la principale ou l'une des principales arènes d'escroqueries sans nom, de manœuvres frauduleuses financières et politiques dirigées contre le peuple, d'arrivisme, d'hypocrisie, d'oppression des travailleurs. Aussi la haine ardente que les meilleurs représentants du prolétariat révolutionnaire vouent aux Parlements est-elle pleinement justifiée. Et c'est aussi pour cette raison que pour les partis communistes et pour tous les partis affiliés à la IIIe Internationale, en particulier lorsqu'ils sont nés non de la scission avec les anciens partis et de la lutte opiniâtre et de longue haleine contre ceux-ci, mais à la suite du passage (souvent formel) des anciens partis à de nouvelles positions, une attitude extrêmement sévère à l'égard de leurs fractions parlementaires est indispensable : leur soumission totale au contrôle et aux directives du Comité central : choix comme membres, de préférence, d'ouvriers révolutionnaires ; analyse extrê-

mement attentive, dans la presse et les réunions du parti, des discours des parlementaires d'un point de vue rigoureusement communiste ; envoi des députés en mission d'agitation dans les masses ; exclusion des fractions de ceux qui manifestent des tendances de la IIe Internationale, etc.

11. L'une des principales raisons qui entravent le mouvement ouvrier révolutionnaire dans les pays capitalistes développés est que, grâce aux possessions coloniales, aux superbénéfices du capital financier, etc., le capital a réussi à y créer une aristocratie ouvrière, minorité relativement importante et stable bien que peu nombreuse. Elle bénéficie de meilleures conditions de salaire et est par-dessus tout imprégnée d'un esprit étroitement corporatif et de préjugés petits-bourgeois et impérialistes. C'est là un véritable « appui » social de la IIe Internationale, des réformistes et des « centristes » ; actuellement, c'est même peut-être le principal appui social de la bourgeoisie. Aucun travail même préliminaire de préparation du prolétariat au renversement de la bourgeoisie n'est possible sans une lutte ouverte, systématique, large et immédiate, contre cette couche qui, sans aucun doute, comme l'a déjà pleinement démontré l'expérience, fournira un nombre non négligeable de gardes blancs de la bourgeoisie après la victoire du prolétariat. Tous les partis adhérents de la IIIe Internationale doivent à tout prix appliquer le mot d'ordre : « plus avant dans les masses », « plus étroitement avec les masses », en entendant par masses l'ensemble des travailleurs et des exploités du capital, en particulier les moins organisés et les moins éduqués, les plus opprimés et les moins accessibles à l'organisation.

Le prolétariat ne devient révolutionnaire que dans la mesure où il ne s'enferme pas dans un cadre étroitement corporatif, que dans la mesure où il intervient dans toutes les manifestations et dans tous les domaines de la vie sociale comme le chef de toute la masse laborieuse et exploitée ; il ne saurait imposer sa dictature s'il n'est pas prêt et s'il n'est pas apte aux plus lourds sacrifices pour triompher de la bourgeoisie. L'expérience de la Russie a, sous ce rapport, une portée de principe et une portée pratique : le prolétariat n'aurait pas pu y imposer sa dictature, il

n'aurait pas pu y conquérir la sympathie générale et la confiance de toute la masse laborieuse s'il n'avait pas consenti les plus grands sacrifices et s'il n'avait pas souffert de la faim plus que les autres couches de cette masse aux heures les plus difficiles de l'offensive, de la guerre, du blocus auxquels se livrait la bourgeoisie mondiale.

En particulier, l'appui le plus total et le plus dévoué du parti communiste et de tout le prolétariat avancé est absolument indispensable à l'égard de tout mouvement gréviste large, spontané, embrassant les grandes masses, seul capable, sous le joug du capital, de réveiller effectivement, de secouer, d'éclairer et d'organiser les masses, de faire naître chez elles une confiance absolue dans le rôle dirigeant du prolétariat révolutionnaire. Sans cette préparation, toute dictature du prolétariat est impossible, et les hommes capables de prendre publiquement position contre les grèves, comme Kautsky en Allemagne, Turati en Italie, ne peuvent absolument pas être tolérés dans les rangs des partis adhérents à la IIIe Internationale. Cela concerne encore plus, bien entendu, ceux des chefs trade-unionistes et parlementaires qui trahissent souvent les ouvriers en leur enseignant, à travers l'expérience des grèves, le réformisme et non la révolution (par exemple, en Grande-Bretagne et en France ces dernières années).

12. Dans tous les pays, même les plus libres, les plus « légalistes » et les plus « pacifiques », c'est-à-dire où la lutte des classes est la moins aiguë, le temps est venu pour chaque parti communiste de considérer comme absolument indispensable de combiner systématiquement le travail légal et le travail illégal, l'organisation légale et l'organisation illégale. Car dans les pays les plus éclairés et les plus libres, où règne le plus « stable » des régimes démocratiques bourgeois, les gouvernements ont déjà systématiquement recours, en dépit de leurs affirmations mensongères et hypocrites, à l'établissement de listes noires de communistes, à la violation permanente de leur propre constitution, afin d'encourager, secrètement ou plus ou moins secrètement, gardes blancs et assassinats de communistes dans tous les pays, à la préparation en secret

d'arrestations de communistes, à l'introduction de provocateurs dans leurs rangs, etc., etc. Seul l'esprit petit-bourgeois le plus réactionnaire, quelles que soient les belles phrases « démocratiques » et pacifistes dont on se camoufle, peut contester ce fait ou la conclusion qui en découle nécessairement : création immédiate par tous les partis communistes légaux d'organisations clandestines chargées d'un travail illégal systématique et de la préparation complète au moment où la bourgeoisie déclenchera ses persécutions. Le travail illégal dans l'armée, la marine, la police est tout particulièrement indispensable, étant donné qu'après la grande boucherie impérialiste, tous les gouvernements du monde ont pris peur de l'armée populaire, ouverte aux paysans et aux ouvriers, et se sont mis à recourir en secret à tous les procédés possibles de formation d'unités spécialement recrutées dans la bourgeoisie et spécialement pourvues de moyens techniques particulièrement perfectionnés.

D'autre part, il est également indispensable, en tout état de cause, de ne pas se borner au travail illégal, mais de poursuivre aussi l'action légale en surmontant à cet effet toutes les difficultés, en fondant des organes légaux de presse et des organisations légales sous les dénominations les plus diverses et, en cas de besoin, en changeant fréquemment ces dénominations. C'est ainsi que procèdent les partis communistes illégaux de Finlande, de Hongrie, pour une part d'Allemagne, de Pologne, de Lettonie, etc. C'est ainsi que doivent procéder les « Ouvriers industriels du monde » (I.W.W.) d'Amérique, et c'est ainsi que seront obligés de procéder tous les partis communistes actuellement légaux, s'il plaît aux procureurs d'engager des poursuites en prétextant des résolutions des congrès de l'Internationale Communiste, etc.

La nécessité absolue, sur le plan des principes, de combiner le travail légal et le travail illégal est déterminée non seulement par l'ensemble des particularités de la période actuelle, à la veille de la dictature du prolétariat, mais aussi parce qu'il importe de prouver à la bourgeoisie qu'il n'y a pas et qu'il ne saurait y avoir de domaine et de sphère d'activité que les communistes ne puissent conquérir ; enfin et surtout parce qu'il existe encore partout

de larges couches du prolétariat et encore davantage de masses travailleuses et exploitées non prolétariennes qui gardent confiance dans la légalité démocratique bourgeoise, et que les détromper est pour nous chose des plus importantes.

13. En particulier, la situation de la presse ouvrière dans les pays capitalistes les plus avancés démontre, d'une façon tout à fait probante, tant le mensonge absolu de la liberté et de l'égalité en démocratie bourgeoise que la nécessité d'unir systématiquement le travail légal et le travail illégal. En Allemagne vaincue comme en Amérique victorieuse, toute la puissance de l'appareil d'Etat de la bourgeoisie et toutes les roueries de ses rois de la finance sont mises en œuvre pour arracher aux ouvriers leur presse : poursuites judiciaires, arrestation de rédacteurs (voire leur assassinat par des tueurs à gages), interdiction d'utiliser les services postaux, suppression de la fourniture de papier, etc., etc. De plus, le matériel d'information dont ne peut se passer un quotidien se trouve entre les mains des agences télégraphiques bourgeoises, et la publicité, sans laquelle un grand journal ne peut couvrir ses frais, est à la « libre » disposition des capitalistes. Finalement, par le mensonge, par la pression du capital et de l'Etat bourgeois, la bourgeoisie dépouille de sa presse le prolétariat révolutionnaire.

Pour lutter contre cela, les partis communistes doivent créer un type nouveau de presse périodique à diffuser massivement parmi les ouvriers : 1° des publications légales qui, sans s'appeler communistes et sans parler de leur appartenance au parti, apprendraient à utiliser la moindre possibilité légale, comme l'ont fait les bolchéviks, sous le tsarisme, après 1905 ; 2° des tracts illégaux, même très courts et à tirage irrégulier, mais réédités dans une foule d'imprimeries par les ouvriers (illégalement ou bien, si le mouvement s'est affirmé, par la mainmise révolutionnaire sur les imprimeries) et donnant au prolétariat une information libre, révolutionnaire et des mots d'ordre révolutionnaires.

Sans une lutte révolutionnaire entraînant les masses pour la liberté de la presse communiste, la préparation de la dictature du prolétariat est impossible.

## III

## CORRECTION DE LA LIGNE POLITIQUE (AINSI QUE, POUR UNE PART, DE LA COMPOSITION) DES PARTIS ADHERENTS ET DESIREUX D'ADHERER A L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

14. Le degré de préparation du prolétariat des pays les plus importants du point de vue de l'économie et de la politique mondiales à l'établissement de sa dictature est caractérisé en toute objectivité et de la manière la plus précise, par le fait que les partis les plus influents de la IIe Internationale, le Parti socialiste français, le Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne, le Parti travailliste indépendant de Grande-Bretagne, le Parti socialiste d'Amérique, ont quitté cette Internationale jaune et ont décidé d'adhérer à la III Internationale, les trois premiers sous certaines conditions, le dernier inconditionnellement. Cela prouve que ce n'est pas seulement l'avant-garde, mais également la majorité du prolétariat révolutionnaire qui, convaincue par le cours des événements, a commencé à passer de notre côté. L'essentiel maintenant est de savoir achever ce mouvement et de bien consolider, sur le plan de l'organisation, ce qui a déjà été obtenu, de manière qu'il soit possible d'aller sans la moindre hésitation de l'avant sur toute la ligne.

15. Toute l'activité de ces partis (auxquels il y a lieu d'ajouter le Parti socialiste suisse, si les informations télégraphiques concernant sa décision d'adhérer à la IIIe Internationale sont exactes) prouve, et toutes les publications périodiques de ces partis le confirment d'une manière évidente, que ce n'est pas encore une activité communiste, et que très souvent elle va à l'encontre des principes fondamentaux de la IIIe Internationale, à savoir : reconnaissance de la dictature du prolétariat et du pouvoir des Soviets aux lieu et place de la démocratie bourgeoise.

C'est pourquoi le IIe Congrès de l'Internationale Communiste doit décider qu'il ne considère pas comme possible l'admission immédiate de ces partis ; qu'il confirme la réponse faite par le Comité exécutif de la IIIe Internationale aux « indépendants » allemands [33] ; qu'il confirme qu'il est tout disposé à négocier avec tout parti quittant la IIe In-

ternationale et désireux de se rapprocher de la IIIe ; qu'il accorde voix consultative aux délégués de ces partis à tous ses congrès et conférences ; qu'il pose les conditions suivantes à l'union complète de ces partis (ou analogues) avec l'Internationale Communiste :

1) Publication de toutes les décisions de tous les congrès de l'Internationale Communiste et de son Comité exécutif dans toutes les publications périodiques du parti ;

2) Discussion de ces décisions dans des assemblées spéciales de toutes les sections ou organisations locales du parti ;

3) Convocation après cette discussion d'un congrès spécial du parti afin d'établir un bilan et

4) d'épurer le parti des éléments qui continuent d'agir dans l'esprit de la IIe Internationale;

5) Passage de tous les organes périodiques du parti aux mains de comités de rédaction exclusivement communistes.

Le IIe Congrès de la IIIe Internationale doit charger son Comité exécutif d'admettre formellement au sein de la IIIe Internationale les partis précités ou analogues, après avoir vérifié au préalable que toutes ces conditions sont effectivement remplies et que l'activité du parti a désormais un caractère communiste.

16. Quant à la question de savoir quelle doit être l'attitude des communistes aujourd'hui en minorité aux postes responsables des partis précités ou analogues, le IIe Congrès de l'Internationale Communiste doit décider que, compte tenu des sincères sympathies sans cesse croissantes à l'égard du communisme que manifestent les ouvriers membres de ces partis, le départ des communistes n'en est pas souhaitable, tant qu'il leur est possible d'y mener une action en vue de reconnaître la dictature du prolétariat et le pouvoir des Soviets, et de s'y livrer à la critique des opportunistes et des centristes qui y demeurent.

En même temps, le IIe Congrès de la IIIe Internationale doit se prononcer pour l'affiliation des groupes ou organisations communistes ou sympathisants de Grande-Bretagne au « Parti travailliste » (Labour Party), bien que celui-ci appartienne à la IIe Internationale. Car, tant que ce parti assure aux organisations qui le composent la liberté actuelle

de critique et la possibilité d'y faire un travail de propagande, d'agitation et d'organisation en faveur de la dictature du prolétariat et du pouvoir des Soviets, tant qu'il conserve son caractère de rassemblement de toutes les organisations professionnelles de la classe ouvrière, les communistes doivent nécessairement tout faire, accepter même certains compromis, pour pouvoir exercer leur influence sur les masses ouvrières les plus larges, démasquer leurs chefs opportunistes du haut d'une tribune plus élevée et mieux visible aux masses, hâter le passage du pouvoir politique des mains des représentants directs de la bourgeoisie aux mains des « lieutenants ouvriers de la classe capitaliste », de manière à guérir au plus tôt ces masses de leurs dernières illusions à ce sujet.

17. En ce qui concerne le Parti socialiste italien, le IIe Congrès de la IIIe Internationale considère comme juste, quant au fond, la critique de ce parti et les propositions pratiques qui sont développées à titre de propositions à soumettre au Conseil National du Parti socialiste italien, au nom de la Section de Turin [31], dans la revue *l'Ordine Nuovo* du 8 mai 1920, et qui correspondent entièrement aux principes fondamentaux de la IIIe Internationale.

Pour ces raisons, le IIe Congrès de la IIIe Internationale invite le Parti socialiste italien à convoquer un congrès extraordinaire appelé à discuter tant ces propositions que toutes les décisions des deux congrès de l'Internationale Communiste, afin de corriger la ligne du parti et d'épurer ce dernier, notamment sa fraction parlementaire, des éléments non communistes.

18. Le IIe Congrès de la IIIe Internationale considère comme erronées les conceptions concernant les rapports du parti avec la classe et avec la masse, le caractère non obligatoire de la participation des partis communistes aux parlements bourgeois et aux syndicats les plus réactionnaires, conceptions réfutées en détail dans les décisions spéciales du présent congrès, et défendues surtout par le « Parti ouvrier communiste d'Allemagne » ainsi que, pour une part, par le « Parti communiste de Suisse », par la revue viennoise *Kommunismus*, organe du Secrétariat de l'Internationale Communiste pour les pays de l'Europe orientale, par le Secrétariat d'Amsterdam aujourd'hui dissous, par

certains camarades hollandais, par certaines organisations communistes de Grande-Bretagne, par exemple la « Fédération ouvrière socialiste » et autres, de même que par les « Ouvriers industriels du monde » d'Amérique et le « Shop Stewards Committee » de Grande-Bretagne, etc.

Cependant, le IIe Congrès de la IIIe Internationale considère comme possible et souhaitable l'adhésion immédiate à l'Internationale Communiste de celles de ces organisations qui n'y ont pas encore adhéré officiellement, étant donné qu'en l'occurrence, particulièrement en ce qui concerne les « Ouvriers industriels du monde » d'Amérique et d'Australie, ainsi que les « Shop Stewards » en Grande-Bretagne, nous sommes en présence d'un profond mouvement prolétarien de masse, qui se place en fait sur les positions fondamentales de l'Internationale Communiste. Dans ces organisations, les points de vue erronés sur la participation aux Parlements bourgeois s'expliquent non pas tant par le rôle qu'y jouent les éléments venant de la bourgeoisie et qui y apportent leurs conceptions petites-bourgeoises quant au fond, comme le sont souvent celles des anarchistes, que par l'inexpérience politique de prolétaires réellement révolutionnaires et liés à la masse.

Pour ces raisons, le IIe Congrès de la IIIe Internationale invite toutes les organisations et tous les groupes communistes des pays anglo-saxons, même dans le cas où l'adhésion immédiate à la IIIe Internationale des « Ouvriers industriels du monde » et des « Shop Stewards Committee » n'aurait pas lieu, à poursuivre une politique de rapports des plus amicaux, une politique de rapprochement avec eux et avec la masse qui a des sympathies pour eux, d'explication amicale, à partir de l'expérience de toutes les révolutions et, particulièrement, des trois révolutions russes du XXe siècle, des erreurs que recèlent leurs conceptions rappelées plus haut, et à ne point renoncer à réitérer les efforts pour fusionner avec ces organisations en un parti communiste unique.

19. A cette occasion, le Congrès attire l'attention de tous les camarades, notamment des pays latins et anglo-saxons, sur le fait que, depuis la guerre, s'opère parmi les anarchistes du monde entier une profonde différenciation idéologique quant à l'attitude à observer à l'égard de la

dictature du prolétariat et du pouvoir des Soviets. Et c'est notamment parmi les éléments prolétariens, que la haine parfaitement légitime de l'opportunisme et du réformisme de la IIe Internationale poussait souvent vers l'anarchisme, que l'on observe une compréhension particulièrement juste de ces principes, compréhension qui se généralise d'autant plus qu'ils prennent une connaissance plus précise de l'expérience de la Russie, de la Finlande, de la Hongrie, de la Lettonie, de la Pologne et de l'Allemagne.

Aussi le Congrès considère-t-il qu'il est du devoir de tous les camarades d'aider par tous les moyens le passage aux côtés de la IIIe Internationale de tous les éléments anarchistes appartenant aux masses prolétariennes. Le Congrès indique que les succès de l'action des partis véritablement communistes doivent se mesurer, entre autres, par la proportion dans laquelle ils auront réussi à gagner les éléments anarchistes non intellectuels et non petits-bourgeois, mais prolétariens et liés aux masses.

4 juillet 1920

*Publié en juillet 1920*

# REPONSE A LA LETTRE DU COMITE PROVISOIRE UNI POUR LA FORMATION DU PARTI COMMUNISTE DE GRANDE-BRETAGNE[35]

J'ai bien reçu la lettre du 20 juin du « Comité Provisoire uni pour la formation du Parti communiste de Grande-Bretagne » (Joint Provisional Committee for the Communist Party of Britain) et, conformément à sa demande, je m'empresse de lui répondre que je suis tout à fait d'accord avec le plan développé par lui en vue de la formation immédiate d'un Parti communiste unique de Grande-Bretagne. Je considère comme erronée la tactique de la camarade Sylvia Pankhurst et de l'organisation W.S.F. (Fédération ouvrière socialiste) qui se refusent à la fusion du B.S.P. *, du S.L.P. ** et autres en un parti communiste unique. En particulier, je suis personnellement pour la participation au parlement et pour l'affiliation au « Parti travailliste » (Labour Party), à la condition que soient préservées l'entière liberté et la pleine indépendance du travail communiste, et je défendrai cette tactique au IIe Congrès de la IIIe Internationale, le 15 juillet 1920 à Moscou. Ce qui est le plus souhaitable, à mon avis, c'est la formation rapide d'un Parti communiste unique, sur la base de toutes les décisions de la IIIe Internationale, et le plus grand rappro-

* British Socialist Party — Parti socialiste britannique. (*N. R.*)
** Socialist Labour Party — Parti ouvrier socialiste. (*N. R.*)

chement possible de ce parti avec les « Ouvriers industriels du monde » (I.W.W.) et les « Shop Stewards Committees », en vue de leur fusion complète dans le plus proche avenir.

8 juillet 1920

*N. Lénine*

*Publié en anglais le 22 juillet 1920 dans le journal «The Call» n° 224*
*Publié en russe pour la première fois*

*Conforme au manuscrit*

# MESSAGE TELEPHONE A J. STALINE

Par téléphone à *Staline*, à Kharkov :

Nous venons de recevoir une note de Curzon. Il propose l'armistice avec la Pologne aux conditions suivantes : l'armée polonaise se retirera au-delà de la ligne fixée par la Conférence de la Paix [36] de l'année dernière, Grodno, Ialovka, Némirov, Brest-Litovsk, Dorogousk, Oustiloug, Krylov. Cette ligne coupe la Galicie entre Przemysl et Rava-Rousskaïa jusqu'aux Karpathes. On nous laisse tout ce qui est à l'Est. Notre armée doit se retirer à 50 km à l'Est de *cette* ligne. Une conférence des représentants de la Russie Soviétique, de la Pologne, de la Lettonie, de la Lituanie et de la Finlande aura lieu à Londres sous les auspices de la Conférence de la Paix. Des représentants de la Galicie orientale y seront admis. Nous pouvons envoyer les représentants qu'il nous plaira. On nous propose de conclure un armistice avec Wrangel, étant entendu que celui-ci se replie en Crimée. Wrangel se rend à Londres pour discuter du sort de son armée, et non en tant que membre de la Conférence. Il nous est accordé un délai d'une semaine pour répondre. De plus, la note de Curzon indique que le gouvernement polonais a donné son accord pour la paix avec la Russie sur la base de ces conditions.

Telle est la note de Curzon. Je prie Staline :

1. de hâter l'exécution de l'ordre de pousser l'offensive à outrance.

2. de me communiquer son opinion, à lui, Staline.

Je pense, pour ma part, que tout cela n'est qu'une super-

cherie ayant pour objet l'annexion de la Crimée, dont cette note fait état avec insolence. On veut nous arracher la victoire des mains, au moyen de promesses trompeuses.

*Lénine*

Noter la *réponse* de Staline et me la communiquer *par téléphone* [37].

*Lénine*

*Rédigé le 12 ou le 13 juillet 1920, Publié pour la première fois*

*Conforme au manuscrit complété corrigé par V. Lénine*

# TELEGRAMME A J. STALINE

Kharkov

Conseil révolutionnaire du front Sud-Ouest
à Staline urgent

17 juillet 1920

L'Assemblée plénière du Comité central a adopté presque en totalité les propositions que j'y ai faites [38]. Vous en recevrez le texte intégral, tenez-moi sans faute au courant deux fois par semaine, en code, et d'une manière détaillée, du développement des opérations et du cours des événements.

*Lénine*

*Publié pour la première fois, d'après le manuscrit*

# LES CONDITIONS D'ADMISSION A L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

Le premier congrès constitutif de l'Internationale Communiste n'a pas élaboré les conditions précises d'admission des différents partis à la IIIe Internationale. Au moment de sa convocation, il n'existait encore, dans la plupart des pays, que des *tendances* et des *groupes* communistes.

C'est dans des conditions différentes que se réunit le IIe Congrès mondial de l'Internationale Communiste. Il existe désormais dans la plupart des pays non seulement des courants et des tendances communistes, mais des *partis* et des *organisations* communistes.

Aujourd'hui, l'Internationale Communiste reçoit de plus en plus souvent des demandes de partis et de groupes qui appartenaient récemment encore à la IIe Internationale et qui désirent maintenant adhérer à la IIIe Internationale, mais qui ne sont pas encore en fait devenus communistes. La IIe Internationale est définitivement battue. Les partis intermédiaires et les groupes du « centre », voyant que sa situation est tout à fait désespérée, tentent de s'appuyer sur l'Internationale Communiste qui se renforce de plus en plus ; ils espèrent conserver toutefois une « autonomie » qui leur permettrait de poursuivre leur ancienne politique opportuniste ou « centriste ». L'Internationale Communiste est, jusqu'à un certain point, à la mode.

Le désir de certains groupes dirigeants du « centre » d'adhérer maintenant à la IIIe Internationale prouve indirectement que l'Internationale Communiste a gagné la sympathie de l'immense majorité des ouvriers conscients

du monde entier et devient une puissance de jour en jour croissante.

Dans certaines circonstances, l'Internationale Communiste peut être menacée de ramollissement par des groupes indécis et hybrides qui n'ont pas encore rompu avec l'idéologie de la II^e Internationale.

De plus, dans certains grands partis (Italie, Suède), dont la majorité se place sur les positions du communisme, il existe encore une forte aile réformiste et social-pacifiste, qui n'attend que le moment de relever la tête, de commencer le sabotage actif de la révolution prolétarienne et d'aider ainsi la bourgeoisie et la II^e Internationale.

Aucun communiste ne doit oublier les leçons de la République des Soviets de Hongrie. L'union des communistes hongrois et des réformistes a coûté cher au prolétariat hongrois.

Compte tenu de ces faits, le II^e Congrès mondial tient à déterminer avec la plus grande précision les conditions d'admission des nouveaux partis, et de rappeler, par la même occasion, aux partis déjà admis à l'Internationale Communiste les obligations qui leur incombent.

Le II^e Congrès de l'Internationale Communiste décide que les conditions d'appartenance au Komintern sont les suivantes:

* * *

1° La propagande et l'agitation quotidiennes doivent avoir un caractère effectivement communiste. Tous les organes de presse appartenant au parti doivent être rédigés par des communistes sûrs, ayant donné la preuve de leur dévouement à la cause de la révolution prolétarienne. Il ne s'agit pas de parler de la dictature du prolétariat tout simplement, comme d'une formule courante apprise par cœur ; il faut organiser la propagande en sa faveur d'une façon telle que pour chaque simple ouvrier, ouvrière, soldat ou paysan, sa nécessité découle des faits de la vie quotidienne notés au jour le jour par notre presse. Dans les journaux, dans les réunions publiques, dans les syndicats, dans les coopératives, partout où les partisans de la III^e Internationale auront accès, il est indispensable de flétrir systématiquement et sans merci non seulement la bourgeoi-

sie, mais aussi ses auxiliaires, les réformistes de toutes nuances.

2° Toute organisation désirant appartenir à l'Internationale Communiste est tenue *d'écarter* systématiquement des postes tant soit peu responsables dans le mouvement ouvrier (organisation du parti, rédaction, syndicat, fraction parlementaire, coopérative, municipalité, etc.) les réformistes et les partisans du « centre » et de mettre à leur place les communistes éprouvés, sans craindre d'avoir parfois, au début, à remplacer des dirigeants « expérimentés » par des ouvriers sortis du rang.

3° Dans tous les pays où, en raison de l'état de siège ou de lois d'exception, les communistes n'ont pas la possibilité de mener légalement toute leur action, il est absolument indispensable de combiner le travail légal et le travail illégal. Dans presque tous les pays d'Europe et d'Amérique, la lutte des classes entre dans la phase de la guerre civile. Dans ces conditions, les communistes ne peuvent se fier à la légalité bourgeoise. Ils doivent créer *partout* une organisation parallèle illégale qui puisse, au moment décisif, aider le parti à remplir son devoir envers la révolution.

4° Une propagande et une agitation systématiques et persévérantes doivent être faites parmi les troupes, et il faut former des cellules communistes dans chaque unité. Les communistes seront obligés de faire ce travail en grande partie illégalement, mais s'y refuser serait trahir le devoir révolutionnaire et serait incompatible avec l'appartenance à la IIIe Internationale.

5° Une agitation régulière et systématique dans les campagnes est indispensable. La classe ouvrière ne peut affermir sa victoire si elle n'a pas pour elle au moins une partie des ouvriers agricoles et des paysans pauvres et si elle n'a pas neutralisé par sa politique une partie du reste de la population des campagnes. Dans la période actuelle, l'action communiste à la campagne prend une importance de premier plan. Elle doit être le fait, principalement, des *ouvriers* communistes révolutionnaires qui ont des attaches à la campagne. Se refuser à ce travail ou le confier à des éléments semi-réformistes peu sûrs équivaut à renoncer à la révolution prolétarienne.

6° Tout parti désireux d'appartenir à la IIIe Internationale est tenu de démasquer non seulement le social-patriotisme avoué, mais également l'hypocrisie et la fausseté du social-pacifisme ; démontrer systématiquement aux ouvriers que, sans le renversement révolutionnaire du capitalisme, aucune cour internationale d'arbitrage, aucun débat sur la réduction des armements, aucune réorganisation « démocratique » de la Société des Nations ne sauraient sauver l'humanité de nouvelles guerres impérialistes.

7° Les partis désireux d'appartenir à la IIIe Internationale sont tenus de reconnaître la nécessité d'une rupture totale et absolue avec le réformisme et la politique du « centre », et de faire de la propagande en faveur de cette rupture dans les milieux les plus larges de leurs organisations. Sans cela, aucune politique communiste conséquente n'est possible.

L'Internationale Communiste exige absolument et sous forme d'ultimatum que cette rupture soit réalisée dans le plus bref délai. Elle ne peut admettre que des réformistes avérés, comme Turati, Modigliani et autres, aient le droit de se considérer comme des membres de l'Internationale Communiste. Un tel état de choses conduirait la IIIe Internationale à ressembler singulièrement à la défunte IIe Internationale.

8° Dans la question des colonies et des nationalités opprimées, les partis des pays dont la bourgeoisie possède des colonies et opprime d'autres nations doivent avoir une ligne de conduite particulièrement claire et nette. Tout parti désireux d'appartenir à la IIIe Internationale est tenu de démasquer impitoyablement les entreprises de « ses » impérialistes dans les colonies, de soutenir, non en paroles mais en fait, tout mouvement de libération dans les colonies, d'exiger qu'en soient expulsés les impérialistes nationaux, de cultiver dans les cœurs des ouvriers de son pays une attitude vraiment fraternelle à l'égard de la population laborieuse des colonies et des nationalités opprimées, et de poursuivre une agitation systématique parmi les troupes de son pays contre toute oppression des peuples coloniaux.

9° Tout parti qui désire appartenir à l'Internationale Communiste est tenu de mener systématiquement et sans

faiblesse une action communiste au sein des syndicats, des coopératives et des autres organisations ouvrières de masse. Il est indispensable d'y constituer des cellules communistes qui, par un travail constant et opiniâtre, doivent gagner les syndicats à la cause du communisme. Ces cellules sont tenues, à chaque moment du travail quotidien, de démasquer la trahison des social-patriotes et les hésitations du « centre ». Elles doivent être entièrement subordonnées au parti dans son ensemble.

10° Un parti appartenant à l'Internationale Communiste est tenu de lutter opiniâtrement contre l'« Internationale » des syndicats jaunes d'Amsterdam. Il doit faire une propagande obstinée parmi les ouvriers syndiqués pour la rupture avec elle. Il doit, par tous les moyens, soutenir le rassemblement international en voie de réalisation des syndicats rouges adhérant à l'Internationale Communiste.

11° Les partis désireux d'appartenir à la IIIe Internationale sont tenus de revoir la composition de leurs fractions parlementaires, d'en éliminer les éléments peu sûrs, de subordonner ces fractions, non en paroles mais en fait, à leurs comités centraux, d'exiger de chaque prolétaire communiste que toute son activité soit subordonnée aux intérêts d'une propagande et d'une agitation vraiment révolutionnaires.

12° De même, la presse périodique et non périodique et tous les services d'édition doivent être entièrement subordonnés au Comité central du parti, indépendamment de la question de savoir si, à tel moment, le parti dans son ensemble est légal ou illégal ; il est inadmissible que des services d'édition, abusant de leur autonomie, poursuivent une politique qui ne soit pas entièrement celle du parti.

13° Les partis adhérents à l'Internationale Communiste doivent être organisés selon le principe du *centralisme* démocratique. Dans la période actuelle de guerre civile exacerbée, un parti communiste ne saurait faire son devoir que s'il est organisé de la manière la plus centralisée, s'il y règne une discipline de fer confinant à la discipline militaire, et si son organisme central est puissant, nanti de pouvoirs étendus et jouissant d'une autorité morale et de la confiance unanime de ses membres.

14° Les partis communistes des pays où les communistes

mènent légalement leur action doivent procéder à des épurations périodiques (réenregistrement) des effectifs de leurs organisations, de manière à en écarter systématiquement les éléments petits-bourgeois qui s'y faufilent inévitablement.

15° Tout parti qui désire appartenir à l'Internationale Communiste est tenu de soutenir sans réserve toute République soviétique dans sa lutte contre les forces contre-révolutionnaires. Les partis communistes doivent faire une propagande incessante pour que les ouvriers refusent de transporter les fournitures militaires destinées aux ennemis des Républiques soviétiques ; ils doivent faire de la propagande, légalement ou illégalement, parmi les troupes envoyées pour écraser les Républiques ouvrières, etc.

16° Les partis qui, jusqu'à présent, ont conservé leurs anciens programmes social-démocrates, sont tenus de les réviser dans le plus bref délai et d'établir un nouveau programme communiste adapté aux conditions particulières de leur pays et conforme aux décisions de l'Internationale Communiste. En règle générale, le programme de chaque parti affilié à l'Internationale Communiste doit être ratifié par le Congrès ordinaire de l'Internationale Communiste ou par son Comité exécutif. En cas de non-ratification par le Comité exécutif de l'Internationale Communiste du programme de tel ou tel parti, celui-ci a le droit d'en appeler au Congrès de l'Internationale Communiste.

17° Toutes les décisions des Congrès de l'Internationale Communiste, de même que celles de son Comité exécutif, sont obligatoires pour tous les partis affiliés. L'Internationale Communiste, placée dans une ambiance de guerre civile exaspérée, doit être organisée d'une façon beaucoup plus centralisée que ne l'était la IIe Internationale. Cela étant, l'Internationale Communiste et son Comité exécutif doivent, bien entendu, tenir compte, dans toute leur activité, de la diversité des conditions dans lesquelles les différents partis ont à lutter et à agir, et n'adopter de décisions obligatoires pour tous que dans les questions où de telles décisions sont possibles.

18° Conformément à tout ce qui précède, tous les partis désireux d'adhérer à l'Internationale Communiste doivent modifier leur appellation. Tout parti désireux de s'affilier à l'Internationale Communiste doit s'intituler : Parti

*communiste* de tel pays (Section de la IIIe Internationale Communiste). Cette question d'appellation n'est pas de pure forme, elle a une importance politique considérable. L'Internationale Communiste a engagé une lutte décisive contre le monde bourgeois et tous les partis social-démocrates jaunes. Il est indispensable que la différence apparaisse clairement aux yeux de chaque travailleur entre les partis communistes et les anciens partis officiels « social-démocrates » ou « socialistes » qui ont trahi le drapeau de la classe ouvrière.

19° Après la fin des travaux du Deuxième Congrès mondial de l'Internationale Communiste, tous les partis désireux d'adhérer à l'Internationale Communiste doivent, dans le plus bref délai, convoquer un congrès extraordinaire afin qu'y soient ratifiés officiellement, au nom de l'ensemble du parti, les engagements ci-dessus précisés.

*Publié en juillet 1920*

# LE POINT VINGT DES CONDITIONS D'ADMISSION A L'INTERNATIONALE COMMUNISTE[39]

Les partis qui désireraient actuellement adhérer à la IIIe Internationale mais qui, jusqu'à présent, n'ont pas encore modifié radicalement leur ancienne tactique doivent, avant cette adhésion, faire le nécessaire pour que leur Comité central et leurs principaux organismes centraux comptent, au moins pour les deux tiers, des camarades qui, dès avant le IIe Congrès de l'Internationale Communiste, se sont prononcés publiquement et sans équivoque pour l'adhésion à la IIIe Internationale. Des exceptions peuvent être admises avec accord du Comité exécutif de la IIIe Internationale. Ce dernier a le droit de faire également des exceptions pour les représentants du « centre » désignés au § 7.

*Publié pour la première fois en 1921 dans l'ouvrage: « Le IIe Congrès de l'Internationale Communiste. Compte rendu sténographique ». Editions de l'Internationale Communiste, Pétrograd*

*Conforme au texte de l'ouvrage*

# LE IIe CONGRES DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE[40]

**19 JUILLET — 7 AOÛT 1920**

*Publié intégralement pour la première fois en 1921 dans l'ouvrage: «Le IIe Congrès de l'Internationale Communiste. Compte rendu sténographique». Editions de l'Internationale Communiste, Pétrograd*

*Le rapport sur la situation internationale est publié d'après le texte de l'ouvrage collationné sur le sténogramme corrigé par V. Lénine; les discours sont conformes au texte de l'ouvrage collationné sur le sténogramme en langue allemande.*

1

## RAPPORT SUR LA SITUATION INTERNATIONALE ET LES TACHES FONDAMENTALES DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE 19 JUILLET

(Ovation. Toute la salle se lève et applaudit. L'orateur essaie de parler, mais les applaudissements et les exclamations dans toutes les langues continuent. L'ovation se prolonge.) Camarades, les thèses sur les questions relatives aux tâches fondamentales de l'Internationale Communiste ont été publiées dans toutes les langues et (surtout pour les camarades russes) elles n'apportent rien de bien nouveau, puisqu'elles ne font qu'étendre dans une large mesure à divers pays occidentaux, à l'Europe occidentale, certains traits essentiels de notre expérience révolutionnaire et les leçons de notre mouvement révolutionnaire. Aussi dans mon rapport insisterai-je, ne serait-ce que sommairement, sur la première partie de mon sujet, à savoir : la situation internationale.

A la base de la situation internationale, telle qu'elle apparaît aujourd'hui, se trouvent les rapports économiques de l'impérialisme. Dans le courant du XX$^{e}$ siècle, cette phase nouvelle, suprême et ultime du capitalisme a pris son aspect définitif. Vous savez tous, bien entendu que le trait le plus caractéristique, le trait essentiel de l'impérialisme réside dans le fait que le capital a atteint de vastes proportions. A la place de la libre concurrence est apparu le monopole, aux proportions gigantesques. Un nombre infime de capitalistes ont pu concentrer entre leurs mains

parfois des branches entières de l'industrie ; celles-ci sont passées aux mains d'ententes, de cartels, de syndicats, de trusts, de caractère souvent international. Des branches entières de l'industrie, non seulement à l'intérieur des différents pays, mais également à l'échelle mondiale, se sont ainsi trouvées accaparées par les monopolistes, sous le rapport financier, sous celui du droit de propriété et, pour une part, sous celui de la production. Sur ce terrain s'est affirmée la suprématie sans précédent d'un nombre infime de grandes banques, de rois de la finance, de magnats de la finance qui transformaient en fait les républiques même les plus libres en monarchies financières. Dès avant la guerre, la chose était reconnue publiquement par des auteurs nullement révolutionnaires, comme Lysis en France.

Cette domination d'une poignée de capitalistes atteignit son point culminant au moment où le globe terrestre se trouva partagé, non seulement au sens de l'accaparement des différentes sources de matières premières et des moyens de production par les plus grands capitalistes, mais également au sens de l'achèvement du partage préalable des colonies. Il y a quarante ans, on comptait un peu plus de 250 millions d'habitants de pays coloniaux dominés par six puissances capitalistes. A la veille de la guerre de 1914, les colonies comptaient près de 600 millions d'habitants. En y ajoutant des pays comme la Perse, la Turquie, la Chine, qui étaient déjà à ce moment des semi-colonies, on obtenait en chiffres ronds une population d'un milliard d'hommes asservis aux pays les plus riches, les plus civilisés et les plus libres, en vertu du régime de dépendance coloniale. Et vous savez qu'en dehors d'une dépendance directe politique et juridique, la dépendance coloniale implique toute une série de rapports de dépendance financière et économique, toute une série de guerres que l'on ne considérait pas comme telles parce qu'elles n'étaient souvent que des carnages, à une époque où les armées impérialistes d'Europe et d'Amérique pourvues des moyens d'extermination les plus perfectionnés, massacraient les habitants sans armes et sans défense des pays coloniaux.

C'est de ce partage du globe, de cette domination des monopoles capitalistes, de cette omnipotence d'un nombre infime de grandes banques (deux, trois, quatre ou cinq,

pas plus, par Etat), que devait naître inévitablement la première guerre impérialiste de 1914-1918. On s'est battu pour un nouveau partage du monde, on s'est battu pour savoir lequel de ces groupes infimes de grands Etats, l'anglais ou l'allemand, aurait la possibilité et le droit de piller, d'opprimer, d'exploiter la terre entière. Vous savez que la guerre a tranché cette question au profit du groupe anglais. Mais elle n'a fait qu'exaspérer à l'extrême toutes les contradictions capitalistes. Elle a rejeté d'un coup une population d'environ 250 millions d'habitants dans une situation analogue à celle des colonies. Elle y a rejeté la Russie qui compte environ 130 millions d'habitants, l'Autriche-Hongrie, l'Allemagne, la Bulgarie, qui en comptent au moins 120 millions. Un quart de milliard d'hommes, dans des pays qui, comme l'Allemagne, sont parmi les plus avancés, les plus éclairés, les plus cultivés, les plus à la hauteur, sur le plan technique, du progrès moderne. Par le traité de Versailles, la guerre leur a imposé des conditions telles que des peuples avancés sont tombés dans un état de dépendance colonialé, de misère, de famine, de ruine et d'asservissement, car ils sont liés par ce traité pour plusieurs générations et réduits à des conditions qu'aucun peuple civilisé n'a jamais connues. Telle est l'image du monde après la guerre : *un milliard et quart* d'hommes au moins sont soumis au joug colonial, à l'exploitation d'un capitalisme bestial, qui se vantait d'aimer la paix et qui, il y a une cinquantaine d'années, avait quelques droits de s'en vanter, tant que la terre n'était pas partagée, tant qu'il n'y avait pas la domination des monopoles, tant que le capitalisme pouvait se développer d'une façon relativement pacifique sans provoquer d'immenses conflits militaires.

Aujourd'hui, après cette époque « pacifique », nous assistons à une aggravation monstrueuse de l'oppression, nous constatons le retour d'une oppression coloniale et militaire beaucoup plus dure qu'avant. Le traité de Versailles a placé l'Allemagne et toute une série d'Etats vaincus dans des conditions qui rendent matériellement impossible leur existence économique, les privent de tous droits et les humilient.

Quel est le nombre de nations à profiter d'un tel état

de choses? Pour répondre à cette question, nous devons nous rappeler que la population des Etats-Unis d'Amérique, qui sont seuls à avoir tout gagné à la guerre, qui, de pays endetté au possible, sont devenus le pays auquel tout le monde doit de l'argent, ne dépasse pas 100 millions d'hommes. La population du Japon, qui a beaucoup gagné en restant à l'écart du conflit Europe-Amérique et en s'emparant d'une énorme partie du continent asiatique, est de 50 millions. La population de la Grande-Bretagne, qui a profité le plus après ces deux pays, atteint 50 millions. Et si nous y ajoutons les Etats neutres dont la population est très faible, qui se sont enrichis pendant la guerre, nous obtenons — en chiffres ronds — un quart de milliard.

Cela nous donne, en ses traits généraux, le tableau du monde tel qu'il apparaît après la guerre impérialiste. Un milliard et quart d'hommes dans les colonies opprimées, les pays démembrés comme la Perse, la Turquie, la Chine ; et les pays vaincus, réduits à l'état de colonies. Un quart de milliard d'hommes, tout au plus, pour les pays qui se sont maintenus dans leur situation d'antan, mais qui sont tous tombés sous la dépendance économique de l'Amérique et qui, durant toute la guerre, furent sous sa dépendance militaire, car la guerre s'est étendue à tout l'univers et n'a permis à aucun pays de rester neutre en fait. Enfin, l'on compte encore un quart de milliard d'habitants, tout au plus, dans les pays dont, bien entendu, seul le haut du panier, seuls les capitalistes ont profité du partage du globe. Au total, près d'un milliard trois quarts d'habitants composant la population du globe. Je tiens à vous rappeler ce tableau du monde, car toutes les contradictions fondamentales du capitalisme, de l'impérialisme, qui mènent à la révolution, toutes les contradictions fondamentales du mouvement ouvrier qui ont amené la lutte acharnée contre la IIe Internationale dont a parlé le camarade président, tout cela est lié au partage de la population du globe.

Bien entendu, ces chiffres ne donnent qu'une idée générale et sommaire de la situation économique du monde. Et naturellement, camarades, grâce à ce partage de la population du globe, le pouvoir d'exploitation du capital financier et des monopoles capitalistes s'est accru dans de très grandes proportions.

Ce ne sont pas seulement les pays coloniaux, les pays vaincus qui se trouvent réduits à l'état de dépendance ; à l'intérieur même de chaque pays victorieux, des contradictions plus aiguës se sont développées, toutes les contradictions capitalistes se sont aggravées. Je le montrerai brièvement par quelques exemples.

Voyez les dettes d'Etat. Nous savons que les dettes des principaux Etats européens ont augmenté, de 1914 à 1920, d'au moins *sept* fois. Je vous citerai encore une source économique, qui prend une importance particulièrement grande ; c'est Keynes, diplomate anglais et auteur du livre *Les conséquences économiques de la paix*, chargé par son gouvernement de participer aux négociations de paix de Versailles, il les a suivies sur place, d'un point de vue purement bourgeois, il a étudié la question pas à pas, en détail, et, en sa qualité d'économiste, a pris part aux conférences. Il a abouti à des conclusions qui sont plus incisives, plus concrètes et plus édifiantes que celles d'un révolutionnaire communiste, parce qu'elles sont celles d'un bourgeois authentique, d'un ennemi implacable du bolchévisme dont il se fait, en petit-bourgeois anglais, une image monstrueuse, bestiale et féroce. Keynes en est arrivé à cette conclusion qu'avec le traité de Versailles, l'Europe et le monde vont à la banqueroute. Il a donné sa démission ; il a jeté son livre à la face de son gouvernement et dit : « Vous commettez une folie». Je vous citerai ses chiffres qui, dans l'ensemble, se réduisent à ceci :

Quels sont les rapports de débiteurs à créanciers qui se sont établis entre les principales puissances ? Je convertis les livres sterling en roubles-or, au taux de 10 roubles-or pour une livre sterling. Voici ce que cela donne : les Etats-Unis ont un actif de 19 milliards ; leur passif est nul. Jusqu'à la guerre, ils étaient les débiteurs de la Grande-Bretagne. Au dernier congrès du Parti communiste d'Allemagne, le 14 avril 1920, le camarade Lévi notait avec raison dans son rapport qu'il ne restait plus que deux puissances indépendantes de par le monde : la Grande-Bretagne et l'Amérique. Mais seule l'Amérique est restée absolument indépendante du point de vue financier. Avant la guerre, elle était débitrice ; aujourd'hui elle est créancière. Toutes les autres puissances du monde sont endettées.

La Grande-Bretagne en est réduite à la situation suivante : actif 17 milliards, passif 8 milliards, elle est déjà à moitié débitrice. De plus, dans son actif figurent près de 6 milliards que lui doit la Russie. Les fournitures militaires que la Russie avait achetées pendant la guerre font partie des créances anglaises. Il y a quelque temps, quand en sa qualité de représentant du gouvernement des Soviets de Russie, Krassine a pu s'entretenir avec Lloyd-George au sujet des traités financiers, il fit ressortir aux yeux des techniciens et des politiciens, dirigeants du gouvernement anglais, que s'ils comptaient se faire rembourser ces dettes, ils se trompaient étrangement. Et le diplomate anglais Keynes le leur avait déjà prédit.

Cela ne tient pas seulement au fait, et il n'en est même pas question, que le gouvernement révolutionnaire russe n'a pas l'intention de payer ces dettes. Aucun gouvernement ne saurait accepter de les régler, pour la bonne raison qu'elles ne représentent que les intérêts usuraires de ce qui a déjà été payé une vingtaine de fois, et ce même bourgeois Keynes, qui n'a nulle sympathie pour le mouvement révolutionnaire russe, le dit : « Il est clair qu'il n'est pas possible de tenir compte de ces dettes. »

En ce qui concerne la France, Keynes cite des chiffres comme ceux-ci : son actif est de trois milliards et demi, son passif de 10 milliards et demi ! Et c'est le pays dont les Français eux-mêmes disaient qu'il était l'usurier du monde, parce que son « épargne » était colossale et que le pillage colonial et financier, qui lui avait fourni un capital gigantesque, lui permettait de prêter des milliards et des milliards, en particulier à la Russie. Ces prêts procuraient à la France des revenus énormes. Et malgré cela, malgré la victoire, la France se trouve dans la situation de débiteur.

Un auteur bourgeois américain, cité par le camarade Braun, communiste, dans son livre *Qui doit payer les dettes de guerre* ? (Leipzig 1920), définit de la façon suivante le rapport qui existe entre les dettes et le patrimoine national : dans les pays victorieux, en Grande-Bretagne et en France, les dettes représentent plus de 50% du patrimoine national. En Italie, ce pourcentage est de 60 à 70 ; quant à la Russie, il est de 90, mais — comme vous le savez —

ces dettes ne nous inquiètent nullement, étant donné que quelque temps avant que ne paraisse le livre de Keynes, nous avions suivi son excellent conseil : nous avons annulé toutes nos dettes. (Vifs applaudissements.)

Seulement Keynes révèle ici son habituelle bizarrerie de philistin : en conseillant d'annuler toutes les dettes, il déclare que, bien entendu, la France ne fera qu'y gagner, que, bien entendu, la Grande-Bretagne n'y perdra pas grand-chose car, de toutes manières, on ne pourrait rien tirer de la Russie ; que l'Amérique y perdra pas mal, mais Keynes compte sur la « générosité » américaine ! A cet égard, nous ne partageons pas les conceptions de Keynes et des autres pacifistes petits-bourgeois. Nous pensons que pour obtenir l'annulation des dettes, il leur faudra trouver quelque chose d'autre et travailler dans une direction quelque peu différente de celle qui consiste à compter sur la « générosité » de Messieurs les capitalistes.

Il ressort de ces quelques chiffres que la guerre impérialiste a créé également pour les pays victorieux une situation impossible. L'écart énorme entre les salaires et la hausse des prix l'indique également. Le 8 mars de cette année, le Conseil supérieur économique, institution chargée de défendre l'ordre bourgeois du monde entier contre la révolution montante, a voté une résolution qui se termine par un appel à l'ordre, au travail, à l'épargne, à la condition évidemment que les ouvriers restent les esclaves du capital. Ce Conseil supérieur économique, organe de l'Entente, organe des capitalistes du monde entier, a dressé le bilan que voici :

Aux Etats-Unis, la hausse des prix des denrées alimentaires a été en moyenne de 120%, alors que les salaires n'ont augmenté que de 100%. En Grande-Bretagne, les denrées ont augmenté de 170% et les salaires de 130%. En France, les denrées ont augmenté de 300%, les salaires de 200%. Au Japon, les prix ont augmenté de 130%, les salaires de 60% (je confronte les chiffres indiqués par le camarade Braun dans sa brochure et ceux du Conseil supérieur économique donnés par le *Times* du 10 mars 1920).

Il est clair que dans une telle situation l'accroissement du mécontentement des ouvriers, l'accentuation de l'état d'esprit et des aspirations révolutionnaires, l'essor des grèves

spontanées de masse sont inévitables. Car la situation des ouvriers devient intolérable. Ils se convainquent par leur propre expérience que les capitalistes se sont enrichis prodigieusement du fait de la guerre, dont ils rejettent les charges et les dettes sur leurs épaules. Récemment, une dépêche nous apprenait que l'Amérique veut rapatrier en Russie encore 500 communistes, pour se débarrasser de ces « dangereux agitateurs ».

Mais même si l'Amérique nous envoyait, non pas 500, mais 500 000 « agitateurs » russes, américains, japonais, français, cela ne changerait rien à l'affaire, car le décalage des prix subsisterait, contre lequel ils ne peuvent rien. Et ils n'y peuvent rien parce que la propriété privée est chez eux strictement respectée, parce qu'elle est chez eux « sacrée ». Il ne faut pas l'oublier, la propriété privée des exploiteurs n'est abolie qu'en Russie. Les capitalistes ne peuvent rien en ce qui concerne le décalage des prix, et les ouvriers ne peuvent pas vivre avec les anciens salaires. Contre cette calamité, aucune vieille méthode ne peut servir, aucune grève isolée, aucune lutte parlementaire, aucun scrutin n'y peut rien, car la « propriété privée est sacrée », et les capitalistes ont accumulé de telles dettes que le monde entier se trouve asservi à une poignée d'hommes ; cependant, les conditions d'existence des ouvriers deviennent de plus en plus insupportables. Il n'y a pas d'autre issue que l'abolition de la « propriété privée » des exploiteurs.

Dans sa brochure : *La Grande-Bretagne et la révolution mondiale*, dont notre *Courrier du Commissariat du Peuple aux affaires étrangères* de février 1920 a publié des extraits très précieux, le camarade Lapinski indique qu'en Grande-Bretagne, les prix du charbon à l'exportation ont été deux fois plus élevés que ceux prévus par les milieux industriels officiels.

Dans le Lancashire, on en est arrivé à une hausse des actions de 400%. Les bénéfices des banques sont de l'ordre de 40 à 50% au minimum, encore faut-il noter que lorsqu'il s'agit de déterminer les bénéfices, tous les banquiers savent en camoufler la part du lion en ne l'appelant pas bénéfices, mais en la dissimulant sous forme de primes, de tantièmes, etc. De sorte que là aussi, des faits économiques indiscu-

tables montrent que la richesse d'une infime poignée d'hommes s'est accrue d'une manière incroyable, qu'un luxe inouï dépasse toutes les bornes, tandis que la misère de la classe ouvrière ne cesse de s'aggraver. En particulier, il faut encore noter une circonstance que le camarade Lévi a soulignée d'une manière particulièrement frappante dans son rapport mentionné plus haut : la modification de la valeur de l'argent. En raison des dettes, de l'émission de papier-monnaie, etc., l'argent s'est partout déprécié. La même source bourgeoise, que j'ai déjà citée, c'est-à-dire la déclaration du Conseil supérieur économique du 8 mars 1920, estime qu'en Grande-Bretagne, la dépréciation de la monnaie, par rapport au dollar, est de l'ordre d'un tiers ; en France et en Italie, des deux tiers ; quant à l'Allemagne, elle y atteint 96%.

Ce fait montre que le « mécanisme » de l'économie capitaliste mondiale est complètement détraqué. Il n'est plus possible de continuer les relations commerciales dont dépendent, en régime capitaliste, l'approvisionnement en matières premières et l'écoulement des produits manufacturés ; elles ne peuvent continuer précisément du fait que toute une série de pays se trouvent soumis à un seul, par suite de la dépréciation de l'argent. Aucun des pays riches ne peut vivre ni commercer parce qu'il ne peut vendre ses produits, ni recevoir des matières premières.

Il arrive ainsi que l'Amérique elle-même, le pays le plus riche, auquel sont soumis tous les autres, ne peut ni acheter ni vendre. Et ce même Keynes, qui a connu les tours et détours des négociations de Versailles, est contraint de reconnaître cette impossibilité, en dépit de sa décision bien arrêtée de défendre le capitalisme et malgré toute sa haine du bolchévisme. Soit dit en passant, je ne pense pas qu'aucun manifeste communiste ou, d'une façon générale, révolutionnaire, puisse jamais égaler, quant à sa vigueur, les pages où Keynes dépeint Wilson et le « wilsonisme » en action. Wilson fut l'idole des petits bourgeois et des pacifistes genre Keynes et certains héros de la IIe Internationale (et même de l'Internationale « deux et demie ») qui ont exalté ses « 14 points » et écrit des livres « savants » sur les « racines » de la politique wilsonienne, espérant que Wilson sauverait la « paix sociale », réconcilierait les

exploiteurs et les exploités, et réaliserait des réformes sociales. Keynes a montré avec force comment Wilson a été joué comme un niais, et comment toutes ces illusions s'en sont allées en fumée au premier contact avec la politique pratique, mercantile et affairiste du capital incarné par MM. Clemenceau et Lloyd-George. Les masses ouvrières voient maintenant de plus en plus clairement par leur expérience vécue, et les pédants savants pourraient le voir à la seule lecture de l'ouvrage de Keynes, que les « racines » de la politique de Wilson plongeaient dans l'obscurantisme clérical, la phraséologie petite-bourgeoise et l'incompréhension totale de la lutte des classes.

De tout cela deux conditions, deux données fondamentales découlent tout naturellement et inévitablement. D'une part, la misère, la ruine des masses se sont accrues d'une façon inouïe, et tout d'abord en ce qui concerne un milliard et quart d'êtres humains, soit 70% de la population du globe. Il s'agit des pays coloniaux, dépendants, dont la population est privée de tout droit juridique, des pays placés « sous mandat » des forbans de la finance. Et, de plus, l'esclavage des pays vaincus a été sanctionné par le traité de Versailles et les accords secrets concernant la Russie, qui ont par moment — il est vrai — autant de valeur que les chiffons de papier sur lesquels il est écrit que nous devons tant et tant de milliards. Nous sommes en présence, dans l'histoire mondiale, d'un premier exemple de sanction juridique de la spoliation, de l'esclavage, de la dépendance, de la misère et de la faim d'un milliard et quart d'êtres humains.

D'autre part, dans chaque pays devenu créancier, la situation des ouvriers est devenue insupportable. La guerre a aggravé au plus haut point toutes les contradictions capitalistes, et c'est là l'origine de cette profonde effervescence révolutionnaire, qui ne fait que croître, car pendant la guerre les hommes étaient sous le régime de la discipline militaire, envoyés à la mort ou menacés des représailles immédiates de la justice militaire. Les conditions imposées par la guerre ne permettaient pas de voir la réalité économique. Les écrivains, les poètes, le clergé, toute la presse glorifiaient la guerre. Aujourd'hui que la guerre est finie, les révélations commencent à se faire jour. Démasqué, l'impérialisme

allemand, avec sa paix de Brest-Litovsk. Démasquée, la paix de Versailles, qui devait être la victoire de l'impérialisme et qui s'est révélée comme sa défaite. L'exemple de Keynes montre, entre autres, comment des dizaines et des centaines de milliers de petits bourgeois, d'intellectuels ou simplement de personnes tant soit peu évoluées et cultivées d'Europe et d'Amérique ont dû prendre le même chemin que lui, qui a donné sa démission et jeté à la face de son gouvernement le livre qui le démasquait. Keynes a montré ce qui se passe et se passera dans la conscience de milliers et de centaines de milliers d'hommes, quand ils comprendront que tous les discours sur la « guerre pour la liberté », etc., n'ont été que mensonge et que la guerre n'a abouti qu'à ce résultat : enrichir une infime minorité, alors que les autres étaient ruinés, réduits en esclavage. En effet, le bourgeois Keynes déclare que, pour sauvegarder leur existence, pour sauver l'économie anglaise, les Anglais doivent obtenir la reprise de relations commerciales libres entre l'Allemagne et la Russie ! Mais comment l'obtenir ? En annulant toutes les dettes, ainsi qu'il le propose ! C'est une idée qui n'appartient pas au seul savant économiste Keynes. Des millions d'hommes y viennent et y viendront. Et des millions d'hommes entendent les économistes bourgeois déclarer qu'il n'y a pas d'autre issue que l'annulation des dettes, qu'en conséquence « maudits soient les bolchéviks» (qui les ont annulées), et faisons appel à la « générosité » de l'Amérique ! ! Je pense qu'au nom du Congrès de l'Internationale Communiste, il y aurait lieu d'envoyer une adresse de remerciements à ces économistes qui font de l'agitation en faveur du bolchévisme.

Si, d'une part, la situation économique des masses est devenue insupportable ; si, d'autre part, au sein de l'infime minorité des pays victorieux tout-puissants a commencé et s'accélère le désaccord révélé par Keynes, nous sommes bien en présence du mûrissement des deux conditions de la révolution mondiale.

Nous avons maintenant sous les yeux un tableau un peu plus complet du monde. Nous savons ce qu'est cette dépendance à l'égard d'une poignée de richards d'un milliard et quart d'hommes placés dans des conditions d'exis-

tence intolérables. D'un autre côté, quand on a présenté aux peuples le Pacte de la Société des Nations, par lequel celle-ci déclare mettre fin aux guerres et ne point permettre à quiconque de rompre la paix, quand ce pacte — ultime espérance des masses laborieuses du monde entier — entra en vigueur, ce fut pour nous la plus grande victoire. Tant qu'il n'était pas en vigueur, on pouvait dire : il est impossible de ne pas imposer à un pays comme l'Allemagne des conditions particulières ; quand il y aura un traité, vous verrez que tout ira bien. Mais quand ce pacte fut publié, les pires adversaires du bolchévisme ont dû le renier ! Dès son entrée en vigueur, il s'est trouvé que le petit groupe des pays les plus riches, ce « quatuor des gros » — Clemenceau, Lloyd-George, Orlando et Wilson, — fut chargé de régler les nouveaux rapports ! Et quand la machine du pacte fut mise en route, ce fut la catastrophe générale !

Nous l'avons vu par les guerres contre la Russie. Faible, ruinée, accablée, la Russie, le pays le plus retardataire, lutte contre toutes les nations, contre l'alliance des Etats riches, puissants, qui dominent le monde, et elle sort victorieuse de cette lutte. Nous ne pouvions opposer des forces tant soit peu équivalentes, et nous fûmes pourtant les vainqueurs. Pourquoi ? Parce qu'il n'y avait pas ombre d'unité parmi eux, parce que chaque puissance agissait contre une autre. La France voulait que la Russie lui payât ses dettes et devînt une force redoutable contre l'Allemagne ; la Grande-Bretagne désirait le partage de la Russie, elle tentait de s'emparer du pétrole de Bakou et de conclure des traités avec les pays limitrophes de la Russie. Parmi les documents officiels anglais, il existe un livre qui énumère très consciencieusement tous les Etats (on en compte 14) qui, il y a six mois, en décembre 1919, promettaient de prendre Moscou et Pétrograd. La Grande-Bretagne fondait sur eux sa politique et leur prêtait des millions et des millions. Mais aujourd'hui, tous ces calculs ont fait fiasco et tous ces prêts sont perdus.

Telle est la situation créée par la Société des Nations. Chaque jour d'existence de ce pacte constitue une excellente agitation en faveur du bolchévisme. Car les partisans les plus puissants de « l'ordre » capitaliste nous montrent comment, à propos de chaque question, ils se font des crocs-

en-jambe. Le partage de la Turquie, de la Perse, de la Mésopotamie, de la Chine donne lieu à des querelles féroces entre le Japon, la Grande-Bretagne, l'Amérique et la France. La presse bourgeoise de ces pays est pleine des attaques les plus véhémentes et les plus acerbes contre leurs « collègues » qui leur font passer le butin sous le nez. Nous sommes les témoins du total désaccord qui règne parmi cette poignée infime des pays les plus riches. Il est impossible qu'un milliard et quart d'hommes, représentant les 70% de la population du globe, vivent dans les conditions d'asservissement qu'entend leur imposer le capitalisme « avancé » et civilisé. Quant à l'infime poignée de puissances richissimes, la Grande-Bretagne, l'Amérique, le Japon (qui a pu piller les pays d'Orient, les pays d'Asie, mais qui ne peut avoir aucune force indépendante, financière et militaire sans l'aide d'un autre pays), ces deux ou trois pays ne sont pas en mesure d'organiser les relations économiques et toute leur politique tend à faire échouer celle de leurs associés et partenaires de la Société des Nations. D'où la crise mondiale. Et ce sont ces causes économiques de la crise qui constituent la raison essentielle du fait que l'Internationale Communiste remporte de brillants succès.

Camarades, nous abordons maintenant la question de la crise révolutionnaire, base de notre action révolutionnaire. Et ici, il faut avant tout noter deux erreurs très répandues. D'une part, les économistes bourgeois représentent cette crise comme un simple « malaise », selon l'élégante expression des Anglais. D'autre part, des révolutionnaires s'efforcent parfois de démontrer que cette crise est absolument sans issue.

C'est une erreur. Il n'existe pas de situation absolument sans issue. La bourgeoisie se conduit comme un forban sans vergogne qui a perdu la tête ; elle commet bêtise sur bêtise, aggravant la situation et hâtant sa propre perte. C'est un fait. Mais il n'est pas possible de « prouver » qu'il n'y a absolument aucune chance qu'elle endorme une minorité d'exploités à l'aide de petites concessions, qu'elle réprime un mouvement ou une insurrection d'une partie des opprimés et des exploités. Tenter d'en « prouver » à l'avance l'impossibilité « absolue » serait pur pédantisme, verbiage ou jeu d'esprit. Dans cette question et dans des

questions analogues, seule la pratique peut fournir la « preuve » réelle. Le régime bourgeois traverse dans le monde entier une profonde crise révolutionnaire. Il faut « démontrer » maintenant, par l'action pratique des partis révolutionnaires, qu'ils possèdent suffisamment de conscience, d'organisation, de liens avec les masses exploitées, d'esprit de décision et de savoir-faire pour exploiter cette crise au profit d'une révolution victorieuse.

C'est avant tout pour préparer cette « démonstration » que nous nous sommes réunis en ce congrès de l'Internationale Communiste.

Pour montrer à quel point l'opportunisme règne encore dans les partis qui désirent adhérer à la IIIe Internationale, à quel point le travail de certains partis est encore loin de préparer la classe révolutionnaire à mettre à profit la crise révolutionnaire, je citerai le chef du « Parti travailliste indépendant » de Grande-Bretagne, Ramsay Mac Donald. Dans son livre *le Parlement et la Révolution*, consacré précisément aux questions essentielles qui nous occupent aujourd'hui, Mac Donald dépeint la situation à peu près dans l'esprit des pacifistes bourgeois. Il reconnaît qu'il existe une crise révolutionnaire, que l'état d'esprit révolutionnaire grandit, que les masses ouvrières manifestent de la sympathie pour le pouvoir des Soviets et la dictature du prolétariat (notez qu'il est question de la Grande-Bretagne), que la dictature du prolétariat vaut mieux que la dictature actuelle de la bourgeoisie anglaise.

Mais il reste profondément un pacifiste et un conciliateur bourgeois, un petit-bourgeois qui rêve d'un gouvernement en dehors des classes. Il ne reconnaît la lutte des classes que comme un « fait descriptif », à l'exemple de tous les menteurs, sophistes et pédants de la bourgeoisie. Il passe sous silence l'expérience de Kérenski, des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires de Russie, l'expérience similaire de la Hongrie et de l'Allemagne, etc., concernant la création d'un gouvernement « démocratique » et soi-disant en dehors des classes. Il endort son parti et les ouvriers qui ont le malheur de prendre ce bourgeois pour un socialiste et ce philistin pour un chef, en leur disant : « Nous savons que tout cela (c'est-à-dire la crise révolutionnaire, la fermentation révolutionnaire) passera, s'arran-

gera ». La guerre, voyez-vous, devait inévitablement provoquer la crise, mais après la guerre, peut-être pas d'un seul coup, « tout s'arrangera » !

Voilà ce qu'écrit un homme qui est le chef d'un parti désireux d'adhérer à la IIIe Internationale. C'est là une révélation, d'autant plus précieuse qu'elle est d'une sincérité exceptionnelle, de ce que l'on peut observer non moins souvent dans les milieux dirigeants du parti socialiste français et du parti social-démocrate indépendant allemand, à savoir non seulement l'incapacité, mais également le refus d'utiliser dans un sens révolutionnaire la crise révolutionnaire ou, en d'autres termes, l'incapacité et le refus de procéder à une préparation réellement révolutionnaire du parti et de la classe à la dictature du prolétariat.

C'est le mal le plus grave dont souffrent maints partis qui abandonnent actuellement la IIe Internationale. Et c'est précisément pourquoi j'insiste surtout, dans les thèses que je présente au congrès, sur la définition la plus concrète et la plus précise des tâches qu'implique la *préparation* à la dictature du prolétariat.

Encore un exemple. Un nouveau livre contre le bolchévisme vient de paraître. Il paraît actuellement des quantités extraordinaires de livres de ce genre en Europe et en Amérique, mais plus on en publie et plus la sympathie des masses pour le bolchévisme grandit et se renforce. Il s'agit du livre d'Otto Bauer : *Bolchévisme ou Social-démocratie* ? Les Allemands y apprennent clairement ce qu'est le menchévisme, dont le rôle honteux dans la révolution russe est assez connu des ouvriers de tous les pays. Otto Bauer a donné là un pamphlet profondément menchévik, bien qu'il ait dissimulé sa sympathie pour le menchévisme. Mais il est aujourd'hui indispensable de répandre en Europe et en Amérique une connaissance plus précise de ce qu'est le menchévisme, car c'est le nom générique de tous les courants soi-disant socialistes, social-démocrates, etc., hostiles au bolchévisme. Il nous paraîtrait fastidieux à nous, Russes, d'écrire pour expliquer à l'Europe ce qu'est le menchévisme. Otto Bauer l'a montré dans son livre et nous remercions à l'avance les éditeurs bourgeois et opportunistes qui le publieront et en feront la traduction en différentes langues. Le livre de Bauer sera utile, ne serait-

ce qu'à titre de complément aux manuels de communisme. Prenez n'importe quel paragraphe, n'importe quel raisonnement d'Otto Bauer et démontrez en quoi consiste le menchévisme, quelles sont les racines des idées qui ont pour aboutissement l'action pratique des traîtres au socialisme, des amis de Kérenski, de Scheidemann, etc. ; cette question pourrait être posée utilement et avec profit aux « examens » probatoires du bon communiste. Si vous ne pouvez pas y répondre, c'est que vous n'êtes pas encore communiste et il est préférable que vous n'adhériez pas au parti. (Applaudissements.)

Otto Bauer a parfaitement exprimé le fond même des conceptions de l'opportunisme mondial dans une phrase pour laquelle, si nous étions les maîtres à Vienne, nous devrions, de son vivant, lui élever un monument. L'emploi de la violence dans la lutte de classe, au sein des démocraties modernes — a-t-il déclaré sentencieusement — serait « une violence exercée sur les facteurs sociaux de la force même ».

Vous trouverez sans doute que cela rend un son bizarre et incompréhensible ? C'est le modèle de ce à quoi ils ont réduit le marxisme, à quelle banalité et à quelle défense des exploiteurs *on peut* dégrader la théorie la plus révolutionnaire. Prenez la variété allemande de l'esprit petit-bourgeois et vous aboutirez à la « théorie » suivant laquelle « les facteurs sociaux de la force » sont le nombre, le degré d'organisation, la place que l'on occupe dans le processus de la production et de la répartition, l'activité, l'instruction. Si le salarié de la campagne, si l'ouvrier de la ville exercent la violence révolutionnaire contre le propriétaire foncier ou le capitaliste, ce n'est nullement la dictature du prolétariat, ce n'est nullement la violence sur les exploiteurs et les oppresseurs du peuple. Pas du tout. C'est de la « violence sur les facteurs sociaux de la force ».

Peut-être mon exemple paraît-il un peu humoristique. Mais la nature de l'opportunisme contemporain est telle que sa lutte contre le bolchévisme prend une allure humoristique. Entraîner la classe ouvrière, tout ce qu'elle compte d'hommes doués de réflexion, à la lutte du menchévisme international (des Mac Donald, des O. Bauer et C^ie^)

contre le bolchévisme, c'est pour l'Europe et l'Amérique la chose la plus utile, la plus urgente.

Ici, nous devons nous demander ce qui explique la persistance de ces tendances en Europe et pourquoi cet opportunisme est plus fort en Europe occidentale que chez nous. Mais parce que les pays avancés ont bâti et bâtissent leur culture grâce à la possibilité qu'ils ont de vivre aux dépens d'un milliard d'opprimés. Parce que les capitalistes de ces pays ont des profits bien supérieurs à ceux qu'ils pourraient tirer de la spoliation des ouvriers de leur pays.

On estimait avant la guerre que les trois pays les plus riches, la Grande-Bretagne, la France et l'Allemagne, tiraient de la seule exportation de leurs capitaux à l'étranger un revenu annuel de 8 à 10 milliards de francs sans compter les autres revenus.

On comprend qu'il soit possible de prélever sur cette jolie somme au moins un demi-milliard à distribuer en aumône aux dirigeants ouvriers, à l'aristocratie ouvrière, comme dessous-de-table de toute espèce. En effet, tout est dans la corruption. On s'y prend de mille façons : en élevant le niveau de culture des grands centres, en créant des établissements éducatifs, des milliers de sinécures à l'intention des dirigeants des coopératives, des trade-unions, des leaders parlementaires. Cela se fait dans tous les pays de civilisation capitaliste. Et ces milliards de super-bénéfice constituent la base économique de l'opportunisme dans le mouvement ouvrier. En Amérique, en Grande-Bretagne, en France, nous assistons à une résistance infiniment plus forte des chefs opportunistes, des couches supérieures de la classe ouvrière, de l'aristocratie ouvrière ; ils opposent une résistance plus grande au mouvement communiste. C'est pourquoi nous devons nous attendre à voir les partis ouvriers européens et américains se guérir de cette maladie plus difficilement que nous. Nous savons que depuis la fondation de la IIIe Internationale, des progrès énormes ont été réalisés en ce qui concerne la guérison de cette maladie, mais nous n'en sommes pas encore à la guérison définitive : l'épuration des partis ouvriers, des partis révolutionnaires du prolétariat du monde entier de l'influence bourgeoise et des opportunistes qui se trouvent dans leur propre sein, est encore loin d'être achevée.

Je ne m'arrêterai pas sur la façon concrète dont nous devons le faire. Il en est question dans mes thèses, qui ont été publiées. Ma tâche consiste à indiquer les causes économiques profondes de ce phénomène. Cette maladie est devenue chronique ; sa guérison se fait plus attendre que les optimistes ne pouvaient l'espérer. L'opportunisme, voilà notre ennemi principal. L'opportunisme des couches supérieures du mouvement ouvrier, c'est un socialisme non prolétarien, mais bourgeois. La preuve est faite que les militants du mouvement ouvrier qui appartiennent à la tendance opportuniste sont de meilleurs défenseurs de la bourgeoisie que les bourgeois eux-mêmes. S'ils n'avaient pas en main la direction des ouvriers, la bourgeoisie ne pourrait pas se maintenir. Ce n'est pas seulement l'histoire du régime Kérenski en Russie qui le prouve ; la République démocratique d'Allemagne, avec à sa tête un gouvernement social-démocrate, le prouve aussi de même que le comportement d'Albert Thomas à l'égard de son gouvernement bourgeois. La preuve est faite enfin par l'expérience analogue de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis. L'opportunisme est notre ennemi principal et nous devons en venir à bout. Nous devons quitter ce congrès avec la ferme résolution de mener cette lutte jusqu'au bout dans tous les partis. C'est là notre tâche essentielle.

Comparée à cette tâche, celle qui consiste à redresser les erreurs de la tendance de « gauche » dans le mouvement communiste sera aisée. Nous observons dans maints pays un antiparlementarisme qui n'est pas tant le fait d'hommes issus de la petite-bourgeoisie que celui de certains groupes avancés du prolétariat, mus par la haine à l'égard de l'ancien parlementarisme, haine légitime, juste et nécessaire, provoquée par le comportement des parlementaires de Grande-Bretagne, de France, d'Italie, de tous les pays. Il faut distribuer les directives de l'Internationale Communiste, éclairer mieux et davantage les camarades sur l'expérience russe et le rôle véritable d'un parti politique prolétarien. Notre travail consistera à résoudre ce problème. Et la lutte contre ces erreurs du mouvement prolétarien, contre ces insuffisances, sera mille fois plus facile que la lutte contre la bourgeoisie qui, sous le couvert du réformisme, pénètre dans les vieux partis de la IIe In-

ternationale et oriente toute leur activité dans un esprit non prolétarien, mais bourgeois.

En conclusion, camarades, je m'arrêterai encore sur un autre aspect de la question. Le camarade président a dit que ce congrès méritait bien le titre de congrès mondial. Je pense qu'il a raison, surtout parce que nous avons ici pas mal de représentants du mouvement révolutionnaire des colonies et des pays arriérés. Ce n'est qu'un petit commencement, mais l'essentiel est qu'il y ait un commencement. L'union des prolétaires révolutionnaires des pays capitalistes avancés avec les masses révolutionnaires des pays où il n'y a pas ou presque pas de prolétariat, avec les masses opprimées des colonies, des pays d'Orient, cette union devient une réalité dans ce congrès. Il ne dépend que de nous — et je suis convaincu que nous le ferons — de la consolider. L'impérialisme mondial ne pourra que s'écrouler quand l'offensive révolutionnaire des ouvriers exploités et opprimés au sein de chaque pays, surmontant la résistance des éléments petits-bourgeois et l'influence de cette minorité infime qu'est l'aristocratie ouvrière, fera sa jonction avec l'offensive révolutionnaire des centaines de millions d'hommes qui, jusqu'à présent, étaient en dehors de l'histoire et considérés comme n'en étant que l'objet.

La guerre impérialiste a aidé la révolution : la bourgeoisie a tiré des colonies, des pays arriérés, de l'isolement où ils étaient, des soldats qu'elle a lancés dans cette guerre impérialiste. La bourgeoisie anglaise a inculqué aux soldats hindous qu'il était du devoir du paysan hindou de défendre la Grande-Bretagne contre l'Allemagne, la bourgeoisie française a inculqué aux soldats de ses colonies que les Noirs devaient défendre la France. Elle leur a enseigné le maniement des armes. C'est une science extrêmement utile, et nous pourrions en remercier la bourgeoisie du plus profond de nous-mêmes, au nom de tous les ouvriers et de tous les paysans russes, au nom surtout de toute l'Armée Rouge de Russie. La guerre impérialiste a fait entrer les peuples dépendants dans l'histoire du monde. Et l'une de nos tâches les plus importantes est de réfléchir aujourd'hui à la façon de poser la première pierre de l'organisation du mouvement soviétique dans les pays *non*-capitalistes. Les Soviets y

sont possibles ; ce ne seront pas des Soviets ouvriers, mais des Soviets paysans ou des Soviets de travailleurs.

Cela exigera un travail énorme ; des erreurs seront inévitables ; de grosses difficultés se dresseront sur notre chemin. Une tâche essentielle du IIe Congrès est d'élaborer ou d'indiquer les bases pratiques qui permettront que le travail qui se faisait jusqu'à présent d'une manière inorganisée parmi des centaines de millions d'hommes, se fasse dorénavant d'une manière organisée, cohérente et systématique.

Un peu plus d'un an après le 1er Congrès de l'Internationale Communiste, nous voilà vainqueurs de la IIe Internationale ; les idées soviétiques ne sont pas aujourd'hui répandues uniquement parmi les ouvriers des pays civilisés, qui les connaissent et les comprennent ; les ouvriers de tous les pays se moquent des beaux esprits, parmi lesquels il y en a bon nombre qui se disent socialistes et qui font des dissertations savantes ou presque sur le « système » soviétique, comme aiment à s'exprimer les Allemands systématiciens, ou sur « l'idée » soviétique, comme s'expriment les partisans anglais du « ghilde-socialisme » ; ces dissertations sur le « système » et sur l'« idée » soviétiques en imposent parfois aux yeux et à l'esprit des ouvriers. Mais ils rejettent tout ce fatras de pédants et se saisissent de l'arme que les Soviets leur offrent. Et la compréhension du rôle et de la signification des Soviets s'est maintenant répandue jusque dans les pays d'Orient.

Les bases d'un mouvement soviétique sont maintenant jetées dans tout l'Orient, dans toute l'Asie, parmi tous les peuples coloniaux.

L'idée que les exploités doivent se soulever contre les exploiteurs et former leurs Soviets n'est pas trop compliquée. Après notre expérience, après deux ans et demi d'existence de la République des Soviets de Russie, après le 1er Congrès de la IIIe Internationale, cette idée devient accessible à des centaines de millions d'hommes opprimés par les exploiteurs du monde entier, et si aujourd'hui, en Russie, nous sommes souvent contraints d'accepter des compromis, de temporiser, étant plus faibles que les impérialistes internationaux, nous savons pourtant que nous défendons les intérêts de cette masse d'un milliard et quart d'hommes.

Des barrières, des préjugés, de l'ignorance, qui d'heure en heure reculent dans le passé, nous gênent encore, mais plus nous avançons et mieux nous représentons et défendons dans les faits ces 70% de la population du globe, cette masse de travailleurs et d'exploités. Nous pouvons dire avec fierté : lors du premier congrès, nous n'étions au fond que des propagandistes, nous ne faisions que jeter au prolétariat du monde entier des idées essentielles, nous ne faisions que lancer un appel à la lutte, que demander : où sont les hommes susceptibles de s'engager dans cette voie ? Aujourd'hui, il y a partout un prolétariat avancé. Il existe partout une armée prolétarienne, parfois mal organisée il est vrai, et qui demande à être réorganisée, et si nos camarades de tous les pays nous aident maintenant à organiser une armée unique, rien ne pourra plus nous empêcher d'accomplir notre œuvre. Cette œuvre, c'est la révolution prolétarienne universelle, la création de la République universelle des Soviets. (Applaudissements prolongés.)

## 2

## DISCOURS SUR LE ROLE DU PARTI COMMUNISTE
## 23 JUILLET

Camarades, je voudrais faire quelques remarques concernant les discours des camarades Tanner et Mac Laine. Tanner dit qu'il est pour la dictature du prolétariat, mais celle-ci est présentée d'une manière quelque peu différente de celle dont nous la concevons. Il dit que nous entendons en réalité par dictature du prolétariat celle de sa minorité organisée et consciente.

En effet, à l'époque du capitalisme, quand les masses ouvrières sont soumises à une exploitation continue, et ne peuvent développer leurs capacités humaines, le trait le plus caractéristique des partis politiques ouvriers réside précisément dans le fait qu'ils ne peuvent toucher qu'une minorité de leur classe. Le parti politique ne peut rassembler qu'une minorité de la classe, de même que dans toute la société capitaliste les ouvriers réellement conscients ne sont qu'une minorité parmi les ouvriers. Force nous est donc de reconnaître que ce n'est que cette minorité consciente qui peut diriger les larges masses ouvrières et les entraîner avec elle. Et si le camarade Tanner dit qu'il est l'ennemi du parti, mais qu'il est en même temps pour que la minorité des ouvriers les mieux organisés et les plus révolutionnaires indique la voie à l'ensemble du prolétariat, je dis qu'en réalité il n'y a pas de différence entre nous. Qu'est-ce que cette minorité organisée ? Si cette minorité est vraiment consciente, si elle sait entraîner les masses, si elle est capable de répondre à chaque question à l'ordre du jour, alors elle est, en réalité, le parti. Et si nous attachons tant d'im-

portance à l'opinion de camarades comme Tanner qui sont les représentants d'un mouvement de masse, ce que l'on ne saurait dire, sans trop forcer les choses, des représentants du parti socialiste britannique, si ces camarades sont pour qu'il y ait une minorité qui lutte résolument pour la dictature du prolétariat et qui instruit les masses ouvrières dans cet esprit, cette minorité n'est pas autre chose, en réalité, que le parti. Le camarade Tanner dit que cette minorité doit organiser et entraîner avec elle toute la masse ouvrière. Si lui et les autres camarades du groupe Shop-Stewards et de l'Union des ouvriers industriels du monde (I.W.W.) l'admettent — et nous constatons tous les jours dans nos conversations avec eux qu'ils l'admettent effectivement — s'ils approuvent cette situation où la minorité communiste consciente de la classe ouvrière entraîne avec elle le prolétariat, alors ils doivent convenir aussi que tel est le sens de toutes nos résolutions. Et alors, l'unique différence existant entre nous consiste seulement dans le fait qu'ils évitent le mot «parti» parce qu'il existe parmi les camarades anglais une certaine prévention contre le parti politique. Ils ne se représentent pas un parti politique autrement qu'à l'image des partis de Gompers et de Henderson, des partis d'affairistes parlementaires, de traîtres à la classe ouvrière. S'ils ne voient le parlementarisme que tel qu'il existe aujourd'hui en Grande-Bretagne ou en Amérique, alors, nous aussi, nous sommes les ennemis d'un tel parlementarisme et de tels partis politiques. Nous avons besoin de partis nouveaux, d'autres partis. Nous avons besoin de partis qui soient constamment et effectivement liés aux masses et qui sachent diriger ces masses.

Je passe à la troisième question, dont je voudrais dire deux mots à propos du discours du camarade Mac Laine. Il est partisan de l'affiliation du Parti communiste anglais au Labour Party. Je me suis déjà prononcé à ce sujet dans mes thèses relatives à l'admission à la IIIe Internationale[41]. Dans ma brochure, j'ai laissé cette question ouverte[42]. Cependant, après avoir discuté avec plusieurs camarades, j'ai abouti à cette conviction que la décision de rester au Labour Party constitue la seule tactique juste. Mais voilà que le camarade Tanner prend la parole et déclare: ne soyez pas trop dogmatique. Cette expression me semble ici tout à fait

déplacée. Le camarade Ramsay dit : veuillez nous permettre, à nous, communistes anglais, de résoudre nous-mêmes cette question. Que serait l'Internationale si chaque petite fraction venait lui dire : certains d'entre nous sont pour, d'autres contre ; laissez-nous le soin de régler cela ? A quoi servirait alors l'Internationale, le congrès et toute cette discussion ? Le camarade Mac Laine n'a parlé que du rôle du parti politique. Mais cela concerne également les syndicats et le parlementarisme. Il est parfaitement exact que la majeure partie des meilleurs révolutionnaires est contre l'affiliation au Labour Party, parce qu'ils répudient le parlementarisme en tant que moyen de lutte. Peut-être serait-il mieux alors de renvoyer cette question en commission. Cette commission devra la discuter et l'étudier, et l'affaire devra être réglée dans tous les cas par le présent congrès de l'Internationale Communiste. Nous ne pouvons pas admettre qu'elle ne concerne que les communistes anglais. Nous devons dire, en général, quelle tactique est la bonne.

Je m'arrêterai maintenant sur certains arguments du camarade Mac Laine, concernant la question du Labour Party anglais. Il faut le dire nettement : le Parti communiste ne peut se joindre au Labour Party qu'à la condition de garder son entière liberté de critique et d'être à même de poursuivre sa politique propre. C'est le plus important. Quand le camarade Serrati parle à ce propos de collaboration de classes, j'affirme pour ma part : ce n'est pas de la collaboration de classes. Si les camarades italiens tolèrent dans leur parti des opportunistes genre Turati et C^ie^, c'est-à-dire des éléments bourgeois, c'est là, effectivement, de la collaboration de classes. Mais en l'occurrence, en ce qui concerne le Labour Party anglais, il ne s'agit que de la collaboration de la minorité avancée des ouvriers anglais avec leur écrasante majorité. Les membres du Labour Party sont tous membres des syndicats. Il s'agit là d'une structure très originale, que nous ne trouvons dans aucun autre pays. Cette organisation embrasse 4 millions d'ouvriers sur les 6 ou 7 millions de membres des syndicats. On ne leur demande pas quelles sont leurs opinions politiques. Que le camarade Serrati me prouve que quelqu'un nous empêchera d'y user de notre droit de critique. Quand vous

l'aurez prouvé, alors seulement vous aurez prouvé que le camarade Mac Laine se trompe. Le Parti socialiste britannique peut dire délibérément que Henderson est un traître et néanmoins rester au sein du Labour Party. Ici se réalise la collaboration de l'avant-garde de la classe ouvrière avec les ouvriers arriérés, avec l'arrière-garde. Cette collaboration a une importance tellement grande pour l'ensemble du mouvement que nous insistons catégoriquement pour que les communistes anglais soient le chaînon qui relie le parti, c'est-à-dire la minorité de la classe ouvrière, à toute la masse des ouvriers. Si la minorité ne sait pas diriger les masses, se lier étroitement avec elles, elle n'est pas un parti, elle ne vaut rien en général, qu'elle s'appelle Parti ou Comité national des Shop Stewards Committees, pour autant que je sache que les Shop Stewards de Grande-Bretagne possèdent un Comité national, une direction nationale, ce qui est déjà un pas vers le parti. Par conséquent, si le fait que le Labour Party anglais est composé de prolétaires n'est pas infirmé, alors il s'agit de la collaboration de l'avant-garde de la classe ouvrière avec les ouvriers arriérés, et si cette collaboration n'est pas systématiquement poursuivie, alors le Parti communiste ne vaut rien, et il ne saurait être question de la dictature du prolétariat. Et si nos camarades italiens n'ont pas d'arguments plus probants, nous devrons plus tard trancher ici définitivement la question sur la base de ce que nous savons et nous serons amenés à conclure que l'adhésion est une tactique juste.

Les camarades Tanner et Ramsay nous disent que la majorité des communistes anglais n'accepteront pas l'affiliation, mais devons-nous nécessairement être d'accord avec la majorité ? Pas du tout. Si elle n'a pas encore compris quelle est la politique juste, peut-être pouvons-nous attendre. L'existence parallèle de deux partis pendant un certain temps serait même préférable au refus de répondre à la question : quelle est la tactique juste ? Naturellement, compte tenu de l'expérience de tous les membres du congrès et sur la base des arguments produits ici, vous n'insisterez pas pour que nous prenions séance tenante la décision de créer sans délai dans tous les pays un parti communiste unique. Cela est impossible. Mais exprimer franchement notre opinion et donner des directives, cela nous pouvons le faire.

Nous devons examiner dans une commission spéciale la question soulevée par la délégation anglaise et dire ensuite : la tactique juste, c'est l'adhésion au Labour Party. Si la majorité est contre, nous devrons organiser la minorité à part. Cela pourra être utile sur le plan éducatif. Si les masses ouvrières anglaises continuent à avoir confiance en leur ancienne tactique, nous vérifierons nos conclusions au prochain congrès. Mais nous ne pouvons pas dire que cette question ne concerne que la Grande-Bretagne, ce serait imiter les pires habitudes de la IIe Internationale. Nous devons exprimer ouvertement notre opinion. Si les communistes anglais ne parviennent pas à s'entendre et si un parti de masse n'est pas créé, la scission sera de toute façon inévitable.

## 3

## RAPPORT DE LA COMMISSION NATIONALE ET COLONIALE 26 JUILLET[43]

Camarades, je me bornerai à une brève entrée en matière, après quoi le camarade Maring, qui fut secrétaire de notre commission, vous présentera un rapport détaillé sur les modifications que nous avons apportées aux thèses. Le camarade Roy, qui a formulé des thèses complémentaires, prendra ensuite la parole. Notre commission a adopté à l'unanimité les thèses initiales avec les amendements et les thèses complémentaires. De cette manière, nous avons pu aboutir à l'unanimité complète sur toutes les questions importantes. Je ferai maintenant quelques brèves remarques.

En premier lieu, quelle est l'idée essentielle, fondamentale de nos thèses ? La distinction entre les peuples opprimés et les peuples oppresseurs. Nous faisons ressortir cette distinction, contrairement à la IIe Internationale et à la démocratie bourgeoise. A l'époque de l'impérialisme, il est particulièrement important pour le prolétariat et l'Internationale Communiste de constater les faits économiques concrets et, dans la solution de toutes les questions coloniales et nationales, de partir non de notions abstraites, mais des réalités concrètes.

Le trait caractéristique de l'impérialisme est que le monde entier, comme nous le voyons, se divise actuellement en un grand nombre de peuples opprimés et un nombre infime de peuples oppresseurs, qui disposent de richesses colossales et d'une force militaire puissante. En estimant la population totale du globe à un milliard trois quarts,

l'immense majorité, comprenant plus d'un milliard et, selon toute probabilité, un milliard deux cent cinquante millions d'êtres humains, c'est-à-dire près de 70% de la population du globe, appartient aux peuples opprimés, qui ou bien se trouvent placés sous le régime de dépendance coloniale directe, ou bien constituent des Etats semi-coloniaux, comme la Perse, la Turquie, la Chine, ou encore, vaincus par l'armée d'une grande puissance impérialiste, se trouvent sous sa dépendance en vertu de traités de paix. Cette idée de distinction, de division des peuples en opprimés et oppresseurs, se retrouve dans toutes les thèses, tant dans les premières parues sous ma signature et publiées antérieurement, que dans celles du camarade Roy. Ces dernières ont été écrites principalement à partir de la situation des Indes et des autres grands peuples d'Asie opprimés par la Grande-Bretagne, et c'est en cela que réside leur grande importance pour nous.

La deuxième idée directrice de nos thèses est que, dans la situation internationale d'aujourd'hui, après la guerre impérialiste, les relations réciproques des peuples et tout le système politique mondial sont déterminés par la lutte d'un petit groupe de nations impérialistes contre le mouvement soviétique et les Etats soviétiques, à la tête desquels se trouve la Russie des Soviets. Si nous perdons cela de vue, nous ne saurons poser correctement aucune question nationale ou coloniale, quand bien même il s'agirait du point le plus reculé du monde. Ce n'est qu'en partant de là que les questions politiques peuvent être posées et résolues d'une façon juste par les partis communistes, aussi bien des pays civilisés que des pays arriérés.

En troisième lieu, je tiens à attirer tout particulièrement l'attention sur la question du mouvement démocratique bourgeois dans les pays arriérés. Cette question, précisément, a provoqué certaines divergences. Nous avons discuté pour savoir s'il serait juste ou non, en principe et en théorie, de déclarer que l'Internationale Communiste et les partis communistes doivent soutenir le mouvement démocratique bourgeois des pays arriérés ; cette discussion nous a amenés à la décision unanime de remplacer l'expression mouvement « démocratique bourgeois » par celle de mouvement national-révolutionnaire. Il n'y a pas le moin-

dre doute que tout mouvement national ne puisse être que démocratique bourgeois, car la grande masse de la population des pays arriérés est composée de paysans, qui représentent les rapports bourgeois et capitalistes. Ce serait une utopie de croire que les partis prolétariens, en admettant qu'ils puissent en général faire leur apparition dans ces pays, pourront, sans avoir des rapports déterminés avec le mouvement paysan, sans le soutenir en fait, poursuivre une tactique et une politique communistes dans ces pays arriérés. Mais des objections ont été faites : si nous parlons de mouvement démocratique bourgeois, toute distinction s'effacera entre mouvement réformiste et mouvement révolutionnaire. Or, ces temps derniers, la distinction est apparue en toute clarté dans les pays arriérés et coloniaux, car la bourgeoisie impérialiste s'applique par tous les moyens à implanter le mouvement réformiste aussi parmi les peuples opprimés. Un certain rapprochement s'est fait entre la bourgeoisie des pays exploiteurs et celle des pays coloniaux, de sorte que, très souvent, et peut-être même dans la majorité des cas, la bourgeoisie des pays opprimés, tout en soutenant les mouvements nationaux, est en même temps d'accord avec la bourgeoisie impérialiste, c'est-à-dire qu'elle lutte avec celle-ci, contre les mouvements révolutionnaires et les classes révolutionnaires. Ceci a été démontré d'une façon irréfutable à la commission, et nous avons estimé que la seule attitude juste était de prendre en considération cette distinction et de remplacer presque partout l'expression « démocratique bourgeois » par celle de « national-révolutionnaire ». Le sens de cette substitution est que, en tant que communistes, nous ne devrons soutenir et nous ne soutiendrons les mouvements bourgeois de libération des pays coloniaux que dans les cas où ces mouvements seront réellement révolutionnaires, où leurs représentants ne s'opposeront pas à ce que nous formions et organisions dans un esprit révolutionnaire la paysannerie et les larges masses d'exploités. Si ces conditions ne sont pas remplies, les communistes doivent, dans ces pays, lutter contre la bourgeoisie réformiste, à laquelle appartiennent également les héros de la IIe Internationale. Les partis réformistes existent déjà dans les pays coloniaux, et parfois leurs représentants s'appellent social-

démocrates et socialistes. La distinction indiquée figure maintenant dans toutes les thèses et je pense que notre point de vue se trouve ainsi formulé maintenant d'une manière beaucoup plus précise.

Ensuite, je voudrais encore faire une remarque au sujet des Soviets paysans. Le travail pratique des communistes russes dans les colonies qui ont appartenu à la Russie tsariste, dans des pays arriérés comme le Turkestan et autres, a amené la question suivante : comment appliquer la tactique et la politique communistes dans les conditions précapitalistes, étant donné que le trait caractéristique essentiel de ces pays est que les rapports précapitalistes y prédominent encore, et que, par suite, il ne saurait y être question d'un mouvement purement prolétarien. Dans ces pays, le prolétariat industriel n'existe presque pas. Malgré cela, là aussi, nous avons assumé et nous devons assumer le rôle de conducteurs. Notre travail nous a démontré qu'il faut dans ces pays surmonter d'immenses difficultés, mais les résultats pratiques ont montré également que, malgré ces difficultés, il est possible d'éveiller dans les masses une aspiration à la pensée politique et à l'activité politique indépendantes, même là où le prolétariat est presque inexistant. Ce travail a été plus difficile pour nous que pour les camarades des pays d'Europe occidentale, le prolétariat de Russie étant surchargé de besognes intéressant l'Etat. On conçoit sans peine que les paysans qui se trouvent placés dans une dépendance semi-féodale puissent parfaitement assimiler l'idée de l'organisation soviétique et la faire passer dans les faits. Il est également évident que les masses opprimées, exploitées non seulement par le capitalisme marchand, mais également par les féodaux et par l'Etat bâti sur des bases féodales, peuvent employer cette arme, cette forme d'organisation, même dans la situation qui est la leur. L'idée de l'organisation soviétique est simple ; elle peut être appliquée non seulement dans le cadre de rapports prolétariens, mais également dans celui de rapports paysans, de caractère féodal ou semi-féodal. Notre expérience dans ce domaine n'est pas encore bien grande, mais les débats en commission, auxquels prirent part plusieurs représentants des pays coloniaux, ont prouvé irréfutablement qu'il est indispensable d'indiquer dans les thèses de l'Interna-

tionale Communiste que les Soviets de paysans, les Soviets d'exploités sont un moyen valable non seulement pour les pays capitalistes, mais également pour ceux où prédominent les rapports précapitalistes, que le devoir absolu des partis communistes et des éléments qui sont disposés à constituer des partis communistes est de faire de la propagande en faveur des Soviets de paysans, des Soviets de travailleurs toujours et partout, dans les pays arriérés, dans les colonies ; et là où les conditions le permettent, ils doivent tenter immédiatement de créer des Soviets du peuple travailleur.

Nous voyons ici s'ouvrir pour nous un domaine très intéressant et très important de travail pratique. Jusqu'à présent notre expérience commune à cet égard n'est pas très grande, mais petit à petit nous réunissons une documentation de plus en plus abondante. Il est tout à fait hors de discussion que le prolétariat des pays avancés peut et doit aider les masses travailleuses arriérées, et que les pays arriérés pourront sortir de leur stade actuel de développement quand le prolétariat victorieux des Républiques soviétiques aura tendu la main à ces masses et sera en mesure de leur prêter son appui.

Sur cette question, des débats assez vifs ont été suscités par nos thèses signées par moi, mais bien plus encore par celles du camarade Roy, qu'il va défendre ici et pour lesquelles certains amendements ont été adoptés à l'unanimité.

La question se posait ainsi : pouvons-nous considérer comme juste l'affirmation que le stade capitaliste de développement de l'économie est inévitable pour les peuples arriérés, actuellement en voie d'émancipation et parmi lesquels on observe depuis la guerre un mouvement vers le progrès ? Nous y avons répondu par la négative. Si le prolétariat révolutionnaire victorieux mène parmi eux une propagande systématique, si les gouvernements soviétiques les aident par tous les moyens à leur disposition, on aurait tort de croire que le stade de développement capitaliste est inévitable pour les peuples arriérés. Dans toutes les colonies et dans tous les pays arriérés, nous devons non seulement constituer des cadres indépendants de militants, des organisations du parti, non seulement y poursuivre dès maintenant la propagande en faveur de l'organisation des Soviets de paysans, en nous attachant à les adapter aux conditions

précapitalistes qui sont les leurs, mais encore l'Internationale Communiste doit établir et justifier sur le plan théorique ce principe qu'avec l'aide du prolétariat des pays avancés, les pays arriérés peuvent parvenir au régime soviétique et, en passant par certains stades de développement, au communisme, en évitant le stade capitaliste.

Il n'est pas possible d'indiquer à l'avance les moyens qui sont nécessaires à cet effet. L'expérience nous les soufflera. Mais il est nettement établi que l'idée des Soviets est accessible à toutes les masses travailleuses des peuples les plus éloignés, que ces organismes, les Soviets, doivent être adaptés aux conditions du régime social précapitaliste et que le travail du parti communiste doit être entrepris immédiatement en ce sens dans le monde entier.

Je voudrais encore souligner l'importance du travail révolutionnaire des partis communistes non seulement dans leur propre pays, mais aussi dans les pays coloniaux et, notamment, parmi les troupes que les nations exploiteuses utilisent pour maintenir sous leur domination les peuples de ces pays.

Le camarade Quelch, du Parti socialiste britannique, en a parlé à notre commission. Il a déclaré qu'un simple ouvrier anglais considérerait comme une trahison le fait d'aider les peuples asservis dans leurs soulèvements contre la domination anglaise. Il est exact que le jingoïsme et le chauvinisme de l'aristocratie ouvrière de Grande-Bretagne et d'Amérique constituent le plus grand danger pour le socialisme, qu'ils forment le rempart le plus solide de la II^e^ Internationale, et que nous avons affaire ici à la plus grande trahison de la part des chefs et des ouvriers appartenant à cette Internationale bourgeoise. La II^e^ Internationale a également discuté de la question coloniale. Le Manifeste de Bâle en parle à son tour en termes parfaitement clairs. Les partis de la II^e^ Internationale avaient bien promis d'agir d'une façon révolutionnaire, mais nous ne remarquons pas que la II^e^ Internationale et, je suppose, la majorité des partis ayant quitté celle-ci dans l'intention d'adhérer à la III^e^ Internationale, fassent un travail effectivement révolutionnaire et apportent une aide aux peuples exploités et dépendants dans leurs soulèvements contre les nations qui les oppriment. Nous devons le déclarer hautement, et c'est irréfutable. Nous verrons si l'on tentera de le démentir.

Ce sont ces considérations qui ont été mises à la base de nos résolutions incontestablement beaucoup trop longues ; j'espère cependant qu'elles seront utiles et contribueront au développement et à l'organisation d'un travail effectivement révolutionnaire dans les questions nationale et coloniale, ce qui constitue précisément notre tâche essentielle.

## 4

## DISCOURS SUR LES CONDITIONS D'ADMISSION A L'INTERNATIONALE COMMUNISTE 30 JUILLET[44]

Camarades, Serrati a dit : nous n'avons pas encore inventé le sincéromètre, désignant par ce néologisme français un instrument destiné à mesurer la sincérité ; un tel instrument n'a pas encore été inventé. Nous n'en avons d'ailleurs nullement besoin ; par contre, nous possédons déjà un instrument permettant d'apprécier les tendances. Et le tort, dont je parlerai plus loin, du camarade Serrati a bien été d'avoir fait fi de cet instrument connu depuis fort longtemps.

Je voudrais dire quelques mots seulement à propos du camarade Crispien. Je regrette beaucoup qu'il soit absent (D i t t m a n : « Il est malade ! »). Dommage. Son discours est un document des plus importants, car il exprime d'une manière précise la ligne politique de l'aile droite du Parti social-démocrate indépendant. Je ne parlerai ni de personnalité, ni de cas particuliers, mais des idées clairement exprimées dans ce discours. Comme je l'espère, je saurai prouver que tout ce discours a été un discours essentiellement kautskiste et que le camarade Crispien partage les conceptions kautskistes sur la dictature du prolétariat. A une remarque, Crispien a répondu : « La dictature, ce n'est pas une nouveauté, il en était déjà question dans le *Programme d'Erfurt* ». Ce programme n'en dit rien ; et l'histoire a prouvé que ce n'est pas un hasard. Quand, en 1902-1903, nous élaborions le premier programme de notre parti, nous avions toujours sous nos yeux l'exemple du programme d'Erfurt, à une époque où Plékhanov, le même Plékhanov qui disait alors

avec juste raison : « Ou bien Bernstein enterrera la social-démocratie ou bien c'est la social-démocratie qui enterrera Bernstein.» Plékhanov soulignait tout particulièrement ce fait que si le programme d'Erfurt ne disait rien de la dictature du prolétariat, c'était une erreur sur le plan théorique et, sur le plan pratique, une concession pusillanime faite aux opportunistes. Aussi la dictature du prolétariat a-t-elle été incluse dans notre programme dès 1903[45].

Quand le camarade Crispien dit maintenant que la dictature du prolétariat n'est pas une nouveauté, et qu'il ajoute : « Nous avons toujours été pour la conquête du pouvoir politique », cela signifie éluder le fond du problème. On admet la conquête du pouvoir politique, mais pas la dictature. Toute la littérature socialiste, non seulement allemande, mais française et anglaise, prouve que les chefs des partis opportunistes, par exemple Mac Donald en Grande-Bretagne, sont partisans de la conquête du pouvoir politique. Ils sont tous — ce n'est pas peu dire — des socialistes sincères, mais ils sont contre la dictature du prolétariat ! Dès l'instant que nous avons un bon parti révolutionnaire, digne de porter le titre de communiste, il faut faire de la propagande pour la dictature du prolétariat, à la différence des anciennes conceptions de la IIe Internationale. Le camarade Crispien a masqué et dissimulé cette vérité, et c'est la faute fondamentale propre à tous les partisans de Kautsky.

Le camarade Crispien continue : « Nous sommes des chefs élus par les masses ». C'est un point de vue formel et faux car, au dernier congrès du parti des Indépendants allemands, la lutte des tendances nous est apparue clairement. Point n'est besoin de rechercher un sincéromètre et de plaisanter à ce sujet, comme le fait le camarade Serrati, pour établir ce simple fait que la lutte des tendances doit exister et existe ; l'une des tendances groupe les ouvriers révolutionnaires, récemment venus à nous et adversaires de l'aristocratie ouvrière ; l'autre tendance, c'est l'aristocratie ouvrière guidée dans tous les pays civilisés par les anciens chefs. Crispien fait-il partie de la tendance des anciens chefs et de l'aristocratie ouvrière ou de la tendance de la nouvelle masse ouvrière révolutionnaire, qui est contre l'aristocratie ouvrière ? C'est précisément ce que Crispien a laissé dans l'ombre.

Sur quel ton le camarade Crispien parle-t-il de la scission ? Il dit que la scission constitue une navrante nécessité qu'il a longtemps déplorée. C'est tout à fait dans l'esprit de Kautsky. Se séparer de qui ? De Scheidemann ? Mais, bien sûr ! Crispien a dit : « Nous avons fait la scission. » Premièrement, vous l'avez faite trop tard ! Du moment qu'on en parle, il faut le dire. Deuxièmement, au lieu de pleurer à ce sujet, les indépendants devraient dire : La classe ouvrière internationale est encore sous le joug de l'aristocratie ouvrière et des opportunistes. C'est le cas en France et en Grande-Bretagne. Le camarade Crispien conçoit la scission non pas en communiste, mais tout à fait dans l'esprit de Kautsky qui, soi-disant, n'a pas d'influence. Ensuite, Crispien a parlé des hauts salaires. En Allemagne, voyez-vous, les circonstances sont telles que, comparativement aux ouvriers russes et, en général, aux ouvriers de l'Europe orientale, les ouvriers vivent assez bien. D'après lui, on ne pourrait faire la révolution que dans le cas où elle n'aggraverait « pas trop » la situation des ouvriers. Je pose la question : est-il admissible de tenir un tel langage dans un parti communiste ? C'est un langage contre-révolutionnaire. Le niveau de vie en Russie est incontestablement inférieur à celui de l'Allemagne, et quand nous eûmes institué la dictature, les ouvriers souffrirent davantage de la faim et leur niveau de vie tomba encore plus bas. La victoire des ouvriers est impossible sans sacrifices, sans une aggravation momentanée de leur situation. Nous devons dire aux ouvriers le contraire de ce qu'a dit Crispien. Quand, pour préparer les ouvriers à la dictature, on leur parle d'une aggravation « pas trop » grande de leur situation, on oublie l'essentiel, à savoir que l'aristocratie ouvrière s'est précisément constituée en aidant « sa » bourgeoisie à conquérir et à opprimer le monde entier par des moyens impérialistes, afin de s'assurer ainsi de meilleurs salaires. Si les ouvriers allemands veulent faire aujourd'hui œuvre de révolutionnaires, ils doivent consentir des sacrifices et ne point s'en effrayer.

Du point de vue général, du point de vue de l'histoire universelle, il est exact que, dans les pays arriérés, un simple coolie est incapable de faire la révolution prolétarienne, mais dans un petit nombre de pays plus riches où, grâce

au pillage impérialiste, on vit plus à l'aise, il serait contre-révolutionnaire de dire aux ouvriers qu'ils ont à redouter un « trop grand » appauvrissement. C'est le contraire qu'il faut dire. L'aristocratie ouvrière qui a peur des sacrifices, qui redoute un « trop grand » appauvrissement pendant la période de lutte révolutionnaire, ne peut appartenir au parti. Autrement, la dictature est impossible, surtout dans les pays d'Europe occidentale.

Que dit Crispien de la terreur et de la violence ? Il dit que ce sont deux choses différentes. Probablement, une telle distinction est-elle possible dans un manuel de sociologie, mais elle n'est pas possible dans la pratique politique, surtout en Allemagne. Contre les hommes qui agissent comme ont agi les officiers allemands lors de l'assassinat de Liebknecht et de Rosa Luxembourg, contre des hommes comme Stinnes et Krupp, qui soudoient la presse, contre ces gens-là nous sommes bien obligés d'employer la violence et la terreur. Bien entendu, il n'est nul besoin de proclamer à l'avance que nous aurons certainement recours à la terreur ; mais si les officiers allemands et les partisans de Kapp restent ce qu'ils sont ; si Krupp et Stinnes restent ce qu'ils sont, le recours à la terreur sera inévitable. Non seulement Kautsky, mais également Ledebour et Crispien parlent de la terreur et de la violence dans un esprit tout à fait contre-révolutionnaire. Un parti qui s'accommode de telles conceptions ne peut pas participer à la dictature, c'est l'évidence même.

Ensuite, la question agraire. Là surtout Crispien s'échauffe et croit pouvoir nous confondre en décelant chez nous un esprit petit-bourgeois ; faire quelque chose pour la petite paysannerie aux dépens des gros propriétaires d'après lui relèverait d'un esprit petit-bourgeois. Il faut exproprier les gros propriétaires et remettre la terre aux communes. C'est une conception de pédant. Même dans les pays hautement développés, y compris l'Allemagne, il y a pas mal de latifundia, et il y a des domaines cultivés non pas suivant les méthodes de la grande exploitation capitaliste, mais suivant des méthodes semi-féodales ; on peut en prélever quelque chose au profit des petits paysans sans porter atteinte à l'économie. On peut maintenir la grosse production tout en donnant aux petits paysans quelque chose de fort substantiel. Malheureusement, on n'y pense pas, mais

dans la pratique on est bien obligé de le faire, sinon on commettrait une erreur. Cela se trouve confirmé, par exemple, par le livre de Varga (ancien commissaire du peuple à l'Economie Nationale de la République des Soviets de Hongrie), qui écrit que l'instauration de la dictature du prolétariat n'a presque rien changé à la campagne hongroise, que les journaliers ne s'en aperçurent pas et que la petite paysannerie ne reçut rien. En Hongrie, il y a de vastes latifundia, une économie semi-féodale règne sur de vastes domaines. On trouvera toujours et on devra toujours trouver des parties de vastes propriétés dont on pourrait donner quelque chose aux petits paysans, peut-être pas en toute propriété, mais à bail, de manière que le petit paysan parcellaire gagne quelque chose à la confiscation du domaine. Autrement, le petit paysan ne verra pas de différence entre ce qu'il y avait avant et la dictature des Soviets. Si le pouvoir d'Etat prolétarien n'applique pas cette politique, il ne pourra pas se maintenir.

Bien que Crispien ait dit : « Vous ne pouvez pas contester nos convictions révolutionnaires », je répondrai : je les conteste catégoriquement. Je ne dis pas que vous ne voudriez pas agir d'une façon révolutionnaire, mais je dis que vous ne savez pas raisonner en révolutionnaire. Je parie que l'on pourrait désigner n'importe quelle commission formée d'hommes cultivés, lui donner dix ouvrages de Kautsky et le discours de Crispien, et que cette commission dirait : « ce discours est du Kautsky tout pur, il est imprégné de bout en bout des conceptions de Kautsky ». Toute l'argumentation de Crispien est foncièrement kautskiste. Après cela, Crispien vient nous dire : « Kautsky n'a plus aucune influence dans notre parti. » Aucune influence, peut-être, sur les ouvriers révolutionnaires qui ont adhéré récemment. Mais il faut considérer comme absolument prouvé que Kautsky a exercé et exerce jusqu'à présent une énorme influence sur Crispien, sur toute la marche de sa pensée, sur toutes ses conceptions. Son discours le prouve. C'est pourquoi, sans inventer le sincéromètre ou l'appareil de mesure de la sincérité, on peut dire : l'orientation de Crispien n'est pas celle de l'Internationale Communiste. Et en disant cela, nous définissons l'orientation de toute l'Internationale Communiste.

Si les camarades Wijnkoop et Münzenberg ont exprimé leur mécontentement du fait que nous avons invité le Parti socialiste indépendant et que nous discutons avec ses représentants, je considère qu'ils ont tort. Quand Kautsky nous attaque et publie des livres, nous lui répliquons comme à un ennemi de classe. Mais lorsque le Parti social-démocrate indépendant, grossi par l'afflux des ouvriers révolutionnaires, vient ici pour des pourparlers, nous devons discuter avec ses représentants, car ils représentent une partie des ouvriers révolutionnaires. Il ne nous est pas possible de nous entendre immédiatement sur l'Internationale avec les Indépendants allemands, les Français et les Anglais. Le camarade Wijnkoop prouve dans chacun de ses discours qu'il partage presque toutes les erreurs du camarade Pannekoek. Il a déclaré qu'il ne partageait pas les conceptions de Pannekoek, mais ses discours prouvent le contraire. C'est là l'erreur essentielle de ce groupe de « gauche », mais c'est, d'une façon générale, l'erreur d'un mouvement prolétarien en plein développement. Les discours des camarades Crispien et Dittman sont de bout en bout pénétrés d'un esprit bourgeois qui ne saurait permettre de préparer la dictature du prolétariat. Si les camarades Wijnkoop et Münzenberg vont encore plus loin en ce qui concerne le Parti social-démocrate indépendant, nous ne nous solidarisons pas avec eux.

Bien sûr, nous n'avons pas de sincéromètre, comme l'a dit Serrati, pour éprouver la bonne foi des gens, et nous sommes entièrement d'accord pour dire qu'il ne s'agit pas de juger des hommes, mais bien d'apprécier la situation. Je regrette que Serrati ait parlé pour ne rien dire de nouveau. Son discours était de ceux que nous entendions dans la IIe Internationale.

Il a eu tort de dire : « En France, situation non révolutionnaire, en Allemagne, situation révolutionnaire, en Italie, situation révolutionnaire ».

Quand bien même la situation serait contre-révolutionnaire, la IIe Internationale se trompe et porte une lourde responsabilité en ne voulant pas organiser la propagande et l'agitation révolutionnaires, étant donné que même dans une situation non révolutionnaire, on peut et on doit faire de la propagande révolutionnaire : toute l'histoire du Parti bolchévik l'a prouvé. La différence entre les socia-

listes et les communistes consiste précisément dans le fait que les socialistes refusent d'agir de la manière dont nous agissons dans toute situation, quelle qu'elle soit, à savoir : poursuivre le travail révolutionnaire.

Serrati ne fait que répéter ce qui a été dit par Crispien. Nous ne voulons pas dire qu'il faille sans faute exclure Turati à telle ou telle date. Cette question a déjà été abordée par le Comité exécutif et Serrati nous a dit : « Pas d'exclusions, mais une épuration du Parti. » Nous devons dire simplement aux camarades italiens que c'est bien l'orientation des membres de « l'Ordine Nuovo » * qui correspond à celle de l'Internationale Communiste, et non pas l'orientation de la majorité actuelle des dirigeants du Parti socialiste et de leur fraction parlementaire. On prétend qu'ils veulent défendre le prolétariat contre la réaction. Tchernov, les menchéviks et bien d'autres, en Russie, « défendent » également le prolétariat contre la réaction, mais cela n'est certes pas une raison suffisante pour les admettre parmi nous.

C'est pourquoi nous devons dire aux camarades italiens et à tous les partis qui ont une aile droite : cette tendance réformiste n'a rien de commun avec le communisme.

Nous vous prions, camarades italiens, de convoquer un congrès et de lui soumettre nos thèses et résolutions. Je suis convaincu que les ouvriers italiens voudront rester dans l'Internationale Communiste.

* « Ordre Nouveau ». (*N. R.*)

## 5

## DISCOURS SUR LE PARLEMENTARISME
## 2 AOUT

Le camarade Bordiga a visiblement voulu défendre ici le point de vue des marxistes italiens, mais il n'a néanmoins répondu à aucun des arguments avancés par d'autres marxistes en faveur de l'action parlementaire.

Il a reconnu que l'expérience historique ne se crée pas artificiellement. Il vient de nous dire qu'il faut reporter la lutte dans un autre domaine. Ignorerait-il que toute crise révolutionnaire s'accompagne d'une crise parlementaire ? Il a dit, c'est vrai, qu'il faut reporter la lutte dans un autre domaine, dans les Soviets. Mais il a reconnu lui-même qu'il n'est pas possible de créer artificiellement des Soviets. L'exemple de la Russie prouve qu'on ne peut les organiser que pendant la révolution ou bien juste à la veille de la révolution. Du temps de Kérenski, les Soviets (les Soviets menchéviks) étaient organisés d'une telle manière qu'ils ne pouvaient en aucune façon constituer le pouvoir prolétarien. Le parlement est un produit du développement historique, que nous ne pouvons éliminer tant que nous ne sommes pas suffisamment forts pour dissoudre cette institution bourgeoise. Ce n'est qu'en en faisant partie que l'on peut, partant des conditions historiques données, lutter contre la société bourgeoise et le parlementarisme. Le moyen dont la bourgeoisie se sert dans la lutte doit être aussi utilisé par le prolétariat, dans des buts tout autres évidemment. Vous ne pouvez pas affirmer qu'il n'en est pas ainsi, et, si vous voulez le contester, vous devez effacer

l'expérience de tous les événements révolutionnaires du monde.

Vous avez dit que les syndicats aussi étaient opportunistes et qu'ils constituaient un danger ; mais, d'un autre côté, vous avez dit qu'il fallait faire une exception en leur faveur, étant donné qu'ils sont des organisations ouvrières. Mais cela n'est juste que jusqu'à un certain point. Il existe aussi dans les syndicats des éléments très arriérés. Une partie de la petite bourgeoisie prolétarisée, les ouvriers arriérés et les petits paysans, tous ces éléments croient réellement que leurs intérêts sont représentés au Parlement ; il faut lutter contre cela par l'action parlementaire et montrer aux masses la vérité dans les faits. Les théories n'ont pas prise sur les masses arriérées ; elles ont besoin de l'expérience.

Nous l'avons bien vu en Russie. Nous avons été obligés de convoquer l'Assemblée constituante, après la victoire du prolétariat, pour montrer à l'ouvrier arriéré qu'il ne pouvait rien obtenir d'elle. Afin qu'il puisse comparer les deux expériences, nous avons dû opposer concrètement les Soviets à l'Assemblée constituante, et lui montrer ainsi que les Soviets étaient la seule issue.

Le camarade Souchy, syndicaliste révolutionnaire, a défendu les mêmes théories, mais la logique n'est pas de son côté. Il a dit qu'il n'était pas marxiste, alors cela va de soi. Mais lorsque vous, camarade Bordiga, affirmez que vous êtes marxiste, il est permis d'exiger de vous plus de logique. Il faut savoir de quelle manière on peut briser le Parlement. Si vous pouvez le faire par la voie de l'insurrection armée dans tous les pays, c'est très bien. Vous savez qu'en Russie nous avons montré notre volonté, non seulement en théorie mais également en pratique, d'abolir le Parlement bourgeois. Mais vous avez perdu de vue que cela est impossible sans une préparation relativement longue et que, dans la plupart des pays, il est encore impossible d'abolir le Parlement d'un seul coup. Nous devons donc poursuivre la lutte au sein même du Parlement pour détruire le Parlement. Aux conditions qui déterminent la ligne politique de toutes les classes de la société contemporaine vous substituez votre propre volonté révolutionnaire, et c'est pourquoi vous oubliez que, pour détruire le Parlement

bourgeois de Russie, nous avons dû d'abord convoquer l'Assemblée constituante, même après notre victoire. Vous avez dit : « La vérité est que la révolution russe est un exemple qui ne correspond pas aux conditions de l'Europe occidentale. » Mais vous n'avez produit aucun argument de poids pour nous le prouver. Nous sommes passés par une période de démocratie bourgeoise. Nous l'avons traversée très rapidement, à l'époque où nous étions obligés de faire de l'agitation en faveur des élections à l'Assemblée constituante. Et par la suite, lorsque la classe ouvrière a pu s'emparer du pouvoir, la paysannerie croyait encore à la nécessité d'un Parlement bourgeois.

Tenant compte de ces éléments arriérés, nous dûmes faire les élections et montrer aux masses, par l'exemple et dans les faits, que cette Assemblée constituante, élue au moment de la plus grande misère générale, n'exprimait pas les aspirations et les revendications des classes exploitées. Par là même, le conflit entre le pouvoir des Soviets et le pouvoir bourgeois apparut très clairement, pour nous, avant-garde de la classe ouvrière, mais aussi pour l'immense majorité de la paysannerie, pour les petits employés, pour la petite bourgeoisie, etc. Dans tous les pays capitalistes, il y a des éléments arriérés de la classe ouvrière, qui sont convaincus que le Parlement est la véritable représentation du peuple et qui ne voient pas les procédés malpropres auxquels on y a recours. On dit que le Parlement est l'instrument à l'aide duquel la bourgeoisie trompe les masses. Mais cet argument doit être retourné contre vous et il se retourne contre vos thèses. Comment révélerez-vous aux masses vraiment arriérées et trompées par la bourgeoisie le véritable caractère du Parlement ? Si vous n'en faites pas partie, comment dévoilerez-vous telle ou telle manœuvre parlementaire, la position de tel ou tel parti ? Si vous êtes marxistes, vous devez reconnaître qu'au sein de la société capitaliste les rapports des classes et les rapports des partis sont étroitement liés. Comment, je le répète, montrerez-vous tout cela si vous n'êtes pas membres du Parlement, si vous répudiez l'action parlementaire ? L'histoire de la révolution russe a montré clairement qu'aucun argument n'aurait pu convaincre les larges masses de la classe ouvrière, la paysannerie, les petits

employés s'ils ne l'avaient pas appris par leur propre expérience.

On a dit ici que nous perdons beaucoup de temps en participant à la lutte parlementaire. Peut-on concevoir une autre institution intéressant autant toutes les classes que le Parlement ? On ne peut pas créer cela artificiellement. Si toutes les classes sont amenées à participer à la lutte parlementaire, c'est que les intérêts et les conflits de classe se reflètent au Parlement. S'il était possible d'organiser d'emblée partout, mettons, une grève générale décisive capable d'abattre d'un seul coup le capitalisme, la révolution se serait déjà faite dans les différents pays. Mais il faut compter avec les faits, et le Parlement est toujours l'arène de la lutte des classes. Le camarade Bordiga et ceux qui partagent son point de vue doivent dire la vérité aux masses. L'Allemagne est le meilleur exemple du fait qu'une fraction communiste au Parlement est possible, et c'est pourquoi vous devriez dire ouvertement aux masses : nous sommes trop faibles pour créer un parti solidement constitué. Telle serait la vérité qu'il faudrait dire. Mais si vous reconnaissiez votre faiblesse devant les masses, elles deviendraient non pas vos amies, mais bien vos adversaires, et elles se rallieraient au parlementarisme.

Si vous dites : « Camarades ouvriers, nous sommes si faibles que nous ne pouvons pas créer un parti suffisamment discipliné pour obliger ses députés à se soumettre à sa volonté », les ouvriers vous abandonneront, car ils se diront : « Comment pourrions-nous instaurer la dictature prolétarienne avec des gens aussi faibles ? »

Vous êtes bien naïfs, si vous vous imaginez que le jour de la victoire du prolétariat, les intellectuels, la classe moyenne, la petite bourgeoisie deviendront communistes.

Mais si vous ne vous faites pas cette illusion, vous devez dès maintenant préparer le prolétariat à s'engager dans la voie qui est la nôtre. Vous ne trouverez aucune exception à cette règle dans aucun domaine du travail d'Etat. Le lendemain de la révolution, vous verrez partout des avocats opportunistes, qui se diront communistes, des petits bourgeois qui n'admettront ni la discipline du parti communiste, ni celle de l'Etat prolétarien. Si vous ne préparez pas

les ouvriers à fonder un parti vraiment discipliné, qui impose sa discipline à tous ses membres, vous ne préparerez jamais la dictature du prolétariat. Je pense que vous ne voulez pas admettre que précisément la faiblesse d'un très grand nombre de nouveaux partis communistes les amène à contester la nécessité du travail parlementaire. Et je suis convaincu que l'immense majorité des ouvriers vraiment révolutionnaires nous suivra et se prononcera contre vos thèses antiparlementaires.

## 6

## DISCOURS SUR L'AFFILIATION AU LABOUR PARTY DE GRANDE-BRETAGNE 6 AOUT[46]

Camarades, le camarade Gallacher a commencé son discours en disant qu'il regrettait que nous soyons obligés d'entendre pour la centième et pour la millième fois, les phrases que le camarade Mac Laine et d'autres camarades anglais ont déjà répétées à satiété dans leurs discours, dans les journaux et les revues. Je considère qu'il n'y a pas lieu de le regretter. La méthode de l'ancienne Internationale consistait à laisser le soin de résoudre de telles questions aux partis des pays intéressés. C'était une grave erreur. Il est fort possible que nous ne connaissions pas très exactement la situation de tel ou tel parti, mais il s'agit en l'occurrence de poser les principes de la tactique du Parti communiste. C'est très important et nous devons, au nom de la IIIe Internationale, formuler ici clairement le point de vue communiste.

Tout d'abord, je tiens à noter une petite inexactitude commise par le camarade Mac Laine, et qu'on ne peut accepter. Il qualifie le Labour Party d'organisation politique du mouvement trade-unioniste. Il l'a répété par la suite : le Labour Party « est l'expression politique du mouvement syndical ». J'ai rencontré cette opinion à plusieurs reprises dans le journal du Parti socialiste britannique. C'est faux et cela provoque en partie l'opposition, dans une certaine mesure parfaitement justifiée, des ouvriers révolutionnaires anglais. En effet, les définitions « organisation politique du mouvement trade-unioniste » ou « expression poli-

tique» de ce mouvement sont erronées. Certes, le Labour Party est en majeure partie composé d'ouvriers. Mais, est-il véritablement un parti politique ouvrier ? Cela ne dépend pas seulement de la question de savoir s'il est composé d'ouvriers, mais également quels sont ceux qui le dirigent et quel est le caractère de son action et de sa tactique politique. Seuls ces derniers éléments nous permettent de juger si nous sommes en présence d'un véritable parti politique du prolétariat. De ce point de vue, le seul juste, le Labour Party est un parti foncièrement bourgeois, car, bien que composé d'ouvriers, il est dirigé par des réactionnaires, par les pires réactionnaires, qui agissent tout à fait dans l'esprit de la bourgeoisie ; c'est une organisation de la bourgeoisie, organisation qui n'existe que pour duper systématiquement les ouvriers, avec l'aide des Noske et Scheidemann anglais.

Mais nous sommes également en présence d'un autre point de vue, défendu par les camarades Sylvia Pankhurst et Gallacher, et qui révèle leur opinion. Quel est le contenu des discours de Gallacher et de beaucoup de ses amis ? Ils nous disent : nous ne sommes pas assez liés aux masses, mais prenez le Parti socialiste britannique : ses liaisons avec les masses sont jusqu'à présent encore plus mauvaises ; il est très faible. Et le camarade Gallacher nous a raconté comment lui et ses camarades avaient organisé d'une façon vraiment excellente un mouvement révolutionnaire à Glasgow, en Ecosse, et comment, pendant la guerre, ils avaient su très bien manœuvrer sur le plan tactique et soutenir habilement les pacifistes petits-bourgeois Ramsay Mac Donald et Snowden lors de leurs visites à Glasgow, pour organiser, grâce à ce soutien, un vigoureux mouvement de masse contre la guerre.

Notre but consiste précisément à intégrer cet excellent nouveau mouvement révolutionnaire, représenté par le camarade Gallacher et ses amis, dans un Parti communiste ayant une tactique vraiment communiste, c'est-à-dire marxiste. Telle est actuellement notre tâche. D'une part, le Parti socialiste britannique est trop faible et ne sait pas faire convenablement de l'agitation parmi les masses; d'autre part, nous avons de jeunes éléments révolutionnaires si bien représentés ici par le camarade

Gallacher, et qui, tout en étant liés aux masses, ne forment pas un parti politique — ce qui les rend en ce sens encore plus faibles que le Parti socialiste britannique — et qui ne savent absolument pas organiser leur travail politique. Dans ces conditions, nous devons exprimer en toute franchise notre opinion sur la tactique juste. Lorsque le camarade Gallacher a dit en parlant du Parti socialiste britannique que ce parti était « incurablement réformiste » (hopelessly reformist), il a certainement exagéré. Mais le sens général et le contenu de toutes les résolutions que nous avons adoptées ici montrent avec une clarté absolue que nous exigeons un changement dans cet esprit de la tactique du Parti socialiste britannique, et que la seule tactique juste des amis de Gallacher consistera à entrer sans délai dans le Parti communiste, pour transformer la tactique de ce dernier dans l'esprit des résolutions adoptées ici. Si vous avez tant de partisans que vous pouvez organiser à Glasgow des réunions populaires de masse, il ne vous sera pas difficile d'entraîner au parti plus de dix mille personnes. Le dernier congrès du Parti socialiste britannique, qui s'est tenu à Londres voici trois ou quatre jours, a décidé qu'il s'appellerait dorénavant Parti communiste et il a introduit dans son programme un paragraphe relatif à la participation aux élections parlementaires et à l'affiliation au Labour Party. Dix mille membres organisés étaient représentés à ce congrès. Il ne serait donc pas difficile pour les camarades écossais d'amener à ce « Parti communiste de Grande-Bretagne » plus de dix mille ouvriers révolutionnaires, qui possèdent mieux l'art d'agir parmi les masses, et de modifier par ce moyen l'ancienne tactique du Parti socialiste britannique dans le sens d'une agitation plus profitable, d'une action plus révolutionnaire. La camarade Sylvia Pankhurst a indiqué plusieurs fois à la commission qu'on avait besoin en Grande-Bretagne de « gauches ». Je lui ai naturellement répondu que cela était absolument exact, mais qu'il ne fallait pas forcer la note dans le « gauchisme ». Ensuite, elle a dit : « Nous sommes d'excellents pionniers, mais pour le moment nous faisons surtout du bruit (noisy) ». Je n'interprète pas cette boutade dans le mauvais sens, mais bien dans le bon sens, à savoir qu'ils excellent dans l'agitation révolutionnaire. Nous apprécions beaucoup cela, et nous devons

l'apprécier. Nous l'avons dit dans toutes nos résolutions, car nous soulignons toujours que nous ne pouvons considérer un parti comme parti ouvrier que s'il est, et seulement s'il est effectivement lié aux masses et lutte contre les anciens chefs entièrement pourris, aussi bien les chauvins de l'aile droite que ceux qui occupent une position intermédiaire, comme les Indépendants de droite d'Allemagne. Dans toutes nos résolutions, nous l'avons affirmé et répété plus de dix fois. C'est dire précisément que nous exigeons une transformation de l'ancien parti dans le sens d'une liaison plus étroite avec les masses.

Sylvia Pankhurst a encore demandé : « Est-il admissible que le Parti communiste s'affilie à un autre parti politique qui, de son côté, fait partie de la IIe Internationale ? ». Et elle a répondu que c'était impossible. Il ne faut pas oublier que le Labour Party anglais se trouve placé dans des conditions très particulières : c'est un parti très original, ou, plus exactement, ce n'est pas du tout un parti au sens habituel de ce mot. Composé de travailleurs de toutes les organisations professionnelles, il groupe aujourd'hui environ quatre millions de membres et laisse assez de liberté à tous les partis politiques qui le composent. Ainsi, l'immense majorité des ouvriers anglais qui en font partie sont menés en laisse par les pires éléments bourgeois, les social-traîtres, encore pires que Scheidemann, Noske et consorts. Mais, dans le même temps, le Labour Party tolère dans ses rangs le Parti socialiste britannique et admet que ce parti possède ses propres journaux, dans lesquels les membres de ce même Labour Party peuvent déclarer, ouvertement et en toute liberté, que les chefs du parti sont des social-traîtres. Le camarade Mac Laine nous a cité de telles déclarations du Parti socialiste britannique. Je puis moi-même affirmer avoir lu dans le journal *Call*, du Parti socialiste britannique, que les chefs du Labour Party étaient des social-patriotes et des social-traîtres. Cela signifie qu'un parti adhérant au Labour Party a la possibilité non seulement de critiquer sévèrement les vieux chefs, mais encore de les nommer ouvertement et nettement en les qualifiant de social-traîtres. C'est une situation très originale que celle d'un parti qui rassemble d'énormes masses d'ouvriers comme s'il s'agissait d'un parti politique, mais qui se voit cepen-

dant obligé de laisser toute latitude à ses membres. Le camarade Mac Laine nous a indiqué qu'au Congrès du Labour Party, les Scheidemann de chez eux se sont vus obligés de poser ouvertement la question de l'adhésion à la IIIe Internationale et que toutes les organisations et sections locales ont dû discuter de cette question. Dans ces conditions, ce serait commettre une erreur que de ne pas s'affilier à ce parti.

Au cours d'une conversation particulière, la camarade Pankhurst m'a dit : « Si nous devenons de véritables révolutionnaires et si nous entrons au Labour Party, ces Messieurs nous excluront. » Mais ce ne serait pas mal du tout. Dans notre résolution il est dit que nous sommes partisans de l'affiliation, pour autant que le Labour Party laisse assez de liberté de critique. Nous sommes, sur ce point, conséquents jusqu'au bout. Le camarade Mac Laine a encore souligné que des conditions si originales se sont actuellement créées en Grande-Bretagne, qu'un parti politique peut, s'il le désire, rester un parti ouvrier révolutionnaire, bien qu'affilié à une organisation ouvrière de structure spéciale, groupant quatre millions de membres, organisation mi-professionnelle, mi-politique et dirigée par des chefs bourgeois. Dans ces conditions, ce serait une très grande erreur de la part des meilleurs éléments révolutionnaires que de ne pas faire tout leur possible pour rester dans ce parti. Que Messieurs Thomas et autres social-traîtres, que vous appelez ainsi, vous excluent. Cela produira un excellent effet sur les masses ouvrières anglaises.

Les camarades font ressortir que l'aristocratie ouvrière est plus forte en Grande-Bretagne que partout ailleurs. C'est bien vrai. C'est qu'elle a derrière elle non pas des décades, mais des siècles d'existence. La bourgeoisie, qui possède une bien plus grande expérience — une expérience démocratique — a su y soudoyer des ouvriers et former parmi eux une couche importante, plus forte en Grande-Bretagne que dans les autres pays, mais cependant pas tellement importante comparativement aux larges masses ouvrières. Cette couche est profondément imprégnée de préjugés bourgeois et elle poursuit une politique réformiste bourgeoise bien déterminée. Ainsi, en Irlande, nous voyons 200 000 soldats anglais, par une terreur féroce, écraser les Irlandais. Les socialistes anglais ne font aucune propagande révolu-

tionnaire parmi eux. Or, nous avons clairement indiqué dans nos résolutions que nous ne reconnaissons la qualité de membre de l'Internationale Communiste qu'à ceux des partis anglais qui font une propagande vraiment révolutionnaire parmi les ouvriers et les soldats anglais. Je souligne que ni ici ni dans les commissions, nous n'avons rencontré d'objections à cette condition.

Les camarades Gallacher et Sylvia Pankhurst ne peuvent pas le nier. Ils ne peuvent pas contester que tout en restant au sein du Labour Party, le Parti socialiste britannique jouit d'une liberté suffisamment large pour pouvoir écrire que tels ou tels chefs du Labour Party sont des traîtres; que ces vieux leaders défendent les intérêts de la bourgeoisie, qu'ils sont des agents de la bourgeoisie dans le mouvement ouvrier ; c'est absolument vrai. Lorsque les communistes jouissent de cette liberté, ils doivent, s'ils veulent tenir compte de l'expérience des révolutionnaires de tous les pays et non seulement de celle de la révolution russe — car nous sommes ici à un congrès international et non russe— s'affilier au Labour Party. Le camarade Gallacher a fait de l'ironie en disant qu'en l'occurrence nous sommes influencés par le Parti socialiste britannique. Non, notre conviction se fonde sur l'expérience de toutes les révolutions de tous les pays. Nous pensons qu'il est de notre devoir de le dire aux masses. Le Parti communiste anglais doit conserver la liberté indispensable pour pouvoir démasquer et critiquer les traîtres à la cause des ouvriers et qui sont beaucoup plus forts en Grande-Bretagne que dans les autres pays. Ce n'est pas difficile à comprendre. L'affirmation du camarade Gallacher qui déclare qu'en nous prononçant pour l'affiliation au Labour Party, nous écarterions de nous les meilleurs éléments parmi les ouvriers anglais, est erronée. Nous devons tenter l'expérience. Nous sommes persuadés que les résolutions et décisions qui seront adoptées par le congrès seront publiées dans tous les journaux socialistes révolutionnaires anglais et que toutes les organisations et sections locales auront la possibilité d'en discuter. Nos résolutions indiquent, le plus clairement possible, que nous sommes les représentants de la tactique révolutionnaire de la classe ouvrière de tous les pays et que notre but est de lutter contre le vieux réformisme et l'opportunisme. Les événements

montrent que notre tactique l'emporte effectivement sur le vieux réformisme. Et alors les meilleurs éléments révolutionnaires de la classe ouvrière, mécontents de la lenteur du développement qui sera sans doute plus lent en Grande-Bretagne que dans d'autres pays, viendront à nous. La lenteur du développement est due au fait que la bourgeoisie anglaise peut offrir de meilleures conditions d'existence à l'aristocratie ouvrière, freinant par là même le mouvement révolutionnaire de Grande-Bretagne. C'est pourquoi les camarades anglais doivent tendre non seulement à élever l'esprit révolutionnaire des masses, ce qu'ils font admirablement (le camarade Gallacher l'a démontré), mais aussi à créer un véritable parti politique de la classe ouvrière. Ni le camarade Gallacher, ni Sylvia Pankhurst, qui ont pris la parole ici, n'appartiennent encore au Parti communiste révolutionnaire. Une organisation prolétarienne aussi remarquable que les Shop Stewards n'adhère pas encore à un parti politique. Si vous vous organisez sur le plan politique, vous verrez que notre tactique est fondée sur une appréciation exacte du développement politique des dernières décennies et qu'un véritable parti révolutionnaire ne peut être créé que s'il absorbe tous les meilleurs éléments de la classe révolutionnaire et utilise la moindre possibilité pour lutter contre les chefs réactionnaires partout où ils se manifestent.

Si le Parti communiste anglais commence par agir révolutionnairement au sein du Labour Party et si les Henderson se voient contraints de l'exclure, ce sera une grande victoire du mouvement ouvrier communiste et révolutionnaire de Grande-Bretagne.

# TELEGRAMME A J. STALINE

A Staline

Nous venons de décider, au Bureau Politique, la séparation des fronts, afin que vous vous occupiez exclusivement de Wrangel. A la suite des soulèvements, notamment au Kouban, puis en Sibérie, le danger Wrangel devient énorme et la tendance à conclure immédiatement la paix avec la Pologne bourgeoise s'accentue au sein du Comité central. Je vous prie d'examiner très attentivement la situation en ce qui concerne Wrangel et de communiquer vos conclusions[47] . Je suis convenu avec le Commandant en chef qu'il vous fournira davantage de munitions, de renforts et d'avions. Avec ses amis, Dzerjinski vient de constituer un Comité révolutionnaire polonais et a lancé un manifeste.

*Lénine*

*Rédigé le 2 août 1920*
*Publié pour la première fois en 1945 dans le Recueil Lénine XXV*

*Conforme au manuscrit*

# TELEGRAMME A J. STALINE

A Staline

L'assemblée plénière du Comité central est convoquée pour demain à 6 heures. D'ici là, tâchez de nous communiquer vos conclusions sur la nature des difficultés rencontrées par Boudionny[48] et sur le front de Wrangel, ainsi que nos perspectives militaires sur ces fronts. De vos conclusions peuvent dépendre des décisions politiques de la plus haute importance.

*Lénine*

*Rédigé le 4 août 1920*
*Publié pour la première fois en 1942*

*Conforme au manuscrit*

# TELEGRAMME A J. STALINE[49]

A Staline

Nous venons de recevoir une dépêche du président de la délégation soviétique à Londres. La Grande-Bretagne a eu peur de la grève générale, et Lloyd-George a déclaré qu'il conseillait à la Pologne d'accepter nos conditions d'armistice, comportant le désarmement, la remise des armes aux ouvriers, de la terre, etc. Notre victoire est grande et sera totale si nous battons définitivement Wrangel. Nous prenons ici toutes mesures utiles. Faites un effort de votre côté pour reprendre toute la Crimée pendant la présente offensive, coûte que coûte. Tout dépend actuellement de cela. Les Polonais traînent et ne sont pas arrivés à temps. Cela est très avantageux pour nous.

*Lenine*

*Rédigé le 11 août 1920*
*Publié pour la première fois en 1942*

*Conforme au manuscrit*

# LETTRE AUX COMMUNISTES AUTRICHIENS[60]

Le Parti communiste d'Autriche a décidé de boycotter les élections au Parlement démocratique bourgeois. Le IIe Congrès de l'Internationale Communiste, qui vient de se terminer, a considéré comme juste la tactique de *participation* des communistes aux élections et à l'activité des Parlements bourgeois.

Sur la foi des informations des délégués du Parti communiste d'Autriche, je ne doute pas que la décision de l'Internationale Communiste sera mise au-dessus de celle d'un seul des partis. Il n'est pas douteux non plus que les social-démocrates autrichiens, ces traîtres au socialisme passés à la bourgeoisie, se réjouiront avec malignité que la décision de l'Internationale Communiste contredise la décision de boycottage prise par le Parti communiste d'Autriche. Mais les ouvriers conscients n'attacheront naturellement aucune importance à la mauvaise joie d'hommes comme les social-démocrates autrichiens, compagnons d'armes des Scheidemann, Noske, Albert Thomas et Gompers. La servilité des sieurs Renner à l'égard de la bourgeoisie s'est déjà suffisamment manifestée et, dans tous les pays, l'indignation des ouvriers contre les héros de la IIe Internationale, de l'Internationale jaune, ne fait que croître et s'élargir.

Messieurs les social-démocrates autrichiens se comportent, aussi bien au Parlement que dans tous les domaines de leur « activité », y compris leur propre presse, en démocrates petits-bourgeois tout juste capables de tergiverser, étant donné leur totale dépendance à l'égard de la classe des capitalistes. Nous, communistes, nous allons au Parlement bourgeois pour démasquer la duperie du haut de la tribune de cette institution capitaliste complètement pourrie et où l'on ne fait que tromper les ouvriers et les travailleurs.

L'un des arguments des communistes autrichiens contre la participation au Parlement bourgeois mérite un examen un peu plus attentif. Le voici :

« Le Parlement n'a d'importance pour les communistes qu'en tant que tribune d'agitation. Or, pour faire de l'agitation, nous avons en Autriche le Soviet des députés ouvriers. C'est pourquoi nous nous refusons à participer aux élections du Parlement bourgeois. Il n'existe pas en Allemagne de Soviet des députés ouvriers susceptible d'être pris au sérieux. Aussi les communistes allemands suivent-ils une autre tactique. »

J'estime que cet argument est erroné. Tant que nous ne sommes pas en mesure de dissoudre le Parlement bourgeois, nous devons le combattre à l'extérieur et à l'intérieur. Aussi longtemps qu'un nombre plus ou moins appréciable de travailleurs — non seulement prolétaires, mais également semi-prolétaires et petits paysans — feront confiance aux institutions démocratiques bourgeoises dont la bourgeoisie se sert pour tromper les ouvriers, nous devons démonter le mécanisme de cette duperie *précisément du haut de la tribune* que les milieux d'ouvriers arriérés et, en particulier, les masses travailleuses non prolétariennes considèrent comme ayant la plus grande importance et la plus haute autorité.

Tant que nous, communistes, ne sommes pas en mesure de prendre le pouvoir et de faire élire par les seuls travailleurs, contre la bourgeoisie, leurs *propres* Soviets, tant que la bourgeoisie exerce le pouvoir d'État, appelant aux élections les diverses classes de la population, nous nous devons de participer aux élections à des fins d'agitation parmi les travailleurs, et non pas seulement parmi les prolétaires. Tant qu'au Parlement bourgeois l'on trompe les ouvriers en camouflant par de belles phrases sur la « démocratie » les tripotages financiers et la corruption sous ses formes les plus diverses (la bourgeoisie ne pratique la corruption particulièrement « raffinée » des écrivains, des députés, des avocats, etc., nulle part ailleurs aussi largement qu'au Parlement), tant que cela durera, nous devons, nous communistes, et précisément au sein de cette institution, qui soit-disant *exprime la volonté du peuple*, mais qui masque *la duperie du peuple par les richards*, dénoncer sans cesse cette duperie, dénoncer chaque fois et sans exception

le passage des Renner et Cie aux côtés des capitalistes contre les ouvriers. C'est précisément au Parlement que les rapports entre les partis et les fractions de la bourgeoisie se manifestent le plus souvent et reflètent les rapports qui existent entre toutes les classes de la société bourgeoise. Aussi est-ce au sein même du Parlement bourgeois, du dedans, que nous, communistes, nous devons faire connaître au peuple la *vérité* sur les rapports qui existent entre les classes et les partis, entre les propriétaires fonciers et les ouvriers agricoles, entre les paysans riches et la paysannerie pauvre, entre le grand capital et les employés et les petits patrons, etc.

Le prolétariat *doit* savoir tout cela pour arriver à comprendre toutes les machinations viles et raffinées du capital, pour apprendre à influencer les masses petites-bourgeoises et les masses travailleuses non prolétariennes. A défaut de cette « science », le prolétariat ne peut résoudre avec succès les problèmes que pose la *dictature du prolétariat*, car même lorsque celle-ci sera établie, la bourgeoisie continuera, sur de nouvelles positions (celles d'une classe déchue), sous d'autres formes, dans d'autres domaines, sa politique consistant à tromper les paysans, à soudoyer et à intimider les employés, à camoufler ses visées cupides et malpropres par de belles phrases sur la « démocratie ».

Non, la mauvaise joie des Renner et autres larbins de la bourgeoisie ne fera pas peur aux communistes autrichiens. Ils ne craindront pas de reconnaître ouvertement et sans détour la discipline prolétarienne internationale. Nous sommes fiers de résoudre les grandes questions de la lutte des ouvriers pour leur émancipation en nous soumettant à la discipline internationale du prolétariat révolutionnaire, en tenant compte de l'expérience des ouvriers des différents pays, de leurs connaissances et de leur volonté, et en réalisant ainsi dans les faits (et non en paroles, comme les Renner, Fritz Adler et Otto Bauer) l'unité de la lutte de classe des ouvriers pour le communisme dans le monde entier.

Le 15 août 1920

*N. Lénine*

*Conforme au manuscrit*

*Publié en allemand le 31 août 1920 dans le journal « Die Rote Fahne » (Vienne) n° 396.*
*Publié pour la première fois en russe en 1925*

# LE IIe CONGRES DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

Le IIe Congrès de l'Internationale Communiste s'est terminé le 7 août. Il s'est écoulé un peu plus d'un an depuis sa fondation, et des succès immenses et décisifs ont été remportés pendant cette courte période.

Il y a un an, au 1er Congrès, nous ne faisions que hisser le drapeau du communisme, autour duquel devaient se rassembler les forces du prolétariat révolutionnaire ; la guerre était déclarée à la Deuxième Internationale, Internationale jaune, qui groupe les social-traîtres passés dans le camp de la bourgeoisie contre le prolétariat et alliés aux capitalistes contre la révolution ouvrière.

L'immensité des succès obtenus en un an est attestée, entre autres, par le fait que la sympathie grandissante des masses ouvrières pour le communisme a contraint les partis les plus importants d'Europe et d'Amérique, le Parti socialiste français, les Partis « indépendants » allemand et anglais, le Parti socialiste américain, à quitter la IIe Internationale.

Dans tous les pays du monde, les meilleurs représentants des ouvriers révolutionnaires se sont déjà rangés aux côtés du communisme, pour le pouvoir des Soviets, pour la dictature du prolétariat. Dans tous les pays avancés d'Europe et d'Amérique, il existe déjà des partis communistes ou de nombreux groupes communistes. Et le congrès qui s'est terminé le 7 août a déjà rassemblé non plus les seuls annonciateurs d'avant-garde de la révolution prolétarienne, mais des délégués d'organisations solides et puissantes, liées aux masses prolétariennes. Une armée mondiale du prolé-

tariat révolutionnaire, voilà ce qui milite aujourd'hui pour le communisme, voilà ce qui vient de recevoir, au congrès qui s'est terminé, une organisation et un programme d'action clair, précis et détaillé.

Le Congrès a refusé d'admettre immédiatement à l'Internationale Communiste les partis qui conservent encore dans leur sein des représentants influents du « menchévisme », de la social-trahison, de l'opportunisme, comme ceux nommés plus haut, qui ont quitté la IIe Internationale jaune.

Dans une série de résolutions très précises, le Congrès a fermé toute voie d'accès à l'opportunisme et a exigé la rupture totale avec lui. Des faits incontestables communiqués au Congrès prouvent que les masses ouvrières sont avec nous et que les opportunistes vont être définitivement battus.

Le congrès a corrigé les erreurs commises dans certains pays par des communistes qui veulent absolument se placer « à gauche », qui niaient la nécessité de travailler au sein des Parlements bourgeois, des syndicats réactionnaires, partout où se trouvent des millions d'ouvriers encore bernés par les capitalistes et par leurs larbins sortis des milieux ouvriers, c'est-à-dire les membres de la IIe Internationale jaune.

Le Congrès a créé une unité et une discipline des partis communistes du monde entier telles qu'il n'en avait jamais existé jusqu'alors et qui permettront à l'avant-garde de la révolution ouvrière d'aller de l'avant, à pas de géant, vers son grand but, l'abolition du joug du capital.

Le Congrès affermira la liaison avec le mouvement communiste des femmes, grâce à une conférence internationale des ouvrières organisée en même temps.

Les groupes et les partis communistes de l'Orient, des pays coloniaux et arriérés, que l'alliance « civilisée » des nations de proie pille, violente et asservit férocement, ont également été représentés au Congrès. Le mouvement révolutionnaire des pays avancés ne serait, en fait, qu'une simple duperie sans l'union complète et la plus étroite dans la lutte des ouvriers en Europe et en Amérique contre le capital et les centaines et centaines de millions d'esclaves « coloniaux » opprimés par ce capital.

Grandes ont été les victoires militaires de la République

des Soviets des ouvriers et des paysans sur les propriétaires fonciers et les capitalistes, sur les Ioudénitch, les Koltchak, les Dénikine, les Polonais blancs et leurs complices : la France, la Grande-Bretagne, l'Amérique et le Japon.

Mais plus grande encore est notre victoire sur les esprits et les cœurs des ouvriers, des travailleurs, des masses opprimées par le capital ; la victoire des idées et des organisations communistes dans le monde entier.

La révolution du prolétariat, l'abolition du joug du capitalisme est en marche et s'accomplira dans tous les pays du monde.

*« Le Communiste » nos 3-4 août-septembre 1920*
*Signé : N. Lénine*

*Conforme au texte de la revue « le Communiste »*

# REPONSE A M. SEGRUE, CORRESPONDANT DU DAILY NEWS

En réponse à votre question posée par télégramme le 3 septembre 1920, je vous informe que les attaques contre le bolchévisme de la part de l'aile droite des indépendants allemands genre Dittmann ne m'étonnent pas. Dans mon discours au congrès de l'Internationale Communiste à Moscou, j'ai démontré que les conceptions de Crispien sont entièrement kautskistes. Il est naturel que des kautskistes comme Crispien et Dittmann soient mécontents du bolchévisme. Il serait malheureux que de telles gens fussent contents de nous. Il est naturel que des démocrates petits-bourgeois tels que Dittmann, en tout point semblables à nos menchéviks, se trouvent souvent, dans la lutte décisive, entre le prolétariat et la bourgeoisie, aux côtés de cette dernière. Dittmann est indigné par les exécutions ; mais il va de soi que ce sont des menchéviks qu'exécutent en l'occurrence les ouvriers révolutionnaires et que cela ne peut pas particulièrement lui plaire. La III[e] Internationale, l'Internationale Communiste, ne vaudrait pas grand-chose si elle tolérait l'entrée dans ses rangs des Dittmann allemands, français ou de tout autre acabit.

Mais si vous supposez que les comptes rendus des délégations ouvrières française, allemande ou anglaise ont fait plus de tort au bolchévisme que toute la propagande antibolchévique, alors j'accepte avec plaisir la conclusion qui en découle.

Voulez-vous que nous fassions un accord : vous — au nom de la bourgeoisie antibolchévique de tous les pays, moi

— au nom de la République soviétique de Russie. Que de tous les pays on envoie, en vertu de cet accord, en Russie, des délégations d'ouvriers et de petits paysans (c'est-à-dire de travailleurs, de ceux qui par leur travail créent la plus-value du capital) pour y passer, chacune, deux mois. Si les comptes rendus de ces délégations sont utiles à la propagande antibolchévique, la bourgeoisie internationale devrait prendre à sa charge tous les frais de voyage de ces délégations. Cependant, comme cette bourgeoisie, dans tous les pays du monde, est extrêmement faible et pauvre, alors que nous, en Russie, nous sommes forts et riches, je m'engage à obtenir du gouvernement des Soviets qu'il prenne à sa charge les 3/4 des dépenses, un quart seul incombant aux millionnaires de tous les pays.

J'espère que vous, qui vous qualifiez vous-mêmes, dans votre télégramme, de journaliste honnête, vous ne refuserez pas de faire de la propagande partout et toujours en faveur de cet accord entre la République des Soviets et la bourgeoisie internationale, cela bien entendu dans l'intérêt de la propagande antibolchévique.

*Lénine*

Le 8 septembre 1920

*La « Pravda » n° 202, 12 septembre 1920* — *Conforme au manuscrit*

# DISCOURS PRONONCÉ A LA IXe CONFERENCE DU P.C.(b)R.[51] 22 SEPTEMBRE 1920

COMPTE RENDU DE PRESSE

La guerre contre la Pologne, ou plus exactement la campagne de juillet-août, a radicalement modifié la situation politique internationale.

Un épisode, caractéristique des rapports internationaux qui existaient à ce moment-là, précéda l'agression polonaise. Quand, en janvier, nous proposâmes à la Pologne une paix extrêmement avantageuse pour elle et très désavantageuse pour nous, les diplomates de tous les pays l'interprétèrent à leur manière : « Les bolchéviks font des concessions excessives, donc ils sont excessivement faibles. » Il y eut là une nouvelle confirmation de cette vérité que la diplomatie bourgeoise est incapable de comprendre les méthodes de notre nouvelle diplomatie, qui consistent à faire des déclarations directes et franches. C'est pourquoi nos propositions ne firent que provoquer une explosion de chauvinisme forcené en Pologne, en France et dans d'autres pays et poussèrent la Pologne à nous attaquer. Les Polonais s'emparèrent d'abord de Kiev ; ensuite, par une contre-attaque, nos troupes s'approchèrent de Varsovie ; puis il y eut un tournant, et nous reculâmes de plus de cent kilomètres.

La situation incontestablement difficile qui en résulte ne constitue cependant pas une perte sèche pour nous. Nous avons cruellement déçu les espérances des diplomates au sujet de notre faiblesse et prouvé que la Pologne ne peut pas nous vaincre, tandis que nous n'étions pas et ne sommes

pas loin de la vaincre. De plus, nous occupons encore une centaine de verstes de territoire conquis. Enfin, nôtre avance vers Varsovie a produit un tel effet sur l'Europe occidentale et sur l'ensemble de la situation mondiale que le rapport des forces politiques en lutte a été profondément changé à l'intérieur et à l'extérieur.

L'arrivée de notre armée aux abords de Varsovie a démontré incontestablement que le centre de tout le système de l'impérialisme mondial, basé sur le Traité de Versailles, se trouvait quelque part au voisinage de la capitale polonaise. Dernier rempart contre les bolchéviks, la Pologne, qui se trouve entièrement entre les mains de l'Entente, constitue un facteur tellement puissant de ce système que lorsque l'Armée Rouge menaça ce rempart, tout le système fut ébranlé. La République des Soviets devenait un facteur de première importance dans la politique internationale.

Dans la situation nouvelle ainsi créée, un fait d'une énorme importance s'est révélé en premier lieu : la bourgeoisie des pays qui vivent sous le joug de l'Entente — et qui constituent les 70% de l'ensemble de l'humanité — est plutôt pour nous. Nous avions déjà vu les petits Etats, qui avaient eu la vie dure sous la tutelle de l'Entente (Estonie, Géorgie, etc.) et qui pendaient leurs bolchéviks, faire la paix avec nous contre la volonté de l'Entente. Maintenant, cela s'est manifesté avec force partout dans le monde. Toute l'Allemagne fut en effervescence quand nos troupes approchèrent de Varsovie. Ce fut le même spectacle qu'en 1905 chez nous, quand les Cent-Noirs réveillaient et amenaient à la vie politique les larges couches les plus arriérées de la paysannerie, qui marchaient un jour contre les bolchéviks et réclamaient le lendemain toute la terre des propriétaires fonciers. En Allemagne, nous avons vu se réaliser ce bloc contre nature des Cent-Noirs et des bolchéviks. Un type bizarre de Cent-Noir révolutionnaire est apparu, comme ce gars fruste des campagnes de Prusse Orientale qui disait — je l'ai lu ces jours-ci dans un journal allemand non bolchévik — qu'il faudra bien rappeler Guillaume parce qu'il n'y a pas d'ordre, mais qu'il faut marcher avec les bolchéviks.

Notre présence sous les murs de Varsovie eut — autre conséquence — une puissante influence sur le mouvement

révolutionnaire en Europe, surtout en Grande-Bretagne. Si nous n'avons pas pu toucher le prolétariat industriel de Pologne, qui est au-delà de la Vistule et à Varsovie (et c'est là une des principales causes de notre défaite), nous avons réussi à le faire pour le prolétariat anglais et à porter son mouvement à un niveau sans précédent, à un stade tout à fait nouveau de la révolution. Le gouvernement anglais, qui nous avait adressé un ultimatum, s'est aperçu qu'il aurait d'abord dû consulter les ouvriers anglais. Et ces ouvriers, dont les chefs sont pour les neuf dixièmes des menchéviks forcenés, ont répondu en constituant un « Comité d'action »[62] .

La presse anglaise, alarmée, s'est mise à crier à la « dualité de pouvoir ». Elle avait bien raison. La Grande-Bretagne s'est trouvée au même stade de rapports politiques que la Russie après février 1917, lorsque les Soviets durent contrôler tous les actes du gouvernement bourgeois. « Le Comité d'action » rassemble tous les ouvriers sans distinction de parti, à l'instar de notre Comité exécutif central de Russie de la période où les Gotz, les Dan et autres étaient les maîtres ; c'est un rassemblement qui concurrence le gouvernement et dans lequel les menchéviks sont contraints d'agir à moitié comme les bolchéviks. Et de même que nos menchéviks se sont finalement empêtrés et ont contribué à nous amener les masses, les menchéviks du « Comité d'action » sont obligés, par le déroulement inexorable des événements, de frayer la voie aux masses ouvrières anglaises vers la révolution bolchévique. Au témoignage de personnes compétentes, les menchéviks anglais se considèrent dès à présent comme le gouvernement et s'apprêtent à prendre dans un proche avenir la succession du gouvernement bourgeois. Ce sera une nouvelle phase du processus général de la révolution prolétarienne en Grande-Bretagne.

Ces énormes changements survenus au sein du mouvement ouvrier anglais exercent une puissante influence sur le mouvement ouvrier international et, en premier lieu, sur le mouvement ouvrier de France.

Tels sont les résultats de notre dernière campagne de Pologne en ce qui concerne la politique internationale et les rapports qui s'établissent en Europe occidentale.

La question de la guerre et de la paix avec la Pologne

se pose maintenant pour nous. Nous voulons éviter une campagne d'hiver très dure pour nous et nous proposons de nouveau à la Pologne une paix avantageuse pour elle et désavantageuse pour nous. Mais il est possible que, suivant leur vieille habitude, les diplomates bourgeois interprètent encore notre franche déclaration comme un signe de faiblesse. Selon toute probabilité, une campagne d'hiver est déjà décidée par eux. Et il faut préciser ici dans quelles conditions nous allons être obligés de nous engager dans la nouvelle phase probable de la guerre.

Notre défaite a déterminé certains changements en Europe occidentale et allié contre nous les éléments hétérogènes qui nous sont hostiles. Mais nous nous sommes déjà trouvés à plusieurs reprises en présence de rassemblements et de courants hostiles plus puissants, qui cependant n'ont pu régler le problème.

Nous avons contre nous un bloc constitué par la Pologne, la France et Wrangel, et c'est sur ce dernier que mise la France. Cependant, ce bloc souffre d'une vieille maladie : l'intransigeance de ses éléments, la peur que nourrit la petite bourgeoisie de Pologne à l'égard de la Russie des Cent-Noirs et de son représentant typique, Wrangel. La Pologne petite-bourgeoise et patriote, le Parti socialiste polonais, celui des Ludowcy, celui des paysans aisés, veulent la paix. Les représentants de ces partis nous disaient à Minsk : « Nous savons que ce n'est pas l'Entente qui a sauvé Varsovie et la Pologne, elle ne le pouvait pas, c'est l'élan patriotique qui les a sauvées. » Ces leçons ne s'oublient pas. Les Polonais se rendent bien compte qu'ils sortiront de cette guerre complètement ruinés financièrement. C'est qu'il faut payer la guerre, et la France proclame que « la propriété privée est sacrée ». Les représentants des partis petits-bourgeois savent que, déjà avant la guerre, la Pologne était à la veille d'une crise et que la guerre apporte de nouvelles ruines ; aussi préfèrent-ils la paix. Nous voulons profiter de cette chance en offrant la paix à la Pologne.

Un nouveau facteur d'une extrême importance est apparu également : la modification de la composition sociale de l'armée polonaise. Nous n'avons vaincu Koltchak et Dénikine qu'après que la composition sociale de leurs ar-

mées s'est trouvée modifiée, qu'après que leurs cadres solides de base ont été noyés dans la masse des paysans mobilisés. Le même phénomène se produit actuellement dans l'armée polonaise, le gouvernement ayant été contraint d'appeler les vieilles classes de paysans et d'ouvriers qui ont fait la guerre impérialiste, autrement cruelle. Cette armée est formée aujourd'hui non plus de gamins dont il était facile de « bourrer le crâne », mais d'adultes, qui ne s'en laissent pas conter. La Pologne a dépassé la limite au-delà de laquelle la victoire totale lui était assurée d'abord et puis la défaite totale.

Si nous devons faire une campagne d'hiver, nous vaincrons, pas de doute à cet égard, malgré l'épuisement et la fatigue. Notre situation économique en répond également. Elle s'est considérablement améliorée. Nous avons acquis, comparativement au passé, une solide base économique. Si, en 1917-1918 nous avons stocké 30 millions de pouds de blé, en 1918-1919 110 millions, en 1919-1920 260 millions, nous comptons en stocker l'an prochain jusqu'à 400 millions de pouds. Ce ne sont plus les chiffres dans lesquels nous nous débattions pendant les années de famine. Nous ne regarderons plus avec autant d'effroi les billets multicolores qui voltigent par milliards et qui nous montrent aujourd'hui clairement qu'ils ne sont plus que les débris, les lambeaux du vieil habit bourgeois.

Nous avons plus de cent millions de pouds de pétrole. Le bassin du Donetz nous fournit déjà 20 à 30 millions de pouds de charbon par mois. La situation s'est considérablement améliorée en ce qui concerne le bois de chauffage. L'année dernière, nous n'avions que du bois, pas de pétrole ni de charbon.

Tout cela nous permet d'affirmer que si nous concentrons et bandons nos forces, nous vaincrons.

*La « Pravda » n° 216, 29 septembre 1920*

*Conforme au texte de la « Pravda »*

# LETTRE AUX OUVRIERS ALLEMANDS ET FRANÇAIS

AU SUJET DES DEBATS CONCERNANT LE IIe CONGRES DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE[88]

Camarades, la presse bourgeoise d'Allemagne et de France fait une large part aux débats du Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne et du Parti socialiste français au sujet de l'adhésion à l'Internationale Communiste. La presse bourgeoise défend avec la plus grande énergie les points de vue de l'aile droite, opportuniste, de ces deux partis.

Cela se comprend parfaitement, étant donné que les éléments de droite ne sont, au fond, que des démocrates petits-bourgeois qui, comme Dittmann et Crispien, ne savent pas raisonner en révolutionnaires, sont incapables d'aider la classe ouvrière à se préparer à la révolution et à faire la révolution. La scission avec ces éléments de droite, opportunistes s'impose ; c'est l'unique moyen de rassembler toutes les masses vraiment révolutionnaires, vraiment prolétariennes.

Les clameurs sur la « tyrannie dictatoriale » de Moscou, etc., ne sont qu'une simple diversion. En effet, le Comité exécutif de l'Internationale Communiste comprend vingt membres, dont cinq seulement appartiennent au Parti communiste de Russie. Ceux qui parlent de « tyrannie dictatoriale », etc., s'abusent ou abusent les ouvriers. Ces discours servent à masquer la faillite d'un certain nombre de chefs opportunistes, tout autant que les discours analogues au sein du K.A.P.D. (Parti communiste *ouvrier* d'Allemagne) servaient à dissimuler la faillite de certains de

ses dirigeants qui s'étaient écartés de la voie de la révolution prolétarienne. De même, s'abusent ou abusent les ouvriers ceux qui proclament qu'en ce qui concerne les conditions d'admission à l'Internationale Communiste, les « dictateurs de Moscou » visent des personnalités bien déterminées. Dans les conditions d'admission, au paragraphe 20, il est dit, noir sur blanc, que des « *exceptions* » (Ausnahmen) *aux règles sévères* adoptées à l'égard des chefs de l'aile droite et du personnel des organismes centraux *peuvent être faites avec l'agrément du Comité exécutif de la IIIe Internationale.*

Du moment que des exceptions sont expressément considérées comme admissibles, il ne saurait être question de l'interdiction absolue d'admettre telles ou telles personnalités. C'est dire que l'on reconnaît pleinement la nécessité de tenir compte non du passé, mais du présent, de tenir compte des changements intervenus dans les conceptions et le comportement de certaines personnes, de certains chefs. Du moment que l'on affirme que des exceptions sont admissibles, sous réserve de l'agrément du Comité exécutif de la IIIe Internationale — Comité exécutif qui ne compte qu'un quart de Russes — c'est dire que les clameurs sur la « tyrannie dictatoriale », etc., ne sont que sornettes et mensonges.

Toutes ces clameurs ne sont que diversion. En fait, une lutte se poursuit entre les éléments révolutionnaires *prolétariens* et les éléments opportunistes, *petits-bourgeois.* A ces derniers appartenaient et appartiennent les Hilferding, les Dittmann, les Crispien, de nombreux membres des fractions parlementaires de France et d'Allemagne, etc. La lutte entre ces deux *tendances politiques* se poursuit dans tous les pays du monde, elle a une longue histoire, elle s'est accentuée partout pendant la guerre impérialiste et elle s'aggrave partout depuis. L'opportunisme est représenté par des éléments appartenant à « l'aristocratie ouvrière », à la vieille bureaucratie des syndicats, des coopératives, etc., aux milieux d'intellectuels petits-bourgeois, etc. Sans l'élimination de cette *tendance*, dont les hésitations, dont le « menchévisme » (les Dittmann et les Crispien ressemblent en tout point à nos menchéviks) assurent en fait l'influence de la bourgeoisie sur le prolétariat de *l'intérieur* du mouvement ouvrier, de *l'intérieur* des partis socia-

listes, sans l'élimination de cette tendance, sans la scission avec elle, sans l'exclusion de tous ses représentants les plus en vue, il *est impossible* de réaliser la cohésion du prolétariat révolutionnaire.

Par leurs perpétuelles hésitations en faveur du réformisme et du menchévisme, par leur incapacité de raisonner et d'agir en révolutionnaires, les Dittmann, les Crispien et les autres, sans s'en rendre compte, assurent en fait l'influence de la bourgeoisie sur le prolétariat au sein du Parti prolétarien, assurent la *soumission* du prolétariat au *réformisme bourgeois*. Seule la scission avec ces gens et leurs semblables assure l'*unité internationale* du prolétariat révolutionnaire *contre* la bourgeoisie et pour son renversement.

Les événements d'Italie doivent ouvrir les yeux les plus obstinément clos sur le danger de « l'unité » et de la « paix » avec les Crispien et les Dittmann. *Dès qu'il s'est agi d'une véritable révolution*, les Crispien et les Dittmann italiens (Turati, Prampolini, d'Aragona) se sont mis à *gêner* la révolution en Italie. Or, nous nous acheminons vers une situation analogue plus ou moins rapidement, plus ou moins péniblement et douloureusement, dans toute l'Europe, dans le monde entier.

Il est temps de rejeter une fois pour toutes ces néfastes illusions sur la possibilité de « l'unité » ou de la « paix » avec les Dittmann et les Crispien, avec l'aile droite du « Parti social-démocrate indépendant » d'Allemagne, du « Parti travailliste indépendant » anglais, du Parti socialiste français, etc. Il est temps que tous les ouvriers révolutionnaires débarrassent leurs partis de ces gens et constituent des partis communistes prolétariens vraiment unifiés.

*N. Lénine*

24 septembre 1920

*La « Pravda » n° 213, 25 septembre 1920*

*Conforme au manuscrit*

# LES TACHES DES UNIONS DE LA JEUNESSE

(DISCOURS PRONONCE AU IIIe CONGRES
DE L'UNION DE LA JEUNESSE COMMUNISTE DE RUSSIE)
2 OCTOBRE 1920[44]

(Lénine est accueilli par une chaleureuse ovation du Congrès.) Camarades, je voudrais vous entretenir aujourd'hui des tâches essentielles de l'Union de la jeunesse communiste et, par suite, de ce que doivent être en général les organisations de la Jeunesse dans la République socialiste.

Il importe d'autant plus de s'arrêter sur cette question que l'on peut dire, en un sens, que c'est précisément à la jeunesse qu'incombera la tâche véritable de l'édification de la société communiste. Car il est clair que la génération des travailleurs formée dans la société capitaliste ne saura résoudre, tout au plus, que le problème de la destruction des assises de l'ancien régime capitaliste basé sur l'exploitation. Elle ne saura résoudre, tout au plus, que les problèmes posés par la création d'un ordre social susceptible d'aider le prolétariat et les classes travailleuses à conserver le pouvoir entre leurs mains et à poser des assises solides sur lesquelles seule la génération saura vraiment bâtir qui se met à l'œuvre dans des conditions nouvelles, dans un cadre où il n'y a plus de rapports d'exploitation entre les hommes.

Eh bien, en abordant de ce point de vue la question des tâches de la jeunesse, je dois dire que ces tâches de la jeunesse en général, et des unions de la jeunesse communiste et autres organisations en particulier, peuvent se résumer d'un seul mot : apprendre.

Naturellement, il ne s'agit là que « d'un mot », qui ne répond pas encore aux questions principales et les plus essentielles : quoi et comment apprendre ? Or, le fait est qu'ici, avec la transformation de l'ancienne société capitaliste, l'enseignement, l'éducation et l'instruction des nouvelles générations qui bâtiront la société communiste ne peuvent pas être ce qu'ils étaient autrefois. L'enseignement, l'éducation et l'instruction de la jeunesse doivent avoir pour point de départ les matériaux qui nous ont été laissés par l'ancienne société. Nous ne pouvons bâtir le communisme qu'à partir de cette somme de connaissances, d'organisations et d'institutions, qu'avec les réserves de forces humaines et de moyens que nous a laissés l'ancienne société. Ce n'est qu'en réformant de façon radicale l'enseignement, l'organisation et l'éducation de la jeunesse que nous pourrons obtenir que les efforts de la jeune génération aient pour résultat de créer une société qui ne ressemble pas à l'ancienne, c'est-à-dire la société communiste. Aussi faut-il examiner en détail la question de savoir ce que nous devons enseigner, comment la jeunesse doit apprendre si elle veut réellement justifier son titre de jeunesse communiste, et comment la préparer pour qu'elle sache terminer et couronner l'œuvre que nous avons commencée.

Je dois dire que la première réponse, semble-t-il, et la plus naturelle serait que l'Union de la jeunesse et toute la jeunesse, en général, qui veut passer au communisme, doit apprendre le communisme.

Mais cette réponse : « apprendre le communisme » est trop générale. Que nous faut-il donc pour apprendre le communisme ? Que devons-nous dégager de la somme des connaissances générales pour acquérir celle du communisme ? Ici, nous sommes menacés de toutes sortes de dangers qui surgissent dès que le problème d'apprendre le communisme se trouve posé d'une manière incorrecte ou qu'il est interprété d'une manière par trop unilatérale.

Il est naturel qu'à première vue vienne à l'esprit l'idée qu'apprendre le communisme, c'est assimiler la somme de connaissances qui sont exposées dans les manuels, brochures et ouvrages communistes. Mais cette définition serait par trop grossière et insuffisante. Si l'étude du communisme consistait seulement à assimiler le contenu des

ouvrages, livres et brochures communistes, nous aurions alors vite fait de former des glossateurs communistes ou des fanfarons, ce qui nous porterait dommage et préjudice car, après avoir appris et lu le contenu des livres ou des brochures communistes, ces gens-là seraient incapables de lier toutes ces connaissances les unes aux autres et d'agir comme le veut réellement le communisme.

L'un des plus grands maux et des plus grands fléaux que nous ait légués l'ancienne société capitaliste, c'est la rupture totale entre le livre et la pratique de la vie : en effet, nous avions des livres où tout était décrit sous le plus beau jour, mais qui, dans la majorité des cas, n'étaient que mensonge hypocrite et écœurant qui nous donnait une image faussée de la société capitaliste.

C'est pourquoi il serait au plus haut point erroné de se borner à la seule assimilation livresque de ce qui est dit dans les ouvrages sur le communisme. Nos discours et nos articles d'aujourd'hui ne sont pas la simple répétition de ce qui était dit auparavant du communisme, car ils sont liés au travail multiforme de tous les jours. Sans ce travail, sans la lutte, la connaissance livresque du communisme puisée dans les brochures et ouvrages communistes ne vaut absolument rien, étant donné qu'elle ne ferait que perpétuer l'ancienne rupture entre la théorie et la pratique qui était le trait le plus écœurant de l'ancienne société bourgeoise.

Il serait encore plus dangereux de n'assimiler que les mots d'ordre communistes. Si nous n'avions pas compris à temps ce danger et si nous n'avions pas orienté tout notre travail de manière à l'écarter, l'existence d'un demi-million ou d'un million de jeunes gens et de jeunes filles qui, après une telle étude du communisme, se qualifieraient de communistes, porterait un grand préjudice à la cause du communisme.

Dès lors la question se pose à nous de savoir : comment combiner tout cela pour enseigner le communisme ? Que devons-nous prendre à l'ancienne école; à l'ancienne science ? L'ancienne école déclarait vouloir former un homme ayant une culture générale complète et enseigner les sciences en général. Nous savons que c'était entièrement faux, car toute la société était basée et reposait sur la division des hommes

en classes, en exploiteurs et en opprimés. Il était naturel que toute l'ancienne école, entièrement imprégnée de l'esprit de classe, ne donnât des connaissances qu'aux enfants de la bourgeoisie. Chaque mot était adapté aux intérêts de la bourgeoisie. Dans ces écoles on n'éduquait la jeune génération des ouvriers et des paysans que pour les dresser dans l'intérêt de la bourgeoisie. On les éduquait dans le but de former pour la bourgeoisie des serviteurs utiles, susceptibles de lui rapporter des bénéfices, sans troubler sa quiétude et son oisiveté. C'est pourquoi, rejetant l'ancienne école, nous nous sommes assigné pour tâche de ne lui prendre que ce dont nous avons besoin pour parvenir à une éducation véritablement communiste.

J'aborde ici les reproches, les accusations que l'on entend toujours formuler contre l'ancienne école et qui conduisent fréquemment à des interprétations absolument erronées. On dit que l'ancienne école fut celle de l'étude livresque, du dressage, du piochage. Cela est vrai, mais il faut savoir discerner ce que l'ancienne école avait de mauvais et ce qu'elle avait d'utile pour nous, et il faut savoir en extraire ce qui est indispensable pour le communisme.

L'ancienne école était celle de l'étude livresque, elle obligeait les gens à assimiler une masse de connaissances inutiles, superflues, sans vie, qui encombraient le cerveau et transformaient la jeune génération en bureaucrates bâtis sur le même gabarit. Mais vous commettriez une grave erreur si vous tentiez d'en déduire que l'on peut devenir communiste sans avoir assimilé les richesses accumulées par la connaissance humaine. Il serait faux de croire qu'il suffit d'assimiler les mots d'ordre communistes, les conclusions de la science communiste, sans avoir assimilé cette somme de connaissances dont le communisme lui-même est le produit. Le marxisme est un exemple qui montre comment le communisme est issu de la somme des connaissances humaines.

Vous avez lu et appris que la théorie communiste, la science communiste, créée principalement par Marx, que cette doctrine du marxisme a cessé d'être l'œuvre d'un seul socialiste, même génial, du XIX$^{e}$ siècle, qu'elle est devenue celle de millions et de dizaines de millions de prolétaires du monde entier qui s'en inspirent dans leur lutte contre

le capitalisme. Et si vous posiez la question : pourquoi la doctrine de Marx a-t-elle pu conquérir le cœur de millions et de dizaines de millions d'hommes appartenant à la classe la plus révolutionnaire, vous n'obtiendriez qu'une seule réponse : il en a été ainsi parce que Marx s'est appuyé sur les fondations solides des connaissances humaines acquises sous le régime capitaliste ; après avoir étudié les lois du développement de la société humaine, Marx a compris le caractère inévitable du développement du capitalisme, qui conduit au communisme et — c'est là l'essentiel — il ne l'a démontré qu'en s'appuyant sur l'étude la plus précise, la plus détaillée, la plus approfondie de cette société capitaliste, qu'en assimilant entièrement tout ce que l'ancienne science avait produit. Tout ce que la société humaine avait créé, Marx l'a repensé dans un esprit critique, sans rien laisser dans l'ombre. Tout ce que la pensée humaine a créé, il l'a repensé, il l'a passé au crible de la critique et vérifié sur le mouvement ouvrier ; et il a formulé ensuite des conclusions que les hommes, enfermés dans les limites étroites du cadre bourgeois ou enchaînés par les préjugés bourgeois, ne pouvaient tirer.

Il faut y songer quand, par exemple, nous parlons de la culture prolétarienne. Nous ne saurions résoudre ce problème si nous ne comprenons pas bien que c'est seulement la parfaite connaissance de la culture créée au cours du développement de l'humanité et sa transformation qui permettront de créer une culture prolétarienne. La culture prolétarienne ne surgit pas on ne sait d'où, elle n'est pas l'invention d'hommes qui se disent spécialistes en la matière. Pure sottise que tout cela. La culture prolétarienne doit être le développement logique de la somme de connaissances que l'humanité a accumulées, sous le joug de la société capitaliste, de la société des propriétaires fonciers et des bureaucrates. Tous ces chemins et tous ces sentiers ont mené et continuent de mener à la culture prolétarienne, de même que l'économie politique, repensée par Marx, nous a montré à quoi doit aboutir la société humaine, nous a indiqué le passage à la lutte des classes, au départ de la révolution prolétarienne.

Quand nous entendons, assez fréquemment, des représentants de la jeunesse, ainsi que certains défenseurs du nou-

vel enseignement, attaquer l'ancienne école et prétendre que l'on n'y faisait que du bourrage, nous leur disons que nous devons prendre à l'ancienne école ce qu'elle avait de bon. Nous ne devons pas lui emprunter la méthode qui consistait a encombrer la mémoire du jeune homme par une quantité démesurée de connaissances, inutiles pour les 9/10 et falsifiées pour le dernier dixième; mais cela ne signifie nullement que nous puissions nous borner aux seules conclusions communistes et n'apprendre que les seuls mots d'ordre communistes. On ne bâtira pas ainsi le communisme. On ne peut devenir un communiste qu'après avoir enrichi sa mémoire de la connaissance de toutes les richesses créées par l'humanité.

Point n'est besoin de bûcher ; mais il nous faut développer et perfectionner la mémoire de chaque élève par la connaissance des faits essentiels, car le communisme ne sera qu'un mot creux, qu'une simple enseigne et le communiste qu'un pauvre fanfaron si tout le savoir acquis n'était pas élaboré dans sa conscience. Vous devez non seulement l'assimiler, mais encore assimiler d'une manière critique, de façon à ne pas encombrer votre intelligence d'un fatras inutile, mais bien à l'enrichir par la connaissance de tous les faits sans lesquels il ne saurait y avoir d'homme moderne cultivé. Si un communiste s'avisait de se targuer de communisme à partir de conclusions toutes faites apprises par cœur, sans avoir fait un grand travail très sérieux et très difficile, sans avoir cherché à voir clair dans les faits qu'il doit aborder dans un esprit critique, ce communiste serait un piètre individu. S'en tenir à la surface des choses serait vraiment néfaste. Si je sais que je sais peu, je ferai en sorte d'en savoir davantage, mais si un homme déclare qu'il est communiste et qu'il n'a nul besoin de savoir rien de fondamental, il ne sortira jamais rien de lui qui ressemble à un communiste.

L'ancienne école formait des serviteurs nécessaires aux capitalistes ; des hommes de science, elle faisait des hommes obligés d'écrire et de parler selon le désir des capitalistes. Cela signifie que nous devons la supprimer. Mais si nous le devons, si nous devons la détruire, est-ce à dire que nous ne devons pas lui prendre tout ce que l'humanité a accumulé de nécessaire aux hommes ? Est-ce à dire que

nous ne devons pas savoir discerner ce qui était nécessaire au capitalisme et ce qui est nécessaire au communisme ?

A l'ancien dressage, pratiqué dans la société bourgeoise contre la volonté de la majorité, nous substituerons la discipline consciente des ouvriers et des paysans, qui allient à la haine de l'ancienne société la décision, la capacité et le désir d'unir et d'organiser leurs forces pour cette lutte qui, avec la volonté de millions et de dizaines de millions d'hommes, isolés, divisés, dispersés sur le territoire d'un immense pays, doit forger une volonté unique, sans laquelle nous serions inévitablement battus. Sans cette cohésion, sans cette discipline consciente des ouvriers et des paysans, notre cause serait sans espoir. Sans cela, nous ne pourrions vaincre les capitalistes et les propriétaires fonciers du monde entier. Nous ne pourrions même pas consolider les fondements, ni, à plus forte raison, bâtir sur ces fondations la nouvelle société communiste. Ainsi, tout en condamnant l'ancienne école, tout en nourrissant à son égard une haine parfaitement légitime et nécessaire, tout en appréciant le désir de la détruire, nous devons comprendre qu'il nous faut substituer à l'ancienne méthode livresque, à l'ancien bourrage, à l'ancien dressage, l'art de faire nôtre la somme des connaissances humaines et de les assimiler de façon que le communisme soit chez vous non pas quelque chose d'appris par cœur, mais bien quelque chose de repensé par vous-mêmes et dont les conclusions s'imposent du point de vue de l'éducation moderne.

Voilà comment les tâches essentielles doivent être posées quand nous discutons du problème : apprendre le communisme.

Pour vous expliquer comment apprendre les questions de méthode, je prendrai un exemple pratique. Vous savez tous qu'après les tâches militaires, celles de la défense de la République, ce sont les tâches économiques qui se posent à nous. Nous savons qu'il n'est pas possible de bâtir la société communiste sans remettre sur pied l'industrie et l'agriculture, mais qu'il ne s'agit pas de les rétablir telles qu'elles étaient autrefois. Il faut les rétablir sur une base moderne, conforme au dernier mot de la science. Vous savez que cette base, c'est l'électricité, et que ce n'est qu'après l'électrification de tout le pays, de toutes les branches de l'industrie et de

l'agriculture, que ce n'est que lorsque vous aurez réalisé cette tâche que vous pourrez édifier pour vous-mêmes la société communiste, ce que ne pourra faire la génération antérieure. Vous avez pour tâche de restaurer l'économie de tout le pays, de réorganiser, de relever l'agriculture et l'industrie sur une base technique moderne, laquelle repose sur la science moderne, la technique, l'électricité. Vous comprenez fort bien que ce ne sont pas des illettrés qui s'attaqueront à l'électrification, et qu'une instruction rudimentaire n'y pourra suffire. Il ne suffit pas de savoir ce qu'est l'électricité : il faut savoir comment l'appliquer sur le plan technique, à l'industrie, à l'agriculture, aux différentes branches de l'industrie et de l'agriculture. Il faut l'apprendre soi-même, il faut l'apprendre à toute la génération montante des travailleurs. Telle est la tâche de tout communiste conscient, de tout jeune homme qui se considère comme communiste et qui se rend nettement compte qu'en adhérant à l'Union de la jeunesse communiste, il a pris l'engagement d'aider le Parti à bâtir le communisme et d'aider toute la jeune génération à créer la société communiste. Il doit comprendre que cela n'est possible que sur la base de l'instruction moderne et que s'il ne possède pas cette instruction, le communisme ne restera qu'un simple vœu.

Le rôle de la génération précédente consistait à abattre la bourgeoisie. La tâche principale était alors de critiquer la bourgeoisie, de développer dans les masses le sentiment de haine contre la bourgeoisie, d'élever la conscience de classe, de savoir rassembler ses forces. La tâche de la nouvelle génération est plus complexe. Votre devoir n'est pas seulement de rassembler toutes vos forces, afin de soutenir le pouvoir des ouvriers et des paysans contre l'invasion des capitalistes. Vous devez le faire. Vous l'avez parfaitement compris, et chaque communiste s'en rend très nettement compte. Mais cela ne suffit pas. Vous devez bâtir la société communiste. La première partie du travail est accomplie dans bien des domaines. Le passé est détruit, comme il fallait le détruire, il n'en reste plus qu'un amas de ruines, et il fallait le réduire à cet état. Le terrain est déblayé, et c'est sur ce terrain que la jeune génération communiste doit édifier la société communiste. Votre tâche

consiste à édifier et vous ne pourrez le faire que lorsque vous vous serez rendus maîtres de toute la science moderne, que lorsque vous saurez transformer le communisme, de formules, de conseils, de recettes, de directives, de programmes tout prêts et appris par cœur, en cette réalité vivante qui donne son unité à votre travail immédiat, que lorsque vous saurez faire du communisme le guide de tout votre travail pratique.

Telle est la tâche que vous ne devez pas perdre de vue pour instruire, éduquer, élever toute la jeune génération. Vous devez être les premiers parmi les bâtisseurs de la société communiste, parmi ces millions de bâtisseurs que doivent être tous les jeunes gens et toutes les jeunes filles. Et vous ne bâtirez pas la société communiste si vous n'entraînez pas toute la masse de la jeunesse ouvrière et paysanne à cette édification.

Maintenant, j'en arrive naturellement à la question de savoir comment nous devons enseigner le communisme et quel doit être le caractère particulier de nos méthodes.

Ici je m'arrêterai avant tout sur la question de la morale communiste.

Vous devez faire votre éducation de communistes. La tâche de l'Union de la jeunesse consiste à organiser son activité pratique de façon qu'en étudiant, en s'organisant, en s'unissant, en luttant, cette jeunesse fasse son éducation de communiste et celle de tous ceux qui voient en elle son guide. Il faut que toute cette œuvre d'éducation, d'instruction et d'enseignement de la jeunesse d'aujourd'hui développe en elle la morale communiste.

Mais existe-t-il une morale communiste ? Y a-t-il une éthique communiste ? Oui, bien sûr. On prétend souvent que nous n'avons pas de morale à nous et très souvent la bourgeoisie nous accuse, nous communistes, de rejeter toute morale. C'est une façon comme une autre de brouiller les idées et de jeter de la poudre aux yeux des ouvriers et des paysans.

En quel sens rejetons-nous la morale, rejetons-nous l'éthique?

Au sens que lui donnait la bourgeoisie qui mettait à la base de la moralité les commandements de Dieu. Sur ce point, nous disons, naturellement, que nous ne croyons pas

en Dieu, et nous savons très bien que le clergé, les propriétaires fonciers et la bourgeoisie n'invoquaient le nom de Dieu que pour défendre leurs intérêts d'exploiteurs. Ou bien, au lieu de prendre comme point de départ de la morale les commandements de l'éthique, les commandements de Dieu, ils partaient de phrases idéalistes ou semi-idéalistes aboutissant toujours à quelque chose qui ressemblait fort à ces commandements de Dieu.

Toute cette moralité qui a pour point de départ des concepts extérieurs à l'humanité, extérieurs aux classes, nous la repoussons. Nous disons que ce ne sont que mensonges, duperie, bourrage de crâne des ouvriers et des paysans, dans le seul intérêt des propriétaires fonciers et des capitalistes.

Nous disons que notre morale est entièrement subordonnée aux intérêts de la lutte de classe du prolétariat. Notre éthique a pour point de départ les intérêts de la lutte de classe du prolétariat.

L'ancienne société était fondée sur l'oppression de tous les ouvriers et de tous les paysans par les propriétaires fonciers et les capitalistes. Nous devions détruire cela, nous devions les renverser, mais pour cela il fallait réaliser l'union. Ce n'est pas le bon dieu qui allait la faire.

Seules les fabriques et les usines, seul le prolétariat éduqué et tiré de sa torpeur d'autrefois, pouvaient nous donner cette union. C'est seulement après que cette classe se fut constituée que commença le mouvement de masse, lequel aboutit à ce que nous voyons aujourd'hui, à la victoire de la révolution prolétarienne dans un des pays les plus faibles qui fait front depuis trois ans contre la bourgeoisie du monde entier. Et nous voyons la révolution prolétarienne monter dans le monde entier. Nous disons aujourd'hui, forts de notre expérience, que seul le prolétariat pouvait créer cette force cohérente que suivent les paysans, divisés et disséminés, et qui a résisté à toutes les attaques des exploiteurs. Seule cette classe peut aider les masses travailleuses à s'unir, à resserrer leurs rangs, à sauver définitivement, à consolider définitivement, à bâtir définitivement la société communiste.

Voilà pourquoi nous disons : la moralité considérée en dehors de la société humaine n'existe pas pour nous ; c'est

un mensonge. La moralité pour nous est subordonnée aux intérêts de la lutte de classe du prolétariat.

En quoi consiste donc cette lutte de classe ? Elle consiste à renverser le tsar, à renverser les capitalistes, à anéantir la classe des capitalistes.

Et qu'est-ce que les classes en général ? C'est ce qui permet à une partie de la société de s'approprier le travail d'autrui. Si une partie de la société s'approprie toute la terre, il y a une classe de propriétaires fonciers et une classe de paysans. Si une partie de la société possède les fabriques et les usines, les actions et les capitaux, tandis que l'autre travaille dans ces fabriques, il y a une classe de capitalistes et une autre de prolétaires.

Il n'a pas été difficile de chasser le tsar ; quelques jours y suffirent. Il n'a pas été très difficile de chasser les propriétaires fonciers, il n'y fallut que quelques mois ; il n'est pas très difficile non plus de chasser les capitalistes. Mais il est infiniment plus difficile de supprimer les classes ; la division en ouvriers et en paysans subsiste toujours. Si le paysan, installé sur son lopin de terre, s'approprie l'excédent de son blé, c'est-à-dire le blé dont il n'a besoin ni pour lui ni pour son bétail, tandis que tous les autres manquent de pain, ce paysan-là devient dès lors un exploiteur. Plus il garde de blé, plus il en tire de bénéfices ; les autres peuvent bien avoir faim ; « plus ils auront faim et plus cher je vendrai mon blé ». Il faut que tout le monde travaille suivant un plan commun sur un sol commun, dans des usines et des fabriques communes et selon un règlement commun. Est-ce facile à faire ? Vous voyez qu'ici, il est plus difficile de résoudre le problème que de chasser le tsar, les propriétaires fonciers et les capitalistes. Ici, il faut que le prolétariat rééduque une partie des paysans, refasse leur instruction, entraîne ceux qui sont des paysans travailleurs, afin de briser la résistance des paysans riches qui s'engraissent sur la misère des autres. Cela signifie que la lutte du prolétariat n'est pas terminée du fait que nous avons renversé le tsar, chassé les propriétaires fonciers et les capitalistes ; c'est là la tâche du régime que nous appelons la dictature du prolétariat.

La lutte de classe continue ; elle n'a changé que de forme. Cette lutte est menée pour empêcher le retour des

anciens exploiteurs, pour unir en un tout la masse disséminée de la paysannerie ignorante. La lutte de classe continue, et il est de notre devoir de lui subordonner tous les intérêts. Nous lui subordonnons également notre morale communiste. Nous disons : est moral ce qui contribue à la destruction de l'ancienne société d'exploiteurs et au rassemblement de tous les travailleurs autour du prolétariat en train de créer la nouvelle société communiste.

La morale communiste, c'est celle qui sert cette lutte, qui unit les travailleurs contre toute exploitation, contre toute petite propriété privée, car la petite propriété met entre les mains d'un seul individu ce qu'a créé le travail de toute la société. La terre est considérée chez nous comme propriété commune.

Et si je m'approprie une certaine partie de cette propriété commune, si j'y fais pousser deux fois plus de blé qu'il ne m'en faut et si je spécule ensuite sur ces excédents ? Si je me dis : plus il y a d'affamés et plus cher on me paiera ? Est-ce que je me comporte alors en communiste ? Non, mais en exploiteur, en propriétaire. Il faut lutter contre cela. Si on laisse les choses en l'état, tout ferait marche arrière, vers le pouvoir des capitalistes, vers le pouvoir de la bourgeoisie, comme cela s'est produit à maintes reprises lors des révolutions antérieures. Et pour empêcher que le pouvoir des capitalistes et de la bourgeoisie ne soit restauré, il ne faut point tolérer ce mercantilisme, il ne faut pas que quelques individus puissent s'enrichir aux dépens des autres, il faut pour cela que les travailleurs fassent bloc avec le prolétariat et instaurent la société communiste. C'est en cela que réside le caractère essentiel de ce qui constitue la tâche fondamentale du ralliement et de l'organisation de la jeunesse communiste.

L'ancienne société était basée sur le principe suivant : tu voles ou on te vole, tu travailles pour quelqu'un ou c'est lui qui travaille pour toi, tu es maître ou tu es esclave. Et l'on conçoit que les gens formés dans cette société s'imprègnent — pour ainsi dire avec le lait maternel — d'une psychologie, d'habitudes, d'idées : on est maître, esclave, petit propriétaire, petit employé, petit fonctionnaire, intellectuel, en un mot on est un homme qui ne se soucie que de son bien et qui se désintéresse du reste.

Si je cultive ce lopin de terre, peu m'importent les autres ; si un autre a faim, tant mieux, je vendrai plus cher mon blé. Si j'ai ma petite place de médecin, d'ingénieur, d'instituteur, d'employé, que m'importent les autres ? Peut-être qu'à force d'adulations et de complaisances envers les puissants de ce monde réussirai-je à conserver ma petite place et même à percer, à devenir un bourgeois. Une telle psychologie, une telle mentalité ne peuvent être le fait d'un communiste. Quand les ouvriers et les paysans eurent montré que nous sommes capables, par nos propres forces, de nous défendre et de bâtir une société nouvelle, c'est à ce moment que commença une nouvelle éducation, une éducation communiste, une éducation fondée sur la lutte contre les exploiteurs, une éducation fondée sur l'alliance avec le prolétariat contre les égoïstes et les petits propriétaires, contre cet état d'esprit et ces habitudes qui font dire : mon profit voilà tout, pour le reste je n'en ai que faire.

Voilà comment la jeune génération doit apprendre le communisme.

Elle ne peut l'apprendre qu'en rattachant chaque moment de son apprentissage, de son éducation et de son instruction à la lutte incessante des prolétaires et des travailleurs contre la vieille société d'exploiteurs. Quand on nous parle de morale, nous répondons : pour un communiste toute la morale réside dans cette discipline cohérente de solidarité et dans la lutte consciente de masse contre les exploiteurs. Nous ne croyons pas à la morale éternelle et nous dénonçons le mensonge de tous les contes sur la morale. La morale sert à la société humaine pour s'élever plus haut, pour se débarrasser de l'exploitation du travail.

Pour y arriver, nous avons besoin de la génération des jeunes qui, dans une ambiance de lutte disciplinée et acharnée contre la bourgeoisie, ont commencé à devenir des hommes conscients. C'est dans cette lutte qu'elle formera de véritables communistes, c'est à cette lutte qu'elle doit subordonner, rattacher chaque moment de son apprentissage, de son instruction et de son éducation. L'éducation de la jeunesse communiste ne doit pas consister à lui tenir toutes sortes de discours suaves et à lui inculquer des règles de morale. Ce n'est pas en cela que consiste l'éducation. Quand des gens ont vu comment vivaient leurs pères et

leurs mères sous le joug des propriétaires fonciers et des capitalistes, quand ils ont enduré eux-mêmes les souffrances qui fondaient sur ceux qui engageaient la lutte contre les exploiteurs, quand ils ont vu ce qu'il fallait de sacrifices pour continuer cette lutte, pour défendre le terrain conquis et quels ennemis forcenés étaient les propriétaires fonciers et les capitalistes, — voilà ce qui a permis à ces hommes de faire leur éducation de communistes. A la base de la morale communiste, il y a la lutte pour renforcer et pour mener à son terme l'édification du communisme. Telle est la base de l'étude, de l'éducation et de l'instruction communistes. Telle est la réponse à la question de savoir comment apprendre le communisme.

Nous ne croirions pas à l'étude, à l'éducation et à l'instruction si elles devaient être limitées à l'école et coupées de la vie. Tant que les ouvriers et les paysans sont opprimés par les propriétaires fonciers et les capitalistes, tant que les écoles restent aux mains des propriétaires fonciers et des capitalistes, la jeune génération reste aveugle et ignorante. Notre école doit donner à la jeunesse les bases de la connaissance, lui apprendre à élaborer elle-même les conceptions communistes, elle doit en faire des hommes cultivés. Elle doit, pendant le temps de leurs études, en faire des combattants de l'émancipation des exploités. L'union communiste des jeunes ne justifiera son titre d'Union communiste de la jeune génération que si elle rattache chaque moment de son apprentissage, de son éducation et de son instruction à la participation à la lutte commune de tous les travailleurs contre les exploiteurs. Car vous savez parfaitement que tant que la Russie restera la seule République ouvrière, tant que l'ancien ordre bourgeois subsistera dans le reste du monde, nous serons plus faibles que nos ennemis, nous serons toujours sous la menace d'une nouvelle agression, que c'est seulement si nous apprenons à être unis et unanimes que nous vaincrons dans les luttes futures et que, devenus plus forts, nous deviendrons vraiment invincibles. Ainsi, être communiste, cela veut dire organiser et unir la génération montante, donner dans cette lutte l'exemple de l'éducation et de la discipline. Alors vous pourrez commencer et mener jusqu'au bout l'édification de la société communiste.

Voici un exemple qui vous fera mieux comprendre la chose. Nous nous appelons communistes. Qu'est-ce qu'un communiste ? Communiste est un mot latin. Communis, cela veut dire : commun. Société communiste veut dire société où tout est en commun : la terre, les fabriques, le travail de tous ; voilà ce qu'est le communisme.

Le travail peut-il être commun si chacun exploite un lopin de terre pour son compte ? On ne peut créer le travail en commun d'un seul coup. C'est impossible. Il ne peut pas tomber des nues. Il faut le conquérir, le créer, le gagner au prix d'un effort surhumain. Il se crée au cours de la lutte. Il n'est pas question ici de vieux livre, personne n'y croirait. C'est de son expérience personnelle, vécue, qu'on a besoin. Quand Koltchak et Dénikine marchaient sur nous, venant de Sibérie et du Sud, les paysans étaient pour eux. Le bolchévisme ne leur plaisait pas du fait que les bolchéviks prenaient le blé à des prix fermes. Mais quand ils eurent fait l'expérience du pouvoir de Koltchak et de Dénikine, en Sibérie et en Ukraine, ils comprirent qu'ils n'avaient pas le choix ; il fallait ou bien retourner au capitaliste qui les ferait à nouveau esclaves du propriétaire foncier, ou bien marcher avec les ouvriers qui, il est vrai, ne promettent pas monts et merveilles, et qui exigent une discipline de fer et de la fermeté dans le rude combat, mais qui les libèrent de l'esclavage des capitalistes et des propriétaires fonciers. Quand même les paysans ignorants eurent compris cela et en eurent fait personnellement l'expérience, alors ils devinrent des partisans conscients du communisme, formés à une dure école. C'est sur cette expérience que l'Union de la jeunesse communiste doit fonder toute son activité.

J'ai répondu aux questions : que devons-nous apprendre, que devons-nous tirer de l'ancienne école et de l'ancienne science. J'essaierai de répondre également à la question de savoir comment apprendre cela. En liant étroitement chaque moment de l'activité scolaire, chaque moment de l'éducation, de l'instruction et de l'apprentissage à la lutte de tous les travailleurs contre les exploiteurs.

Je vous montrerai concrètement, à partir de quelques exemples empruntés à l'expérience de diverses organisations de jeunes, comment doit se faire l'éducation commu-

niste. Tout le monde parle de la liquidation de l'analphabétisme. Vous savez qu'il est impossible de bâtir une société communiste dans un pays d'illettrés. Il ne suffit pas que le pouvoir des Soviets ordonne, ou que le Parti lance un mot d'ordre déterminé, ou que l'on affecte à ce travail un certain nombre des meilleurs militants. Il faut que la jeune génération en fasse son affaire. Le communisme, c'est quand la jeunesse, les jeunes gens et les jeunes filles qui font partie de l'Union des jeunes se disent : c'est notre affaire, nous nous unirons et nous irons à la campagne pour liquider l'analphabétisme, pour qu'il n'y ait pas d'illettrés parmi la génération qui vient. Nous souhaitons que l'activité propre de la jeune génération soit consacrée à cette œuvre. Vous savez qu'il n'est pas possible de faire rapidement de la Russie illettrée et ignorante un pays instruit ; mais si l'Union de la jeunesse s'y met, si toute la jeunesse travaille pour le bien de tous, alors cette Union, qui groupe 400 000 jeunes gens et jeunes filles, aura le droit de s'intituler Union de la jeunesse communiste. La tâche de l'Union consiste également, en s'assimilant telles ou telles connaissances, à aider la jeunesse qui ne peut pas se tirer toute seule des ténèbres de l'ignorance. Pour être membre de l'Union de la jeunesse il faut se comporter de manière à consacrer tout son travail, toutes ses forces à la cause commune. Voilà ce qu'est l'éducation communiste. C'est au cours de ce travail que le jeune homme ou la jeune fille deviennent de véritables communistes. Et ils ne le deviennent que s'ils y obtiennent des résultats pratiques.

Prenez, à titre d'exemple, le travail dans les potagers suburbains. N'est-ce pas là une œuvre de première importance ? C'est l'une des tâches de l'Union de la jeunesse communiste. Le peuple a faim, on a faim dans les fabriques et les usines. Pour échapper à la famine, il faut développer les potagers, mais le travail dans l'agriculture se fait à l'ancienne manière. Il faut donc que les éléments les plus conscients s'y mettent et alors vous verrez augmenter le nombre et la surface des jardins potagers, et s'améliorer les résultats. L'Union de la jeunesse communiste doit prendre une part active à ce travail. Chaque union, chaque cellule de l'Union doit considérer ce travail comme le sien propre.

L'Union de la jeunesse communiste doit être un groupe de choc qui, dans tous les domaines, apporte son aide, fasse preuve d'initiative, d'esprit d'entreprise. Elle doit être telle que n'importe quel ouvrier puisse y voir des hommes dont la doctrine ne lui est peut-être pas très compréhensible et à laquelle il ne croira peut-être pas tout de suite, mais dont le travail vivant et dont l'activité lui prouvent que ce sont effectivement ceux-là qui lui montrent la bonne voie.

Si l'Union de la jeunesse communiste ne sait pas organiser ainsi son travail dans tous les domaines, c'est qu'elle s'égare dans les vieux sentiers bourgeois. Il faut rattacher notre éducation à la lutte des travailleurs contre les exploiteurs, afin d'aider les premiers à résoudre les problèmes qui découlent de la doctrine communiste.

Les membres de l'Union doivent consacrer toutes leurs heures de loisir à améliorer les jardins potagers, à organiser dans quelque usine ou fabrique l'instruction de la jeunesse, etc. Nous voulons faire de la Russie misérable et pauvre un pays riche. Il faut donc que l'Union de la jeunesse communiste rattache son éducation, son instruction, son apprentissage au travail des ouvriers et des paysans, qu'elle ne s'enferme pas dans ses écoles et ne se borne pas à la lecture de livres et de brochures communistes. Ce n'est qu'en travaillant avec les ouvriers et les paysans que l'on peut devenir un véritable communiste. Il faut que tout le monde voie que tout membre de l'Union de la jeunesse est instruit et sait aussi travailler. Quand tout le monde aura vu que nous avons banni de l'ancienne école le dressage d'autrefois, que nous lui avons substitué une discipline consciente, que tous les jeunes participent aux samedis communistes, qu'ils tirent profit de chaque exploitation suburbaine pour aider la population, le peuple considérera le travail autrement qu'on ne le considérait jadis.

La tâche de l'Union de la jeunesse communiste consiste, dans le village ou dans le quartier, à organiser l'aide dans un domaine comme — je prends un petit exemple — l'hygiène ou bien la distribution de la nourriture. Comment cela se passait-il dans l'ancienne société capitaliste ? Chacun travaillait pour soi et personne ne regardait s'il y avait des vieux ou des malades, si tout le travail du ménage re-

tombait sur les épaules de la femme qui se trouvait, de ce fait, accablée et asservie. Qui doit lutter contre cet état de choses ? Les Unions de la jeunesse, qui doivent dire : nous changerons tout cela, nous organiserons des détachements de jeunes gens qui aideront à assurer la propreté et la distribution de la nourriture, en visitant systématiquement les maisons, qui agiront avec ensemble pour le bien de toute la société, en répartissant judicieusement leurs forces et en montrant que le travail doit être un travail bien organisé.

La génération dont les représentants ont maintenant près de cinquante ans ne peut pas compter voir la société communiste. D'ici là, elle aura disparu. Mais la génération de ceux qui ont aujourd'hui quinze ans verra bien la société communiste et la bâtira elle-même. Elle doit savoir que le but de sa vie est de bâtir cette société. Dans l'ancienne société, chaque famille travaillait séparément et personne ne coordonnait le travail, en dehors des propriétaires fonciers et des capitalistes qui opprimaient la masse du peuple. Nous devons, nous, organiser tout travail, si difficile et si malpropre qu'il soit, de manière que tout ouvrier et paysan se dise : je fais partie de la grande armée du travail libre et je saurai bâtir moi-même ma vie sans les propriétaires fonciers et les capitalistes, je saurai instaurer le régime communiste. Il faut que l'Union de la jeunesse communiste éduque tout le monde, dès le plus jeune âge, dans l'esprit du travail conscient et discipliné. C'est ainsi que nous pouvons espérer résoudre les problèmes qui se posent aujourd'hui. Il faut que nous comptions au moins dix ans pour électrifier le pays, pour que notre terre appauvrie puisse profiter des dernières conquêtes de la technique. La génération qui a aujourd'hui quinze ans et qui, d'ici dix ou vingt ans, vivra dans la société communiste, doit poser les problèmes de son apprentissage d'une manière telle que, chaque jour, dans chaque village, dans chaque ville, la jeunesse résolve pratiquement tel ou tel problème, fût-il le plus minime et le plus simple, du travail commun. Dans la mesure où cela se fera dans chaque village, dans la mesure où se développera l'émulation communiste, dans la mesure où la jeunesse démontrera qu'elle sait travailler en commun, le succès de l'édification communiste sera as-

suré. Ce n'est qu'en considérant chacun de nos actes du point de vue du succès de cette édification, ce n'est qu'en nous demandant si nous avons tout fait pour être des travailleurs unis et conscients, que l'Union de la jeunesse communiste saura unir le demi-million de ses membres en une seule armée du travail et gagner l'estime générale. (Vifs applaudissements.)

*La «Pravda» nos 221, 222 et 223. 5, 6 et 7 octobre 1920*

*Conforme au texte de la «Pravda» collationné sur le texte de la brochure : N. Lénine (V. Oulianov) «les Tâches des Unions de la jeunesse», 1920*

# DISCOURS AU CONGRES DES OUVRIERS ET EMPLOYES DE L'INDUSTRIE DU CUIR 2 OCTOBRE 1920

Camarades, conformément au vœu exprimé par les organisateurs de votre congrès, c'est la situation politique de notre République qui fera l'objet de mon rapport. De ce côté, la chose principale sur laquelle j'aurai à m'arrêter est, sans aucun doute, notre guerre contre la Pologne, le cours général des événements qui s'y rattachent et ce qui s'est révélé concernant la situation intérieure et internationale de notre République.

Vous savez tous, naturellement, combien grave pour nous est aujourd'hui la situation militaire ; il est donc naturel d'examiner les circonstances qui l'ont tant aggravée et empirée. Vous vous souvenez sans doute qu'en avril dernier, avant le déclenchement de l'offensive polonaise, la ligne du front passait plus à l'est, et, en plusieurs points, beaucoup plus à l'est qu'aujourd'hui. Elle se trouvait tracée de telle sorte que Minsk restait aux Polonais, qui occupaient toute la Biélorussie. Or, non seulement le Conseil des Commissaires du Peuple, mais aussi le Présidium du Comité exécutif central de Russie, organe suprême de la R.S.F.S.R., déclara solennellement, dans un manifeste au peuple polonais, lui proposer la paix, renoncer à régler par les armes le sort de la Biélorussie, qui ne fut jamais polonaise et dont la population paysanne, qui a pendant longtemps souffert du joug des propriétaires fonciers polonais, ne se considère pas comme polonaise. Néanmoins, nous déclarions de la manière la plus officielle et la plus solennelle que nous pro-

posions la paix en prenant comme base la ligne du front de l'époque, étant donné que nous attachions un tel prix à la vie des ouvriers qui pourraient périr dans cette guerre qu'aucune concession ne nous semblait trop importante. Nous attendions la solution du problème de la Biélorussie, non de la force des armes, mais uniquement du développement de la lutte à l'intérieur de la Pologne. Nous savions que nous pouvions contribuer à la libération des travailleurs de Pologne par la propagande, beaucoup plus par la propagande que par la force des armes.

C'était en avril dernier, et vous savez que la Pologne répondit tout d'abord à notre offre solennelle de paix par une manœuvre : elle nous proposait de conclure la paix à Borissov, ville qui était entre ses mains et qui était un point stratégique des plus importants parce qu'occupé par les Polonais, et que des négociations menées en ce lieu leur eussent permis d'attaquer au sud-ouest et nous eussent empêchés d'en faire autant au nord-ouest. Nous répondîmes : n'importe quelle ville, sauf Borissov. Les Polonais opposèrent un refus. Je vous le rappelle pour que, dans tous les discours que vous serez amenés à faire sur ce sujet, vous souligniez plus énergiquement que nous avons d'abord proposé la paix sur la base d'une ligne située beaucoup plus à l'est que celle d'aujourd'hui, c'est-à-dire que nous acceptions une paix très désavantageuse pour nous.

Les Polonais nous ont imposé la guerre, et nous savons qu'en l'occurrence ce ne sont même pas leurs propriétaires fonciers, ni leurs capitalistes qui ont joué le principal rôle, car la situation de la Pologne était alors, comme elle l'est encore, désespérée. C'est le désespoir qui a poussé la Pologne dans cette aventure. Mais la force principale qui a incité les Polonais à nous faire cette guerre, c'était naturellement celle du capital international et, en premier lieu, du capital français. Il est maintenant établi que des centaines d'officiers français ont servi et servent dans l'armée polonaise, que tout l'armement, toute l'aide financière et militaire sont fournis à la Pologne entièrement par la France.

Voilà dans quelles conditions cette guerre a commencé. Elle marquait une nouvelle tentative de la part des Alliés de détruire la République des Soviets, de poser une nouvelle fois, avec l'aide de la Pologne, après l'échec du plan

Ioudénitch, le problème de l'anéantissement de la République des Soviets, et vous connaissez les principales péripéties de cette guerre commencée contre notre gré. Vous savez que les Polonais remportèrent d'abord des succès et nous prirent Kiev dans le sud-ouest, qu'il se passa ensuite un temps assez long avant que l'Armée Rouge pût concentrer ses forces et prendre l'offensive, mais que, à partir de ce moment, les Polonais commencèrent à perdre positions sur positions. Ils perdirent Polotsk et d'autres villes. Ce n'est pourtant qu'en juillet que commença l'offensive décisive de l'Armée Rouge, et son succès fut tel que nous fîmes une campagne presque sans précédent dans l'histoire militaire. L'Armée Rouge franchit d'une seule traite 500, voire 600 verstes, en plusieurs points même 800, et arriva sous les murs de Varsovie. Varsovie parut pour ainsi dire perdue pour la Pologne. Ce fut, pour le moins, l'avis de toute la presse internationale. Puis, un revirement se produisit. Arrivées sous Varsovie, nos troupes se trouvèrent tellement épuisées qu'elles ne purent continuer leurs victoires, alors que, soutenues par l'élan patriotique de Varsovie, se sentant chez elles, les troupes polonaises réconfortées retrouvèrent les moyens d'aller de l'avant. La guerre nous avait permis d'aboutir à l'écrasement presque complet de la Pologne, mais au moment décisif les forces nous manquèrent.

Je pourrais en dire davantage mais, conformément à l'objet de mon rapport, je dois m'arrêter sur la situation politique qui se créa à ce moment. Nous avons vu que lorsque, avant l'offensive d'avril, nous proposions la paix à la République polonaise aux conditions les plus avantageuses pour les Polonais et les plus désavantageuses pour nous, toute la presse bourgeoise du monde fit grand bruit et considéra notre franche déclaration comme un signe de faiblesse. Si les bolchéviks proposent la paix en adoptant comme frontière la ligne du front des troupes polonaises, s'ils abandonnent même Minsk, c'est qu'ils sont faibles. Au début de la guerre, le roi de Grande-Bretagne adressa même ses félicitations au chef du gouvernement des propriétaires fonciers de Pologne.

Comme vous devez vous en souvenir, nous recevions subitement, le 12 juillet, un télégramme du secrétaire de la Société des Nations nous annonçant que le gouvernement po-

lonais était d'accord pour engager les pourparlers de paix sur la base de frontières ethnographiques et à la condition que toute la Galicie soit rattachée à la Pologne. Dans toute la presse internationale, ce fut un vacarme sans précédent. Cette fois, tout le monde était pour la paix. Quand nous avions offert la paix en avril ou même avant, au printemps de 1920, toute la presse avait gardé le silence ou incité la Pologne à la guerre. Mais lorsque nous avions vaincu la Pologne et que ce fut elle qui proposait la paix, lorsque nous avions répondu à cette offre par un exposé clair et franc de notre opinion sur la Société des Nations qui ne représente aucune force et aux paroles de laquelle nous ne pouvons pas nous fier, ils se mirent à hurler tous et exigèrent que nous nous arrêtions. Maintenant que la fortune des armes a changé de camp, maintenant que nous avons déclaré hier offrir à la Pologne une paix à des conditions plus avantageuses que celles de la Société des Nations, sous la réserve que cette paix sera signée avant le 5 octobre, de nouveau toute la presse bourgeoise s'est tue. Elle reste muette sur la paix quand on marche contre les bolchéviks et elle hurle quand les bolchéviks avancent. Elle voudrait après cela faire croire qu'elle désire la paix ! A la conférence de notre parti, qui s'est terminée il y a quelques jours, nous avons eu l'occasion d'entendre le rapport d'un ouvrier polonais, représentant l'un des principaux syndicats de Pologne, qui avait réussi à venir de Varsovie et qui nous a fait part des persécutions dont sont victimes les ouvriers en Pologne, de leur attente de l'Armée Rouge en laquelle ils voient leurl ibératrice, qu'ils considèrent non comme leur ennemie, mais bien au contraire comme leur alliée dans leur lutte contre les seigneurs, contre les oppresseurs bourgeois de la Pologne. L'affaire est claire, l'Entente s'est servie de la Pologne comme d'une arme pour tenter une nouvelle fois de détruire la République des Soviets, et, quand cette tentative a menacé d'avoir un résultat diamétralement opposé, quand nous nous sommes trouvés sur le point d'aider les ouvriers polonais à renverser leur gouvernement, toute la presse bourgeoise de l'Europe s'est dressée contre nous. Le camarade Kaménev, qui s'est rendu à Londres, racontait ici même, au Grand Théâtre, comment il dut entendre tous les jours les ultimatums et les menaces

du gouvernement anglais qui était prêt à mobiliser toute sa flotte contre Pétrograd, à la concentrer devant Cronstadt, pour soi-disant défendre la Pologne contre nous. Aujourd'hui que la fortune des armes a changé de camp, que nous retranchons de nos conditions toutes celles que la Pologne a déclaré inacceptables, la presse bourgeoise garde le silence. Il est absolument clair que l'impérialisme français et anglais incite la Pologne à une nouvelle tentative de renversement du pouvoir des Soviets.

Je pense que c'est là (et c'est incontestablement important) la dernière tentative d'attaque contre la Russie des Soviets. Il est apparu que la Pologne est trop étroitement liée à tout le système de l'impérialisme international. Vous savez qu'après avoir battu l'Allemagne, les impérialistes alliés, France, Grande-Bretagne, Amérique et Japon, ont signé la paix de Versailles, qui est de toute façon infiniment plus cruelle que la fameuse paix de Brest-Litovsk qui fit tant crier. Mais alors que les Français, les Américains et les Anglais clamaient à la face de l'univers que c'était une guerre de libération, qu'elle avait pour but de débarrasser l'Europe et le monde de la barbarie des Huns, comme ils appelaient les Allemands, de débarrasser le monde du militarisme allemand et du kaiser allemand, la paix de Versailles a dépassé en cruauté tout ce dont le kaiser vainqueur était capable. L'intervention des officiers anglais et français dans la vie économique des pays vaincus, de l'Allemagne, des pays de l'ancien empire d'Autriche-Hongrie, leur prouve qu'il n'est pas possible de vivre dans de telles conditions. L'une des bases de cette paix monstrueuse est que la Pologne coupe l'Allemagne en deux tronçons, étant donné que le territoire polonais débouche sur la mer. Les relations entre l'Allemagne et la Pologne sont actuellement tendues au possible. Quand les Polonais persécutent la population allemande, ils sont soutenus par les troupes et les officiers de l'Entente. La paix de Versailles a fait de la Pologne un Etat-tampon, qui doit préserver l'Allemagne de tout contact avec le communisme soviétique et que l'Entente considère comme une arme contre les bolchéviks. Avec la Pologne et grâce à son aide, les Français espèrent recouvrer les dizaines de milliards qu'ils ont prêtés au gouvernement du tsar. Voilà pourquoi, lorsque éclata la guerre contre la Po-

logne, guerre que nous voulions tant éviter fût-ce au prix des concessions les plus étendues, elle s'est révélée, encore davantage que les précédentes, une guerre menée directement contre l'Entente. Les guerres précédentes, quand Koltchak, Dénikine et Ioudénitch marchaient contre nous, furent également faites avec la participation d'officiers et grâce aux centaines de millions, aux canons et aux tanks fournis par les Alliés. Les guerres précédentes furent également des guerres contre l'Entente, mais elles se déroulaient sur le territoire russe, et nous avions à combattre les officiers gardes-blancs russes et les paysans mobilisés par eux ; ces guerres ne pouvaient devenir des guerres susceptibles d'ébranler la paix de Versailles. C'est ce qui les distingue de la guerre contre la Pologne. La guerre contre Ioudénitch, Koltchak et Dénikine fut également une guerre contre l'Entente, mais elle était aussi la guerre de la Russie ouvrière contre toute la Russie bourgeoise. Et quand elle se termina par la victoire, quand nous eûmes défait Ioudénitch, Koltchak et Dénikine, ce n'était pas une attaque directe contre la paix de Versailles. C'est le contraire qui s'est produit en ce qui concerne la Pologne, et c'est ce qui distingue cette guerre-ci, c'est ce qui confère à la Pologne une importance internationale.

Au moment où nous poursuivions victorieusement notre offensive contre la Pologne, toute l'Europe se mit à hurler qu'elle voulait la paix, que le monde était las de la guerre et qu'il était temps de traiter. Mais quand les Polonais passent à l'offensive, personne ne crie qu'on est las de la guerre. La raison ? La raison en est qu'en remportant la victoire sur Ioudénitch, Koltchak et Dénikine, nous ne pouvions pas déchirer la paix de Versailles, nous ne faisions que repousser Ioudénitch, Koltchak et Dénikine et les rejeter à la mer, tandis qu'en prenant l'offensive contre la Pologne, nous attaquons l'Entente elle-même ; en détruisant l'armée polonaise, nous détruisons la paix de Versailles, base du système des relations internationales actuelles.

Si la Pologne était devenue soviétique, si les ouvriers de Varsovie avaient reçu de la Russie des Soviets l'aide qu'ils en attendaient et qu'ils escomptaient avec joie, la paix de Versailles eût été anéantie et tout le système international, fruit des victoires sur l'Allemagne, se fût écrou-

lé. La France n'aurait plus eu de tampon protégeant l'Allemagne contre la Russie soviétique. Elle n'aurait plus eu de bélier dirigé contre la République des Soviets. Elle n'aurait plus l'espoir de recouvrer ses dizaines de milliards et s'acheminerait vers la catastrophe encore plus rapidement qu'elle ne le fait à l'heure actuelle. La France est criblée de dettes. Elle était autrefois le plus riche usurier. Aujourd'hui, elle doit à l'Amérique trois fois plus que les autres Etats. Elle va à la faillite. Sa situation est sans issue. Voilà pourquoi l'arrivée des troupes rouges aux abords de Varsovie a déclenché une crise internationale, voilà pourquoi cela a provoqué une telle émotion dans toute la presse bourgeoise. La question se posait ainsi : encore quelques jours d'offensive victorieuse de l'Armée Rouge, et non seulement Varsovie était prise (ce qui n'était pas l'essentiel), mais la paix de Versailles était anéantie.

Telle est la signification internationale de cette guerre contre la Pologne. Vous savez que nous n'avions pas de plans de conquête. Au début de mon discours j'ai souligné qu'en avril 1920, nous étions à l'est de Minsk et que nous proposions cependant la paix, à seule fin d'éviter aux ouvriers et aux paysans de Russie une nouvelle guerre. Mais du moment que la guerre nous est imposée, nous devons la terminer par une victoire. La paix de Versailles opprime des centaines de millions d'hommes. Elle prend à l'Allemagne du charbon, elle lui prend des vaches laitières et elle la place dans les conditions d'un esclavage féroce sans précédent. Les paysans les plus arriérés d'Allemagne ont déclaré qu'ils étaient pour les bolchéviks, qu'ils étaient leurs alliés ; et cela se comprend parce que, dans sa lutte pour la vie, la République des Soviets est la seule force au monde qui lutte contre l'impérialisme, et l'impérialisme, c'est aujourd'hui la coalition de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Amérique. Nous abordons le centre du système international actuel. Quand les troupes rouges s'approchèrent des frontières de la Pologne, notre offensive victorieuse provoqua une crise politique sans précédent. La marque essentielle en fut la menace de déclaration de guerre du gouvernement anglais, lequel nous disait : si vous continuez votre avance, nous partons en guerre contre vous, nous vous envoyons notre flotte. Mais les ouvriers anglais déclarèrent alors qu'ils

ne toléreraient pas cette guerre. Il faut dire que le bolchévisme se développe parmi les ouvriers anglais. Mais les communistes y sont maintenant aussi faibles qu'ils l'étaient chez nous en mars, avril et mai 1917 quand nous n'obtenions, dans les conférences et dans les congrès, qu'une voix sur dix. Au Ier congrès des Soviets de Russie, en juin 1917, nous n'avions pas plus de 13% des voix. Une situation analogue existe aujourd'hui en Grande-Bretagne : les bolchéviks y sont une infime minorité. Mais la vérité est que les menchéviks anglais furent toujours contre le bolchévisme, contre une véritable révolution, et pour l'alliance avec la bourgeoisie. Maintenant, par contre, les anciens chefs des ouvriers anglais hésitent et adoptent un autre point de vue : ils étaient hier contre la dictature de la classe ouvrière, aujourd'hui ils passent de notre côté. Ils ont constitué en Grande-Bretagne un « Comité d'action ». C'est là un changement radical dans la politique anglaise. A côté du Parlement, qui est élu en Grande-Bretagne au suffrage à peu près universel (depuis 1918 seulement), surgit un « Comité d'action » agissant de son propre chef, qui s'appuie sur les syndicats ouvriers, c'est-à-dire les trade-unions, qui comptent plus de six millions de membres. Les ouvriers ont répondu au gouvernement qui voulait faire la guerre à la Russie des Soviets qu'ils ne le permettraient pas, et ils ont dit : nous ne le permettrons pas non plus aux Français, parce que les Français vivent du charbon anglais et que si la production houillère anglaise s'arrête, ce sera un coup terrible pour la France.

Ce fut, je le répète, un grand tournant dans la politique anglaise. Pour la Grande-Bretagne, il a autant d'importance que la révolution de février 1917 pour nous. La Révolution de février 1917 renversa le tsarisme et instaura en Russie la République bourgeoise. Il n'y a pas de république en Grande-Bretagne, mais la monarchie, vieille de plusieurs siècles, y est foncièrement bourgeoise. Les ouvriers ont la possibilité de participer aux élections parlementaires, mais toute la politique extérieure internationale est faite en dehors du Parlement, par les soins du cabinet des ministres. On savait depuis longtemps que le gouvernement de Grande-Bretagne faisait une guerre inavouée à la Russie et aidait Ioudénitch, Koltchak et Dénikine. On avait pu, à

maintes reprises, lire dans la presse anglaise que la Grande-Bretagne n'avait pas le droit d'envoyer un seul soldat en Russie. Qui avait donc voté cet expédient ? Quels votes du Parlement autorisaient à faire la guerre contre la Russie et à prêter assistance à Ioudénitch et à Koltchak ? Le Parlement n'avait rien voté de semblable, et en agissant de la sorte, la Grande-Bretagne violait sa propre constitution. Qu'est-ce donc que ce « Comité d'action » ? Ce « Comité d'action » adresse, par-dessus le Parlement, un ultimatum au gouvernement au nom des ouvriers ; il s'agit là d'une transition vers la dictature, et il n'y a pas d'autre issue à la situation. Et cependant, la Grande-Bretagne est un pays impérialiste qui maintient dans l'esclavage 400 à 500 millions d'hommes dans les colonies. C'est le pays le plus important, qui règne sur la plus grande partie de la population du globe. L'offensive contre la Pologne a provoqué un tel revirement que les menchéviks anglais se sont alliés aux bolchéviks russes. Voilà le résultat de cette offensive.

Toute la presse bourgeoise d'Angleterre a écrit que le « Comité d'action » n'était qu'un Soviet. Elle a eu raison. Il ne s'appelle pas Soviet, mais en fait c'est la même chose. Il s'agit d'une dualité de pouvoir analogue à celle que nous avions du temps de Kérenski, en mars 1917, lorsque le Gouvernement provisoire se considérait comme le seul gouvernement, mais ne pouvait, en réalité, rien faire de sérieux sans le Soviet des députés ouvriers et paysans, et lorsque nous disions aux Soviets : « Prenez tout le pouvoir ». Il en est de même maintenant en Grande-Bretagne, et les menchéviks sont contraints, dans ce « Comité d'action », de s'engager dans une voie anticonstitutionnelle. Vous avez maintenant une petite idée de ce qu'était notre guerre contre la Pologne. Bien que la bourgeoisie internationale soit encore infiniment plus forte que nous et que le gouvernement anglais ait rendu Kaménev responsable de tout et l'ait chassé de Grande-Bretagne sans aucun espoir de retour, ce ne sont que des menaces creuses et ridicules, car les meilleurs défenseurs des capitalistes américains et anglais, les chefs modérés des ouvriers anglais, menchéviks de droite et socialistes-révolutionnaires de droite, sont entrés dans le « Comité d'action », et la Grande-Bretagne se trouve maintenant devant une nouvelle crise. Elle est menacée d'une grève générale des mineurs

qui demandent non seulement une augmentation de salaires, mais également une diminution du prix du charbon. Des vagues de grèves déferlent en Grande-Bretagne. Les grévistes réclament des augmentations de salaires. Mais si les ouvriers obtiennent aujourd'hui une augmentation de salaire de 10%, les prix augmentent demain de 20%. Les prix augmentent et les ouvriers voient que leur lutte est stérile, que malgré l'augmentation des salaires, ils sont en perte du fait de la hausse des prix. Aussi disent-ils : nous exigeons non seulement l'augmentation des salaires pour les mineurs, mais également la diminution du prix du charbon. Et la presse bourgeoise d'Angleterre est prise d'une panique encore plus grande que lorsque l'Armée Rouge entrait en Pologne.

Vous savez quelle a été la répercussion en Italie de la crise européenne. L'Italie est un pays vainqueur, mais quand les victoires de l'Armée Rouge provoquèrent de l'effervescence en Allemagne et un revirement dans la politique anglaise, la lutte en Italie s'exaspéra à un tel point que les ouvriers se mirent à occuper les fabriques et les appartements des fabricants et appelèrent au combat la population rurale. L'Italie se trouve aujourd'hui dans une situation qui ne correspond à aucune forme de paix sociale.

Tel a été le déroulement de la campagne de Pologne. C'est pourquoi, sachant que la guerre contre ce pays est étroitement liée à toute la situation de l'impérialisme international, nous avions jugé bon de faire les plus grandes concessions pour éviter aux ouvriers et aux paysans les charges d'un nouveau conflit. Puis nous nous sommes heurtés à la paix de Versailles ; et là, il s'est révélé que si la bourgeoisie était montée contre nous aussi furieusement qu'avant, par contre la conscience politique des ouvriers mûrissait non de jour en jour, mais d'heure en heure et qu'on allait infailliblement vers la révolution ouvrière, quoique trop lentement par rapport à la vitesse de son développement en Russie. Il a été possible de réaliser si rapidement la révolution en Russie parce qu'elle s'était faite pendant la guerre. Pendant la guerre, des dizaines de millions d'ouvriers et de paysans russes avaient été armés, et contre cette force, la bourgeoisie et les officiers furent impuissants. Pendant les journées d'Octobre, ils menacèrent de faire marcher les troupes sur Pétrograd. Nous recevions des dizaines de

milliers de télégrammes de tous les fronts, qui nous disaient : nous marchons contre vous et nous vous balayerons. Nous pensions : essayez, et quand arrivaient les délégués d'une armée, il nous suffisait d'une conversation d'une demi-heure pour voir que les soldats étaient avec nous et que les officiers n'avaient qu'à se taire. Les tentatives de résistance, l'organisation des complots de Ioudénitch, Koltchak et Dénikine se produisirent plus tard, après la démobilisation de l'armée. C'est la raison pour laquelle la révolution put si vite triompher en Russie. Le peuple était en armes. Les ouvriers et les paysans étaient unanimement pour nous. Par contre, en Europe, la guerre est finie. Les armées sont démobilisées, les soldats sont rentrés dans leurs foyers. Les ouvriers et les paysans sont désarmés. Les événements évoluent lentement, mais ils évoluent. Dès que la bourgeoisie internationale lève la main contre nous, ses propres ouvriers la saisissent au poignet. Telle est la signification internationale de la guerre contre la Pologne. Telle est la cause de la crise internationale. Telle est la cause de nos nouvelles difficultés. Quand, comme vous le savez, il nous manquait peu de chose pour atteindre Varsovie et transmettre le pouvoir à ses ouvriers, pour réunir les Soviets des députés ouvriers et paysans de Varsovie et leur dire : « Nous sommes venus à votre secours », quand, après des efforts héroïques inouïs et sans précédent, l'armée se trouva à bout de souffle, ce fut la défaite sur le plan militaire.

Aujourd'hui, nous avons reflué très loin vers l'Est. Au Nord, nous avons même perdu la ville de Lida ; au Sud nous avons presque atteint la ligne que nous occupions en avril 1919, celle de Pilsudski ; au Nord notre recul a été très considérable, tandis que Wrangel renouvelle ses tentatives d'offensive. Il menaçait dernièrement Ekatérinoslav, se rapprochait de Sinelnikovo, prenait même cette ville. Il vient de prendre Slavgorod. A l'Est, il a pris Marioupol, marche sur Taganrog, menace le bassin du Donetz. Nous sommes de nouveau dans une situation difficile, nouvelle tentative des impérialistes internationaux pour étrangler la République des Soviets des deux mains : par l'offensive polonaise et par celle de Wrangel. La Pologne et Wrangel sont, en réalité, les deux mains des impérialistes français, qui ravitaillent les troupes polonaises et celles de Wrangel en armes et en mu-

nitions. Mais ces trois forces n'arrivent pas à bien s'entendre. La France dit aux Polonais : vous ne devez pas devenir trop forts, prendre trop de territoires, parce que la Russie tsariste n'y consentira jamais. Et elle dit à Wrangel : vous devez procéder de manière à ne point rendre le pouvoir aux anciens propriétaires fonciers, car l'exemple de Dénikine, de Koltchak et de Ioudénitch montre que, lorsque les anciens propriétaires fonciers ont la direction des armées blanches ou lorsque leurs officiers commandent les armées, ils vous conduisent à votre perte d'autant plus vite qu'ils ont conquis plus de territoires, car les paysans se soulèvent finalement contre eux.

Tant que Wrangel n'eut que des unités d'officiers sélectionnées, il put compter sur ces troupes, et sa force est qu'il dispose d'un excellent armement conçu selon le dernier mot de la technique, de troupes d'élite composées d'officiers. Quand il effectua son débarquement au Kouban, les troupes débarquées avaient été sélectionnées de manière que chaque compagnie, chaque régiment pouvait fournir l'effectif d'une division : elles n'étaient composées que d'officiers. Mais dès qu'il tentera, comme le firent en leur temps Koltchak, Dénikine et Ioudénitch, après s'être emparés de plus vastes territoires, de mobiliser de plus larges couches paysannes, de créer une armée populaire, son succès tournera immédiatement à la défaite, parce qu'une armée composée de paysans, hostile à Koltchak, Dénikine et Ioudénitch ne pourra jamais marcher de concert avec les troupes de Wrangel composées d'officiers. L'ouvrier de Varsovie qui présenta un rapport à la conférence du parti a donné la définition suivante : l'armée polonaise composée autrefois de jeunes gens (elle était formée de toutes jeunes recrues, d'adolescents) est maintenant hors de combat. Aujourd'hui, on a mobilisé les hommes jusqu'à 35 ans ; ce sont des hommes mûrs, qui ont l'expérience de la guerre impérialiste, et cette armée est loin d'être aussi sûre pour les propriétaires fonciers et les capitalistes que celle qui était composée de jeunes.

Telle est la situation internationale. Dans la guerre contre l'Entente, en raison de la défaite qui nous a été infligée devant Varsovie, en raison de l'offensive qui se poursuit sur le front Ouest et sur le front de Wrangel, notre situation est de nouveau extrêmement mauvaise, c'est pour-

quoi je dois terminer mon bref rapport par un appel aux camarades de l'industrie du cuir, en leur indiquant que nous devons de nouveau bander toutes nos forces et que la victoire sur Wrangel est maintenant notre tâche principale, essentielle. Elle exige une immense énergie, de l'initiative précisément de la part des ouvriers, préeisément de la part des syndicats, précisément de la part de la masse prolétarienne et, en premier lieu, des ouvriers des branches d'industrie qui se rattachent à la défense. Dans cette guerre, notre principale difficulté a trait non pas au matériel humain — nous en avons suffisamment — mais à l'approvisionnement. Sur tous les fronts, la plus grande difficulté consiste dans l'insuffisance du ravitaillement, l'insuffisance de vêtements chauds et de chaussures. Les capotes et les bottes, voilà ce qui manque le plus à nos soldats, voilà ce qui a provoqué si souvent l'échec d'offensives qui devaient être complètement victorieuses. Voilà la difficulté qui nous empêche d'utiliser rapidement, pour une offensive victorieuse, les unités nouvelles que nous possédons en nombre suffisant, mais qui, faute d'équipement nécessaire, ne peuvent être formées et ne constituent pas des troupes tant soit peu aptes au combat.

Il appartient au syndicat des ouvriers du cuir et à cette assemblée qui représente tout le prolétariat de cette industrie, de porter sur ce fait la plus grande attention. Camarades, il dépend de vous de faire en sorte que la prochaine offensive contre Wrangel, pour laquelle nous rassemblons toutes les forces, soit rapidement couronnée de succès. Cela dépend de vous, car les mesures prises par le pouvoir des Soviets et le Parti communiste ne suffisent pas. Pour qu'une aide efficace soit apportée aux soldats rouges, pour que se produise un revirement plus décisif, pour que le ravitaillement s'améliore, le concours des institutions soviétiques, les décrets du Conseil des Commissaires du Peuple et du Conseil de la Défense, les décisions du Parti ne suffisent pas : il faut encore le concours des syndicats. Il faut que les syndicats comprennent que, malgré nos offres de paix maintes fois réitérées, c'est une fois de plus l'existence du pouvoir des ouvriers et des paysans qui est en jeu. Vous savez combien notre pouvoir s'est affermi après l'effondrement de Dénikine, de Koltchak et de Ioudénitch. Vous savez à quel point le stockage du blé s'est accru, grâce au retour de la

Sibérie et du Kouban ; vous savez que la conquête de Bakou a permis d'amener plus de 100 millions de pouds de pétrole ; comment, enfin, notre industrie a commencé à se constituer une base qui permet de stocker des réserves de blé, de faire revenir les ouvriers dans les fabriques, de réunir des matières premières et du combustible pour remettre en marche les fabriques, pour rétablir enfin la vie économique. Mais pour réaliser toutes ces possibilités, il faut, coûte que coûte, terminer la guerre, hâter l'offensive contre Wrangel. Il faut que, dans le Sud, la Crimée nous soit rendue avant l'hiver prochain et cela dépend de l'énergie, de l'initiative des ouvriers eux-mêmes et, peut-être, en premier lieu, de chaque ouvrier de l'industrie du cuir et de son syndicat.

Je vous adresse cet appel : imitez l'exemple de nos ouvriers de Pétrograd qui, tout dernièrement, à la suite du rapport d'un représentant de l'Internationale Communiste sur la situation des différents fronts, ont déployé encore et encore une énergie prodigieuse pour apporter leur aide, en commençant de nouveau par approvisionner et ravitailler les soldats rouges, par augmenter les forces de notre Armée Rouge. Vous savez que toute mesure d'aide accomplie à l'arrière pour l'Armée Rouge retentit immédiatement sur le moral des combattants. Vous savez que les froids de l'automne influent sur leur moral, les déprime, créent de nouvelles difficultés, augmentent le nombre des malades, entraînent de grands malheurs. Toute aide apportée par l'arrière aux soldats rouges renforce immédiatement l'Armée Rouge, relève son moral, diminue le nombre des malades, accroît sa capacité offensive. Il faut que chaque ouvrier fasse maintenant, dans chaque réunion, dans chaque atelier, du mot d'ordre : tout pour l'Armée rouge ! le sujet principal de ses causeries, de ses rapports, de ses interventions.

Interrogeons-nous : avons-nous fait tout ce qui dépendait de nous pour aider l'Armée Rouge ? Car il dépend de cette aide que nous en finissions rapidement et définitivement avec Wrangel et que nous nous assurions une paix totale et la possibilité d'entreprendre l'édification économique. (Applaudissements.)

*« Pravda » n° 225 et 226, 9 et 10 octobre 1920*

*Conforme au texte de la « Pravda »*

# AUX PAYSANS PAUVRES D'UKRAINE

Camarades, le général tsariste Wrangel renforce son offensive contre l'Ukraine et la Russie. Soutenu par les capitalistes français, il menace par sa progression le bassin du Donetz et Ekatérinoslav. Le danger est grand. Une fois de plus, les propriétaires fonciers tentent de reprendre leur pouvoir, de reprendre leurs terres et d'asservir à nouveau les paysans.

Camarades, les campagnes d'Ukraine ont connu des souffrances inouïes sous le joug des propriétaires fonciers. Ces derniers ont plus d'une fois réussi à renverser le pouvoir soviétique, le pouvoir des ouvriers et des paysans ; plus d'une fois les paysans riches, les koulaks, les ont aidés, soit en passant directement dans leur camp, soit en empêchant les paysans travailleurs, ceux qui ne possèdent rien, d'instaurer un régime nouveau, une vie nouvelle, une nouvelle organisation de leurs villages. Chaque fois, ces tentatives de rétablissement du pouvoir des propriétaires fonciers se sont terminées par une nouvelle victoire des ouvriers et des paysans. Aujourd'hui, par toute l'Ukraine, les paysans pauvres ont commencé à constituer leurs comités afin de briser définitivement la résistance d'une poignée de riches et d'asseoir définitivement le pouvoir des travailleurs. Et Wrangel, le général des propriétaires fonciers, de redoubler ses assauts dans l'intention d'anéantir ces organisations des travailleurs.

Camarades, que tous se dressent comme un seul homme pour repousser Wrangel ! Que tous les comités de paysans pauvres bandent leurs forces autant que faire se peut, aident

l'Armée Rouge à le battre définitivement. Qu'aucun paysan travailleur ne reste en dehors de la lutte pour la cause des ouvriers et des paysans, ne reste inactif ou indifférent. Camarades, souvenez-vous qu'il s'agit de sauver vos familles, de défendre la terre des paysans et le pouvoir.

Tout pour l'Armée Rouge !

Mort aux propriétaires fonciers oppresseurs !

2 octobre 1920 *Lénine*

*« Le Communiste » (Kiev) n° 199, 12 octobre 1920*

*Conforme au manuscrit*

# DE LA CULTURE PROLETARIENNE

Il apparaît, à la lecture des *Izvestia* du 8 octobre, que le camarade Lounatcharski a dit au congrès du « Proletkult » *exactement le contraire* de ce dont nous étions convenus hier avec lui[55].

Il est indispensable de préparer de toute urgence un projet de résolution (du congrès du « Proletkult »), de le faire approuver par le Comité central et de le faire voter *à cette session* même du « Proletkult ». Il faut le soumettre aujourd'hui même au nom du Comité central, au Collège du Commissariat du peuple à l'Instruction publique et au Congrès du « Proletkult », car c'est aujourd'hui que ce congrès s'achève.

PROJET DE RESOLUTION :

1° Dans la République soviétique des ouvriers et des paysans, tout l'enseignement, tant dans le domaine de l'éducation politique en général que, plus spécialement, dans celui de l'art, doit être pénétré de l'esprit de la lutte de classe du prolétariat pour la réalisation victorieuse des objectifs de sa dictature, c'est-à-dire pour le renversement de la bourgeoisie, pour l'abolition des classes, pour la suppression de toute exploitation de l'homme par l'homme.

2° C'est pourquoi le prolétariat, représenté tant par son avant-garde, le Parti communiste, que par l'ensemble des diverses organisations prolétariennes en général, doit prendre la part la plus active et la plus importante dans tout le domaine de l'instruction publique.

3° L'expérience de l'histoire moderne et, en particulier, celle de plus d'un demi-siècle de lutte révolutionnaire du

prolétariat de tous les pays du monde, depuis la parution du *Manifeste Communiste*, prouve indiscutablement que la conception marxiste du monde est la seule expression juste des intérêts, des vues et de la culture du prolétariat révolutionnaire.

4° Le marxisme a acquis une importance historique en tant qu'idéologie du prolétariat révolutionnaire du fait que, loin de rejeter les plus grandes conquêtes de l'époque bourgeoise, il a — bien au contraire — assimilé et repensé tout ce qu'il y avait de précieux dans la pensée et la culture humaines plus de deux fois millénaires. Seul le travail effectué sur cette base et dans ce sens, animé par l'expérience de la dictature du prolétariat, qui est l'étape ultime de sa lutte contre toute exploitation, peut être considéré comme le développement d'une culture vraiment prolétarienne.

5° S'en tenant rigoureusement à cette position de principe, le Congrès du « Proletkult » de Russie rejette résolument, comme fausse sur le plan théorique et nuisible sur le plan pratique, toute tentative d'inventer une culture particulière, de s'enfermer dans ses organisations spécialisées, de délimiter les champs d'action du Commissariat du Peuple à l'Instruction publique et du « Proletkult » ou d'établir « l'autonomie » du « Proletkult » au sein des institutions du Commissariat du peuple à l'Instruction publique, etc. Bien au contraire, le Congrès fait un devoir absolu à toutes les organisations du « Proletkult » de se considérer entièrement comme des organismes auxiliaires du réseau d'institutions du Commissariat du Peuple à l'Instruction publique et d'accomplir, sous la direction générale du pouvoir des Soviets (et plus spécialement du Commissariat du Peuple à l'Instruction publique) et du Parti communiste de Russie, leurs tâches, en tant que partie des tâches inhérentes à la dictature du prolétariat.

* * *

Le camarade Lounatcharski dit que sa pensée a été déformée. Cette résolution en est *d'autant plus* nécessaire.

*Ecrit le 8 octobre 1920* *Conforme au manuscrit*
*Publié pour la première fois en 1936*

# DISCOURS A LA CONFERENCE DES PRESIDENTS DES COMITÉS EXECUTIFS DES DISTRICTS, CANTONS ET VILLAGES, DE LA PROVINCE DE MOSCOU 15 OCTOBRE 1920

Camarades, à propos de la situation intérieure et extérieure de la République, sur laquelle vous avez demandé un exposé, j'aurai naturellement à m'arrêter surtout sur la guerre contre la Pologne et sur ses causes. C'est précisément cette guerre qui a été le fait déterminant de la situation intérieure et extérieure de la République durant le semestre écoulé. Et maintenant que les préliminaires de paix avec la Pologne viennent d'être signés, on peut et il faut faire un examen d'ensemble de ce conflit, dégager sa signification et tenter de méditer les leçons que la guerre qui s'achève — dont on ne sait pas encore si elle est effectivement bien finie — nous a données à nous tous. C'est pourquoi je voudrais avant tout vous rappeler que c'est le 26 avril de cette année que les Polonais commencèrent leur offensive. La République des Soviets avait fait une proposition : nous avions proposé, solennellement et formellement, la paix aux Polonais, aux propriétaires fonciers, à la bourgeoisie polonaise, à des conditions plus avantageuses que celles qu'ils viennent d'obtenir aujourd'hui, malgré la terrible défaite subie par nos armées devant Varsovie et malgré les défaites encore plus lourdes qu'elles ont essuyées pendant leur retraite. Fin avril de cette année, les Polonais se trouvaient de 50 à 150 verstes à l'est de la ligne qu'ils considèrent aujourd'hui comme celle de la paix préliminaire. Bien que

cette ligne fût alors manifestement injuste, nous leur proposâmes solennellement la paix au nom du Comité exécutif central de Russie, car, comme vous le savez naturellement tous, le plus grand souci du pouvoir des Soviets était alors d'assurer le passage à l'édification pacifique. Nous n'avions aucune raison de souhaiter la solution par les armes des questions en litige entre nous et le gouvernement polonais. Nous savions très bien que l'Etat polonais était alors, et il l'est toujours, un Etat de propriétaires fonciers et de capitalistes et qu'il se trouve sous l'entière dépendance des capitalistes, des pays de l'Entente et surtout de la France. Bien que la Pologne eût alors sous sa coupe non seulement toute la Lituanie, mais également la Biélorussie, sans même parler de la Galicie orientale, nous considérions de notre devoir de faire tout notre possible pour éviter la guerre, de manière à permettre à la classe ouvrière et à la paysannerie de Russie de souffler un peu après la guerre impérialiste et la guerre civile et de se remettre enfin pleinement au travail pacifique. Mais il arriva ce qui était déjà arrivé à plusieurs reprises : notre proposition directe et franche de paix aux Polonais sur la base de la ligne qu'ils occupaient à l'époque fut considérée comme un signe de faiblesse. Les diplomates bourgeois de tous les pays ne sont pas habitués à une telle franchise, et notre désir d'accepter la paix sur la base d'une ligne aussi désavantageuse pour nous fut accueilli et interprété comme une preuve de notre extrême faiblesse. Les capitalistes français réussirent à entraîner à la guerre les capitalistes polonais. Et vous vous souvenez qu'après un court laps de temps, après l'offensive polonaise, nous répondîmes par une contre-offensive et que nous arrivâmes presque jusqu'à Varsovie, après quoi une lourde défaite rejeta nos troupes en arrière.

Pendant plus d'un mois et jusqu'à ces derniers temps, nos armées ont reculé et subi des revers, car elles étaient harassées et épuisées par cette avance sans précédent qui les avait portées de Polotsk à Varsovie. Mais, malgré cette situation difficile, je le répète, la paix vient d'être signée à des conditions moins avantageuses pour la Pologne que celles du début. La frontière proposée à l'époque passait à 50 verstes à l'est ; aujourd'hui, elle passe à 50 verstes à l'ouest. Ainsi, bien que nous ayons conclu la paix à un moment

exclusivement favorable à l'ennemi, à un moment où nos troupes battaient en retraite et où Wrangel développait son offensive, nous l'avons conclue à des conditions plus avantageuses que celles de naguère. Cela prouve une fois de plus que lorsque le pouvoir des Soviets fait des propositions de paix, il y a lieu de prendre absolument au sérieux ses paroles et ses déclarations, sinon il arrive qu'ayant proposé la paix à des conditions désavantageuses, nous l'obtenions à des conditions meilleures. Cette leçon, les propriétaires fonciers et les capitalistes polonais ne l'oublieront certainement pas; ils comprennent qu'ils ont comblé la mesure, et aujourd'hui, ils ont obtenu la paix sur un territoire moindre que celui offert antérieurement. Cette leçon n'est cependant pas la première. Vous vous souvenez certainement tous qu'au printemps de 1919, vint à Moscou un représentant du gouvernement américain qui nous proposait, ainsi qu'à tous les généralissimes blancs de l'époque, Koltchak, Dénikine et autres, de conclure une paix préliminaire qui eût été extrêmement désavantageuse pour nous. Quand, de retour dans son pays, il fit connaître les conditions de cette paix, nos conditions apparurent comme désavantageuses et la guerre continua. Les résultats vous en sont connus. Ce n'est donc pas la première fois que le pouvoir des Soviets prouve qu'il est beaucoup plus fort qu'il ne le paraît, que nos notes ne comportent pas les fanfaronnades et les menaces qui sont courantes dans celles de tous les gouvernements bourgeois, et que repousser la paix offerte par la Russie des Soviets aboutit à l'obligation de l'accepter plus tard à des conditions beaucoup plus mauvaises. Ces choses-là ne s'oublient pas en politique internationale, et, en montrant aux seigneurs polonais qu'ils obtiennent maintenant une paix plus mauvaise que celle que nous leur offrions autrefois, nous apprenons aux masses populaires de Pologne, aux paysans et aux ouvriers polonais, à méditer, à comparer les déclarations de leur gouvernement et du nôtre.

Il se peut que beaucoup d'entre vous aient lu dans les journaux une note du gouvernement américain qui déclare : « Nous ne voulons pas avoir affaire au pouvoir des Soviets, car il ne tient pas ses engagements. » Cela ne nous étonne pas, car nous entendons ces choses depuis des années, mais le résultat est que toutes leurs tentatives d'invasion de la

Russie soviétique finissent par échouer. Les journaux polonais, presque tous soudoyés par les propriétaires fonciers et les capitalistes — cela s'appelle chez eux la liberté de la presse — disent qu'on ne peut se fier au pouvoir des Soviets, qui est un pouvoir d'usurpateurs sans foi ni loi. Tous les journaux polonais le disent, mais les ouvriers et les paysans polonais vérifient les mots par les faits, et les faits attestent qu'en proposant une première fois la paix, nous faisions déjà la démonstration de notre attachement à la paix et qu'en concluant la paix en octobre, nous avons encore prouvé cet attachement. Vous ne trouverez des preuves de ce genre dans l'histoire d'aucun gouvernement bourgeois, et ce fait ne peut pas ne pas laisser de traces dans l'esprit des ouvriers et des paysans polonais. Le pouvoir des Soviets a signé la paix alors que cela était désavantageux pour lui. Ce n'est que de cette façon que nous ferons passer l'habitude du mensonge aux gouvernements des puissances qui se trouvent aux mains des propriétaires fonciers et des capitalistes, et que nous saperons la confiance que leur accordent les ouvriers et les paysans. Cela mérite qu'on y réfléchisse longuement. Le pouvoir des Soviets de Russie est entouré d'ennemis innombrables, et ces ennemis sont, malgré tout, impuissants. Réfléchissez au déroulement et à l'issue de la guerre contre la Pologne. Nous savons maintenant que les capitalistes français étaient derrière la Pologne, qu'ils lui fournissaient des fonds, de l'équipement, de l'habillement, des munitions, qu'ils lui envoyaient des officiers. Nous avons tout récemment eu des informations relatives à l'apparition sur le front polonais de troupes noires, c'est-à-dire de troupes coloniales françaises. Ainsi, c'est la France qui a fait la guerre, aidée par la Grande-Bretagne et l'Amérique. En même temps, la France reconnaissait en la personne de Wrangel le gouvernement légal de la Russie, ce qui signifie que la France aidait également Wrangel, qu'elle lui fournissait les moyens d'équiper et d'entretenir une armée. La Grande-Bretagne et l'Amérique le ravitaillent également. Par conséquent, trois alliés se dressaient contre nous : la France, soutenue par tous les pays riches du monde, la Pologne et Wrangel, et nous sommes sortis de cette guerre en concluant une paix avantageuse. Autrement dit, nous sommes vainqueurs. Quiconque examinera la carte verra que nous sommes vainqueurs, que nous

sortons de cette guerre avec des territoires plus grands que ceux d'avant-guerre. Nos ennemis seraient-ils plus faibles que nous ? Leurs forces militaires seraient-elles inférieures aux nôtres ? Auraient-ils moins d'hommes, moins d'approvisionnements, moins d'obus ? Ils sont plus riches en tout. Ils sont plus forts que nous et ils sont pourtant battus. Voilà ce qu'il faut méditer si l'on veut comprendre la situation dans laquelle se trouve la Russie des Soviets par rapport aux autres Etats du monde.

Quand les bolchéviks commencèrent la révolution, ils disaient : nous pouvons et nous devons la commencer ; mais nous n'oubliions cependant pas qu'il n'était possible de la terminer et de la mener à la victoire définitive et absolue qu'à la condition de ne point la limiter à la seule Russie et de vaincre, en alliance avec toute une série d'autres pays, le capital international. Le capital russe est lié au capital international. Quand nos adversaires nous disent : « Même si vous êtes victorieux en Russie, votre cause n'en sera pas moins perdue, parce que les autres Etats capitalistes vous écraseront », nous pouvons leur opposer aujourd'hui une expérience extrêmement importante, celle de la guerre contre la Pologne, qui montre ce qu'il en a été en réalité. En effet, comment se fait-il que la France, la Pologne et Wrangel, plus forts que nous, pénétrés de haine pour le bolchévisme et résolus à renverser le pouvoir des Soviets, soient vaincus après six mois de guerre, et même moins si l'on prend comme date de départ de l'offensive le mois d'avril, et que la guerre se termine à notre avantage ? Comment s'est-il fait que la Russie des Soviets, épuisée par la guerre impérialiste et par la guerre civile, entourée d'ennemis, coupée de toutes les sources d'approvisionnement et d'équipement, que cette Russie des Soviets ait finalement vaincu ? Cela mérite réflexion, car, quand on approfondit cette question, on commence à comprendre le mécanisme de la révolution, non seulement russe, mais internationale. Nous trouvons la confirmation du fait que la révolution russe n'est qu'un maillon dans la chaîne de la révolution internationale, et que notre cause est sûre et invincible parce que la révolution fait son chemin dans le monde entier, parce que la situation économique évolue d'une façon telle que nos ennemis s'affaiblissent de jour en jour, alors que nous nous renforçons et

qu'il n'y a là ni exagération, ni fanfaronnade, ni emballement ; la guerre contre la Pologne vous le prouve aujourd'hui une fois de plus. Trois alliés se sont battus contre nous. Il semblerait qu'il leur eût été facile de s'unir, mais il est apparu que, instruits par la grande expérience des campagnes de Ioudénitch, de Koltchak et de Dénikine, ils ne pouvaient pas s'unir contre nous, qu'ils se querellaient à chaque instant. L'histoire de la guerre contre la Pologne, qui vient de s'achever, en offre un exemple particulièrement édifiant. Notre marche sur Varsovie, cette campagne de l'Armée Rouge où des soldats harassés, épuisés, mal vêtus, ont franchi plus de 600 verstes en infligeant défaite sur défaite aux troupes polonaises, admirablement instruites et disposant de centaines d'excellents officiers-instructeurs français, cette campagne nous a révélé les rapports qui règnent entre nos ennemis. Au moment où l'Armée Rouge approchait des frontières de la Pologne, nous reçûmes, le 12 juillet, un télégramme du ministre britannique des Affaires étrangères, Curzon. Au nom de la Société des Nations, de la fameuse Société des Nations dont on prétend qu'elle réunit la Grande-Bretagne, la France, l'Amérique, l'Italie, le Japon, Etats qui disposent d'un gigantesque potentiel militaire, qui disposent de toute la flotte de guerre du monde, contre qui toute résistance militaire, semble-t-il, serait absolument impossible et absurde, au nom de cette Société des Nations, Curzon nous invitait à cesser les hostilités et à engager, à Londres, des pourparlers avec les Polonais. D'après cette dépêche, la frontière devait passer près de Grodno, Biélostok, Brest-Litovsk et suivre le tracé de la rivière San en Galicie orientale. Nous répondîmes à cette proposition que nous ne faisions cas d'aucune Société des Nations, ayant pu nous rendre compte de son manque de sérieux, ses membres ne se conformant même pas à ses décisions. Le gouvernement français jugea insolente notre réponse et il sembla que cette Société des Nations dût intervenir contre nous. Mais qu'arriva-t-il ? La Société des Nations se désagrégea dès notre première déclaration, et la Grande-Bretagne et la France se dressèrent l'une contre l'autre.

Le ministre britannique de la Guerre, Churchill, met en œuvre, depuis déjà quelques années, tous les moyens, légaux et plus encore illégaux, du point de vue des lois anglai-

ses, pour aider tous les gardes-blancs contre la Russie, pour les fournir en équipements militaires. C'est le plus grand ennemi de la Russie des Soviets, et pourtant, immédiatement après notre déclaration, la Grande-Bretagne se trouva en désaccord avec la France, étant donné que la France a besoin des forces de la Russie contre-révolutionnaire pour la défendre contre l'Allemagne, tandis que la Grande-Bretagne n'a pas besoin d'en être défendue ; pays maritime, possédant une flotte extrêmement puissante, elle ne craint aucune agression. Ainsi donc, dès son premier pas, la Société des Nations, qui proférait des menaces inouïes contre la Russie, se révéla impuissante. A chaque occasion, les intérêts des membres de la Société des Nations s'avèrent contradictoires. La France désire la défaite de la Grande-Bretagne et vice versa. Quand le camarade Kaménev poursuivait à Londres des pourparlers avec le gouvernement anglais, il dit un jour au premier ministre britannique : « Admettons que vous fassiez réellement ce que vous dites, que fera alors la France ?» et celui-ci dut lui répondre que la France suivrait son propre chemin : « Nous ne pouvons pas marcher de conserve avec la France. » Il est apparu que la Société des Nations n'avait pas d'existence réelle, que l'union des puissances capitalistes n'était qu'un leurre et qu'elle n'était, en fait, qu'une association de forbans dont chacun cherchait à ravir quelque chose à son voisin. Et maintenant que nous avons, en signant la paix de Riga, appris ce qui divisait la Pologne, la Grande-Bretagne, la France et Wrangel, et su pourquoi ces pays ne pouvaient s'unir, nous avons pu voir que leurs intérêts étaient divergents : la Grande-Bretagne veut étendre son influence sur les nouveaux petits Etats: Finlande, Estonie, Lettonie, et Lituanie, et elle n'a que faire — cela la gênerait même — de la restauration d'une Russie tsariste, de gardes blancs, voire bourgeoise. Aussi contrecarre-t-elle l'action de la France et ne peut-elle faire bloc avec la Pologne et Wrangel. La France, par contre, est disposée à faire tuer jusqu'au dernier soldat polonais pour ses intérêts, pour ses créances. Elle espère que nous lui paierons les vingt milliards que l'ex-tsar lui a empruntés et que le gouvernement Kérenski a reconnu lui devoir ; mais aujourd'hui, tout homme sensé se rend compte que les capitalistes français peuvent courir après cet argent, et qu'il n'est pas possible d'envoyer se bat-

tre les ouvriers et les paysans de chez eux ; les Polonais, oui, tant qu'on voudra ; que les soldats polonais se fassent donc tuer pour que les capitalistes français puissent récupérer leurs milliards. Les ouvriers polonais, à leur tour, voient que les officiers français, anglais et autres se comportent en Pologne comme en pays conquis. Aussi avons-nous vu, lors des pourparlers de Riga, que le parti des ouvriers et des paysans polonais, parti incontestablement patriote, incontestablement hostile au bolchévisme, semblable à nos partis menchévik de droite et socialiste révolutionnaire, que ce parti s'est montré favorable à la paix et hostile au gouvernement des propriétaires fonciers et des capitalistes polonais, qui tentèrent jusqu'au dernier moment, qui tentent encore aujourd'hui et qui tenteront longtemps encore d'empêcher la paix ; j'aurai à en parler lorsque j'aborderai la question de savoir si la paix préliminaire que nous venons de conclure est solide.

Le troisième des alliés, Wrangel, qui s'est battu pour rendre toute la Russie aux propriétaires fonciers et aux capitalistes, considère que la Pologne fait partie de la Russie. Tous les tsars russes, les propriétaires fonciers et les capitalistes russes ne s'étaient-ils pas accoutumés à considérer la Pologne comme leur butin ? Ils n'ont pas oublié que déjà les paysans-serfs l'opprimaient quand on les envoyait en campagne, le tsar en tête. Donc, si Wrangel devait vaincre, ce serait pour rendre aux propriétaires tout le pouvoir, aussi bien en Russie qu'en Pologne. Et quand les trois alliés partirent en guerre contre nous, ils ont commencé par se prendre de querelle. Ce que veut la France, ni le paysan de Pologne, ni l'ouvrier de Pologne ne le veulent, et ce que veut Wrangel, pas même un seul propriétaire foncier de Pologne ne le veut. Et aujourd'hui, quand nous écoutons la radio de Wrangel ou bien celle de Paris, qui donne les communiqués officiels du gouvernement français, nous apprenons que Wrangel et la France grincent des dents parce qu'ils voient bien ce que représente la paix que nous venons de conclure avec la Pologne, bien qu'ils affirment que ce n'est pas la paix, que la Pologne ne peut la signer. Nous verrons bien. Pour le moment, la paix est signée. En attendant, ni Wrangel, ni la France n'y comprennent rien. Ils ne peuvent pas digérer ce miracle : la Russie soviétique ruinée bat les Etats civili-

sés beaucoup plus forts qu'elle. Ils ne comprennent pas que toute la force de ces victoires réside dans la doctrine fondamentale des communistes qui affirme que la propriété divise alors que le travail unit. La propriété privée, c'est le vol, et l'Etat fondé sur la propriété privée est un Etat de rapaces, qui font la guerre pour partager le butin. Avant même d'avoir terminé cette guerre, ils commencent à se battre entre eux. Il y a un an, quatorze Etats nous menaçaient. Cependant, leur alliance s'est effondrée d'un seul coup. Pourquoi ? Parce que leur entente n'était qu'une entente sur le papier, et aucun de ces pays n'est parti en guerre. Et quand cette dernière guerre a commencé, la France, la Pologne et Wrangel se sont bien unis, mais leur entente s'est disloquée aussi parce qu'ils ne pensent qu'à se faire des crocs-en-jambe. Ils se partageaient la peau de l'ours avant de l'avoir tué, et ils ne le tueront pas. Les voilà cependant à se chercher querelle autour de cet ours.

L'expérience de la politique mondiale montre que la coalition contre la Russie soviétique est inéluctablement vouée à l'échec, car c'est une alliance impérialiste, une alliance de forbans qui ne sont pas unis, et il n'existe aucun intérêt réel et solide qui puisse les unir. Il leur manque ce qui unit la classe ouvrière, ils ne connaissent pas cet intérêt, et on l'a bien vu pendant la guerre contre la Pologne. Quand notre Armée Rouge eut brisé la résistance des Polonais, quand elle eut pris Biélostok et Brest-Litovsk, quand elle approcha de la frontière polonaise, c'en était fini de la politique internationale, car cette politique repose sur le traité de Versailles qui n'est qu'un traité de rapaces et de brigands. Quand la paix de Brest-Litovsk, dont nous avons si longtemps porté le joug, nous fut imposée, on hurla dans le monde entier que c'était une paix de brigandage. Quand l'Allemagne fut vaincue, la Société des Nations, en guerre contre elle, cria que c'était une guerre de libération, une guerre démocratique. Une paix fut imposée à l'Allemagne, mais c'était une paix d'usuriers, une paix d'étrangleurs, une paix de bouchers, qui pillaient et dépeçaient l'Allemagne et l'Autriche. Ils les privèrent de tous moyens d'existence, condamnèrent leurs enfants à la famine et à la mort, ce fut une paix inouïe, une paix de brigandage. Qu'est-ce donc que le traité de Versailles ? C'est une paix inouïe, une paix de brigandage,

qui réduit à l'esclavage des dizaines de millions d'hommes, dont certains sont des plus civilisés. Ce n'est pas une paix, ce sont des conditions imposées par des bandits, le couteau à la main, à une victime sans défense. Par le traité de Versailles les ennemis de l'Allemagne lui arrachent toutes ses colonies. La Turquie, la Perse et la Chine sont réduites à l'esclavage. Il en résulte que les 7/10 de la population du globe sont asservis. Ces esclaves, éparpillés de par le monde, sont livrés en pâture à quelques pays : Grande-Bretagne, France, Japon. Et voilà pourquoi tout ce régime international, cet ordre qui a pour base la paix de Versailles, est en équilibre sur un volcan, car ces 7/10 asservis de la population du globe attendent avec impatience que quelqu'un engage la lutte, que tous ces Etats commencent à chanceler. La France espère récupérer ses vieilles créances, mais elle est elle-même débitrice de l'Amérique et n'a pas de quoi lui payer ses dettes, parce qu'elle n'a rien et que la propriété privée est sacrée chez ces gens-là. En quoi consiste donc cette sacrosainte propriété privée ? Dans le fait que les tsars et les capitalistes empruntent de l'argent et que les ouvriers et les paysans doivent le rembourser. Ils sont à la veille de la faillite. Ils ne se tireront pas de leurs dettes. Et pendant ce temps l'Armée Rouge rompait la frontière polonaise et s'approchait de la frontière allemande. C'était l'époque où, en Allemagne, tout le monde disait, même les réactionnaires les plus fieffés et les monarchistes : les bolchéviks nous sauveront, voyant la paix de Versailles craquer sous toutes ses coutures, voyant qu'il y avait une Armée Rouge qui avait déclaré la guerre à tous les capitalistes. Et qu'a-t-on constaté ? Que la paix de Versailles reposait sur la Pologne. Il est vrai que nous n'avons pas eu la force de mener cette guerre jusqu'au bout. Mais il faut se souvenir que nos ouvriers et nos paysans n'avaient ni vêtements ni chaussures, qu'ils allaient quand même de l'avant, surmontaient des difficultés et combattaient dans des conditions qu'aucune autre armée au monde n'a jamais connues. Les forces nous manquèrent, nous ne pûmes prendre Varsovie et porter le coup de grâce aux propriétaires fonciers polonais, aux gardes blancs et aux capitalistes, mais notre armée avait montré à l'univers entier que le traité de Versailles n'est pas aussi puissant qu'on le dit, lui qui condamne pour des dizaines

d'années des centaines de millions d'hommes à payer eux-mêmes aujourd'hui et à faire payer par leurs petits enfants et arrière-petits-enfants de quoi enrichir les impérialistes français, anglais et autres. L'Armée Rouge a montré que ce traité n'est pas aussi solide qu'on veut bien nous le dire. Notre Armée a montré, après le traité de Versailles, que le pays des Soviets dévasté s'est trouvé, en été 1920, grâce à cette Armée Rouge, à quelques pas de la victoire totale. Le monde entier a vu qu'il existe une force à laquelle le traité de Versailles ne fait pas peur et qu'aucun traité de Versailles ne brisera la force des ouvriers et des paysans s'ils savent régler leur compte aux propriétaires fonciers et aux capitalistes.

Ainsi, la campagne elle-même contre le traité de Versailles, contre les capitalistes et les propriétaires fonciers de tous les pays, contre le joug qu'ils font peser sur les autres, n'a pas été sans lendemain. Des millions et des millions d'ouvriers et de paysans de tous les pays l'ont vu, ils y ont réfléchi et ils voient maintenant en la République des Soviets leur libératrice. Ils disent : l'Armée Rouge a démontré qu'elle répond aux coups, mais les forces lui ont manqué pour remporter la victoire dans le courant de la première année, on peut même dire du premier mois de son édification pacifique. Mais des années suivront ce premier mois de construction pacifique et elle décuplera ses forces d'une année à l'autre. On en était à croire que le traité de Versailles est celui des impérialistes tout-puissants, et l'on s'est convaincu, après l'été de 1920, qu'ils sont moins puissants que les ouvriers et les paysans même d'un pays faible, si ces derniers savent unir leurs forces et riposter aux capitalistes. La Russie des Soviets s'est ainsi révélée au cours de l'été 1920, non seulement comme une force qui sait se défendre contre la violence, contre la poussée des gardes blancs polonais, mais aussi comme une force mondiale capable de briser le traité de Versailles et de libérer des centaines de millions d'hommes dans la plupart des pays du monde. Telle est la signification de la campagne de l'Armée Rouge de l'été dernier. C'est la raison pour laquelle se sont produits en Grande-Bretagne, au cours de cette guerre, des événements qui marquent un tournant dans toute la politique anglaise. Comme nous refusions d'arrêter l'avance de nos troupes, la Grande-Bretagne répliqua par une menace : « Nous envoyons

notre flotte contre Pétrograd. » Ordre fut donné de marcher sur Pétrograd. Le premier ministre anglais le fit savoir au camarade Kaménev et en informa tous les pays. Mais, le lendemain de l'envoi de ce télégramme, des meetings et des réunions eurent lieu dans toute la Grande-Bretagne et l'on vit surgir, comme s'ils sortaient de terre, des « Comités d'action ». Les ouvriers s'unirent. Les menchéviks anglais, plus vils encore que les menchéviks russes, plus serviles encore à l'égard des capitalistes, durent eux aussi se joindre au mouvement, parce que les ouvriers l'exigeaient ; les ouvriers anglais disaient : « Nous ne tolérerons pas la guerre contre la Russie » ! Des « Comités d'action » se formèrent dans tout le pays, et la guerre des impérialistes anglais échoua. Il apparut de nouveau que la Russie des Soviets, dans sa guerre contre les impérialistes de tous les pays, avait des alliés dans tous les pays. Quand les bolchéviks disaient : « Nous ne sommes pas seuls quand nous nous soulevons contre les propriétaires fonciers et les capitalistes de Russie, parce que nous avons des alliés dans tous les pays ; ces alliés, ce sont les ouvriers et les travailleurs, et il y en a presque partout », on nous répondit par des railleries ; on nous demandait : « Où se sont-ils manifestés, ces travailleurs ? » Certes, en Europe occidentale, où les capitalistes sont beaucoup plus forts, où ils vivent aux dépens des centaines de millions d'hommes des colonies qu'ils pillent, il est beaucoup plus difficile de s'insurger, la révolution ouvrière s'y développe beaucoup plus lentement. Mais elle grandit. Et quand, en juillet 1920, la Grande-Bretagne menaça la Russie d'une guerre, les ouvriers anglais y firent échec. Les menchéviks anglais suivirent les bolchéviks anglais. Ils durent les suivre et déclarer, contre la Constitution, contre la loi : « Nous ne tolérerons pas la guerre. Si demain vous la déclarez, nous déclencherons la grève, nous ne vous donnerons pas de charbon, et nous n'en donnerons pas à la France.» Les ouvriers anglais ont déclaré qu'ils entendent faire la politique internationale et ils la font à la manière des bolchéviks de Russie, et non pas à la manière des capitalistes des autres pays.

Voilà ce qu'a révélé la guerre de Pologne. Voilà pourquoi nous avons vaincu en six mois. Voilà pourquoi la Russie des Soviets, dévastée, faible, arriérée, l'emporte sur une coalition d'Etats infiniment plus puissants. Parce que

ces Etats n'ont pas de force intérieure, parce que les ouvriers et les travailleurs sont contre eux, et cela se manifeste à chaque crise. Cela se manifeste parce que ce sont des forbans qui s'en prennent les uns aux autres et ne peuvent s'unir contre nous en fin de compte, parce que la propriété divise les hommes et en fait des fauves, alors que le travail les unit. Et le travail n'a pas seulement uni les ouvriers et les paysans de Russie, il les a unis aux ouvriers et aux paysans de tous les pays, de sorte que l'on y voit maintenant que la Russie des Soviets est une force destructrice de la paix de Versailles. Que la Russie des Soviets se renforce, et le traité de Versailles s'en ira en fumée comme il a failli le faire en juillet 1920 sous le premier coup de l'Armée Rouge. Voilà pourquoi cette guerre contre la Pologne s'est terminée comme aucun des Etats capitalistes ne s'y attendait. Et cette leçon est pour nous une très grande leçon qui montre, à en juger par le comportement de tous les Etats qui participent à la politique mondiale, que l'avenir de notre cause est assuré ; que, quelles que soient les tentatives d'agression et les entreprises militaires contre la Russie, et il y en aura encore certainement plus d'une, nous savons, instruits que nous sommes par notre expérience et par les faits acquis, que toutes ces tentatives s'en iront en fumée. Et, de chacune des tentatives de nos ennemis, nous sortirons toujours plus forts.

Maintenant, de la politique internationale qui a mis en valeur nos forces dans le conflit avec la paix de Versailles, je passerai aux tâches plus immédiates et plus pratiques, à la situation qui est intervenue en relation avec le traité de Versailles. Je ne m'arrêterai pas sur l'importance du IIe Congrès de l'Internationale Communiste qui s'est tenu à Moscou en juillet, congrès qui réunissait les communistes du monde entier, ni sur le congrès des peuples de l'Orient qui s'est tenu ensuite à Bakou[56]. Ce sont des congrès internationaux qui ont uni les communistes et montré que, dans tous les pays civilisés et dans tous les pays arriérés de l'Orient, le drapeau du bolchévisme, le programme du bolchévisme, le mode d'action des bolchéviks sont l'emblème de la lutte, l'emblème du salut pour les ouvriers de tous les pays civilisés, pour les paysans de tous les pays coloniaux arriérés, que la Russie des Soviets au cours de ces trois années a non seulement repoussé ceux qui se lan-

çaient contre elle pour l'étouffer, mais qu'elle a aussi conquis la sympathie des travailleurs du monde entier ; que nous n'avons pas seulement défait nos ennemis, mais que nous avons gagné et que nous gagnons des alliés, non pas de jour en jour, mais d'heure en heure. Ce que le congrès des communistes, à Moscou, et celui des représentants communistes des peuples de l'Orient, à Bakou, ont réalisé ne peut se mesurer immédiatement, cela échappe au simple calcul, mais c'est une conquête qui a plus d'importance que certaines victoires militaires, parce qu'elle nous montre que l'expérience des bolchéviks, leur activité, leur programme, leur appel à la lutte révolutionnaire contre les capitalistes et les impérialistes se sont imposés dans le monde entier. Les ouvriers et les paysans de tous les pays du monde mettront encore de nombreux mois à assimiler et à digérer l'œuvre réalisée à Moscou en juillet et à Bakou en septembre. Il s'agit là d'une force qui, lors de tout conflit, de toute crise, se manifestera en faveur de la Russie des Soviets, comme nous l'avons déjà vu à plusieurs reprises, et c'est la leçon essentielle qui découle de la guerre contre la Pologne du point de vue du rapport des forces dans le monde.

J'en arrive à ce qui se passe chez nous, et je dois dire que la principale force qui nous résiste encore, c'est Wrangel. La France, la Pologne et Wrangel s'étaient coalisés contre nous. Quand nos troupes étaient entièrement occupées par la guerre sur le front Ouest, Wrangel rassemblait ses forces et les flottes française et britannique l'aidaient. S'approchant du Kouban, Wrangel comptait sur le cosaque-koulak, paysan aisé. Qui aidait alors Wrangel, qui lui fournissait du combustible, une flotte de guerre, pour qu'il puisse tenir dans le bassin du Donetz ? Les flottes britannique et américaine. Mais nous savons que cette entreprise a échoué, parce que le cosaque du Kouban, bien que riche en blé, comprenait parfaitement ce que signifiaient les promesses d'Assemblée constituante, de pouvoir populaire et d'autres jolies choses dont les socialistes-révolutionnaires, les menchéviks, etc., se servent pour piper les suffrages des naïfs. Peut-être les paysans du Kouban ont-ils cru à leurs belles paroles, mais, finalement c'est aux actes et non aux paroles qu'ils se rallièrent ; ils virent qu'il était préférable de vivre avec les bolchéviks, bien qu'ils soient des gens sévères.

Wrangel fut bouté hors du Kouban, des centaines et des milliers de ses soldats furent fusillés. Cependant, en Crimée, Wrangel rassemblait des forces toujours plus considérables, ses troupes étaient presque uniquement composées d'officiers, dans l'espoir d'être en mesure, à la première occasion favorable, de les multiplier par l'incorporation éventuelle des paysans.

Les troupes de Wrangel sont mieux pourvues de canons, de tanks, d'avions que toutes les autres armées qui se sont battues en Russie. Pendant que nous luttions contre les Polonais, Wrangel rassemblait ses forces, et c'est la raison pour laquelle je dis que la paix avec la Pologne est précaire. D'après les préliminaires de paix signés le 12, l'armistice n'entrera en vigueur que le 18, et les Polonais ont encore la faculté de le dénoncer deux jours avant. Toute la presse française et les capitalistes s'appliquent à inciter la Pologne à une nouvelle guerre contre la Russie des Soviets ; Wrangel se hâte de mettre en jeu toutes ses relations pour faire échouer cette paix, parce qu'il se rend compte que, une fois la guerre contre la Pologne terminée, les bolchéviks se tourneront contre lui. C'est pourquoi une seule conclusion pratique s'impose à nous : toutes les forces contre Wrangel. En avril dernier, nous proposions une paix à des conditions désavantageuses pour nous, dans l'unique but d'épargner un nouveau massacre à des dizaines de milliers d'ouvriers et de paysans. Les frontières n'ont pas tant d'importance à nos yeux ; nous acceptons de perdre sur les frontières quelque territoire. Il nous importe bien davantage de conserver la vie de dizaines de milliers d'ouvriers et de paysans, de conserver la possibilité d'aborder l'édification pacifique, que quelques portions de terrain. Voilà pourquoi nous proposions cette paix et nous répétons maintenant que Wrangel constitue la principale menace, que ses troupes, qui se sont extrêmement renforcées pendant cette période, se battent avec acharnement, traversent dans certains cas le Dniepr et prennent l'offensive. Le front de Wrangel, c'est encore le front polonais, et la question de la guerre contre Wrangel, c'est celle de la guerre contre la Pologne ; il nous faut écraser Wrangel dans le plus bref délai pour que la paix préliminaire avec la Pologne devienne une paix définitive. Sinon, nous ne pouvons pas être certains que, sous la pres-

sion des propriétaires fonciers et des capitalistes français et avec leur aide, les propriétaires fonciers et les capitalistes polonais ne tenteront pas de nous imposer une nouvelle guerre. Voilà pourquoi, profitant de cette large assemblée, il me faut attirer votre attention sur cette question essentielle et vous prier d'user de votre position et de votre influence pour agir sur les larges masses ouvrières et paysannes et faire les plus grands efforts en vue de mener à bien notre tâche essentielle de l'heure : écraser Wrangel coûte que coûte et dans le plus bref délai, car c'est de cela seulement que dépend la possibilité d'entreprendre l'édification pacifique.

Nous savons que dans le pays dévasté, l'agriculture est entièrement ruinée, que le paysan a besoin de produits et non de cette monnaie fiduciaire dont il est inondé, mais pour lui donner des produits — pétrole, sel, vêtements, etc., — il faut rétablir l'industrie. Nous entrons dans une période où nous pouvons le faire. Nous avons cette année plus de blé que l'année dernière, nous avons du combustible pour l'industrie, plus de 100 millions de pouds de pétrole de Bakou, nous avons reconstruit le bassin du Donetz qui nous fournit d'énormes quantités de combustible, et bien qu'il ait fallu, lors de l'avance de Wrangel vers le sud de ce bassin, évacuer diverses entreprises, l'on peut considérer cependant que l'industrie du Donetz a été entièrement rétablie. Le stockage du bois de chauffage s'améliore ; si, l'année dernière, nous avions tiré des forêts 7 millions de cubes de bois, cette année nous en avons tiré beaucoup plus. Notre industrie se ranime ; dans la province d'Ivanovo-Voznessensk, où les fabriques étaient arrêtées depuis plusieurs années, plongeant les ouvriers dans le découragement, aujourd'hui elles sont approvisionnées en combustible et se remettent à tourner. Grâce aux victoires remportées dans le Turkestan, elles ont reçu du coton et se remettent au travail. Maintenant un immense champ d'activité féconde s'ouvre à nous, et nous devons employer toutes nos forces à rétablir l'industrie, à donner des vêtements, des chaussures et des produits manufacturés aux paysans, mettant ainsi en branle le circuit normal d'échange du blé de la campagne contre des produits de la ville. Nous devons commencer à aider l'agriculture. Nous avons décidé hier au Conseil des Commissaires du Peuple qu'il sera attribué une

ration supplémentaire aux ouvriers de l'usine qui aura fabriqué la première charrue la mieux adaptée à nos conditions de culture, afin de relever l'agriculture et de la porter à un niveau supérieur en dépit de l'insuffisance du cheptel.

Sans propriétaires fonciers et sans capitalistes, les ouvriers et les paysans travaillent en commun et obtiennent dans ce domaine des succès, mais nous avons besoin d'une chose pour nous mettre entièrement à l'œuvre : il nous faut nous bien souvenir que des dizaines de milliers d'ouvriers et de paysans meurent maintenant au front de Wrangel, que l'ennemi est mieux armé que nous ; que là-bas, au front de Wrangel, se déroule une lutte acharnée, une lutte finale, que c'est là-bas que se règle la question de savoir si la Russie des Soviets sera en mesure de se renforcer pour le travail pacifique au point de n'avoir plus à redouter les gardes blancs polonais, mais aussi aucune coalition impérialiste. Cela dépend de vous, camarades ! Vous devez déployer toute votre énergie et vous rappeler que la Russie des Soviets n'a pas résolu tous les problèmes posés par la lutte grâce aux ordres venus du centre, mais parce que ces ordres rencontraient l'accueil le plus chaleureux et le plus enthousiaste des ouvriers et des paysans, dans les villes et dans les campagnes. Ce n'est que quand ils voyaient qu'ils se battaient contre Koltchak, Dénikine et Wrangel pour leurs terres, leurs fabriques et leurs usines, pour leurs intérêts propres contre les propriétaires fonciers et les capitalistes, que chaque ouvrier et chaque paysan soutenait l'Armée Rouge et lui apportait son aide. Quand les soldats rouges ont vu qu'on pensait à eux, à l'arrière, l'Armée Rouge a été animée de l'esprit qui lui a donné la victoire. Le tout est de battre Wrangel, et je vous invite à tout mettre en œuvre dans vos organisations, dans vos fabriques et vos usines, dans vos villages, de votre plein gré et en accord avec les intérêts des ouvriers et des paysans de toute la Russie, pour venir en aide au front de Wrangel, et alors nous vaincrons aussi bien sur ce front que sur le front international. (Applaudissements chaleureux.)

*Publié en 1920 dans le recueil «Comptes rendus sténographiques des séances plénières du Soviet de Moscou des députés ouvriers, paysans e soldats rouges»*

*Conforme au texte de l'ouvrage*

# DISCOURS DE CLOTURE A LA CONFERENCE DES PRESIDENTS DES COMITES EXECUTIFS DES DISTRICTS, CANTONS ET VILLAGES, DE LA PROVINCE DE MOSCOU

## 15 OCTOBRE 1920

Camarades, je serai obligé de dire quelques mots seulement pour conclure, parce qu'il est apparu, dès le début de cette conférence, qu'il existait un assez fort, même un très fort désir de s'en prendre au pouvoir central. Sans doute, cela pouvait être utile et j'ai considéré de mon devoir d'écouter tout ce qui a été dit contre ce pouvoir et sa politique. Il me semble, d'ailleurs, qu'il eût été bon de ne pas clore les débats (Exclamations : « Très juste! »). Mais, en écoutant vos observations, j'ai pu m'étonner de ne vous voir formuler que peu de propositions nettes et précises. Des deux questions relatives à la situation extérieure et à la situation intérieure de notre République, il semble que vous vous intéressiez surtout à la seconde. C'est normal. Mais vous oubliez, camarades, que la situation intérieure dépend de la situation extérieure, et c'est pour cela que j'ai cru devoir vous dire comment et pourquoi la guerre contre la Pologne nous avait placés face aux impérialistes internationaux, comment elle nous avait amenés à la paix, comment et pourquoi cette paix était précaire, ce qu'il fallait faire pour la consolider ; j'espère que, dans cette question, après avoir débattu toutes les autres, exposé sans colère tous les problèmes, vous ne voudrez pas faire comme certains personnages de la fable à laquelle un orateur a fait allusion, où l'on voit

le loup attendre la guerre entre la chèvre et le mouton pour les dévorer tous les deux ; vous ne ferez pas ce plaisir au loup, j'en suis convaincu. Quels que soient les heurts entre la chèvre et le mouton, nous ne lui ferons pas ce plaisir. (Applaudissements et exclamations : « Bravo! » « Voilà qui est juste! »). Camarades, si nous avons entendu s'exprimer ici un mécontentement et une impatience extrêmes, c'est que nous comprenons tous que la meilleure formule pour diriger une assemblée, c'est avant tout la liberté de parole. Mais à cette réunion, vous ne l'avez pas respectée, parce que la majorité des paysans ressent trop profondément l'extrême gravité de la situation qui s'est créée chez eux. La majorité des paysans souffre trop de la famine, du froid et des impositions excessives. (Applaudissements et exclamations: « C'est juste ! »). C'est pour cela que la plupart des orateurs s'en sont pris, directement ou indirectement, au pouvoir central. Et l'on sentait que les camarades ne voulaient même pas écouter jusqu'au bout, s'ils ne trouvaient pas une réponse à cette question brûlante. L'un des orateurs, je ne sais plus lequel, a même dit qu'à son avis, j'avais « escamoté » cette question. Je pense que ce reproche n'est pas fondé.

La situation de la République des Soviets est extrêmement difficile, ce qui nous a contraints à hâter la conclusion de la paix avant la campagne d'hiver. Ce qui nous y a contraints, c'est le désir d'éviter une campagne d'hiver, la conscience du fait qu'il vaut mieux avoir une mauvaise frontière, c'est-à-dire avoir une Biélorussie diminuée et moins de paysans biélorusses arrachés au joug de la bourgeoisie, que d'imposer de nouvelles souffrances et une nouvelle campagne d'hiver aux paysans russes. Telles furent nos raisons. Vous savez que la mauvaise récolte de cette année a aggravé la misère des paysans. Mais tout le monde est loin de se représenter à quel point cela pèse sur la politique intérieure. Je pense que vous étudierez tous à fond la question des impositions. Vous entendrez également ce que vous dira le représentant de la politique du ravitaillement, et je ne veux qu'attirer et retenir votre attention sur la liaison étroite qui existe entre la situation intérieure et la situation extérieure. Prenons pour exemple

nos séances du Conseil de la Défense et du Conseil des Commissaires du Peuple. Nous devons même y trancher des questions relatives à des trains, aux réquisitions imposées aux vieilles provinces de Russie, réquisitions qui souvent sont excessives. Il y a deux ou trois semaines, le Conseil des Commissaires du Peuple a dû discuter des réquisitions imposées aux régions centrales, qu'il a décidé d'alléger, les trouvant excessives. Mais aux dépens de qui les alléger ? Il ne peut y avoir qu'une seule réponse : aux dépens de régions plus céréalières, c'est-à-dire la Sibérie et le Kouban, et en préparant la possibilité de prendre du blé en Ukraine. Nous en prenons en Sibérie, nous en prenons au Kouban, mais nous ne pouvons pas en prendre en Ukraine, puisque la guerre y bat son plein et que l'Armée Rouge doit lutter contre les bandes qui y pullulent. Nous sommes donc obligés de discuter presque de chaque convoi. Nous voyons quelle allure a pris cette assemblée. Quel mécontentement, quelles protestations tumultueuses! Mais nous en comprenons la raison. Nous comprenons que chacun de ceux qui s'indignent ici en a lourd sur le cœur, parce qu'il n'y a pas de quoi nourrir le bétail et que celui-ci périt, parce que les impositions sont excessives. Et c'est bien à tort qu'un camarade a dit que ces protestations sont pour nous chose nouvelle. Nous savons pourtant par les télégrammes et les rapports qui nous viennent des campagnes que le cheptel diminue, en raison de la difficulté de nourrir les bêtes ; tout le monde a conscience des difficultés de la situation. Mais nous savons aussi comment en sortir. Il n'y a qu'une issue et c'est la Sibérie, le Kouban et l'Ukraine.

De Sibérie nous devions envoyer des troupes sur le front de Wrangel, et le Conseil de la Défense a tenu deux ou trois séances pénibles au cours desquelles des camarades sont venus exiger la suppression des convois spéciaux de ravitaillement. Après des discussions acharnées et des marchandages, nous avons résolu cette question en réduisant un peu le nombre de trains de ravitaillement. Mais nous voudrions entendre des critiques plus sérieuses et plus consistantes. Nous savons que la ruine des exploitations fait pousser des cris et des hurlements. Voilà pourquoi même cet armistice qui entrera en vigueur le 18, même

sous réserve que les Polonais ont le droit de le dénoncer 48 heures avant, nous apporte répit et soulagement. Et nous recevrons tout de même davantage de trains de blé de Sibérie et du Kouban dans le courant des semaines prochaines. Bien sûr, la misère est si grande et la récolte tellement mauvaise que cela nous apportera un petit soulagement. Bien sûr, il ne faut pas nous leurrer ni dire que cela supprimera toutes les difficultés et nous permettra de cesser les réquisitions.

Je ne peux pas le dire et je ne le dirai pas. Donnez votre opinion précise, faites des propositions bien nettes sur la façon d'alléger les impositions excessives et les représentants du gouvernement des ouvriers et des paysans les étudieront avec la plus grande attention, parce qu'il faut trouver une issue à une situation extrêmement difficile. Il n'y a pas moins de blé en Ukraine qu'au Kouban, peut-être même y en a-t-il davantage, mais jusqu'à présent les réquisitions, prévoyant 600 millions de pouds, n'ont rien donné ou presque, alors que cette quantité pourrait couvrir les besoins de toute l'industrie et assurer son redressement. Dans nos prévisions, l'Ukraine est désormais rayée : nous n'en tirerons pas un seul poud de blé, parce qu'il s'y trouve des bandits et que la guerre contre Wrangel nous oblige à dire : nous ne sommes pas certains de pouvoir tirer d'Ukraine un seul poud de blé. Telle est la situation qui, malgré votre légitime impatience et votre indignation parfaitement justifiée, vous fait porter toute l'attention vers les fronts de Pologne et de Wrangel. Voilà pourquoi, quand un camarade déclare : « Nous ne sommes pas contre l'aide, mais nous entendons que l'aide soit libre », nous disons : « Aidez le front ! ».

En conclusion à ces quelques brèves remarques, je vous rappellerai ce que je vous ai dit à la fin de mon rapport : chaque fois que le pouvoir des Soviets a eu du mal à se tirer d'une situation difficile, quand Dénikine était à Orel, quand Ioudénitch était à cinq verstes de Pétrograd et que la situation semblait non plus difficile mais désespérée, cent fois plus difficile qu'actuellement, le pouvoir des Soviets s'en tirait précisément parce que, sans rien dissimuler de la situation, il réunissait des assemblées d'ouvriers et de paysans comme celle d'aujourd'hui. C'est pourquoi

je dis : que Wrangel soit ou non rapidement écrasé dépend non pas des décisions du pouvoir central, mais bien de la façon dont, après avoir entièrement exprimé leur mécontentement, après avoir mené à fond la lutte qu'un camarade d'en haut a qualifiée de lutte entre chèvres et moutons — chose indispensable — après avoir formulé leurs reproches, leurs récriminations, leurs revendications, les représentants locaux se comporteront dans cette question : ont-ils eux-mêmes besoin de liberté en dehors des décisions du pouvoir central ? Nous ne pouvons rien ordonner ici, tout dépend de ce que, après avoir examiné la situation, les prélèvements d'excédents, les impositions, la question de Wrangel, etc., vous déciderez vous-mêmes ; cela dépend de vous. Ecoutez chacun, exprimez tous vos reproches, grondez-nous dix fois plus fort, c'est votre droit, c'est votre devoir. Vous êtes venus ici pour dire ce que vous pensez nettement et brutalement ; mais, cela fait, réfléchissez calmement à ce que vous voulez donner et faire pour en terminer au plus vite avec Wrangel. Je pense que sur ce point notre accord sera tel que, je le répète en terminant, le loup ne gagnera rien, en aucun cas, à nos discussions, à nos altercations, à nos récriminations. (Applaudissements.)

*Publié en 1920 dans le recueil « Comptes rendus sténographiques des séances plénières du Soviet de Moscou des députés ouvriers, paysans et soldats rouges »*

*Conforme au texte du recueil*

# TELEGRAMME AU GOUVERNEMENT SOVIETIQUE D'UKRAINE ET A L'ETAT-MAJOR DU FRONT SUD

En réponse à votre télégramme relatif aux paysans pauvres, je vous fais part de *mon* opinion. Si leur état d'esprit est vraiment révolutionnaire, il faudrait inclure au programme : 1° culture collective ; 2° centres de location ; 3° faire payer aux koulaks au-delà de la somme représentant la norme de travail ; 4° rassembler la totalité des excédents de blé, en indemnisant en blé les paysans pauvres ; 5° réunir dans les centres de location les machines agricoles appartenant aux koulaks ; 6° n'appliquer toutes ces mesures qu'en cas de succès de la culture collective et sous un contrôle effectif. Ne poser qu'en dernier lieu la question des communes ; car il n'y a rien de plus dangereux que de créer des pseudo-communes et d'engager dans cette voie des isolés qui se détacheraient de la masse. Etre extrêmement prudent dans toutes les innovations et vérifier trois fois s'il est vraiment possible de réaliser ce que l'on voudrait entreprendre.

Le Président du Conseil des
Commissaires du Peuple

*Lénine*

*Ecrit le 16 octobre 1920 Publié pour la première fois en 1942*

*Conforme à la copie dactylographiée*

# CONTRIBUTION A L'HISTOIRE DE LA QUESTION DE LA DICTATURE

(NOTE)

La question de la dictature du prolétariat est la question essentielle du mouvement ouvrier moderne dans tous les pays capitalistes. Pour élucider à fond cette question, il est indispensable d'en connaître l'histoire. A l'échelle internationale, l'histoire de la doctrine de la dictature révolutionnaire en général et de la dictature du prolétariat en particulier coïncide avec celle du socialisme révolutionnaire et, plus spécialement, avec celle du marxisme. Ensuite — et c'est là évidemment le plus important — l'histoire de toutes les révolutions de la classe opprimée et exploitée contre les exploiteurs est notre source principale de renseignements et de connaissances sur la question de la dictature. Quiconque n'a pas compris la nécessité de la dictature de toute classe révolutionnaire pour remporter la victoire n'a rien compris à l'histoire des révolutions ou ne veut rien savoir dans ce domaine.

Sur le plan de la Russie, théoriquement parlant, le programme du Parti ouvrier social-démocrate de Russie, élaboré en 1902-1903 par la rédaction de *Zaria* et d'*Iskra* ou, plus exactement, par G. Plékhanov, puis modifié, mis au point et approuvé par cette rédaction, a une importance toute particulière. La question de la dictature du prolétariat y est posée avec netteté et clarté, et cela précisément en liaison avec la lutte contre Bernstein, contre l'opportunisme. Mais la plus grande importance s'attache

évidemment à l'expérience de la révolution, c'est-à-dire, en Russie, à l'expérience de 1905.

Les trois derniers mois de l'année 1905 — octobre, novembre et décembre, — furent une période de lutte révolutionnaire de masse singulièrement vigoureuse et large, période marquée par l'emploi simultané des deux moyens de lutte les plus puissants : grève politique de masse et insurrection armée. (Notons entre parenthèses que déjà en *mai* 1905, le Congrès bolchévik, le « Troisième congrès du Parti ouvrier social-démocrate de Russie » considérait « l'organisation du prolétariat pour la lutte directe contre l'autocratie par l'insurrection armée » comme « l'une des tâches les plus importantes et les plus urgentes du Parti » et chargeait toutes les organisations du Parti « d'étudier le rôle des grèves politiques de masse, qui peuvent avoir une grande importance au début et dans le cours de l'insurrection»[57].)

Pour la première fois dans l'histoire du monde, la lutte révolutionnaire atteignit un tel degré de développement et une telle puissance que l'insurrection armée coïncida avec la grève de masse, cette arme spécifiquement prolétarienne. Il est clair que cette expérience a une signification internationale pour *toutes* les révolutions prolétariennes. Et les bolchéviks l'ont étudiée avec la plus grande attention et la plus grande application, tant dans ses aspects politiques que dans ses aspects économiques. Je signalerai l'analyse des données mensuelles concernant les grèves économiques et politiques de 1905, les rapports existant entre elles, le degré de développement de la lutte gréviste atteint alors pour la première fois dans le monde ; cette analyse a été publiée par moi dans la revue *Prosvechtchénié* en 1910 ou 1911 et reproduite, sous une forme résumée, dans la presse bolchévique à l'étranger de l'époque[58].

Les grèves de masse et les insurrections armées posaient d'elles-mêmes à l'ordre du jour la question du pouvoir révolutionnaire et de la dictature, car ces formes de lutte aboutissaient inévitablement, d'abord à l'échelle locale, à l'expulsion des anciennes autorités, à la prise du pouvoir par le prolétariat et les classes révolutionnaires, à l'expulsion des propriétaires fonciers, parfois à l'occupation des

usines, etc., etc. La lutte révolutionnaire de masse de cette période fit surgir des organisations jusqu'alors inconnues dans l'histoire mondiale, telles que les *Soviets de députés ouvriers*, puis des Soviets de députés soldats, des Comités paysans, etc. Il apparut que les questions fondamentales (pouvoir des Soviets et dictature du prolétariat) qui préoccupent aujourd'hui les ouvriers conscients de tous les pays, se trouvèrent posées dans la pratique à la fin de 1905. Si des représentants du prolétariat révolutionnaire et du marxisme non falsifié, aussi remarquables que Rosa Luxembourg, saisirent immédiatement l'importance de cette expérience vécue et en firent, dans les réunions et dans la presse, l'analyse critique, l'immense majorité des représentants officiels des partis social-démocrates et socialistes officiels, dont les réformistes et les gens de l'espèce des futurs «kautskistes», «longuettistes», partisans de Hillquit en Amérique, etc., se montrèrent absolument incapables de comprendre la signification de cette expérience et de faire leur devoir de *révolutionnaires*, c'est-à-dire d'entreprendre l'étude et la propagande des enseignements de cette expérience.

En Russie, aussitôt après la défaite de l'insurrection de décembre 1905, les bolchéviks et les menchéviks dressèrent le bilan de cette expérience. Ce travail fut surtout accéléré par le fait qu'en avril 1906 eut lieu, à Stockholm, le congrès dit « Congrès d'unification du parti ouvrier social-démocrate de Russie », auquel furent représentés les bolchéviks et les menchéviks qui fusionnèrent formellement. La préparation de ce congrès avait été poursuivie par les deux fractions avec la plus grande énergie. Avant le congrès, au début de 1906, elles avaient publié leurs projets de résolutions sur toutes les questions importantes. Ces projets, reproduits dans ma brochure *Rapport sur le Congrès d'unification du Parti ouvrier social-démocrate de Russie* (lettre aux ouvriers de Pétersbourg). Moscou, 1906 (110 pages, dont presque la moitié est prise par les textes des projets de résolutions des deux fractions et des résolutions adoptées définitivement par le congrès), constituent les documents les plus importants pour connaître la façon dont la question se posait à l'époque.

Déjà à ce moment-là les débats sur la signification des Soviets se rattachaient à la question de la dictature. Dès

*avant* la révolution d'octobre 1905, les bolchéviks avaient posé la question de la dictature (voir ma brochure : *Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique*, Genève, juillet 1905, reproduite dans le recueil *En 12 ans*). Les menchéviks adoptaient à l'égard du mot d'ordre de « dictature » une attitude négative. Les bolchéviks soulignaient que les Soviets de députés ouvriers « *constituaient en fait l'embryon du nouveau pouvoir révolutionnaire* », comme l'indiquait textuellement le projet de résolution des bolchéviks (voir page 92 du « Rapport »). Les menchéviks reconnaissaient l'importance des Soviets, étaient d'accord pour « contribuer à leur formation », etc., mais ne les considéraient pas comme l'embryon du pouvoir révolutionnaire, ne parlaient pas en général d'un « nouveau pouvoir révolutionnaire » de ce type ou de type similaire, rejetaient délibérément le mot d'ordre de dictature. Il n'est pas difficile de voir que *toutes* nos divergences actuelles avec les menchéviks existaient déjà en germe dans cette façon de poser la question. Il n'est pas difficile non plus de voir que les menchéviks (russes ou autres, tels que les kautskistes, longuettistes, etc.), se révélaient et se révèlent, par leur façon de poser la question, des réformistes ou des opportunistes, qui reconnaissent la dictature du prolétariat en paroles, *mais qui en fait répudient ce qu'il y a d'essentiel et de fondamental dans la notion même de révolution.*

Déjà avant la révolution de 1905, dans la brochure précitée *Deux tactiques*, j'analysais l'argument des menchéviks qui m'accusaient « d'avoir insensiblement substitué à la notion de révolution celle de dictature » (*En 12 ans*, page 459). Je prouvais en détail que précisément par cette accusation les menchéviks affirmaient leur opportunisme, leur véritable nature politique de sous-fifres de la bourgeoisie libérale, de propagateurs de son influence au sein du prolétariat. Quand la révolution devient une force indiscutable, ses adversaires commencent à la « reconnaître », disais-je en signalant (en été 1905) l'exemple des libéraux russes demeurés monarchistes-constitutionnalistes. Aujourd'hui, en 1920, on pourrait ajouter qu'en Allemagne et en Italie, les bourgeois libéraux, ou tout au moins les plus cultivés et les plus habiles d'entre eux,

sont tout disposés à « reconnaître la révolution ». Mais en « reconnaissant » la révolution et en refusant en même temps d'admettre la *dictature* d'une classe déterminée (ou de classes déterminées), les libéraux et les menchéviks russes d'antan, et les libéraux allemands et italiens d'aujourd'hui, les partisans de Turati et de Kautsky, révèlent précisément leur *réformisme* et leur totale inaptitude à être des révolutionnaires.

En effet, quand la révolution est déjà devenue une force certaine, indiscutable, quand les libéraux eux-mêmes la « reconnaissent », quand les classes dirigeantes non seulement constatent, mais sentent la puissance invincible des masses opprimées, *toute la question* — aussi bien pour les théoriciens que pour ceux qui dirigent pratiquement la politique — consiste à *définir exactement la révolution d'un point de vue de classe*. Or, sans la notion de « dictature », *il est impossible* de donner cette définition précise d'un point de vue de classe. Sans la préparation de la dictature, il est impossible d'être révolutionnaire *en fait*. Les menchéviks ne comprenaient pas cette vérité en 1905, les socialistes italiens, allemands, français et autres ne la comprennent pas en 1920, eux qui redoutent les « conditions » sévères de l'Internationale Communiste ; la redoutent les gens capables d'admettre la dictature *en paroles*, mais incapables de la *préparer en fait*. C'est pourquoi il ne sera pas inopportun de reproduire ici avec force détails l'analyse des conceptions de Marx, publiée par moi en juillet 1905 pour répondre aux menchéviks russes, mais qui s'applique également aux menchéviks d'Europe occidentale de 1920 (je remplace les titres de journaux, etc., par la simple indication qu'il s'agit des menchéviks ou des bolchéviks) :

« Mehring raconte dans ses notes relatives aux articles de Marx qu'il fit paraître dans *la Nouvelle Gazette rhénane* en 1848 que la littérature bourgeoise adressait, entre autres, le reproche suivant à ce journal : *la Nouvelle Gazette rhénane* aurait exigé « l'instauration immédiate de la dictature, considérée comme le seul moyen de réaliser la démocratie ». (Marx, Nachlass*, tome III, page 53). Du

* Marx, *l'Héritage, littéraire.* [*N. R.*]

point de vue bourgeois vulgaire, les notions de dictature et de démocratie s'excluent l'une l'autre. Ne comprenant pas la théorie de la lutte de classe, habitué à ne voir dans l'arène politique qu'une petite querelle des différents cercles et coteries de la bourgeoisie, le bourgeois entend par dictature la suppression de toutes les libertés et garanties démocratiques, l'arbitraire, tous les abus de pouvoir dans l'intérêt personnel du dictateur. En réalité, cette conception bourgeoise vulgaire transpire chez nos menchéviks qui expliquent la prédilection des bolchéviks pour le mot d'ordre de « dictature » par le fait que Lénine « désire passionnément tenter sa chance » (*Iskra* n° 103, page 3, colonne 2). Pour expliquer aux menchéviks la notion de dictature de classe, par opposition à la notion de dictature personnelle, et les tâches de la dictature démocratique, par opposition à la dictature socialiste, il ne sera pas inutile de nous arrêter sur les conceptions de « *La Nouvelle Gazette rhénane* ».

Celle-ci écrivait le 14 septembre 1848 : « Toute organisation temporaire de l'Etat, après une révolution, exige une dictature et une dictature énergique. Dès le début, nous avons reproché à Kamphausen (président du conseil, après le 18 mars 1848) de n'avoir pas agi de façon dictatoriale, de n'avoir pas brisé immédiatement les anciennes institutions et balayé leurs débris. Et voici que pendant que Monsieur Kamphausen se berçait d'illusions constitutionnelles, le parti battu (c'est-à-dire le parti de la réaction) renforçait ses positions dans la bureaucratie et l'armée, s'enhardissait même par-ci par-là à reprendre la lutte ouverte [59]. »

Ces paroles, dit Mehring avec juste raison, résument en quelques formules ce que *la Nouvelle Gazette rhénane* développait en détail dans ses longs articles sur le ministère Kamphausen. Que nous apprennent ces paroles de Marx ? Que le gouvernement révolutionnaire provisoire *doit* agir de façon dictatoriale (formule que les menchéviks ne pouvaient absolument pas comprendre, dans leur sainte horreur du mot d'ordre de dictature) ; que la tâche de cette dictature est de détruire les vestiges des anciennes institutions (précisément ce qui est indiqué clairement dans la résolution du III[e] Congrès du Parti ouvrier social-démocrate

(bolchévik) de Russie sur la lutte avec la contre-révolution, et ce qui est omis dans la résolution des menchéviks, comme nous l'avons montré plus haut). Enfin, troisièmement, il résulte de ces paroles que Marx fustigeait les démocrates bourgeois pour leurs « illusions constitutionnelles » à l'époque de la révolution et de la guerre civile ouverte. Le sens de ces paroles apparaît d'une manière particulièrement évidente dans l'article de *la Nouvelle Gazette rhénane* du 6 juin 1848. Marx écrivait :

« L'Assemblée populaire constituante doit être avant tout une assemblée active, active sur le plan révolutionnaire. Or l'assemblée de Francfort se livre à des exercices de scolastique sur le parlementarisme et laisse agir le gouvernement. Admettons que ce docte concile réussisse, après mûre réflexion, à élaborer le meilleur des ordres du jour et la meilleure des constitutions. A quoi nous serviront le meilleur des ordres du jour et la meilleure des constitutions si les gouvernements allemands ont déjà mis à ce moment la baïonnette à l'ordre du jour? » [60].

Tel est le sens du mot d'ordre : dictature...

Les grandes questions de la vie des peuples se résolvent uniquement par la force. Les classes réactionnaires elles-mêmes recourent généralement les premières à la violence, à la guerre civile, « mettent la baïonnette à l'ordre du jour », comme le fit l'autocratie russe et comme elle continue à le faire systématiquement et inflexiblement, partout et toujours, depuis le 9 janvier. Du moment qu'il s'est créé une telle situation, que la baïonnette se trouve effectivement en tête de l'ordre du jour politique, du moment que l'insurrection devient indispensable et urgente, alors les illusions constitutionnelles et les exercices de scolastiques sur le parlementarisme ne servent plus qu'à masquer la trahison bourgeoise de la révolution, qu'à cacher que la bourgeoisie « laisse tomber » la révolution. Le seul mot d'ordre que doit alors lancer la classe réellement révolutionnaire est le mot d'ordre de dictature »[61].

Ainsi raisonnaient les bolchéviks sur la dictature avant la révolution d'octobre 1905.

Après l'expérience de cette révolution, j'ai dû analyser en détail la question de la dictature dans la brochure *la Victoire des cadets et les tâches du parti ouvrier*, Pétersbourg,

1906 (la brochure est datée du 28 mars 1906). J'en citerai les arguments les plus importants, en précisant que je supprime une série de noms propres pour indiquer simplement s'il s'agit de cadets ou de menchéviks. D'une manière générale, la brochure vise les cadets et, en partie, les libéraux sans-parti, semi-cadets, semi-menchéviks. Mais en fait, tout ce qui y est dit de la dictature se rapporte justement aux menchéviks qui, à chaque pas, glissaient dans ces questions sur les positions des cadets.

« Au moment où mourait à Moscou le bruit de la fusillade, où la dictature militaire et policière se livrait à ses orgies furieuses, où les exécutions et les férocités exercées contre les masses se multipliaient dans toute la Russie, la presse des cadets s'élevait contre la violence de gauche, contre les comités de grève des partis révolutionnaires. Les professeurs cadets, qui trafiquent de leur science pour le compte des Doubassov, en arrivaient à traduire le mot « dictature » par celui de « sûreté renforcée ». Les « hommes de science » dénaturaient même leur latin de collège pour ravaler la lutte révolutionnaire. Notez-le bien une fois pour toutes, Messieurs les cadets — la dictature signifie le pouvoir illimité, qui s'appuie sur la force et non sur la loi. Pendant la guerre civile, tout pouvoir victorieux ne peut être que dictatorial. Mais le fait est qu'il peut y avoir dictature de la minorité sur la majorité, dictature d'une clique policière sur le peuple, mais qu'il peut y avoir aussi dictature de l'immense majorité du peuple sur une poignée d'oppresseurs, de spoliateurs et d'usurpateurs du pouvoir populaire. Par leur déformation vulgaire de la notion scientifique de « dictature », par leurs clameurs contre la violence de gauche à l'époque du déchaînement de la violence de droite la plus illégale et la plus infâme, Messieurs les cadets ont montré clairement quelle est la position des « conciliateurs » dans une lutte révolutionnaire serrée. Le « conciliateur » se cache lâchement quand la lutte s'avive. Quand le peuple révolutionnaire a vaincu (le 17 octobre), le « conciliateur » sort de son antre, étale vaniteusement ses avantages, s'emporte à fond dans une débauche verbale et hurle frénétiquement : quelle « glorieuse » grève politique ! Quand la contre-révolution a le dessus, le « conciliateur » commence par accabler les vaincus de ses hypo-

crites exhortations et remontrances. La grève couronnée de succès était « glorieuse ». Les grèves vaincues étaient criminelles, sauvages, insensées, anarchistes. L'insurrection vaincue était une folie, un déchaînement des forces aveugles, de la barbarie, de l'absurdité. En un mot, la conscience politique et l'intelligence politique du « conciliateur » consistent à ramper devant celui qui est le plus fort aujourd'hui, à se jeter dans les jambes de ceux qui luttent, à gêner tantôt l'un tantôt l'autre des camps, à affaiblir la lutte, à émousser la conscience révolutionnaire du peuple, qui lutte désespérément pour sa liberté »[62].

Continuons. Il sera tout à fait opportun de rappeler les explications relatives à la dictature que j'adressais à Monsieur R. Blank. Celui-ci exposait, en 1906, dans un journal officiellement sans parti mais menchévik en réalité, les conceptions des menchéviks qu'il louait de « s'attacher à orienter le mouvement social-démocrate russe dans la voie de la social-démocratie internationale, à la tête de laquelle se trouve le grand parti social-démocrate d'Allemagne ».

En d'autres termes, tout comme les cadets, R. Blank opposait aux bolchéviks, révolutionnaires déraisonnables, non marxistes, séditieux, etc., les menchéviks « raisonnables », auxquels il assimilait la social-démocratie allemande. C'est là un procédé courant de la tendance internationale des sociaux-libéraux, pacifistes, etc., qui, dans tous les pays, chantent les louanges des réformistes, des opportunistes, des kautskistes, des longuettistes, socialistes « raisonnables » par opposition à la « folie » des bolchéviks.

Voici de quelle façon je répondais à Monsieur R. Blank dans ma brochure de 1906 :

« Monsieur Blank oppose deux périodes de la révolution russe : la première embrasse approximativement les mois d'octobre à décembre 1905. C'est celle de la tourmente révolutionnaire. La deuxième, c'est la période actuelle. que nous sommes naturellement en droit de qualifier de période des victoires des cadets aux élections à la Douma ou même, s'il nous est permis d'anticiper, de période de la Douma des cadets.

Monsieur Blank dit de cette période qu'elle marque le retour à la pensée et à la sagesse, et qu'il est possible d'en

revenir à une activité consciente, concertée, systématique. Monsieur Blank caractérise, au contraire, la première période par le divorce entre la théorie et la pratique. Tous les principes et toutes les conceptions social-démocrates avaient disparu, la tactique préconisée de tout temps par les fondateurs de la social-démocratie russe était oubliée et les assises mêmes de la conception social-démocrate du monde totalement ébranlées.

Cette affirmation fondamentale de Monsieur Blank a un caractère purement formel. Toute la théorie marxiste s'est trouvée en désaccord avec la « pratique » de la période de tourmente révolutionnaire.

En est-il bien ainsi ? Quelle est l'« assise » première et essentielle de la théorie marxiste ? Celle-ci : dans la société contemporaine, la seule classe révolutionnaire jusqu'au bout et, partant, celle qui est l'avant-garde de toute révolution, c'est le prolétariat. On peut poser la question suivante : la tourmente révolutionnaire a-t-elle ébranlé totalement cette « assise » de la conception social-démocrate du monde ? Bien au contraire, elle n'a fait que la confirmer de la façon la plus éclatante. C'est précisément le prolétariat qui a été le principal et, au début, presque l'unique *combattant* de cette période. C'est pour ainsi dire la première fois dans l'histoire mondiale que la révolution bourgeoise a été marquée par le recours sur une vaste échelle, inconnue même des pays capitalistes plus avancés, à une arme purement prolétarienne de lutte : la grève politique de masse. Le prolétariat a engagé la lutte, une lutte immédiatement révolutionnaire à l'heure où les Strouvé et les Blank appelaient à participer à la Douma de Boulyguine, où les professeurs cadets appelaient les étudiants à se borner aux seules études. Avec son arme prolétarienne de lutte, le prolétariat a conquis à la Russie toute cette « constitution » — si l'on peut dire — que l'on n'a fait qu'abîmer, rogner et tronquer depuis. En octobre 1905, le prolétariat a appliqué le moyen tactique de lutte dont, *six mois auparavant*, avait parlé la résolution du III^e^ Congrès *bolchévik* du Parti ouvrier social-démocrate de Russie, résolution qui attirait particulièrement l'attention sur l'importance qu'il y avait à combiner la grève politique de masse et l'insurrection ; et c'est précisément cette combinaison qui caractérise toute la pé-

riode de la « tourmente révolutionnaire », tout le dernier trimestre de 1905. Ainsi, notre idéologue de la petite bourgeoisie a dénaturé la réalité de la manière la plus impudente, la plus flagrante. Il n'a pas cité un seul fait témoignant du divorce entre la théorie marxiste et l'expérience pratique de la « tourmente révolutionnaire » ; il a tenté de dissimuler le trait essentiel de cette tourmente qui a fourni une confirmation éclatante de « tous les principes et les idées social-démocrates », de « toutes les assises de la conception social-démocrate du monde ».

Quel est cependant le mobile véritable qui a induit Monsieur Blank à adopter l'opinion monstrueusement erronée, suivant laquelle les principes et les idées marxistes avaient disparu durant cette période de « tourmente » ? L'examen de ce fait présente un grand intérêt : il nous révèle une fois de plus la véritable nature de l'esprit petit-bourgeois en matière politique.

En quoi a consisté principalement la différence entre la période de la « tourmente révolutionnaire » et la période actuelle, celle des « cadets », du point de vue des différents moyens d'action politique, du point de vue des différentes méthodes de création historique du peuple ? Tout d'abord et surtout dans le fait que, pendant la période de « tourmente », furent appliquées des méthodes particulières inconnues dans les autres périodes de la vie politique. Voici les plus essentielles de ces méthodes : 1° « *conquête* » *par le peuple de la liberté politique*, acquise sans droit, ni loi, ni restrictions (liberté de réunion, ne fût-ce que dans les universités, liberté de presse, d'association, de congrès, etc.) ; 2° création de nouveaux organismes du *pouvoir révolutionnaire* : Soviets de députés ouvriers, soldats, cheminots, paysans, nouvelles autorités dans les villes et les campagnes, etc., etc. Organismes exclusivement créés par les couches *révolutionnaires* de la population, en dehors de toute légalité et de toutes normes, uniquement par la voie révolutionnaire, comme le produit de la création populaire spontanée, comme expression des activités du peuple libéré ou en train de se libérer des anciennes entraves policières. C'étaient, enfin, des organismes du *pouvoir*, en dépit de leur forme embryonnaire et leur caractère spontané, amorphe, la déliquescence de leur composition et de leur fonctionnement. Ils agis-

saient en tant que pouvoir, s'emparant, par exemple, des imprimeries (à Pétersbourg), arrêtant les fonctionnaires de la police qui voulaient empêcher le peuple révolutionnaire d'exercer ses droits (il y a eu également des exemples à Pétersbourg, où tel organisme du nouveau pouvoir était le plus faible, et l'ancien pouvoir le plus fort). Ils agissaient en tant que pouvoir, invitant tout le peuple à ne plus donner d'argent à l'ancien gouvernement. Ils confisquaient les fonds de ce dernier (comité de grève des cheminots du Sud) et s'en servaient pour les besoins du nouveau gouvernement populaire ; c'étaient incontestablement les embryons d'un nouveau gouvernement populaire ou, si vous le voulez, révolutionnaire. De par leur caractère politique et social c'était, en germe, la dictature des éléments révolutionnaires du peuple ; cela vous étonne, Monsieur Blank et Monsieur Kisewetter ? Vous n'y voyez pas la « sûreté renforcée », qui est pour les bourgeois l'équivalent de la dictature ? Nous vous l'avons déjà dit, que vous n'avez aucune idée de la notion scientifique de dictature. Nous allons tout de suite vous la donner, mais nous indiquerons d'abord la *troisième* « méthode » d'action de l'époque de « tourmente révolutionnaire » : *l'emploi de la violence par le peuple contre ceux qui opprimaient le peuple.*

Les organismes du pouvoir décrits ci-dessus étaient, en germe, dictatoriaux, car ce pouvoir ne reconnaissait *aucun* autre pouvoir, *aucune* loi, *aucune* norme, d'où qu'ils viennent. Le pouvoir illimité, extra-légal, s'appuyant sur la force, au sens le plus strict du mot, c'est cela la dictature. Mais la force sur laquelle s'appuyait et cherchait à s'appuyer le nouveau pouvoir n'était pas celle de la baïonnette aux mains d'une poignée de militaires, ni celle du « commissariat de police », ni celle de l'argent, ni celle d'aucune des anciennes institutions. Pas du tout. Les nouveaux organismes du pouvoir ne disposaient ni d'armes, ni d'argent, ni d'anciennes institutions. Pouvez-vous vous imaginer, Monsieur Blank et Monsieur Kisewetter, que leur puissance n'avait rien de commun avec les anciens moyens de violence, rien de commun avec la « sûreté renforcée », si ce n'est la sûreté renforcée du peuple contre l'oppression des organismes policiers et autres de l'ancien pouvoir.

Sur quoi s'appuyait donc cette force ? Elle s'appuyait sur la masse populaire. Voilà ce qui distingue *foncièrement* ce nouveau pouvoir de tous les organismes antérieurs de l'ancien pouvoir. Ceux-ci étaient les organismes du pouvoir d'une minorité sur le peuple, sur la masse des ouvriers et des paysans. Ceux-là étaient les organismes du pouvoir du peuple, des ouvriers et des paysans sur une minorité, sur une poignée d'oppresseurs policiers, sur une poignée de nobles et de fonctionnaires privilégiés. Telle est la différence entre la dictature *sur* le peuple et la dictature du *peuple* révolutionnaire, retenez-le bien, Monsieur Blank et Monsieur Kisewetter ! Dictature d'une minorité, l'ancien pouvoir ne pouvait se maintenir que par des expédients de police, que par l'éloignement, que par la mise à l'écart des masses populaires de la participation au pouvoir, du contrôle du pouvoir. L'ancien pouvoir se défiait systématiquement des masses, redoutait la lumière, se maintenait par le mensonge. Dictature de l'immense majorité, le nouveau pouvoir ne pouvait se maintenir et ne se maintenait que grâce à la confiance de l'immense masse, que parce qu'il appelait toute la masse à participer au pouvoir de la manière la plus libre, la plus large et la plus puissante. Rien de caché, rien d'occulte, rien de réglementé, rien de formel. Tu es un ouvrier ? Tu veux lutter pour libérer la Russie du joug d'une poignée d'oppresseurs policiers ? Tu es notre camarade. Choisis ton député, sur-le-champ, sans délai ; choisis-le comme tu l'entends, nous l'accueillerons volontiers et avec joie comme membre égal en droits de notre Soviet des députés ouvriers, du Comité paysan, du Soviet des députés soldats, etc., etc. C'est un pouvoir agissant au grand jour, sous les yeux des masses, accessible aux masses, émanant directement des masses, c'est l'organisme direct et sans intermédiaire des masses populaires, c'est l'expression de leur volonté. Tel était le nouveau pouvoir, ou, plus exactement, son embryon, car la victoire de l'ancien pouvoir a piétiné très vite les jeunes pousses de la nouvelle plante.

Vous demanderez peut-être, Monsieur Blank ou Monsieur Kisewetter, ce que venaient faire ici la « dictature » et la « violence » ? Est-ce que l'immense masse a besoin d'user de violence contre une poignée ? Est-ce que des dizaines et

des centaines de millions d'hommes peuvent exercer la dictature sur des milliers, sur des dizaines de milliers ?

C'est la question que posent généralement les gens qui voient employer pour la première fois le terme de dictature dans une acception nouvelle pour eux. On est habitué à ne voir que le pouvoir policier et que la dictature policière. Il leur paraît étrange qu'il puisse y avoir un pouvoir sans police, qu'il puisse y avoir une dictature non policière. Vous dites que des millions d'hommes n'ont pas besoin de violence contre des milliers ? Vous vous trompez, et vous vous trompez parce que vous ne considérez pas le phénomène dans son développement. Vous oubliez que le pouvoir nouveau ne tombe pas des nues, mais qu'il surgit, qu'il se développe parallèlement à l'ancien, contre lui, dans sa lutte contre lui. Sans violence à l'égard des oppresseurs qui détiennent entre leurs mains les moyens et les organismes du pouvoir, il n'est pas possible d'en débarrasser le peuple.

Voici, M. Blank et M. Kisewetter, un petit exemple tout simple qui vous permettra d'assimiler cette haute sagesse inaccessible à l'intellect d'un cadet, sagesse « qui lui donne le vertige ». Imaginez Avramov torturant et martyrisant Spiridonova. Spiridonova a pour elle, mettons, des dizaines et des centaines d'hommes non armés. Avramov a pour lui une poignée de cosaques. Qu'aurait fait le peuple, si Spiridonova avait été martyrisée ailleurs que dans un cachot ? Il aurait eu recours à la violence contre Avramov et sa suite. Il aurait sacrifié peut-être quelques combattants, abattus par Avramov, mais il aurait par la force désarmé Avramov et les cosaques, non sans tuer sur place, très probablement, quelques-uns de ces hommes, s'il est permis de les appeler ainsi. Quant aux autres, il les aurait jetés en quelque prison pour mettre un terme à leurs débordements et pour les traduire devant la justice du peuple.

Vous voyez, M. Blank et M. Kisewetter, quand Avramov et ses cosaques martyrisent Spiridonova, c'est la dictature militaire et policière qui s'exerce sur le peuple. Quand le peuple révolutionnaire (capable de lutter contre les oppresseurs, et pas seulement d'exhorter et de prôner, d'exprimer des regrets, de réprouver, de pleurnicher et de se lamenter, non pas petit-bourgeois borné, mais révolutionnaire) use de violence contre Avramov et ses pairs, il y a dictature

du peuple révolutionnaire. C'est bien la *dictature*, car c'est le pouvoir du peuple sur Avramov, pouvoir que ne limite aucune loi (un petit bourgeois serait peut-être contre le fait d'arracher par la force Spiridonova à Avramov : car, enfin, c'est « illégal », cela ! Et y a-t-il une « loi » qui autorise à tuer Avramov ? Certains idéologues petits-bourgeois n'ont-ils pas inventé une théorie de non-résistance au mal par la violence ?). La notion scientifique de dictature s'applique à un pouvoir que rien ne limite, qu'aucune loi, qu'aucune règle absolument ne bride et qui se fonde directement sur la violence. La notion de dictature *n'est rien d'autre que cela* ; retenez-le bien, Messieurs les cadets. Ensuite, nous voyons, par l'exemple que nous avons pris, qu'il s'agit bien de la dictature du *peuple*, car le peuple, la masse de la population, qui n'a pas encore pris corps et qui est rassemblée « par hasard » en un endroit déterminé, entre en lice d'elle-même et de plain-pied, rend justice, châtie, exerce le pouvoir, fonde un nouveau droit révolutionnaire. Enfin, il s'agit bien de la dictature du peuple *révolutionnaire*. Pourquoi du peuple révolutionnaire, et non pas de tout le peuple ? Parce que dans la masse du peuple, qui souffre constamment et de la façon la plus cruelle des exploits des Avramov, il en est qui sont brisés physiquement, terrorisés, déprimés moralement, par exemple par la théorie de la non-résistance au mal par la violence, ou tout simplement déprimés, non par une théorie, mais par les préjugés, les coutumes, la routine: des gens indifférents, ceux qu'on appelle les esprits vulgaires, les petits-bourgeois, qui préfèrent s'écarter de la lutte aiguë, passer outre ou même se cacher (un mauvais coup est vite arrivé !). Voilà pourquoi ce n'est pas tout le peuple qui exerce la dictature, mais seulement le peuple révolutionnaire, qui n'a pourtant nullement peur de l'ensemble du peuple, qui lui fait connaître les mobiles et les détails de ses actes, qui invite volontiers *tout* le peuple à participer non seulement à la gestion de l'Etat, mais au pouvoir lui-même et à l'organisation même de l'Etat.

Ainsi, ce simple exemple renferme *tous les éléments* de la notion scientifique de « dictature du peuple révolutionnaire », et de celle de « dictature militaire et policière ». Et ce simple exemple, accessible même à un savant profes-

seur cadet, nous permet de passer à des phénomènes plus complexes de la vie sociale.

Une révolution, au sens étroit et premier du mot, est précisément une période de la vie du peuple pendant laquelle la haine accumulée depuis des siècles contre les exploits des Avramov éclate non en paroles, mais *en actes*, en actes non de personnes isolées, mais de *masses populaires fortes de millions d'hommes*. Le peuple se réveille et se lève pour se délivrer des Avramov. Le peuple délivre des Avramov les innombrables Spiridonova de la vie russe, il emploie la violence contre les Avramov, il prend le pouvoir sur les Avramov. Bien entendu, cela ne se fait pas d'une manière aussi simple et « d'un seul coup », comme dans l'exemple cité et simplifié par nous à l'usage de Monsieur le professeur Kisewetter ; cette lutte du peuple contre les Avramov, cette lutte au sens étroit et premier du mot, cette éviction des Avramov par le peuple exige des mois et des années de « tourmente révolutionnaire ». Cette éviction des Avramov par le peuple constitue justement le contenu réel de ce que l'on appelle la grande révolution russe. Du point de vue des méthodes de la création historique,cette éviction s'accomplit dans les formes que nous venons de décrire en parlant de la tourmente révolutionnaire, à savoir : conquête par le peuple de la liberté politique, c'est-à-dire de la liberté à laquelle s'opposaient les Avramov ; création par le peuple d'un nouveau pouvoir révolutionnaire, d'un pouvoir dirigé contre les Avramov, contre les oppresseurs de l'ancien régime policier ; recours à la violence contre les Avramov, pour éliminer, désarmer, mettre hors d'état de nuire ces chiens enragés, tous ces Avramov, ces Dournovo, ces Doubassov, ces Min, etc., etc.

Est-ce bien que le peuple emploie des moyens de lutte aussi illégaux, irréguliers, irrationnels, non systématiques, que la conquête de la liberté, l'instauration d'un nouveau pouvoir révolutionnaire qui n'est formellement reconnu par personne, exerce la violence contre les oppresseurs du peuple ? Oui, c'est très bien. C'est là l'expression suprême de la lutte populaire pour la liberté. C'est l'avènement d'une grande époque où les rêves de liberté des meilleurs hommes de Russie deviennent *réalité*, l'œuvre des masses populaires et non pas de héros isolés. C'est aussi bien que la

libération par la foule (dans notre exemple) de Spiridonova des griffes d'Avramov, son désarmement par la force et sa mise hors d'état de nuire.

Mais c'est ici que nous abordons le point central des arrière-pensées et des craintes des cadets. Un cadet est précisément l'idéologue de la petite bourgeoisie parce qu'il reporte sur la politique, sur la libération du peuple, sur la révolution, le point de vue de l'homme de la rue qui, dans notre exemple des tortures infligées par Avramov à Spiridonova, eût tenté de retenir la foule, lui eût conseillé de ne pas violer la loi, de ne pas se hâter de libérer la victime des mains d'un tortionnaire qui, lui, agit au nom du pouvoir légal. Certes, dans notre exemple, cet esprit vulgaire eût été simplement un monstre moral, mais, appliquée à l'ensemble de la vie sociale, la monstruosité morale du petit bourgeois est, répétons-le, une qualité nullement individuelle mais sociale, conditionnée peut-être par les préjugés — solidement ancrés dans les esprits — de la science du droit bourgeois et philistin.

Pourquoi Monsieur Blank considère-t-il comme n'ayant pas besoin d'être prouvé le fait que, durant la période de la « tourmente », tous les principes marxistes furent oubliés ? Parce qu'il déforme le marxisme et en fait du brentanisme, considérant comme non marxistes des « principes » comme ceux de la conquête de la liberté, de la création du pouvoir révolutionnaire, du recours à la violence par le peuple. Ce point de vue transpire dans tout l'article de Monsieur Blank, et non seulement dans le sien, mais aussi dans ceux de tous les cadets, de tous les auteurs du camp libéral et radical qui chantent aujourd'hui les louanges de Plékhanov pour son amour des cadets, jusques et y compris les bernsteiniens de *Biez Zaglavia*, M. Prokopovitch, Mme Kouskova et tutti quanti.

Examinons comment est né ce point de vue et pourquoi il devait naître.

Il est né directement de la conception bernsteinienne ou, pour parler d'une manière plus générale, opportuniste de la social-démocratie d'Europe occidentale. Les erreurs de cette conception, que les « orthodoxes » ont démasquées systématiquement et sur toute la ligne en Occident, sont actuellement importées en Russie « sous main » avec une

autre sauce et sous un autre prétexte. Les partisans de Bernstein admettaient et admettent le marxisme, *à l'exclusion* de son aspect directement révolutionnaire. Ils considèrent la lutte parlementaire non pas comme un des moyens de lutte, particulièrement valable dans certaines périodes déterminées de l'histoire, mais comme la forme principale et presque unique de la lutte, rendant inutiles la « violence », la « conquête », la « dictature ». C'est cette déformation vulgaire, petite-bourgeoise du marxisme qu'implantent aujourd'hui en Russie Messieurs Blank et autres libéraux qui chantent les louanges de Plékhanov. Ils ont tellement fait leur cette déformation, qu'ils ne jugent même pas nécessaire de prouver que les idées et les principes marxistes furent oubliés pendant la période de la tourmente révolutionnaire.

Pourquoi ce point de vue devait-il faire son apparition ? Parce qu'il correspond pertinemment à la situation de classe et aux intérêts de la petite bourgeoisie. L'idéologie de la société bourgeoise « épurée » admet *toutes* les méthodes de lutte de la social-démocratie, *sauf précisément celles que le peuple révolutionnaire emploie en période de « tourmente »* et que la social-démocratie révolutionnaire approuve et aide à appliquer. Les intérêts de la bourgeoisie exigent la participation du prolétariat à la lutte contre l'autocratie, mais seulement une participation qui ne tourne pas à la domination du prolétariat et de la paysannerie, une participation qui n'élimine pas entièrement les anciens organismes du pouvoir policier, de l'autocratie et du servage. La bourgeoisie entend conserver ces organismes en les soumettant seulement à son contrôle direct ; ils lui sont nécessaires *contre le prolétariat*, car leur destruction totale faciliterait trop la lutte prolétarienne. Voilà pourquoi les intérêts de la bourgeoisie, en tant que classe, exigent la monarchie et la Chambre haute, exigent que la dictature du peuple révolutionnaire soit rendue impossible. La bourgeoisie dit au prolétariat : lutte contre l'autocratie, mais ne touche pas aux anciens organismes du pouvoir, dont j'ai besoin. Lutte « sur le plan parlementaire », c'est-à-dire dans les limites que je te fixerai, en accord avec la monarchie ; lutte par l'intermédiaire d'organisations, pas d'organisations comme les comités centraux de grève, les

Soviets de députés ouvriers, soldats, etc., mais d'organisations que la loi, édictée par moi en accord avec la monarchie, reconnaît, délimite et rend inoffensives à l'égard du Capital.

On comprend dès lors pourquoi la bourgeoisie parle avec mépris, avec dédain, avec colère, avec haine, de la période de « tourmente », mais avec extase, avec ravissement, avec l'amour infini de la petite bourgeoisie... pour la réaction, de la période constitutionnelle défendue par Doubassov. C'est toujours la même marque distinctive, constante et invariable, des cadets : le désir de s'appuyer sur le peuple et la crainte de son initiative révolutionnaire.

On comprend aussi pourquoi la bourgeoisie craint plus que le feu la reprise de la « tourmente », pourquoi elle méconnaît et escamote les éléments d'une nouvelle crise révolutionnaire, pourquoi elle entretient et répand dans le peuple les illusions constitutionnelles.

Maintenant nous avons largement expliqué pourquoi Monsieur Blank et ses semblables proclament que pendant la période de la « tourmente » furent oubliés les principes et les idées marxistes. Monsieur Blank, comme tous les petits-bourgeois, admet le marxisme *à l'exclusion* de son contenu révolutionnaire, il admet les méthodes social-démocrates de lutte *à l'exclusion* de celles qui sont les plus révolutionnaires et les plus directement révolutionnaires.

L'attitude de Monsieur Blank à l'égard de la période de « tourmente » est au plus haut point caractéristique en tant qu'exemple de l'incompréhension des mouvements prolétariens par la bourgeoisie, de la crainte bourgeoise de la lutte âpre et décisive, de la haine bourgeoise pour toutes les manifestations de la méthode rigide de règlement des problèmes sociaux et historiques, qui brise les anciennes institutions et qui est révolutionnaire au sens propre du mot. Monsieur Blank s'est trahi, il a dévoilé du coup son esprit borné de bourgeois. Il a entendu dire et lu que, pendant la période de tourmente, les social-démocrates avaient commis des « erreurs », il s'est empressé de conclure et de déclarer avec aplomb, sans appel, gratuitement, que tous les « principes » du marxisme (dont il n'a pas la moindre idée !) furent oubliés. Nous ferons remarquer au sujet de ces « erreurs » : a-t-il jamais existé une période, dans

le développement du mouvement ouvrier, dans le développement de la social-démocratie, au cours de laquelle telles ou telles erreurs n'aient pas été commises ? au cours de laquelle on n'ait pas observé des oscillations vers la droite ou vers la gauche ? l'histoire de la période parlementaire de la lutte de la social-démocratie d'Allemagne, période qui, pour les bourgeois bornés du monde entier, semble marquer l'extrême, l'insurpassable limite, n'est-elle pas remplie de telles erreurs ? Si Monsieur Blank n'était pas totalement ignorant des questions du socialisme, il se souviendrait aisément de Mülberger et de Dühring, de la question de Dampfersubvention [63], des « jeunes » [64], de la bernsteiniade, et bien d'autres choses encore. Mais l'important pour lui, ce n'est pas l'étude du développement réel de la social-démocratie, il lui suffit d'amoindrir l'ampleur de la lutte prolétarienne pour glorifier l'indigence bourgeoise de son parti cadet.

En réalité, si nous examinons les choses du point de vue de la déviation de la social-démocratie de sa voie habituelle, « normale », nous verrons que, sous ce rapport également, la période de « tourmente révolutionnaire » atteste une cohésion et une intégrité idéologique de la social-démocratie *plus grandes*, et non pas moindres, par rapport à la période précédente. La tactique de la période de « tourmente » n'a pas écarté, mais bien rapproché les deux ailes de la social-démocratie. A la place des divergences antérieures, s'est créée une unité de vue sur la question de l'insurrection armée. Les social-démocrates des deux fractions ont travaillé au sein des Soviets des députés ouvriers, ces organismes de caractère original du pouvoir révolutionnaire embryonnaire, y ont fait entrer les soldats et les paysans, ont publié des manifestes révolutionnaires conjointement avec les partis révolutionnaires petits-bourgeois. Les anciennes discussions de la période d'avant la révolution ont fait place à la solidarité dans les questions pratiques. La montée de la vague révolutionnaire refoulait les dissentiments, obligeant d'accepter une tactique de combat, écartant la question de la Douma, mettant à l'ordre du jour celle de l'insurrection, rapprochant pour une action immédiate la social-démocratie et la démocratie bourgeoise révolutionnaire. Dans le *Séverny Golos* [65], menchéviks et bolché-

viks appelaient ensemble à la grève et à l'insurrection, invitaient les ouvriers à ne pas cesser la lutte tant que le pouvoir ne serait pas entre leurs mains. L'ambiance révolutionnaire dictait elle-même les mots d'ordre pratiques. Les discussions ne portaient que sur des détails de l'appréciation des événements. Le *Natchalo* [66], par exemple, considérait les Soviets des députés ouvriers comme des organismes d'auto-administration révolutionnaire ; la *Novaïa Jizn* [67] y voyait les organismes embryonnaires du pouvoir révolutionnaire unissant le prolétariat et la démocratie révolutionnaire. Le *Natchalo* penchait vers la dictature du prolétariat. La *Novaïa Jizn* s'en tenait au point de vue de la dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie. Mais ne constatons-nous pas de semblables divergences de vues au sein de la social-démocratie à tous les moments du développement de tous les partis socialistes d'Europe ?

Non, la déformation des choses par Monsieur Blank, sa falsification flagrante de l'histoire d'hier s'expliquent uniquement par le fait que nous sommes en présence d'un spécimen de la banalité bourgeoise, individu infatué de lui-même, pour qui les périodes de tourmente révolutionnaire sont de la folie (« tous les principes sont oubliés », « la pensée elle-même et le bon sens disparaissent presque entièrement »), alors que les périodes d'écrasement de la révolution et de « progrès » petit-bourgeois (protégé par les Doubassov) sont des époques d'activité raisonnable, consciente et systématique. Cette appréciation comparative des deux périodes (celle de la « tourmente » et celle des cadets) forme la trame de tout l'article de Monsieur Blank. Quand l'histoire de l'humanité avance à la vitesse d'une locomotive, c'est la « tourmente », le « torrent », la « disparition » de tous les « principes et idées ». Quand l'histoire se meut à la vitesse d'un char à bœufs, alors, c'est la raison et les plans longuement mûris. Quand les masses populaires elles-mêmes, avec leur mentalité élémentaire toute neuve, leur esprit de décision simple et rude, commencent à faire l'histoire, à traduire directement et immédiatement dans les faits les « principes et les théories », alors le bourgeois prend peur et hurle que « la raison recule à l'arrière-plan » (n'est-ce pas le contraire, ô héros de la

petite-bourgeoisie ? n'est-ce pas précisément à ces moments-là qu'apparaît dans l'histoire la sagesse des masses au lieu de celle de personnalités isolées ? n'est-ce pas alors que la sagesse des masses devient une force vivante et valable au lieu d'une force abstraite ?) Quand le mouvement spontané des masses est écrasé par des fusillades, des exécutions, des bastonnades, le chômage et la faim, quand de toutes les lézardes sortent les punaises de la science professorale entretenue par Doubassov, et qu'elles se mettent à régler les affaires *pour* le peuple et *au nom des masses*, vendant et trahissant les intérêts de celles-ci en faveur d'une poignée de privilégiés, alors il semble aux chevaliers de la petite bourgeoisie que commence l'ère du progrès calme et paisible, que « vient le tour de la pensée et de la raison ». Le bourgeois reste toujours et partout fidèle à lui-même ; que vous preniez la *Poliarnaïa Zvezda* ou *Nacha Jizn* [68], que vous lisiez Strouvé ou Blank, c'est partout la même chose, c'est partout cette appréciation bornée, professorale et pédante, figée et bureaucratique, des périodes révolutionnaires et réformistes. Les premières sont des périodes de folie, « tolle Jahre », de disparition de la pensée et de la raison. Les secondes sont celles d'une activité « consciente et systématique ».

N'interprétez pas mes paroles de travers, ne dites pas que je parle ici de la préférence de MM. Blank et Cie pour telle ou telle période. Il ne s'agit pas du tout de préférence : la succession des périodes de l'histoire ne dépend pas de nos préférences subjectives. Le fait est que, dans *l'analyse des particularités* de telle ou telle période (tout à fait indépendamment de nos préférences ou de nos sympathies), Messieurs Blank et Cie *déforment la vérité* avec impudence. Le fait est que précisément les périodes révolutionnaires se caractérisent par une plus vaste envergure, par une plus grande richesse, une plus haute conscience, un plus grand esprit de méthode et de systématisation, une plus grande hardiesse et un plus grand éclat de la création historique, comparativement aux périodes de progrès petit-bourgeois, cadet et réformiste. Or, MM. Blank et Cie présentent les choses à l'envers ! Ils voudraient faire passer l'indigence pour la richesse de la création historique. Ils considèrent l'absence d'activité des masses écrasées ou

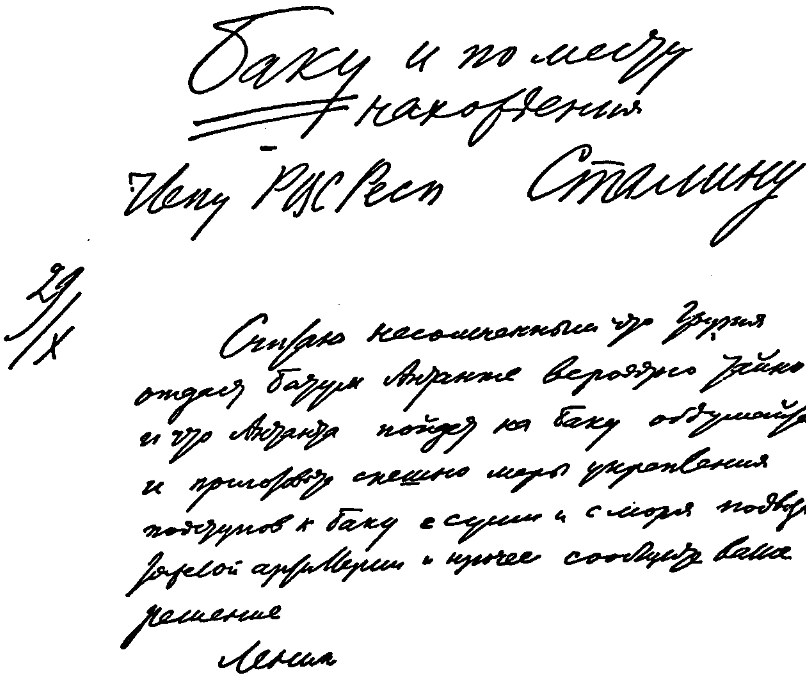
opprimées, comme le triomphe de « l'esprit de système » dans l'activité des fonctionnaires, des bourgeois. Ils crient à la disparition de la pensée et de la raison quand le découpage bureaucratique des projets de lois par des ronds-de-cuir de tout acabit par des « penny-a-liners » libéraux, est remplacé par une période d'action politique directe du « bas peuple » qui brise bel et bien, carrément, immédiatement, les organismes d'oppression du peuple, s'empare du pouvoir, prend ce qui était considéré comme la propriété de toutes sortes d'exploiteurs du peuple, en un mot, quand s'éveillent précisément la pensée et la raison de millions d'opprimés, non pas seulement pour la lecture de brochures, mais pour l'action, pour l'action vivante, humaine, pour la création historique » [69].

Telles étaient en Russie, en 1905-1906, les discussions sur la dictature.

Les Dittmann, les Kautsky, les Crispien, les Hilferding en Allemagne, les Longuet et Cie en France, les Turati et ses amis en Italie, les MacDonald et les Snowden en Grande-Bretagne, etc., jugent en fait de la dictature exactement comme en jugeaient Monsieur R. Blank et les cadets en 1905 en Russie. Ils ne comprennent pas ce qu'est la dictature, ils ne savent pas la préparer, ils sont incapables de la comprendre et de la réaliser.

20 octobre 1920

*Publié en 1920* *Conforme au manuscrit*



Баку и по месту нахождения

Члену РВС Респ Сталину

29/X

Считаю несомненным что Грузия отдаст Батум Антанте вероятно тайно и что Антанта пойдет на Баку обдумайте и примите спешно меры укрепления подступов к Баку с суши и с моря подвоз тяжелой артиллерии и прочее сообщите ваше решение

Ленин

**Manuscrit du télégramme de V. Lénine à J. Staline.**
**29 octobre 1920**

***Réduction***

# TELEGRAMME A J. STALINE[70]

A Staline, membre du Conseil Militaire
Révolutionnaire de la République
*Bakou* (faire suivre)

29 octobre

Je considère comme hors de doute que la Géorgie va livrer Batoum à l'Entente, probablement en secret et que l'Entente va marcher sur Bakou. Etudiez et mettez au point d'urgence les mesures de fortification des accès de Bakou, par terre et par mer, d'acheminement d'artillerie lourde, etc. Communiquez vos décisions.

*Lénine*

*Rédigé le 29 octobre 1920*
*Publié pour la première fois en 1942*

*Conforme au manuscrit*

# DISCOURS A LA CONFERENCE DE RUSSIE DES DIRECTIONS DE L'ENSEIGNEMENT POLITIQUE AUPRES DES SECTIONS DE PROVINCE ET DE DISTRICT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE 3 NOVEMBRE 1920

Camarades, permettez-moi de vous faire part de quelques idées, dont certaines ont été abordées au Comité central du Parti communiste et au Conseil des Commissaires du Peuple lors de la discussion sur l'organisation de la Direction centrale de l'Enseignement politique, et dont les autres se sont présentées à mon esprit à l'occasion du projet déposé au Conseil des Commissaires du Peuple. Ce projet a été adopté hier comme base générale, il sera encore discuté dans ses détails.

Je me permettrai seulement de faire remarquer, pour ma part, que j'ai d'abord été très hostile au changement de nom de votre institution. A mon avis, la tâche du Commissariat de l'Instruction publique est d'aider les gens à apprendre eux-mêmes et à enseigner aux autres. Mon expérience soviétique m'a habitué à considérer les variations de noms comme des plaisanteries d'enfants, chaque nouvelle appellation n'en est-elle pas une ? Voilà que celle-ci est déjà adoptée : Direction centrale de l'Enseignement politique.

La question étant réglée, veuillez ne considérer ma remarque que comme une remarque personnelle. Si l'affaire ne se borne pas à un changement d'étiquette, on ne pourra que s'en féliciter.

Si nous parvenons à nous assurer le concours de nouveaux collaborateurs pour le travail éducatif et culturel, il ne s'agira plus seulement d'une appellation nouvelle, et nous pourrons alors nous réconcilier avec la propension « soviétique » à coller des étiquettes sur toute nouvelle entreprise et sur toute nouvelle institution. Si nous réussissons, nous aurons obtenu beaucoup plus que ce qui a été obtenu jusqu'à présent.

Le problème essentiel, celui qui doit obliger les camarades à participer à notre travail commun d'enseignement et d'éducation, c'est celui de la liaison de l'enseignement avec notre politique. Le titre peut préjuger de quelque chose, s'il en est besoin, car sur toute la ligne de notre travail éducatif, nous ne pouvons pas nous placer sur les anciennes positions de l'apolitisme dans l'enseignement, nous ne pouvons pas organiser le travail éducatif en dehors de la politique.

Cette conception a prédominé et prédomine encore dans la société bourgeoise. L'enseignement « apolitique » ou « non politique » est une hypocrisie bourgeoise destinée à duper les masses qui, dans la proportion de 99%, sont avilies par le règne de l'Eglise, de la propriété privée, etc. Dominant actuellement dans tous les pays encore bourgeois, la bourgeoisie s'attache à tromper ainsi les masses.

Et plus une institution a d'importance dans ces pays, moins elle est indépendante à l'égard du capital et de sa politique.

Dans tous les Etats bourgeois, la liaison entre l'appareil politique et l'enseignement est extrêmement forte, bien que la société bourgeoise ne puisse en convenir ouvertement. Mais cette société travaille les masses par l'intermédiaire de l'église, de tout le système de la propriété privée.

Notre tâche essentielle consiste, entre autres, à opposer notre vérité et à l'imposer comme contre-poids à la « vérité » bourgeoise.

La transition de la société bourgeoise à la politique du prolétariat est très difficile, d'autant plus difficile que la bourgeoisie nous calomnie constamment en mettant en branle tout son appareil de propagande et d'agitation. Elle cherche à estomper le plus possible la mission importante de la dictature du prolétariat, sa mission d'éducation,

particulièrement importante en Russie où le prolétariat ne forme qu'une minorité de la population. Or, cette mission doit être avancée au premier plan, car il nous faut préparer les masses à bâtir le socialisme. Il ne saurait être question de la dictature du prolétariat si, dans la lutte contre la bourgeoisie, le prolétariat ne s'était pas forgé une haute conscience, une forte discipline, un grand esprit de sacrifice, c'est-à-dire toutes les qualités requises pour assurer la victoire totale du prolétariat sur son ennemi de toujours.

Nous ne partageons pas le point de vue utopique selon lequel les masses travailleuses seraient prêtes pour la société socialiste. D'après les données précises de toute l'histoire du socialisme ouvrier, nous savons qu'il n'en est pas ainsi, que seule la grande industrie, la lutte gréviste, l'organisation sur le plan politique permettent de préparer le socialisme. Pour remporter la victoire, pour accomplir la révolution socialiste, le prolétariat doit être capable d'une action solidaire, capable de renverser les exploiteurs. Nous voyons maintenant qu'il a acquis toutes les qualités requises et qu'il les a traduites dans les faits quand il a conquis son pouvoir.

La tâche essentielle des travailleurs de l'enseignement et du Parti communiste, avant-garde dans la lutte, doit être de contribuer à l'éducation et à l'instruction des masses travailleuses, afin de surmonter les anciennes habitudes, les vieilles routines héritées de l'ancien régime, routines et habitudes de propriétaires, qui ont profondément imprégné les masses. Cette tâche essentielle de toute révolution socialiste ne doit jamais être négligée lors de l'examen des questions particulières qui, pendant si longtemps, ont retenu l'attention du Comité central du Parti et du Conseil des Commissaires du Peuple. Quelle structure donner à la Direction centrale de l'Enseignement politique, comment l'intégrer aux diverses institutions, comment la rattacher non seulement au centre mais également aux organismes locaux, des camarades plus compétents en la matière, possédant une plus grande expérience et ayant étudié spécialement la question nous répondront là-dessus. Je voudrais simplement souligner les principes essentiels du problème. Nous ne pouvons manquer de poser la question ouvertement, en affirmant publiquement, contraire-

ment au mensonge d'autrefois, que l'enseignement ne peut qu'être lié à la politique.

Nous vivons à l'époque historique de la lutte contre la bourgeoisie mondiale, qui est beaucoup, beaucoup plus forte que nous. En un tel moment, nous devons défendre l'édification révolutionnaire, combattre la bourgeoisie par les armes et, encore davantage, sur le plan idéologique, par l'éducation, afin que les habitudes, les usages et les convictions que la classe ouvrière a acquises durant des dizaines d'années de lutte pour sa liberté politique, afin que l'ensemble de ces habitudes, coutumes et idées deviennent les moyens d'éducation de tous les travailleurs ; et c'est le prolétariat qui doit résoudre la question des moyens à employer. Il est indispensable d'inculquer aux masses qu'il est impossible, qu'il est inadmissible de rester à l'écart de la lutte du prolétariat, lutte qui embrasse aujourd'hui, et de plus en plus, tous les pays capitalistes, de rester à l'écart de la politique internationale. La coalition de tous les pays capitalistes puissants du monde contre la Russie des Soviets, telle est la base véritable de la politique internationale actuelle. Et il faut reconnaître que le sort de centaines de millions de travailleurs des pays capitalistes en dépend. Car, à l'heure actuelle, il n'y a pas un coin de terre qui ne soit soumis à la domination d'une poignée de pays capitalistes. La situation est donc telle qu'il faut ou bien rester à l'écart de la lutte en cours et faire ainsi preuve d'une inconscience totale, comme ces ignorants demeurés à l'écart de la révolution et de la guerre, et qui ne voient pas que la bourgeoisie dupe les masses et les laisse sciemment dans l'ignorance, ou bien engager la lutte pour la dictature du prolétariat.

Nous parlons de cette lutte du prolétariat tout à fait ouvertement et chacun doit se placer de ce côté, du nôtre, ou de l'autre côté. Toutes les tentatives de ne se mettre ni d'un côté ni de l'autre aboutissent à la faillite et à la catastrophe.

Considérant les épaves innombrables de l'expérience Kérenski, les épaves des socialistes-révolutionnaires, de la social-démocratie, en la personne des Ioudénitch, des Koltchak, des Pétlioura, des Makhno, etc., nous avons connu dans les différentes régions de la Russie une telle

variété de formes et de nuances de la contre-révolution que nous pouvons nous dire aguerris comme personne et, quand nous jetons un regard sur l'Europe occidentale, nous voyons s'y reproduire les phénomènes que nous avons connus, nous voyons notre histoire s'y répéter. Presque partout, à côté de la bourgeoisie, on trouve des éléments de « kérenskisme ». Ils l'emportent dans toute une série de pays, en Allemagne surtout. On observe partout la même chose : l'impossibilité d'une position intermédiaire quelle qu'elle soit et la claire conscience de la nécessité du choix : ou bien la dictature blanche (la bourgeoisie s'y prépare dans tous les pays d'Europe occidentale en s'armant contre nous) ou bien la dictature du prolétariat. Nous avons si fortement et si profondément fait cette expérience que je n'ai pas à m'étendre sur les communistes russes. Une seule conclusion s'impose dès lors, conclusion qui doit servir de base à toutes les discussions et toutes les thèses relatives à la Direction Centrale de l'Enseignement politique. Avant tout, dans le fonctionnement de cette institution, la primauté de la politique du Parti communiste doit être hautement reconnue. Nous ne connaissons pas d'autre forme et aucun pays n'en a pas encore trouvé. Le parti peut répondre plus ou moins aux intérêts de sa classe. Il subit telles ou telles modifications ou redressements, mais nous ne connaissons pas encore de forme supérieure, et toute la lutte dans la Russie des Soviets qui, durant trois années, a résisté aux assauts de l'impérialisme mondial, est conditionnée par le fait que le Parti se donne à bon escient pour tâche d'aider le prolétariat à remplir son rôle d'éducateur, d'organisateur et de guide, sans quoi l'effondrement du capitalisme est impossible. Les masses laborieuses, les masses paysannes et ouvrières doivent vaincre les anciennes habitudes des intellectuels et se rééduquer en vue de l'édification du communisme, sinon nous ne saurions aborder cette œuvre. Toute notre expérience montre que c'est là une question extrêmement grave, aussi devons-nous avoir toujours présente à l'esprit l'affirmation du rôle dirigeant du Parti et ne point l'oublier lors des discussions sur l'activité de cet organisme et les problèmes d'organisation. Comment réaliser cette tâche, il faudra en parler encore beaucoup, et au Comité central

du Parti et au Conseil des Commissaires du Peuple : le décret qui a été adopté hier a servi de base à la Direction centrale de l'Enseignement politique, mais le Conseil des Commissaires du Peuple n'en a pas encore arrêté tous les termes. Il sera publié ces jours-ci et vous verrez que dans sa rédaction définitive il ne comporte aucune déclaration directe sur les rapports avec le Parti.

Mais nous devons savoir et ne jamais oublier que la constitution juridique et pratique de la République des Soviets repose sur le fait que le Parti rectifie, prescrit et bâtit tout à partir d'un principe unique, afin que les éléments communistes, liés au prolétariat, puissent imprégner celui-ci de leur esprit, le soumettre à ses directives, le libérer du mensonge bourgeois que nous cherchons depuis si longtemps à éliminer. Le Commissariat du Peuple à l'Instruction publique a dû soutenir une longue lutte ; l'organisation des instituteurs a, pendant très longtemps, combattu la révolution socialiste. Dans ce milieu des enseignants, les préjugés bourgeois sont particulièrement enracinés. La lutte y a été longue, sous forme de sabotage direct, sous forme d'une résistance tenace des préjugés bourgeois, et il nous faut y conquérir, pas à pas, les positions du communisme. Pour la Direction centrale de l'Enseignement politique, qui travaille dans le domaine de l'enseignement extra-scolaire, qui doit résoudre les problèmes que pose cet enseignement et éduquer les masses, la tâche apparaît clairement : soumettre à la direction du Parti cette gigantesque institution, cette armée d'un demi-million d'enseignants, aujourd'hui au service de l'ouvrier, l'imprégner de son esprit, l'animer de l'ardeur de son initiative. Le corps enseignant, les instituteurs ont été élevés dans le sens des habitudes et des préjugés bourgeois, dans un esprit hostile au prolétariat, ils n'avaient absolument aucun lien avec lui. Nous devons maintenant former une armée nouvelle de pédagogues et d'enseignants qui devront être étroitement liés au Parti et à ses idées, qui devront être imprégnés de son esprit, qui devront rallier les masses ouvrières, leur insuffler l'esprit communiste, les intéresser à l'œuvre des communistes.

Puisqu'il faut briser avec les habitudes, les coutumes et les conceptions d'autrefois, la Direction centrale de l'En-

seignement politique et ses collaborateurs ont à résoudre un problème de la plus haute importance et sur lequel ils doivent porter avant tout leur attention. Nous sommes en effet, devant le problème suivant : comment lier le corps enseignant, en sa majorité de formation ancienne, aux membres du Parti, aux communistes ? C'est une question extrêmement difficile, à laquelle il faut réfléchir encore et encore.

Examinons les moyens d'établir des liens d'organisation entre des hommes aussi différents. Sur le plan des principes, il ne peut pas y avoir de doute pour nous quant au rôle dirigeant du Parti communiste. Ainsi, le but de la culture politique, de l'instruction politique, est de former de vrais communistes, capables de vaincre le mensonge et les préjugés et d'aider les masses travailleuses à vaincre l'ancien régime et à bâtir un Etat sans capitalistes, sans exploiteurs et sans propriétaires fonciers. Mais comment s'y prendre ? Ce n'est réalisable que si nous acquérons toute la somme de connaissances que les enseignants ont héritées de la bourgeoisie. Sans cela, toutes les conquêtes techniques des communistes seraient impossibles et il serait vain d'y songer. Alors, comment donc les lier sur le terrain d'organisation, ces travailleurs qui ne sont pas habitués à faire cadrer leur activité avec la politique, et en particulier avec la politique qui nous est nécessaire, c'est-à-dire nécessaire au communisme ? C'est, je l'ai dit, une tâche très ardue. Nous en avons discuté aussi au Comité central, et, lors de la discussion, nous nous sommes efforcés de tenir compte des indications accumulées par l'expérience, et nous pensons qu'un congrès comme celui où je parle maintenant, une conférence comme la vôtre, aura sous ce rapport une très grande importance. Chaque comité du parti doit désormais considérer sous un angle nouveau tout propagandiste que l'on considérait jusqu'à présent comme un homme appartenant à un cercle donné, à une organisation déterminée. Chacun d'eux appartient au parti qui gouverne, qui dirige tout l'Etat et la lutte mondiale de la Russie des Soviets contre le régime bourgeois. Il représente la classe en lutte et le parti qui domine et doit dominer l'énorme machine d'Etat. De très nombreux communistes, qui ont été à la dure école du travail illégal, éprouvés et

trempés dans la lutte, ne veulent ni ne peuvent comprendre l'importance de ce changement, de ce bouleversement qui d'un agitateur-propagandiste fait un dirigeant d'agitateurs, un dirigeant d'une immense organisation politique. Qu'on lui donne, en la circonstance, tel ou tel nom, voire celui fort délicat de directeur des écoles populaires, cela n'a pas tant d'importance, ce qui importe, c'est qu'il sache diriger la masse des enseignants.

Il faut le dire, les centaines de milliers d'instituteurs forment l'appareil qui doit faire avancer le travail, stimuler la pensée, lutter contre les préjugés qui existent encore dans les masses. L'héritage de la culture capitaliste, le fait que la foule des instituteurs est imprégnée de ses défauts et que, par là-même, elle ne saurait être communiste, ne peuvent cependant pas nous empêcher d'intégrer ces maîtres dans les rangs des travailleurs de l'enseignement politique, étant donné qu'ils possèdent des connaissances sans lesquelles nous ne saurions atteindre notre but.

Nous devons mettre au service de l'enseignement communiste des centaines de milliers d'hommes utiles. C'est un problème qui a déjà été résolu au front, dans notre Armée Rouge, où ont été incorporés des dizaines de milliers de représentants de l'ancienne armée. Un long processus de rééducation les a fondus avec l'Armée Rouge, et leurs victoires en ont, finalement, administré la preuve. Dans notre œuvre culturelle et éducative, nous devons suivre cet exemple. Moins brillante, il est vrai, cette œuvre est plus importante encore. Chaque agitateur et chaque propagandiste nous est nécessaire, il s'acquitte de sa tâche quand il travaille strictement dans l'esprit du Parti, mais ne s'en tient pas à l'action au sein de ce dernier et se souvient qu'il lui appartient de diriger les centaines de milliers de membres du corps enseignant, de les intéresser, de vaincre leurs vieux préjugés bourgeois, de les faire participer à l'œuvre que nous accomplissons, de leur donner conscience de l'immensité de cette œuvre ; ce n'est qu'en nous attaquant à ce travail que nous pourrons orienter dans la bonne voie toute cette masse que le capitalisme opprimait et écartait de nous.

Telles sont les tâches dévolues à chaque agitateur, à chaque propagandiste qui travaille en marge de l'école

et il ne doit jamais les perdre de vue. Leur réalisation comporte une foule de difficultés pratiques, mais vous devez aider le communisme et devenir les représentants et les dirigeants non seulement des cercles du parti, mais de tout le pouvoir d'Etat exercé par la classe ouvrière.

Briser la résistance des capitalistes, non seulement militaire et politique, mais également idéologique, résistance la plus profonde et la plus puissante, telle est notre tâche. Il revient à nos travailleurs de l'enseignement de procéder à cette rééducation des masses. L'intérêt qu'elles manifestent, leur aspiration à l'instruction et à la connaissance du communisme sont le gage de notre victoire aussi dans ce domaine, peut-être moins rapide qu'au front, plus difficile peut-être, interrompue même par des revers, mais c'est nous, en fin de compte, qui vaincrons.

Je voudrais, pour terminer, m'arrêter encore sur un point : les termes de « Direction centrale de l'Enseignement politique » ne sont peut-être pas bien compris. Si la politique y est mentionnée, c'est que la politique y est l'essentiel.

Mais comment comprendre la politique ? Si l'on prend ce mot dans son acception ancienne, on peut commettre une grave, une lourde erreur. La politique, c'est la lutte entre les classes ; la politique, c'est le comportement du prolétariat en lutte pour sa libération, contre la bourgeoisie mondiale. Mais dans notre lutte il faut distinguer deux aspects du problème : d'une part, la tâche de détruire l'héritage du régime bourgeois, de faire échec aux tentatives réitérées de la bourgeoisie tout entière qui veut briser le pouvoir des Soviets. Jusqu'à présent, c'est cette tâche qui a le plus accaparé notre attention et qui nous a empêchés de passer à la seconde tâche, celle de l'édification. Dans la conception bourgeoise du monde, la politique était comme détachée de l'économie. La bourgeoisie disait : paysans, travaillez pour pouvoir subsister, ouvriers, travaillez pour acquérir sur le marché ce qui est indispensable pour vivre, mais la politique économique, ce sont vos patrons qui s'en occupent. Mais il n'en est pas ainsi, la politique doit être l'affaire du peuple, l'affaire du prolétariat. Ici, il est indispensable de souligner que les 9/10 de notre temps et de notre activité sont consacrés à la lutte contre la bour-

geoisie. Les victoires sur Wrangel, que nous avons apprises hier et dont vous lirez des nouvelles aujourd'hui et probablement demain, montrent qu'une étape de la lutte touche à sa fin, que nous avons conquis la paix avec toute une série de pays occidentaux. Or, chaque victoire sur le plan militaire libère nos forces pour la lutte sur le plan intérieur, pour la politique d'édification de l'Etat. Tout pas qui nous rapproche de la victoire sur les gardes blancs déplace progressivement le centre de gravité de la lutte vers la politique économique. La propagande de type ancien dit ce qu'est le communisme, en donne des exemples. Elle n'est plus bonne à rien maintenant qu'il faut montrer pratiquement comment on doit bâtir le socialisme. Toute notre propagande doit être fondée sur l'expérience politique de l'édification économique. C'est là notre tâche essentielle, et si quelqu'un s'avisait de prendre le mot dans son acception ancienne, il serait en retard et ne pourrait pas mener à bien son travail de propagande parmi la masse des ouvriers et des paysans. Notre politique principale, aujourd'hui, doit être l'édification économique de l'Etat, afin d'accumuler plus de blé, de produire plus de charbon, d'employer au mieux ce blé et ce charbon, pour qu'il n'y ait plus d'affamés. Voilà ce que doit être notre politique. Et tout notre travail d'agitation et de propagande doit reposer là-dessus. Il faut moins de beaux discours, car ce n'est pas avec de beaux discours que vous contenterez les travailleurs. Dès que la guerre nous aura permis de déplacer le centre de gravité de la lutte contre la bourgeoisie, contre Wrangel, contre les gardes blancs, nous nous tournerons vers la politique économique. Et l'agitation et la propagande y joueront un rôle énorme et sans cesse croissant.

Chaque agitateur doit être un dirigeant de l'Etat, un dirigeant de la masse des ouvriers et des paysans dans le domaine de l'édification économique. Il doit leur dire ce qu'il faut savoir, quelle brochure, quel livre ils doivent lire pour devenir des communistes.

C'est comme cela que nous améliorerons notre économie et la rendrons plus solide et plus sociale, que nous augmenterons la production, que nous améliorerons la situation en ce qui concerne le pain, que nous répartirons plus correctement les produits fabriqués, que nous accroîtrons la

production de charbon et rétablirons l'industrie, sans capitalisme ni esprit capitaliste.

En quoi consiste le communisme ? Sa propagande doit être organisée d'une manière telle qu'elle aboutisse à la direction pratique de l'édification de l'Etat. Le communisme doit être accessible aux masses ouvrières comme leur propre affaire. Cette tâche est mal réalisée. L'on y commet beaucoup d'erreurs. Nous ne cherchons pas à le dissimuler, mais ce sont les ouvriers et les paysans eux-mêmes qui doivent, avec notre aide, avec notre concours faible et limité, améliorer et redresser notre appareil ; le communisme n'est plus pour nous un programme, une théorie, une mission, il s'agit de la construction concrète d'aujourd'hui. Et si, dans notre combat, nous nous sommes vu infliger par nos ennemis les pires défaites, ces défaites nous ont instruits et nous avons remporté une victoire totale. Aujourd'hui nous devons tirer les enseignements de chacun de nos revers, nous devons nous souvenir qu'il faut instruire les ouvriers et les paysans par l'exemple du travail déjà accompli. Nous devons montrer ce qui va mal chez nous pour y remédier à l'avenir.

Par l'exemple de cette édification, en le reprenant un grand nombre de fois, nous parviendrons à faire de mauvais dirigeants communistes de véritables bâtisseurs, avant tout dans le domaine de notre économie nationale. Nous atteindrons tous nos objectifs, nous vaincrons tous les obstacles hérités de l'ancien régime et qu'il n'est pas possible d'éliminer d'un seul coup. Il faut rééduquer les masses ; seules la propagande et l'agitation peuvent le faire ; il faut, en premier lieu, faire participer les masses à l'édification de toute la vie économique. Ce doit être l'objet principal et essentiel du travail de chaque agitateur-propagandiste, et quand il l'aura bien compris, son succès sera assuré. (Vifs applaudissements.)

*« Bulletin de la Conférence de Russie des Directions de l'Enseignement politique (1—8 novembre 1920) », Moscou*

*Conforme au texte du « Bulletin »*

# PROJET DE RESOLUTION SUR «LES TACHES DES SYNDICATS ET LES METHODES DE LEUR REALISATION»[71]

Conformément aux décisions du IXe Congrès du Parti communiste de Russie, la Conférence, attirant une fois de plus l'attention des syndicats sur la nécessité d'appliquer inflexiblement ces décisions, indique, en particulier, que ne peut être discutée l'urgente nécessité d'un plan économique unique, exigeant la fixation d'un ordre de priorité des objectifs à atteindre dans le domaine de l'édification économique. Cependant, il convient à l'heure actuelle, ainsi que l'a reconnu la conférence du Parti de septembre 1920, d'entreprendre, progressivement mais inflexiblement, le passage des procédés d'urgence à la normalisation, particulièrement par la mutation des meilleurs organisateurs de certains syndicats et leur affectation au Conseil central des syndicats de Russie, en vue de renforcer celui-ci dans son ensemble, d'améliorer son appareil, de rendre plus systématique le travail de tous les syndicats et d'affermir ainsi le mouvement syndical dans son ensemble.

Cette mesure vise, en particulier, la Centrale des Transports : il y a lieu de mettre fin à son renforcement disproportionné par rapport aux autres syndicats ; et l'excédent des meilleurs éléments devra faire bénéficier l'ensemble du mouvement syndical des méthodes de plus large application de la démocratie, d'esprit d'initiative, de participation à la gestion de l'industrie, de développement de

l'émulation, etc., qui ont donné les meilleurs résultats dans le travail pratique.

Reconnaissant qu'il est absolument indispensable, conformément aux décisions du IX^e Congrès du Parti communiste de Russie, de développer, d'élargir et de renforcer la participation des syndicats à la gestion de la production, la conférence charge le Conseil central des syndicats de Russie de faire immédiatement le bilan de l'expérience acquise en ce domaine par les meilleurs syndicats et entreprises et d'élaborer des instructions aussi détaillées que possible permettant à tous les syndicats de tirer profit de cette expérience et leur faisant un devoir d'utiliser cette expérience d'une manière plus énergique et plus systématique.

Cela concerne notamment l'utilisation des spécialistes.

*Ecrit au début de novembre 1920.* *Conforme au manuscrit*
*Publié pour la première fois*

# A PROPOS DE LA LUTTE AU SEIN DU PARTI SOCIALISTE ITALIEN

*Publié en 1930*

*Conforme au manuscrit*

Dans le n° 213 de la *Pravda* du 25 septembre 1920, a été publiée ma courte « Lettre aux ouvriers allemands et français sur les débats relatifs au Deuxième Congrès de l'Internationale Communiste » [72]. *Avanti !*, organe central du Parti socialiste italien, a reproduit cette lettre le 5 octobre et l'a fait suivre de commentaires sur lesquels il convient de s'arrêter, car ils montrent à l'évidence combien la position prise par le camarade Serrati, directeur d'*Avanti !*, est erronée.

« Les explications de Lénine, lisons-nous, atténuent dans une certaine mesure les conditions draconiennes dictées par des camarades qui ne sont pas tout à fait en mesure, à une telle distance et dans des conditions si différentes, d'apprécier avec justesse les hommes et les situations »...

...« Lénine a laissé de côté une de ses proies : Modigliani »...

... « Maintenant Lénine dit — et nous ne savons pas si c'est en son nom propre ou au nom du Comité exécutif de l'Internationale Communiste — que des exceptions peuvent être faites » (à la règle générale, en accord avec le Comité exécutif).

Les remarques ironiques concernant « la proie », figurée par Modigliani, l'un des réformistes, manquent leur but. Contrairement à l'opinion de Serrati, le fait que je n'ai pas nommé Modigliani (et Longuet) n'est nullement intentionnel. Tels ou tels noms ne sont cités par moi qu'à titre d'exemple, pour caractériser une *tendance* ; quant à la question des *personnalités*, je l'ai laissée et je la laisse de côté, ne me chargeant pas de la résoudre, la considérant comme secondaire et me contentant d'indiquer que

des exceptions sont possibles. Contrairement à ses affirmations, Serrati sait parfaitement (puisqu'il se réfère précisément à mon article de la *Pravda*) que je ne parle et ne puis parler qu'en mon nom, et nullement au nom du Comité exécutif.

Par ses remarques, il cherche à détourner l'attention des lecteurs d'*Avanti !* de la question principale, essentielle, fondamentale, qui est de savoir si l'on peut aujourd'hui tolérer les réformistes au sein du parti italien du prolétariat révolutionnaire. Il dissimule la fausseté de la position qu'il a prise en s'attachant à détourner l'attention de l'essentiel vers le secondaire et l'insignifiant.

Il faut lutter contre cela. Il faut élucider l'essentiel.

Dans cette note comme dans d'autres articles, Serrati parle de l'insuffisance de l'information du Congrès de Moscou (IIe Congrès de l'Internationale Communiste) sur les affaires italiennes. Comme s'il ne s'agissait pas de la lutte de deux tendances radicalement opposées, de la réponse à donner à la question fondamentale de savoir si « l'unité » avec les réformistes est admissible, mais de divergences de vues sur des points dont « Moscou » est insuffisamment informée !

La fausseté criante de ce point de vue — et de cette tentative de détourner l'attention du principal—apparaît le plus clairement dans le *compte rendu officiel* des débats *au sein du Comité central* du Parti socialiste italien. Ces débats eurent lieu seulement quelques jours avant la parution du numéro en question d'*Avanti !*, c'est-à-dire les 28, 29, 30 septembre et 1er octobre, à Milan.

Ils se terminèrent par le vote de deux résolutions, dont l'une peut être qualifiée de communiste, et l'autre, de « centriste », ou évasive, ou défendant, sous une forme voilée, l'union (« l'unité ! ») avec les réformistes. La première l'emporta par 7 voix (Terracini, Gennari, Regent, Tuntar, Casucci, Marziali et Bellone) ; la seconde fut rejetée (5 voix : Baratono, Zanarini, Bacci, Giacomini, Serrati).

La première est d'une clarté et d'une précision remarquables. Elle commence par l'indication que les « conditions actuelles » de la lutte révolutionnaire en Italie exigent « une plus grande homogénéité » du Parti. Il y est dit ensuite que la faculté de rester dans le Parti a été

laissée à tous, à la condition de se soumettre à sa discipline et que cette condition n'a pas été remplie ; que c'est une erreur d'attendre que se soumettent à cette discipline ceux dont les convictions sont contraires aux principes et à la tactique de la IIIe Internationale ; que pour cette raison, après avoir accepté les 21 points des conditions de Moscou, il faut procéder à une « épuration radicale » du Parti, afin d'en *éloigner* les éléments réformistes et opportunistes.

Il n'y a pas de noms, pas de cas particuliers. Mais une ligne politique claire. Les motifs de la décision y sont indiqués d'une façon précise : ce sont des faits concrets de l'histoire du Parti en Italie, des particularités concrètes de sa situation révolutionnaire.

La seconde résolution est un modèle du genre évasif et de la mauvaise diplomatie : nous acceptons les 21 conditions, mais nous considérons que « ces conditions prêtent à des interprétations équivoques », qu'il est « indispensable d'accorder le critère politique de chaque section de la IIIe Internationale Communiste avec les conditions historiques et les particularités concrètes de chaque pays, en les soumettant à l'approbation de cette même Internationale » ; la résolution souligne « la nécessité de maintenir l'unité du Parti socialiste italien sur la base des 21 points »; les cas particuliers d'infraction à la discipline doivent être sévèrement réprimés par le Comité central du Parti.

La résolution communiste porte : la situation révolutionnaire exige une plus grande homogénéité du Parti. Cela est indiscutable. La résolution des défenseurs de « l'unité » avec les réformistes tente d'*éluder* cette vérité indiscutable sans oser la contester.

La résolution communiste porte : la situation en Italie a précisément ceci de particulier que la condition imposant la soumission des réformistes aux décisions du Parti *n'a pas été remplie*. C'est là le nœud de la question. S'il en est ainsi, laisser les réformistes dans le Parti, alors que la situation révolutionnaire générale devient *de plus en plus tendue*, alors que l'on se trouve peut-être même à la veille de batailles révolutionnaires décisives, n'est pas seulement une erreur, *mais c'est aussi un crime*.

Le fait est-il exact ou non ? Les réformistes ont-ils exécuté les décisions du Parti, s'y sont-ils réellement soumis,

ont-ils appliqué sa politique ou non ? La résolution des défenseurs des réformistes ne peut répondre par l'affirmative, elle ne peut contester la réponse négative des communistes, elle se dérobe, elle louvoie, elle biaise, elle se réfère de façon générale aux différentes particularités concrètes des différents pays, elle s'y réfère *pour* éluder « la particularité concrète » la plus importante de l'Italie même, précisément à l'heure actuelle, et pour la présenter sous un faux jour. Car cette particularité concrète de l'Italie est que justement les réformistes se sont révélés en réalité incapables d'exécuter effectivement les décisions du Parti, de poursuivre sa politique dans les faits. Evasive dans cette question fondamentale, la résolution des défenseurs de l'unité avec les réformistes se réfute entièrement elle-même.

Serrati, Baratono, Zanarini, Bacci et Giacomini ont *déjà* démontré par là, avec la plus grande évidence et sans aucune contestation possible, qu'ils ont *radicalement* tort et que leur ligne politique est *radicalement fausse.*

Les débats du Comité central du Parti italien ont fait ressortir avec encore plus d'évidence le caractère totalement erroné de la ligne de Serrati. Les communistes ont justement indiqué que les réformistes, qui restent ce qu'ils sont, ne peuvent que saboter la révolution, comme ils l'ont déjà fait lors du récent mouvement révolutionnaire des ouvriers italiens qui s'emparaient des fabriques.

Toute la question est là ! Comment peut-on se préparer à la révolution, aller au-devant de batailles décisives, quand il y a dans le Parti des hommes qui sabotent la révolution ? Ce n'est pas seulement une faute, c'est un crime.

Et si, comme il le déclare nettement dans sa lettre à *l'Humanité* [73] du 14 octobre, Serrati tablait sur la seule exclusion de Turati *, là également son erreur a *déjà* été

---

* Voici le passage principal de cette lettre : « Nous sommes tous pour les conditions de Moscou. *Il s'agit de leur application.* J'affirme qu'il faut *épurer* le Parti des éléments nuisibles, et j'ai proposé d'exclure Turati, mais que nous ne devons pas perdre les masses des syndicats (profsoïouz en russe) et des coopératives. D'autres veulent une *scission radicale.* Voilà où est le désaccord. » (*L'Humanité* du 14 octobre. Les mots soulignés le sont par Serrati.)

dénoncée *par les faits*. Car les réformistes italiens ne se sont pas seulement réunis en un congrès fractionnel (à Reggio d'Emilie, le 11 octobre 1920), ils n'y ont pas seulement répété l'essentiel de leurs conceptions réformistes, n'y ont pas seulement fait une ovation triomphale à Philippo Turati, ils ont encore déclaré, par la bouche de Trèves : « Ou bien nous resterons au Parti ou bien nous en partirons tous ensemble. » Notons à ce propos que la presse bourgeoise et les réformistes eux-mêmes se sont efforcés de grossir par tous les moyens l'importance de ce congrès fractionnel. Mais nous lisons bel et bien dans *Avanti !* du 13 octobre (édition de Milan) que les réformistes n'ont réuni que les représentants de 200 sections d'un parti qui en compte *des milliers* !

Mais arrêtons-nous plus longuement sur le principal argument de fond de Serrati. Il redoute une scission qui affaiblirait le parti, et, en particulier, les syndicats, les coopératives, les municipalités. Ne point ruiner ces institutions indispensables à l'édification du socialisme, telle est son idée maîtresse. « Où prendrons-nous, dit-il (*Avanti !* du 2 octobre 1920, édition de Milan), assez de « communistes », ne serait-ce que parmi les plus ardents communistes de la dernière heure, pour occuper tous ces postes responsables dont nous aurons chassé les titulaires suivant la proposition de Terracini ? » Et c'est la même idée que l'on retrouve dans la revue *le Communisme* (n° 24, page 1627) dirigée par le camarade Serrati, dans son article sur le IIe Congrès de la IIIe Internationale : « Imaginez-vous la commune de Milan (c'est-à-dire l'administration municipale de Milan) dirigée par des hommes sans compétence, par des novices qui se disent depuis la veille des communistes ardents ! ».

Serrati redoute la destruction des syndicats, des coopératives, des municipalités, le manque de savoir et les erreurs des hommes nouveaux.

Les communistes, eux, redoutent le sabotage de la révolution par les réformistes.

Cette confrontation démontre l'erreur de principe que commet Serrati. Il répète toujours la même idée : il est indispensable d'avoir une tactique souple. L'idée est indiscutable. Cependant la vérité est que Serrati *pousse à droite*

alors qu'il faut *pousser à gauche* dans la situation actuelle de l'Italie. Pour accomplir victorieusement la révolution et la maintenir, le Parti italien doit faire encore un *certain pas vers la gauche* (sans pour autant se lier les mains et sans oublier que les circonstances peuvent très bien par la suite imposer certains pas vers la droite).

Si l'on conserve dans ses rangs des réformistes, des menchéviks, la révolution prolétarienne *ne peut* vaincre et *ne peut* se maintenir. C'est une évidence de principe. Et cela est confirmé avec éclat par l'expérience de la Russie et de la Hongrie. C'est là une considération décisive. Comparer à ce danger celui des « pertes » ou des insuccès, des erreurs, de la faillite des syndicats, des coopératives, des municipalités, etc., est tout simplement ridicule, et ce n'est pas seulement ridicule, c'est également criminel. Jouer le sort même de la révolution pour des considérations relatives aux revers éventuels dans la gestion municipale de Milan, etc., c'est perdre tout à fait la tête, ne rien comprendre à la tâche fondamentale de la révolution, être absolument incapable de préparer sa victoire.

En Russie, nous avons commis des milliers de fautes, nous avons subi des milliers d'échecs, de pertes, etc., du fait du manque de savoir des novices et de l'incompétence des hommes dans les coopératives, communes, syndicats, etc. Nous ne doutons pas que les autres peuples, plus civilisés, commettront *moins* de ces fautes. Mais, en dépit de toutes nos erreurs, nous avons atteint l'objectif essentiel, la conquête du pouvoir par le prolétariat. Et nous avons maintenu victorieusement ce pouvoir pendant trois ans.

Les fautes signalées par le camarade Serrati sont des points de détail, un million de fois plus faciles à corriger que « l'erreur » qui consiste à tolérer le sabotage de la révolution par les menchéviks et l'échec même de la révolution. Cela va de soi. L'expérience de la Hongrie l'a montré clairement. La nôtre l'a confirmé également ; en trois ans, le pouvoir prolétarien en Russie s'est trouvé *maintes fois* dans des situations tellement difficiles que le régime des Soviets eût *certainement* été abattu si les menchéviks, les réformistes, les démocrates petits-bourgeois

étaient restés dans notre parti ou même en nombre plus ou moins considérable dans les organismes soviétiques centraux, comme le Comité exécutif central.

Serrati n'a pas compris les particularités de cette période de transition que traverse actuellement l'Italie où, de l'aveu général, on s'achemine vers des combats décisifs du prolétariat contre la bourgeoisie, pour la prise du pouvoir d'Etat. Dans un tel moment, il est absolument indispensable non seulement d'éliminer du parti les menchéviks, les réformistes, les partisans de Turati, mais il pourrait même devenir utile d'écarter de tous les postes responsables d'excellents communistes susceptibles d'hésiter et enclins à défendre « l'unité » avec les réformistes.

Voici un exemple frappant. A la veille même de la révolution d'Octobre en Russie et peu après, plusieurs excellents communistes russes commirent une faute que l'on n'évoque plus volontiers chez nous. Pourquoi donc ? Parce qu'il ne sied pas de rappeler sans nécessité particulière des fautes entièrement réparées. Mais il est utile de rappeler cette faute aux ouvriers italiens. Des bolchéviks, des communistes aussi réputés que Zinoviev, Kaménev, Rykov, Noguine, Milioutine, manifestèrent des hésitations pendant la période que je viens d'indiquer ; ils eurent peur que les bolchéviks s'isolent trop, qu'ils s'engagent trop témérairement dans l'insurrection, qu'ils soient trop intransigeants à l'égard d'une partie des menchéviks et des « socialistes-révolutionnaires ». Le conflit s'aggrava au point que ces camarades quittèrent démonstrativement tous les postes de responsabilité dans le parti et les Soviets, à la grande joie des ennemis de la révolution soviétique. L'affaire déclencha une polémique de presse acharnée du Comité central de notre parti contre ceux qui avaient démissionné. Mais au bout de quelques semaines, au bout de quelques mois au plus, tous ces camarades avaient compris leur erreur et repris leur place aux postes les plus responsables du parti et des Soviets.

Il n'est pas difficile de comprendre pourquoi cela s'était produit. A la veille de la révolution et au moment de la lutte la plus acharnée pour sa victoire, la moindre hésitation au sein du parti peut *tout perdre*, faire avorter la

révolution, arracher le pouvoir au prolétariat, parce que ce pouvoir n'est pas encore solide, parce que les assauts qu'il subit sont encore trop violents. Si à un *semblable* moment les chefs hésitants s'éloignent, cela n'affaiblit pas mais renforce le parti, le mouvement ouvrier et la révolution.

Or, l'Italie traverse actuellement un moment *semblable*. Tout le monde voit et reconnaît que la crise révolutionnaire mûrit à l'échelle nationale. Le prolétariat a montré par des actes qu'il est capable de se lever spontanément et de soulever les masses en un puissant mouvement révolutionnaire. Les paysans pauvres ou semi-prolétaires (le camarade Serrati a pris la mauvaise habitude de mettre un point d'interrogation après ce mot ; c'est un terme marxiste juste, il exprime une idée juste, confirmée par les faits en Russie et en Italie, à savoir que les paysans pauvres sont à moitié propriétaires et à moitié prolétaires), les paysans pauvres d'Italie ont montré par des actes qu'ils sont capables de se lever pour la lutte révolutionnaire à la suite du prolétariat. Aujourd'hui, il est indispensable, il est absolument indispensable, pour la victoire de la révolution en Italie, qu'un parti entièrement communiste, *incapable* d'hésiter et de manifester de la faiblesse au moment décisif, devienne véritablement l'avant-garde du prolétariat révolutionnaire; un parti qui réunisse le plus grand fanatisme, le plus grand dévouement à la révolution, une énergie, une audace et une décision sans bornes. Il faut vaincre dans une lutte extrêmement difficile, ardue, impliquant de grands sacrifices ; il faut maintenir le pouvoir conquis dans une ambiance incroyablement tendue d'attentats, d'intrigues, de propos malveillants, de calomnies, de pressions, de violences de la bourgeoisie du *monde entier*, au milieu des hésitations les plus dangereuses de toutes sortes de démocrates petits-bourgeois, de partisans de Turati, de « centristes », de social-démocrates, de socialistes, d'anarchistes. A un tel moment et dans de telles conditions le parti doit être cent fois plus ferme, plus résolu, plus hardi, plus inflexible et plus implacable qu'en temps ordinaire ou moins difficile. A un tel moment et dans de telles conditions, le parti sera affermi au centuple, et non point affaibli, si les menchéviks du genre de ceux qui se sont réunis à Reggio d'Emi-

lie le 11 octobre 1920 le quittent complètement, si même d'excellents communistes, tels que le sont probablement les membres de l'actuel Comité central comme Baratono, Zanarini, Bacci, Giacomini et Serrati, en abandonnent la direction.

Il est hors de doute que la majorité des hommes de cette dernière catégorie, s'ils démissionnaient actuellement, reviendraient bien vite, ayant compris leur erreur après la victoire du prolétariat et son affermissement. Il est même probable qu'une partie des menchéviks italiens, des partisans de Turati, reviendrait aussi et serait accueillie dans le parti après le période des plus grandes difficultés, comme nous est revenue maintenant (nous avons vécu trois dures années depuis la révolution) une partie des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires qui, en 1917-1918, se trouvaient de l'autre côté de la barricade.

Le prolétariat révolutionnaire italien va connaître une période de luttes non seulement extrêmement difficiles, comme je l'ai dit, mais vraiment les plus difficiles. Le plus dur reste à faire. Je considérerais comme de la légèreté et comme un crime de vouloir ignorer ces difficultés. Je m'étonne que le camarade Serrati ait pu publier sans y faire d'objection dans sa revue *le Communisme* (n° 24, des 15-30 septembre 1920) un article aussi superficiel que celui de G. K. : « Serons-nous soumis au blocus ? ». Contrairement à l'auteur, je pense personnellement que si le prolétariat remporte la victoire, le blocus de l'Italie par la Grande-Bretagne, la France et l'Amérique est à la fois possible et probable. A mon avis, le camarade Graziadei a bien mieux posé la question du blocus dans son discours à la réunion du Comité central du Parti italien (voir *Avanti !* du 1er octobre 1920, édition de Milan). Il a reconnu que la question du blocus était «très grave» («problema gravissimo»). Il a indiqué que la Russie avait pu tenir en dépit du blocus, d'une part à cause de la faible densité de sa population, d'autre part à cause de l'immensité de son territoire ; que la révolution en Italie « ne saurait résister longtemps si elle ne devait pas se coordonner avec celle d'un autre pays d'Europe centrale » ; qu'« une telle coordination est difficile, mais non impossible », car toute l'Europe continentale traverse une période révolutionnaire.

C'est dit en termes très prudents, mais justes. J'ajouterais seulement qu'une *certaine* coordination, sans doute encore insuffisante, sans doute incomplète, est *assurée* à l'Italie et qu'il faudra *lutter* pour parvenir à une coordination *totale*. Les réformistes parlent de l'éventualité du blocus pour saboter la révolution, pour faire craindre la révolution, pour communiquer aux masses *leur propre* panique, leurs craintes, leurs indécisions, leurs hésitations, leurs tergiversations. Les révolutionnaires et les communistes ne doivent pas contester les dangers et les difficultés de la lutte, pour inspirer aux masses *plus* de fermeté ; pour *épurer* le parti des faibles, des hésitants, des instables; pour insuffler à l'ensemble du mouvement plus d'enthousiasme, plus d'internationalisme, plus d'esprit de sacrifice pour une grande cause : hâter la révolution en Grande-Bretagne, en France, en Amérique, *si* ces pays décidaient de pratiquer le blocus contre la République italienne prolétarienne et soviétique.

La question du remplacement des dirigeants expérimentés, réformistes ou « centristes », par des novices n'est pas une question particulière qui ne concerne qu'un seul pays dans une circonstance donnée. C'est une question générale, intéressant toute révolution prolétarienne, et c'est précisément comme telle qu'elle est posée et tranchée d'une manière absolument précise dans la résolution du IIe Congrès de l'Internationale Communiste : « Les tâches fondamentales de l'Internationale Communiste ». Nous y lisons au paragraphe 8 : « La préparation de la dictature du prolétariat exige non seulement l'explication du caractère bourgeois de tout réformisme, ... mais aussi le remplacement des anciens dirigeants par des communistes, absolument dans toutes les organisations prolétariennes, non seulement politiques, mais également professionnelles, coopératives, culturelles, etc. ... Il est indispensable d'éliminer avec cent fois plus d'énergie que jusqu'à ce jour ces représentants de l'aristocratie ouvrière ou des travailleurs embourgeoisés de tous les postes qu'ils occupent et de mettre à leur place des ouvriers, même des plus inexpérimentés, pourvu qu'ils soient liés à la masse exploitée et jouissent de sa confiance dans la lutte contre les exploiteurs. La dictature du prolétariat exigera précisément la désignation de ces ou-

vriers sans expérience aux postes les plus responsables de l'Etat, faute de quoi le pouvoir du gouvernement ouvrier serait impuissant et n'aurait pas l'appui de la masse[74] ».

C'est donc à tort que Serrati nous dit que, dans le parti italien, « tout le monde » est d'accord pour accepter les décisions du congrès communiste. En fait, c'est le contraire que nous voyons.

Dans sa lettre à « *l'Humanité* », que j'ai citée plus haut, Serrati écrit entre autres :

« ... Quant aux derniers événements, il faut savoir que les dirigeants de la Confédération générale du travail (variante italienne du Conseil central des syndicats soviétiques, la direction centrale) ont offert de laisser la direction du mouvement à ceux qui désiraient l'élargir jusqu'à la révolution. Nos camarades de la Confédération générale du travail ont déclaré vouloir demeurer des soldats disciplinés, si les extrémistes prenaient sur eux la direction du soulèvement. Mais ces derniers n'ont pas pris la direction du mouvement »...

De la part de Serrati, il serait extrêmement naïf de prendre cette déclaration des réformistes de la C.G.T. pour argent comptant. En réalité, c'est là une des variétés du sabotage de la révolution, la menace de démission au moment décisif. Il ne s'agit pas du tout de loyauté, mais du fait qu'*il est impossible* de vaincre lors d'une révolution si, à chaque tournant difficile des événements, ses dirigeants ont à faire face aux hésitations, aux tergiversations, aux démissions parmi les « leurs », parmi ceux qui sont à la tête, parmi les « chefs ». Il ne sera peut-être pas inutile au camarade Serrati d'apprendre que, fin septembre 1917, quand la coalition des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires russes avec la bourgeoisie s'effondrait manifestement sur le plan politique, nos socialistes-révolutionnaires eux-mêmes, le parti de Tchernov, écrivaient dans leur journal : « Les bolchéviks seront obligés de former le gouvernement... Qu'ils s'abstiennent donc de faire de vains efforts pour se retrancher derrière des théories bâties à la hâte par eux sur l'impossibilité pour eux de prendre le pouvoir. La démocratie n'acceptera pas ces théories. En même temps, les partisans de la coalition doivent garantir

aux bolchéviks un soutien total » (journal des socialistes-révolutionnaires, journal de leur parti, journal de Tchernov : *Diélo Naroda*, du 21 septembre 1917, cité dans ma brochure « Les bolchéviks garderont-ils le pouvoir ? ». Pétrograd 1917, page 4).

Avoir confiance en la loyauté de telles déclarations serait, de la part des ouvriers révolutionnaires, commettre une erreur aussi fatale que celle qui consiste à faire confiance aux turatiens hongrois, qui promettaient d'appuyer Bela Kun, et qui entraient au Parti communiste où ils devaient se révéler les saboteurs de la révolution, qu'ils perdirent par leurs hésitations.

* *
*

Je résume :

1° Le parti du prolétariat révolutionnaire d'Italie doit faire preuve de la plus grande fermeté, de circonspection, de sang-froid, afin d'apprécier correctement la situation en général, le moment le plus propice en particulier, lors des prochaines batailles décisives de la classe ouvrière d'Italie contre la bourgeoisie pour le pouvoir d'Etat.

2° Toute la propagande et l'agitation de ce parti doivent en même temps s'inspirer de la plus ferme volonté de poursuivre cette lutte à tout prix jusqu'à la victoire finale, avec cohésion, centralisation, héroïsme et abnégation, en éliminant sans pitié les hésitations, l'indécision, les tergiversations dont sont entièrement imprégnés les partisans de Turati.

3° Une propagande comme celle que fait actuellement l'édition de Milan d'*Avanti !*, sous la direction de Serrati, ne prépare pas le prolétariat à la lutte, mais porte la désagrégation dans ses rangs. Dans une situation comme celle d'aujourd'hui, le Comité central du parti doit guider les ouvriers, les préparer à la révolution, combattre les conceptions erronées. On peut (et on doit) le faire tout en permettant à toutes les tendances de s'exprimer. Serrati dirige, mais il dirige dans une mauvaise direction.

4° L'exclusion du parti de tous ceux qui prirent part au Congrès de Reggio d'Emilie du 11 octobre 1920 n'af-

faiblira pas, mais renforcera le parti, car des « chefs » de ce genre ne sont capables que de perdre la révolution « à la manière hongroise », *même en restant loyaux*. Les gardes blancs et la bourgeoisie sauront profiter des hésitations, des tergiversations, des doutes, de l'incertitude, etc., des socialistes, des social-démocrates, etc., même parfaitement « loyaux ».

5° Si des hommes comme Baratono, Zanarini, Bacci, Giacomini, Serrati manifestent des hésitations et démissionnent, il ne faut pas insister auprès d'eux pour qu'ils restent, mais il faut accepter leur démission d'emblée. Ils reviendront après la période de combats décisifs et seront alors plus utiles au prolétariat.

6° Camarades ouvriers italiens, n'oubliez pas la leçon de l'histoire de toutes les révolutions, celles de la Russie et de la Hongrie en 1917-1920. Les plus grandes batailles, les plus grandes difficultés, les plus grands sacrifices attendent le prolétariat italien. De l'issue de ces combats, de la cohésion, de l'esprit de discipline, de l'abnégation des masses ouvrières, dépendent la victoire sur la bourgeoisie, la prise du pouvoir par le prolétariat, le renforcement de la république des Soviets en Italie. La bourgeoisie italienne et celle de tous les pays du monde feront tout le possible, commettront tous les crimes et toutes les atrocités pour ne pas céder le pouvoir au prolétariat, pour renverser son pouvoir. Les hésitations, les tergiversations, l'indécision des réformistes et de tous ceux qui participèrent au Congrès de Reggio d'Emilie du 11 octobre 1920, sont inévitables, car ces gens, quelle que soit l'honnêteté de maints d'entre eux, ont de tout temps et dans tous les pays, perdu la révolution par leurs hésitations. Ils ont perdu la révolution (la première, une autre suivra...) en Hongrie ; ils l'auraient perdue en Russie, s'ils n'avaient pas été relevés de tous les postes responsables et entourés comme d'une muraille de la méfiance, de la vigilance, de la surveillance du prolétariat.

Les masses travailleuses et exploitées d'Italie suivront le prolétariat révolutionnaire. La victoire lui appartiendra finalement, car sa cause est celle des ouvriers du monde entier, car il n'y a pas d'autre moyen d'éviter la poursuite des guerres impérialistes actuelles, les nouvelles guerres impé-

rialistes qui se préparent déjà, pas d'autre moyen d'échapper aux horreurs de l'esclavage et de l'oppression capitalistes en dehors de la République des Soviets, de la République ouvrière.

4 novembre 1920

## BONIMENTS SUR LA LIBERTE (EN GUISE DE POSTFACE)

Le camarade Nobs, rédacteur du *Droit du Peuple* (« Volksrecht »), journal de la gauche socialiste de Suisse, à Zürich, a publié récemment une lettre de Zinoviev sur la nécessité de rompre avec les opportunistes ainsi que la longue réponse qu'il lui consacre. Cette réponse se réduit à ceci : refus catégorique d'accepter les 21 conditions et d'adhérer à l'Internationale Communiste, au nom de la « liberté » bien entendu, de la liberté de critique, de la liberté à l'égard des exigences exagérées de Moscou ou de son esprit dictatorial (je n'ai pas conservé l'article de Nobs et suis obligé de citer de mémoire, mais je réponds du sens, et non de telle ou telle expression).

Le camarade Nobs enrôle, entre autres, parmi ses alliés le camarade Serrati qui, comme on le sait, est également mécontent de « Moscou », c'est-à-dire plus particulièrement des membres russes du Comité exécutif de l'Internationale Communiste, et qui se plaint également des atteintes portées par Moscou à la « liberté » des éléments qui la composent, les différents partis et les différents membres de l'Internationale Communiste. Il ne sera donc pas inutile de dire quelques mots de la « liberté ».

Après trois ans de dictature du prolétariat, nous sommes en droit de dire que le reproche qu'on lui fait le plus couramment et le plus communément, est, dans le monde entier, celui d'attenter à la liberté et à l'égalité. Toute la presse bourgeoise de tous les pays, y compris celle des démocrates petits-bourgeois, c'est-à-dire des social-démocrates et socialistes, dont Kautsky, Hilferding, Martov, Tchernov, Longuet, etc., etc., fulmine contre les bolchéviks précisément en raison de ces atteintes à la liberté et à l'égalité. Du point de vue de la théorie, cela est tout à fait compréhensible. Que le lecteur se souvienne des paroles célèbres et si sarcastiques de Marx dans *le Capital.*

« La sphère de la circulation ou de l'échange des marchandises, dans le cadre de laquelle s'effectuent l'achat et la vente de la force de travail, est un véritable Eden des droits innés de l'homme. Y règnent seules la liberté, l'égalité, la propriété et Bentham » (*le Capital*, tome 1, 2e partie, fin du chapitre IV, édit. russe, 1920, p. 152)[75].

Ces paroles sarcastiques ont un sens historique et philosophique particulièrement profond. Il faut les rapprocher des commentaires de vulgarisation d'Engels sur la même question dans son *Anti-Dühring*, et surtout du passage où il dit que l'égalité est un préjugé ou une absurdité, si cette notion n'aboutit pas à l'abolition des classes [76].

L'abolition du féodalisme et de ses vestiges, l'établissement des bases de l'ordre bourgeois (on peut dire, à bon droit, de l'ordre démocratique bourgeois) ont occupé toute une époque de l'histoire universelle. Et les mots d'ordre de cette époque, de portée historique furent inévitablement liberté, égalité, propriété et Bentham. L'abolition du capitalisme et de ses vestiges, l'établissement des bases du régime communiste forment le contenu de la nouvelle époque de l'histoire universelle qui vient de commencer. Et les mots d'ordre de notre époque sont et doivent inévitablement être : abolition des classes, dictature du prolétariat pour la réalisation de cet objectif, dénonciation implacable des préjugés démocratiques petits-bourgeois sur la liberté et l'égalité, lutte impitoyable contre ces préjugés. Qui ne l'a pas compris n'a rien compris aux questions concernant la dictature du prolétariat, le pouvoir des Soviets, les principes fondamentaux de l'Internationale Communiste.

Tant que les classes ne sont pas abolies, parler de liberté et d'égalité en général, c'est se tromper soi-même ou tromper les ouvriers, ainsi que tous les travailleurs et exploités du Capital ; en tout cas, c'est défendre les intérêts de la bourgeoisie. Tant que les classes ne sont pas abolies, tout raisonnement sur la liberté et l'égalité doit susciter la question : liberté pour quelle classe ? à quelle fin ? égalité entre quelles classes ? sous quel rapport précis ? Eluder ces questions, directement ou indirectement, consciemment ou inconsciemment, c'est fatalement défendre les intérêts de la bourgeoisie, les intérêts du Capital, les intérêts des exploiteurs. Le mot d'ordre de liberté et d'éga-

lité, si l'on fait le silence sur ces questions, si l'on ne dit rien de la propriété privée des moyens de production, n'est que mensonge et hypocrisie de la société bourgeoise qui, sous le couvert de la reconnaissance formelle de la liberté et de l'égalité, masque la servitude et l'inégalité économiques de fait des ouvriers, de tous les travailleurs et des exploités du capital, c'est-à-dire de l'immense majorité de la population de tous les pays capitalistes.

Aujourd'hui en Russie, grâce au fait que la dictature du prolétariat a posé pratiquement les questions fondamentales et *ultimes* du capitalisme, on voit avec une clarté particulière *à qui servent* (cui prodest ? « à qui profitent » ?) les discours sur la liberté et l'égalité en général. Quand les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks, les Tchernov et les Martov nous servent de beaux raisonnements sur le thème de la liberté et de l'égalité *dans les limites de la démocratie du travail*, car, voyez-vous, ils n'y sont pour rien dans les dissertations sur la liberté et l'égalité en général ! ils n'oublient pas du tout Marx ! nous leur demandons : que faire en période de dictature du prolétariat, de la distinction entre la classe des ouvriers salariés et celle des petits patrons propriétaires ?

La liberté et l'égalité, *dans les limites de la démocratie du travail*, c'est la liberté pour le petit cultivateur-propriétaire (même s'il cultive une parcelle du sol nationalisé) de vendre ses excédents de blé à un prix de spéculation, *c'est-à-dire d'exploiter l'ouvrier*. Celui qui parle de liberté et d'égalité dans les limites de la démocratie du travail, alors que les capitalistes ont été chassés, mais que la propriété privée et la liberté du commerce subsistent toujours, ne fait que défendre les exploiteurs. Et le prolétariat qui exerce sa dictature doit le traiter comme s'il s'agissait d'un exploiteur, quand bien même il se parerait de la qualité de social-démocrate, de socialiste ou prétendrait avoir compris que la II[e] Internationale est pourrie, etc., etc.

Tant que subsistent la propriété privée des moyens de production (par exemple, de l'outillage agricole et du cheptel, même si la propriété privée du sol est abolie) et le commerce libre, la base économique du capitalisme subsiste. Et la dictature du prolétariat est l'unique moyen de lutter victorieusement contre elle, l'unique voie vers l'abolition

des classes (sans laquelle il ne saurait être question ni de liberté effective pour la personne humaine — *et non pour le propriétaire* — ni d'égalité effective, sociale et politique, entre les hommes — *et non d'une égalité hypocrite entre le propriétaire et celui qui ne possède rien*, entre le rassasié et l'affamé, entre l'exploiteur et l'exploité). La dictature du prolétariat conduit à l'abolition des classes, elle y conduit, d'une part par le renversement des exploiteurs et l'écrasement de leur résistance ; elle y conduit d'autre part, par la neutralisation, par la mise hors d'état de nuire du petit propriétaire qui hésite entre la bourgeoisie et le prolétariat.

Le caractère artificieux des propos des camarades Nobs et Serrati n'est pas dû évidemment au fait qu'ils soient artificieux ou manquent de sincérité. Pas le moins du monde. Ils sont tout à fait sincères, et il n'y a nul artifice subjectif dans leurs propos. Mais objectivement, de par leur contenu, ces propos sont artificieux, car ils se réduisent à la défense des préjugés de la démocratie petite-bourgeoise, car ils ne sont que la défense de la bourgeoisie.

L'Internationale Communiste ne peut en aucun cas admettre la liberté et l'égalité de tous ceux qui désireraient signer certaines déclarations, sans faire état de leur comportement politique. Sur le plan théorique et pratique, ce serait pour les communistes un suicide politique, comme le serait le fait d'admettre la liberté et l'égalité « dans les limites de la démocratie du travail », etc. Pour celui qui sait lire et qui *veut* comprendre ce qu'il lit, il ne peut pas ne pas apparaître clairement que *toutes* les décisions, thèses, résolutions, dispositions prises et conditions de l'Internationale Communiste *n*'admettent *pas sans réserve* « la liberté et l'égalité » de ceux qui désirent y adhérer.

Quelle condition mettrons-nous donc à la reconnaissance de la « liberté » et de l'« égalité » ? de la liberté et de l'égalité des membres de l'Internationale Communiste ?

Celle-ci : que les opportunistes et les « centristes », comme les représentants bien connus de l'aile droite des partis socialistes suisse et italien, ne puissent s'infiltrer dans nos rangs. Car ils ont beau souscrire à la dictature du prolétariat, ils demeurent en réalité les propagandistes et les défenseurs des préjugés, des faiblesses, des hésitations de la démocratie petite-bourgeoise.

D'abord, rupture avec ces préjugés, ces faiblesses et ces hésitations ; avec les gens qui prêchent, défendent et incarnent ces conceptions et ces manières d'être. Ensuite, et à cette seule condition, « liberté » d'adhérer à l'Internationale Communiste, « égalité » de tout communiste effectif (et non du communiste en paroles) et de tout autre communiste, membre de l'Internationale Communiste.

Vous êtes « libre », camarade Nobs, de défendre les idées que vous défendez. Mais nous, nous sommes également « libres » d'affirmer que ces idées sont des préjugés petits-bourgeois, nuisibles à la cause du prolétariat et utiles au Capital ; nous sommes également « libres » de refuser l'alliance ou l'association avec des gens qui défendent ces idées ou la politique qui leur correspond. Et nous avons *déjà* condamné ces idées et cette politique au nom du IIe Congrès unanime de l'Internationale Communiste. Nous avons déjà dit que nous exigeons absolument la rupture préalable avec les opportunistes.

Camarades Nobs et Serrati, ne venez pas nous parler de liberté et d'égalité en général ! Parlez de la liberté *de ne pas exécuter* les décisions de l'Internationale Communiste sur l'obligation absolue de la rupture avec les opportunistes et les « centristes » (qui ne peuvent manquer de saper, de saboter la dictature du prolétariat). Parlez de l'égalité des opportunistes et des « centristes » avec les communistes. Cette liberté et cette égalité, nous ne pouvons les admettre dans l'Internationale Communiste, toute autre liberté et toute autre égalité autant qu'on voudra.

A la veille de la révolution prolétarienne, la condition principale et essentielle du succès, c'est de débarrasser, c'est de libérer les partis du prolétariat révolutionnaire des opportunistes et des « centristes », de leur influence, de leurs préjugés, de leurs faiblesses et de leurs tergiversations.

11 décembre 1920.

# DISCOURS A LA SEANCE SOLENNELLE DU SOVIET DE MOSCOU DES DEPUTES OUVRIERS, PAYSANS ET SOLDATS ROUGES, DU COMITE DE MOSCOU DU P.C.(b)R. ET DU CONSEIL DES SYNDICATS DE MOSCOU, CONSACREE AU 3e ANNIVERSAIRE DE LA REVOLUTION D'OCTOBRE 6 NOVEMBRE 1920

(Applaudissements prolongés.) Camarades, nous nous sommes réunis aujourd'hui pour commémorer les journées de lutte de notre prolétariat et nos conquêtes révolutionnaires. Aujourd'hui, nous pouvons célébrer notre victoire. En dépit des difficultés inouïes de la vie, des efforts sans précédent de nos ennemis, nous avons quand même triomphé. Nous triomphons depuis trois ans. C'est là une victoire retentissante à laquelle personne parmi nous n'aurait cru autrefois. Il y a trois ans, quand nous siégions à Smolny, l'insurrection des ouvriers de Pétrograd nous prouva qu'elle était encore plus unanime que nous ne nous y attendions, mais si, cette nuit-là on nous avait dit qu'il y aurait trois ans plus tard ce qui existe aujourd'hui, que nous serions victorieux comme nous le sommes, personne, même l'optimiste le plus invétéré, ne l'aurait cru. Nous savions alors que notre victoire ne serait une victoire solide que lorsque notre cause aurait triomphé dans le monde entier, car nous n'avions commencé notre œuvre que

parce que nous comptions entièrement sur la révolution mondiale. La guerre impérialiste avait modifié toutes les formes de la vie qui avaient été les nôtre jusqu'alors, et il ne nous était pas donné de savoir quelles formes allait revêtir une lutte qui s'est révélée beaucoup plus longue que l'on ne pouvait s'y attendre. Aujourd'hui, trois ans après, il apparaît que nous sommes infiniment plus forts qu'avant, mais la bourgeoisie mondiale est également encore très forte, et bien qu'elle le soit infiniment plus que nous, on peut dire cependant que nous avons vaincu. Nous avons employé toutes nos forces à disloquer cette bourgeoisie et, à cet égard, nous n'avons pas travaillé en pure perte. C'est que nous avions misé sur la révolution internationale et que nous avions vu juste. Nous savions que le monde entier allait vers sa ruine, nous savions qu'après la guerre impérialiste il ne serait plus possible de vivre comme avant, parce que la guerre impérialiste avait radicalement détruit tous les vieux rapports économiques et juridiques, avait brisé toutes les conditions d'existence qui étaient à la base de l'ancien ordre de choses. Et si, au moment où la guerre impérialiste avait, mille fois plus que notre propagande, préparé l'écroulement, le prolétariat s'était levé et avait vaincu, ne fût-ce que dans un seul pays, c'eût été suffisant pour miner les forces de la bourgeoisie internationale.

Si maintenant nous jetons un regard d'ensemble sur la situation internationale — et nous avons toujours souligné que nous considérions les choses du point de vue international — et si nous étudions l'histoire des guerres qui ont été faites à la Russie des Soviets, nous voyons que nous sommes en paix avec presque tous les petits Etats bourgeois limitrophes, qui, chez eux, persécutent les bolchéviks et s'en font les bourreaux. Ces Etats sont entièrement les valets et les esclaves de l'Entente et aspirent à détruire et à anéantir la Russie des Soviets ; toutefois nous avons signé la paix avec eux, malgré l'Entente. Trois puissances aussi redoutables que la Grande-Bretagne, la France et l'Amérique n'ont pas pu se coaliser contre nous et ont été battues dans la guerre qu'elles avaient entreprise contre nous de toutes leurs forces réunies. Pourquoi ? Parce que leur économie est minée, que leur existence même est ébranlée, parce qu'elles sont à moitié des cadavres, parce qu'elles

ne peuvent plus vivre comme autrefois, parce que la classe dont la volonté est leur soutien, la bourgeoisie, est pourrie. Cette classe a jeté dans la guerre impérialiste et fait périr plus de 10 millions d'hommes. Pourquoi ? Pour le partage du monde entre une poignée de capitalistes. Elle s'est épuisée dans cet effort, elle a sapé ses propres bases et, si forte qu'elle paraisse actuellement dans le domaine militaire, elle est impuissante sur le plan intérieur. Ce n'est plus là une proclamation dans l'esprit bolchévik, c'est un fait prouvé par le feu et le fer. Quelle que soit sa richesse et sa puissance, elle constitue une classe en voie de disparaître, alors que nous sommes une classe qui monte vers la victoire. Bien que nous soyons plus faibles qu'elle, nous sommes victorieux depuis trois ans et nous sommes en droit de dire, sans nulle fanfaronnade, que nous l'avons emporté.

Quand nous disons cela, nous ne devons pas oublier pourtant un autre aspect des choses ; nous ne devons pas oublier que nous n'avons vaincu qu'à moitié, pas plus. Nous avons vaincu, puisque nous avons su tenir contre des Etats plus puissants que nous et qui, de plus, se sont coalisés avec nos exploiteurs émigrés, propriétaires fonciers et capitalistes. Nous avons toujours su et nous n'oublierons jamais que notre cause est une cause internationale, et tant que dans tous les Etats, y compris les plus riches et les plus civilisés, la révolution n'aura pas eu lieu, notre victoire ne sera qu'une demi-victoire, et peut-être moins encore. Ce n'est que maintenant que nous commençons à obtenir des succès contre Wrangel ; nous attendons d'un jour à l'autre des nouvelles qui confirmeront nos espoirs. Nous sommes convaincus que si nous ne parvenons pas à nous emparer de la Crimée dans les jours qui viennent, nous parviendrons un peu plus tard, mais rien ne nous prouve que ce soit la dernière tentative de la bourgeoisie mondiale contre nous. Au contraire, nous possédons des indices qui attestent que cette tentative sera renouvelée au printemps. Nous savons que leurs chances seront minimes, nous savons également que nos forces militaires seront plus solides et plus puissantes que celles de n'importe quel autre Etat, mais malgré tout, le danger n'a pas disparu et il subsiste et subsistera tant que la révolution n'aura pas triomphé dans un ou plusieurs pays avancés.

Nous savons que nous y allons, nous savons que le IIe Congrès de la IIIe Internationale, qui s'est tenu cet été à Moscou, a accompli une œuvre immense, sans précédent. Peut-être certains d'entre vous ont-ils entendu le rapport circonstancié du camarade Zinoviev sur le Congrès des Indépendants allemands qui s'est tenu à Halle[77] . Vous vous êtes certainement représenté concrètement ce qui se passe dans l'un des pays où les chances de révolution sont les plus grandes. Des choses semblables se passent aujourd'hui dans tous les pays. Le communisme s'est développé, s'est renforcé et constitué en parti dans tous les pays avancés. La révolution internationale a subi, pendant ce temps, une série de revers dans de petits pays où les grands rapaces ont aidé à écraser le mouvement. Ainsi l'Allemagne a aidé à écraser la révolution en Finlande, les colosses du capitalisme — la Grande-Bretagne, la France et l'Autriche — ont écrasé la révolution en Hongrie. Mais, en l'écrasant, ils ont par là même multiplié par mille les facteurs de révolution chez eux. Et actuellement, la cause essentielle de leur impuissance dans la lutte, c'est que leurs arrières ne sont pas assurés, parce que dans tous les pays, les ouvriers et les paysans ne veulent pas se battre contre nous, parce qu'il n'y a pas eu de marins héroïques que chez nous, à Cronstadt, il y en a eu aussi chez eux. Les noms des marins qui ont combattu chez nous, dans la mer Noire, sont liés, dans toute la France, au souvenir de la révolution russe ; les ouvriers français savent que ceux qui sont aujourd'hui au bagne, en France, se sont mutinés dans la mer Noire pour ne pas se faire les bourreaux des ouvriers et des paysans russes. Voilà pourquoi l'Entente se trouve aujourd'hui affaiblie ; voilà pourquoi nous disons tranquillement que notre avenir est assuré sur le plan international.

Mais, camarades, notre victoire est loin d'être totale, nous n'en tenons encore que moins de la moitié. Oui, nous avons remporté une brillante victoire grâce à l'abnégation et à l'enthousiasme des ouvriers et des paysans russes, nous avons pu prouver que la Russie n'était pas seulement capable de produire des héros isolés, comme ceux qui engagèrent la lutte contre le tsarisme et surent mourir à un moment où les ouvriers et les paysans ne les soutenaient pas encore. Oui, nous avions raison quand nous disions que la Russie

verrait surgir des héros de sa masse, qu'elle saurait en trouver par centaines et par milliers. Nous disions qu'il en serait ainsi et que la cause du capitalisme serait alors perdue. La cause principale de notre victoire, sa source essentielle, c'est l'héroïsme, l'esprit de sacrifice, la fermeté inébranlable dans la lutte dont firent preuve les soldats rouges qui se sont fait tuer au front, dont firent preuve les ouvriers et les paysans, surtout les ouvriers d'industrie, qui ont souffert durant trois ans encore davantage que pendant les premières années de l'esclavage capitaliste. Ils ont accepté la faim, le froid, les souffrances, pour garder le pouvoir. Grâce à cette fermeté, à cet héroïsme, ils ont créé un arrière qui s'est révélé le seul solide parmi les forces en lutte. C'est pour cette raison que nous sommes forts et solides, alors que l'Entente se désagrège sous nos yeux.

Mais cet enthousiasme, cet élan, cet héroïsme seuls ne permettent pas de parachever l'œuvre de la révolution, de la conduire à la victoire totale. Ils pouvaient nous permettre de repousser l'ennemi qui nous assaillait et nous prenait à la gorge ; ils pouvaient nous permettre de l'emporter dans un combat sanglant, mais cela ne suffit pas pour mener notre tâche jusqu'au bout. Cela ne suffit pas, parce que nous voilà aujourd'hui devant la seconde partie de notre tâche, la plus grande et la plus ardue. Et dans le triomphe d'aujourd'hui, dans notre certitude de la victoire, nous devons puiser les forces qui nous permettront, dans cette seconde étape, de remporter une victoire tout aussi décisive. L'enthousiasme, le dévouement des ouvriers et des paysans prêts à mourir n'y suffisent plus, car cette deuxième tâche est des plus difficiles : il s'agit d'édifier, de créer. Nous avons reçu en héritage du capitalisme non seulement une civilisation en ruines, des usines détruites, des intellectuels en proie au désespoir, mais également une masse éparse et ignorante, de petits patrons isolés, nous avons hérité l'inexpérience, le manque d'habitude pour le travail solidaire, l'incompréhension de la nécessité de faire une croix sur le passé.

Voilà les problèmes qu'il nous faut résoudre aujourd'hui. Nous devons nous rappeler qu'il faut mettre à profit l'état d'esprit actuel pour qu'il ait un prolongement durable

dans notre travail, afin de mettre un terme à la dispersion de notre vie économique. Il n'est plus possible de revenir en arrière. Par le fait même que nous avons renversé le pouvoir des exploiteurs, nous avons accompli la plus grande partie de notre tâche. Il nous faut maintenant rassembler toutes les travailleuses et tous les travailleurs et les obliger à besogner ensemble. Nous sommes entrés ici à la manière du conquérant qui pénètre dans une nouvelle place ; néanmoins, en dépit des conditions qui nous étaient faites, nous avons remporté la victoire sur le front. Nous voyons qu'aujourd'hui notre travail marche mieux que l'année dernière. Nous savons que nous ne pouvons pas encore donner à manger à tous, nous ne sommes pas encore certains que la faim et le froid ne viendront pas frapper aux portes des maisons, des chaumières et des masures, mais nous savons cependant que nous avons vaincu. Nous savons que nos forces de production sont énormes même aujourd'hui, après les dures guerres impérialiste et civile, nous savons que nous pouvons épargner la faim et le froid aux ouvriers et aux paysans, mais pour cela, nous devons faire l'inventaire de tout ce que nous possédons et le répartir convenablement. Nous ne savons pas encore le faire parce que le capitalisme a enseigné à chaque petit patron à penser surtout à lui-même : comment s'enrichir, comment se hisser plus vite au niveau des gens riches, et non à savoir comment mener la lutte en commun au nom d'une idée déterminée. Nous devons désormais suivre une autre règle. Il nous incombe maintenant l'autre moitié, la plus difficile, de notre tâche. L'enthousiasme dont nous sommes remplis peut durer encore un an, cinq ans. Mais il faut nous souvenir que dans la bataille que nous aurons à livrer, il n'y aura que de petites choses. Autour de nous, rien que de petites tâches économiques. De plus, vous savez que les petites unités qui font mouvoir toute notre vie économique sont les mêmes qui la servaient autrefois : les petits fonctionnaires, les petits bureaucrates, habitués aux anciennes tendances égoïstes. La lutte contre tout cela doit devenir la tâche de l'heure. En ces jours de fête, dans cette ambiance de victoire, en ce troisième anniversaire du pouvoir des Soviets, pénétrons-nous de l'enthousiasme au travail, de la volonté de travail, de l'opiniâtreté dont dépendent désormais le

salut le plus prompt des ouvriers et des paysans et le salut de notre économie ; nous verrons alors que, dans ce domaine, notre victoire sera plus solide et plus durable que dans toutes les batailles sanglantes du passé. (Applaudissements prolongés.)

*Publié en 1920 dans le recueil: « Comptes rendus sténographiques des séances plénières du Soviet de Moscou des députés ouvriers, paysans et soldats rouges ».*

*Conforme au texte du recueil*

# TELEGRAMME A J. STALINE

*A Staline*

Où en est la lutte contre les bandes ? Est-il vrai qu'elles aient plus de 20 000 fusils et sabres ? Les renforts affectés au front du Caucase sont-ils suffisants ? Considérez-vous comme possible le règlement pacifique des relations avec la Géorgie et l'Arménie ? Sur quelle base ? Ensuite, les travaux de fortification des accès de Bakou sont-ils menés d'une manière tout à fait sérieuse ? Je vous demande également des informations sur la Turquie et la Perse, à me fournir brièvement par dépêche, puis d'une manière plus détaillée par lettre[78].

*Lénine*

*Ecrit le 13 novembre 1920*
*Publié pour la première fois le 21 janvier 1937 dans la « Pravda » n° 21*

*Conforme au manuscrit*

# THESES SUR LA PROPAGANDE DE LA PRODUCTION[79]

(EBAUCHE)

1° A l'heure actuelle, en raison des victoires militaires de la R.S.F.S.R. et de sa situation internationale en général, la propagande de la production doit être de nouveau placée au premier plan, accentuée et mieux organisée.

2° Les journaux dirigeants, les *Izvestia* et la *Pravda* en premier lieu, doivent : a) réduire la place réservée à la politique et en consacrer davantage à la propagande de la production ; b) agir sur l'ensemble du travail du parti et des administrations soviétiques dans le sens d'une plus large mobilisation de leurs forces pour la propagande de la production ; c) s'attacher à organiser systématiquement cette propagande à l'échelle nationale, à élaborer de vastes mesures tendant à la développer, à l'améliorer et, plus particulièrement, à vérifier les succès réellement obtenus dans la pratique.

3° De même doit être systématisé, amplifié et développé le travail de sélection d'administrateurs, d'organisateurs et d'inventeurs capables, issus des masses ouvrières et paysannes.

4° La propagande de la production, dans toute la R.S.F.S.R., doit être placée sous la direction d'un seul organisme, afin d'économiser les forces et de mieux diriger le travail. L'autonomie la plus large sur le plan local et professionnel est absolument indispensable. Récompenses (primes en nature et autres) systématiquement et judicieusement attribuées pour tout succès marquant ; organisation d'un contrôle de ces succès, impartial et compétent.

5° La rédaction d'un journal populaire de masse, tirant

à 500 000 — un million d'exemplaires, doit être l'organe dirigeant unique de la propagande de la production.

La *Biednota*[80] doit être ce journal.

La division en journal industriel et journal agricole de ce type est nuisible, la tâche du socialisme étant de rapprocher et d'unir l'industrie et l'agriculture. En effet, pratiquement, le rôle dirigeant du prolétariat industriel, aussi bien à la ville qu'à la campagne, et plus particulièrement en ce qui concerne l'urbanisation de l'agriculture et l'électrification de tout le pays, exige précisément un journal unique de production (et une direction unique de la propagande de la production) aussi bien pour les ouvriers que pour les paysans.

6° Le collège de direction doit se composer de cinq représentants : 1) du Conseil central des syndicats de Russie ; 2) du Conseil supérieur de l'économie nationale ; 3) du Commissariat du Peuple à l'agriculture; 4) de la Direction centrale de l'enseignement politique; 5) du Comité central du Parti communiste de Russie (ou un rédacteur responsable). Le collège et le journal doivent être rattachés au Conseil central des syndicats de Russie (peut-être y adjoindre en plus un représentant de la Direction centrale de l'enseignement professionnel ?)

7° Le journal de la production doit être populaire, en ce sens qu'il doit être accessible à des millions de lecteurs, sans pour cela tomber dans la vulgarisation primaire. Ne pas s'abaisser au niveau du lecteur inculte, mais, d'une manière progressive et prudente, aider à son évolution. Consacrer un peu de place, pas plus d'un quart environ, à la politique. Réserver la plus grande place au plan économique unique, au front du travail, à la propagande de la production, à la préparation des ouvriers et des paysans à l'administration, au contrôle de l'application réelle des lois et mesures édictées par les administrations et les entreprises soviétiques, à un échange de vues, large et bien compris, avec les lecteurs.

8° Les matériaux publiés dans le journal ou qui lui sont adressés, de même que toute autre documentation, doivent être systématiquement et périodiquement réédités sous forme de brochures et de tracts, en vue d'en alimenter obligatoirement les bibliothèques, puis toutes les fa-

briques et entreprises d'une branche de production donnée (brochures et tracts doivent systématiser la documentation par industrie). En même temps que les manuels et les revues de la technique étrangère, ce matériel doit servir à la diffusion de l'instruction professionnelle, technique et *polytechnique*.

Une répartition rationnelle du journal, des brochures et tracts relatifs aux problèmes de la production dans *toutes* les bibliothèques de la R.S.F.S.R. doit particulièrement retenir l'attention.

9° Il est indispensable d'entraîner systématiquement et rationnellement les ingénieurs, les agronomes, les instituteurs, puis les fonctionnaires possédant une certaine qualification professionnelle, à participer à la propagande de la production (en liaison avec la liquidation de l'analphabétisme).

Organisation de conférences, de causeries, de comptes rendus, etc.

Mise à contribution de toutes les personnes susceptibles d'informer la population sur les problèmes de l'électrification, de la taylorisation, etc.

10° Utilisation plus large et plus systématique de films dans la propagande de la production. Collaboration avec la section cinématographique.

Le disque soviétique. Exposition de diagrammes et de cartogrammes dans les clubs, les isbas-bibliothèques, les rues, etc. Apposition d'affiches et de placards près des fabriques, des ateliers, des écoles techniques, etc.

11° Organisation, en collaboration avec le Commissariat du Peuple au Travail et autres organismes, d'une inspection de la production. En coordonner le travail ainsi que l'activité des instructeurs, des trains et bateaux-expositions, etc., avec celui de la propagande de la production.

12° Faire une large publicité autour des entreprises modèles. Organiser les ouvriers qui ont fait un stage industriel à l'étranger en ateliers spéciaux, sections ou cellules, etc. Les employer à former les ouvriers retardataires, à diffuser l'enseignement professionnel et technique, polytechnique, etc.

18 novembre 1920 *N. Lénine*

*Publié en 1928* *Conforme au manuscrit*

# EXTRAIT DE CONVERSATIONS PAR FIL DIRECT ENTRE V. LENINE ET J. STALINE

Sans réunion du Bureau Politique, je ne puis vous donner aucune réponse[81] . Je vous conseille soit de soumettre immédiatement une proposition concrète et de la présenter immédiatement au Bureau Politique, soit d'agir vous-même sur la base précise des pleins pouvoirs conférés à Staline, soit enfin de hâter votre voyage à Moscou pour régler la question caucasienne dans son ensemble. En tout cas, il est indispensable d'intensifier et de hâter l'arrivée de renforts. Faites connaître quelle est exactement votre décision.

*Lénine*

*A Lénine. Réponse à votre note* : Je pars cette nuit pour Moscou. Je charge Ordjonikidzé de poursuivre le travail préparatoire et d'attendre les instructions de Moscou. Je verrai avec le front pour l'accélération des transferts.

*Staline*

*Le 20 novembre 1920 au plus tard*
*Publié pour la première fois en 1945 dans le Recueil Lénine* XXXV

*Conforme au texte de la bande télégraphique*

# NOTRE SITUATION EXTERIEURE ET INTERIEURE ET LES TACHES DU PARTI

(DISCOURS A LA CONFERENCE DE LA PROVINCE DE MOSCOU DU P.C.(b) R., 21 NOVEMBRE 1920[92])

(Applaudissements.) Camarades, lorsqu'on aborde la situation internationale de la République des Soviets, il est naturel que l'on soit surtout obligé d'en parler en relation avec la guerre contre la Pologne et la liquidation de Wrangel. Je pense qu'à une réunion de militants du parti qui, certainement, ont suivi la presse du parti et entendu plus d'une fois des exposés approfondis sur cette question, je n'ai pas besoin, et ce serait même inopportun d'entrer dans les détails de toute cette histoire, de m'arrêter sur les diverses phases de la guerre contre la Pologne, sur le caractère de nos offensives, sur la portée de la défaite subie devant Varsovie. Je présume que la plupart des camarades sont déjà à tel point familiarisés avec cet aspect de la question que je serais obligé de me répéter et qu'ils ne pourraient qu'en être mécontents. C'est pourquoi je ne parlerai pas de l'histoire des divers épisodes et tournants de notre campagne de Pologne. Je ne m'arrêterai que sur le bilan tel qu'il se présente aujourd'hui.

Après les brillantes victoires remportées cet été par l'Armée Rouge et la terrible défaite subie devant Varsovie, après la conclusion avec la Pologne d'une paix préliminaire qui, juste en ce moment, à Riga, se transforme ou doit se transformer en paix définitive, les chances de voir cette paix préliminaire devenir définitive se sont considérablement accrues grâce à la débâcle de Wrangel. Aujourd'hui

que cette débâcle est un fait acquis, la presse impérialiste de l'Entente commence à découvrir son jeu et à avouer ce qu'elle avait jusqu'à présent le plus cherché à dissimuler.

Je ne sais si vous avez remarqué un entrefilet paru dans les journaux aujourd'hui ou ces jours-ci et annonçant que l'organe principal de la bourgeoisie impérialiste française, le journal français *le Temps*, parle maintenant de la paix conclue par la Pologne en dépit des conseils de la France. Il est hors de doute que les représentants de la bourgeoisie ont exprimé là une vérité qu'ils eussent préféré dissimuler et que, pendant très longtemps, ils ont tenté de dissimuler. En dépit des conditions désavantageuses de la paix conclue avec la Pologne (plus avantageuses toutefois que celles que nous offrions nous-mêmes, en avril de cette année, aux propriétaires fonciers polonais afin d'éviter toute guerre), mais désavantageuses par rapport à celles que nous aurions pu obtenir si nous ne nous étions pas trouvés devant Varsovie dans une situation extrêmement difficile, il nous a été possible cependant d'obtenir des conditions de paix déjouant en grande partie le plan général des impérialistes. La bourgeoisie française reconnaît aujourd'hui qu'elle insistait pour que la Pologne continue la guerre, qu'elle était contre la conclusion de la paix, craignant la défaite de Wrangel et désirant soutenir une nouvelle intervention et une nouvelle campagne contre la République des Soviets. Bien que l'impérialisme polonais ait été poussé et soit poussé par sa situation même à la guerre contre la Russie, le plan des impérialistes français a échoué, et le résultat est que nous obtenons aujourd'hui quelque chose de plus substantiel qu'une simple trêve.

Au cours de ces trois dernières années, parmi les petits Etats qui faisaient naguère partie de l'ancien empire russe, la Pologne a été de ceux qui ont manifesté le plus d'hostilité envers la nationalité grand-russe et qui ont revendiqué le plus de territoires peuplés de non-Polonais. La paix avec la Finlande, l'Estonie et la Lettonie a également été conclue contre la volonté de l'Entente impérialiste, mais nous y sommes arrivés plus facilement parce que la bourgeoisie de ces pays n'avait pas de visées impérialistes propres qui eussent pu rendre indispensable la lutte contre la République des Soviets, alors que les ambitions de la bourgeoi-

sie polonaise visaient non seulement la Lituanie et la Biélorussie, mais également l'Ukraine. De plus, une vieille lutte séculaire pousse la Pologne dans ce sens, elle qui fut en son temps une grande puissance et qui se heurte maintenant à une autre grande puissance : la Russie. Encore aujourd'hui, elle ne peut y renoncer. Voilà pourquoi elle a fait preuve d'une combativité et d'une obstination beaucoup plus grandes dans ses plans militaires contre notre République, et voilà pourquoi le succès que constitue pour nous la conclusion de la paix contre le gré de l'Entente semble encore plus sérieux. Parmi les pays limitrophes de la Russie qui ont conservé le régime bourgeois, il n'y a guère que sur la Pologne que l'Entente puisse compter dans ses plans d'intervention militaire à long terme ; voilà pourquoi, dans leur haine commune du pouvoir des Soviets, les États bourgeois ont tous un intérêt immédiat à voir appartenir la Galicie orientale aux propriétaires fonciers polonais.

Ensuite, la Pologne a des prétentions sur l'Ukraine et la Lituanie. Cela confère à la campagne un caractère particulièrement âpre et tenace. L'approvisionnement de la Pologne en matériel de guerre était, cela va de soi, le principal souci de la France et des autres puissances et les sommes mises à la disposition de la Pologne à cet effet échappent à toute évaluation. C'est pourquoi la portée de la victoire finalement remportée par l'Armée Rouge est particulièrement grande, en dépit de la défaite subie devant Varsovie, car elle a placé la Pologne dans une situation telle qu'elle ne peut absolument pas continuer la guerre. Elle a dû accepter une paix qui lui a donné moins que ce que nous lui offrions en avril 1920, avant son offensive, quand, ne voulant pas nous arracher aux travaux de l'édification économique, nous offrions un tracé de frontière au plus haut point désavantageux pour nous. A l'époque, la presse des patriotes petits-bourgeois, parmi lesquels il faut ranger nos socialistes-révolutionnaires et nos menchéviks, reprochait aux bolchéviks leur esprit de conciliation et qualifiait tout juste de tolstoïenne l'attitude prise par le pouvoir des Soviets. Elle la qualifiait ainsi parce que nous acceptions la paix sur la ligne Pilsudski d'alors, ligne qui laissait Minsk aux mains de la Pologne, tandis que la frontière

passait à 50 et même, par endroits, à 100 verstes à l'Est de celle fixée aujourd'hui. Mais je n'ai certes pas besoin de m'étendre, devant une assemblée de militants du parti, sur les raisons pour lesquelles nous acceptions et devions accepter de moins bonnes frontières, pourvu que notre œuvre économique ne fût réellement pas interrompue. Il en est résulté que, tout en conservant le régime bourgeois, la Pologne en est arrivée, du fait de la guerre, à un profond délabrement économique de l'ensemble du pays, à une extraordinaire poussée de mécontentement, à une terreur bourgeoise qui fait rage non seulement contre les ouvriers industriels, mais également contre les ouvriers agricoles. La situation générale de la bourgeoisie en Pologne est devenue tellement précaire qu'il ne pouvait être question de continuer la guerre.

Les succès obtenus sous ce rapport par le pouvoir des Soviets sont énormes. Quand, il y a trois ans, nous nous demandions quelles étaient les tâches et les conditions de la victoire de la révolution prolétarienne en Russie, nous disions toujours nettement que cette victoire ne saurait être durable si elle ne devait pas être appuyée par la révolution prolétarienne en Occident ; que l'on ne pouvait apprécier correctement notre révolution que du seul point de vue international. Pour parvenir à une victoire durable, nous devons parvenir à la victoire de la révolution prolétarienne dans tous les pays capitalistes, ou, pour le moins, dans plusieurs des principaux pays capitalistes. Après trois ans d'une guerre dure et acharnée, nous voyons dans quelle mesure nos prévisions se sont ou non réalisées. Elles ne se sont pas réalisées en ce sens qu'il n'y a pas eu une solution rapide et simple de la question. Certes, personne parmi nous ne s'attendait à ce qu'une lutte aussi inégale que celle de la Russie contre toutes les puissances capitalistes du monde pût se prolonger pendant trois ans. Il est apparu qu'aucune des parties, ni la République des Soviets de Russie ni le reste du monde capitaliste, n'a connu ni la victoire ni la défaite ; mais en même temps, il est apparu que si nos prévisions ne se sont pas réalisées de façon simple, rapide et directe, elles se sont cependant réalisées dans la mesure où l'essentiel nous a été acquis, l'essentiel étant la possibilité pour le pouvoir prolétarien et la Répu-

blique des Soviets de subsister, même au cas où la révolution socialiste tarderait à s'accomplir dans le monde. Et il faut dire que sous ce rapport la situation internationale de la République confirme aujourd'hui de la façon la meilleure et la plus précise tous nos calculs et toute notre politique.

Point n'est besoin de démontrer qu'il ne saurait être question de comparer la force militaire de la R.S.F.S.R. à celle de l'ensemble des puissances capitalistes. De ce côté, nous sommes dix fois, cent fois plus faibles qu'elles ; néanmoins, après trois ans de guerre, nous avons contraint presque tous ces Etats à renoncer à l'idée d'une nouvelle intervention. Cela veut dire qu'il s'est donc produit ce qui, il y a trois ans, dans le climat de la guerre impérialiste, nous semblait possible, à savoir une imprécision prolongée de la situation, sans qu'une solution intervienne dans un sens ou dans l'autre. Quelle en fut la raison ? La raison n'en fut pas notre supériorité sur le plan militaire, ni la faiblesse de l'Entente, mais le fait que la désagrégation interne des Etats de l'Entente s'aggravait sans cesse, tandis que chez nous, au contraire, l'on assistait à une consolidation intérieure, ce que prouve et confirme la guerre. L'Entente ne pouvait nous combattre avec ses propres troupes. On ne pouvait contraindre les ouvriers et les paysans des pays capitalistes à marcher contre nous. Les Etats bourgeois ont réussi à sortir de la guerre impérialiste en conservant le régime bourgeois. Ils ont réussi à retarder et à différer l'échéance de la crise qui les menaçait directement ; mais au fond, ils ont tellement compromis leur situation qu'après trois ans de guerre, malgré leurs gigantesques forces militaires, ils ont dû reconnaître qu'ils n'étaient pas en mesure d'écraser la République des Soviets, presque dépourvue de toute force armée. Notre politique et nos prévisions se sont donc, pour l'essentiel, confirmées en tout point, et les masses opprimées de tous les Etats capitalistes se sont réellement affirmées comme nos alliés, puisqu'elles ont empêché la guerre. Notre situation est telle que, sans avoir remporté une victoire internationale, seule victoire sûre à nos yeux, nous avons de haute lutte conquis la possibilité d'exister à côté des puissances capitalistes, contraintes maintenant de nouer avec nous des relations commerciales. Nous

avons conquis dans cette lutte le droit à une existence indépendante.

Ainsi, si nous jetons un regard d'ensemble sur notre situation internationale, nous voyons que nous avons obtenu d'énormes succès, que nous avons non seulement une trêve, mais quelque chose de beaucoup plus sérieux. On a pris l'habitude chez nous d'appeler trêve un court laps de temps pendant lequel les puissances impérialistes eurent, maintes fois, l'occasion de multiplier leurs forces pour nous attaquer à nouveau. Aujourd'hui encore, nous ne nous permettons pas de céder à la griserie et de nier l'éventualité d'une intervention militaire des pays capitalistes dans nos affaires. Il est indispensable que nous restions prêts à la lutte. Mais si nous considérons les conditions dans lesquelles nous avons brisé toutes les tentatives de la contre-révolution russe et obtenu la conclusion officielle de la paix avec tous les Etats d'Occident, il apparaît clairement que nous avons plus qu'une trêve, que nous sommes entrés dans une période nouvelle, où notre droit à l'existence internationale au sein d'un réseau de pays capitalistes est un fait acquis. La situation intérieure des Etats capitalistes importants n'a permis à aucun d'entre eux de jeter ses troupes contre la Russie ; cela prouve que la révolution a mûri à l'intérieur de ces pays et qu'elle ne leur permet pas de nous vaincre aussi rapidement qu'ils auraient pu le faire. Pendant trois ans, il y a eu des troupes anglaises, françaises et japonaises en territoire russe. Il est hors de doute qu'il eût suffi d'une tension minime des forces de ces trois puissances pour nous battre en quelques mois, voire en quelques semaines. Si nous avons pu détourner cette agression, c'est uniquement grâce à la démoralisation des troupes françaises, à la fermentation qui commençait chez les Anglais et les Japonais. Nous avons toujours mis à profit les oppositions d'intérêts des impérialistes. Si nous avons vaincu l'intervention, c'est uniquement parce que leurs intérêts particuliers les divisaient, alors que ces mêmes intérêts nous unissaient et nous affermissaient. Nous nous sommes ainsi assuré une trêve et nous avons rendu impossible une victoire totale de l'impérialisme allemand à l'époque de la paix de Brest-Litovsk.

Ces dissensions se sont encore aggravées ces temps derniers, en particulier à la suite du projet d'accord sur les

concessions consenties à un groupe de requins capitalistes américains, des plus féroces, conduit par un milliardaire qui compte rassembler toute une meute de ses collègues. Nous savons qu'il n'y a pas actuellement une seule dépêche provenant d'Extrême-Orient qui ne témoigne du fait qu'il règne actuellement au Japon une extrême irritation suscitée par l'établissement de cet accord, bien qu'il ne soit encore qu'à l'état de projet. Mais l'opinion publique japonaise est déjà en ébullition et j'ai lu aujourd'hui une information disant que le Japon accuse la Russie des Soviets de vouloir l'exciter contre l'Amérique.

Nous avons correctement apprécié cette rivalité intense des impérialistes, et nous nous sommes dit que nous devions mettre systématiquement à profit leurs dissensions pour entraver la lutte qu'ils nous livrent. Un désaccord politique s'affirme déjà entre la Grande-Bretagne et la France. Nous pouvons donc parler maintenant non pas seulement d'une simple trêve, mais de chances sérieuses qui nous mettent à même de nous consacrer à l'édification nouvelle pendant un temps plus long. En effet, nous n'avions eu jusqu'à présent aucune base sur le plan international. Aujourd'hui, nous en avons une, du fait de la position des petits Etats entièrement dépendants des grandes puissances dans les domaines économique et militaire. Et voilà que maintenant la Pologne a signé la paix avec nous en dépit des pressions de la France. La haine des capitalistes polonais pour le pouvoir des Soviets est très forte ; ils écrasent les plus petites grèves avec une férocité inouïe. Leur désir le plus ardent est de faire la guerre à la Russie soviétique; cependant, à l'exécution des conditions de l'Entente, ils préfèrent la paix avec nous. Nous constatons que les puissances impérialistes règnent sur le monde entier, mais qu'elles ne représentent, cependant, qu'une infime partie de la population du globe. Et le fait qu'un pays a surgi qui, depuis trois ans, résiste à l'impérialisme mondial, a considérablement modifié l'ensemble de la situation internationale ; c'est la raison pour laquelle toutes les petites puissances, et elles constituent la majorité de la population de la terre, penchent vers la paix avec nous.

Le facteur le plus important qui nous permet de tenir dans cette situation complexe et absolument exceptionnelle,

c'est que le pays socialiste noue des relations commerciales avec les pays capitalistes.

J'ai eu l'occasion de voir comment Spargo, un social-chauvin américain, qui se rapprocherait de nos socialistes-révolutionnaires de droite et de nos menchéviks, qui est un des dirigeants de la IIe Internationale et membre du Parti socialiste américain, une espèce d'Alexinski américain, auteur d'un tas de livres contre les bolchéviks, nous reproche — et il voit là la preuve de la faillite totale du communisme, — de parler de transactions commerciales avec les puissances capitalistes. Il écrit : ...Je ne saurais concevoir de meilleure preuve de la faillite totale du communisme et de l'échec de son programme. Il me semble que ceux qui y réfléchiront diront le contraire. Il n'est point de meilleure preuve de la victoire morale et matérielle de la République des Soviets de Russie sur les capitalistes du monde entier que le fait que les puissances ayant pris les armes contre nous à cause de notre terreur et de tout notre régime, ont été contraintes, bien malgré elles, de s'engager dans la voie des relations commerciales, tout en sachant que, par là même, elles nous renforcent. Il eût été possible d'avancer cela comme preuve de la faillite du communisme si nous avions promis ou rêvé de transformer tout l'univers avec les seules forces de la Russie. Mais nous n'avons jamais imaginé pareille folie, et nous avons toujours affirmé que notre révolution triomphera quand les ouvriers de tous les pays la soutiendront. Or, ils ne nous ont soutenus qu'à moitié, puisqu'ils ont affaibli la main qui se levait contre nous, mais ce faisant ils nous ont tout de même aidés.

Je ne m'arrêterai pas davantage sur cette question ; je ferai seulement remarquer qu'au Caucase une situation très complexe se crée en ce moment ; il est très difficile de s'y retrouver et la guerre peut nous être imposée d'un jour à l'autre. Mais cette guerre, alors que la paix est presque assurée avec la Pologne et que Wrangel est entièrement liquidé, ne peut être très redoutable, et si elle nous était imposée, elle ne ferait que renforcer et consolider notre situation. Les informations de presse relatives aux événements d'Arménie et de Turquie permettent de vous en faire une idée. Il se crée une situation très embrouillée, mais

je suis absolument convaincu que nous nous en sortirons, soit en maintenant la paix sur la base actuelle qui, bien entendu, est très avantageuse pour nous sous certains rapports, qui nous satisfait et rend possible notre existence au point de vue économique — et tous nos efforts tendent à ce résultat — soit, ce qui est également possible, que les circonstances nous imposent directement la guerre ou nous y conduisent indirectement. Nous pouvons envisager cette éventualité avec la plus grande sérénité : ce serait une guerre sur des confins éloignés, les forces y pencheraient toutes en notre faveur, et nous en tirerions probablement des avantages plus considérables que ceux que nous avons tirés de la guerre avec la Pologne. Cette guerre-là était une guerre sur deux fronts, étant donné la menace de Wrangel, une guerre que l'on ne pouvait pas qualifier de lointaine, puisque la ligne Pilsudski ne passait pas loin de Moscou. J'arrête là la revue de la situation internationale.

Je passe maintenant à la situation intérieure. L'échec de plusieurs tentatives d'intervention militaire a eu pour conséquence une sensible amélioration de notre situation économique. La situation désespérée dans laquelle nous nous trouvions auparavant était due au fait que nous, la Russie centrale, la Russie industrielle, la Russie prolétarienne, Pétrograd, Moscou, Ivanovo-Voznessensk, nous étions coupés des régions les plus riches en blé, la Sibérie, le Sud, le Sud-Est ; coupés de l'une des principales sources de combustible, le bassin du Donetz ; coupés des sources de pétrole. Et il semblait absolument invraisemblable que, dans une telle situation, la République pût tenir. Vous savez quels terribles malheurs, quelles privations sans bornes, quelle disette de blé, quelle famine se sont abattus sur nous parce que nous étions coupés des régions les plus riches en blé et les plus importantes au point de vue économique. L'amélioration essentielle que l'on observe actuellement est due, dans une large mesure, au retour de ces régions. Grâce à la possibilité de faire appel à la Sibérie et au Caucase, grâce à l'évolution de la situation sociale de l'Ukraine en notre faveur, le stockage des produits alimentaires nous permet d'envisager que, lors de la prochaine campagne de ravitaillement, nous nous en sortirons non seulement sans un « trou dans le sac », comme ce fut le cas cette année, mais

avec la garantie de pouvoir assurer un ravitaillement suffisant à tous les ouvriers industriels. C'est la première campagne où, grâce à l'incontestable amélioration en cours des transports, nous pouvons compter que l'Etat disposera d'un fonds de ravitaillement de 250 à 300 millions de pouds de blé, ce qui nous permettra, non pas de nous contenter de parler de l'édification socialiste tout en ne faisant pas grand-chose, comme aujourd'hui, mais de mettre effectivement en œuvre de véritables armées du travail ; d'employer les centaines de milliers d'ouvriers industriels ou d'ouvriers affectés au ravitaillement de l'industrie à un travail urgent et essentiel, et d'améliorer ce travail comme nous avons pu le faire dans le domaine du combustible, ce qui nous a permis de rétablir l'industrie du textile. La province d'Ivanovo-Voznessensk a commencé à remettre en marche ses fabriques. Au début, 250 000 broches, au plus, y travaillaient ; actuellement, c'est 500 000, peut-être 600 000 ; à la fin de l'année, nous comptons atteindre un million et 4 millions l'année prochaine. Nous commençons seulement à sortir d'une situation qui nous réduisait, pour tenir, à recourir aux anciennes réserves, et à bénéficier de conditions qui permettent à la Russie d'entreprendre la restauration de l'industrie détruite, et de donner au paysan, dont elle prend le blé, du sel, du pétrole et des tissus, ne serait-ce qu'en quantités réduites. Sans cela, il ne saurait être question de l'édification socialiste.

Si nous avons pu acquérir une base dans le domaine international, en mettant un terme à toute une série d'invasions militaires et en arrachant des traités de paix à divers Etats, par contre, sur le plan économique, nous venons seulement d'acquérir la possibilité de nous procurer du pain pour satisfaire les besoins des ouvriers occupés dans l'industrie et le pain même de l'industrie, c'est-à-dire le combustible, et ceci dans des proportions qui permettent d'entreprendre l'édification socialiste. C'est là notre tâche principale, c'est là le nœud de la question, l'étape que nous avons tenté à plusieurs reprises de franchir. Je me souviens d'avoir dit, en avril 1918, à la session du Comité exécutif central de Russie, que nos tâches militaires semblaient s'achever, que nous avions pu non seulement convaincre la Russie et l'arracher aux exploiteurs pour la

donner aux travailleurs, mais que nous devions désormais consacrer nos efforts à diriger le pays en vue de son édification économique[33]. La trêve de cette époque a été des plus brèves. La guerre que l'on nous imposa en été 1918, et qui débuta par la mutinerie des Tchécoslovaques, fut acharnée. Mais nous avons renouvelé cette tentative plusieurs fois : au printemps de 1918, et, sur une échelle plus vaste, au printemps de cette année, quand se trouva pratiquement posée la question des armées du travail. Aujourd'hui, nous devons mettre une fois de plus cette transition au centre de nos préoccupations et tendre tous nos efforts pour l'accomplir. C'est là une tâche de la plus haute importance pour toute la révolution socialiste considérée du point de vue international, du point de vue général de la victoire sur le capitalisme. Pour vaincre le capitalisme en général, il faut d'abord vaincre les exploiteurs et maintenir le pouvoir des exploités, c'est-à-dire renverser les exploiteurs à l'aide des forces révolutionnaires ; ensuite vient la tâche constructive, qui est d'établir de nouveaux rapports économiques, de montrer par l'exemple la manière dont il faut s'y prendre. Ces deux aspects de la révolution socialiste sont indissolublement liés et différencient notre révolution de toutes les précédentes, dans lesquelles l'aspect destructif suffisait.

Si nous ne réglons pas le deuxième problème, tous les succès, toutes les victoires que nous aurons remportées en vue de renverser les exploiteurs et d'infliger une riposte militaire aux impérialistes internationaux, ne serviront à rien ; le retour à l'ancien régime sera inévitable. Du point de vue théorique, il ne saurait y avoir deux avis à ce sujet. Cette transition est extrêmement brusque et difficile, elle exige d'autres moyens, une manière différente de répartir et d'utiliser les forces, une autre orientation, une autre psychologie, etc. A la place des méthodes de renversement révolutionnaire des exploiteurs et de riposte aux oppresseurs, nous devons appliquer des méthodes d'organisation, de construction, nous devons affirmer notre personnalité, nous dresser à la face du monde non seulement comme une force capable de résister à l'écrasement par les armes, mais également comme une force capable de prêcher d'exemple. Toujours, dans tous les ouvrages des auteurs socialistes

les plus éminents, sont indiqués ces deux aspects de la révolution socialiste, qui, étant deux aspects de la même tâche, concernent aussi bien le monde extérieur, les Etats restés capitalistes, que les masses non-prolétariennes de leurs propres pays. Nous avons convaincu la paysannerie que le prolétariat lui procurerait de meilleures conditions d'existence que ne le faisait la bourgeoisie ; nous l'en avons persuadée par la pratique. Quand les paysans, bien que mécontents du régime bolchévik, l'eurent pratiquement comparé à celui de la Constituante, de Koltchak et d'autres, ils aboutirent à la conclusion que les bolchéviks leur assuraient une existence meilleure et les avaient défendus militairement contre la violence des impérialistes du monde entier. Et cependant, en régime bourgeois, la moitié de la paysannerie vivait bourgeoisement, et ne pouvait pas vivre autrement. Le prolétariat doit maintenant résoudre le second problème, montrer au paysan qu'il est en mesure de lui fournir le modèle et l'expérience de rapports économiques supérieurs à ceux où chaque famille paysanne mène isolément son exploitation. Jusqu'à présent la paysannerie n'a eu confiance qu'en cet ancien état de choses, jusqu'à présent elle le considère comme normal. Cela est hors de doute. Croire que notre propagande lui fera changer d'attitude en ce qui concerne les questions vitales, les problèmes économiques, c'est pur enfantillage. Les paysans sont dans l'expectative. D'une neutralité hostile à notre égard, ils ont passé à une neutralité bienveillante. Ils nous préfèrent à tout autre gouvernement parce qu'ils voient que l'Etat ouvrier, prolétarien, que la dictature du prolétariat, ce n'est pas la violence brutale, l'usurpation, comme on le disait, mais que c'est un meilleur défenseur de la paysannerie que les gens de Koltchak, de Dénikine, etc.

Mais cela ne suffit pas ; nous n'avons pas encore fait l'essentiel de ce qu'il faut faire : montrer que le prolétariat restaurera la grande production et l'économie publique de manière à faire passer la paysannerie à un régime économique supérieur. Après avoir prouvé que, grâce à l'organisation révolutionnaire, nous sommes capables de résister à la violence exercée sur les exploités, nous devons prouver la même chose dans un autre domaine, par un exemple qui ne convaincrait pas en paroles, mais démontrerait dans les

faits à l'énorme masse des paysans, aux éléments petits-bourgeois et aux autres pays qu'un régime, un système communiste peut être formé par le prolétariat victorieux dans la guerre. Cette tâche a une portée universelle. Pour remporter la deuxième partie de la victoire sur le plan international, il nous faut résoudre la deuxième partie du problème, celle qui concerne l'édification économique. Nous en avons discuté à la dernière conférence du parti ; il me semble donc qu'il n'est ni nécessaire ni possible de nous arrêter ici sur les différents points particuliers, car cette tâche embrasse tout ce qui touche à l'édification économique. J'ai indiqué sommairement les conditions susceptibles d'assurer du pain aux ouvriers occupés dans l'industrie et du combustible à l'industrie même. Ces conditions sont fondamentales ; elles nous assureront la possibilité de poursuivre les travaux d'édification. Je dois ajouter qu'au prochain congrès des Soviets, comme vous avez pu le voir dans les journaux qui ont publié son ordre du jour, cette édification socialiste doit être la question centrale. L'ordre du jour est conçu de manière à concentrer l'attention et les soins des délégués, de la masse des militants du parti et des organismes soviétiques de toute la république sur l'aspect économique, sur le rétablissement des transports et de l'industrie, sur ce qu'on appelle discrètement « l'aide à l'économie paysanne », mais qui signifie beaucoup plus : tout un système, un ensemble de mesures bien étudiées tendant à porter au niveau voulu l'exploitation paysanne, qui subsistera encore assez longtemps.

A cette occasion, sera présenté au Congrès des Soviets un rapport sur l'électrification de la Russie, afin de déterminer, au point de vue de la technique, le plan d'ensemble du relèvement de l'économie nationale, dont nous avons parlé. Si la Russie n'adopte pas une nouvelle technique supérieure à l'ancienne, il ne saurait être question ni du relèvement de l'économie nationale, ni du communisme. Le communisme, c'est le pouvoir des Soviets plus l'électrification de tout le pays, car sans électrification il est impossible de relever l'industrie. Tâche de longue haleine, qui demandera au moins 10 ans, à la condition de faire participer à ce travail une masse de techniciens, lesquels four-

niront au Congrès divers documents imprimés où ce plan est traité avec force détails[84] . Nous ne pouvons pas réaliser en moins de dix ans les grandes lignes de ce plan, créer les trente grandes régions de centrales électriques susceptibles d'assigner une base moderne à toute notre industrie. Il va sans dire que sans cette transformation de toute l'industrie en une grande production mécanisée, l'édification socialiste se trouverait réduite à une somme de décrets, elle resterait un lien politique entre la classe ouvrière et la paysannerie, la voie du salut des paysans contre les bandes de Koltchak et de Dénikine, qu'elle resterait un exemple pour tous les pays du monde, mais qu'elle n'aurait pas de base. Le communisme implique le pouvoir des Soviets, organe politique permettant à la masse des opprimés de prendre en mains toutes les affaires ; le communisme est impossible sans cela. Et nous en voyons la preuve dans l'univers entier, puisque l'idée du pouvoir des Soviets et son programme y remportent partout une victoire incontestable. Nous le voyons dans tous les épisodes de la lutte contre la IIe Internationale, qui ne se maintient qu'avec l'appui de la police, du clergé et des vieux fonctionnaires bourgeois du mouvement ouvrier.

Cela garantit le succès politique, mais le succès économique ne peut l'être que le jour où l'Etat prolétarien russe aura effectivement concentré entre ses mains tous les ressorts d'une grande machine industrielle construite sur les bases de la technique moderne. Cela veut donc dire : électrification, mais alors il faut connaître les conditions essentielles de l'application de l'électricité et, par suite, l'industrie et l'agriculture. Tâche énorme, dont l'accomplissement exigera un temps beaucoup plus long que celui que nous avons mis à défendre notre existence contre l'envahisseur. Mais ce délai ne nous fait pas peur. C'est une victoire pour nous d'avoir entraîné à ce travail des dizaines et des centaines d'ingénieurs et de scientifiques imprégnés de conceptions bourgeoises, de leur avoir assigné la mission de réorganiser l'ensemble de notre économie, de notre industrie et de notre agriculture, d'avoir éveillé leur intérêt et obtenu une quantité de matériaux réunis en une série de brochures. Chaque région à électrifier fait l'objet d'une brochure particulière. Le plan d'électrification de la ré-

gion du Nord est prêt, ceux qu'il intéresse peuvent se le procurer. Des brochures consacrées à chacune des régions et exposant le plan détaillé de la réorganisation paraîtront pour le Congrès. Notre tâche consiste maintenant à ce que partout, dans toutes les cellules du parti, dans toutes les administrations soviétiques, le travail soit mené d'une manière systématique, suivant ce plan unique dont la réalisation exigera de nombreuses années, afin que, dans un proche avenir, nous puissions voir concrètement comment et dans quelle mesure nous aurons progressé sans nous leurrer ni nous dissimuler les difficultés qui nous attendent. Telle est la tâche imposée par le plan économique unique et que la République entière doit réaliser à tout prix. Le Parti communiste doit organiser toute son agitation, toute sa propagande et tout son travail en fonction de cette tâche. Il en a été question plus d'une fois sur le plan théorique, personne n'en conteste la nécessité, mais c'est à peine si on a fait le centième de ce qu'il faut faire.

Rien de plus naturel, nous nous sommes accoutumés à la période de guerre politique, nous nous sommes tous trempés dans la lutte politique et militaire, ce qui fait que le travail accompli jusqu'ici par le pouvoir des Soviets n'est que le prélude à la tâche qui exige que l'on aiguille sans tarder le train sur d'autres voies, et ce train doit emporter des dizaines de millions d'hommes. Faire passer cette affaire-là sur une autre voie qui n'est parfois même pas tracée exige une attention soutenue, des connaissances et infiniment de persévérance. Le niveau culturel des paysans et de la masse ouvrière ne correspondant pas à cette tâche, et nous-mêmes nous étant habitués, à 99%, aux tâches militaires et politiques, il en est résulté une renaissance du bureaucratisme. Tout le monde le reconnaît. La tâche du pouvoir des Soviets est de détruire totalement l'ancien appareil d'Etat, comme nous l'avons aboli en Octobre, et de transmettre le pouvoir aux Soviets ; mais nous reconnaissons déjà dans notre programme qu'il s'est produit une renaissance du bureaucratisme et que les bases économiques d'une société vraiment socialiste manquent encore. Les conditions culturelles, l'instruction, un niveau de culture plus élevé font encore défaut dans les masses ouvrières et paysannes en général. Cela tient au fait que les tâches mi-

litaires ont pris au prolétariat le meilleur de ses forces. Le prolétariat a fait d'immenses sacrifices pour assurer le succès des tâches militaires auxquelles il a fallu faire participer des dizaines de millions de paysans ; il a fallu appeler au travail des éléments imprégnés de conceptions bourgeoises, il n'y en avait pas d'autres. C'est la raison pour laquelle nous avons dû indiquer dans le programme, dans un document aussi important que le programme du parti, que le bureaucratisme a réapparu, qu'il faut le combattre systématiquement. On conçoit que le bureaucratisme, qui a fait sa réapparition dans les institutions soviétiques, ne pouvait manquer d'exercer aussi une influence dissolvante dans les organisations du parti, puisque les cadres supérieurs du parti sont également ceux de l'appareil soviétique : c'est une seule et même chose. Si nous avons pris conscience du mal — le vieux bureaucratisme susceptible de se manifester dans l'appareil du parti, — c'est évidemment et tout naturellement qu'on en a décelé les symptômes également dans les organisations du parti. Et puisqu'il en est ainsi, la question a été mise à l'ordre du jour du Congrès des Soviets, et elle a retenu une très grande attention de cette conférence, à bon droit d'ailleurs, car le mal dont souffre le parti et dont l'existence a été reconnue dans les résolutions de la conférence générale du parti [85] ne se manifeste pas seulement à Moscou, mais s'étend à toute la république. Cela tient à la nécessité où nous nous trouvions de nous consacrer à l'action militaire et politique, d'entraîner les masses paysannes, alors que nous ne pouvions pas accroître nos exigences d'un plan plus large tendant à relever le niveau de l'économie paysanne, le niveau des masses paysannes.

Pour terminer, vous me permettrez de dire quelques mots de la situation à l'intérieur du parti, de la lutte qui s'y livre, de l'opposition qui s'y manifeste, que tous les camarades ici présents connaissent bien et qui, à la conférence des organisations de la ville et de la province de Moscou, a pris beaucoup de temps et de forces, peut-être beaucoup plus que nous ne l'eussions tous souhaité. Il est naturel que l'immense transition que nous venons d'opérer alors que trois années de guerre ont absorbé les forces puisées par la République au sein du prolétariat et du parti, nous

ait mis dans une situation difficile devant une tâche dont nous ne sommes pas à même d'évaluer exactement l'ampleur. Nous devons reconnaître que nous ignorons l'étendue réelle du mal, que nous ne pouvons pas préciser les rapports des forces et les contours exacts des groupes. La conférence du parti doit surtout poser la question, ne pas dissimuler le mal, attirer sur lui l'attention du parti et appeler tous ses membres à rechercher les moyens propres à y remédier. Du point de vue du Comité central et aussi, je pense, de l'immense majorité des camarades du parti, il est naturellement hors de doute (pour autant que je connaisse les façons de voir que personne ne renie) que, par suite de la crise du parti, l'opposition, qui existe non seulement à Moscou, mais également dans toute la Russie, manifeste de très nombreuses tendances absolument saines, nécessaires et inévitables dans les moments de développement naturel du parti et de passage d'une période où toute l'attention était consacrée aux tâches militaires et politiques, à une autre période où il s'agit de bâtir et d'organiser, où nous devons embrasser des dizaines d'administrations bureaucratiques et où le niveau culturel de la majorité du prolétariat et des paysans n'est pas à la hauteur de la tâche. L'Inspection ouvrière et paysanne n'existe, certes, qu'à l'état de vœu ; il n'a pas été possible de la mettre en route parce que les meilleurs ouvriers étaient au front et que le niveau culturel des masses paysannes ne permettait pas de promouvoir des militants sur une grande échelle.

On conçoit que l'opposition qui préconise une transition accélérée, l'appel au plus grand nombre possible de forces jeunes et neuves, l'élévation d'ouvriers de province à des postes de responsabilité, ait des aspirations, des tendances et un programme extrêmement sains. Ni au Comité central, ni parmi les camarades tant soit peu responsables, à en juger par ce qu'ils ont dit dans leurs interventions, il n'y a pas deux opinions à ce sujet. Mais il est également hors de doute qu'à côté de ces tendances saines, qui toutes s'unissent pour soutenir les mesures adoptées par la conférence, il y a d'autres éléments. A toutes les conférences, y compris les conférences préparatoires où le nombre des délégués était supérieur à celui de la présente conférence, vous n'avez pu entendre exprimer deux opinions à

ce sujet. Notre programme général doit être réalisé, pas de doute sur ce point, et un travail difficile nous attend. Bien sûr, on ne peut se contenter ici, de par l'essence même du problème, de renverser l'adversaire et de le repousser. Car nous sommes en présence de la masse petite-bourgeoise qui nous cerne de ses dizaines de millions d'individus ; nous sommes peu nombreux, nous sommes très peu nombreux en comparaison de cette masse petite-bourgeoise. Nous devons l'éduquer, la préparer ; or toutes nos forces organisées, susceptibles de s'acquitter de cette tâche nous avons dû les jeter dans un autre combat, les employer à une autre œuvre, essentielle, difficile, comportant de gros risques et imposant de grands sacrifices : la guerre. Tel est l'ordre d'urgence de cette entreprise militaire, et il n'est pas possible de s'y soustraire.

Et alors, compte tenu de cet état de choses, nous devons nous demander s'il est question, en l'occurence, d'un total assainissement du parti, d'une victoire totale sur le bureaucratisme afin de poser les problèmes de l'édification économique sur des bases plus adéquates, afin de ne pas seulement donner force de décret à l'Inspection ouvrière et paysanne, mais d'en faire une création véritable en y attirant les masses ouvrières. C'est une tâche difficile, et notre premier devoir doit être, s'il s'agit des objectifs du parti, de liquider le plus rapidement possible ce qu'on appelle la ligne de l'opposition. S'il est question de conceptions différentes, d'interprétations différentes des événements en cours, de programmes différents même concernant l'activité ultérieure, le Comité central doit considérer la question avec la plus grande attention, à toutes les réunions du Bureau politique et à toutes les séances plénières où s'expriment des nuances d'opinion. Le travail unanime au sein du parti nous permettra de nous acquitter de cette tâche. Cela est d'une extrême importance. Nous avons actuellement à réaliser un effort économique plus difficile que les tâches militaires, que nous avons pu mener à bien grâce à l'enthousiasme des paysans qui préféraient incontestablement l'Etat ouvrier à celui de Koltchak. Ce n'est plus du tout la même chose aujourd'hui, où il faut faire participer les masses paysannes à une œuvre qui leur est absolument étrangère, qu'elles ne comprennent pas et

en laquelle elles n'ont pas confiance. Cette tâche exige un esprit plus systématique, plus de persévérance, des capacités d'organisation plus grandes. Or, pour ce qui est des capacités d'organisation, le Russe en est certainement le plus dépourvu. C'est notre côté le plus faible ; et c'est pourquoi, si un obstacle nous gêne, il faut tâcher de l'éliminer au plus tôt. L'opposition, qui est l'image de cette période de transition, comporte incontestablement quelque chose de sain, mais quand elle se transforme en opposition pour l'opposition, il faut y mettre absolument fin. Nous avons perdu beaucoup de temps en altercations, querelles et zizanies, et nous devons nous dire : « Assez ! » et rechercher les conditions propres à assainir le travail. Faire telles et telles concessions, en faire plutôt plus que moins à ceux qui sont mécontents, qui s'intitulent opposition, mais obtenir l'unanimité dans le travail, car sans cela nous ne saurions tenir, alors que nous sommes entourés d'ennemis à l'extérieur et à l'intérieur.

Il est incontestable que l'ancienne masse petite-bourgeoise, que les petits patrons sont bien plus nombreux que nous. Leur force est supérieure à celle de la production et de l'économie socialistes, fondées sur les besoins des ouvriers. Tous ceux qui ont eu des contacts avec la campagne et qui ont vu la spéculation à la ville comprennent parfaitement que cette société basée sur la petite exploitation est plus forte que nous. C'est la raison pour laquelle le travail unanime est absolument indispensable, et nous devons y parvenir à tout prix. Quand j'ai eu l'occasion d'observer les discussions et la lutte au sein des organisations de Moscou, quand j'ai vu les nombreux débats, les querelles et les altercations qui éclataient au cours des réunions, je suis arrivé à la conclusion qu'il est temps d'en finir et de nous unir tous sur la plate-forme de la conférence. Il faut dire que nous avons payé cher pour y parvenir. Il était triste, par exemple, de voir les réunions du parti perdre des heures à se disputer à propos de tel ou tel camarade arrivé en retard, ou d'un autre qui s'était signalé de telle ou telle façon. Est-ce pour cela que l'on se réunit ? Il existe une commission spéciale qui juge du comportement des camarades inscrits sur les listes. Mais il s'agit ici du contenu de la réunion. Prenez, par exemple, le cas d'un militant du parti aussi expérimenté que Boub-

nov. J'ai entendu son discours à propos de la plate-forme proposée par la conférence. Cette plate-forme se réduit à une plus grande liberté de critique. Mais la conférence a eu lieu en septembre et nous sommes en novembre. La liberté de critique est une fort belle chose, mais du moment que nous y avons tous souscrit, ce n'est point un péché que de nous préoccuper du contenu de la critique. Pendant très longtemps les menchéviks, les socialistes-révolutionnaires et d'autres encore ont voulu nous faire peur avec la liberté de critique, mais ils en ont été pour leurs frais. Si la liberté de critique signifie la liberté de défendre le capitalisme, nous devons l'étouffer. Nous avons dépassé ce stade. La liberté de critique a été proclamée, mais il faut songer au contenu de la critique.

Et là, il faut constater quelque chose de bien triste : on n'aperçoit pas ce contenu. On arrive dans un rayon et on se demande : de quoi s'agit-il ? Il n'est pas possible, avec l'aide des organisations du parti, de vaincre l'analphabétisme par les anciennes méthodes bureaucratiques. Par quel autre moyen peut-on mettre fin au bureaucratisme, si ce n'est par un appel aux ouvriers et aux paysans ? Mais dans les réunions de rayon, le contenu de la critique porte sur des bagatelles, et je n'ai rien entendu, pas un seul mot, sur l'Inspection ouvrière et paysanne. Je n'ai pas entendu dire que tel ou tel rayon eût convié à ce travail des ouvriers et des paysans. Le vrai travail d'édification consiste dans l'application de la critique et dans son contenu. A Moscou, l'administration de chaque petit immeuble, de toute fabrique importante, de toute usine, doit avoir son expérience propre. Si nous voulons combattre le bureaucratisme, nous devons faire appel aux travailleurs de la base. Nous devons connaître l'expérience de telle ou telle fabrique ou usine, ce qui y a été fait pour mettre à la porte les bureaucrates, ce qu'a fait l'administration du quartier, ce qu'a fait la coopérative. Il faut que tout le mécanisme économique tourne à la vitesse maximum, mais on n'en entend pas parler, tandis que les altercations et les zizanies vont bon train. Certes, une révolution aussi gigantesque ne pouvait se faire sans déchets, sans cette écume qui n'est pas toujours particulièrement blanche. Il est temps de poser la question non seulement de la liberté de critique, mais également de son contenu. Il est temps de

dire que, compte tenu de notre expérience, nous devons faire toute une série de concessions, nous devons nous dire que nous ne tolérerons pas, dans l'avenir, la moindre tendance aux zizanies. Il nous faut mettre une croix sur le passé et nous atteler à la véritable édification économique, à la réorganisation de tout le travail du parti, de manière qu'il dirige l'édification économique soviétique et lui assure des succès pratiques, et qu'il fasse sa propagande plus par des actes que par des paroles. Car, aujourd'hui, vous ne convaincrez plus ni l'ouvrier ni le paysan avec des mots, on ne le peut que par l'exemple. Il faut les persuader qu'ils pourront améliorer leur exploitation sans avoir besoin des capitalistes, que pour écarter les conflits ils n'ont besoin ni de la matraque du policier, ni de la faim inhérente au régime capitaliste, mais qu'il leur faut la direction de membres du parti. Tel est le point de vue auquel il faut nous placer, et alors nous obtiendrons dans l'édification économique des succès qui, sur le plan international, nous conduiront à une victoire totale.

*Publié en 1920 dans la brochure: « les Tâches actuelles du travail du parti ». Editions du Comité de Moscou du P.C.(b)R.*

*Conforme au texte de la brochure*

# DISCOURS A LA CONFERENCE DE LA PROVINCE DE MOSCOU DU P.C.(b)R. POUR LES ELECTIONS AU COMITE DE MOSCOU 21 NOVEMBRE 1920

Camarades, il m'est arrivé souvent, peut-être même beaucoup trop, de participer à des élections, aux élections du parti après la campagne menée par différents groupes, courants et même fractions, et alors que cette lutte revêtait les formes les plus acharnées, que les élections se déroulaient sous un contrôle réciproque, allant jusqu'au fait que nul vote dans aucune cellule n'était considéré comme valable s'il avait été émis hors de la présence des scrutateurs des deux fractions chargés de décompter les voix recueillies. Mais jamais le principe de la proportionnelle n'a été appliqué lors des élections des organismes de direction : Comité de Pétrograd, Comité de Moscou ou Comité central. Quand deux groupes, deux courants ou fractions s'opposent dans des élections, pour élire une conférence du Parti, instance délibérative, ou un congrès du Parti, la représentation proportionnelle est indispensable. Mais lorsqu'il s'agit de constituer un organisme exécutif, chargé de diriger le travail pratique, la représentation proportionnelle n'a jamais été appliquée et elle ne saurait être considérée comme juste. Il me semble que, sous ce rapport, le précédent orateur a déjà marqué un recul en ce qui concerne le principe de la proportionnelle, en déclarant avec Ignatov que le mérite de la liste présentée par eux est de proposer onze candidats, comme il a dit. Je n'ai pas la possibilité de vérifier la valeur des onze camarades sur les 38, je pense que la concession de-

vrait être plus grande que ne le désirerait la majorité effective de cette assemblée ou le groupe qui se considérait partisan du Comité de Moscou. J'ai déjà développé les raisons de cette façon de voir, mais ce qui doit primer, c'est la sélection des hommes. Je ne connais pas la plupart des camarades qui figurent sur les listes, mais vous qui avez voix délibérative à cette conférence, vous les connaissez évidemment, et je pense qu'en faisant votre choix parmi des camarades que vous connaissez personnellement, vous serez sans aucun doute guidés uniquement par le souci de constituer un groupe susceptible de faire un travail unanime, dans lequel trouvera son expression chaque tendance du parti qui comporte quelque chose de sain, qu'elle ait ou non pris une forme précise ou qu'elle soit restée imprécise sous certains rapports, mais que dans son ensemble ce soit un groupe qui dirige la politique pratique, qui ne représente pas proportionnellement les nuances de cette assemblée, mais qui mène le combat, la lutte contre nos ennemis de l'intérieur et de l'extérieur, dans l'esprit des décisions de la conférence, de manière qu'il ne reste pas de place pour la mésentente et le manque de coordination. C'est pourquoi la considération déterminante pour vous, membres de la conférence, doit être la connaissance personnelle de chaque candidat et la préférence pour celui des groupes qui offre la garantie d'un travail fraternel, et non point ce principe de la proportionnelle pour l'élection d'un organisme exécutif, principe qui n'a jamais été appliqué et qu'il ne serait certainement pas juste d'appliquer aujourd'hui.

*Publié pour la première fois d'après le sténogramme*

# DISCOURS A LA CONFERENCE DES COMITES DE FABRIQUE ET D'USINE DES ENTREPRISES DE MOSCOU DE L'INDUSTRIE DU LIVRE 25 NOVEMBRE 1920

BREF COMPTE RENDU DE PRESSE

(Accueilli par une chaleureuse ovation, le camarade Lénine fait une longue intervention.) Le camarade Lénine indique les raisons qui ont empêché l'impérialisme mondial de réaliser son plan : étrangler la République prolétarienne ; raisons qui, surtout, se trouvent dans la décomposition du régime capitaliste et dans le développement du mouvement révolutionnaire parmi les ouvriers de tous les pays. Le langage de notre Armée Rouge est le plus convaincant et le mieux compris des loups-cerviers et des forbans, qui se voient contraints de nous parler commerce. Mais la victoire de l'Armée Rouge ne sera ni complète ni durable si nous ne menons pas à bien la tâche suivante, plus difficile, plus gigantesque, qui consiste à relever l'industrie et à améliorer l'économie nationale.

Lénine aborde la question de l'électrification, sans laquelle la renaissance du pays est impossible. Après s'être arrêté sur les questions concernant l'appel au capital étranger et les concessions, le rapporteur passe au rôle de l'industrie du Livre dans l'ensemble de l'économie nationale et termine en exprimant la certitude que les ouvriers et les

paysans de Russie montreront le brillant exemple de leur victoire sur le front de la paix, comme ils l'ont déjà montré à maintes reprises sur les fronts de la guerre. (Applaudissements prolongés.)

*La « Pravda » n° 269, 30 novembre 1920* *Conforme au texte de la « Pravda »*

# DISCOURS A L'ASSEMBLEE DES SECRETAIRES DE CELLULES DE L'ORGANISATION DE MOSCOU DU P.C.(b)R. 26 NOVEMBRE 1920

COMPTE RENDU DE PRESSE

Dans une première question écrite, un camarade demande s'il est vrai que toutes les administrations vont déménager à Pétrograd. C'est inexact. Le bruit est né du fait qu'au Soviet de Moscou s'est fait jour l'idée de transférer de Moscou à Pétrograd les administrations non indispensables, ceci en raison de la crise du logement. Il est apparu que Pétrograd peut recevoir jusqu'à 10 000 fonctionnaires soviétiques sur les 200 000 que compte Moscou. Pour étudier tous les aspects de la question, une commission a été créée qui est à l'œuvre et dont les conclusions seront soumises au Conseil des Commissaires du Peuple. Ainsi, vous voyez que ce bruit est inexact sous certains rapports.

Les deuxième et troisième questions écrites ont trait aux concessions. Permettez que je m'y arrête.

Dans l'un de ses livres, Spargo, le socialiste américain, qui est quelque chose dans le genre de notre Alexinski et qui hait farouchement les bolchéviks, parle des concessions comme d'une preuve de la faillite du communisme. Nos menchéviks disent la même chose. Le défi est lancé et nous sommes prêts à le relever. Parlons sérieusement. Qui a fait faillite, nous ou la bourgeoisie européenne ? Pendant trois ans elle nous a calomniés, traités d'usurpateurs et de bandits, elle s'est efforcée de nous battre par tous les moyens, et maintenant elle est obligée d'admettre qu'elle ne nous a pas vaincus. C'est déjà une victoire pour nous. Les menché-

viks prétendent que nous voulions, à nous seuls, l'emporter sur la bourgeoisie mondiale. Or, nous avons toujours affirmé que nous n'étions qu'un maillon dans la chaîne de la révolution mondiale et nous ne nous sommes jamais donné comme objectif de vaincre par nos seuls moyens. La révolution mondiale n'a pas encore éclaté, mais on ne nous a pas encore vaincus non plus. Le militarisme se décompose tandis que nous nous renforçons : ce sont eux qui ont fait faillite, et non pas nous.

Maintenant, ils veulent nous assujettir par le moyen d'un traité. Tant que la révolution n'aura pas éclaté, le capital bourgeois nous sera utile. Tant que nous sommes un pays faible sur le plan économique, comment pouvons-nous hâter le développement de notre économie ? En ayant recours au capital bourgeois. Nous avons actuellement deux projets de concessions. L'un a trait à une concession du Kamtchatka pour une durée de 10 ans. Nous avons reçu la visite d'un milliardaire américain qui nous a dit très franchement les raisons qui le poussent à traiter : l'Amérique désire avoir une base en Asie en cas de guerre contre le Japon. Ce milliardaire nous a dit que si nous vendions le Kamtchatka à l'Amérique, il répondait d'un tel enthousiasme du peuple des Etats-Unis, que son gouvernement reconnaîtrait aussitôt le pouvoir des Soviets de Russie, mais que si nous le leur donnions seulement à bail, l'enthousiasme serait moindre. Actuellement, il est en route vers l'Amérique où il dira que la Russie des Soviets n'est pas du tout ce qu'on croyait.

Jusqu'à présent, nous avons vaincu la bourgeoisie mondiale parce qu'elle n'est pas capable de s'unir. Les traités de Brest-Litovsk et de Versailles n'ont fait que les diviser. Actuellement, une inimitié farouche croît entre l'Amérique et le Japon. Nous mettons la chose à profit et nous offrons de louer le Kamtchatka, au lieu de le donner pour rien : le Japon ne nous a-t-il pas pris, en l'occupant militairement, un énorme territoire dans l'Extrême-Orient ? Il est beaucoup plus avantageux pour nous de ne pas courir de risques, de donner à bail le Kamtchatka et d'en recevoir une partie des produits, d'autant plus que, de toute façon, nous n'en disposons pas en fait et ne pouvons pas l'exploiter. Le traité n'est pas encore signé, mais déjà, au Japon, on en parle

avec des transports de rage. Par ce traité, nous avons aggravé encore les dissensions entre nos ennemis.

Deuxième type de concessions : nous donnons à ferme quelques millions de déciatines de forêts dans la province d'Arkhangelsk que, malgré tous nos efforts, nous ne sommes pas à même d'exploiter. On établit une espèce d'échiquier, de sorte qu'à côté des secteurs loués il y aura les nôtres, ceux que nous pouvons mettre en valeur et où nos ouvriers pourront s'initier à leur technique. Tout cela nous est très avantageux.

Maintenant, le dernier aspect de la question.

Une concession, ce n'est pas la paix, c'est encore la guerre, mais sous une autre forme, plus avantageuse pour nous. Avant, la guerre se faisait avec des tanks, des canons, etc., qui nous empêchaient de travailler ; maintenant la guerre va se faire sur le front économique. Peut-être tenteront-ils de rétablir la liberté du commerce, mais ils ne pourront se passer de nous. Ensuite, ils sont obligés de se soumettre à toutes nos lois ; nos ouvriers pourront apprendre auprès d'eux, et, en cas de guerre — car nous devons toujours nous attendre à une guerre avec la bourgeoisie — tous leurs biens nous reviendraient en vertu du droit de la guerre. Je le répète : les concessions, c'est la continuation de la guerre sur le plan économique ; mais là nous développons nos forces productives, au lieu de les ruiner. Il est hors de doute qu'ils essaieront de nous tromper et de tourner nos lois, mais contre cela nous disposons d'organismes appropriés : la Commission extraordinaire de Russie, la Commission extraordinaire de Moscou, la Commission extraordinaire provinciale, etc., et nous sommes persuadés que nous remporterons la victoire.

Il y a dix-huit mois, nous voulions signer une paix qui accordait une immense partie du territoire à Dénikine et à Koltchak. Ils s'y sont refusés et ils ont tout perdu. Nous avons tracé la voie juste qui conduit à la révolution internationale, mais cette voie n'est pas droite, elle fait des zigzags. Nous avons affaibli la bourgeoisie et elle ne nous aura pas par la force des armes. Avant, ils nous interdisaient de faire notre propagande communiste ; maintenant, il n'en est plus question et il serait ridicule de l'exiger. La désagrégation intérieure se poursuit chez eux, et cela nous renforce.

Nous ne songeons pas à vaincre la bourgeoisie mondiale par la seule force des armes, et c'est à tort que les menchéviks nous imputent cette idée.

Je n'ai pas entendu le rapport du camarade Kaménev sur la conférence, mais je dirai que celle-ci nous donne une leçon : quel que soit le déroulement de la lutte, quels que soient les souvenirs, il faut en terminer tout à fait ; il ne faut pas oublier que le principal et le plus important c'est la cohésion des forces. Les tâches de l'édification économique nous attendent. La transition est difficile après six ans de guerre et il faut nous y engager toutes forces unies, sur la base des résolutions de la Conférence de Russie, qu'il nous faut mettre en pratique. La lutte contre le bureaucratisme, le travail économique et administratif exigent le coude à coude. On attend de nous de la propagande par l'exemple : il faut montrer l'exemple à la masse des sans-parti. Il n'est pas facile d'appliquer les résolutions, il faut concentrer toutes les forces là-dessus et se mettre sérieusement au travail, ce à quoi je vous convie.

*La « Pravda » n° 269, 30 novembre 1920*

*Conforme au texte de la « Pravda », collationné avec le sténogramme*

# RAPPORT A L'ASSEMBLEE GENERALE DES COMMUNISTES DE ZAMOSKVORETCHIE 29 NOVEMBRE 1920[46]

BREF COMPTE RENDU DE PRESSE

Le camarade Lénine s'est arrêté assez longuement sur la question de la lutte contre le bureaucratisme, dont notre « opposition » fait presque une question de principe dans ses divergences avec la majorité de la conférence de province. Tout en reconnaissant que l'« opposition » a raison de mettre la question à l'ordre du jour, Lénine critique sévèrement en même temps l'opposition pour la légèreté avec laquelle elle l'aborde. Après avoir rappelé les causes de la renaissance du bureaucratisme dans notre Etat soviétique et les racines qui l'alimentent actuellement, Lénine met énergiquement les camarades en garde contre l'idée qu'il serait possible de combattre ce mal à l'aide de résolutions de papier et d'une critique abstraite et sans contenu. Les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires, qui voudraient redorer leur blason sur cette question, nous reprochent de ne pas être en mesure de vaincre le bureaucratisme dans notre appareil soviétique. Autrefois, ces Messieurs disaient que nous ne saurions défendre notre Etat soviétique ; aujourd'hui ils disent : « oui, mais le bureaucratisme n'en subsiste pas moins dans les administrations soviétiques, bien que Lénine ait écrit dans tel ouvrage que sous le régime des Soviets le bureaucratisme serait anéanti ».

Or, il n'en est pas du tout ainsi.

En premier lieu, il faut améliorer les conditions générales

d'existence, pour que l'ouvrier n'ait pas à courir sac au dos à la recherche de la farine, pour que des centaines de milliers et des millions de travailleurs passent par l'école de l'Inspection ouvrière et paysanne et apprennent à gérer l'Etat (car personne ne nous a enseigné cela) et puissent remplacer les centaines de milliers de bureaucrates bourgeois.

A propos de l'Inspection ouvrière et paysanne, cet organisme a été créé il y a un an environ, mais, jusqu'à présent, il ne s'est pas beaucoup manifesté en tant qu'école de préparation à la gestion de l'Etat. Il ne serait pas inutile, pour les camarades qui veulent réellement accélérer la lutte contre le bureaucratisme, de travailler dans ce domaine et d'en tirer des leçons utiles.

Lénine fait remarquer que la question de la lutte contre le bureaucratisme se pose d'une manière particulièrement aiguë à Moscou, parce que les camarades y ont affaire non seulement aux bureaucrates de Moscou, mais également à ceux du pays entier, en raison de la présence des administrations centrales. Il y a à Moscou 200 000 fonctionnaires soviétiques, dont environ 10 000 seulement pourront être transférés prochainement à Pétrograd avec leurs services respectifs.

Le bureaucratisme de l'appareil soviétique ne pouvait manquer de gagner l'appareil du parti, ces deux appareils s'interpénétrant de façon étroite. La lutte contre ce mal peut et doit être mise à l'ordre du jour, non pas sur le plan de la critique pour la critique, mais en faisant connaître pratiquement les méthodes de lutte. Mieux encore : il faut que les camarades-critiques engagent une lutte effective dans les entreprises où ils travaillent, en informant sur les résultats et les leçons de cette lutte.

## CONCLUSION

Dans sa conclusion, le camarade Lénine indique très durement à ses contradicteurs qu'il ne sied pas aux communistes de critiquer sans preuves à l'appui, d'accuser en bloc le Comité central sans citer un seul fait, de s'en prendre sans discernement aux spécialistes, de les mettre tous dans le même sac de « bourgeois », sans même essayer de savoir

qui ils sont. Lénine cite un certain nombre de noms d'ouvriers qui ont su s'imposer dans le travail en commun avec les spécialistes, établir avec eux des rapports corrects et en obtenir ce qu'il fallait. Ces ouvriers ne se plaignent pas des spécialistes. Ceux qui grognent, ce sont ceux qui n'ont pas su s'en tirer dans leur travail. A ne citer que Chliapnikov (l'un des opposants qui se présente comme membre de l'« opposition ouvrière ») ; il s'évertue de toutes ses forces, selon le mot de Lénine, à « pondre des divergences » et il n'est pas d'accord avec Lénine déclarant dans son rapport que nous sommes les débiteurs de la paysannerie, et il affirme que sur ce point «l' opposition se sépare du camarade Lénine ». Ou encore ce même Chliapnikov qui s'obstine à ne pas voir les mauvais résultats de son travail et veut absolument représenter son envoi à Arkhangelsk comme une déportation décidée par le Comité central. Ou le camarade Boubnov, qui a tellement parlé de la lutte contre le bureaucratisme et qui n'a absolument rien dit de la manière dont il lutte contre lui, ne serait-ce qu'à sa Direction Centrale des Textiles, où il n'y en a pas moins, mais peut-être plus que dans d'autres services. C'est pourquoi, Vladimir Ilitch met en garde les camarades de Zamoskvorétchié : quand vous entendez une telle critique, une critique sans contenu, une critique pour la critique, soyez sur vos gardes, cherchez s'il n'y a pas chez celui qui la formule quelque blessure d'amour-propre, peut-être est-il irrité ou a-t-il été heurté personnellement par quelque chose, ce qui le pousse vers une opposition gratuite, vers l'opposition pour l'opposition.

Pour terminer, le camarade Lénine répond aux questions écrites, en s'arrêtant plus en détail sur le problème des concessions.

*La « Pravda » n° 273, 4 décembre 1920*

*Conforme au texte de la «Pravda»*

# TELEGRAMME AU PRESIDENT DU COMITE MILITAIRE REVOLUTIONNAIRE D'ARMENIE[87]

Erevan. Au camarade Kassian,
président du Comité militaire révolutionnaire d'Arménie

Je salue en votre personne l'Arménie soviétique et travailleuse, libérée du joug de l'impérialisme. Je ne doute pas que vous ferez tous vos efforts pour établir une solidarité fraternelle entre les travailléurs d'Arménie, de Turquie et d'Azerbaïdjan.

Le Président du Conseil des Commissaires du Peuple

Moscou, le 2 décembre 1920. *Lénine*

*La « Pravda » n° 273, 4 décembre 1920*

*Conforme au texte rédigé par J. Staline*

# DISCOURS A L'ASSEMBLEE DES MILITANTS ACTIFS DE L'ORGANISATION DE MOSCOU DU P.C.(b)R. 6 DECEMBRE 1920

Camarades, j'ai vu avec un grand plaisir, bien qu'avec surprise, je l'avoue, que la question des concessions suscite un énorme intérêt. De partout s'élèvent des cris et principalement de la base. On demande : comment cela se fait-il que nous ayons chassé nos exploiteurs et que nous appelions maintenant ceux de l'étranger ?

On comprendra pourquoi ces protestations me font plaisir. Il est évident que si la base lance ce cri d'alarme : ne laissons pas revenir les anciens capitalistes ! si ce cri retentit à propos d'un acte d'une importance aussi secondaire que le décret sur les concessions, c'est que la conscience est vive du danger du capitalisme et du péril qu'entraîne la lutte contre lui. C'est naturellement très bien, d'autant mieux que, comme je l'ai déjà dit, les craintes exprimées émanent de la base.

Du point de vue politique — il y a des considérations politiques et des considérations économiques — l'essentiel dans la question des concessions est la règle que nous n'avons pas seulement assimilée théoriquement, mais que nous avons également appliquée pratiquement, et qui sera fondamentale pour nous pendant longtemps encore, jusqu'à la victoire définitive du socialisme dans le monde entier, à savoir : il faut mettre à profit les antagonismes et les contradictions qui existent entre deux impérialismes, entre deux groupes

d'Etats capitalistes, en les excitant l'un contre l'autre. Tant que nous n'aurons pas conquis le monde entier, tant que, sur le double plan économique et militaire, nous serons plus faibles que le reste du monde capitaliste, nous devrons nous en tenir à cette règle : il faut savoir mettre à profit les contradictions et les antagonismes qui existent entre les impérialistes. Si nous ne l'avions pas appliquée, il y a longtemps que nous aurions été tous pendus, à la grande satisfaction des capitalistes. Notre expérience capitale sous ce rapport est celle de la conclusion du traité de Brest-Litovsk. Mais il ne faut pas en déduire que les traités ne peuvent être que comme ceux de Brest-Litovsk ou de Versailles. C'est faux. Il peut y en avoir d'une troisième sorte, avantageuse pour nous.

Le traité de Brest-Litovsk a ceci de significatif que, pour la première fois, à une immense échelle, au milieu de difficultés extrêmes, nous avons si bien su tirer parti des contradictions qui existaient entre les impérialistes, qu'en fin de compte c'est le socialisme qui a gagné. A l'époque de Brest-Litovsk, il y avait deux groupes de forbans impérialistes d'une puissance formidable : le groupe germano-autrichien et le groupe anglo-franco-américain. Leur lutte acharnée devait décider du sort du monde pour le proche avenir. Si nous avons pu tenir, bien que, sur le plan militaire, notre force fût égale à zéro, alors que nous n'avions rien et que nous roulions tout au fond de l'abîme sur le plan économique, ce miracle ne s'est produit que parce que nous avons su tirer un parti judicieux du conflit des impérialismes allemand et américain. Nous avons fait la plus grande concession à l'impérialisme allemand et, ce faisant, nous nous prémunissions contre les attaques des deux impérialismes. L'Allemagne ne pouvait pas entreprendre d'étrangler la Russie des Soviets ni économiquement, ni politiquement ; elle avait autre chose à faire. Nous lui abandonnions l'Ukraine où elle pouvait puiser à volonté, du blé et du charbon, à la condition toutefois de pouvoir les prendre, à la condition de posséder les forces vives nécessaires pour les prendre. L'impérialisme anglo-franco-américain ne pouvait engager l'offensive contre nous, car nous avions commencé par lui offrir la paix. Actuellement,un gros livre de Robins paraît en Amérique, qui relate les pourparlers que les Américains eurent avec Lénine et Trotski qui consentaient à signer

la paix. Ils aidèrent, il est vrai, les Tchécoslovaques et les poussèrent à l'intervention, mais, occupés par leur propre guerre, ils ne purent intervenir.

Il en est résulté, en apparence, une sorte de bloc de la première République socialiste avec l'impérialisme allemand contre l'impérialisme de l'autre bloc. Mais nous n'avions conclu aucun bloc, nous n'avions nulle part franchi la limite dont le dépassement eût sapé le pouvoir socialiste ou entaché son honneur, et nous tirâmes si bien parti du conflit des deux impérialismes que, finalement, ils y perdirent tous les deux. L'Allemagne ne tira rien du Traité de Brest-Litovsk, sauf quelques millions de pouds de blé ; par contre elle importa la désagrégation par le bolchévisme. Quant à nous, nous avions gagné du temps, pendant lequel l'Armée Rouge commença à se constituer. Même les immenses malheurs de l'Ukraine se révélèrent réparables, bien que chèrement payés. Ce sur quoi tablaient nos ennemis, la faillite rapide du pouvoir des Soviets de Russie, ne se produisit pas. Précisément, la trêve que l'histoire nous accordait, nous l'avons employée à nous renforcer d'une manière telle qu'il est devenu impossible de nous abattre par les armes. Nous avons gagné du temps, gagné sur le rythme des événements, en ne donnant en échange que beaucoup d'espace. On philosophait alors, il m'en souvient, que pour gagner du temps il fallait céder de l'espace. Et nous avons agi, sur le double plan pratique et politique, en accord avec la théorie des philosophes sur le temps et l'espace ; nous avons cédé beaucoup d'espace, mais nous avons gagné assez de temps pour nous renforcer. Quand, ensuite, tous les impérialistes voulurent déclencher contre nous une grande attaque, il apparut que cela n'était pas possible, car ils n'avaient pour une telle guerre ni les moyens ni les forces. Nous n'avions pas sacrifié nos intérêts fondamentaux ; nous n'avions sacrifié que des intérêts secondaires et avions gardé l'essentiel.

Ici se pose, entre autres, la question de l'opportunisme. L'opportunisme consiste à sacrifier les intérêts fondamentaux pour obtenir des avantages partiels et temporaires. Tout est là, s'il s'agit de donner une définition théorique de l'opportunisme. Beaucoup y ont trébuché. Lors du Traité de Brest-Litovsk, nous sacrifions précisément les intérêts de

la Russie, compris au sens patriotique du mot, secondaires du point de vue du socialisme ; nous faisions d'immenses sacrifices, mais cependant des sacrifices secondaires. Les Allemands haïssaient la Grande-Bretagne de toute leur âme. Ils haïssaient tout autant les bolchéviks, mais nous leur tendîmes un piège et ils y tombèrent. Ils affirmaient sans cesse qu'ils n'iraient pas aussi loin que Napoléon ; en effet, ils n'allèrent pas jusqu'à Moscou, mais ils pénétrèrent en Ukraine et y succombèrent. Ils pensaient avoir beaucoup appris de Napoléon, mais les choses tournèrent autrement. Quant à nous, nous y avons beaucoup gagné.

L'exemple du traité de Brest-Litovsk nous a énormément appris. Nous sommes actuellement entre deux ennemis. S'il n'est pas possible de les vaincre tous les deux, il faut savoir disposer nos forces de manière qu'ils en viennent aux mains, car, comme toujours, lorsque deux voleurs sont aux prises, l'honnête homme y gagne. Mais dès que nous serons assez forts pour abattre le capitalisme dans son ensemble, nous le prendrons au collet. Nos forces grandissent et même très vite. Si le traité de Brest-Litovsk a été une leçon que nous n'oublierons jamais et qui, quant aux conclusions, vaut plus que toutes les propagandes et que tous les prêches, nous avons maintenant gagné en ce sens que nous avons pu nous remettre debout. Nous sommes entourés d'Etats impérialistes qui haïssent les bolchéviks de tout leur cœur, qui dépensent des sommes énormes pour nous combattre, engagent leurs forces spirituelles, leur presse, etc., etc., et qui, en trois ans, n'ont pas cependant réussi à nous abattre militairement, encore que nous fussions infiniment faibles sur le plan économique et le plan militaire. Nous n'avons pas le centième des forces que possèdent les Etats impérialistes coalisés et, néanmoins, ils sont impuissants à nous étouffer. Ils ne le peuvent pas parce que leurs soldats ne les écoutent pas ; leurs ouvriers et leurs paysans, las de la guerre, ne veulent pas se battre contre la République des Soviets. Telle est la situation aujourd'hui et c'est d'elle qu'il faut partir. Nous ignorons ce qu'elle sera d'ici quelques années, car d'année en année les puissances occidentales se remettent de la guerre.

Depuis le II[e] Congrès de la III[e] Internationale, nous avons solidement pris pied dans les pays impérialistes,

non seulement dans le domaine idéologique, mais également dans celui de l'organisation. Il y a actuellement dans tous les pays des noyaux qui travaillent et sauront travailler d'une manière indépendante. C'est chose faite. Mais l'allure, la cadence du développement de la révolution dans les pays capitalistes est beaucoup plus lente que chez nous. Il était évident que, lorsque les peuples auraient obtenu la paix, un ralentissement du mouvement révolutionnaire serait inévitable. C'est pourquoi, sans présumer de l'avenir, nous ne pouvons pas miser actuellement sur une accélération du rythme. Notre tâche est de décider ce qu'il faut faire à l'heure actuelle. Les hommes vivent dans un Etat et chaque Etat fait partie d'un système d'Etats entre lesquels s'établit un certain équilibre politique.

Si l'on considère que, sur toute la terre, les capitalistes ont sinon acheté l'immense majorité des plus riches sources de matières premières, du moins les ont-ils accaparées politiquement ; du moment qu'il y a équilibre sur cette base capitaliste, il faut en tenir compte, il faut savoir en tirer parti. Il ne nous est pas possible de faire la guerre à l'Entente actuelle. Notre travail d'agitation fait son œuvre et le fait magnifiquement, nous en sommes certains. Politiquement, nous devons mettre à profit les désaccords qui existent entre nos ennemis et uniquement les désaccords profonds déterminés par les causes économiques les plus graves. Si nous tentions d'exploiter les petits désaccords occasionnels, nous ne serions que de petits politiciens et de bien piètres diplomates. Il n'y a rien de sérieux à y gagner. Beaucoup de diplomates jouent à ce jeu ; ils jouent pendant quelques mois, font leur carrière et finissent par tomber.

Y a-t-il, dans le monde capitaliste contemporain, des antagonismes fondamentaux à exploiter ? Il y en a trois essentiels, que je voudrais indiquer. Le premier, qui nous touche de plus près, c'est celui du Japon et de l'Amérique. La guerre se prépare entre eux. Ils ne peuvent pas voisiner en paix sur les côtes de l'Océan Pacifique, bien que 3 000 verstes les séparent. Cette rivalité découle incontestablement des rapports de leurs capitalismes. Il existe une énorme littérature consacrée à la question de la future guerre nippo-américaine. Que cette guerre se prépare, qu'elle soit inévitable, on ne peut en douter. Les pacifistes s'efforcent de tourner

la question, de l'escamoter à l'aide de phrases générales, mais quiconque étudie l'histoire des rapports économiques et de la diplomatie ne peut avoir l'ombre d'un doute sur le fait que la guerre est mûre du point de vue économique et qu'elle se prépare politiquement. On ne peut ouvrir un seul livre consacré à cette question sans voir mûrir la guerre. La terre est partagée. Le Japon s'est emparé d'un nombre énorme de colonies. Il compte 50 millions d'habitants, il est relativement faible sur le plan économique. L'Amérique compte 110 millions d'habitants, elle n'a aucune colonie, bien qu'elle soit bien plus riche que le Japon. Le Japon s'est emparé de la Chine qui a 400 millions d'habitants et possède les plus riches réserves de houille du monde. Comment garder ce morceau ? Il serait ridicule de croire que le capitalisme le plus fort n'arrachera pas au plus faible tout ce dont il s'est emparé. Devant un tel état de choses, les Américains peuvent-ils rester indifférents ? Est-il possible de songer que les capitalistes puissants resteront tranquillement à côté des capitalistes faibles sans vouloir leur arracher leur butin? A quoi seraient-ils bons alors ? Mais pouvons-nous, en l'occurrence, rester indifférents et nous borner à dire en notre qualité de communistes que « nous ferons de la propagande communiste dans ces pays » ? C'est juste, mais ce n'est pas tout. La tâche pratique de la politique communiste est de mettre à profit ce conflit, en les dressant l'un contre l'autre. Ici intervient une situation nouvelle. Prenez ces deux pays impérialistes, le Japon et l'Amérique, ils veulent se battre et ils se battront pour s'assurer la primauté dans le monde, pour le droit de piller. Le Japon fera la guerre pour pouvoir continuer à piller la Corée, qu'il met en coupe réglée avec une férocité inouïe, combinant les dernières conquêtes de la technique et les tortures purement asiatiques. Nous avons reçu récemment un journal coréen qui relate les exploits des Japonais. Ils allient toutes les méthodes du tsarisme, les derniers perfectionnements de la technique, à un système purement asiatique de tortures, à une férocité sans nom. Mais les Américains veulent leur arracher ce morceau de choix qu'est la Corée. Certes, dans une telle guerre, la « défense de la patrie » serait le plus grand crime, la trahison du socialisme. Bien sûr, soutenir l'un des pays contre l'autre serait un crime

contre le communisme, mais nous, communistes, nous devons utiliser l'un des pays contre l'autre. Est-ce que nous commettrions là un crime contre le communisme ? Non, parce que nous le faisons en tant qu'Etat socialiste, qui fait de la propagande communiste et qui est obligé de mettre à profit chaque heure que lui accordent les circonstances pour se renforcer le plus rapidement possible. Nous avons commencé à prendre des forces, mais nous ne le faisons que très lentement. L'Amérique et les autres pays capitalistes augmentent leur puissance économique et militaire d'une manière follement rapide. De quelque façon que nous rassemblions nos forces, notre développement sera beaucoup plus lent.

Nous devons mettre à profit la situation qui s'est créée : c'est là le sens et la portée de la concession du Kamtchatka. Nous avons reçu la visite de Vanderlip, parent éloigné, s'il faut l'en croire, d'un milliardaire de renom ; mais comme nos services de contre-espionnage de la Commission Extraordinaire de Russie, parfaitement bien organisés, n'englobent malheureusement pas encore les Etats du Nord de l'Amérique, nous n'avons pas pu établir nous-mêmes la parenté de ces Vanderlip. D'aucuns disent même qu'il n'y en a pas. Je ne prends pas sur moi d'en juger. Mes connaissances se bornent à la lecture du livre du Vanderlip qui n'est pas venu chez nous et que l'on dépeint comme un si grand seigneur, que les rois et les ministres le reçoivent avec les plus grands honneurs, d'où il faut conclure que sa bourse est bien garnie. Il discute avec eux sur un ton qui est celui de gens qui discutent entre eux à une réunion dans le genre de la nôtre, et il leur parle tranquillement de la manière dont il faut restaurer l'Europe. Si les ministres lui parlent avec autant de respect, c'est que Vanderlip est en relations avec les milliardaires : son livre exprime le point de vue d'un homme d'affaires qui ne sait rien de plus, qui observe l'Europe et qui dit : « Ça ne marchera probablement pas et tout ira au diable. » Ce livre est plein de haine à l'égard du bolchévisme. Petit livre extrêmement intéressant et, pour la propagande, bien supérieur à toutes les brochures communistes, parce que sa conclusion finale est la suivante : « Je crains que l'on ne parvienne pas à guérir le malade, bien que nous ayons beaucoup d'argent et de moyens pour le soigner ».

Vanderlip a apporté une lettre au Conseil des Commis-

saires du Peuple. Lettre fort intéressante, parce qu'avec la franchise, le cynisme et la brutalité extraordinaires d'un koulak américain, elle dit : « Nous sommes très forts en 1920 ; en 1923, notre flotte sera encore plus forte, cependant le Japon contrecarre notre puissance et nous serons obligés de lui faire la guerre ; or, il est impossible de faire la guerre sans pétrole. Si vous nous vendez le Kamtchatka, je vous garantis que l'enthousiasme du peuple américain sera tel que nous vous reconnaîtrons aussitôt. L'élection du nouveau Président, en mars prochain, donnera la victoire à notre Parti. Mais si vous ne faites que nous louer le Kamtchatka, je vous déclare qu'il n'y aura pas un tel enthousiasme. » Tel est, presque textuellement, le contenu de sa lettre. Nous avons devant nous un impérialisme mis à nu, qui ne juge même pas utile de se voiler, tant il se croit superbe. Quand nous l'avons reçue, cette lettre, nous nous sommes dit : il faut saisir l'occasion des deux mains. Qu'il ait raison sur le plan économique, cela prouve que le Parti républicain en Amérique est à la veille de la victoire. Pour la première fois dans l'histoire de l'Amérique, il s'est trouvé dans le Sud des hommes pour voter contre les démocrates. Il est clair alors que nous sommes en présence du raisonnement juste d'un impérialiste sur le plan économique. Le Kamtchatka appartenait à l'ancien Empire russe. C'est exact. On ignore à qui il appartient en ce moment. Il semblerait qu'il soit la propriété d'un Etat qui s'appelle la République d'Extrême-Orient, mais les frontières mêmes de cet Etat ne sont pas exactement déterminées. Il est vrai que certains documents sont en voie d'élaboration à ce sujet. Mais premièrement, ils ne sont pas encore établis, et deuxièmement, ils ne sont pas encore ratifiés. Le Japon règne sur l'Extrême-Orient, il peut y faire tout ce qu'il veut. Si nous donnons à l'Amérique le Kamtchatka, qui nous appartient juridiquement, mais dont le Japon s'est emparé en fait, il est clair que nous y gagnerons. Telle était le fond de mon raisonnement politique et, en nous en inspirant, nous avons décidé aussitôt de conclure sans faute le traité avec l'Amérique. Certes, il faudra marchander, car aucun marchand n'aurait d'estime pour nous si nous ne marchandions pas. C'est pourquoi le camarade Rykov a déjà commencé les marchandages, et nous avons rédigé un projet d'accord. Mais quand il s'est agi

de signer, nous avons déclaré : « Tout le monde sait qui nous sommes, mais vous, qui êtes-vous ? » Il est alors apparu que Vanderlip ne pouvait nous donner de garanties. Alors nous avons dit : « Nous sommes conciliants, il ne s'agit là que d'un projet et vous avez dit vous-même que le traité n'entrerait en vigueur que lorsque votre parti aurait gagné ; or, il n'a pas encore gagné, attendons. »

Le projet d'accord ne nous engage à rien, nous pouvons à tout instant y renoncer. Dans ce cas, nous aurons simplement perdu un peu de temps en pourparlers avec Vanderlip et un petit nombre de feuilles de papier, mais, d'ores et déjà, nous avons gagné. Il suffit de lire les informations d'Europe pour le voir. Pas une dépêche du Japon qui ne fasse état de la grande inquiétude suscitée par les concessions attendues. Le Japon déclare : « Nous ne le tolérerons pas, c'est une atteinte à nos intérêts ». S'il vous plaît, battez l'Amérique, nous n'y ferons pas d'objections. A parler brutalement, nous avons déjà brouillé à mort le Japon et l'Amérique, d'où bénéfice. Nous avons gagné sur les Américains également.

Qui est Vanderlip ? Nous n'avons pas pu l'établir, mais c'est un fait que, dans le monde capitaliste, à propos de simples citoyens, on n'envoie pas de télégrammes aux quatre coins de l'univers. Or, quand il nous eut quittés, un flot de télégrammes déferla sur le monde. Il disait avoir obtenu une concession avantageuse et faisait partout l'éloge de Lénine. Cela semble humoristique, mais permettez-moi de dire qu'il y a un grain de politique dans cet humour-là. Quand il eut fini ici ses pourparlers, Vanderlip voulut avoir un entretien avec moi. Je pris conseil des représentants des services intéressés et demandai s'il fallait le recevoir. Ils me dirent: « Qu'il parte encore plus content ». Vanderlip arrive, nous parlons de choses et d'autres, il se met à me raconter qu'il a été en Sibérie, qu'il la connaît bien, qu'il est d'origine ouvrière comme la plupart des milliardaires américains, etc., qu'ils n'apprécient que ce qui est pratique et qu'ils ne jugent qu'après avoir vu eux-mêmes. Je lui répondis alors : « Si vous êtes des gens pratiques, voyez ce qu'est le système soviétique et introduisez-le chez vous. » Il me regarda tout surpris de la tournure prise par notre conversation et me dit en russe (notre entretien se faisait en anglais ) : « Peut-être. » Je lui demandai avec étonne-

ment où il avait pu apprendre ainsi la langue russe. « Parbleu, moi qui ai parcouru à cheval la plus grande partie des régions sibériennes. » Au moment de prendre congé, il dit : « Je serai obligé de dire en Amérique que Mister Lénine (Mister veut dire Monsieur) n'a pas de cornes. » Je ne compris pas tout d'abord, entendant mal l'anglais. « Qu'avez-vous dit ? Voulez-vous répéter ? » Petit vieillard alerte, il porta vivement la main à ses tempes et dit: « Pas de cornes. » Il y avait là un interprète, il dit : « Oui, c'est bien cela. » En Amérique, tout le monde est convaincu que je dois avoir des cornes, en d'autres termes, toute la bourgeoisie affirme que je suis marqué par le diable. « Et maintenant, je serai obligé de dire qu'il n'y a pas de cornes », disait Vanderlip. Nous nous quittâmes en fort bons termes. J'exprimai l'espoir que, sur la base de relations amicales entre les deux Etats, non seulement serait conclu un accord sur les concessions, mais aussi qu'une aide économique mutuelle se développerait normalement. Et le reste à l'avenant. Et puis les télégrammes se multiplièrent, relatant les récits faits par Vanderlip à son retour. Il comparait Lénine à Washington et à Lincoln ; il m'avait demandé une photographie avec une dédicace. J'avais refusé parce que, quand on donne une photographie, il faut écrire : « Au camarade un tel » et qu'il était impossible d'écrire : «Au camarade Vanderlip. » Il y eut néanmoins ces dépêches : il est donc évident que toute cette histoire a joué un certain rôle dans la politique impérialiste. Dès que parurent les informations concernant les concessions accordées à Vanderlip, Harding — qui a été élu président, mais qui n'entrera en fonction qu'en mars prochain — a publié un démenti officiel déclarant : « Je ne sais rien, je ne suis pas en rapport avec les bolchéviks, je n'ai entendu parler d'aucune concession. » Mais cela se passait au moment des élections, et reconnaître en période électorale que l'on entretient des relations avec les bolchéviks, c'eût été risquer de perdre des voix, on ne sait jamais.

Toute cette opération détourne de nous les forces impérialistes : pendant que les impérialistes attendent, poussent des soupirs et guettent le moment propice pour étrangler les bolchéviks, nous, nous faisons reculer ce moment. Quand le Japon s'est embarqué dans l'aventure coréenne, les Ja-

ponais ont dit aux Américains : « Bien sûr, nous pouvons battre les bolchéviks, mais que nous donnerez-vous pour ce service ? La Chine ? Nous la prendrons de toute façon, tandis qu'ici force nous sera d'aller battre les bolchéviks à dix mille verstes, avec les Américains dans le dos. Non, on ne fait pas de la politique de cette sorte. » A ce moment-là, les Japonais nous auraient battus en quelques semaines, s'il y avait eu un chemin de fer à double voie et si l'Amérique leur avait fourni une aide pour les transports. Ce qui nous a sauvés, c'est que le Japon, en train de dévorer la Chine, ne put marcher vers l'Ouest à travers toute la Sibérie, avec l'Amérique dans le dos, et qu'il ne voulait pas tirer pour elle les marrons du feu.

Si les puissances impérialistes s'étaient trouvées en guerre, cette circonstance eût encore davantage contribué à nous sauver. Du moment que nous sommes obligés d'endurer des coquins tels que les voleurs capitalistes, dont chacun affûte son couteau contre nous, notre premier devoir est de tourner ces couteaux l'un contre l'autre. Quand deux larrons se battent, les honnêtes gens y gagnent. Autre avantage, purement politique : même si la concession n'est pas accordée, le fait même de l'existence de ce projet nous sera profitable. Avantage économique : la concession nous rapportera une partie des produits. Il serait avantageux que les Américains reçoivent une partie des produits. Il y a au Kamtchatka une telle quantité de pétrole et de minerai que nous sommes, de toute évidence, hors d'état de l'exploiter.

Je vous ai montré l'un des antagonismes impérialistes que nous devons mettre à profit : celui qui existe entre le Japon et l'Amérique ; il y en a un second, entre l'Amérique et le reste du monde capitaliste. Presque tous les « vainqueurs » capitalistes sont sortis de la guerre prodigieusement enrichis. L'Amérique est forte, tout le monde lui doit actuellement de l'argent ; tout dépend d'elle, on la déteste de plus en plus ; elle pille tout le monde et elle le fait d'une façon très originale. Elle n'a pas de colonies. La Grande-Bretagne est sortie de la guerre avec d'immenses colonies. La France également. La Grande-Bretagne a offert à l'Amérique un mandat — c'est ainsi que l'on s'exprime aujourd'hui — sur l'une des colonies ainsi volées, mais l'Amérique ne l'a pas accepté. De toute évidence, les marchands

américains raisonnent un peu différemment. Ils ont vu qu'en ce qui concerne la dévastation et l'état d'esprit des ouvriers, la guerre joue un rôle bien déterminé, et ils ont abouti à cette conclusion qu'il n'y avait pour eux aucun avantage à accepter un mandat. Mais l'on comprend qu'ils ne toléreront pas que d'autres Etats exploitent cette colonie. Toute la littérature bourgeoise atteste la montée de la haine contre l'Amérique ; en Amérique même, des voix s'élèvent pour la conclusion d'un accord avec la Russie. L'Amérique avait signé un accord avec Koltchak, par lequel elle le reconnaissait et lui assurait de l'aide. Mais là, ils se sont cassé les dents, et en ont été pour la honte sans compter les pertes. Ainsi, nous nous trouvons devant le plus grand Etat du monde, qui possédera, vers 1923, une flotte plus puissante que la flotte anglaise. Mais cet Etat se heurte à la haine toujours plus grande des autres Etats capitalistes. Nous devons tenir compte de ce concours de circonstances. L'Amérique ne peut pas faire la paix avec l'Europe, l'histoire l'a prouvé. Personne n'a mieux analysé le traité de Versailles que Keynes, qui y représentait la Grande-Bretagne. Dans son livre, il ridiculise Wilson et le rôle de celui-ci dans la rédaction du Traité. Wilson y apparaît comme un grand nigaud que Clemenceau et Lloyd George ont mené par le bout du nez. Ainsi tout indique que l'Amérique ne peut pas s'entendre avec les autres pays, parce qu'il y a entre elle et eux une profonde rivalité économique, parce qu'elle est plus riche qu'eux.

Aussi est-ce sous cet angle que nous considérerons toutes les questions relatives aux concessions. L'Amérique se trouve inévitablement en contradiction avec les colonies, et si elle tente de s'y accrocher davantage, elle nous aidera dix fois plus. L'indignation monte dans les colonies ; si tu y touches, que tu le veuilles ou non, que tu sois riche ou non — et plus tu es riche mieux cela vaut — tu nous aideras, et les Vanderlip s'en iront sans demander leur reste. Voilà pourquoi cette rivalité est pour nous la considération la plus décisive.

Et il y a un troisième antagonisme : entre l'Entente et l'Allemagne. L'Allemagne est vaincue, écrasée par le traité de Versailles, mais elle a d'immenses possibilités économiques. Elle est le deuxième pays du monde quant

au développement économique, l'Amérique étant le premier. Les spécialistes affirment même qu'en ce qui concerne l'industrie électrique, elle est supérieure à l'Amérique, et vous savez que cette industrie a une importance formidable. L'Amérique l'emporte quant à l'étendue des applications de l'électricité, mais l'Allemagne la dépasse en ce qui concerne la perfection technique. Et voilà qu'on impose à un tel pays le traité de Versailles, qui ne lui permet même pas de vivre. L'Allemagne est l'un des pays capitalistes les plus puissants et les plus avancés ; elle ne peut subir le traité de Versailles, elle doit se chercher un allié contre l'impérialisme mondial, tout en étant elle-même impérialiste, mais écrasée.

Tels sont les trois antagonismes qui embrouillent désespérément le jeu des impérialistes. Voilà la clé de la situation. Et voilà pourquoi, du point de vue politique, de toute notre âme — ou plutôt ne parlons pas d'âme — mais par calcul, nous devons être pour les concessions.

Je passe maintenant à l'économie. Nous l'avons déjà abordée en parlant de l'Allemagne. Avec le traité de Versailles, l'Allemagne ne peut exister économiquement, et non seulement l'Allemagne, mais aussi tous les pays vaincus, comme l'Autriche-Hongrie dans ses anciennes frontières, bien que certains des pays qui en faisaient partie se soient trouvés parmi les Etats vainqueurs ; elle ne peut pas vivre dans les conditions fixées par le traité de Versailles. En Europe centrale c'est un formidable ensemble possédant une énorme puissance économique et technique. Du point de vue économique, tous ces pays sont nécessaires à la restauration de l'économie mondiale. Si vous lisez et relisez attentivement le décret du 23 novembre sur les concessions, vous verrez que nous soulignons l'importance de l'économie mondiale, et nous le faisons à bon escient. C'est incontestablement un point de vue juste. Pour rétablir l'économie mondiale il faut utiliser les matières premières russes. On ne peut s'en passer, c'est économiquement incontestable. Le bourgeois le plus avéré, qui étudie l'économie et qui considère les choses du point de vue strictement bourgeois, le reconnaît ; Keynes, qui a écrit le livre *Conséquences économiques de la paix*, le reconnaît. Et Vanderlip, qui a parcouru l'Europe en sa qualité de magnat de la finan-

ce, reconnaît également qu'il est impossible de restaurer l'économie parce que les matières premières dilapidées pendant la guerre manquent dans le monde entier. Il dit qu'il faut s'appuyer sur la Russie. Et voilà que la Russie apparaît dans l'arène mondiale et déclare : nous nous chargeons de la restauration de l'économie mondiale, voici notre plan. Cela est juste sur le plan économique. Le pouvoir des Soviets s'est renforcé entre-temps et il ne s'est pas seulement fortifié lui-même, il propose un plan de restauration de toute l'économie mondiale. La liaison entre l'économie mondiale et le plan d'électrification est établie d'une manière scientifiquement juste. Par notre plan, nous nous attirons pertinemment la sympathie de tous les ouvriers, mais aussi celle des capitalistes sensés, indépendamment du fait que nous soyons pour eux « ces affreux bolchéviks-terroristes », etc. ; aussi notre plan économique est-il juste et toute la démocratie petite-bourgeoise qui en prendra connaissance penchera-t-elle en notre faveur, puisque les impérialistes sont déjà aux prises, alors que nous, nous proposons un plan contre lequel les techniciens et les économistes n'ont rien à objecter. Nous abordons le domaine de l'économie et nous proposons au monde entier un programme positif d'édification.

Nous reportons la question sur le plan anticapitaliste. Nous disons bien : nous nous chargeons de bâtir le monde sur des bases économiques rationnelles, et il ne peut y avoir de doute qu'une telle idée soit juste. Nul doute que si l'on se met à travailler comme il faut, avec des machines modernes et avec le concours de la science, il est possible de restaurer immédiatement toute l'économie mondiale.

Nous faisons ici une sorte de propagande industrielle en disant aux patrons : « Vous n'êtes bons à rien, messieurs les capitalistes ; pendant que vous vous ruinez, nous bâtissons à notre manière ; n'est-il pas temps, messieurs, de vous entendre avec nous ? » A quoi tous les capitalistes du monde sont obligés de répondre, en se faisant tirer l'oreille, il est vrai: « En effet, il est temps, signons un traité de commerce. »

Les Anglais ont déjà élaboré un projet et nous l'ont envoyé. Il est actuellement examiné, et une ère nouvelle va s'ouvrir. Ils se sont déjà cassé les dents dans la guerre et maintenant ils doivent se battre dans le domaine économique.

Nous le comprenons fort bien. Nous n'avons jamais cru qu'après s'être battus et avoir fait la paix, la brebis socialiste et le loup capitaliste s'embrasseraient. Non. Mais le fait que vous soyez obligés de vous battre contre nous dans le domaine économique constitue un progrès énorme. Nous vous présentons un programme universel, considérant les concessions du point de vue de l'économie mondiale. C'est indiscutable sur le plan économique. Aucun ingénieur, aucun agronome, posant la question de l'économie nationale, ne pourra le contester. Et maints capitalistes le disent : « Sans la Russie, pas de système solide d'Etats capitalistes », mais nous nous présentons avec ce programme en qualité de bâtisseurs de l'économie mondiale d'après un plan différent. Cela a une énorme portée de propagande. Si même nous n'obtenions pas une seule concession — ce que je considère comme parfaitement possible — même s'il ne résultait de tout ce bruit autour des concessions qu'un certain nombre de discussions dans des assemblées du parti et la rédaction de quelques décrets sans que cela aboutisse à une seule concession, nous y aurions quand même gagné quelque chose. Sans compter que nous aurons proposé un plan d'édification économique, nous aurons mis de notre côté tous les Etats ruinés par la guerre. Au Congrès de la III^e^ Internationale, l'Internationale Communiste, j'ai dit que l'univers se divise en nations opprimées et en nations qui oppriment. Les nations opprimées représentent au moins 70% de la population du globe. Le traité de Versailles y a ajouté encore 100 ou 150 millions d'hommes.

Nous nous présentons vraiment aujourd'hui, non pas seulement comme les représentants des prolétaires de tous les pays, mais comme ceux des peuples opprimés. Une revue de l'Internationale Communiste a paru récemment sous le titre : *Peuples d'Orient*. L'Internationale Communiste a lancé aux peuples de l'Orient le mot d'ordre : « Prolétaires de tous les pays et peuples opprimés, unissez-vous ! » Un camarade demandait : « Quand donc le Comité exécutif a-t-il décidé de modifier les mots d'ordre ? » Je ne puis, à la vérité, me le rappeler. Certes, du point de vue du *Manifeste Communiste*, cela n'est pas exact, mais le *Manifeste Communiste* fut rédigé dans des conditions bien différentes, et le nouveau mot d'ordre est juste du point de vue de la poli-

tique actuelle. La situation s'est tendue. Toute l'Allemagne est en effervescence. L'Asie également. Vous avez lu qu'un mouvement révolutionnaire se constitue aux Indes. En Chine, la haine s'exaspère contre les Japonais, ainsi que contre les Américains. Il existe en Allemagne une haine brûlante contre l'Entente, et que l'on ne comprendra qu'en voyant la haine des ouvriers allemands pour leurs capitalistes ; tout cela fait de la Russie le représentant direct de toute la masse des populations opprimées du globe ; par la force même des choses les peuples prennent l'habitude de considérer la Russie comme un centre d'attraction. Un journal menchévik géorgien écrivait récemment : « Il existe deux forces sur la terre: l'Entente et la Russie des Soviets ». Que sont les menchéviks? Ce sont des gens qui ont le nez au vent. Quand nous étions faibles sur le plan international, ils criaient : « A bas les bolchéviks ! » Quand nous commençâmes à prendre de la vigueur, ils crièrent : « Nous sommes neutres ! » Maintenant que nous avons battu nos ennemis, ils disent : « Oui, il y a là deux forces ».

Dans le décret sur les concessions, nous formulons au nom de l'humanité tout entière un programme économique irréprochable de reconstruction des forces économiques du monde, à partir de l'utilisation de toutes les matières premières, où qu'elles se trouvent. Il nous importe qu'il n'y ait de famine nulle part. Vous, capitalistes, vous ne savez pas comment combattre la famine ; nous, nous le savons. Nous parlons en tant que représentants des 70% de la population du globe. Quoi qu'il advienne de notre projet, il reste irréfutable du point de vue économique. L'aspect économique de la concession a une grande portée, que le contrat soit signé ou non.

Comme vous le voyez, j'ai été obligé de faire un long préambule et de démontrer les avantages des concessions. Certes, elles ont aussi de l'importance pour nous en ce qui concerne la livraison de produits. Cela est indiscutable, mais les rapports politiques priment tout. Vous recevrez pour le Congrès des Soviets un volume de 600 pages ; c'est le plan d'électrification de la Russie. Il a été élaboré par les meilleurs agronomes et les meilleurs ingénieurs. Sans le concours de capitaux et de moyens de production provenant de l'étranger, nous ne sommes en mesure d'en accélérer la

réalisation. Mais il faut payer pour recevoir de l'aide. Jusqu'à présent, nous avons fait la guerre aux capitalistes, et ils nous disaient : ou bien nous vous étranglerons, ou bien nous vous contraindrons à payer 20 milliards. Mais ils ne peuvent pas nous étrangler et nous ne leur paierons pas les dettes. Pour le moment nous bénéficions d'un certain répit. Pour le moment, nous avons besoin d'aide économique, nous sommes d'accord pour payer ; la question se présente ainsi et toute autre façon de la poser manquerait de fondement économique. La Russie est ruinée sur le plan industriel et sa production est tombée au dixième de celle d'avant-guerre si ce n'est plus bas. Si l'on nous avait dit, il y a trois ans, que nous nous battrions pendant trois ans contre l'ensemble du monde capitaliste, nous ne l'aurions pas cru. Maintenant on nous dira : mais rétablir l'économie en ne disposant plus que d'un dixième des richesses nationales d'avant-guerre est une tâche encore plus difficile. Effectivement, cela est plus difficile que de se battre. On pouvait faire la guerre avec l'enthousiasme des masses ouvrières et des paysans qui se défendaient contre les propriétaires fonciers. Aujourd'hui, il s'agit non pas de se défendre contre les propriétaires, mais de relever l'économie dans des conditions inhabituelles pour les paysans. Ici la victoire ne sera pas le fruit de l'enthousiasme, de l'élan, de l'esprit de sacrifice, mais celui d'un travail quotidien monotone, minutieux, terre à terre. C'est une chose incontestablement plus difficcile. Où prendre les moyens de production qui nous sont nécessaires ? Il faut payer les Américains, si nous voulons leur concours : ce sont des businessmen. Comment les payer ? Avec de l'or ? Mais nous ne pouvons pas dilapider notre or. Nous ne pouvons pas payer en matières premières, parce que nous n'avons pas encore pourvu à tous les besoins des nôtres. Quand, au Conseil des Commissaires du Peuple, se pose la question de donner 100 000 pouds de blé aux Italiens, le Commissaire du Peuple au ravitaillement se lève et refuse. Nous marchandons chaque train de blé. Sans blé, impossible de faire progresser notre commerce extérieur. Et que pouvons-nous donner d'autre ? Du bric-à-brac ? Ils ont assez du leur. Ils nous disent : faisons le commerce du blé, mais nous ne pouvons pas leur en donner. Aussi résolvons-nous le problème au moyen des concessions.

Je passe au point suivant. Les concessions engendrent de nouveaux dangers. Je rappelle ce que je disais au début de mon discours, à savoir que des cris d'alarme montent de la base, des masses ouvrières : « Ne vous laissez pas prendre par les capitalistes, ce sont des gens malins et habiles ». On a plaisir à entendre cela parce que l'on voit grandir une masse innombrable qui se battra à outrance contre les capitalistes. Ces articles du camarade Stépanov, qui les a conçus didactiquement (d'abord je donnerai tous les arguments contre les concessions, ensuite je dirai qu'il faut les accepter ; mais qu'avant de parvenir à la partie positive, certains lecteurs n'abandonnent pas leur lecture, convaincus que les concessions ne sont pas nécessaires), contiennent des idées justes, mais quand il dit qu'il ne faut pas accorder de concessions à la Grande-Bretagne pour ne pas voir arriver Lockhart, je ne suis pas d'accord avec lui. Nous sommes venus à bout de Lockhart, alors que la Tchéka n'en était qu'à ses débuts et n'avait pas sa puissance d'aujourd'hui. Et si, après trois ans de guerre, nous ne sommes pas capables de mettre la main sur les espions, alors il faut bien dire que des gens comme nous ne doivent pas se charger d'administrer un Etat. Nous résolvons des problèmes infiniment plus difficiles. Il y a maintenant, par exemple, en Crimée, 300 000 personnes appartenant à la bourgeoisie. C'est là un futur foyer de spéculation, d'espionnage, d'aide de toute nature aux capitalistes. Mais nous n'en avons pas peur. Nous disons que nous les prendrons, que nous les répartirons, que nous les soumettrons et que nous les digérerons.

Après cela, il est ridicule de dire que les étrangers qui seront attachés à des concessions déterminées représenteront un danger pour nous ou que nous ne saurons pas les surveiller. Ce n'était pas la peine de donner le branle, ce n'était pas la peine de nous mêler de diriger l'Etat. Il s'agit là d'une tâche de pure organisation, sur laquelle il n'y a pas lieu de s'arrêter longuement.

Mais, bien sûr, ce serait la plus grande erreur que de croire que les concessions signifient la paix. Pas du tout. Les concessions ne sont qu'une nouvelle forme de guerre. L'Europe nous a fait la guerre, et maintenant la guerre passe sur un autre plan. Avant, la guerre se faisait dans un domaine où les impérialistes étaient de loin les plus

forts, le domaine militaire. Si l'on dénombre les canons et les mitrailleuses chez eux et chez nous, les soldats que peuvent mobiliser notre gouvernement et les leurs, nous aurions dû incontestablement être écrasés en deux semaines. Pourtant, nous avons tenu dans ce domaine, nous entendons continuer, nous passons à la guerre économique. Nous disons nettement qu'à côté du secteur concédé, du carré concédé, il y aura notre carré à nous, puis, de nouveau, un carré à eux ; nous apprendrons d'eux à organiser des entreprises modèles en montant les nôtres à côté des leurs. Si nous ne savons pas le faire, alors ce n'est pas la peine de parler de quoi que ce soit. Nous équiper selon le dernier mot de la technique est aujourd'hui une tâche qui n'est pas facile ; il faut apprendre pour cela, apprendre par la pratique, car les écoles, les universités et les cours ne suffisent pas ; et c'est pourquoi nous accordons les concessions disposées en échiquier : venez et apprenez ici même.

Au point de vue économique, les concessions nous assureront d'immenses avantages. Bien sûr, en installant leurs cantonnements ils apporteront avec eux leurs habitudes capitalistes et auront une action néfaste sur les paysans. Mais il faudra avoir l'œil, il faudra leur opposer pas à pas notre action communiste. C'est également une espèce de guerre, le duel de deux méthodes, de deux formations, de deux économies: communiste et capitaliste. Nous prouverons que nous sommes les plus forts. On nous dit : « Très bien, vous avez tenu sur le front extérieur ; commencez donc à bâtir, bâtissez et nous verrons qui l'emportera... » Certes, la tâche est difficile, mais nous l'avons dit et nous le répétons : «Le socialisme a la force de l'exemple ». La violence est efficace à l'égard de ceux qui veulent reprendre le pouvoir. Mais là s'arrête sa portée, au-delà n'agissent que l'influence et l'exemple. Il faut montrer pratiquement, par l'exemple, la portée du communisme. Nous n'avons pas de machines, la guerre nous a ruinés, la guerre a pris à la Russie ses ressources économiques, mais nous ne redoutons pas cette compétition, parce qu'elle nous sera profitable sous tous les rapports.

Ce sera une guerre au cours de laquelle il ne sera pas non plus possible de céder sur quoi que ce soit. Elle nous sera avantageuse à tous égards, comme il est avantageux

pour nous de passer de l'ancienne guerre à cette guerre nouvelle, sans compter qu'elle constitue une certaine garantie indirecte de paix. Je disais, à la réunion dont le compte rendu dans la *Pravda* est si peu heureux, que nous sommes maintenant passés de la guerre à la paix, mais sans oublier que la guerre reviendra. Tant que le capitalisme et le socialisme subsistent, ils ne peuvent pas vivre en paix : soit l'un, soit l'autre l'emportera à la fin, il faudra chanter un requiem soit pour la République des Soviets, soit pour le capitalisme mondial. Ce n'est qu'un sursis de guerre. Les capitalistes chercheront des prétextes pour se battre contre nous. S'ils acceptent nos propositions et marchent pour les concessions, cela leur sera plus difficile. D'une part, en cas de guerre, nous serons placés dans les conditions les meilleures ; d'autre part, ceux qui veulent la guerre ne marcheront pas pour les concessions. L'existence des concessions est un argument économique et politique contre la guerre. Ceux des Etats qui pourraient nous faire la guerre ne le pourront pas s'ils prennent des concessions ; cela les liera. Il faut dire que, du point de vue du danger de conflagration entre le capitalisme et le bolchévisme, les concessions sont la continuation de la guerre, mais sur un autre terrain. Il faudra surveiller chaque pas de l'ennemi. Nous aurons besoin de tous les moyens : administration, surveillance, influence, action. C'est la même chose que la guerre. Nous avons soutenu une guerre plus grande, et pour celle-ci nous mobiliserons encore plus de monde que pour celle-là. Tous ceux qui travaillent y seront mobilisés sans exception ; on leur dira et on leur expliquera : « Si le capitalisme fait ceci ou cela, vous, ouvriers et paysans, qui avez chassé les capitalistes, vous ne devez pas faire moins qu'eux. Apprenez ».

Je suis convaincu que le pouvoir des Soviets rattrapera et dépassera les capitalistes et que notre profit ne sera pas exclusivement économique. Nous aurons acquis la science, l'expérience : nulle école, nulle université ne vaut grand-chose sans le savoir pratique. Par la carte jointe à la brochure et que vous présentera le camarade Milioutine, vous verrez que nous accordons des concessions principalement aux confins de notre territoire. En Russie d'Europe,

les forêts du Nord couvrent 70 millions de déciatines, dont 17 millions sont affectés aux concessions. Nos exploitations forestières sont découpées comme sur un échiquier : les forêts se trouvent en Sibérie occidentale, dans l'Extrême-Nord. Nous n'avons rien à perdre. Les principales entreprises se trouvent en Sibérie occidentale, dont les richesses sont incalculables. En dix ans, nous n'en mettrons pas même le centième en valeur. Mais avec le concours des capitalistes étrangers, en leur concédant une mine, nous aurons la possibilité de mettre en valeur les nôtres. En octroyant des concessions, nous choisissons nous-mêmes leurs emplacements.

Comment organiser la surveillance des concessions ? Les capitalistes essaieront de corrompre nos paysans, nos masses. Petit patron par sa nature même, le paysan est enclin au commerce libre, que nous considérons comme un crime. Ici, il s'agit de lutte sur le plan politique. Ici, nous devons opposer les deux modes de gestion de l'économie : le mode socialiste et le mode capitaliste. Ici aussi, c'est la guerre et nous devons y frapper le coup décisif. Chez nous, la récolte est grandement déficitaire, le fourrage manque, le bétail succombe et, à côté de cela, de vastes étendues de terre restent en friche. Un décret paraîtra ces jours-ci prescrivant les plus grands efforts pour réaliser l'ensemencement maximum et l'amélioration de l'agriculture [88].

Ensuite, nous possédons un million de déciatines de terres en friche que nous ne pouvons pas cultiver parce que nous manquons de bêtes de trait, que nous n'avons pas l'outillage nécessaire, alors que le tracteur peut labourer cette terre à n'importe quelle profondeur. Aussi est-il avantageux pour nous de donner cette terre à bail. Si même nous la louons à mi-fruit ou aux trois quarts de fruit nous y gagnerons quand même. Telle est la politique qui guide notre action, et je puis dire que ce ne sont pas seulement des considérations économiques et la conjoncture de l'économie mondiale, mais aussi de profondes considérations politiques qui doivent être à la base de notre action. Toute autre manière d'aborder la question dénoterait de la myopie. Si l'on pose la question de savoir si, sur le plan économique, les concessions sont avantageuses ou non, il est indiscutable qu'elles le sont. Nous ne saurions réaliser ni notre programme

ni l'électrification du pays sans concessions ; sans elles, il n'est pas possible de restaurer en dix ans notre économie. Or, quand nous l'aurons restaurée, nous serons invincibles pour le Capital. La concession, ce n'est pas la paix avec le capitalisme, c'est la guerre sur un autre terrain. La guerre des armes et des tanks fait place à la guerre économique. Certes, celle-ci comporte des difficultés nouvelles et de nouveaux dangers. Mais je suis convaincu que nous nous en tirerons. Je suis persuadé qu'en posant ainsi le problème des concessions, nous convaincrons facilement l'immense majorité des camarades du parti qu'elles sont indispensables, et cette crainte instinctive dont j'ai parlé est une crainte utile et saine dont nous ferons la force motrice qui nous donnera une victoire plus rapide dans la guerre économique de demain.

*Publié pour la première fois en 1923*

*Conforme au sténogramme*

# SALUTATIONS A LA CONFERENCE DE RUSSIE DES SECTIONS DE PROVINCE DU TRAVAIL PARMI LES FEMMES

MESSAGE TELEPHONE

Camarades, je regrette infiniment de n'avoir pu me rendre à votre Congrès. Je vous prie de transmettre aux assistants et aux assistantes mes sincères salutations et mes vœux de meilleur succès.

La participation des femmes au travail du parti et des Soviets prend une importance particulièrement grande maintenant que la guerre vient de se terminer et que le travail pacifique d'organisation passe — pour longtemps je l'espère — au premier plan. Dans ce travail, les femmes doivent jouer le premier rôle, et nul doute qu'elles le joueront.

Le Président du Conseil des Commissaires du Peuple
*V. Oulianov (Lenine)*

6 décembre 1920

*La «Pravda» n° 286, 19 décembre 1920*

*Conforme au manuscrit*

# LE VIIIe CONGRES DES SOVIETS DE RUSSIE[89]

**22-29 DECEMBRE 1920**

*Rapport sur les concessions, discours devant la fraction du P.C.(b)R., le 24 décembre, et projets de résolutions du congrès publiés pour la première fois en 1930; rapport d' civité du Conseil des Commissaires du Peuple et discours de conclusion, en 1921, dans le livre: «Le VIIIe Congrès des Soviets de Russie. Compte rendu sténographique»*

*Conforme au sténogramme du rapport sur les concessions et du discours devant la fraction du P.C.(b)R.; rapport sur l'activité du Conseil des Commissaires du Peuple et discours de conclusion conformes au texte du livre*

## 1

## RAPPORT SUR LES CONCESSIONS DEVANT LA FRACTION DU P.C.(b)R. AU VIIIe CONGRES DES SOVIETS 21 DECEMBRE

Camarades, le problème des concessions a suscité partout, selon les renseignements dont nous disposons, non seulement dans les milieux du parti et parmi les masses ouvrières, mais aussi parmi les larges masses de la paysannerie, une émotion assez grande, voire de l'inquiétude. Tous les camarades disaient qu'après le décret du 23 novembre dernier dans la plupart des réunions consacrées à des thèmes divers, on posait surtout des questions orales et écrites sur les concessions ; le ton général de ces questions et des conversations traduisait cette crainte : nous avons chassé nos capitalistes, et nous voulons laisser venir ceux de l'étranger. Je pense que ces appréhensions, ce vif intérêt que les camarades du parti n'ont pas été seuls, loin de là, à manifester à l'égard des concessions, est un signe favorable qui nous montre qu'au cours de trois années de lutte infiniment dure, le pouvoir ouvrier et paysan s'est renforcé et l'expérience relativement aux capitalistes s'est consolidée au point que les grandes masses considèrent le pouvoir ouvrier et paysan comme suffisamment ferme pour se passer des concessions, et elles-mêmes comme suffisamment averties pour ne pas accepter, sans une extrême nécessité, de transactions avec les capitalistes. Une telle surveillance venant d'en bas, de telles appréhensions émanant des masses, de telles inquiétudes des milieux placés en dehors du parti témoignent d'une attention extrêmement vigilante à l'égard des rapports qui

existent entre nous et les capitalistes. Je pense qu'à ce titre nous devons absolument approuver ces appréhensions, en les considérant comme un signe de l'état d'esprit des larges masses.

Je crois néanmoins que nous serons amenés à conclure qu'il est impossible de se laisser guider, dans le problème des concessions, uniquement par l'instinct révolutionnaire. En analysant tous les aspects de la question, nous nous convaincrons que la politique que nous avons adoptée est juste, qui consiste à offrir des concessions. Je peux dire brièvement que le principal thème de mon rapport ou, plus exactement, du renouvellement de l'entretien qui a eu lieu, il n'y a pas bien longtemps, à Moscou avec plusieurs centaines de travailleurs responsables [90], car je n'ai pas préparé de rapport et je ne puis pas le faire, le thème principal de cet entretien consiste à démontrer deux thèses : premièrement, que toute guerre est une continuation de la politique du temps de paix, seulement par d'autres moyens ; en second lieu, les concessions que nous accordons, que nous sommes obligés d'accorder sont une continuation de la guerre sous une forme différente, par des moyens différents. Pour démontrer ces deux thèses, ou plutôt la deuxième thèse seulement, la première se passant de commentaires, je commencerai par l'aspect politique de la question. Je m'arrêterai sur les rapports existant entre les puissances impérialistes d'aujourd'hui, lesquels sont essentiels pour comprendre toute la politique extérieure actuelle, comprendre pourquoi nous avons adopté cette politique.

L'Américain Vanderlip a adressé au Conseil des Commissaires du Peuple une lettre dans laquelle il disait : « Nous, républicains, qui appartenons au parti des républicains d'Amérique, au parti du gros capital financier, sommes le moins liés aux souvenirs de la Guerre de Sécession, nous ne sommes pas actuellement au pouvoir ». Il écrivait cela dès avant les élections qui eurent lieu en novembre : « Nous vaincrons en novembre aux élections (ils ont vaincu maintenant), et en mars le Président sera des nôtres. Notre politique ne refera pas les bêtises qui entraînaient l'Amérique dans les affaires européennes, nous nous occuperons de nos propres intérêts. Nos intérêts américains nous amènent à un conflit avec le Japon, nous ferons la guerre au Japon. Peut-

être n'est-il pas sans intérêt pour vous de savoir qu'en 1923 notre marine sera plus puissante que la marine anglaise. Pour faire la guerre, il nous faut tenir en main le pétrole, sans lequel nous ne pouvons pas faire face à une guerre moderne. Non seulement il faut posséder le pétrole, mais il faut prendre des mesures pour que l'ennemi n'en ait pas. Le Japon se trouve à cet égard dans des conditions déplorables. Il y a tout près du Kamtchatka une baie (le nom m'échappe), avec des sources de pétrole. Et nous voulons que les Japonais n'aient pas ce pétrole. Si vous nous vendez cette terre, je garantis que notre peuple fera preuve d'un tel enthousiasme que nous reconnaîtrons aussitôt votre gouvernement. Si vous ne la vendez pas, et que vous nous la donniez seulement en concession, je ne dis pas que nous refuserons d'examiner ce projet. Mais je ne peux pas promettre que l'enthousiasme sera tel qu'il garantirait la reconnaissance du gouvernement soviétique ».

La lettre de Vanderlip exposait tout à fait ouvertement, avec un cynisme inouï, le point de vue d'un impérialiste qui voit clairement que la guerre avec le Japon est imminente et qui pose carrément, ouvertement la question : faites ce marché avec nous, alors vous aurez certains avantages. La question se posait ainsi : l'Extrême-Orient, le Kamtchatka et un morceau de la Sibérie se trouvent de fait, actuellement, en la possession du Japon, dans la mesure où ses forces militaires y font la loi et où, comme vous le savez, les circonstances ont amené à la création d'un Etat-tampon, sous la forme d'une République d'Extrême-Orient, et puis nous savons fort bien quelles calamités sans nom les paysans sibériens ont à subir du fait de l'impérialisme japonais, quelles férocités infinies les Japonais ont commises en Sibérie. Les camarades de Sibérie le savent : leurs publications récentes en parlent en détail. Toutefois nous ne pouvons pas faire la guerre au Japon et nous devons tout mettre en œuvre pour essayer non seulement d'éloigner la guerre avec le Japon mais, si possible, nous en passer parce que, pour des raisons compréhensibles, elle est maintenant au-dessus de nos forces. En même temps, en nous frustrant de la liaison avec le commerce mondial par l'océan Pacifique, le Japon nous porte un préjudice énorme. Dans ces conditions, alors que nous sommes en présence d'un conflit grandis-

sant entre l'Amérique et le Japon, car une âpre lutte se poursuit depuis des dizaines d'années entre le Japon et l'Amérique pour le Pacifique et la possession de ses côtes, et toute l'histoire diplomatique, économique et commerciale, concernant le Pacifique et ses côtes, est pleine d'indications parfaitement précises sur le fait que ce conflit rend la guerre inévitable entre ces deux pays, nous nous mettons dans la situation qui était la nôtre durant trois années : la République socialiste est entourée de pays impérialistes infiniment plus forts que nous sous le rapport militaire et qui mettent en jeu tous les moyens d'agitation et de propagande pour envenimer la haine envers la république des Soviets, — et qui ne laisseront pas échapper la moindre occasion pour une intervention armée, comme ils le disent, c'est-à-dire pour étouffer le pouvoir des Soviets.

Si, compte tenu de cet état de choses, nous jetons un regard d'ensemble sur les trois années passées, du point de vue de la situation internationale de la République des Soviets, il apparaîtra clairement que nous avons pu tenir et vaincre l'alliance incroyablement puissante des pays de l'Entente, alliance soutenue par nos gardes blancs, uniquement parce que l'unité faisait défaut entre ces puissances. Nous avons pu vaincre jusqu'à présent uniquement grâce aux plus profondes dissensions qui séparaient les puissances impérialistes et aussi parce que ces dissensions n'étaient pas des désaccords fortuits à l'intérieur des partis, mais une profonde, une indéracinable désunion des intérêts économiques entre les pays impérialistes qui, placés sur le terrain de la propriété privée du sol et du capital, ne peuvent pas ne pas pratiquer cette politique de spoliation qui a déjoué leurs tentatives de conjuguer leurs forces contre le pouvoir soviétique. Si nous considérons le Japon qui tenait sous sa coupe à peu près toute la Sibérie et qui, bien entendu, pouvait aider à tout moment Koltchak, — la cause principale pour laquelle il ne l'a pas fait, c'est que ses intérêts se séparent radicalement des intérêts de l'Amérique, et qu'il ne voulait pas tirer les marrons du feu pour le capital américain. Connaissant cette faiblesse, nous ne pouvions naturellement pratiquer une politique autre que celle qui s'assigne pour tâche de tire parti de cette discorde de l'Amérique et du Japon de fa-

çon à nous renforcer et à reculer la possibilité d'un accord entre ces deux pays contre nous ; or, que cet accord soit possible, nous en avons déjà un exemple : la presse américaine a publié le texte d'un accord entre tous les pays qui ont promis aide et assistance à Koltchak [91].

Certes, cet accord a fait fiasco, mais rien ne prouve qu'ils ne tentent d'y revenir à la première possibilité. Et plus le mouvement communiste grandira, profond et menaçant, plus nombreuses seront leurs tentatives d'étouffer notre république. De là notre politique : utiliser la discorde des puissances impérialistes pour entraver l'accord ou le rendre, si possible, provisoirement impraticable. C'est là, au cours des trois années de notre politique, la ligne fondamentale qui a rendu nécessaire de signer la paix de Brest-Litovsk, de signer un accord avec Bullitt, extrêmement désavantageux pour nous, sur la paix et l'armistice. Cette ligne de conduite nous commande maintenant de nous saisir des deux mains d'une proposition telle que l'offre des concessions. Nous donnons maintenant à l' Amérique le Kamtchatka qui, somme toute, n'est pas à nous, puisque les troupes nippones s'y trouvent. Nous ne sommes pas à même en ce moment de nous battre avec le Japon. Nous donnons à l'Amérique ce territoire pour l'utiliser sur le plan économique, territoire où nous n'avons point de forces ni militaires ni navales, et où nous ne pouvons en envoyer. Ce faisant, nous attirons l'impérialisme américain contre l'impérialisme japonais et contre la bourgeoisie japonaise toute proche de nous, qui tient actuellement en mains la république d'Extrême-Orient.

De sorte que les intérêts politiques, lors des pourparlers sur les concessions, étaient chez nous prédominants. Et les événements de ces temps derniers ont montré à l'évidence que le fait seul d'avoir parlé de ces concessions nous a été favorable. Nous ne les avons pas encore accordées et ne pouvons le faire avant que le président américain n'entre en fonctions, et ce ne sera pas avant le mois de mars. En outre, nous nous réservons la possibilité, lors de la mise au point du traité, de renoncer à sa signature.

Donc, au point de vue économique, cette question est absolument secondaire ; toute sa valeur réside dans l'intérêt politique. Et que nous ayons obtenu gain de cause, c'est

ce que montrent toutes les informations de presse que nous avons reçues. Vanderlip lui-même a insisté pour que le projet de concessions soit momentanément tenu secret. Cela, jusqu'à ce que le parti républicain ait triomphé. Et nous avons accepté de ne publier ni sa lettre, ni tout le projet préliminaire. Mais il s'est trouvé impossible de cacher longtemps un tel secret. Le retour de Vanderlip en Amérique a déchaîné aussitôt des dénonciations de toute sorte. Avant les élections la candidature à la présidence en Amérique, qui a maintenant triomphé, était celle de Harding. Ce Harding a fait publier un démenti sur les rapports qu'il entretient soi-disant par le truchement de Vanderlip avec le pouvoir des Soviets. Démenti très catégorique, à peu près du genre que voici : je ne connais pas Vanderlip et je n'ai aucun rapport avec le pouvoir soviétique. Mais on comprend fort bien à quoi était dû ce démenti. A la veille des élections en Amérique bourgeoise, passer pour partisan d'un accord avec le pouvoir des Soviets c'eût été, pour Harding, perdre peut-être plusieurs centaines de milliers de voix ; aussi s'était-il empressé de publier qu'il ne connaissait pas du tout Vanderlip. Mais sitôt les élections terminées, nous avons commencé à recevoir d'Amérique des renseignements d'un tout autre caractère. Vanderlip recommande, de toute manière, dans une série d'articles de presse la conclusion d'un accord avec le pouvoir des Soviets, et il a même déclaré dans un journal qu'il comparait Lénine à Washington. Il est donc apparu que nous avons dans les pays bourgeois des propagandistes d'un accord avec nous, et cela non pas en la personne de l'ambassadeur soviétique, ni parmi on ne sait quels journalistes, mais parmi les représentants des exploiteurs de la pire espèce, dont Vanderlip.

Lorsque à une réunion de travailleurs responsables j'ai eu l'occasion d'exposer ce que je raconte maintenant, un camarade, retour d'Amérique où il avait travaillé aux usines de Vanderlip, nous a exprimé son horreur et dit qu'une exploitation comme celle qu'il avait vue aux usines de Vanderlip, il n'en avait rencontré nulle part ailleurs. Et c'est en la personne de ce requin du capitalisme que nous avons obtenu un propagandiste des relations commerciales avec la Russie soviétique. Si même nous n'avions rien obtenu d'autre que le traité éventuel sur les concessions, on pour-

rait dire quand même que nous avons gagné. Nous disposons de maintes informations, secrètes bien entendu, que les pays capitalistes n'ont pas renoncé à leur intention de renouveler, au printemps,la guerre contre la Russie soviétique. Nous possédons nombre de renseignements sur les mesures préparatoires qu'adoptent certaines puissances capitalistes, et le travail de préparation auquel les gardes blancs se livrent, pourrait-on dire, dans tous les pays. Aussi notre intérêt principal est-il d'obtenir la reprise des relations commerciales et, pour cela, il faut au moins qu'une certaine partie des capitalistes soient de notre côté.

En Angleterre la lutte se poursuit depuis longtemps. Nous avons gagné en ce sens déjà que de la part des porte-parole de la pire exploitation capitaliste, des hommes nous viennent qui sont pour la politique de rétablissement des relations commerciales avec la Russie. Le traité avec l'Angleterre, l'accord commercial avec ce pays n'est pas encore signé. Krassine mène actuellement à Londres des pourparlers actifs à ce sujet. Le gouvernement anglais nous a présenté son projet, nous avons donné notre contreprojet, mais nous n'en voyons pas moins que le gouvernement anglais fait traîner l'accord, que le parti réactionnaire militaire y travaille à fond, parti qui, victorieux jusqu'à présent, fait obstacle à la conclusion d'accords commerciaux. Notre premier intérêt et notre premier devoir est de soutenir tout ce qui est capable de renforcer les partis et les groupes qui aspirent à signer avec nous ce traité. En la personne de Vanderlip nous avons reçu ce partisan, et ce n'est pas seulement l'effet du hasard, on ne saurait l'expliquer seulement par l'exceptionnel esprit d'entreprise de Vanderlip ou par sa connaissance étendue de la Sibérie. Il y a là des causes plus profondes, liées au développement des intérêts de l'impérialisme britannique qui possède une infinité de colonies. Le différend entre l'impérialisme américain et britannique est ici profond, et notre premier devoir est de nous appuyer là-dessus.

J'ai dit que Vanderlip est un grand connaisseur de la Sibérie. Au moment où nos conversations touchaient à leur fin, le camarade Tchitchérine a déclaré qu'il fallait recevoir Vanderlip parce que cela exercera une action favorable sur son action ultérieure en Europe occidentale. Et quoi-

que, bien entendu, la perspective de s'entretenir avec ce requin capitaliste n'est pas chose très agréable, mais après que, en vertu de mes fonctions, j'ai dû très poliment causer d'office avec feu Mirbach, je ne pouvais certes pas trop redouter un entretien avec Vanderlip. Chose intéressante c'est que, lorsque nous avons eu avec Vanderlip un échange de politesses et qu'il a dit, en plaisantant, que les Américains sont très pratiques et ne croient personne jusqu'à ce qu'ils en voient de leurs propres yeux, je lui ai répondu aussi, mi-plaisantant : « Vous allez voir maintenant comme on est bien en Russie soviétique, et vous allez introduire cela en Amérique. » Il me répond non plus en anglais, mais en russe : « Peut-être. » « Comment, vous savez même le russe ? » Il me dit : « J'ai parcouru cinq mille verstes à travers la Sibérie, il y a bien des années de cela, la Sibérie m'a beaucoup intéressé. » Ce plaisant échange de politesses avec Vanderlip s'est terminé par ces paroles de Vanderlip qui prenait congé : « Oui, il faut reconnaître que mister Lénine n'a point de cornes, et je serais obligé de le dire à tous mes amis en Amérique. » Certes, ce ne serait pas une plaisante futilité, si nous ne recevions plus d'informations de la presse européenne, annonçant que le pouvoir soviétique est un monstre, qu'il est impossible d'entrer en rapport avec lui.Nous avons obtenu la possibilité de jeter dans ce marais une pierre, en la personne de Vanderlip, partisan du rétablissement des relations commerciales avec nous.

Y a-t-il eu au moins une seule information venant du Japon, qui ne rappelle l'effervescence extraordinaire qui règne dans les milieux commerciaux du Japon? L'opinion publique japonaise dit qu'elle ne lâcherait jamais rien de ses intérêts, qu'elle est contre les concessions avec le pouvoir soviétique. En un mot, l'hostilité entre le Japon et l'Amérique s'est profondément aggravée, et il en est résulté un relâchement certain de la poussée du Japon et de l'Amérique contre nous.

A la réunion des travailleurs responsables à Moscou, où j'ai fait part de ce fait, on a soulevé pendant la discussion la question suivante : « Il se trouve, comme l'écrivait un camarade, que nous entraînons à une guerre le Japon et l'Amérique, mais ce sont les ouvriers et les paysans qui la feront. Et bien que ce soient des puissances impéria-

listes, est-ce qu'il nous appartient à nous, socialistes, de pousser à la guerre deux puissances et de faire verser le sang des ouvriers ? » J'ai répondu que si, vraiment, nous entraînions dans la guerre ouvriers et paysans, ce serait un crime. Mais toute notre politique et notre propagande ne visent nullement à pousser les peuples à la guerre, mais à y mettre un terme. Et l'expérience a suffisamment montré que seule la révolution socialiste permet de sortir des guerres éternelles. Ainsi notre politique ne consiste pas à entraîner à la guerre. Nous n'avons rien fait qui puisse justifier la guerre, directement ou indirectement, entre le Japon et l'Amérique. Toute notre propagande et tous les articles de presse s'attachent à éclairer cette vérité que la guerre entre l'Amérique et le Japon sera tout autant impérialiste que celle du groupe anglais avec le groupe allemand en 1914 ; que les socialistes n'auront pas à songer à la défense de la patrie, mais au renversement du pouvoir des capitalistes, à la révolution des ouvriers. Mais si nous qui faisons tout ce qui est à la mesure de nos forces pour hâter cette révolution, nous sommes dans la situation d'une république socialiste faible, attaquée par des brigands impérialistes, notre politique est-elle juste qui consiste à utiliser les dissensions entre eux pour entraver leur action commune contre nous? Cette politique est évidemment juste. Nous l'avons pratiquée pendant quatre ans. Et le résultat principal de cette politique a été le traité de Brest-Litovsk. Tant que l'impérialisme allemand résistait, nous avons pu, en utilisant les contradictions entre les impérialistes, tenir même alors que l'Armée Rouge n'était pas encore formée.

Telle est la situation qui a vu naître notre politique concessionnaire à l'égard du Kamtchatka. Ce genre de concession est assez exceptionnelle. Je dirai par la suite comment se présentent les autres éléments de la concession. Je me bornerai tout de suite au côté politique de la question. Je tiens à rappeler que les rapports entre le Japon et l'Amérique renferment l'explication de la raison pour laquelle l'offre de concessions ou bien l'attrait qu'elles exercent, est avantageux pour nous. La concession implique tel ou tel rétablissement des accords de paix, le rétablissement des relations commerciales, la possibilité pour nous de

procéder à des achats directs et étendus de machines qui nous sont nécessaires. Et nous devons appliquer tous nos efforts pour y parvenir. Cela n'est pas encore fait.

Le camarade qui pose la question du rétablissement des rapports commerciaux avec l'Angleterre demande pourquoi la signature d'un accord avec ce pays traîne en longueur ? Je réponds : parce que le gouvernement anglais hésite. La plupart de la bourgeoisie de l'Angleterre commerciale et industrielle est pour le rétablissement des relations et voit clairement que faire des démarches pour soutenir la guerre, c'est risquer énormément, c'est hâter la révolution. Vous vous rappelez comment, à l'époque de notre campagne de Varsovie, le gouvernement anglais nous avait menacé d'un utlimatum en disant qu'il donnerait l'ordre à la flotte de marcher sur Pétrograd. Vous vous rappelez que toute l'Angleterre s'était couverte de « Comités d'action », et que les chefs menchéviks avaient déclaré qu'ils étaient contre la guerre, qu'ils s'y opposeraient. D'un autre côté, la partie réactionnaire de la bourgeoisie anglaise et la clique militaire de la cour sont pour la continuation de la guerre. Sans doute, faut-il attribuer à leur influence le fait que la signature de l'accord commercial traîne en longueur. Je ne parlerai pas de certaines péripéties de ces relations commerciales avec l'Angleterre, de ce traité sur les relations commerciales avec ce pays, car cela me mènerait très loin. Au Comité central du parti il a fallu depuis quelque temps examiner à fond cette question épineuse. Nous y sommes revenus maintes fois, et notre politique ici prenait le chemin d'un maximum d'accommodements. Notre but, aujourd'hui, est d'obtenir un accord commercial avec l'Angleterre afin de procéder à des échanges plus réguliers et d'obtenir, pour notre large plan de rétablissement de l'économie nationale, la possibilité d'acheter au plus tôt les machines indispensables. Plus vite nous le ferons, et plus grandes seront nos possibilités de réaliser l'indépendance économique à l'égard des pays capitalistes. Précisément aujourd'hui qu'ils se sont cassé les dents sur une invasion militaire en Russie, ils ne peuvent pas penser aussitôt à recommencer la guerre, il nous faut saisir le moment et employer toutes nos forces pour obtenir, au prix même d'un maximum de concessions,

des relations commerciales, car nous ne croyons pas une seconde à de solides rapports commerciaux avec les puissances impérialistes : ce sera une pause momentanée. L'expérience de l'histoire des révolutions, des gros conflits, nous apprend que les guerres, qu'une suite de guerres est inévitable. Quant à l'existence de la République soviétique à côté de pays capitalistes, — la République soviétique entourée de pays capitalistes, — c'est une chose à tel point inadmissible pour les capitalistes, qu'ils se saisiront de la moindre possibilité pour recommencer la guerre. Maintenant les peuples sont las de la guerre impérialiste, ils menacent de se révolter si la guerre continue, mais il n'est pas exclu que d'ici un certain nombre d'années, les capitalistes seront en mesure de la déclencher à nouveau. Voilà pourquoi nous devons faire tous nos efforts pour utiliser la possibilité, dès qu'elle se présente, de conclure des traités de commerce.

En juillet, quand la Pologne était menacée d'une défaite totale et que l'Armée Rouge menaçait de la battre à plate couture, l'Angleterre avait proposé un texte intégral d'accord qui portait : vous devez déclarer pour le principe que vous ne ferez pas de propagande officielle et n'entreprendrez rien contre les intérêts de l'Angleterre en Orient. Ceci sera établi ultérieurement par une conférence politique, et maintenant nous concluons un accord commercial. Voulez-vous signer? Nous avons répondu : nous voulons bien. Aujourd'hui encore nous disons que nous signons cet accord. Une conférence politique définira plus exactement les intérêts de l'Angleterre à l'Est. Nous avons, nous aussi, certains intérêts à l'Est. Et quand la nécessité s'en présentera, nous les exposerons en détail. L'Angleterre ne peut pas dire nettement qu'elle renonce à sa proposition de juillet. C'est pourquoi elle traîne en longueur et cache à son propre peuple la vérité sur les pourparlers. Ces derniers se trouvent dans une situation peu précise, nous ne pouvons pas garantir que cet accord sera signé. Une très forte influence de la cour et de l'armée en Angleterre travaille contre cet accord. Mais nous acceptons maintenant de faire le maximum de concessions et croyons avoir intérêt à obtenir un accord commercial pour acheter le plus rapidement possible quelque chose de bien essentiel

pour relever les transports, c'est-à-dire des locomotives, pour relever l'industrie, pour l'électrification. C'est là le plus important pour nous. Si nous l'obtenons, nous nous renforcerons en quelques années au point que si même, en mettant les choses au pire, il y a d'ici quelques années une intervention militaire, celle-ci échouera, parce que nous serons plus forts qu'aujourd'hui. Notre politique au Comité central vise à composer au maximum avec l'Angleterre. Et si ces messieurs s'imaginent que nous nous laisserons aller à faire des promesses, nous déclarons que notre gouvernement ne fera aucune propagande officielle, que nous n'avons pas l'intention de porter atteinte à n'importe quels intérêts de l'Angleterre en Orient. S'ils espèrent en faire leur beurre, qu'ils essayent donc, nous n'en pâtirons pas.

J'en viens à la question des rapports entre l'Angleterre et la France. Ici les rapports sont embrouillés. D'une part, l'Angleterre et la France sont membres de la Société des Nations, elles sont donc tenues d'agir de concert ; d'autre part, à chaque aggravation de conjoncture, elles n'agissent pas de concert. Lorsque le camarade Kaménev était à Londres et menait des pourparlers en commun avec Krassine, la chose s'est manifestée très clairement. La France était pour qu'on soutienne la Pologne et Wrangel, tandis que le gouvernement anglais déclarait : « Nous ne marcherons pas avec la France ». Les concessions pour l'Angleterre sont plus acceptables que pour la France qui rêve de se faire payer les dettes, tandis qu'en Angleterre les capitalistes quelque peu sérieux n'y pensent plus. De ce côté également, il nous est avantageux d'utiliser le différend entre l'Angleterre et la France, et c'est pourquoi il faut insister sur l'offre politique de concessions à l'Angleterre. Nous avons maintenant un projet d'accord pour les concessions forestières à l'Extrême-Nord. Nous nous trouvons en présence de conditions telles que, par suite de l'absence d'unité politique entre l'Angleterre et la France, il est de notre devoir de ne pas refuser même un certain risque pour peu qu'on réussisse à entraver l'alliance militaire anglo-française contre nous. La nouvelle guerre que l'Angleterre et la France soutiendront contre nous apportera (même si nous la terminons victorieusement comme nous l'avons terminée maintenant avec Wran-

gel) des charges colossales ; elle entravera notre développement économique, aggravera la situation des ouvriers et des paysans. Nous ne devons rien refuser de ce qui est susceptible de nous causer moins de pertes. Mais que ces pertes venant des concessions ne soient rien en comparaison de celles que pourraient nous faire subir un retard de notre édification économique et la mort de milliers d'ouvriers et de paysans, si nous n'arrivons pas à faire face à l'alliance des impérialistes, voilà qui est bien clair. Un des moyens pour tenir tête à leur alliance, ce sont les pourparlers avec l'Angleterre sur les concessions. Tel est le côté politique de la question.

Enfin, considérons les rapports de l'Angleterre et de toute l'Entente avec l'Allemagne. L'Allemagne est le pays le plus avancé après l'Amérique. En ce qui concerne le développement de l'électricité, elle est même supérieure au point de vue technique. Et voilà que ce pays, enchaîné par le traité de Versailles, se trouve dans des conditions d'existence impossibles. Devant cette situation, l'Allemagne, naturellement, est poussée à s'allier avec la Russie. Au moment où les troupes russes approchaient de Varsovie, toute l'Allemagne était en effervescence. L'alliance avec la Russie de ce pays qui est étouffé, qui a la possibilité de mettre en jeu d'immenses forces productives, devait provoquer en Allemagne la confusion politique : les bandes noires allemandes suivaient les spartakistes, en sympathisant avec les bolchéviks. Et cela est parfaitement compréhensible, car ceci découle des causes économiques et constitue la base de toute la situation économique et de notre politique extérieure.

Notre politique extérieure, tant que nous sommes seuls et que le monde capitaliste est fort, d'une part, est que nous devons utiliser les divergences (vaincre toutes les puissances impérialistes serait, bien entendu, la chose la plus agréable, mais bien longtemps nous ne serons pas à même de le faire). Notre existence est en fonction du désaccord radical existant entre les puissances impérialistes, d'une part et, d'autre part, du fait que la victoire de l'Entente et la paix de Versailles ont réduit à des conditions d'existence impossible l'immense majorité de la nation allemande. La paix de Versailles a créé une situation telle

que l'Allemagne ne peut rêver d'une trêve, rêver de ne pas être pillée, de ne pas se voir enlever les moyens d'existence, de ne pas voir sa population vouée à la famine et au dépérissement. Il va de soi qu'elle n'a qu'un seul moyen de survivre, c'est de faire alliance avec la Russie soviétique, vers laquelle elle tourne ses regards. Ils marchent furieusement contre la Russie soviétique, ils détestent les bolchéviks, ils font fusiller leurs communistes, à la manière de vrais gardes blancs. Le gouvernement bourgeois allemand voue une haine implacable aux bolchéviks, mais les intérêts de la situation internationale le poussent, à son corps défendant, vers une paix avec la Russie soviétique. C'est là, camarades, le deuxième pilier de notre politique internationale, extérieure : démontrer aux peuples conscients de l'oppression bourgeoise qu'ils n'ont pas d'autre salut que la République soviétique. Et comme la République soviétique a pu tenir, pendant trois années, devant la poussée des impérialistes, cela signifie qu'il est un pays au monde, un seul pays, qui repousse victorieusement le joug de l'impérialisme. Ce pays peut être un pays de « bandits », de « pillards », de « brigands », de bolchéviks, etc., soit, il n'en reste pas moins que sans ce pays il est impossible d'améliorer la situation économique.

En face de cet état de choses le problème des concessions prend encore un autre aspect. Cette brochure que j'ai en main, c'est le décret du 24 novembre sur les concessions. Elle sera distribuée à tous les membres du congrès. Nous nous proposons de faire paraître cette brochure à l'étranger en plusieurs langues. Notre but est de tout faire immédiatement pour intéresser aux concessions la population d'un plus grand nombre possible de pays et notamment de ceux qui sont le plus opprimés. La divergence d'intérêts entre le Japon et l'Amérique est très grande. Ils n'arrivent pas à se partager la Chine, un certain nombre d'îles, etc. La divergence d'intérêts entre l'Allemagne et l'Entente est d'un autre genre. L'existence de l'Allemagne est impossible par suite des conditions que l'Entente lui a créées. Les gens y meurent, parce que l'Entente réquisitionne les moteurs et le bétail. Cette situation pousse l'Allemagne à se rapprocher de la Russie soviétique. J'ignore les détails de l'accord intervenu entre l'Allemagne

et l'Entente ; on sait en tout cas que les relations commerciales directes entre l'Allemagne et la Russie soviétique y sont interdites. Les conditions d'existence obligent le peuple d'Allemagne dans son ensemble, sans en excepter les bandes noires et les capitalistes allemands, à rechercher des rapports avec la Russie soviétique. Il apparaît donc clairement qu'il nous faut mettre en avant les concessions comme mode économique, et même indépendamment de la question de savoir à quel point nous réussirons à appliquer ce projet. L'intérêt à l'égard des concessions est tellement évident que, si même nous ne réussissions pas à accorder une seule concession, si même aucun de nos traités n'était réalisé (ce qui serait encore parfaitement possible), si même il en était ainsi, nous n'en gagnerions pas moins, nous devrions pourtant pratiquer cette politique, parce que nous faisons ainsi obstacle à la croisade des pays impérialistes contre nous.

Indépendamment de cet état de choses, nous sommes obligés de dire aux peuples opprimés, — et cela découle du traité de Versailles, — qu'une poignée de pays étouffe les autres peuples, qui font appel à notre aide ouvertement ou non, consciemment ou inconsciemment, mais qui s'habituent à prendre conscience de la nécessité économique d'une alliance avec la Russie soviétique contre l'impérialisme international. Par conséquent, les concessions alimentaires dépassent le cadre des vieilles concessions bourgeoises, elles ne ressemblent plus aux anciennes concessions capitalistes. Elles demeurent capitalistes pour autant que nous disons aux capitalistes allemands : importez tant de tracteurs, et nous vous donnerons une excellente terre vierge et du blé. Nous attirons le capital en faisant entrevoir un immense bénéfice. A ce titre, la concession demeure une entreprise purement capitaliste, mais elle prend une importance infiniment plus grande, puisque l'Allemagne en tant que nation, l'Autriche et les autres pays ne peuvent subsister, puisque l'aide alimentaire leur est nécessaire et que, indépendamment du fait que le capitaliste gagne 100 ou 200%, le peuple voit, malgré les préjugés nourris contre le bolchévisme, que les bolchéviks instituent des relations internationales tout à fait différentes, qui permettent à toutes les nationalités opprimées de se débarras-

ser du joug impérialiste. Voilà pourquoi notre succès durant les trois années écoulées sera dépassé dans l'année qui vient en matière de politique extérieure. Notre politique groupe autour de la République soviétique les pays capitalistes que l'impérialisme étouffe. Voilà pourquoi cette offre de concessions n'est pas seulement valable du point de vue capitaliste ; voilà pourquoi, c'est la main tendue non seulement aux capitalistes allemands : « Fournissez-nous des centaines de tracteurs et faites-vous payer même 300% par rouble », — c'est la main tendue aux peuples opprimés, c'est l'alliance des masses opprimées, alliance qui constitue un des facteurs de la future révolution prolétarienne. Les doutes et les appréhensions qui subsistent dans les pays avancés qui prétendent que si la Russie a pu risquer une révolution socialiste, c'est parce qu'elle est grande et possède ses propres moyens d'existence, tandis que nous, pays industriels d'Europe, ne pouvons pas entreprendre la chose parce que nous n'avons pas d'alliés, — ces doutes et appréhensions sont dénués de fondement. Nous disons : « Vous avez déjà un allié, c'est la Russie soviétique. » Et la concession que nous allons réaliser sera cette alliance qui consolidera l'alliance contre l'impérialisme mondial. Cette thèse, on ne saurait la perdre de vue, car elle justifie notre politique de concessions et affirme la nécessité de conclure ces concessions.

Et maintenant quelques considérations d'ordre purement économique. Je passe maintenant aux considérations économiques et je vous donnerai lecture de certaines stipulations de la loi, bien que j'espère que les camarades ici présents connaissent cette loi du 23 novembre. Je vais vous la rappeler brièvement ; elle porte que les concessionnaires seront payés partie en produits, et que, en cas de perfectionnements techniques particuliers, nous sommes prêts à accorder des avantages commerciaux, que les délais des concessions seront plus ou moins prolongés selon le volume et le caractère des dépenses engagées. Nous garantissons que les biens engagés dans l'entreprise ne seront ni saisis ni réquisitionnés.

Autrement, bien entendu, le capital privé et le propriétaire privé ne peuvent entrer en rapport avec nous. Il

manque ici la question des tribunaux, qui a été abordée au début dans ce projet de traité. Nous avons pu constater ensuite que cela est désavantageux pour nous. Cela fait que l'autorité judiciaire sur notre territoire demeure entre nos mains. En cas de conflit, ce sont nos juges qui décideront. Ce ne sera pas une réquisition, mais l'exercice des droits légitimes établis par nos institutions judiciaires.

Le cinquième point porte sur le code du travail. Avec Vanderlip, d'après le projet initial du traité, on prévoyait d'éliminer l'extension du code du travail aux localités habitées par des tribus sous-développées, nous ne saurions dire lesquelles. Dans ces localités le code du travail est impossible. L'élimination se fera en ce sens que le code du travail sera remplacé par un traité spécial sur les garanties aux ouvriers.

Le dernier point est celui par lequel nous garantissons au concessionnaire l'inadmissibilité d'un changement unilatéral. A défaut de cela, bien entendu, l'octroi de concessions est impossible. La question de savoir ce que signifie un changement non unilatéral est laissée en suspens. Cela dépend du texte du traité relatif à chacune des concessions. Il y a possibilité d'arbitrage par certaines puissances neutres. C'est un point susceptible de prêter le flanc à un désaccord et de laisser une certaine liberté pour déterminer les conditions mêmes de la concession. Il convient de dire que, par exemple, les chefs menchéviks des ouvriers sont considérés dans le monde capitaliste comme des gens sûrs. Ils font partie des gouvernements bourgeois, à qui il est difficile de récuser des médiateurs ou des arbitres tels que les menchéviks ou social-traîtres des pays d'Europe. Or, notre expérience montre qu'en cas de conflits quelques peu sérieux, messieurs les menchéviks américains et européens ne savent pas comment se comporter et sont obligés de céder à la pression des masses révolutionnaires, tout en restant les ennemis de la révolution. C'est une question en suspens, nous ne le préjugeons pas.

De ces conditions dont je viens de vous donner lecture, vous voyez que les relations économiques entre les concessionnaires capitalistes et la République socialiste sont loin d'être solides et stables. On comprend que le capitaliste, qui maintient la propriété privée et les rapports

d'exploitation ne peut manquer d'être dans la République socialiste un corps étranger. Il résulte de là ce qui constitue un des principaux éléments de mon rapport : à savoir que la concession est la continuation de la guerre, seulement sous une forme différente. Je vais traiter cette question en détail, mais il me faut d'abord exposer les trois types principaux ou objets des concessions.

Dans cette brochure nous présentons une liste des principaux objets des concessions, et les camarades du Conseil Supérieur de l'économie nationale, qui ont fourni les matériaux pour cette brochure et qui l'ont rédigée, y ont joint les cartes qui montrent clairement ces objets des concessions. On voit sur ces cartes que les objets des concessions comportent trois aspects principaux : les concessions forestières à l'Extrême-Nord, premier point ; les concessions alimentaires, deuxième point ; les concessions minières en Sibérie, troisième point.

Dans les concessions forestières à l'Extrême-Nord de la Russie d'Europe, où l'on trouve des dizaines, des centaines de millions de déciatines de forêts que nous sommes absolument hors d'état de mettre en valeur faute de voies de communication, de moyens de production, n'ayant pas lá possibilité d'y acheminer les vivres pour les ouvriers et où cependant l'État, possesseur d'une flotte puissante, a les moyens de stocker régulièrement le bois et de l'exporter dans de notables proportions, l'intérêt économique nous apparaît évident.

Si nous souhaitons des échanges avec l'étranger, et c'est bien notre désir, nous en comprenons la nécessité, notre intérêt majeur est d'obtenir au plus vite des pays capitalistes les moyens de production (locomotives, machines, appareils électriques), sans lesquels il nous est impossible de relever notre industrie d'une façon plus ou moins sérieuse, et parfois même cela nous sera tout à fait impossible, à défaut des moyens de procurer à nos fabriques les machines nécessaires. Il faut séduire le capitalisme par des bénéfices supérieurs. Il touchera un surcroît de bénéfices, — au diable ce surcroît de bénéfices, — nous obtiendrons l'essentiel au moyen de quoi nous nous renforcerons, nous nous reprendrons en mains définitivement et nous le vaincrons sur le plan économique. Pour avoir les meilleures machines,

etc., il faut payer. Avec quoi payer ? Nous disposons de quelques millions de réserves d'or. Vous verrez, dans le plan spécialement dressé pour l'électrification de la Russie, que ce plan, prévu pour des dizaines d'années, avec les travaux complémentaires pour relever l'industrie, entraînera des dépenses évaluées approximativement à 17 milliards de roubles-or. L'électrification à elle seule absorbera plus d'un milliard de roubles-or. Nous ne pouvons pas couvrir cela avec nos réserves d'or ; quant à exporter des produits alimentaires, cela est au plus haut point indésirable et même dangereux, car nous ne sommes pas entièrement pourvus de produits alimentaires pour notre industrie, et il faut couvrir ces dépenses. Il n'y a donc pas ici d'objet plus valable pour nous au point de vue économique que les forêts de l'Extrême-Nord, dont nous possédons des quantités incroyables. Elles y pourrissent, disparaissent, parce que nous ne sommes pas à même, économiquement, de les exploiter. Or, les forêts sur le marché international représentent une valeur considérable. A ce titre, l'Extrême-Nord nous est avantageux aussi sur le plan politique, du fait que c'est une région écartée. Ce type de concession nous est commode sur le double plan politique et économique, et nous devons y porter notre plus grande attention. Milioutine a déclaré à la conférence de Moscou, dont je vous ai déjà parlé, que les pourparlers avec l'Angleterre au sujet de cette concession dans la Russie d'Europe septentrionale avancent. Il y a là plusieurs dizaines de millions de déciatines de forêts. Si nous accordons aux concessionnaires trois ou cinq millions de déciatines de forêts disposées en échiquier, en tirant profit des entreprises perfectionnées, des possibilités d'apprendre, en réservant à nos techniciens la possibilité d'y participer, nous gagnons beaucoup et nous rendons difficile aux puissances capitalistes qui ont traité avec nous, des manœuvres militaires contre nous, car la guerre rompt tout, en cas de guerre les constructions, les ouvrages d'art, les voies de communication resteront dans nos mains. Les entreprises d'éventuels Koltchak, Dénikine, etc., contre nous n'en seront pas facilitées.

Le deuxième type de concession : le ravitaillement en produits alimentaires. Hormis la Sibérie occidentale avec ses immenses terres de meilleure qualité, qui nous sont

inaccessibles parce que situées loin des voies de communication, dans la seule Russie d'Europe et sur le fleuve Oural,— notre Commissariat à l'agriculture a pris des mesures spéciales et fixé la quantité de terre que nous ne sommes pas à même de mettre en valeur, au moins trois millions de déciatines sur le fleuve Oural, abandonnées par les cosaques après la fin victorieuse de la guerre civile, — il y a, dis-je, des terres excellentes qu'il faut valoriser mais que, à défaut de bétail et étant donné l'affaiblissement des forces productives, nous ne pourrons défricher.

Les sovkhoz de la région du Don comptent jusqu'à 800 000 déciatines, que nous ne pouvons pas mettre en culture sans posséder une immense quantité de bêtes, ou bien des détachements de tracteurs, dont nous ne pouvons faire usage tandis que certains pays capitalistes, y compris ceux qui ont un besoin urgent de produits alimentaires — Autriche, Allemagne, Bohême, — pourraient bien les mettre en service et obtenir un blé remarquable pendant la belle saison. Nous ignorons à quel point il nous sera possible de réaliser la chose. Deux usines de tracteurs tournent maintenant à Moscou et à Pétrograd, mais elles ne peuvent, en raison des difficultés, fournir un grand nombre de tracteurs. Nous pourrions remédier à la situation en achetant un grand nombre de tracteurs. Les tracteurs, c'est le moyen le plus important pour rompre radicalement avec les vieilles méthodes agricoles et pour élargir les labours. Par ces concessions nous pouvons montrer à toute une série de pays que nous sommes capables de développer l'économie mondiale dans de vastes proportions.

Si notre propagande et nos propositions n'étaient pas couronnées de succès, si nos offres ne devaient pas être agréées, l'utilité n'en serait pas seulement politique, mais encore socialiste. Ce qui se passe dans le monde capitaliste, ce n'est pas seulement le gaspillage des richesses, mais aussi la folie et le crime, car dans certains pays on constate des excédents de produits alimentaires qui ne peuvent être vendus par suite des révolutions monétaires, l'argent étant déprécié dans nombre de pays vaincus. Des stocks énormes de produits alimentaires pourrissent, cependant que des dizaines de millions d'habitants dans des pays comme l'Allemagne meurent littéralement de faim. Ces

absurdités, ce crime du capitalisme devient évident pour tous les pays capitalistes et pour les petits pays qui environnent la Russie. Et voilà que la République soviétique intervient pour déclarer : « Nous possédons des centaines de milliers de terres excellentes que l'on peut défricher avec des tracteurs, et c'est vous qui en avez, vous avez aussi le carburant et vous possédez des mécaniciens spécialisés. Nous proposons donc à tous les peuples, y compris les peuples des pays capitalistes, de faire du rétablissement de l'économie nationale et du salut des peuples de la famine la pierre angulaire de leur activité. » Si les capitalistes ne comprennent pas cela, c'est un argument de la pourriture, de la folie et des crimes du régime capitaliste. Cela va jouer non seulement un rôle de propagande, mais ce sera aussi un appel communiste à la révolution, car cela montre avec une évidence qui pénètre de plus en plus la conscience de tous les peuples que le capitalisme se désagrège, qu'il ne peut satisfaire tous les besoins. L'infime minorité de pays impérialistes s'enrichit, tandis que de nombreux autres pays se trouvent littéralement au bord de l'abîme. L'économie mondiale veut être réorganisée. Et la République soviétique intervient avec ce plan de réorganisation, cette proposition absolument sérieuse, incontestable et réalisable : « Vous mourez de faim sous le capitalisme, en dépit des richesses monstrueuses de la technique, — nous avons la possibilité, en associant votre technique et nos matières premières, de résoudre la crise, mais ce sont les capitalistes qui s'y opposent. Nous leur proposons de réaliser la chose, eux y mettent un frein et y font échec. » C'est là le deuxième type de concession, celle du ravitaillement ou des tracteurs.

Le troisième type, ce sont les concessions minières. Elles sont énumérées sur la carte de Sibérie où chaque localité dont il est question dans la concession est désignée avec force détails. Les richesses minières de la Sibérie sont absolument illimitées, et même, dans le meilleur des cas, si la chance nous favorise, nous serions incapables, en plusieurs années, de valoriser un centième de ces richesses. Celles-ci, étant donné les conditions où elles se trouvent, exigent de meilleures machines. Il y a là des produits comme le minerai de cuivre qui, pour les pays capitalistes,

pour l'industrie électrique est d'une nécessité absolue, étant donné la pénurie de ces produits. Il y a possibilité de relever l'économie mondiale et de porter à un degré supérieur la technique universelle, si l'on engage des relations régulières avec nous.

Ces concessions, en ce qui concerne leur mise en œuvre, sont certes difficiles, c'est-à-dire qu'elles présentent des difficultés plus grandes que les concessions forestières ou alimentaires. Dans les concessions alimentaires, il est question de travaux saisonniers effectués par tracteur. Les concessions forestières ne sont pas non plus difficiles, d'autant que c'est un objet peu accessible pour nous, mais les concessions minières sont situées en partie non loin du chemin de fer ou dans des lieux à population dense. Là le danger est sérieux ; nous aurons donc soin de peser le pour et le contre et poserons des conditions précises, car il n'y a aucun doute que les concessions, c'est une nouvelle guerre. Les capitalistes arrivent chez nous pour une guerre nouvelle, l'existence même des capitalistes, c'est déjà une guerre contre le monde socialiste. Les entreprises économiques capitalistes dans l'Etat socialiste, c'est la guerre pour la liberté de commerce, contre la politique de prélèvement des excédents, la guerre pour la propriété privée contre la république qui a aboli cette propriété. Sur cette base économique se développent les rapports les plus divers (telle que la guerre entre la « soukharevka » [92] et nos institutions). On peut nous dire : vous fermez la « soukharevka » et vous ouvrez une nouvelle série de ces marchés noirs, en laissant venir les capitalistes. Nous ne fermons pas les yeux là-dessus et disons que si nous avons pu vaincre jusqu'à présent, alors que nos ennemis avaient mis en jeu tous les moyens pour faire échec à nos entreprises, et quand cet échec se préparait de l'intérieur en même temps que du dehors, est-il possible vraiment que nous ne puissions, dans certains secteurs, lorsque nous bénéficierons de conditions et de rapports normaux, nous tirer d'embarras et y avoir l'œil. Nous avons l'expérience de la lutte contre l'espionnage militaire, contre le sabotage capitaliste. Nous avons combattu au moment où ils se retranchaient dans nos propres institutions ; est-il donc possible que nous ne puissions en avoir raison quand nous laisserons venir les

capitalistes chez nous sur des listes bien établies, à des conditions déterminées ? Certes, nous savons qu'ils y contreviendront et nous lutterons contre ces infractions. Mais, camarades, les concessions avec les assises capitalistes, c'est la guerre. Tant que nous n'aurons pas renversé le capital dans les autres pays, tant que celui-ci sera bien plus fort que nous, il pourra à tout moment lancer contre nous ses forces, nous porter la guerre. Il nous faut donc devenir plus forts, et pour cela il faut développer la grande industrie, redresser les transports. Ce faisant, nous prenons des risques, de nouveau la guerre, de nouveau la lutte, et s'ils s'appliquent à saboter notre politique, nous nous battrons contre eux. Ce serait une grave erreur de croire que le traité de paix sur les concessions est un traité de paix avec les capitalistes. C'est un traité au sujet de la guerre, mais il est moins dangereux pour nous, moins dur aussi pour les ouvriers et les paysans, moins dur qu'à l'époque où l'on jetait contre nous les meilleurs tanks et canons. Aussi devons-nous employer tous les moyens pour arriver à développer, au prix d'arrangements économiques, nos forces économiques, aider au relèvement de notre économie. Il est évident que les capitalistes ne respecteront pas les traités, nous disent des camarades qui redoutent les concessions. Nous leurrer d'espoir que les capitalistes respecteront les traités est chose parfaitement impossible. Ce sera la guerre, et le dernier argument qui reste en général un argument dans les rapports de la république socialiste, c'est la guerre.

Cette guerre maintenant nous menace d'heure en heure. Nous menons des pourparlers de paix avec la Pologne, et nous avons toutes les chances pour que la paix soit signée ou du moins, pour être plus exacts, nous avons l'immense majorité de chances pour la conclusion de cette paix. Mais que les Savinkov et les capitalistes français travaillent à faire échec à ce traité, le doute n'est pas possible. Ces capitalistes peuvent déclencher la guerre du jour au lendemain, et ils la déclencheraient volontiers dès à présent, s'ils n'avaient pas été prévenus par une expérience de trois années. Les concessions, c'est un risque ; les concessions, c'est une perte ; les concessions, c'est la continuation de la guerre. Voilà qui n'est pas douteux, mais cette guerre

est plus avantageuse pour nous. Lorsque nous aurons obtenu un certain minimum de moyens de production, de locomotives et de machines nous ne serons plus, économiquement parlant, ce que nous étions jusqu'ici, alors les pays capitalistes seront encore moins dangereux pour nous.

On nous a dit que les concessionnaires créeront des conditions exceptionnelles pour leurs ouvriers, qu'ils feront venir pour eux les meilleurs vêtements, les meilleures chaussures, les meilleurs produits alimentaires. Telle sera leur propagande parmi nos ouvriers, qui doivent subir des privations et qui les subiront encore pendant longtemps. Il y aura une république socialiste dans laquelle les ouvriers sont réduits à la misère, et à côté un îlot capitaliste où les ouvriers ont la vie belle. Ces craintes se font jour très souvent dans nos réunions du parti. Evidemment, ce genre de danger reste entier ; il montre que la concession est la continuation de la guerre et non la paix. Mais, si, malgré des privations beaucoup plus grandes, nous voyions en même temps les ouvriers des pays capitalistes venir quand même vers nous, bien que sachant que les conditions économiques qui les attendent en Russie sont bien pires, est-il possible que nous ne puissions pas nous défendre de cette propagande par notre contre-propagande ; est-il possible que nous ne puissions démontrer aux ouvriers que le capitalisme, naturellement, peut créer pour certains groupes de ses ouvriers des conditions meilleures, mais que les conditions du reste des ouvriers ne s'améliorent pas pour autant? Enfin, pourquoi dans tous les contacts avec l'Europe bourgeoise et l'Amérique, c'est nous qui avons toujours gagné, et non pas eux ? Pourquoi craignent-ils jusqu'ici d'envoyer chez nous des délégations, tandis que nous n'avons pas cette crainte. Jusqu'à présent, des délégations qu'ils ont envoyées chez nous, nous avons toujours pu détacher en notre faveur une partie, si faible soit-elle, bien que ces délégations fussent composées principalement d'éléments menchéviks, et que ce fussent des gens qui venaient chez nous pour un temps. Faut-il donc craindre que nous ne soyons pas à même d'éclairer les ouvriers sur la vérité ? ! Nous serions bien médiocres, si nous avions cette crainte, si nous mettions ces raisons-là au-dessus de l'intérêt direct qui dans les conces-

sions est d'une portée supérieure. La situation de nos paysans et de nos ouvriers reste pénible. Il faut l'améliorer. A cet égard aucun doute ne peut subsister chez nous. Je pense que nous nous entendrons sur ce fait que la politique des concessions est aussi celle de la continuation de la guerre, mais que notre tâche est de conserver l'existence de la République socialiste isolée, entourée d'ennemis capitalistes, de sauvegarder la république infiniment plus faible que les ennemis capitalistes qui l'entourent, d'écarter ainsi la possibilité pour les ennemis de créer une alliance entre eux pour lutter contre nous, de faire obstacle à leur politique, de ne pas leur permettre de remporter la victoire. Notre tâche est d'assurer à la Russie les instruments et les moyens indispensables pour relever l'économie, car, lorsque nous les aurons obtenus, nous nous sentirons si solides sur nos jambes qu'aucun ennemi capitaliste ne nous fera peur. Tel est le point de vue qui nous a guidés dans notre politique en ce qui concerne les concessions, point de vue que j'ai exposé ici.

## 2

## RAPPORT SUR L'ACTIVITE DU CONSEIL DES COMMISSAIRES DU PEUPLE 22 DECEMBRE

(Acclamations dans la salle: «Vive le camarade Lénine!» Vifs applaudissements. Ovation.) Camarades, j'ai à présenter un rapport sur la politique extérieure et intérieure du gouvernement. Je comprends l'objet de mon rapport non pas en ce sens que je dois vous donner la liste au moins des principaux ou des plus importants projets de loi et dispositions du pouvoir ouvrier et paysan. Je pense que le récit des événements durant la période écoulée n'aurait pas davantage d'intérêt ni ne jouerait un rôle essentiel pour vous. Il me semble qu'il faut essayer de faire la synthèse des leçons principales que nous avons tirées durant cette année, laquelle n'est pas moins riche en brusques tournants politiques que les années précédentes de la révolution, et de dégager de cette synthèse les tâches politiques et économiques les plus urgentes qui se posent à nous et sur lesquelles le pouvoir soviétique, par ses projets de loi soumis à votre examen et à votre approbation, et par l'ensemble des mesures adoptées, fonde aujourd'hui bien plus d'espoir, leur attache beaucoup plus d'importance, — et de l'exécution desquelles il attend des succès sérieux pour notre édification économique. Permettez-moi donc de me borner à de brèves remarques sur la situation internationale de la république et le principal bilan de l'année écoulée en matière de politique extérieure.

Vous savez tous, naturellement, que les hobereaux et les capitalistes polonais nous ont imposé la guerre sous

la pression et la poussée des pays capitalistes d'Europe occidentale, et pas seulement de l'Europe occidentale. Vous savez qu'en avril dernier nous avons proposé la paix au gouvernement polonais à des conditions infiniment plus avantageuses pour lui que maintenant, et c'est seulement sous l'empire de l'extrême nécessité, après les échecs complets de nos pourparlers sur l'armistice avec la Pologne, que nous avons été obligés d'accepter la guerre qui, malgré la défaite extrêmement lourde infligée à nos troupes devant Varsovie par suite de leur incontestable surmenage causé par la guerre, s'est soldée cependant par une paix plus avantageuse pour nous que celle que nous avions offerte à la Pologne en avril. Les préliminaires de paix avec la Pologne ont été signés et des pourparlers sont en cours sur la signature d'une paix définitive. Nous ne nous dissimulons nullement le danger que présente la pression exercée par certains pays capitalistes les plus obstinés, ainsi que la pression de certains milieux de gardes blancs russes afin d'empêcher les pourparlers d'aboutir à la paix. Mais nous devons dire que la politique de l'Entente visant à l'intervention militaire et à l'écrasement militaire du pouvoir des Soviets, s'effondre de plus en plus, et que nous gagnons à notre politique de paix un nombre toujours croissant d'Etats placés indubitablement sur une plate-forme hostile au pouvoir soviétique. Le nombre des Etats signataires du traité de paix augmente, et il est fort probable que dans un proche avenir un traité de paix définitif sera signé avec la Pologne, et c'est ainsi qu'un nouveau coup sérieux sera porté à l'alliance des forces capitalistes qui cherchent à nous arracher le pouvoir par la voie des armes.

Camarades, vous savez certainement aussi que nos insuccès temporaires dans la guerre contre la Pologne et les difficultés de notre situation à certains moments du conflit provenaient du fait que nous devions nous battre contre Wrangel, officiellement reconnu par une des puissances impérialistes [93] et qui bénéficiait d'une aide immense, matérielle, militaire et autre. Force nous a été, pour terminer la guerre au plus tôt, de procéder à une concentration rapide des troupes, afin de porter à Wrangel un coup décisif. Vous savez assurément de quel héroïsme a fait preuve l'Armée Rouge pour surmonter des obstacles et des

ouvrages de défense que même les spécialistes et compétences militaires tenaient pour imprenables. Une des pages les plus brillantes de l'histoire de l'Armée Rouge, c'est cette victoire totale, décisive et remarquablement rapide qui a été remportée sur Wrangel. Ainsi donc, la guerre qui nous a été imposée par les gardes blancs et les impérialistes a été liquidée.

Nous pouvons maintenant avec beaucoup plus d'assurance et de fermeté nous atteler à l'édification économique qui nous est si proche, nécessaire et qui nous attire de longue date, certains que nous sommes que les maîtres capitalistes ne réussiront pas à faire échec à ce travail aussi facilement qu'auparavant. Mais, bien entendu, nous devons veiller au grain. Nous ne pouvons dire en aucun cas que nous sommes déjà garantis d'une nouvelle guerre. Et ce manque de garantie ne tient pas du tout au fait que nous n'avons pas encore de traités de paix officiels. Nous savons fort bien que les débris de l'armée de Wrangel n'ont pas été détruits ; cachés pas très loin, ils se trouvent sous la tutelle et la garde des puissances capitalistes qui les aident à se remettre sur pied ; que les organisations de gardes blancs russes travaillent à fond pour essayer de recréer telles ou telles unités militaires et, en les associant aux effectifs de Wrangel, de les préparer pour les porter, dans un moment propice, à une nouvelle attaque contre la Russie.

Aussi bien il nous faut maintenir notre état de préparation militaire pour parer à toute éventualité. Sans trop se fier aux coups que nous avons infligés déjà aux impérialistes, nous devons à tout prix conserver dans ces formations de combat notre Armée Rouge et en augmenter la valeur combative. Toutes choses d'ailleurs que n'empêcheront pas la libération d'une partie de l'armée et sa prompte démobilisation. Nous espérons que l'expérience considérable acquise pendant la guerre par l'Armée Rouge et ses dirigeants nous aidera à améliorer maintenant ses qualités. Et nous arriverons à ceci qu'avec la réduction des effectifs, nous conserverons un noyau qui ne sera point à charge de la république au point de vue de son entretien ; nous saurons, d'autre part, mieux qu'auparavant assurer la possibilité, si besoin est, de remettre sur pied et de mobiliser une force militaire encore plus importante.

Nous sommes certains que tous les Etats voisins qui ont beaucoup perdu du seul fait d'avoir soutenu contre nous les complots des gardes blancs, ont suffisamment profité des leçons irrécusables de l'expérience et dûment apprécié notre esprit d'accommodement que tous considéraient comme une faiblesse de notre part. Ils ont dû se convaincre, après trois années d'expérience, que lorsque nous faisons preuve d'un état d'esprit pacifique persistant, nous sommes en même temps prêts sous le rapport militaire. Et toute tentative de guerre contre nous équivaudra, pour les Etats qui s'engageront dans ce conflit, à aggraver les conditions qu'ils auraient pu réaliser sans et avant la guerre, par rapport à celles qu'ils obtiendront comme résultat et au lendemain de la guerre. La preuve en a été faite à l'égard de plusieurs Etats. C'est là notre conquête à laquelle nous ne renoncerons pas et que n'oubliera aucune des puissances qui nous entourent ou qui sont en contact politique avec la Russie. Grâce à cet état de choses, nos rapports avec les Etats voisins s'améliorent sans cesse. Vous savez que la paix est signée définitivement avec toute une série d'Etats situés aux frontières occidentales de la Russie, qui faisaient auparavant partie de l'ancien Empire russe et qui ont reçu du pouvoir des Soviets la reconnaissance totale de leur indépendance, de leur souveraineté, conformément aux principes fondamentaux de notre politique. La paix sur ces bases a toutes les chances d'être plus solide que ne le souhaiteraient les capitalistes et un certain nombre d'Etats d'Europe occidentale.

En ce qui concerne le gouvernement letton, je dois dire qu'il fut un temps où nous étions menacés d'une aggravation des rapports qui confinait même à la possibilité d'envisager une rupture des relations diplomatiques. Mais justement le dernier rapport présenté par notre représentant en Lettonie montre que déjà un changement de politique est survenu, que beaucoup de malentendus et de prétextes légitimes au mécontentement ont été éliminés. Il y a bon espoir que d'ici quelque temps nous serons en relations économiques étroites avec la Lettonie qui, lors de nos échanges avec l'Europe occidentale, sera, bien entendu, encore plus utile pour nous que l'Estonie et les autres Etats limitrophes de la R.S.F.S.R.

Je dois encore noter, camarades, que notre politique à l'Est a remporté cette année d'importants succès. Nous devons saluer la formation et la consolidation des Républiques soviétiques de Boukharie, d'Azerbaïdjan et d'Arménie qui ont non seulement rétabli leur pleine indépendance, mais où les ouvriers et les paysans ont accédé au pouvoir. Ces républiques constituent une preuve et une confirmation du fait que les idées et les principes du pouvoir soviétique sont accessibles et immédiatement réalisables non seulement dans les pays développés sous le rapport industriel, non seulement avec un appui social tel que le prolétariat, mais aussi avec une base telle que la paysannerie. L'idée des Soviets de paysans a triomphé. Le pouvoir des paysans est assuré ; ils disposent de la terre et des moyens de production. Les relations d'amitié entre les républiques soviétiques paysannes et la République socialiste de Russie sont d'ores et déjà consacrées par les résultats pratiques de notre politique.

Nous pouvons nous féliciter également de la prochaine signature d'un traité avec la Perse. Les relations amicales avec ce pays sont assurées du fait que les intérêts fondamentaux sont les mêmes chez tous les peuples qui souffrent sous le joug de l'impérialisme.

Il nous faut signaler d'autre part que des relations d'amitié s'établissent de plus en plus et s'affermissent chez nous avec l'Afghanistan et davantage encore avec la Turquie. En ce qui concerne cette dernière puissance, les pays de l'Entente n'ont rien négligé pour rendre impossibles des rapports plus ou moins normaux entre la Turquie et les pays d'Europe occidentale. Ce fait, étant donné la consolidation du pouvoir des Soviets, est une garantie de plus en plus valable que, malgré toute l'opposition et toutes les menées de la bourgeoisie, malgré le maintien des pays bourgeois autour de la Russie, — l'alliance et les relations d'amitié de ce pays avec les nations opprimées d'Orient se resserrent, car l'essentiel dans toute la politique, c'est la violence impérialiste exercée sur les peuples qui n'ont pas eu la chance de compter parmi les vainqueurs, et cette politique mondiale de l'impérialisme provoque le rapprochement, l'alliance et l'amitié de tous les peuples opprimés. Le succès que nous avons remporté

également à cet égard en Occident, par rapport aux Etats plus européanisés, montre que les véritables fondements de notre politique extérieure sont justes, et que l'amélioration de notre situation internationale repose sur une base solide. Nous sommes persuadés qu'en poursuivant notre politique de paix et en transigeant (nous devons le faire pour éviter la guerre), en dépit de toutes les intrigues et de toutes les machinations des impérialistes, qui pourront évidemment toujours brouiller tel ou tel Etat avec nous, en dépit de cet état de choses, la ligne essentielle de notre politique et les principaux intérêts qui procèdent de la nature même de la politique impérialiste, l'emportent et obligent la R.S.F.S.R. à se lier de plus en plus étroitement avec un nombre sans cesse accru d'Etats voisins. C'est là le gage que nous pourrons nous livrer essentiellement à l'œuvre de construction économique, que nous pourrons travailler tranquillement, avec fermeté et assurance pendant une période plus prolongée.

Je dois dire encore que des pourparlers sont en cours avec l'Angleterre sur la signature d'un accord commercial. Malheureusement, ces pourparlers traînent en longueur bien plus que nous ne le souhaitions, mais nous n'y sommes absolument pour rien. Déjà en juillet, au moment où les troupes soviétiques connaissaient un succès maximum, le gouvernement anglais nous a soumis officiellement un texte d'accord qui assurait la possibilité de relations commerciales. Nous avons répondu par notre plein agrément, mais depuis lors la lutte des tendances au sein du gouvernement anglais et de l'Etat anglais a opposé un frein. Nous voyons les hésitations du gouvernement anglais, la menace de rompre complètement les rapports avec nous, de diriger immédiatement la flotte sur Pétrograd. Nous avons fait cette constatation, mais aussi que toute l'Angleterre se couvrait, en réponse à cette menace, de « Comités d'action ». Nous avons vu comment les partisans les plus extrêmes de la tendance opportuniste et leurs chefs devaient, sous la pression des ouvriers, s'engager dans cette voie d'une politique complètement « non constitutionnelle », qu'eux-mêmes avaient condamné la veille. Il s'est trouvé que la force de la pression et de la conscience des masses laborieuses, en dépit de tous les préjugés menchéviks qui

dominaient jusque-là dans le mouvement syndical anglais, s'était tellement frayé un chemin, qu'elle a fini par casser la pointe de la politique belliqueuse des impérialistes. Et maintenant, poursuivant la politique de paix, nous nous en tenons au projet de juillet proposé par le gouvernement anglais. Nous sommes prêts à signer un accord commercial sur-le-champ, et si cet accord n'a pas été signé jusqu'à présent, la faute en est exclusivement aux tendances et courants qui se font jour dans les milieux dirigeants anglais qui entendent torpiller l'accord commercial, qui veulent, en dépit de la volonté de la majorité non seulement des ouvriers, mais même en dépit de la volonté de la majorité de la bourgeoisie anglaise, trouver une fois de plus le moyen de lancer, en toute liberté, une agression contre la Russie soviétique. C'est leur affaire.

Plus une telle politique se poursuivra dans certains milieux influents de l'Angleterre, dans les milieux du capital financier et des impérialistes, et plus elle aggravera la situation financière, plus elle reculera le demi-accord qui est nécessaire maintenant entre l'Angleterre bourgeoise et la République soviétique, plus elle rapprochera les impérialistes de la nécessité pour eux d'accepter ensuite, non pas un demi-accord, mais un accord complet.

Camarades, je dois dire que cet accord commercial avec l'Angleterre soulève une question qui apparaît comme une des principales dans notre politique économique, — c'est le problème des concessions. Au nombre des lois les plus importantes qui ont été édictées par le pouvoir des Soviets durant la période écoulée, se trouve la loi du 23 novembre de cette année, — la loi sur les concessions. Vous connaissez tous, bien entendu, le texte de cette loi. Vous savez tous que nous avons publié maintenant des matériaux complémentaires, susceptibles de donner à tous les membres du congrès des Soviets l'information la plus large sur ce sujet. Nous avons fait paraître une brochure qui contient non seulement le texte de ce décret, mais aussi la liste des principales concessions, à savoir : concessions alimentaires, forestières et minières. Nous avons pris des mesures pour que le texte de ce décret parvienne le plus vite possible aux Etats d'Europe occidentale, et nous espérons que notre politique concessionnaire sera fructueuse également

du point de vue pratique. Nous ne nous dissimulons pas le moins du monde les dangers qui sont liés à cette politique dans la République soviétique socialiste, pays faible et retardataire. Tant que notre République soviétique restera une Marche isolée du monde capitaliste, il serait parfaitement ridicule et utopique de songer à notre entière indépendance économique et à la disparition de tels ou tels dangers. Certes, tant que des contradictions aussi radicales subsistent, subsistent également les dangers que l'on ne saurait éviter. Il faut seulement tenir ferme pour les surmonter, savoir discerner entre les dangers de plus grande importance et les dangers d'importance moindre, et préférer les moins importants à ceux qui le sont plus.

Dernièrement on nous a informés qu'au congrès des Soviets du district d'Arzamass (province de Nijni-Novgorod), un paysan sans parti déclarait au sujet des concessions : « Camarades, nous vous déléguons au congrès de Russie et déclarons que nous, paysans, nous sommes prêts à jeûner encore trois ans, à souffrir du froid et acquitter d'autres prestations, mais ne vendez pas notre Russie chérie à des concessionnaires. » Je suis infiniment heureux de pouvoir saluer de telles dispositions d'esprit, qui sont très largement répandues. Je pense que ce qui est significatif pour nous, c'est que parmi la masse des travailleurs sans parti, non seulement des ouvriers mais aussi des paysans, l'expérience politique et économique qui a mûri en l'espace de trois ans, permet et nous fait un devoir d'apprécier hautement la libération du joug des capitalistes, et oblige de se montrer triplement vigilants et extrêmement méfiants à l'égard de chaque démarche qui entraîne derrière elle des dangers nouveaux dans le sens de la restauration du capitalisme. Il est hors de doute que nous sommes très attentifs à ces sortes de déclarations, mais nous devons dire qu'il n'est pas question de vendre la Russie aux capitalistes, qu'il s'agit de concessions et que chaque traité est conditionné par un délai précis, par un accord bien défini, qu'il est entouré de toutes sortes de garanties soigneusement approfondies, qui seront plus d'une fois encore analysées et discutées avec vous dans ce congrès et dans toutes les conférences nouvelles, et que ces traités provisoires n'ont rien d'une opération de vente. Ils n'ont rien

à voir avec la vente de la Russie ; ils représentent un certain accommodement économique avec les capitalistes, afin d'avoir ainsi la possibilité d'acquérir au plus tôt les machines et les locomotives nécessaires, sans lesquelles il nous est impossible de procéder au relèvement de notre économie. Nous n'avons pas le droit de faire fi de ce qui est susceptible de contribuer, si peu que ce soit, à améliorer la situation des ouvriers et des paysans.

Il faut faire le maximum d'efforts pour rétablir rapidement nos relations commerciales. Ces pourparlers se poursuivent maintenant dans un cadre semi-légal. Nous commandons des locomotives, des machines qui sont loin d'être en nombre suffisant, mais nous avons commencé à en passer la commande. Si nous menons les pourparlers légalement, nous développerons ces possibilités dans de vastes proportions. A l'aide de l'industrie, nous arriverons à beaucoup de choses, et cela dans un délai plus court, mais même si le succès est important, ce délai se mesure à des années, à plusieurs années. Il ne faut pas oublier que si nous avons remporté maintenant une victoire militaire, si nous avons obtenu la paix, l'histoire nous apprend, d'autre part, qu'il n'est pas une seule question importante ni une seule révolution qui ait été résolue autrement que par une série de guerres. Cette leçon-là, nous ne l'oublierons pas. A toute une série de grandes puissances nous avons fait perdre l'envie de porter les armes contre nous. Est-ce pour longtemps, nous ne saurions le dire. Il faut être prêt à ce que, au moindre changement de la situation, les rapaces impérialistes se jettent de nouveau sur nous. Il faut s'y tenir prêt. Il faut donc avant tout relever notre économie, la remettre sur pied. Sans son équipement, sans les machines importées des pays capitalistes, il est impossible de le faire vite. Il n'y a pas lieu de regretter si nous accordons aux capitalistes un surcroît de bénéfices, l'essentiel est de réaliser ce relèvement. Il faut que les ouvriers et les paysans soient disposés tout autant que ces paysans sans parti qui ont déclaré ne redouter aucun sacrifice ni aucune privation. Conscients du danger d'une intervention capitaliste, ils n'envisagent pas les concessions d'un point de vue sentimental, ils y voient la continuation de la guerre dans laquelle la lutte implacable se trouve reportée sur

un autre plan ; ils voient la possibilité de nouvelles tentatives de la bourgeoisie pour restaurer l'ancien capitalisme. C'est fort beau, cela nous garantit que la surveillance et la sauvegarde de nos intérêts ne seront pas seulement l'œuvre des organismes du pouvoir soviétique, mais celle de chaque ouvrier et de chaque paysan. Dès lors nous sommes persuadés que nous saurons faire reposer la sauvegarde de nos intérêts, même si les traités concessionnaires sont exécutés, sur une base telle qu'il ne saurait être question d'un retour des capitalistes. Et nous ferons en sorte que nous réduirons ce danger au minimum, qu'il sera moins grand que le danger de guerre, que cela s'opposera au renouvellement de la guerre et nous facilitera la possibilité, dans un délai plus court, en moins d'années (il est question d'une série assez longue d'années) de restaurer et de développer notre économie.

Camarades, les tâches économiques, le front économique nous apparaît maintenant encore et encore comme le plus important, le plus essentiel. En analysant les matériaux législatifs au sujet desquels j'ai à vous parler dans mon rapport, je me suis rendu compte que l'immense majorité des décisions et mesures du Conseil des Commissaires du Peuple et du Conseil de la Défense est composée maintenant de mesures particulières, de décisions de détail le plus souvent infimes, et qui sont liées à cette activité économique. Certes, vous n'attendez pas de moi que je vous présente une liste de toutes ces dispositions. Ce serait très ennuyeux et sans aucun intérêt. Je voulais simplement vous rappeler que ce n'est pas la première fois, tant s'en faut, que nous mettons en avant la question du front du travail. Rappelons-nous la résolution adoptée par le Comité exécutif central du 29 avril 1918 [94]. C'était l'époque où la paix de Brest-Litovsk qui nous a été imposée avait coupé la Russie sur le plan économique ; nous nous sommes trouvés placés dans des conditions extrêmement difficiles par un traité infiniment rapace. C'est alors qu'apparut la possibilité d'envisager une trêve qui nous offrait le moyen de rétablir notre activité économique pacifique, et aussitôt,— nous savons maintenant qu'elle a été très courte, — le Comité exécutif central, dans sa résolution du 29 avril, a porté toute son attention sur cette édification économi-

que. Cette résolution, qui n'a pas été annulée et qui reste notre loi, nous offre de justes perspectives pour apprécier comment nous avons abordé cette tâche et sur quoi, pour la mener à bonne fin, il faut maintenant porter la plus grande attention.

L'examen de cette résolution montre clairement que beaucoup de questions que nous analysons, ont été posées d'une façon très nette, très ferme et avec assez de décision en avril 1918. A ce souvenir, nous disons : répéter, c'est s'instruire. Et nous ne nous laissons pas troubler par l'idée de répéter maintenant ces vérités premières de l'édification économique. Nous les répéterons encore bien des fois, mais voyez quelle différence entre la proclamation de principes abstraits, faite en 1918, et l'activité économique qui pratiquement a déjà commencé. Malgré les immenses difficultés et le torpillage continuel de nos travaux, nous abordons toujours plus près et d'une façon plus concrète la réalisation pratique des tâches économiques. Nous nous répéterons encore mille fois. En fait de construction on ne peut se passer d'une infinité de répétitions, d'un retour en arrière, de vérifications, de certaines corrections, de nouveaux procédés, d'une tension de nos forces pour convaincre les retardataires et les gens peu préparés.

Maintenant le nœud du moment politique est que nous traversons une période de tournant, de transition, quelque chose comme un zigzag, — période où de la guerre nous passons à la construction économique. Cela s'est vu aussi auparavant, mais pas dans des proportions aussi vastes. Cela doit nous rappeler une fois de plus quelles sont les tâches politiques générales du pouvoir des Soviets, en quoi consiste le caractère particulier de cette transition. La dictature du prolétariat a été victorieuse parce qu'elle a su marier la contrainte et la persuasion. Elle ne redoute pas la contrainte et l'expression brusque, décisive, implacable d'une contrainte exercée par l'Etat, car la classe avancée qui a été le plus opprimée par le capitalisme a le droit d'user de cette contrainte, puisqu'elle le fait au nom des intérêts de tous les travailleurs et exploités et possède des moyens de coercition et de persuasion dont ne disposait aucune des classes antérieures, encore qu'elles

aient eu des possibilités matérielles de propagande et d'agitation infiniment plus grandes que nous.

Si l'on se demande quel est le bilan de notre expérience de trois années (car il est difficile, pour certains points essentiels, de faire le bilan d'une année), si l'on se demande comment s'expliquent en dernière analyse nos victoires sur un ennemi beaucoup plus fort que nous, nous devons répondre : cela s'explique par le fait que dans l'organisation de l'Armée Rouge ont été merveilleusement réalisées la continuité et la fermeté de la direction prolétarienne dans l'alliance des ouvriers et de la paysannerie laborieuse contre tous les exploiteurs. Comment cela a-t-il pu se faire ? Pourquoi la masse énorme de la paysannerie a-t-elle accepté cela de si bonne grâce ? Parce qu'elle était convaincue, étant sans parti dans sa masse écrasante, qu'on ne saurait trouver de salut autrement qu'en soutenant le pouvoir des Soviets. Et elle s'en est convaincue, bien entendu, non pas dans les livres, ni par la propagande, mais par sa propre expérience. Elle en a été convaincue par l'expérience de la guerre civile, en particulier par l'alliance de nos menchéviks et socialistes-révolutionnaires, alliance plus apparentée à certains traits de la petite économie paysanne. L'expérience de l'alliance de ces partis petits-propriétaires avec les grands propriétaires fonciers et les capitalistes, de même que l'expérience de Koltchak et Dénikine, ont convaincu la masse paysanne qu'aucun moyen terme n'est possible, que la politique de rectitude soviétique est juste, que la direction inflexible du prolétariat est le seul moyen propre à sauver le paysan de l'exploitation et de la violence. Et c'est seulement parce que nous avons pu en convaincre le paysan, c'est pour cette seule raison que notre politique de contrainte, fondée sur cette conviction solide et absolue, a connu un si immense succès.

Maintenant nous devons nous souvenir que, lors du passage au front de travail, la même tâche se pose à nous dans une nouvelle conjoncture, sur une échelle plus large, la même tâche qui se posait à nous au moment où nous étions en guerre contre les gardes blancs, où l'enthousiasme et la tension d'énergie chez les masses ouvrières et paysannes n'avaient ni ne pouvaient avoir rien de comparable dans aucun autre Etat, dans n'importe quelle guerre. Les paysans

sans parti, pareils en cela au paysan d'Arzamass dont je viens de citer les paroles, ont pu grâce à leurs observations et à leur connaissance de la vie, acquérir la conviction que les exploiteurs sont des ennemis implacables, et qu'il faut un implacable pouvoir pour les terrasser. Et nous avons entraîné une masse nombreuse comme jamais auparavant, à observer une attitude consciente envers la guerre et à lui prêter une aide efficace. Que des ouvriers membres du parti et sans parti, ainsi que des paysans sans parti (les paysans le sont dans leur masse) nourrissent de tels sentiments pour la guerre et la comprennent à ce point, cela ne s'est vu sous aucun régime politique, même dans la proportion d'un dixième, comme sous le pouvoir des Soviets. C'est la raison pour laquelle nous avons finalement triomphé d'un ennemi fort. Ici se vérifie une des thèses les plus profondes du marxisme, laquelle est en même temps la thèse la plus simple et la plus facile à comprendre. Plus grande est l'ampleur, plus grande est l'étendue des actions historiques, et plus nombreux sont ceux qui y prennent part. Inversement, plus profonde est la transformation que nous voulons opérer, et plus il y faut de l'intérêt et une attitude consciente, plus il faut convaincre de cette nécessité de nouveaux et de nouveaux millions et dizaines de millions. En dernière analyse, si notre révolution a laissé loin derrière elle toutes les autres révolutions, c'est parce que, grâce au pouvoir soviétique, elle a fait participer activement à la construction de l'Etat des dizaines de millions de ceux qui auparavant s'en désintéressaient. Maintenant passons de ce point de vue aux tâches nouvelles qui se sont posées à nous et qui, en des dizaines et des centaines de dispositions prises par le pouvoir des Soviets, ont défilé devant vous, pendant ce temps, et qui représentent les neuf dixièmes de l'activité du Conseil du Travail et de la Défense (je reviendrai là-dessus) et, probablement, plus de la moitié des travaux du Conseil des Commissaires du Peuple, — passons aux tâches économiques : la mise en place d'un plan économique général, le remaniement des bases mêmes de l'économie russe, de la petite économie paysanne. Ce sont des tâches qui demandent la participation de tous les membres des syndicats à cette œuvre toute nouvelle qu'ils méconnaissaient en régime capitaliste,

Posez maintenant la question de savoir s'il y a là la condition d'une victoire rapide et certaine (ce fut le cas pendant la guerre), la condition qui consiste à entraîner les masses au travail. Sont-ils convaincus, les membres des syndicats et la majorité des sans-parti, de la nécessité de nos nouvelles méthodes, de nos tâches immenses en matière de construction économique, en sont-ils convaincus comme ils l'étaient de la nécessité de tout donner à la guerre, de faire tous les sacrifices pour assurer la victoire sur le front de guerre ? Si l'on pose ainsi la question, vous serez obligés de répondre : non, sans doute. Ils sont loin d'en être convaincus comme ils devraient l'être.

La guerre était une chose qui durant des centaines et des milliers d'années fut compréhensible et habituelle. Les vieux actes de violence et de férocité seigneuriales apparaissaient si nets qu'il était facile de convaincre, et même la paysannerie qui, dans les régions reculées les plus abondantes en blé, était le moins liée à l'industrie, même cette paysannerie-là, il n'était pas difficile de la convaincre que nous combattons pour les intérêts des travailleurs, et susciter par là un enthousiasme à peu près général. Il sera plus difficile d'obtenir que les masses paysannes et les membres des syndicats comprennent ces tâches aujourd'hui, qu'ils se rendent compte qu'on ne peut plus vivre comme autrefois ; que, bien que l'exploitation capitaliste se soit implantée au cours de dizaines d'années, il faut la surmonter. Tous doivent se rendre compte que la Russie nous appartient, que nous, les masses ouvrières et paysannes, par notre activité, par notre sévère discipline du travail, nous pouvons seuls transformer les vieilles conditions économiques d'existence et faire passer dans les faits le grand plan économique. Hors de là, pas de salut. Nous retardons et continuerons de retarder par rapport aux puissances capitalistes ; nous serons battus si nous n'arrivons pas à relever notre économie. Voilà pourquoi les vieilles vérités dont je vous ai parlé tout à l'heure, les vieilles vérités sur l'importance des tâches d'organisation, sur la discipline du travail, sur le rôle immense que jouent les syndicats, rôle tout à fait exceptionnel à cet égard, — car il n'existe pas d'autre organisation groupant les larges masses, — ces vieilles vérités nous devons non seulement les répéter,

mais nous rendre compte pertinemment que le temps est venu de passer des tâches militaires aux tâches économiques.

Nous avons connu un plein succès dans le domaine militaire, et maintenant il nous faut réaliser avec non moins de succès les tâches plus difficiles qui requièrent l'enthousiasme et l'esprit de sacrifice de la part de l'immense majorité des ouvriers et des paysans. De ces tâches nouvelles il faut convaincre des centaines de millions d'hommes qui connurent de génération en génération l'esclavage et l'oppression, la moindre de leurs initiatives étant foulée aux pieds ; des millions d'ouvriers syndiqués, mais qui ne sont pas encore politiquement conscients et qui n'ont pas encore pris l'habitude de se considérer comme des maîtres ; il faut les organiser non pour résister au pouvoir, mais pour soutenir, pour développer les mesures prises par leur propre pouvoir ouvrier, pour les mener à bon terme. Ce passage comporte des difficultés, ce n'est pas une tâche simplement formulée à nouveau. Mais c'est une tâche nouvelle, puisque maintenant l'objectif économique est posé pour la première fois sur une vaste échelle, et nous devons nous rendre compte et ne pas perdre de vue que la guerre sur le front économique sera plus difficile et plus longue ; pour vaincre sur ce front il faudra qu'un plus grand nombre d'ouvriers et de paysans fassent preuve d'initiative, deviennent plus actifs et plus dévoués. La chose est possible, ce qu'atteste l'expérience acquise par nous en matière de construction économique,— car la conscience bien nette que le manque de forces productives est à l'origine des calamités, du froid, de la famine et de toutes sortes de privations est profondément ancrée dans les masses. Il nous faut maintenant reporter l'agitation et la propagande des intérêts politiques et militaires dans la voie de l'édification économique. Nous l'avons maintes fois proclamé, mais de façon insuffisante, et je pense que parmi les mesures que le pouvoir soviétique a réalisées cette année, apparaît tout particulièrement celle concernant la création d'un Bureau central de propagande industrielle auprès du Conseil central des syndicats de Russie, sa fusion avec le travail de la Direction centrale de l'enseignement politique, la création de journaux supplémentaires fondés sur le plan de production, où l'attention n'est pas seulement con-

sacrée à la propagande industrielle, mais aussi à son organisation à l'échelle de l'Etat.

La nécessité de son organisation à l'échelle de l'Etat découle de toutes les particularités de la situation politique. Cela est indispensable pour la classe ouvrière et pour les syndicats, aussi bien que pour la paysannerie ; c'est là une nécessité impérieuse de notre appareil d'Etat que nous sommes loin d'utiliser suffisamment à cet effet. Nous possédons sur la façon dont il faut diriger l'industrie, intéresser les masses, mille fois plus de connaissances livresques que d'habileté à appliquer ce savoir dans les faits. Il nous faut faire en sorte que tous les membres des syndicats prennent intérêt à la production et qu'ils se souviennent que c'est seulement en augmentant la production, la productivité du travail, que la Russie soviétique sera en mesure de vaincre. C'est ainsi seulement que la Russie soviétique réduira d'une dizaine d'années la durée de la situation terrifiante dans laquelle elle se trouve, de la famine et du froid qu'elle connaît aujourd'hui. Faute de comprendre cette tâche, nous risquons de causer notre perte à tous, parce qu'avec la faiblesse de notre appareil nous serons obligés de battre en retraite, les capitalistes pouvant à tout moment reprendre la guerre après un certain répit, alors que nous ne serons plus à même de la continuer. Nous serons incapables alors de faire exercer la pression par nos masses innombrables, et nous serons battus dans cette dernière guerre. C'est bien ainsi que se pose la question : une longue suite de guerres décidait jusqu'ici le sort de toutes les révolutions, des plus grandes révolutions. Notre révolution en est une. Nous avons terminé une période de guerres, nous devons nous préparer à une seconde ; mais nous ignorons quand elle s'ouvrira, et il faut faire en sorte que nous soyons à la hauteur ce jour-là. C'est pourquoi nous ne devons pas renoncer aux mesures de contrainte, non seulement parce que nous maintenons la dictature du prolétariat, que déjà les masses de la paysannerie et les ouvriers sans parti ont comprise, et qui savent tout ce qui la concerne ; elle ne leur fait pas peur, elle ne les trouble pas ; les masses y voient un appui et un rempart, c'est-à-dire ce qu'ils peuvent op-

poser aux propriétaires fonciers, aux capitalistes et sans quoi il est impossible de vaincre.

Cette conscience, cette conviction qui s'est déjà implantée dans la chair et le sang de la masse paysanne à l'égard des tâches militaires et politiques, il faut encore la reporter sur les tâches économiques. Ce passage ne réussira peut-être pas du premier coup. Il ne pourra peut-être pas se faire sans certaines hésitations et récidives de l'ancienne déliquescence et de l'idéologie petite-bourgeoise. Il faut se mettre à l'ouvrage avec encore plus d'intensité et de zèle, sans perdre de vue que nous arriverons à convaincre les paysans sans parti et les membres peu conscients des syndicats, car la vérité est de notre côté, car il est impossible de nier que dans la seconde période de guerres nous ne vaincrons pas nos ennemis sans avoir relevé la vie économique. Essayons donc de faire en sorte que des millions d'hommes prennent mieux conscience de ce qu'est la guerre sur le front économique. Là est la tâche du Bureau central de la propagande industrielle, là est la tâche du Conseil central des syndicats de Russie, et aussi la tâche de tous les militants du parti, de tous les organismes du pouvoir des Soviets, de toute notre propagande par laquelle nous avons réalisé des succès à l'échelle mondiale, car notre propagande dans le monde entier a toujours dit et continue de dire aux ouvriers et aux paysans la vérité, tandis que toute autre propagande leur débite des mensonges. Il faut maintenant consacrer notre propagande à ce qui est le plus difficile, au travail quotidien des ouvriers en atelier, si difficiles que soient les conditions de ce travail, et si tenaces que soient les souvenirs du régime capitaliste d'hier, qui inculque aux ouvriers et aux paysans la méfiance à l'égard du pouvoir. Il faut convaincre les ouvriers et les paysans que sans une nouvelle conjonction des forces, sans de nouvelles formes d'union au sein de l'Etat, sans de nouvelles formes liées à cette contrainte, nous ne sortirons pas de ce bourbier, de cet abîme qu'est la ruine économique, au bord duquel nous sommes placés ; or, nous avons déjà commencé à nous en sortir.

J'en viens, camarades, à quelques données de notre politique économique et à nos tâches économiques, qui,

me semble-t-il, caractérisent la situation politique actuelle, ainsi que toute cette transition en présence de laquelle nous nous trouvons. Je dois tout d'abord nommer notre projet agraire, le projet de loi du Conseil des Commissaires du Peuple sur le renforcement et le développement de la production agricole et sur l'aide à accorder à l'économie paysanne. Ce projet de loi a été publié le 14 décembre dernier, dont les dispositions essentielles ont été communiquées précédemment à tous les travailleurs locaux par émission, portant spécialement sur l'essence même de ce projet.

Il faut tout de suite organiser les choses de manière que ce projet de loi — en partant de l'expérience locale (et il en part réellement), on s'en est déjà rendu compte à la base, — soit soumis, par le congrès, à un examen des plus minutieux, de même que par les représentants des exécutifs locaux et des sections de ces exécutifs. Il ne se trouvera peut-être plus un seul camarade qui doute de la nécessité de mesures spéciales et particulièrement énergiques pour prêter assistance non seulement sous forme d'encouragement, mais aussi sous forme de contrainte, en vue de relever la production agricole.

Nous avons été et demeurons un pays de petite culture, et le passage au communisme nous est infiniment plus difficile que dans toutes autres conditions. Afin que ce passage ait lieu, il faut que les paysans eux-mêmes y participent dix fois plus qu'à la guerre. La guerre pouvait et devait exiger une partie de la population masculine adulte. Mais notre pays, qui est un pays paysan, encore épuisé en ce moment, doit mobiliser toute la population masculine et féminine des ouvriers et des paysans. Il n'est pas difficile de nous convaincre, nous communistes, qui travaillons dans les sections agraires, que le service de travail est nécessaire à l'échelle de l'Etat. Là, je l'espère, pas l'ombre de divergences de principe lors de la discussion du projet de loi du 14 décembre, qui est soumis à votre examen. Il faut se rendre compte d'une autre difficulté : convaincre les paysans sans parti. Les paysans ne sont pas des socialistes. Or, bâtir nos plans comme s'ils étaient des socialistes, c'est bâtir sur le sable, c'est ne pas comprendre nos tâches,

c'est ne pas avoir appris en trois ans à mesurer nos programmes et à réaliser nos initiatives en accord avec cette réalité miséreuse, et parfois indigente, dans laquelle nous nous trouvons. Il faut ici se représenter clairement les tâches qui se posent à nous. La première est de rallier les travailleurs communistes des sections agraires, faire la synthèse de leur expérience, saisir ce qui a été fait localement et l'intégrer dans les projets de loi qui seront édictés dans le centre au nom des institutions d'Etat, au nom du Congrès des Soviets de Russie. Nous espérons que nous le ferons avec vous. Mais ce n'est là qu'un premier pas. Le deuxième pas consiste à convaincre les paysans sans parti, précisément les paysans sans parti, parce qu'ils forment la masse et parce que nous ne pouvons faire ce que nous sommes en mesure de faire qu'en rendant cette masse, qui est active par elle-même et pleine d'initiative, encore plus consciente de la nécessité de s'atteler à cette besogne. L'économie paysanne ne peut vivre à l'ancienne manière. Si nous avons pu sortir de la première période de guerres, nous ne sortirons pas si aisément de la seconde période, et c'est pourquoi il est indispensable de porter une attention particulière sur ce point.

Il faut que chaque paysan sans parti comprenne cette vérité indubitable, et nous sommes certains qu'il la comprendra. Il n'a pas traversé en vain toutes ces six années douloureuses et pénibles. Il ne ressemble pas au moujik d'avant-guerre. Il a beaucoup souffert, beaucoup réfléchi et connu beaucoup de charges politiques et économiques, qui l'ont obligé d'oublier bien des choses du passé. Il me semble que lui-même comprend déjà qu'il est impossible de vivre à l'ancienne manière, qu'il faut vivre autrement ; tous nos moyens de propagande, toutes nos possibilités d'Etat, toute notre éducation, tous les moyens et forces du parti, nous devons nous en servir résolument pour convaincre le paysan sans parti, et c'est alors seulement que nous pourrons assigner une véritable base à notre projet de loi agraire, que vous voterez unanimement, je l'espère, en y apportant, bien entendu, les corrections et les amendements que vous jugerez utiles. Ce projet ne sera solide comme l'est notre

politique, que lorsque la majeure partie des paysans aura été convaincue et entraînée au travail, parce que, comme l'a dit très justement le camarade Kouraïev dans un article, fondé sur l'expérience de la république de Tatarie, les paysans travailleurs, — moyen et pauvre, — sont les amis du pouvoir des Soviets, tandis que les fainéants en sont les ennemis. Telle est l'authentique vérité qui n'a rien de socialiste, mais qui est tellement incontestable et évidente, qu'à n'importe quelle réunion rurale, à n'importe quelle assemblée de paysans sans parti, elle pénétrera la conscience et deviendra la conviction de l'immense majorité de la population des paysans travailleurs.

Camarades, voilà ce que je tiens à souligner le plus maintenant que nous avons opéré un tournant de la période de guerres à la construction économique. Dans un pays de petite culture, notre tâche principale et essentielle est de savoir passer à un système de contrainte par l'Etat, afin de relever l'économie paysanne, à commencer par les mesures les plus indispensables, les plus urgentes, parfaitement accessibles au paysan, parfaitement à sa portée. On ne peut y atteindre que lorsque nous aurons convaincu de nouveaux millions d'hommes qui n'y sont pas encore préparés. A cet effet, il faut mettre en route toutes les forces et prendre soin que l'appareil de coercition, une fois ravivé et raffermi, soit basé et mis en marche pour un nouvel élan de persuasion ; c'est alors que nous terminerons cette campagne militaire par la victoire. Nous entreprenons maintenant une campagne militaire contre les vestiges de la routine, de l'ignorance et de la méfiance des masses paysannes. On ne saurait triompher ici par les mesures d'autrefois ; mais nous remporterons la victoire par les mesures de propagande, d'agitation et d'action organisée que nous avons apprise, et nous obtiendrons non seulement que les décrets soient approuvés, les institutions fondées, et que le papier entre en jeu, — il ne suffit pas de faire circuler des ordres du jour, — il importe qu'au printemps les semailles soient faites mieux qu'auparavant, qu'il y ait dans l'économie du petit paysan une certaine amélioration, si rudimentaire soit-elle, — le plus prudent

sera le mieux, — mais que cette amélioration soit réalisée coûte que coûte sur une vaste échelle. Si nous comprenons bien notre tâche et si nous accordons toute notre attention au paysan sans parti ; si nous concentrons sur tout cela toute notre habileté, toute l'expérience que nous avons acquise en trois ans, alors nous vaincrons. Sans cette victoire, sans une amélioration pratique massive de l'économie de la petite paysannerie, pas de salut ; sans cette base aucune construction économique n'est possible, et les plans, si grands soient-ils, sont nuls. Que les camarades s'en souviennent et le fassent comprendre aux paysans. Qu'ils disent aux paysans sans parti d'Arzamass, dont le nom est dix, quinze millions, qu'on ne peut pas toujours avoir faim et froid, car dans la période suivante de guerres on nous aura renversés. C'est l'intérêt de l'Etat, c'est l'intérêt de notre Etat. Quiconque fait preuve ici de la moindre faiblesse, du moindre relâchement, commet le plus grand crime contre le pouvoir ouvrier et paysan, aide le propriétaire foncier et le capitaliste ; or, propriétaires fonciers et capitalistes tiennent tout près leur armée, qui n'attend qu'un signe pour se jeter sur nous dès qu'ils nous verront faiblir. Et il n'est point d'autre moyen de nous renforcer, sinon celui de relever notre principal appui, l'agriculture et l'industrie des villes. Et l'on ne peut les relever autrement qu'en persuadant le paysan sans parti, qu'en mobilisant toutes les forces pour lui venir en aide, pour la lui prêter effectivement.

Nous nous considérons comme le débiteur du paysan. Nous lui avons pris le blé contre des signes monétaires, nous le lui avons pris à crédit. Nous devons lui rendre cette dette, et c'est ce que nous ferons en rétablissant notre industrie. Mais pour la rétablir, il faut des excédents de production agricole. Voilà pourquoi notre projet de loi agraire ne signifie pas seulement que nous devons atteindre des buts pratiques, mais encore qu'autour de lui, comme autour d'un foyer, se groupent des centaines de dispositions et projets de loi du pouvoir soviétique.

Maintenant je dirai comment se présente actuellement chez nous la base de notre édification industrielle,

qui a pour objet de récréer les forces économiques de la Russie. Je dois tout d'abord, parmi ce monceau de comptes rendus que vous avez reçus ou que vous recevrez un de ces jours dans tous les commissariats, attirer votre attention sur un passage dans le rapport de notre Commissariat du ravitaillement. Chaque commissariat vous donnera d'ici quelques jours une profusion de comptes rendus concrets qui, dans leur ensemble, frappent par leur abondance, mais il faut, pour réaliser un succès si modeste soit-il, en dégager ce qui est le plus important, ce qui est essentiel pour exécuter l'ensemble de notre plan économique et relever notre économie nationale et notre industrie. Une de ces bases, c'est l'état de nos stockages de produits alimentaires. Dans cette plaquette qui vous a été distribuée — rapport du Commissariat du ravitaillement pour trois ans, — vous trouverez un petit tableau dont je ne vous citerai que quelques chiffres récapitulatifs, et encore en les arrondissant, parce qu'il est difficile de lire les chiffres et, à plus forte raison, de les écouter. Ce sont les chiffres du bilan des stockages par années. Du 1er août 1916 au 1er août 1917 il a été stocké 320 millions de pouds, l'année d'après 50, puis 100 et 200 millions de pouds. Ces chiffres — 320, 50, 100 et 200 — assignent une base à l'histoire économique du pouvoir des Soviets, à l'activité du pouvoir des Soviets sur le plan économique, à la préparation des fondements qui, une fois assimilés, nous permettront de procéder véritablement à notre édification. 320 millions de pouds avant la révolution, tel est le minimum approximatif sans lequel il est impossible de bâtir. La première année de la révolution avec 50 millions, c'était la famine, le froid, la misère à un haut degré ; la seconde année, 100 millions ; la troisième année, 200 millions. Le nombre doublait chaque année. D'après les informations que m'a fournies hier Sviderski, on compte 155 millions au 15 décembre. C'est pour la première fois que nous sentons le terrain sous nos pieds. Nous disposerons d'un fonds de près de 300 millions, peut-être davantage, mais il est impossible sans ce fonds de relever l'industrie du pays, on ne saurait songer à relever les transports, il est impossible même d'aborder les grands objectifs de

l'électrification de la Russie. Aucun pays socialiste n'est possible, comme Etat du pouvoir ouvrier et paysan, s'il ne peut, par les efforts conjugués des ouvriers et des paysans, réunir un stock de produits capable d'assurer l'alimentation des ouvriers occupés dans l'industrie, et permettant d'envoyer des dizaines et des centaines de mille ouvriers là où le pouvoir des Soviets le juge nécessaire. Autrement, ce ne sera que vains propos. Les véritables bases de l'économie, c'est le fonds de produits alimentaires. Sur ce point le succès obtenu est immense. Forts de ce succès, et possédant ces réserves, nous pouvons procéder au relèvement de l'économie nationale. Nous savons que ces succès ont été obtenus au prix d'immenses privations, de la famine et d'un manque de fourrage chez les paysans, lesquels peuvent encore s'aggraver. Nous savons que l'année de sécheresse a renforcé à l'excès les calamités et les privations des paysans d'une façon inouïe. C'est pourquoi nous mettons au premier plan les mesures d'aide exposées dans le projet de loi que j'ai nommé. Nous considérons ce fonds de ravitaillement comme devant servir au relèvement de l'industrie, comme un fonds d'aide à la paysannerie. Sans lui, le pouvoir de l'Etat n'est rien. Sans ce fonds, la politique socialiste ne restera qu'à l'état de vœu.

Nous devons nous rappeler qu'à la propagande industrielle, que nous avons fermement décidé de réaliser, se joint encore un autre moyen d'action, c'est le système de primes en nature[95]. Un des plus importants décrets et dispositions du Conseil des Commissaires du Peuple et du Conseil de la Défense a été la loi sur les primes en nature. Il ne nous a pas été possible de la publier d'emblée. A partir d'avril, si vous y faites attention, intervient une longue chaîne de décisions et dispositions, et cette loi n'a pu être promulguée que lorsque nous avons réussi, au prix d'immenses efforts de nos transports, à créer un fonds de ravitaillement d'un demi-million de pouds. Un demi-million de pouds est un chiffre très modique. Les comptes rendus que vous avez probablement lus hier dans les *Izvestia*, montrent que de ces 500 000 pouds on en a déjà dépensé 170 000. Comme vous voyez, le fonds est plutôt mince et il est loin

d'être suffisant, mais nous nous sommes cependant engagés dans une voie que nous continuerons à suivre. C'est là une preuve que ce n'est pas seulement par la persuasion que nous passerons aux nouvelles méthodes de travail. Il ne suffit pas de dire aux paysans et aux ouvriers : renforcez la discipline du travail. Il faut encore les aider, il faut récompenser ceux qui, après mille désastres, continuent de faire preuve d'héroïsme sur le front du travail. Un fonds a été créé chez nous, mais l'usage qu'on en fait est loin d'être satisfaisant : nous avons au Conseil des Commissaires du Peuple maintes indications témoignant que, dans la pratique, le système des primes en nature se réduit souvent à une simple majoration des salaires. Ceci demande encore un surcroît de travail. A côté de discussions et projets supplémentaires dans le centre, un effort très important doit être accompli, c'est le travail dans les organisations locales et au sein des larges masses. Il n'est pas difficile de comprendre que l'Etat non seulement s'attache à persuader, mais qu'il récompense les bons travailleurs en leur accordant de meilleures conditions de vie. Il ne faut pas être socialiste pour le comprendre ; ici nous sommes assurés à l'avance de la sympathie de la masse des ouvriers et paysans sans parti. Il nous faut seulement propager plus activement cette idée et mieux organiser ce travail localement.

Si nous passons maintenant au combustible, vous trouverez dans les thèses du camarade Rykov les chiffres témoignant d'une amélioration non seulement en ce qui concerne le bois de chauffage, mais aussi le pétrole. Maintenant, devant les transports d'enthousiasme que manifestent les ouvriers de la république d'Azerbaïdjan, et étant donné les relations d'amitié qui se sont établies chez nous, avec la compétence des dirigeants mis en avant par le Conseil de l'économie nationale, les affaires concernant le pétrole vont bien, et nous commençons également à marcher bon train en ce qui concerne le combustible. Les extractions du charbon du Donetz passent de 25 millions de pouds par mois à 50 millions, grâce à l'activité d'une commission investie des pleins pouvoirs qui a été expédiée au bassin du Donetz sous

la présidence du camarade Trotski et qui a décidé l'envoi à pied d'œuvre de travailleurs responsables et expérimentés. Aujourd'hui, c'est le camarade Piatakov qui s'est rendu là-bas pour se mettre à la tête de ce travail.

Ainsi, en ce qui concerne le combustible, des mesures ont été adoptées pour en assurer le succès. Le bassin du Donetz, une des plus grandes bases, est d'ores et déjà à notre disposition. Nous pouvons trouver dans les procès-verbaux du Conseil des Commissaires du Peuple et du Conseil de la Défense des décisions relatives au bassin du Donetz. Il y est question de l'envoi sur place de commissions hautement compétentes, qui groupent des représentants du pouvoir central et des travailleurs locaux. Il nous faut stimuler le travail local, et il me semble que ces commissions-là sauront s'acquitter de leur mission. Vous verrez le fruit du travail réalisé par ces commissions que nous continuerons encore à organiser.

Je dois dire qu'en ce qui concerne le combustible nous enregistrons un des plus grands succès sous forme de mode d'extraction hydraulique de la tourbe. La tourbe est un combustible dont nous avons des quantités énormes, mais que nous ne pouvions utiliser à cause de nos conditions de travail déplorables. Et c'est ce nouveau procédé qui nous permettra de nous tirer de la disette de combustible, qui constitue un des dangers redoutables sur notre front économique. Nous ne serons pas à même de sortir de cette impasse pendant de longues années, si nous continuons à nous en tenir aux anciennes méthodes d'exploitation. Les travailleurs de notre comité du combustible ont aidé deux ingénieurs russes à mener à bon terme cette nouvelle invention, et maintenant grâce à leurs efforts, cette nouvelle méthode est près d'être mise en service. Ainsi nous sommes à la veille d'une grande révolution qui nous donnera un appui valable sur le plan économique. Il ne faut pas oublier que nous possédons des richesses infinies de tourbe. Mais nous ne pouvons pas les utiliser, parce qu'il nous est impossible d'envoyer des hommes à ce travail de forçat. Le régime capitaliste pouvait envoyer à ce bagne des hommes qui allaient y travailler, poussés par la faim, mais en régime socialiste nous ne pouvons pas le faire,

et personne ne s'y rendra de son propre gré. Le régime capitaliste faisait tout pour les couches supérieures. Il n'avait nul souci des couches inférieures.

Il faut employer partout plus de machines, appliquer les méthodes mécaniques le plus largement possible. L'extraction de la tourbe par les moyens hydrauliques, qui a été mise en route avec tant de succès par le Conseil supérieur de l'économie nationale, ouvre la possibilité d'extraire le combustible en grande quantité et élimine la nécessité d'y employer des ouvriers spécialisés, étant donné qu'alors ce travail peut être accompli par des ouvriers non spécialisés. Nous avons fabriqué ces machines et, pour ma part, je recommanderais aux camarades délégués de voir le film des travaux d'extraction de tourbe, qui a été projeté à Moscou et peut l'être aussi pour les délégués du congrès. Ce film permettra de se faire une idée bien nette du point où se trouve une des bases de la victoire sur la disette de combustible. Nous avons fabriqué des machines fonctionnant avec la nouvelle méthode, mais nous les avons mal fabriquées. Des missions à l'étranger, étant donné les échanges qui s'établissent avec les pays hors de nos frontières même si les relations commerciales sont semi-légales, nous permettront de recevoir, excellemment exécutées, les mêmes machines conçues par nos inventeurs. Le nombre de ces machines, le bon résultat des travaux accomplis dans ce domaine par le Comité principal de la tourbe et le Conseil supérieur de l'économie nationale, permettront de juger de tous nos succès économiques. Car on ne saurait remporter la victoire sur le front économique sans avoir triomphé de la disette de combustible. A cela se rattachent également les succès les plus vitaux en ce qui concerne le relèvement des transports.

Vous avez pu constater, d'ailleurs, dans les thèses des camarades Iemchanov et Trotski, que dans ce domaine nous avons affaire à un vrai plan à long terme. L'ordre n° 1042 portait sur cinq ans, et nous pouvons bien relever nos transports dans ce délai, nous pouvons diminuer le nombre des locomotives malades, et comme chose peut-être la plus difficile, je voudrais souligner

l'indication de la 9e thèse, montrant que nous avons déjà réduit ce délai.

Et quand de vastes plans font leur apparition, conçus pour de longues années, il se trouve souvent des sceptiques qui disent : compter pour de longues années, vous voulez rire ! Dieu veuille que nous puissions faire ce qu'il faut tout de suite. Camarades, il faut savoir mettre d'accord l'un et l'autre ; on ne peut pas travailler sans avoir un plan à longue échéance et susceptible d'un succès valable. Qu'il en soit ainsi, c'est ce que montre l'amélioration incontestable du fonctionnement des transports. J'attire votre attention sur un passage de la 9e thèse, qui dit que le délai était de cinq ans pour le relèvement des transports, mais il a été réduit parce que nous travaillons au-delà de la norme ; le délai est fixé à trois ans et demi. C'est ainsi qu'il faut travailler également dans toutes les autres branches de l'économie. C'est à cela que se ramène de plus en plus la tâche pratique, réelle du Conseil du Travail et de la Défense. En serrant de près les progrès de la science et de la pratique, il faut que le plan soit accompli localement plus tôt que prévu, afin que les masses se rendent compte que l'expérience peut réduire la longue période qui nous sépare du plein rétablissement de l'industrie. Cela dépend de nous. Dans chaque atelier, dans chaque dépôt, dans chaque domaine, attachons-nous à améliorer l'économie, alors nous réduirons les délais. Et c'est ce que nous faisons déjà. Ne craignez pas les plans à longue échéance : sans ces plans on ne réussira pas à relever l'économie, faisons effort sur place pour les accomplir.

Il faut que les plans économiques s'accomplissent d'après un programme déterminé, et que le progrès de l'exécution de ce programme soit noté et encouragé : les masses doivent non seulement savoir, mais encore sentir que la réduction de la période de famine, de froid et de misère dépend entièrement de l'exécution la plus rapide par elles de nos plans économiques. Tous les plans des différentes branches de production doivent être strictement coordonnés, liés, et former ensemble le plan d'économie unique, dont nous avons tant besoin.

Ceci étant, une tâche se pose à nous : grouper les commissariats d'économie en un seul centre économique. Nous avons abordé cette tâche, et nous soumettons à votre examen la décision du Conseil des Commissaires du Peuple et du Conseil du Travail et de la Défense sur la réorganisation de cette dernière institution.

Vous examinerez ce projet, et j'espère qu'il sera adopté à l'unanimité, avec les amendements qui s'imposent. Il est très modeste quant à son contenu, mais il a une importance non négligeable, parce qu'il nous faut un organisme connaissant mieux ses attributions et groupant tout le travail économique mis au premier plan.

Le camarade Goussiev a abordé cette même tâche dans sa brochure parue à la veille du congrès et qui, disons-le à propos, est moins réussie que l'était sa brochure précédente. Cette brochure présentait un plan très large sur l'organisation du Conseil du Travail et de la Défense avec transfert, dans cet organisme, de maints travailleurs en vue. Nous y trouvons aussi les noms de Trotski et Rykov. Je dirais : il faut un peu moins lâcher la bride à la fantaisie. Nous ne pouvons pas sauter hors de l'appareil qui est l'œuvre de trois ans. Nous en connaissons les grands défauts, mais nous en reparlerons en détail à ce congrès. Cette questions figure à l'ordre du jour comme une des questions principales. Je veux parler du perfectionnement de l'appareil soviétique. Nous devons cependant travailler avec prudence en modifiant notre appareil au fur et à mesure que la nécessité s'en présentera, à partir de l'expérience acquise. Le camarade Goussiev tourne en dérision le projet que nous avançons ; il dit que nous proposons d'ajouter au Conseil du Travail et de la Défense le Commissariat du Peuple à l'agriculture. C'est juste, c'est bien ce projet que nous proposons. Nous y réservons une place très modeste au Conseil du Travail et de la Défense, sous forme de Commission du travail et de la défense auprès du Conseil des Commissaires du Peuple. Jusqu'à présent nous travaillions au Conseil du Travail et de la Défense sans aucune constitution. Le ressort du Conseil des Commissaires du Peuple et celui du Conseil du Tra-

vail et de la Défense était mal déterminé ; parfois nous en dépassions le cadre et nous en usions comme d'une institution législative. Mais aucun conflit n'a surgi sur ce terrain. Nous tranchions ces incidents en les renvoyant aussitôt devant le Conseil des Commissaires du Peuple. Lorsque la nécessité s'est affirmée de faire du Conseil du Travail et de la Défense un organisme groupant plus strictement la politique économique, la question a été posée de savoir comment définir ces rapports par la voie législative. Deux plans s'offrent à nous: premièrement, la délimitation du ressort du Conseil des Commissaires du Peuple et du Conseil du Travail et de la Défense. Mais pour ce faire, il faut absorber beaucoup de forces codificatrices, gâcher une quantité de papier, sans toutefois être sûr de pouvoir nous mettre à l'abri d'une erreur.

Prenons une autre voie. Le Conseil du Travail et de la Défense était considéré presque l'égal du Conseil des Commissaires du Peuple. Renonçons à cette idée. Faisons-en une commission auprès du Conseil des Commissaires du Peuple. Nous éviterons une foule de frottements et rendrons plus proche la réalisation pratique. Si un membre du Conseil des Commissaires du Peuple n'est pas content, faites appel au Conseil des Commissaires du Peuple, que l'on peut convoquer en l'espace de quelques heures. Nous éviterons par là les frottements entre les départements et nous ferons du Conseil du Travail et de la Défense un organisme expéditif. Ce n'est pas une tâche facile. Elle est liée à la création réelle d'un plan unique d'économie. La tâche pour laquelle nous avons néanmoins travaillé un peu et que nous avions préparée durant deux ans consiste à réaliser la fusion des commissariats économiques. Voilà pourquoi j'attire votre attention sur ce projet de loi relatif au Conseil du Travail et de la Défense, et j'espère que vous l'approuverez en y apportant les amendements nécessaires. Alors l'effort requis pour la fusion des commissariats économiques se poursuivra plus uni, plus rapide, plus ferme et plus décisif.

Je m'arrêterai au dernier point : le problème de l'électrification. Ce point figure à l'ordre du jour du con-

grès, comme une question à part, et il vous sera présenté un rapport sur ce point. Je pense que nous assistons ici à un tournant de grande importance qui marque, en tout cas, le début de grands succès du pouvoir soviétique. On verra désormais monter à la tribune des congrès de Russie non seulement des hommes politiques et des administrateurs, mais aussi des ingénieurs et des agronomes. C'est le départ d'une époque très heureuse, où l'on pratiquera de moins en moins de politique, où l'on en parlera moins souvent et moins long, et où ce sont les ingénieurs et les agronomes qui auront la parole. Pour passer sérieusement à l'œuvre d'édification économique, il faut commencer cette tradition à partir du congrès des Soviets de Russie, et l'appliquer du sommet à la base, dans tous les Soviets et organisations, dans tous les journaux, dans tous les organes de propagande et d'agitation, dans toutes les institutions.

Il est hors de doute que nous voilà compétents en politique, ici nous ne nous laisserons pas démonter, car nous possédons là une base. Quant à l'économie, les choses vont mal. La meilleure politique aujourd'hui, c'est d'en faire le moins possible. Mettez en avant plus d'ingénieurs et d'agronomes, apprenez d'eux, vérifiez leur travail, transformez les congrès et les conférences non pas en meetings de propagande, mais en organes de vérification des succès économiques, dans lesquels il nous soit possible d'apprendre effectivement l'art de construire l'économie.

Vous entendrez un rapport de la commission d'Etat pour l'électrification, formée par décision du Comité exécutif central de Russie, le 7 février 1920. Le 21 février, le Présidium du Conseil supérieur de l'économie nationale a signé une décision définitive sur l'effectif de cette commission, et nombre de meilleurs spécialistes et collaborateurs du Conseil supérieur de l'économie nationale au premier chef, plus de cent, se sont entièrement consacrés à ce travail, avec adjonction des meilleures forces du Commissariat des voies de communication et du Commissariat à l'agriculture. Nous avons sous les yeux les résultats des travaux accomplis par la commission d'Etat pour l'électrification de la Russie

dans ce petit volume qui vous sera distribué aujourd'hui ou demain[96] . J'espère que ce petit volume ne vous fera pas peur. Je pense que je n'aurai pas de peine à vous convaincre de l'importance particulière qui s'y attache. A mon sens, c'est notre second programme du parti. Nous avons un programme du parti remarquablement commenté par les camarades Préobrajenski et Boukharine, dans un petit livre moins volumineux, mais précieux au plus haut point. C'est le programme politique, c'est la liste de nos tâches, c'est l'explication des rapports entre les classes et les masses. Mais il ne faut pas oublier non plus qu'il est temps de s'engager dans cette voie réellement et d'en mesurer les résultats pratiques. Notre programme du parti ne peut pas rester uniquement un programme du parti. Il doit devenir le programme de notre édification économique, sinon il est inutilisable aussi comme programme du parti. Il doit se compléter d'un second programme du parti, du plan des travaux destinés à recréer l'ensemble de l'économie nationale et la porter au niveau de la technique moderne. Sans le plan d'électrification nous ne pouvons pas passer à l'édification véritable. En parlant du relèvement de l'agriculture, de l'industrie et des transports, de leur conjonction harmonieuse, nous ne pouvons que parler d'un plan économique étendu. Nous devons adopter un plan nettement défini ; certes, ce sera un plan établi à titre de première approximation. Ce programme du parti ne sera pas aussi immuable que l'est notre vrai programme, qui ne peut être modifié que dans les congrès du parti. Non, ce programme ira s'améliorant chaque jour, dans chaque atelier, dans chaque canton ; il sera approfondi, perfectionné et modifié. Ce programme nous est nécessaire à titre de première ébauche qui apparaîtra aux yeux de la Russie comme un vaste plan économique, prévu au moins pour dix ans et qui montre ce qu'il faut faire pour placer la Russie sur une base économique valable, nécessaire pour le communisme. Si nous avons combattu et triomphé sur le front de guerre, quelle a donc été une des vigoureuses impulsions qui décuplaient nos forces, notre énergie ? La conscience du danger. Tout le monde demandait : les propriétaires

fonciers et les capitalistes peuvent-ils revenir en Russie ? Et l'on répondait : oui. C'est pourquoi nous avons centuplé nos forces, nous les avons bandées et nous avons vaincu.

Considérez le front économique et demandez-vous : le capitalisme peut-il revenir en Russie sur le plan économique ? Nous avons lutté contre la « soukharevka ». L'autre jour, à l'ouverture du Congrès des Soviets de Russie, le Soviet des députés ouvriers et soldats de Moscou a décidé la fermeture de cette peu agréable institution. (Applaudissements.) La « soukharevka » est fermée, mais ce qui est terrible, ce n'est pas la « soukharevka » qui a été fermée. Il n'était pas difficile de fermer l'ancien marché noir sur la place Soukharevka. Le plus terrible, c'est la « soukharevka » qui règne dans l'âme et dans les actes de tout petit propriétaire. Voilà la « soukharevka » qu'il faut fermer. Elle est la base du capitalisme. Tant qu'elle existe, les capitalistes peuvent rentrer en Russie et devenir plus forts que nous. Il faut en prendre nettement conscience. Cela doit servir de principal stimulant à notre travail et être la condition, la mesure de nos véritables succès. Tant que nous vivons dans un pays de petite culture, la base économique pour le capitalisme en Russie est plus solide que pour le communisme. Voilà ce qu'il faut retenir. Quiconque a observé attentivement la vie à la campagne, en la comparant à celle de la ville, sait que nous n'avons pas arraché les racines du capitalisme ni sapé les fondements, la base, chez l'ennemi intérieur. Celui-ci tient grâce à la petite économie, et pour le saper, il y a un moyen : transférer l'économie du pays, y compris l'agriculture, sur une nouvelle base technique, celle de la grosse production moderne. Cette base ne peut être que l'électricité.

*Le communisme, c'est le pouvoir soviétique plus l'électrification du pays entier.* Autrement, le pays reste un pays de petite culture, et il faut que nous en prenions nettement conscience. Nous sommes plus faibles que le capitalisme, non seulement à l'échelle mondiale, mais encore à l'intérieur du pays. Tout le monde le sait. Nous l'avons reconnu et nous pousserons les choses au point

que la base économique, de petite culture devienne une base de grosse industrie. Alors seulement que le pays sera électrifié et qu'à l'industrie, à l'agriculture et aux transports sera assignée la base technique de la grande industrie moderne, alors seulement nous vaincrons définitivement.

Nous avons déjà élaboré un plan préliminaire de l'électrification du pays. Ce plan a été étudié par deux cents de nos meilleures compétences scientifiques et techniques. Il nous fournit pour une longue période, pour dix années au moins, un devis estimatif, matériel et financier. Il indique combien de millions de tonneaux de ciment et combien de millions de briques il nous faut pour mener l'électrification à son terme. Pour réaliser les objectifs de l'électrification sous le rapport financier, on a évalué les sommes à engager à 1-1,2 milliard de roubles-or. Il s'en faut de beaucoup, vous le savez, que nous puissions couvrir ce chiffre avec nos réserves d'or. Nos réserves alimentaires ne sont pas non plus très grandes. Aussi devons-nous couvrir ces dépenses à l'aide de concessions d'après le plan dont je vous ai parlé. Vous verrez le devis estimatif qui montre comment, sur cette base, est planifié le relèvement de notre industrie et de nos transports.

J'ai eu l'occasion récemment d'assister à une fête paysanne dans une localité retirée de la province de Moscou, dans le district de Volokolamsk, où les paysans possèdent l'éclairage électrique[97]. Un meeting a été organisé dans la rue, et voilà qu'un paysan se présente et fait un discours pour saluer ce nouvel événement de la vie des paysans. Il disait : nous vivions dans l'obscurité, nous, les paysans, et voilà que maintenant nous avons la lumière, « une lumière pas naturelle, qui dissipera notre obscurité paysanne ». Pour ma part, ces paroles ne m'ont pas étonné. Bien entendu, pour la masse de paysans sans parti, la lumière électrique est une lumière « non naturelle », mais ce qui n'est pas naturel pour nous, c'est que pendant des centaines, des milliers d'années, les paysans et les ouvriers aient pu vivre dans cette obscurité, dans la misère, asservis aux propriétaires fonciers et aux capitalistes. On n'aura pas tôt fait de se

tirer d'une telle obscurité. Il faut donc obtenir en ce moment que chaque station électrique que nous aurons bâtie serve effectivement de base à l'instruction, qu'elle s'occupe, pour ainsi dire, de l'instruction électrique des masses. Nous avons établi un plan d'électrification, mais l'exécution de ce plan porte sur des années. Nous devons à toute force le réaliser et réduire les délais prévus pour son exécution. Il faut que se produise ici ce qui est arrivé à un de nos premiers plans économiques, le plan de relèvement des transports — arrêté n° 1042, — qui était prévu pour cinq ans, mais qui dès maintenant a été réduit à trois ans et demi, puisque il est exécuté en sus de la norme.

Mais il faut bien se rendre compte qu'il est impossible de réaliser l'électrification avec les analphabètes que nous avons chez nous. Que notre commission s'attache à liquider l'analphabétisme, ce n'est pas assez. Elle a fait beaucoup en comparaison de ce qui était, mais peu en comparaison de ce qu'il faut. En dehors des rudiments, il faut que les travailleurs soient cultivés, conscients, instruits ; il faut que la majorité des paysans se représentent exactement la mission qui nous incombe. Ce programme du parti doit devenir le livre principal qui ira dans toutes les écoles. Vous y trouverez, à côté du plan général de l'électrification, des plans spécialement établis pour chaque district de la Russie. Et chaque camarade qui se rendra sur place, aura un relevé précis des dispositions à prendre pour l'électrification de son district, pour passer de l'obscurité à une existence normale. Camarades, on peut et on doit comparer sur place, analyser, vérifier les thèses qui vous sont distribuées, en cherchant à obtenir que dans chaque école, dans chaque cercle d'études, à la question : qu'est-ce que le communisme, l'on réponde non seulement ce qui figure dans le programme du parti, mais aussi comment il faut sortir de l'ignorance.

Les meilleurs travailleurs, les spécialistes de l'économie ont rempli la mission qui leur était impartie en ce qui concerne la mise au point d'un plan d'électrification de la Russie et de relèvement de son économie. Maintenant il faut faire en sorte que les ouvriers et les paysans

sachent combien grande et difficile est cette tâche, comment il faut l'aborder et comment s'y prendre.

Il faut avoir soin que chaque usine, chaque station électrique se transforment en un foyer d'instruction, et si la Russie se couvre d'un réseau serré de centrales électriques et d'installations techniques puissantes, notre édification économique communiste servira de modèle à la future Europe et à l'Asie socialistes. (Vifs applaudissements prolongés.)

## 3

## DISCOURS DE CLOTURE SUR LE COMPTE RENDU D'ACTIVITE DU CONSEIL DES COMMISSAIRES DU PEUPLE 23 DECEMBRE

(Applaudissements.) Camarades, je me bornerai à quelques remarques sur les discours et les déclarations que vous venez d'entendre. L'une des notes que j'ai reçues exprime la perplexité et demande l'utilité qu'il peut y avoir pour le Congrès à entendre de tels discours et déclarations. Je pense que la majorité d'entre vous ne partagera pas cette opinion. De toute évidence, il n'est jamais inutile de rappeler à quoi mènent, dans notre situation politique, certaines rengaines — elles sont, peut-être, à la mode en ce moment — des exposés des partis dont des éléments viennent de faire leurs déclarations. Prenez, par exemple, les raisonnements du représentant du parti des menchéviks ou, plus exactement, d'une certaine fraction de ce parti. Nous n'y sommes pour rien si, en conservant jusqu'à présent leur nom, ces partis des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires constituent ce groupement d'éléments hétéroclites, qui changent de camp tout le temps, ce qui fait d'eux des complices de l'impérialisme international, volontaires ou non, conscients ou inconscients. Cela ressort de leurs déclarations et discours entendus par le Congrès.

On m'a reproché, par exemple, d'avoir avancé la nouvelle théorie d'une nouvelle période de guerres. Je n'ai pas besoin de remonter bien loin dans l'histoire pour montrer sur quoi se fondent mes paroles. Nous venons juste d'en terminer avec Wrangel, mais ses troupes existent encore quelque part, pas très loin des frontières de notre République, et elles attendent. C'est pourquoi

quiconque oubliera le danger qui nous menace constamment et qui ne cessera pas, tant que subsistera l'impérialisme mondial, quiconque oubliera cela aura oublié notre République du travail. Nous dire que nous pratiquons une diplomatie secrète, nous dire que nous ne devons pratiquer que la guerre défensive, alors que l'épée est suspendue au-dessus de nos têtes, qu'en dépit des centaines de nos propositions et des concessions inouïes que nous avons consenties, aucune des grandes puissances n'a encore signé la paix avec nous, nous dire tout cela, c'est répéter les vieilles phrases du pacifisme petit-bourgeois qui depuis longtemps ont perdu toute signification. Si nous devions, en présence de ces forces qui nous sont toujours activement hostiles, faire, comme on nous le propose, le serment de ne jamais recourir à certaines actions qui, sur le plan stratégique et militaire, peuvent être considérées comme offensives, nous serions non seulement des sots, mais des criminels. Voilà à quoi nous mènent ces belles phrases et ces résolutions pacifistes. Elles aboutissent, au moment où les Soviets sont entourés d'ennemis, à vouloir les lier pieds et poings et à les jeter en pâture aux forbans impérialistes mondiaux.

Quand ensuite on nous parle de l'unité du prolétariat et qu'on nous accuse de la violer, il est difficile d'entendre cela sans sourire. Nous avons déjà entendu chez nous parler d'unité du prolétariat, et nous avons compris par la pratique qu'à l'époque de la révolution sociale, l'unité du prolétariat ne peut être réalisée que par le parti vraiment révolutionnaire du marxisme, que par la lutte implacable contre tous les autres partis. (V i f s a p p l a u d i s s e m e n t s.)

On nous parle ensuite d'armer tout le peuple, rabâchant ainsi le mot d'ordre éculé de la démocratie bourgeoise, alors que la lutte de classe la plus décisive bouillonne au sein de ce peuple.

J'ai eu hier le plaisir d'assister à une petite conférence privée des délégués paysans sans-parti à notre Congrès, et j'ai appris énormément en écoutant leurs débats sur les questions les plus délicates de la vie à la campagne ; celles du ravitaillement, de la misère et de la pénurie que vous connaissez tous. Ce qui m'a le plus

frappé dans ces débats, c'est la profondeur de la lutte qui oppose le paysan pauvre, le vrai travailleur, et le koulak, le fainéant. La grande portée de notre révolution est d'avoir aidé les couches les plus inférieures de la campagne, la masse la moins consciente politiquement, la masse de la paysannerie sans-parti, à poser cette question fondamentale de la révolution sociale, non seulement en théorie, mais dans la pratique et sur une large échelle. Aujourd'hui, dans tous les villages et bourgs de l'immense Russie des Soviets, on cherche à comprendre à qui profitent les mesures politiques et économiques que nous avons prises, on en discute, on s'en rend compte ; partout, dans les coins les plus reculés, on s'efforce de voir clair dans la question de la paysannerie travailleuse et du koulak. Parfois, on s'accuse l'un l'autre avec trop d'ardeur et de passion, mais de toute façon on s'y retrouve et on comprend qu'il faut, qu'il est indispensable d'aider et de remettre sur pied le paysan travailleur et de parer toutes les tentatives de sortie du koulak qui se croit tout permis.

La lutte des classes est devenue une réalité à la campagne, au plus profond de la masse paysanne ; nous avons fait et faisons tout pour que cette lutte soit consciente. Quand, après cela, se présentent les chefs d'une « Internationale » d'un genre assez spécial qui parlent d'armer le peuple, on se croit devenu élève de cours préparatoire de marxisme et de socialisme. Oublier la lutte de classe qui bouillonne dans le monde entier, c'est aider involontairement les impérialistes du monde entier contre le prolétariat en lutte. Le mot d'ordre de nos ennemis c'est l'armement du peuple, tandis que nous avons pour principe l'armement de classe, grâce à lui nous avons toujours vaincu et grâce à lui nous continuerons de vaincre. (Vifs applaudissements.)

Les représentants des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires nous ont demandé ici comment nous pouvions admettre une chose telle que les concessions sans une consultation populaire spéciale, et pourquoi, dans notre politique économique, nous ne mettions pas l'accent sur l'égalité du travail (dans la résolution des socialistes-révolutionnaires cette égalité du travail était

appelée « pouvoir du travail », tandis que dans celle des menchéviks elle était paraphrasée en égalité des travailleurs de la ville et de la campagne). Mais que signifient ces phrases sur « le pouvoir du travail », sinon une agitation faite en faveur de l'indépendance des syndicats à l'égard du pouvoir prolétarien de classe ? Toute la presse bourgeoise d'Europe occidentale pleure et réclame, avec les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires, cette « indépendance » des syndicats.

Quand Martov se présenta au Congrès des indépendants à Halle et que, libre de toute contrainte de la dictature des bolchéviks, fort désagréable pour lui, il parla de tout ce qu'il voulait, qu'est-ce qu'il en a résulté ? Il en a résulté que, quelques jours plus tard, son discours parut intégralement, comme un plat de choix, dans la presse impérialiste, la plus réactionnaire de Grande-Bretagne. Cette presse remercia le citoyen Martov d'avoir dévoilé les desseins des bolchéviks. Quand de tels discours sont prononcés à un moment où le monde entier nous fait la guerre, que sont-ils, sinon une partie de la politique de l'Entente ? Certes, vous pouvez dire que cette idée de pouvoir du travail, etc., n'est qu'une baliverne petite-bourgeoise, mais elle n'est en réalité, je le répète, rien d'autre qu'une partie de la politique de l'Entente. S'il y a parmi nous un agent de l'Entente, votre discours sera communiqué demain à tous les pays capitalistes et il y sera publié à des millions d'exemplaires, Monsieur Dan, pour tromper et duper une partie des ouvriers occidentaux, encore politiquement inconscients.

Il apparaît, d'après Monsieur Dan, que, dans ce que j'ai dit sur la discipline du travail, je n'ai fait que défendre la contrainte ; le représentant du parti des socialistes-révolutionnaires a été plus précis, il a dit que je défendais la contrainte par conviction. A cela toute notre politique répond clairement. Nous n'affirmons nullement que nous ne faisons pas d'erreurs, mais, s'il vous plaît, montrez-les nous, indiquez-nous d'autres procédés, or nous n'en avons pas entendu parler ici. Ni les menchéviks, ni les socialistes-révolutionnaires ne disent : « Voilà la pénurie, voilà la misère des pay-

sans et des ouvriers, mais voilà comment en sortir. » Non, ils ne le disent pas. Ils disent seulement que ce que nous pratiquons, c'est de la contrainte. Bien sûr, on ne peut le contester. Mais nous vous demandons, citoyen Dan : êtes-vous pour ou contre ? C'est là le fond, le nœud de la question. Répondez catégoriquement : oui ou non ? « Ni oui, ni non. » Voyez-vous, ils ne veulent que parler du pouvoir du travail, des atteintes que nous portons, soi-disant, à la liberté des paysans. Mais qui sont ces paysans ? Est-ce qu'il n'est pas dit dans notre Constitution soviétique que les paysans sont des travailleurs, des hommes de travail ? Nous avons de l'estime pour ces paysans-là et nous les considérons comme des frères ayant les mêmes droits que les ouvriers. Nous n'aurions pas pu faire avancer d'un pas notre politique soviétique sans cette paysannerie-là. Un accord fraternel, scellé par notre Constitution, existe entre le paysan travailleur et l'ouvrier. Mais il est un autre élément de la paysannerie, celui qui alimente une « soukharevka » forte de plusieurs millions d'individus. Je pense que n'importe quelle réunion, même de sans-parti, saurait parfaitement faire la distinction. Ces paysans qui se livrent à la spéculation, sont-ils des représentants des travailleurs ? Voilà le fond des problèmes économiques de la campagne. Les paysans, les petits patrons et les ouvriers sont des classes différentes et nous aurons supprimé cette différence quand nous aurons supprimé les bases de la petite exploitation et créé les nouvelles bases de la grande exploitation mécanisée, comme je l'ai indiqué dans mon rapport. Cela est inévitable économiquement, et les menchéviks et socialistes-révolutionnaires qui ont pris la parole ici ne peuvent que tenir des propos incohérents sur je ne sais quelle égalité du travail de tous les ouvriers et paysans. Ce ne sont que des mots, sans fondement économique et réfutés par le marxisme scientifique. Prenez notre révolution en Sibérie, en Géorgie, prenez l'expérience de la révolution internationale, et vous vous convaincrez par vous-mêmes que toutes ces paroles sonores sur l'égalité du travail ne sont que mensonge. Elles ne sont que l'expression de la politique de la bourgeoisie dressée contre nous, et rien d'autre.

Dan a dit qu'il y aurait dans les bureaux de la Commission Extraordinaire de Russie un petit papier apportant la preuve que les menchéviks sont exclus de l'amnistie d'Octobre ; le citoyen Dan en déduit que la Commission Extraordinaire mène et domine le Présidium du Comité exécutif central de Russie. Nous qui sommes au pouvoir, est-ce que nous pouvons le croire ? Est-ce que les 70 ou 80% de communistes présents ici ignorent qu'à la tête de la Commission Extraordinaire se trouve un membre du Comité exécutif central et du Comité central du parti, le camarade Dzerjinski, et que le Présidium du Comité exécutif central de Russie compte six membres du Comité central de notre parti ? Imaginez, dans ces conditions, que le Présidium de la Commission Extraordinaire ou son bureau exécutif mène et domine le Présidium du Comité exécutif central, c'est évidemment impossible ; c'est tout simplement risible. On comprend qu'il n'y a là-dedans rien de sérieux et que le représentant du parti des menchéviks ne fait que jouer la comédie. Mais je voudrais que, d'ici quelques jours, vous lisiez n'importe quel journal bourgeois d'Europe occidentale ou d'Amérique, tirant à 500 000 ou à un million d'exemplaires. Vous y verriez noir sur blanc, en caractères longs d'une aune, que le citoyen Dan a dévoilé que c'est la Commission Extraordinaire qui donne les ordres et qui domine le Présidium du Comité exécutif central de Russie.

## 4

## DISCOURS A LA FRACTION DU P.C.(b)R. DU VIIIe CONGRES DES SOVIETS 24 DECEMBRE[98]

Camarades, je veux dire d'abord deux mots à propos d'une interprétation inexacte de la question de la violence. Pour montrer combien celle-ci est inexacte, je lirai trois lignes du compte rendu du VIIIe Congrès[99].

Tout le discours contre la violence était en rapport avec la question de la commune. Je pense que, dans ce domaine, la moindre violence est nuisible. On tente d'interpréter d'une certaine manière ce discours, relatif à la question de la commune et comportant des indications sur ce qu'il y a d'absurde dans la violence en matière d'implantation des communes, et de l'appliquer à la question concernant la persuasion et la contrainte en général. C'est une inexactitude et une explication manifestement forcée. A propos de notre projet de loi et du débat qui vient de commencer, je dois dire que la manière de poser la question qui consiste à vouloir se montrer le plus à gauche possible, me paraît être la moins positive. Je n'ai rien vu de concret ni de positif dans la proposition faite par le camarade Khanov, qui se dit d'extrême-gauche. J'ai considéré comme très nocif le conseil donné par le camarade Schlichter de ne point convertir en loi ce projet de loi, mais de laisser ce soin à la prochaine session du Comité exécutif central de Russie. Au Conseil des Commissaires du Peuple, nous avons voulu donner le plus vite possible à ce projet de loi la forme la plus achevée, de manière que le Con-

grès des Soviets, qui compte le plus grand nombre de représentants locaux, puisse prendre la décision définitive. Nous risquons de nous trouver en retard pour cette campagne. Pour la faire en temps utile, il faut des instructions. Leur élaboration demande au moins deux ou trois semaines. Il n'y a rien de plus néfaste que le conseil donné par Schlichter quand il a parlé, sur un autre point de l'ordre du jour, des droits du Comité exécutif de province. La raison d'être du projet de loi est de fixer dès maintenant des mesures pratiques d'aide à l'exploitation paysanne individuelle qui prédomine, aide qui consisterait non seulement à encourager, mais également à contraindre.

Je dois dire que le projet indique de façon précise de quelles mesures il s'agit. Le point 11, le plus important, précise que, sous la direction et le contrôle du Commissariat du Peuple à l'Agriculture, le Comité de semailles de la province peut prescrire « des règles obligatoires concernant les procédés essentiels du travail de culture mécanique des champs et d'amélioration des prés, l'exécution des semailles et les méthodes à employer pour préserver la fertilité naturelle du sol ». Où les prendre, ces règles obligatoires ? Il est dit plus loin qu'il faut partir principalement des procédés employés par les meilleurs agriculteurs. Lesquels devons-nous légaliser ? Nous devons légaliser et faire connaître les procédés connus, ceux qui permettent d'améliorer l'agriculture. Nous lisons à la fin : « Il est interdit d'introduire des règles ou des exigences qui : a) provoqueraient une transformation radicale de l'exploitation paysanne, si elles ne sont pas introduites sur proposition des Congrès cantonaux ou si l'Etat ne fournit pas à la localité donnée les instruments et moyens améliorés de production, b) exigences qui seraient difficiles à exécuter sur une exploitation agricole d'aisance moyenne et c) comporteraient des risques ».

Ici, un camarade a trouvé que le défaut du rapport du camarade Ossinski était dans ses indications par trop pratiques et concrètes. Cela serait en contradiction avec la façon correcte de poser la question. Au contraire, la qualité la plus précieuse du rapport du camarade Ossinski a été

de prendre le taureau par les cornes, de vous appeler à entreprendre l'étude concrète des questions pratiques : en ce qui concerne les semences ? empêcher qu'elles ne soient mangées. Et cette question sera plus difficile à régler en Russie d'Europe que dans la riche région de l'Altaï où, paraît-il, il est aisé de donner des ordres. S'il est facile d'y commander, vous parviendrez à des succès pratiques en donnant des ordres. Alors la section agraire de la province de l'Altaï, ou d'ailleurs, méritera des félicitations.

Malheureusement, la situation est loin de se présenter ainsi dans les provinces beaucoup plus pauvres de la Russie d'Europe. Toute la tâche de la future campagne, ainsi que la tâche de notre Congrès, consiste à poser la question en évitant toutes discussions de caractère général auxquelles nous invitent Schlichter et d'autres camarades. Je voudrais vous inviter à poser les questions d'une manière beaucoup plus pratique et concrète, et j'applaudis à l'orientation donnée par Ossinski. Posons la question des semences. On les mangera. Il faut les sauver. Quel est le moyen le plus pratique ? Il faut les mettre dans des magasins généraux et donner au paysan l'assurance et la certitude qu'elles ne seront l'objet ni d'une répartition irrégulière, ni des lenteurs administratives, que notre but est actuellement de mettre sous la garde de l'Etat la quantité de semences indispensable pour réaliser entièrement l'ensemencement. Nous en persuaderons certainement le paysan moyen, car il s'agit là d'une nécessité évidente. Si l'on nous rétorque que nous ne pouvons pas travailler pour Tsiouroupa et si on le présente sous l'aspect d'une bête féroce, nous répondrons : « Laissez vos plaisanteries, répondez directement à la question : comment allez-vous restaurer l'industrie ? » Donnez au paysan des instruments agricoles et du cheptel. Pour que l'Etat possède la réserve indispensable pour couvrir tous ses besoins, ainsi que tout le matériel agricole et technique, il faudra un fonds toujours plus important ; or, c'est à peine si nous approchons de la minute où ce fonds commence à se constituer. C'est pourquoi je ne considère pas comme justes les discours de ceux qui disent que l'on confond les tâches des sovkhoz et des kolkhoz. La question des kolkhoz n'est pas à l'ordre du jour. Je sais qu'ils sont encore si mal organisés et se trouvent dans un si piteux état

qu'ils justifient le nom d'hospices ! Je ne suis pas contre le fait que les délégués au VIII[e] Congrès indiquent au Conseil des Commissaires du Peuple ou au Comité central exécutif de Russie qu'il soit nécessaire de prendre des mesures en vue d'améliorer le travail du syndicat des travailleurs de la terre et de la forêt. Sous ce rapport, ce syndicat est d'un appui très important, à condition qu'il groupe dans son sein des éléments effectivement semi-prolétariens susceptibles de nous aider à devenir de véritables maîtres. Je ne suis nullement contre ces mesures.

Mais la tâche posée par le présent projet de loi est tout autre. Dans l'énorme majorité des cas, l'état des sovkhoz est actuellement au-dessous de la moyenne. Il faut nous appuyer sur le paysan qui exploite individuellement ; il est tel qu'il est et ne changera pas dans un proche avenir ; il ne faut donc pas songer à passer au socialisme et à la collectivisation. Il faut abandonner les raisonnements d'ordre général pour chercher à savoir comment faire le premier pas pratique, obligatoirement au printemps prochain, et pas plus tard ; et il n'y a que cette façon de poser la question qui soit sérieuse. Pour ce faire, il faut ratifier le projet de loi dès maintenant, tel qu'il a été préparé par le Conseil des Commissaires du Peuple, y apporter tout de suite les corrections ou modifications nécessaires, et ne pas laisser traîner les choses.

Quant à la socialisation du cheptel, vous voyez mieux que quiconque les règles obligatoires pour tous qu'il est possible de fixer au nom de l'Etat. Pour ma part, je ferais une mise en garde. Nous avons une loi qui donne le droit de socialiser le cheptel des paysans riches[100] . Là où il est possible de le faire avec succès, cette loi accorde à ce sujet une entière liberté de municipalisation. Mais les méthodes à employer pour le faire sont loin d'être partout et toujours pleinement précisées ; c'est pourquoi introduire cela dans une loi dont le but dans l'immédiat est tout différent, risquerait d'éparpiller nos forces au lieu de les concentrer là où il faut donner un coup de collier et où un effort peut être indispensable. Concentrons donc toutes nos forces sur ce qui est absolument urgent ; il faut à tout prix que les semences soient recueillies en quantités suffisantes, il faut que toutes les terres soient entièrement ensemencées, il faut que

l'amélioration de l'agriculture, vérifiée par l'expérience, se fasse massivement, sur une échelle de masse, là où les paysans pauvres et moyens sont les plus nombreux. Voilà ce qui est important. Moins nous arrêterons de mesures aujourd'hui, et mieux cela vaudra parce qu'en réalisant bien un nombre restreint de mesures, nous mettrons toute la machine de l'essor agricole sur la bonne voie et nous renforcerons, nous consoliderons chez le paysan la conviction que c'est la bonne voie. Si nous voyons plus grand que ce que nous pourrons faire, nous ne ferons que nous compromettre aux yeux du paysan. S'il est des provinces où l'on peut prendre des mesures plus étendues, rien ne l'empêche. Il est dit dans le texte : tenez compte de l'ensemble de l'expérience des paysans, tenez compte de ce que vous pouvez faire dans le sens du regroupement du cheptel mort et vif. Si, dans une province, il est resté du cheptel en bon état, indispensable à l'agriculture, cela aura du succès. Mais si l'on applique la loi dans les provinces où, sous ce rapport, la situation est plus mauvaise et où le paysan n'est pas en mesure de l'exécuter, l'ordre restera sur le papier, il restera en l'air, et, au lieu de comprendre l'importance de cette orientation, les paysans seront déçus ; et c'est ce que je redoute le plus pour l'avenir ; aussi est-il indispensable de commencer par ce qui est de toute nécessité, c'est-à-dire par la conservation des semences.

Passons maintenant aux mesures d'amélioration de la petite exploitation paysanne individuelle, qui sont parfaitement réalisables et que nous devons débattre immédiatement, débattre en détail, décréter ici même, légaliser sous forme de règles obligatoires impliquant l'application de la contrainte, de telle façon que ce qui aura été décidé après maintes discussions soit appliqué quoi qu'il en coûte. Je vous proposerais de nous diviser immédiatement en commissions, sans attendre le moment où, après le rapport à la séance plénière du Congrès, il sera possible de constituer ces commissions officiellement. A partir de ces commissions non officielles, que l'on peut constituer tout de suite ou, en tout cas, aujourd'hui même, l'on pourra passer à leur constitution officielle, mais il serait mauvais de retarder cela d'un jour ou d'une demi-journée. En effet, nous avons en

tout 2 500 délégués et je pense qu'un dixième d'entre eux ont, après plusieurs années d'expérience, assimilé pratiquement cette question ; si nous avons 250 personnes, c'est-à-dire plus de 25 par région, étant donné que notre République est divisée en neuf régions agricoles, il me semble qu'avec ce nombre de représentants nous pourrons passer à l'étude de cette question concrète, à l'étude des mesures concrètes que nous devons décider.

Quelles mesures d'amélioration de l'agriculture, et pour quelle région, faut-il adopter et légaliser ? Dans une région, on peut peut-être faire quelque pas dans le sens de l'ensemencement obligatoire, dans une autre on peut préparer le terrain en vue d'une décision plus énergique, du genre de celle dont a parlé le camarade qui ne connaît la province de l'Altaï que depuis le printemps. Dans une troisième, des mesures sont peut-être possibles relatives aux labours et hersages à faire au moment opportun, avec l'aide d'agronomes et de paysans sans-parti. Il me semble qu'il faut constituer tout de suite les commissions en tenant compte d'une division des régions en rayons, car il est impossible d'appliquer des mesures identiques dans des rayons différents, et consacrer une demi-journée ou une journée à la discussion des questions qui ne figurent pas directement dans le décret, mais qui constituent la partie la plus importante du projet de loi. Ce projet dit : préparez-vous convenablement à éclairer les paysans sans-parti, et si nous avons pris du retard sous ce rapport, en nous appuyant sur l'agitation de masse que nous développons et que nous allons développer cent fois davantage, nous saurons élaborer pour chaque rayon et pour chaque province des mesures dont nous assurerons le succès en bandant nos forces, tout autant que lorsque nous luttions pour réaliser notre politique du ravitaillement. La tâche n'était pas alors aussi compliquée, parce que nous exigions seulement des paysans qu'ils cèdent une certaine quantité de produits, tandis qu'aujourd'hui nous exigeons d'eux qu'ils apportent dans leur propre exploitation des changements que le pouvoir d'Etat considère comme indispensables... * ne pas commettre d'erreur dans la détermination de ces change-

* Le sténogramme présente une lacune. *(N. R.)*

ments. Voilà ce qui est le plus important. Je vois dans le fait que le camarade Kouraïev ait posé ces questions de façon concrète, une orientation juste, et le passage de ces considérations et de ce plan général de collectivisation, du rôle des sovkhoz qui en jouent parfois un bien mauvais, de la méthode marxiste d'approche... * le stockage, c'est nous tirer en arrière des problèmes immédiatement pratiques vers des discussions générales qui peuvent être utiles, mais pas au Congrès des Soviets qui a à promulguer un acte d'Etat de la plus haute importance. Pour préparer ce pas en avant, il faut réfléchir beaucoup sur ce que doivent être l'activité et le rôle des Soviets de village. Il faut bien réfléchir pour voir si le président du Soviet de village ne serait pas aujourd'hui celui qui applique, essentiellement parmi la paysannerie, les mesures au sujet desquelles nous pouvons le consulter. Sera-t-il bon de cumuler en la même personne le président du Soviet de village et le président du Comité d'aide ? Je pose là un point d'interrogation. Je voudrais que les camarades qui connaissent le travail local étudient attentivement cette question. Il faut que les comités d'aide discutent des mesures qu'il importe de convertir en loi. Il ne faut pas hésiter à faire appel aux sans-parti lors de cette discussion. Nous pèserons toutes leurs propositions et nous saurons concrètement quels sont ceux qui sont pour nous et ceux qui sont contre nous. Il est indispensable de parvenir à faire la clarté à ce sujet dans chaque canton, dans chaque bourgade. Les exigences que nous avons précisées sont effectivement réalisables, et, avec une certaine tension de nos forces, elles peuvent être satisfaites dès ce printemps-ci. Je propose de terminer maintenant la conférence de la fraction. Quand vous jugerez que le débat général est épuisé, il sera indispensable de constituer des commissions par rayons et d'y engager immédiatement la discussion sur la situation des différents rayons qui se distinguent les uns des autres par telle ou telle particularité sur le plan agricole. Ce sera juste pratiquement et le succès du projet de loi sera assuré.

* Le sténogramme présente une lacune. *(N. R.)*

## 5

## PROJET DE RESOLUTION DU VIIIe CONGRES DES SOVIETS SUR LE RAPPORT D'ELECTRIFICATION

Le VIIIe Congrès des Soviets de Russie, après avoir entendu le rapport du Président de la Commission d'Etat chargée de l'électrification, exprime sa gratitude en premier lieu au Présidium du Conseil supérieur de l'économie nationale, puis au Commissariat du Peuple à l'agriculture et au Commissariat du Peuple aux voies de communication et, en particulier, à la Commission d'électrification de la Russie, pour l'élaboration du plan d'électrification du pays.

Le congrès donne mandat au Comité exécutif central de Russie, au Conseil des Commissaires du Peuple, au Conseil du Travail et de la Défense, au Présidium du Conseil supérieur de l'économie nationale, de même qu'aux autres commissariats du peuple, d'achever l'élaboration de ce plan et de le ratifier, cela obligatoirement dans les plus brefs délais.

Le Congrès charge ensuite le gouvernement et prie le Conseil central des syndicats de Russie et le Congrès des syndicats de Russie de prendre toutes les mesures pour organiser la propagande la plus large autour de ce plan et de le faire connaître aux masses les plus larges des villes et des campagnes. L'étude doit en être faite dans tous les établissements scolaires sans exception de la République ; chaque centrale électrique, chaque usine et chaque sovkhoz organisé d'une manière tant soit peu satisfaisante doivent devenir des centres d'initiation aux problèmes de l'électricité, de l'industrie moderne et des centres de propagande en faveur du plan d'électrification et de sa vulgarisation

systématique. Tout ceux qui possèdent une qualification scientifique ou pratique suffisante, doivent, sans exception, être mobilisés pour la propagande à faire autour du plan d'électrification et pour l'enseignement des connaissances indispensables à sa compréhension.

Le Congrès exprime sa confiance inébranlable dans le fait que toutes les administrations soviétiques, tous les Soviets des députés, tous les ouvriers et les paysans travailleurs tendront toutes leurs forces et ne reculeront devant aucun sacrifice pour réaliser, à tout prix et en dépit de tous les obstacles, le plan d'électrification de la Russie.

*Conforme au manuscrit*

6

## PROJET DE RESOLUTION DE LA FRACTION DU P.C.(b)R. AU VIIIe CONGRES DES SOVIETS

Faire un devoir à tous les membres du P.C.R. en vue du Xe Congrès du P.C.R. (du 6 février 1921) :

1) d'étudier au maximum de leurs possibilités le plan d'électrification ;
2) d'adopter des mesures tendant à l'étude la plus approfondie et la plus détaillée possible, à l'échelon local, du plan et de chaque rayon ;
3) de préparer en vue du Xe Congrès du P.C.R. des propositions pratiques

tant au sujet des moyens à employer pour faire connaître le plan d'électrification le plus largement possible à tous les travailleurs,

qu'au sujet des moyens à employer pour entreprendre immédiatement et partout la réalisation pratique du plan.

*Conforme au manuscrit*

# LETTRE AUX OUVRIERS DE KRASNAIA PRESNIA
# 25 DECEMBRE 1920

Il y a quinze ans, le prolétariat de Moscou levait l'étendard de la révolte contre le tsarisme. Ce fut le point culminant de la première révolution ouvrière contre le tsarisme. Les ouvriers subirent la défaite et la Presnia rougit du sang ouvrier. L'héroïsme inoubliable des ouvriers de Moscou donne l'exemple de la lutte à toutes les masses travailleuses de la Russie. Mais ces masses, alors encore insuffisamment préparées et trop divisées, ne soutinrent pas les héros de la Presnia et de Moscou qui s'étaient levés les armes à la main contre la monarchie du tsar et des propriétaires fonciers.

La défaite de la première révolution suivit celle des ouvriers de Moscou. Pendant douze longues années, la réaction la plus féroce des propriétaires fonciers s'abattit sur les ouvriers et les paysans, sur tous les peuples de Russie.

L'exploit des ouvriers de Presnia ne fut pas vain. Leurs sacrifices ne furent pas inutiles. Une première brèche avait été faite dans l'édifice de la monarchie tsariste, elle allait en s'élargissant, lentement mais inexorablement, et elle affaiblissait le vieil ordre médiéval.

L'exploit des ouvriers de Moscou provoqua parmi les masses travailleuses des villes et des campagnes une très grande fermentation des esprits qui persista en dépit de toutes les persécutions.

Avant l'insurrection armée de décembre 1905, le peuple de Russie ne s'était pas montré capable de la lutte de masse, d'une lutte armée contre les exploiteurs.

Après décembre, ce ne fut plus le même peuple. Il avait été transformé. Il avait reçu son baptême du feu. Il s'était trempé dans l'insurrection. Il avait formé de nombreux combattants, qui triomphèrent en 1917 et qui, maintenant, à travers d'immenses difficultés, surmontant les souffrances de la faim et la ruine provoquées par la guerre impérialiste, défendent la cause de la victoire mondiale du socialisme.

Vivent les ouvriers de Krasnaïa Presnia, détachement d'avant-garde de la Révolution ouvrière internationale !

*N. Lénine*

*« Bulletin quotidien du VIII^e Congrès des Soviets de Russie » n° 5, 25 décembre 1920*

*Conforme au texte du « Bulletin »*

# NOTES

1. L'ouvrage *la Maladie infantile du communisme (le « gauchisme »)*, fut rédigé par Lénine en avril et son additif le 12 mai 1920 ; il fut publié les 8-10 juin en russe et, au mois de juillet, en allemand, français et anglais. Lénine en surveilla personnellement la composition et l'impression pour qu'il puisse paraître avant l'ouverture des travaux du IIe Congrès de l'Internationale Communiste. Il fut distribué à tous les délégués au IIe Congrès. De juillet à novembre 1920, l'ouvrage fut réédité en allemand à Leipzig, en français à Paris et en anglais à Londres.

   Le manuscrit de *la Maladie infantile du communisme (le « gauchisme »)* porte un sous-titre : « Essai de causerie de vulgarisation sur la stratégie et la tactique marxistes ». Dans toutes les éditions parues du vivant de Lénine, ce sous-titre fut supprimé. La présente édition des œuvres de Lénine publie *la Maladie infantile du communisme (le « gauchisme »)* d'après la première édition, dont la correction fut faite par Lénine. — P. 11.

2. *Longuettisme*, tendance centriste au sein du Parti socialiste français, ayant à sa tête Jean Longuet.

   Pendant la première guerre mondiale, les longuettistes adoptèrent une position social-pacifiste. Après la victoire de la Révolution d'Octobre en Russie, ils se déclarèrent partisans de la dictature du prolétariat mais, en fait, restèrent ses ennemis. Ils continuèrent à mener une politique de conciliation avec les social-chauvins, soutinrent la paix spoliatrice de Versailles. En décembre 1920, avec les réformistes déclarés, les longuettistes se détachèrent du parti et adhérèrent à l'Internationale dite 2 1/2 ; et à sa dislocation, ils retournèrent à la IIe Internationale. — P. 23.

3. *Parti travailliste indépendant d'Angleterre* (Independent Labour Party), fondé en 1893 et dirigé par James Keir-Hardy, R. MacDonald, etc. Prétendant à l'indépendance politique à l'égard des partis bourgeois, le Parti travailliste indépendant fut en fait « indépendant à l'égard du socialisme, mais dépendant du libéralisme » (Lénine).

   Au cours de la première guerre mondiale (1914-1918), le Parti travailliste indépendant lança un manifeste contre la

guerre (13 août 1914). Puis, en février 1915 à la conférence de Londres des socialistes des pays de l'Entente, les indépendants se joignirent à la résolution social-chauvine adoptée par la conférence. Depuis lors, les leaders des indépendants sous le couvert de phrases pacifistes, occupèrent la position des social-chauvins. Après la fondation de l'Internationale Communiste, en 1919, sous la pression des masses évoluées à gauche, les leaders du Parti travailliste indépendant décident de quitter la IIe Internationale. En 1921, les indépendants adhèrent à l'internationale dit 2 1/2, et à sa dislocation reprennent le chemin de la IIe Internationale. En 1921 l'aile gauche du Parti travailliste indépendant d'Angleterre se détache du parti et adhère au Parti communiste de Grande-Bretagne. — P. 23.

4. *Fabiens*, membres de la « Société fabienne », réformiste et profondément opportuniste, fondée en Grande-Bretagne par un groupe d'intellectuels bourgeois, en 1884. Voir les jugements portés sur les Fabiens dans les œuvres de Lénine : « Préface à l'édition russe du livre « Lettres de J. Bekker, I. Ditzgen, F. Engels, K. Marx, etc., à F. Sorge et à d'autres personnes ». (Œuvres, 4e édition, t. 12, pp. 330-331) ; « Le programme agraire de la social-démocratie dans la révolution russe » (Œuvres, 4e édition, t. 15, p. 154) ; « Le pacifisme anglais et l'aversion anglaise pour la théorie » (Œuvres, 4e édition, t. 21, p. 267), etc. — P. 23.

5. *Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne*, parti centriste fondé en avril 1917.

Une scission se fit en octobre 1920, au Congrès de Halle du Parti social-démocrate indépendant allemand. En décembre 1920, une partie considérable se joignit au Parti communiste d'Allemagne. Les éléments de droite formèrent un parti distinct et reprirent l'ancienne dénomination de Parti social-démocrate indépendant. En 1922, les « indépendants » revinrent au Parti social-démocrate allemand. — P. 24.

6. *Spartakistes*, membres de l'Union de « Spartacus », formée durant la première guerre mondiale, en janvier 1916, sous la direction de Karl Liebknecht, Rosa Luxembourg, Franz Mehring, Clara Zetkin, etc. Les Spartakistes menèrent une propagande révolutionnaire parmi les masses contre la guerre impérialiste, dévoilèrent la politique annexionniste de l'impérialisme allemand et la trahison des chefs de la social-démocratie. Mais les Spartakistes, gauches allemands, ne surent pas se dégager des erreurs semi-menchéviques dans les questions théoriques et politiques les plus importantes. La critique des erreurs des gauches d'Allemagne est faite dans les œuvres suivantes de Lénine : « A propos de la brochure de Junius» (Œuvres, t. 22, pp. 328-345), « Une caricature du marxisme et à propos de l'« économisme impérialiste » (Œuvres, t. 23, pp. 27-83), etc. En avril 1917, les Spartakistes entrèrent au Parti social-démocrate indépendant centriste d'Allemagne, en conservant toutefois leur indépendance en matière d'organisation. Après la révolution

de novembre 1918 en Allemagne, ils rompirent avec les « indépendants » et fondèrent en décembre de la même année le Parti communiste d'Allemagne. — P. 28.

7. « *Tribunistes* » *hollandais*, Lénine appelait ainsi les membres du Parti communiste hollandais. Primitivement, les tribunistes étaient un groupe de gauche du Parti ouvrier social-démocrate de Hollande, qui avait fondé en 1907 le journal *De Tribune* [La Tribune]. En 1909, exclus du Parti ouvrier social-démocrate, ils constituèrent un parti indépendant (Parti social-démocrate de Hollande). Les tribunistes formaient l'aile gauche du mouvement ouvrier de Hollande, mais ils ne constituaient pas un parti révolutionnaire conséquent. En 1918, les tribunistes participèrent à la formation du Parti communiste de Hollande. — P. 36.

8. *Hosner* : A. Pannekoek. — P. 37.

9. *Le « Journal ouvrier communiste »* (*Kommunistische Arbeiterzeitung*), organe du groupe petit-bourgeois, anarcho-syndicaliste des communistes de « gauche », qui se sépara en 1919 du Parti communiste d'Allemagne (des Spartakistes). Le journal parut de 1919 à 1927. Les communistes allemands de « gauche » n'exécutèrent pas la décision du IIIe Congrès de l'Internationale Communiste qui exigeait d'eux l'abandon de leur tactique sectaire et leur adhésion au Parti communiste d'Allemagne ; ils furent exclus de l'Internationale Communiste. Les dirigeants des communistes de « gauche » rallièrent la contre-révolution. — P. 38.

10. Depuis la Révolution de février 1917, et jusqu'en 1919 inclusivement, le nombre des membres du parti évolua comme suit : A la 7e Conférence (dite d'Avril) du P.O.S.D.R. (b) de 1917, on dénombrait 80 000 membres ; au 6e Congrès du P. O. S. D. R. (b) de juillet-août 1917, près de 240 000 membres ; au 7e Congrès du P. C. (b) R. de mars 1918, au moins 270 000 membres ; au 8e Congrès du P. C. (b) R. de mars 1919, 313 766 membres. — P. 42.

11. Voir V. Lénine, Œuvres, 4e édition, t. 30, pp. 230-251. — P. 47.

12. Voir la lettre de K. Marx à F. Engels du 7 octobre 1859. — P. 48.

13. *Les « Ouvriers industriels du monde »* (« Industrial Workers of the World » — I. W. W.), organisation syndicale d'ouvriers américains, constituée en 1905 ; y prirent une part active des personnalités du mouvement ouvrier d'Amérique, D. De Lyon, E. Debs et W. Heywood. L'organisation joua un rôle important dans l'histoire du mouvement syndical américain. Aux années de la première guerre mondiale (1914-1918), elle dirigea nombre d'actions de masse de la classe ouvrière d'Amérique contre la guerre ; elle dénonça la politique des chefs réactionnaires de la Fédération américaine du travail et des socialistes de droite. Certains diri-

geants des « Ouvriers industriels du monde », W. Heywood et d'autres, adhérèrent par la suite au Parti communiste des Etats-Unis. En même temps, des tendances anarcho-syndicalistes nettement prononcées se firent jour dans l'activité de l'organisation : elle n'admettait pas la lutte politique du prolétariat, contestait le rôle dirigeant du parti, la nécessité de la dictature du prolétariat, refusait de mener l'action parmi les ouvriers des syndicats faisant partie de la Fédération américaine du travail. Par la suite, les « Ouvriers industriels du monde » devinrent un groupe sectaire sans aucune influence dans le mouvement ouvrier. — P. 49.

14. Voir : F. Engels, Fluchtlings-Literatur, « Volksstaat », 26. Juni, 1874, S. 2. — P. 63.

15. Allusion au passage de la lettre du 29 novembre 1886 de F. Engels à F. Sorge où, critiquant les émigrés social-démocrates allemands qui vivaient en Amérique, Engels dit que pour eux, la théorie est un « dogme et non un guide pour l'action ». — P. 67.

16. Voir : N. Tchernychevski, Œuvres économiques choisies (éd. russe), t. II, 1948, p. 550. — P. 67.

17. *Le Parti socialiste britannique* (British Socialist Party) fondé en 1911 à Manchester, à la suite de la fusion du Parti social-démocrate et d'autres groupes socialistes. Il fit de l'agitation dans un esprit marxiste et fut un parti « non opportuniste, réellement indépendant des libéraux » (Lénine, Œuvres, 4e édition russe, t. 19, p. 243). Le petit nombre de ses adhérents et son manque de liaison avec les masses lui conféraient un certain caractère sectaire.

Pendant la première guerre mondiale, une lutte serrée s'engagea entre la tendance internationaliste (Inkpin, Rothstein, MacLean, Gallacher, etc.) et la tendance social-chauvine, ayant à sa tête Hyndman. Il y avait au sein de la tendance internationaliste des éléments non conséquents qui occupaient dans une série de questions une position centriste.

En février 1916, un groupe de militants du British Socialist Party (B. S. P.) fonda le journal *Call*, qui devait jouer un rôle important dans le rassemblement des internationalistes. La conférence annuelle du B. S. P. qui se tint en avril à Solfort condamna la position social-chauvine de Hyndman et de ses partisans et ils quittèrent le parti. Le parti socialiste britannique rendit hommage à la Grande Révolution socialiste d'Octobre. Ses militants jouèrent un rôle important dans le mouvement des travailleurs anglais en faveur de la défense de la Russie soviétique contre l'intervention étrangère.

En 1919, la majorité des organisations de base du parti (98 contre 4) se prononcèrent pour l'adhésion à l'Internationale Communiste. Le Parti socialiste britannique en même temps que le groupe communiste d'unité, joua un rôle prépondérant dans la fondation du Parti communiste de Grande-Bretagne. En 1920 se

tint le premier congrès d'unification où la majorité des organisations de base du B. S. P. rejoignit les rangs du Parti communiste. — P. 73.

18. *Le Parti ouvrier socialiste* se constitua en 1903, à patrir d'un groupe de social-démocrates de gauche qui s'étaient séparés de la Fédération social-démocrate. *L'Association socialiste des Galles du Sud*, petit groupe composé principalement de mineurs du pays de Galles. *La Fédération socialiste ouvrière*, organisation peu importante issue de « l'Association de défense du droit de vote des femmes » et comprenant principalement des femmes.

Lors de la formation du Parti communiste de Grande-Bretagne (le congrès constitutif eut lieu les 31 juillet et 1er août 1920) qui inclut dans son programme le point relatif à la participation du parti aux élections parlementaires, à l'affiliation au Labour Party, toutes les organisations de « gauche » n'y adhérèrent pas. Au congrès du Parti communiste de janvier 1921, l'Association socialiste des Galles du Sud et la Fédération ouvrière socialiste (qui prirent à ce moment les appellations de Parti communiste ouvrier et de Parti communiste) s'unirent au Parti communiste de Grande-Bretagne, qui prit le nom de Parti communiste unifié de Grande-Bretagne. La direction du Parti socialiste ouvrier refusa l'unification. — P. 73.

19. *Les « défenseurs » « soviétiques »*, collèges de défenseurs du droit, institués en février 1918 auprès des Soviets des députés ouvriers, soldats, paysans et cosaques, furent supprimés en octobre 1920. — P. 114.

20. *Le Discours prononcé devant les soldats rouges partant pour le front polonais* fut prononcé par Lénine le 5 mai 1920 sur la place Théâtralnaïa (actuellement place Sverdlov), où se déroulait une parade de la garnison de Moscou. Y assistaient également les communistes de Pétrograd, qui partaient pour le front polonais. — P. 126.

21. *La séance commune du Comité exécutif central de Russie, du Soviet de Moscou, des représentants des syndicats et des Comités d'usine de Moscou*, qui se tint le 5 mai 1920, avait été convoquée par suite de l'offensive des Polonais blancs contre la Russie Soviétique. A cette réunion assistèrent également 300 ouvriers communistes de Pétrograd partant pour le front polonais. La réunion discuta une seule question : la situation du front polonais. Une résolution fut votée à l'unanimité appelant les ouvriers et les paysans à mobiliser toutes leurs forces pour écraser la Pologne bourgeoise et agrarienne. — P. 128.

22. Il s'agit de la conférence des puissances de l'Entente qui eut lieu à San-Remo (Italie) en avril 1920. A cette conférence furent discutées les questions suivantes : projet de traité de paix avec la Turquie, respect par l'Allemagne du traité de Versailles, etc. — P. 130.

23. Au début de 1920, certaines unités de l'Armée Rouge furent transformées en armées du travail pour être employées dans le domaine de l'édification économique. La guerre contre la Pologne et contre Wrangel nécessita la reconversion de ces armées du travail en unités combattantes. — P. 132.

24. Il s'agit de l'arrivée à Moscou, en mars 1919, de Bullitt, chargé par le Président des U.S.A., Wilson, et le premier Ministre de Grande-Bretagne, Lloyd George, de proposer au gouvernement soviétique de conclure la paix avec les gouvernements de gardes blancs qui existaient à l'époque sur le territoire de la Russie. Un projet d'accord fut élaboré. Cependant, escomptant la destruction de la République des Soviets après les succès temporaires de l'armée de Koltchak, les impérialistes renoncèrent à ces pourparlers de paix. — P. 137.

25. L'adresse de félicitations de Lénine à l'*Association révolutionnaire indienne* fut traduite en anglais et envoyée, par radio, en réponse à la résolution, adoptée le 4 mars 1920 au meeting des révolutionnaires indiens et envoyée en Russie, au nom de Lénine. La résolution des révolutionnaires indiens exprimait leur profonde gratitude à l'égard de la Russie des Soviets menant le grand combat pour la libération des classes et des peuples opprimés. — P. 139.

26. La *Lettre aux ouvriers anglais* de juin 1920 fut publiée dans l'hebdomadaire du Parti socialiste britannique *The Call*, dans le journal du Parti ouvrier de Grande-Bretagne *The Daily Herald*, dans le journal bourgeois *The Manchester Guardian*, etc. — P. 140.

27. *Première ébauche des thèses sur les questions nationale et coloniale* fut envoyée par Lénine à Staline qui se trouvait à l'époque sur le front Sud-Ouest. Staline exprima son opinion sur ces thèses dans sa lettre à Lénine du 12 juin 1920. Les thèses furent publiées en juin 1920 en vue du IIe Congrès de l'Internationale Communiste. — P. 145.

28. *G. L.* — Gueorgui Lukacs, membre du Parti communiste de Hongrie. — P. 167.

29. *B. K.* — Bela Kun, communiste hongrois, organisateur et dirigeant du pouvoir des Soviets de Hongrie, en 1919. — P. 167.

30. *La 2e Conférence de Russie des organisateurs responsables du travail à la campagne*, convoquée par le Comité central du P. C. (b) R., eut lieu du 10 au 15 juin 1920. Y prirent part les organisateurs de provinces, districts et cantons, en tout plus de 300 délégués de 61 provinces. Le 12 juin, Lénine y prononça un discours. Kalinine prit la parole au nom du Comité exécutif central de Russie pour saluer la conférence.

La conférence adopta l'appel « A tous les ouvriers du monde », dans lequel elle félicitait les ouvriers d'Angleterre, de Hon-

grie, d'Italie et d'autres pays, qui avaient décidé de s'opposer à l'envoi de matériel militaire et de troupes de renfort à la Pologne en guerre contre la Russie des Soviets. — P. 170.

31. Il s'agit de la déclaration du Conseil des Commissaires du Peuple de la R.S.F.S.R. au gouvernement de Pologne et au peuple polonais en date du 28 janvier 1920, et de l'appel du Comité exécutif central de Russie au peuple polonais en date du 2 février 1920. — P. 171.

32. Lénine fait allusion à la décision du IXe Congrès du P. C. (b) R. « Position à l'égard de la coopération » (voir « Le P. C. U. S. dans les résolutions et les décisions de ses congrès et conférences et des séances plénières du Comité central », 7e édition, Ire partie, 1954, pp. 494-496). — P. 183.

33. « Projet (ou thèses) de réponse du P. C. R. à la lettre du Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne », voir V. Lénine, Œuvres, 4e édition, t. 30, pp. 313-319. — P. 200.

34. *La Section de Turin* accusait le Parti socialiste italien, à la tête duquel se trouvaient des conciliateurs, de n'avoir pas donné une analyse concrète des événements, dans les conditions de l'essor révolutionnaire en Italie (1919-1920), qui avait rendu possible la prise du pouvoir politique par le prolétariat, de n'avoir pas formulé un seul mot d'ordre acceptable pour les masses révolutionnaires ; de n'avoir pas chassé les réformistes de son sein. La section fit plusieurs propositions pratiques : exclusion des opportunistes du parti ; constitution de groupes communistes dans toutes les fabriques, les syndicats ouvriers, coopératives et casernes ; constitution de Comités d'usine pour organiser le contrôle de la production dans l'industrie et l'agriculture. La section exigeait de commencer sans délai la préparation des masses populaires à la création des Soviets. — P. 202.

35. *La Réponse à la lettre du Comité provisoire uni pour la formation du Parti communiste de Grande-Bretagne* fut radiodiffusée et publiée en anglais dans *The Call* n° 224 du 22 juillet 1920, organe du Parti socialiste britannique. Elle fut également lue au Congrès des communistes anglais, qui eut lieu les 31 juillet et 1er août 1920. — P. 205.

36. Il s'agit de la Conférence de la paix de Paris, convoquée après la guerre impérialiste de 1914-1918 et qui se termina par la signature du traité de Versailles. A cette conférence, parmi d'autres questions, fut discutée celle des frontières de la Pologne. Les frontières orientales provisoires de la Pologne furent arbitrairement déterminées par décision du Conseil Suprême des Alliés, le 8 décembre 1919. — P. 207.

37. La réponse télégraphique de Staline à Lénine fut envoyée de Kharkov le 13 juillet 1920. Se déclarant entièrement d'accord avec l'appréciation portée par Lénine sur la note de Curzon,

en date du 12 juillet, Staline y exprimait ses propositions concernant la réponse que le Gouvernement soviétique devait faire à la note de Curzon. — P. 208.

38. Il s'agit des propositions de Lénine sur la réponse à faire à la note de Curzon du 12 juillet 1920, propositions adoptées par l'assemblée plénière du Comité central du 16 juillet 1920. Sur la base des propositions de Lénine, fut rédigé le 17 juillet 1920 le radiotélégramme du Commissaire du Peuple des Affaires étrangères au gouvernement de la Grande-Bretagne. — P. 209.

39. *Le « point vingt des conditions d'admission à l'Internationale Communiste »* fut proposé par Lénine à la séance de la commission du IIe Congrès du Komintern, le 25 juillet 1920, lors de la discussion de ses thèses sur les conditions d'admission à l'Internationale Communiste ; il fut adopté par la commission et le congrès. Les thèses de Lénine « Conditions d'admission à l'Internationale Communiste », publiées avant le début des travaux du congrès, contenaient dix-neuf conditions. Le Congrès en adopta vingt et une. Le point vingt et un portait : « Les membres du parti, qui rejettent par principe les obligations et les thèses présentées par l'Internationale Communiste, doivent être exclus du parti.

Cela concerne également les délégués aux Congrès extraordinaires du parti. » — P. 217.

40. *Le IIe Congrès de l'Internationale Communiste* eut lieu du 19 juillet au 7 août 1920. Le Congrès s'ouvrit à Pétrograd ; les séances suivantes se tinrent à Moscou. Plus de 200 délégués y représentaient les organisations ouvrières de 37 pays. A côté des représentants des partis et des organisations communistes (de 31 pays) prirent part aux travaux les représentants du Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne, du Parti socialiste d'Italie et du Parti socialiste de France, des « Ouvriers Industriels du monde » (Australie, Grande-Bretagne, Irlande), de la Confédération nationale du travail d'Espagne et autres organisations.

Lénine avait dirigé tout le travail préparatoire relatif à la convocation du congrès. A la première séance, Lénine présenta un rapport sur la situation internationale et les tâches fondamentales de l'Internationale Communiste. Il mena une lutte implacable contre les partis opportunistes, centristes qui tentaient de pénétrer dans la IIIe Internationale, fit une critique serrée des tendances anarcho-syndicalistes et du sectarisme de « gauche » d'une série d'organisations communistes, fit des rapports et des discours (voir le présent tome, pp. 219-272) et prit part aux travaux des commissions pour la situation internationale et les tâches fondamentales de l'Internationale Communiste, les questions nationale et coloniale, la question agraire, pour les conditions d'admission à l'Internationale communiste. Les thèses de Lénine sur les tâches fondamentales du IIe Congrès de l'Internationale Communiste, sur les questions nationale et coloniale, sur la question agraire, sur les conditions d'admission à l'Internatio-

nale Communiste, furent adoptées et déclarées décisions du Congrès.

Lénine fut élu par la délégation du P. C. (b) R. au Comité exécutif de l'Internationale Communiste.

Le II^e Congrès jeta les bases du programme, des principes d'organisation, de la stratégie et de la tactique de l'Internationale Communiste. — P. 219.

41. Voir le présent tome, pp. 201-202. — P. 243.

42. Voir le présent tome, p. 85. — P. 243.

43. *La Commission nationale et coloniale* fut constituée, au II^e Congrès de l'Internationale Communiste, des représentants des partis communistes de Russie, Bulgarie, France, Hollande, Allemagne, Hongrie, U.S.A., Inde britannique, Perse, Chine, Corée, Grande-Bretagne, etc. La commission travailla sous la direction de Lénine. Les thèses de Lénine sur les questions nationale et coloniale furent discutées à la 4^e et à la 5^e séance du congrès et adoptées le 28 juillet. — P. 247.

44. Les conditions d'admission à l'Internationale Communiste furent discutées au préalable à la commission élue par le congrès. La commission comprenait les représentants des partis communistes de Russie, d'Allemagne, de Bulgarie, des U.S.A. de Hongrie, d'Autriche, de Hollande, des ouvriers industriels du monde d'Irlande, de l'aile gauche du Parti socialiste de Suisse et du groupe communiste de France. Les thèses de Lénine « Conditions d'admission à l'Internationale Communiste » furent prises comme base du travail de la commission. Lénine prit une part directe aux travaux. Les conditions d'admission à l'Internationale Communiste furent discutées au cours de trois séances du Congrès, les 29 et 30 juillet, et adoptées à la séance du 6 août — P. 254.

45. Voir « Le P. C. U. S. dans les résolutions et les décisions de ses congrès, conférences et des séances plénières du Comité central », 7^e édition, 1^re partie, 1954, p. 39. — P. 255.

46. La question de l'affiliation du Parti communiste anglais au Labour Party fut résolue lors de la discussion des thèses de Lénine sur les tâches fondamentales de l'Internationale Communiste, à la dernière séance du congrès, le 6 août. Après l'intervention de Lénine, le congrès à la majorité des voix (58 voix contre 24 et 2 abstentions), se prononça pour l'affiliation du Parti communiste au Labour Party. Cependant le Labour Party devait refuser d'admettre le Parti communiste anglais au sein de son organisation. — P. 266.

47. Répondant à celui de Lénine, Staline, dans son télégramme du 4 août 1920, expose en détail la situation sur le front de Crimée, donne des indications sur les effectifs des troupes soviétiques et celles de Wrangel et leurs réserves. Staline posait la question

du renforcement du front de Crimée et indiquait, dans sa lettre, que le commandant en chef retardait la réalisation des promesses d'aide juste dans la mesure où cela arrangeait Wrangel. Concernant les perspectives du front de Crimée, Staline écrivait que, dans les jours à venir, Wrangel serait rejeté de ses positions et que, si de la cavalerie était transférée sur ce front pour renforcer les troupes soviétiques, ce front serait liquidé au début de l'automne. Au milieu de novembre, les troupes de Wrangel étaient battues. — P. 273.

48. C'est dans les télégrammes des 4 et 5 août 1920 que Staline donna à Lénine les raisons des difficultés temporaires de la Première armée de cavalerie. Dans le secteur de Brody, les Polonais blancs avaient lancé contre cette armée les groupes d'armée de Lituanie, de Loutsk et de Galicie, afin de barrer à l'Armée Rouge la route de Lvov. Momentanément la Première armée de cavalerie avait dû passer de l'offensive à la défensive. — P.274.

49. Le télégramme fut envoyé à Staline qui se trouvait à ce moment sur le front Sud-Ouest. — P. 275.

50. La *Lettre aux communistes autrichiens* fut rédigée par Lénine à la suite de la décision prise par le Parti communiste d'Autriche de boycotter les élections au Parlement. Le 1er septembre 1920 fut convoquée une conférence générale du parti, laquelle décida la participation du parti aux élections parlementaires. Le Parti communiste d'Autriche fit campagne sous le mot d'ordre d'unité révolutionnaire de la classe ouvrière. — P. 276.

51. *La IXe conférence du P. C. (b) R.* eut lieu à Moscou les 22-25 septembre 1920. 241 délégués y prirent part (116 avec voix délibérative, 125 avec voix consultative). A l'ordre du jour figuraient les questions suivantes : rapport d'activité politique du Comité central ; rapport d'organisation du Comité central ; tâches immédiates de l'édification du parti ; rapport de la commission d'étude de l'histoire du parti ; compte rendu du IIe Congrès de l'Internationale Communiste. Un rapport du représentant des communistes polonais fut également entendu. Lénine ouvrit la conférence, présenta le rapport d'activité politique du Comité central et fit un discours lors des débats sur les tâches immédiates de l'édification du parti. La question de la guerre et de la paix avec la Pologne et celle de l'organisation de la défaite de Wrangel furent l'objet essentiel du rapport d'activité politique du Comité central. La résolution sur les conditions de la paix avec la Pologne fut adoptée à l'unanimité. La conférence approuva la déclaration du Comité exécutif central de Russie relative aux conditions concrètes de la paix avec la Pologne et établie sous la direction effective de Lénine puis revue par lui. Dans la résolution « Les tâches immédiates de l'édification du parti », la conférence élaborait une série de mesures pratiques relatives à la plus large application de la démocratie à l'intérieur du parti, au renforcement de l'unité du parti et de sa discipline, de la lutte contre le

bureaucratisme dans les administrations soviétiques et économiques, au renforcement du travail d'éducation communiste des jeunes membres du parti. La conférence jugea indispensable de créer une Commission de contrôle, élue par le Congrès du parti, et des commissions du parti auprès des Comités de province élues par les conférences de province du parti. La conférence riposta au groupe antiparti de « centralisme démocratique », qui était intervenu contre la discipline du parti et contre le rôle dirigeant du parti à l'égard des Soviets et des syndicats. — P. 284.

52. Lénine fait allusion au *Comité d'action* créé par les ouvriers anglais en août 1920, à Londres, à la conférence unifiée des représentants du Congrès des trade-unions, du Comité exécutif et du groupe parlementaire du Labour Party. Ce « Comité d'action » avait été constitué dans le but d'organiser la lutte des ouvriers contre l'entrée en guerre de l'Angleterre contre la Russie soviétique. — P. 286.

53. La lettre de Lénine fut publiée dans l'organe du Parti communiste allemand *Die Rote Fahne*, dans l'organe du Parti socialiste français *l'Humanité* et dans celui du Parti communiste de Grande-Bretagne *The Communist* en septembre-novembre 1920. — P. 289.

54. Le IIIe Congrès de l'Union de la jeunesse communiste de Russie eut lieu du 2 au 10 octobre 1920 à Moscou ; 600 délégués environ y assistèrent. Lénine prononça son discours à la première séance, le soir du 2 octobre. — P. 292.

55. Au Premier Congrès du « Proletkult » de Russie, qui se tint à Moscou dans la première quinzaine d'octobre 1920, Lounatcharski intervint en faveur de l'autonomie totale du Proletkult au sein du Commissariat du Peuple à l'instruction publique. Suivant les indications de Lénine, une résolution fut élaborée dans le sens des directives exposées par lui dans son projet. La résolution fut adoptée par le Congrès à l'unanimité. — P. 327.

56. Il s'agit du Ier Congrès des peuples de l'Orient, qui eut lieu les 1-7 septembre 1920 à Bakou. 1891 délégués, représentant 37 nationalités, y prirent part. Parmi les délégués, il y avait 1 273 communistes. Dans la question nationale et coloniale, le Congrès se solidarisa avec la résolution du IIe Congrès de l'Internationale Communiste. — P. 341.

57. Voir V. Lénine, Œuvres, 4e édition russe, t. 8, p. 341. — P. 353.

58. Voir V. Lénine, Œuvres, 4e édition russe, t. 16, pp. 344-360, 361-386. — P. 353.

59. Voir K. Marx et F. Engels, MEGA, 1. Abt. Bd. 7, Moskau, 1935, S. 362. — P. 357.

60. Voir K. Marx et F. Engels, *Ibid.*, S. 28. — P. 358.

61. Voir V. Lénine, Œuvres, 4e édition, t. 9, pp. 109-111. — P. 358.

62. Voir V. Lénine, Œuvres, 4e édition, t. 10, pp. 191-192. — P. 360.

63. *Dampfersubvention*, subvention à la navigation. Il s'agit des divergences existant dans la fraction social-démocrate au Reichstag allemand au sujet des subventions à accorder à des Sociétés privées pour l'établissement de lignes maritimes avec l'Asie orientale, l'Australie et l'Afrique. L'aile droite de la fraction social-démocrate défendait la politique des subventions pratiquée par le gouvernement de Bismarck. Dans sa lettre à Sorge du 31 décembre 1884, Engels condamnait la position opportuniste de la droite. — P. 371.

64. Les *Jeunes* de la social-démocratie allemande, groupe petit-bourgeois et semi-anarchiste, formé en 1890. De jeunes écrivains (d'où le nom du groupe) en constituaient le noyau. Il présentait une plate-forme qui refusait toute participation des social-démocrates au parlement. En octobre 1891, au Congrès d'Erfurt de la social-démocratie allemande, les « jeunes » furent exclus du parti. — P. 371.

65. « *Séverny Golos* » [la Voix du Nord], quotidien légal, organe du Parti ouvrier social-démocrate de Russie, parut à Pétersbourg depuis le 6 (19) décembre 1905, sous la direction unifiée des bolchéviks et des menchéviks. Le journal fut interdit dès son 3e numéro, le 8 (21) décembre 1905. — P. 371.

66. « *Natchalo* » [le Commencement], quotidien menchévik légal; parut à Pétersbourg en novembre-décembre 1905. — P. 372.

67. « *Novaïa Jizn* » [la Vie Nouvelle], premier journal bolchévik légal ; parut quotidiennement du 27 octobre (9 novembre) au 3 (16) décembre 1905 à Pétersbourg. Au retour d'émigration de Lénine à Pétersbourg, début novembre, le journal parut sous sa direction effective. Il était en fait l'organe central du Parti ouvrier social-démocrate de Russie. — P. 372.

68. « *Poliarnaïa Zvezda* » [L'Etoile Polaire], hebdomadaire, organe de l'aile droite du parti cadet ; parut à Pétersbourg en 1905-1906, sous la direction de Strouvé.

« *Nacha Jizn* » [Notre Vie], quotidien très proche de l'aile gauche du parti cadet ; parut avec des interruptions de 1904 à 1906, à Pétersbourg. — P. 373.

69. Voir V. Lénine, Œuvres, 4e édition, t. 10, pp. 215-228. — P. 374.

70. Le télégramme de V. Lénine répondait à un télégramme adressé le 26 octobre 1920 par Staline, qui exprimait ses inquiétudes concernant l'éventualité de la livraison de Batoum à l'Entente par le gouvernement menchévik de Géorgie. — P. 377.

71. *Le projet de résolution sur « Les tâches des syndicats et les méthodes de leur réalisation »*, fut pris comme base de la résolution de la fraction du P.C. (b) R. à la Ve Conférence des syndicats de Russie. La résolution fut adoptée à la séance de la fraction du 8 novembre 1920. — P. 389.

72. Voir le présent tome, pp. 289-291. — P. 393.

73. *« L'Humanité »*, quotidien fondé par Jean Jaurès en 1904 en tant qu'organe du Parti socialiste français. Pendant la guerre mondiale de 1914-1918, le journal fut aux mains de l'aile extrême-droite du Parti socialiste français et adopta des positions social-chauvines. Peu après la scission du Parti socialiste au Congrès de Tours en décembre 1920 et la formation du Parti communiste français, il devint l'organe de ce dernier ; paraît actuellement à Paris en tant qu'organe central du Parti communiste. — P. 396.

74. Voir le présent tome, p. 193. — P. 403.

75. Voir K. Marx : *Le Capital*, livre 1, tome 1, Editions Sociales, Paris, 1950, p. 191. — P. 407.

76. Voir F. Engels : *Anti-Dühring*, 1956, p. 139. — P. 407.

77. *Le Congrès extraordinaire du Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne* eut lieu à Halle du 12 au 17 octobre 1920. La question essentielle, débattue au Congrès, fut celle des conditions d'admission à l'Internationale Communiste. Après une lutte acharnée, le parti des « Indépendants » se scinda ; à la majorité de 237 voix contre 156, le Congrès se prononça pour l'adhésion à l'Internationale Communiste. La droite organisa son propre congrès et élut une Direction centrale, en conservant l'ancienne dénomination. La partie gauche du Parti indépendant forma avec le Parti communiste d'Allemagne (les Spartakistes) le Parti communiste unifié d'Allemagne. — P. 414.

78. Dans son télégramme de Bakou du 15 novembre 1920, Staline informait Lénine du succès de la lutte menée contre les bandes du Caucase et de la nécessité d'augmenter les troupes de renfort au front du Caucase, afin de défendre victorieusement Bakou contre l'éventualité d'une attaque du côté de la Géorgie menchévique, qui était en fait un instrument de l'Entente. — P. 418.

79. Ces thèses de Lénine furent prises comme base du projet de thèses de la Direction centrale de l'Enseignement politique publiées dans le n° 267 de la *Pravda* du 27 novembre 1920, sous le titre « Propagande industrielle. (Projet de thèses de la Direction centrale de l'Enseignement politique) ». — P. 419.

80. *La « Biednota »*, quotidien édité par le Comité central du Parti communiste (bolchévik) ; parut à Moscou du 27 mars 1918 au 31 janvier 1931. Le 1er février 1931, ce journal fusionna avec

« *Sotsialistitcheskoïé Zemlédélié* » (l'Agriculture socialiste). — P. 420.

81. Le document publié est la réponse de Lénine à la demande de Staline concernant les directives à envisager face à la guerre que l'Entente préparait contre l'Azerbaïdjan soviétique par l'intermédiaire de la Géorgie menchévique, et à la menace d'occupation que les Turcs faisaient peser sur l'Arménie. Staline se trouvait alors à Vladicaucase. Il avait reçu d'Ordjonikidzé des informations sur ces préparatifs militaires de l'Entente et de la Géorgie menchévique. Le 20 novembre 1920, Staline quittait Vladicaucase pour Moscou. — P. 422.

82. *La Conférence de la province de Moscou du P. C. (b) R.* eut lieu du 20 au 22 novembre 1920 ; y prirent part 289 délégués avec voix délibérative et 89 avec voix consultative.

C'est le deuxième jour de la conférence, le 21 novembre 1920, que Lénine prononça le discours «Notre situation extérieure et intérieure et les tâches du parti.» Ce discours fut publié la même année sous forme de brochure, en russe, allemand et français.

Lors de l'élection des délégués à la conférence et pendant les travaux, les groupes antiparti de « centralisme démocratique » et d'« opposition ouvrière » se dressèrent contre la ligne suivie par le parti. Sous la direction de Lénine, la conférence battit en brèche les attaques des ennemis du parti. — P. 423.

83. Voir V. Lénine, Œuvres, t. 27, p. 250. — P. 433.

84. Il s'agit du recueil de matériaux sur l'électrification : « Le plan d'électrification de la R.S.F.S.R. Rapport au 8e Congrès des Soviets de la Commission d'Etat pour l'électrification de la Russie », Moscou, 1920. — P. 436.

85. Lénine fait allusion aux résolutions de la IXe Conférence du P. C. (b) R. (voir « Le P. C. U. S. dans les résolutions et les décisions de ses congrès, conférences et des séances plénières du Comité central », 7e édition, 1re partie, 1954, pp. 506-513). — P. 438.

86. A l'Assemblée générale des membres du parti du rayon de Zamoskvorétchié fut discutée la question du bilan des travaux de la Conférence de la province de Moscou du P. C. (b) R. Lénine y fit un rapport. Au cours des débats, les représentants de « l'opposition ouvrière » et du groupe de « centralisme démocratique » se livrèrent à des attaques antiparti contre le Comité central et la ligne du parti, attaques auxquelles Lénine fit échec dans ses conclusions. Il répondit également aux questions écrites des membres du parti et s'arrêta plus particulièrement sur le problème des concessions. — P. 452.

87. Ce télégramme fut envoyé en réponse à l'adresse de félicitations du Comité militaire révolutionnaire d'Arménie à Lénine, à l'occasion de l'instauration du pouvoir des Soviets en Armé-

nie. L'adresse du Comité militaire révolutionnaire avait été envoyée le 30 novembre 1920. — P. 455.

88. Il s'agit du projet de loi, présenté par le Conseil des Commissaires du Peuple au Présidium du Comité exécutif central de Russie pour être soumis à la ratification du VIIIe Congrès des Soviets — « A propos des mesures de renforcement et de développement de l'économie paysanne » ; il fut publié dans les *Izvestia* n° 281 du 14 décembre 1920. — P. 476.

89. *Le VIIIe Congrès des Soviets de Russie* eut lieu à Moscou les 22-29 décembre 1920. Y prirent part 2 537 délégués, dont 1 728 avec voix délibérative et 809 avec voix consultative.

Sur le rapport de Lénine traitant de l'activité du Conseil des Commissaires du peuple, le Congrès adopta à l'unanimité une résolution qui approuvait l'action du Gouvernement soviétique.

Le VIIIe Congrès adopta le plan d'électrification du pays présenté par Lénine, le plan GOELRO (de la Commission d'État pour l'électrification de la Russie), ainsi qu'une résolution sur le rapport traitant de l'électrification, rédigée par Lénine (voir le présent tome, page 554). Pendant les travaux du congrès, Lénine intervint à plusieurs reprises aux réunions de la fraction du P. C. (b) R. A la première réunion de la fraction, le 21 décembre, il présenta un rapport sur les concessions. A celle du 22 décembre, il fit un discours sur les questions de politique extérieure et intérieure.

Le projet de loi concernant les mesures de renforcement et de développement de l'économie paysanne, adopté par le Conseil des Commissaires du peuple le 14 décembre 1920, fut soumis à l'examen du Congrès. Les données essentielles en furent discutées, avec la participation de Lénine, à la conférence des délégués paysans, le 22 décembre, et à la fraction du P. C. (b) R. les 24 et 27. Le projet de loi fut adopté à l'unanimité par le congrès le 28 décembre 1920.

Le VIIIe Congrès ratifia le traité d'alliance entre la République fédérative socialiste soviétique de Russie et la République socialiste soviétique d'Ukraine. — P. 479.

90. Il s'agit du « Discours à l'assemblée des militants actifs de l'organisation de Moscou du P. C. (b) R. du 6 décembre 1920 » (voir le présent tome, pp. 456-477). — P. 482.

91. Il s'agit de la note du Conseil suprême des alliés à Koltchak, du 26 mai 1919, dans laquelle les gouvernements de France, de Grande-Bretagne, d'Italie, d'Amérique et du Japon se déclaraient prêts à aider Koltchak et à le reconnaître comme chef du « gouvernement panrusse ». — P. 485.

92. *Soukharevka*, marché qui se tenait Place Soukharevskaïa (actuellement place Kolkhoznaïa) à Moscou. Le mot « soukharevka » était synonyme de spéculation et de marché noir. La veille du VIIIe Congrès des Soviets, le marché de Soukharevka fut inter-

dit par décision du Présidium du Soviet de Moscou, le 13 décembre 1920. — P. 502.

93. Le 10 août 1920, le gouvernement français déclara officiellement reconnaître Wrangel en tant que chef de la Russie du Sud. — P. 507.

94. Voir V. Lénine, Œuvres, t. 27, pp. 327-330. — P. 515.

95. Le décret du Conseil des Commissaires du Peuple « Règlement provisoire des primes en nature » fut publié le 23 octobre 1920. — P. 528.

96. A la première session (2-7 février 1920), le Comité exécutif central de Russie — VIIe législature — décida de charger le Conseil Supérieur de l'économie nationale d'élaborer, avec le Commissariat du Peuple à l'agriculture, un projet de construction d'un réseau de centrales électriques. Le 21 février 1920, le Présidium du Conseil Supérieur de l'économie nationale, d'accord avec le Commissariat du Peuple à l'agriculture, ratifia la Commission d'Etat pour l'électrification de la Russie (GOELRO). Cette Commission commença ses travaux le 20 mars 1920 et élabora, pour le VIIIe Congrès des Soviets, un plan général d'électrification de la R.S.F.S.R. La Commission d'Etat pour l'électrification avait été créée sur l'initiative et d'après les indications de Lénine. — P. 536.

97. Répondant à l'invitation des paysans, Lénine assista le 14 novembre 1920 à l'inauguration de la centrale électrique du village de Kachino, canton de Iaropoletz, district de Volokolamsk. Lénine s'entretint avec les paysans et fit ensuite un discours sur l'importance de l'électrification dans l'économie nationale. — P.538.

98. La réunion de la fraction du P. C. (b) R. au VIIIe Congrès des Soviets, qui eut lieu le matin du 24 décembre 1920, fut consacrée à l'étude du projet de loi du Conseil des Commissaires du Peuple relative aux mesures de renforcement et de développement de l'économie paysanne. — P. 547.

99. Lénine pense aux termes suivants de son rapport sur le travail à la campagne, présenté devant le VIIIe Congrès du P. C. (b) R., le 23 mars 1919 : *La violence à l'égard de la paysannerie moyenne cause un très grand dommage* (voir Œuvres, 4e édition, t. 29, p. 187). — P. 547.

100. Il s'agit de la loi sur la socialisation de la terre, adoptée le 18 (31) janvier par le IIIe Congrès des Soviets de Russie (qui se tint du 10 au 18 (23 au 31) janvier 1918). L'article 6 de la loi porte :

« Tout le cheptel, mort ou vif, propriété privée des exploitations agricoles appartenant à des non-travailleurs, est, sans aucune indemnité, mis à la disposition des sections agraires des Soviets de district, de province, de région ou fédéral, ceci en fonction de leur importance ». — P. 550.

# LA VIE ET L'ŒUVRE
# DE V. LENINE

## CHRONOLOGIE

*(Avril-décembre 1920)*

## *1920*

*27 avril* — Lénine termine son ouvrage « La maladie infantile du communisme (le « gauchisme ») ».

Dans une lettre à K. Timiriazev, Lénine apprécie hautement le livre de ce dernier « Science et démocratie ».

*29 avril* — Discours de Lénine au IVe Congrès des travailleurs du verre et de la porcelaine de Russie sur la situation internationale et intérieure de la République soviétique.

*29 avril-(2 mai)* — Lénine prend part à la rédaction des thèses du Comité central du P. C. (b) R. sur l'organisation du travail d'agitation en relation avec la guerre contre les Polonais blancs.

*1er mai* — Lénine prend part, le matin, au samedi communiste du Ier mai, au Kremlin.

A 2 heures de l'après-midi, Lénine prononce un discours au meeting consacré à la pose de la première pierre du monument à K.Marx sur la Place Théâtralnaïa (actuellement place Sverdlov).

A 3 heures de l'après-midi, Lénine prononce un discours au meeting consacré à la pose de la première pierre du monument à la gloire du Travail libéré, sur le quai de la Moskova ; il visite l'exposition des esquisses du futur monument, au musée des Beaux-Arts (aujourd'hui Musée Pouchkine des Beaux-Arts).

Lénine prononce des discours aux meetings des quartiers Zamoskvoretski et Baumanski, à l'inauguration du Palais ouvrier Zagorski dans le quartier Blagouché-Léfortovski et au meeting des ouvriers de la Manufacture Prokhorov dans le quartier Krasnaïa Presnia.

*2 mai* — L'article de Lénine « Du premier samedi communiste sur la ligne de chemin de fer Moscou-Kazan au samedi communiste du 1er mai de toute la Russie»,

est publié dans la gazette d'un jour *le Samedi communiste du 1er mai.*

*4 mai* — Lénine préside la séance du Conseil des Commissaires du Peuple, au cours de laquelle les questions suivantes sont débattues : l'aide au front Ouest ; la formation de la République socialiste soviétique autonome de Tatarie ; le télégramme de salutations à la République soviétique d'Azerbaïdjan.

*4 ou 5 mai* — Lénine adresse un télégramme à tous les comités exécutifs de province, aux exécutifs de Moscou et de Pétrograd et aux comités révolutionnaires de province, leur prescrivant de prêter concours à l'Office central de statistiques et à ses organismes locaux pour le recensement général de la population de Russie.

*5 mai* — Lénine prononce un discours sur la Place Théâtralnaïa devant les soldats rouges partant pour le front polonais.

Lénine et Staline adressent à Ordjonikidzé, à Bakou, un télégramme avec la directive de faire évacuer les troupes soviétiques de la Géorgie, vers la frontière.

Lénine prononce à la séance commune du Comité exécutif central de Russie, du Soviet de Moscou, des représentants des syndicats et des comités d'usine, un discours sur les tâches relatives à la défense de la République soviétique devant l'offensive de la Pologne bourgeoise et agrarienne.

Lénine adresse au gouvernement socialiste soviétique d'Azerbaïdjan un télégramme de salutations à l'occasion de la formation de la République soviétique indépendante d'Azerbaïdjan.

Lénine écrit une lettre à M. Pokrovski sur la nécessité de faire paraître un dictionnaire de la langue russe moderne.

*7 mai* — Lénine écrit une lettre au 30e régiment des communards rouges du front du Turkestan, les remerciant pour l'envoi de macaroni et de farine, cadeaux qui furent transmis aux enfants de Moscou.

*8 mai* — Lénine et Staline télégraphient à Krassine et Litvinov à Copenhague, la directive de signer les traités de commerce avec les usines métallurgiques et de construction de locomotives de Suède.

*10 mai* — Lénine préside la séance extraordinaire du Conseil du Travail et de la Défense, au cours de laquelle les questions suivantes sont traitées : l'approvi-

sionnement des armées du front Ouest en munitions, vêtements et chaussures ; à propos des explosions aux dépôts d'artillerie de Moscou ; la révision du personnel des arsenaux militaires dans toute la Russie.

*12 mai* Lénine rédige le « Supplément » à la brochure *La maladie infantile du communisme (le « gauchisme »)*.

Lénine donne au Conseil militaire révolutionnaire du front du Caucase la directive d'acheminer sans délai des divisions en renfort au front Ouest.

*13 mai* Lénine prononce à la Conférence élargie des ouvriers et des soldats rouges du quartier Rogojsko-Simonovski un discours sur la situation internationale.

*14 mai* Lénine préside la séance du Conseil du Travail et de la Défense, au cours de laquelle sont examinées les questions relatives à l'approvisionnement des armées du front Ouest en effets d'équipement, ainsi qu'à la situation du ravitaillement dans le bassin du Donetz ; à l'état de la production des munitions, fusils et mitrailleuses, etc. ; il pose la question de la mise en chantier de lignes de chemin de fer étroites pour le transport du bois.

*18 mai* Lénine préside la séance du Conseil des Commissaires du Peuple, où sont examinées les questions suivantes : le stockage de matières premières pour l'industrie en 1920-1921 ; les ressources en blé du pays, etc. ; il propose de nommer Staline membre du Conseil militaire révolutionnaire de la République, et aussi d'intégrer dans la sphère d'activité du Conseil de l'armée du travail de la région du Don tout le territoire du Caucase soviétique.

*20 mai* Publication de la réponse de Lénine à l'« Association révolutionnaire indienne ».

*21 mai* Lénine écrit une lettre à A. Sérafimovitch, auquel il adresse ses condoléances à propos de la disparition de son fils.

Lénine préside la séance du Conseil du Travail et de la Défense, au cours de laquelle sont examinées les questions concernant l'approvisionnement de l'armée en cartouches, fusils et mitrailleuses ; la réquisition des automobiles pour le département de la Guerre ; le ravitaillement des ouvriers de l'industrie du cuir et du pétrole de Bakou et d'Astrakhan ; l'approvisionnement en combustible de Pétrograd, etc.

*23 mai* — Lénine écrit une lettre « Aux camarades de Pétrograd », avec indication relative à la publication de sa brochure *La maladie infantile dn communisme (le « gauchisme »)*.

*25 mai* — Lénine rédige des notes au projet de décret sur le mode de répartition régulière de logements parmi la population laborieuse.

*26 mai* — Lénine rédige un projet d'arrêté du Conseil des Commissaires du Peuple sur les stockages de vivres. Lénine s'entretient avec une délégation d'ouvriers anglais.

*27 mai* — Lénine rédige des notes et un supplément au projet d'arrêté du Conseil des Commissaires du Peuple sur les établissements techniques supérieurs.

*30 mai* — Lénine rédige une « Lettre aux ouvriers anglais ».

*1er juin* — Lénine rédige un plan de thèses sur les questions nationale et coloniale pour le IIe Congrès de l'Internationale Communiste.

*2 juin* — Lénine adresse un télégramme à Staline (Krémentchoug) sur la situation difficile au front Ouest et la nécessité d'y acheminer les divisions demandées pour le front Sud-Ouest ; il donne la directive de poursuivre l'offensive déclenchée.

*4 juin* — Lénine reçoit le correspondant japonais des journaux *Osaka Maïnitzi* et *Tokyo Nitzi-Nitzi*, M. Fuse.

Lénine rédige un billet pour les Editions d'Etat et le Conseil Supérieur de l'économie nationale, les priant de recevoir les représentants de Kirghizie et de les aider à faire l'acquisition d'une imprimerie, d'une fonderie de caractères et de papier.

*5 juin* — Lénine rédige une « Première ébauche des thèses sur les questions nationale et coloniale (Pour le IIe Congrès de l'Internationale Communiste) ».

*Début de juin* — Lénine rédige une « Première ébauche des thèses sur la question agraire (Pour le IIe Congrès de l'Internationale Communiste) ».

*8-10 juin* — Vient de paraître la brochure de Lénine *la Maladie infantile du communisme (le « gauchisme »)*.

*12 juin* — Lénine rédige un compte rendu sur les nos 1-18 de la revue *Communisme* (organe de l'Internationale communiste pour les pays d'Europe sud-est, qui paraissait à Vienne en allemand).

Lénine prononce à la IIe Conférence de Russie des organisateurs responsables du travail à la campagne, un discours sur la situation internationale de la République soviétique et les tâches immédiates du parti à la campagne.

*13 juin* — Lénine rédige des notes et un supplément au projet d'arrêté du Comité central du P. C. (b) R. sur les tâches du P. C. (b) R. au Turkestan.

*18 juin* — Lénine préside la séance du Conseil du Travail et de la Défense, où sont examinées les questions suivantes : l'organisation de la défense devant l'offensive des Polonais blancs ; révision des listes des entreprises militarisées, etc.

*19 juin* — Lénine prononce à la séance du Comité exécutif de l'Internationale Communiste un discours dans lequel il critique la politique du Parti socialiste français et de l'aile droite du Parti socialiste italien.

*20 juin* — Lénine donne une directive à l'adjoint du Commissaire du Peuple à l'instruction publique sur l'aide à prêter à l'Observatoire de Poulkovo.

*29 juin* — Lénine adresse un billet au secrétariat du Comité central du P. C. (b) R., l'invitant à faire un devoir aux Editions d'Etat de procéder à la traduction et à la publication de nouveaux ouvrages économiques, de publier la traduction d'ouvrages des matérialistes des XVIIe et XVIIIe siècles.

*Juin* — Lénine rédige un « Plan de résolution concernant l'idée de « dictature du prolétariat » et la lutte contre la falsification « à la mode » de ce mot d'ordre. »

*2 juillet* — Lénine rédige un appel « Au secours du blessé de l'Armée Rouge ».

*4 juillet* — Lénine rédige les « Thèses sur les tâches fondamentales du IIe Congrès de l'Internationale Communiste ».

*6 juillet* — Lénine rédige la préface aux éditions française et allemande de son ouvrage « L'impérialisme, nouvelle étape du capitalisme ».

*8 juillet* — Lénine donne la directive de procéder à la révision des traductions de la brochure *la Maladie infantile du communisme* (*le « gauchisme »*) (en français, anglais et allemand).

*11 juillet* — Lénine fait une mention sur la lettre de J. Staline (à propos des renforts pour le front de Crimée) ; il propose au vice-président du Conseil militaire révolutionnaire de la République de lui faire part personnellement de l'exécution des exigences de Staline.

*12 ou 13 juillet* — Dans un message téléphoné, Lénine fait part à Staline, à Kharkov, des conditions de paix avec la Pologne, exposées dans la note de Curzon. Il demande l'avis de Staline sur ce point et le prie de hâter l'offensive des troupes soviétiques sur le front Sud-Ouest.

*17 juillet* — Lénine fait part télégraphiquement à Staline, à Kharkov, de l'adoption par la session plénière du Comité central des propositions de Lénine concernant la réponse à la note de Curzon ; il le prie de l'informer deux fois par semaine de la marche des opérations militaires sur le front Sud-Ouest.

*18 juillet au plus tard* — Lénine expose dans une lettre au Comité exécutif de l'Internationale Communiste le plan des thèses sur la situation économique et politique internationale pour le IIe Congrès de la IIIe Internationale.

*18 juillet* — Lénine se rend à Pétrograd pour prendre part à la séance du IIe Congrès de l'Internationale Communiste.

*19 juillet -7 août* — Le IIe Congrès de l'Internationale Communiste. Lénine préside les travaux du congrès.

*19 juillet* — Lénine est élu au Présidium à la première séance du congrès. Il fait un rapport sur la situation internationale et les tâches fondamentales de l'I.C. Lénine prononce un discours au meeting consacré à la pose de la première pierre du monument à Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg, sur la place Ouritski à Pétrograd. Les délégués du IIe Congrès de l'Internationale Communiste prennent part à ce meeting.

Lénine, en commun avec les délégués du IIe Congrès, dépose des couronnes sur la tombe des combattants de la Révolution au Champ de Mars, à Pétrograd.

*20 juillet* — Lénine rentre de Pétrograd à Moscou.

*23 juillet* — Lénine préside la deuxième séance du IIe Congrès de l'Internationale Communiste, qui siège maintenant à Moscou. Il prononce un discours sur le rôle du Parti communiste.

*Après le 23 juillet* — Lénine adresse une lettre aux membres du Conseil du Travail et de la Défense, dans laquelle il expose le plan d'utilisation des troupes destinées à être transférées du Caucase sur le front Ouest. Il propose, pour mettre au point les mesures prévues au plan, de nommer une commission sous la présidence de Staline.

*24 juillet* — A la troisième séance du congrès, Lénine est élu aux Commissions pour la situation internationale et les tâches fondamentales de l'Internationale Communiste, pour les questions nationale et coloniale et la question agraire.

*25 juillet* — Lénine dirige les travaux de la Commission du IIe Congrès pour les questions nationale et coloniale ; il prononce un discours en commission.

Les thèses de Lénine sur les conditions d'admission à l'Internationale Communiste et sa proposition concernant la formation des organismes dirigeants des partis désireux d'adhérer à l'Internationale Communiste (le point vingt des conditions d'admission à l'Internationale Communiste), sont examinées et adoptées en séance de la commission du IIe Congrès.

Lénine rédige des notes critiques pour les thèses de P. Levi sur les questions nationale et coloniale, dont il dénonce la position nationaliste.

*26 juillet* — Lénine dirige les travaux des Commissions du congrès sur les questions agraires et les tâches fondamentales de l'Internationale Communiste ; ses thèses sur ces questions sont examinées et adoptées dans les commissions respectives.

A la quatrième séance du congrès, Lénine présente un rapport au nom de la Commission pour les questions nationale et coloniale et soumet à l'approbation les thèses rédigées par lui et adoptées en commission.

Lénine fait une mention sur le projet de lettre du Comité central du P. C. (b) R. « A toutes les organisations du parti », rédigé par Staline : « Je suis pour l'envoi *immédiat*, comme chose incontestable ». Le projet de lettre donnait des directives sur l'intensification de la lutte contre Wrangel et l'organisation de l'envoi de communistes sur le front de Crimée. La lettre du Comité central fut expédiée aux organisations du parti.

*28 juillet* — Les thèses de Lénine sur les questions nationale et coloniale sont adoptées à l'unanimité en cinquième séance du IIe Congrès.

*30 juillet* — En huitième séance du Congrès, Lénine intervient aux débats sur les conditions d'admission à l'Internationale Communiste. Les thèses rédigées par Lénine sont adoptées par le congrès.

*Juillet* — Lénine écrit un billet à Kourski, lui demandant si des mesures ont été prises en vue de l'instauration immédiate du pouvoir soviétique, de l'expulsion des propriétaires fonciers et de la remise de leurs terres aux paysans pauvres et aux Soviets des ouvriers agricoles dans les localités libérées par l'Armée Rouge.

Lénine rédige des notes critiques sur la déclaration du Parti socialiste français au IIe Congrès de l'Internationale Communiste.

*2 août* — Lénine préside la séance du Bureau politique du Comité central du P.C. (b) R., qui décide la disjonction du front de Wrangel comme front indépendant. Lénine télégraphie à Staline la décision prise par le Bureau politique, lui demandant de donner son avis sur la situation au front de Wrangel.

Lénine prend la parole à la dixième séance du Congrès de l'Internationale Communiste au cours des débats sur le parlementarisme.

*4 août* — Les thèses de Lénine sur la question agraire sont examinées et adoptées à l'unanimité à la treizième séance du IIe Congrès de l'Internationale Communiste.

Lénine adresse un télégramme à Staline dans lequel il lui demande son avis sur les perspectives militaires du front Sud-Ouest et du front de Wrangel.

*6 août au plus tard* — Lénine est élu par la délégation du P.C. (b)R. du IIe Congrès au Comité exécutif de l'Internationale Communiste.

*6 août* — A la seizième séance du IIe Congrès de l'I. C., Lénine fait un discours sur l'affiliation du Parti communiste anglais au Parti travailliste (Labour Party).

*7 août* — Lénine prend part à la première séance du Comité exécutif nouvellement élu de l'Internationale Communiste.

*8 août* — Lénine écrit une lettre aux Editions d'Etat, les invitant à utiliser les textes des journaux soviétiques, ainsi que des journaux communistes et bourgeois de différents pays, afin de les traduire en langues étrangères et de procéder à la publication

mensuelle de brochures destinées à dénoncer la politique impérialiste de l'Entente.

*11 août* — Lénine adresse à Staline un télégramme dans lequel il lui fait part de la marche des pourparlers de paix avec la Pologne et lui dit de renforcer l'offensive sur le front de Crimée, pour porter le coup de grâce à Wrangel et libérer toute la Crimée.

*15 août* — Lénine adresse une « Lettre aux communistes autrichiens ».

*18 août* — Lénine adresse un télégramme au Comité militaire révolutionnaire du front Ouest, avec la directive de renforcer l'offensive contre les Polonais blancs.

Lénine soumet à l'examen du Conseil restreint des Commissaires du Peuple la demande de Gorki sur les rations de priorité pour les savants de Pétrograd, et propose de faire droit à cette demande.

*19 août* — Lénine et Staline donnent des directives par fil direct : au Comité central du P.C.(b) d'Ukraine et au Bureau du Caucase du Comité central du P.C.(b)R., sur l'envoi des meilleurs communistes au front de Wrangel ; au Bureau de Sibérie du Comité central du P.C.(b)R., sur l'organisation de l'aide aux fronts polonais et de Wrangel.

Lénine télégraphie au Conseil militaire révolutionnaire du front Ouest la directive de compléter immédiatement les armées du front par des ouvriers et des paysans de Biélorussie.

*20 août* — Lénine préside la séance du Conseil du Travail et de la Défense, qui examine les questions relatives à la mise en chantier de la centrale électrique de Kachira ; aux mesures expresses en cas de repli des troupes soviétiques sur le front de Wrangel ; à l'approvisionnement de Moscou en bois de chauffage, etc.

*28 août* — Lénine remplit son bulletin personnel du recensement général de la population de Russie.

*1er septembre* — Lénine adresse un billet à la bibliothèque du Musée Roumiantsev (aujourd'hui bibliothèque Lénine) pour demander de lui prêter les deux meilleurs dictionnaires de langue grecque, du grec en allemand, français, russe ou anglais ; les meilleurs dictionnaires de philosophie, dictionnaires de termes philosophiques en allemand, français, anglais et russe ; des livres d'histoire de la philosophie grecque.

Lénine présente, au IIe Congrès de Russie de l'Union des travailleurs de l'enseignement et de la culture socialiste, un rapport sur la situation politique.

*2 septembre* — Lénine rédige la préface à la deuxième édition du livre *Matérialisme et empiriocriticisme.*

*3 septembre* — Lénine envoie à Staline pour avis le projet d'arrêté du Conseil des Commissaires du Peuple sur la République soviétique du Turkestan.

*6 septembre* — Lénine envoie au Comité de ravitaillement du district de Podolsk, la requête des paysans du village de Bogdanovo sur la diminution des prélèvements d'excédents et expédie un message téléphoné prescrivant d'examiner sans retard la requête et de réduire, dans la mesure du possible, les prélèvements d'excédents.

*14 septembre* — Lénine préside la séance du Conseil des Commissaires du Peuple, au cours de laquelle les questions suivantes sont traitées : à propos des prélèvements d'excédents en blé ; de la République socialiste soviétique autonome du Turkestan, etc.

*17 septembre* — Lénine reçoit le délégué des paysans de Sibérie ; au cours de l'entretien il prend des notes sur les mesures tendant à améliorer la situation des paysans de Sibérie.

*20 septembre* — Lénine préside la réunion plénière du Comité central du P.C.(b)R., au cours de laquelle les questions suivantes sont traitées: les pourparlers de paix avec la Pologne ; la conférence du P.C.(b)R., etc.

*22-25 septembre* — Lénine dirige les travaux de la IXe Conférence du P.C.(b)R.

*22 septembre* — Lénine ouvre la conférence et est élu au Présidium ; il présente le rapport politique du Comité central ; il apporte des amendements à la résolution sur la question polonaise.

Lénine prononce à la conférence (séance du soir) son discours de conclusion sur le rapport politique du Comité central.

*Avant le 23 septembre* — Lénine rédige le projet de déclaration du Comité exécutif central de Russie sur les conditions de paix avec la Pologne.

*24 septembre* — Lénine rédige des propositions pour le projet de résolution « Sur les tâches immédiates de l'édi-

fication du parti », pour la Conférence du P.C.(b)R. Lénine, à la séance du soir de la conférence, prononce un discours au cours des débats sur le rapport concernant les tâches immédiates de l'édification du parti.

Lénine rédige une « Lettre aux ouvriers allemands et français. Au sujet des débats concernant le IIe Congrès de l'Internationale Communiste ».

*28 septembre au plus tard* — Lénine adresse une lettre au Congrès du Parti communiste de Tchécoslovaquie.

*2 octobre* — Lénine prononce au IIIe Congrès de la jeunesse communiste de Russie un discours sur les tâches des Unions de jeunes.

Lénine prononce au Congrès des ouvriers et des employés de l'industrie des cuirs et peaux un discours sur la situation internationale et intérieure de la République soviétique.

Lénine rédige un appel « Aux paysans pauvres d'Ukraine. »

*8 octobre* — Lénine rédige un projet de résolution pour le Congrès du Proletkult et le soumet à l'examen du Comité central du P.C.(b)R.

*12 octobre* — Lénine assiste aux obsèques d'Inessa Armand sur la Place Rouge.

*Mi-octobre* — Lénine reçoit l'écrivain anglais H. G. Wells.

*15 octobre* — Lénine fait un rapport, devant la conférence des présidents des comités exécutifs des Soviets des districts, cantons et villages de la province de Moscou, sur la situation extérieure et intérieure de la République soviétique.

*16 octobre* — Lénine, dans un télégramme adressé à Frounzé, donne la directive de préparer la prise de la Crimée.

*19 octobre* — Lénine rédige des notes pour les tâches fondamentales du parti au lendemain de la guerre contre Wrangel.

*20 octobre* — Lénine rédige un article intitulé : « Contribution à l'histoire de la dictature. »

*21 octobre* — Lénine, dans une lettre adressée au Présidium du Soviet de Pétrograd, indique que, lors de l'attribution de logements aux savants, on ait soin de réserver des locaux pour les cabinets de travail et les laboratoires.

Lénine reçoit la délégation des paysans de Stavropol, qui a apporté du blé pour les enfants de Moscou; il s'entretient sur les besoins des paysans et adresse une lettre au Commissaire du Peuple au ravitaillement auquel il demande de lui donner dès le lendemain son avis sur la possibilité d'accéder à la demande des paysans.

*24 octobre* — Lénine télégraphie au Conseil militaire révolutionnaire de la Ire Armée de cavalerie la directive de prendre les mesures nécessaires pour hâter la défaite de Wrangel.

*27 octobre* — Lénine s'entretient avec la délégation de la conférence du district Alexandrovski du parti (province de Vladimir) ; ayant appris les abus commis à l'usine de Troïtskoïé, il écrit une lettre au Comité de la province de Vladimir du P. C. (b) R. et envoie une délégation à la Commission centrale de contrôle, auprès de F. Dzerjinski.

Lénine assiste à la projection du film traitant du fonctionnement de la nouvelle pompe à tourbe de l'ingénieur E. Klasson, après quoi il préside la réunion au cours de laquelle s'effectuent les échanges de vues sur cette invention.

*28 octobre* — Lénine, dans un télégramme adressé à Frounzé, donne la directive d'examiner sans retard les moyens de transport de l'artillerie lourde vers la zone du front de Crimée, afin de développer efficacement les opérations nécessaires pour la prise de la presqu'île de Crimée.

*29 octobre* — Lénine adresse à Staline, à Bakou, un télégramme l'invitant à prendre des mesures d'urgence pour fortifier les approches de Bakou sur terre et sur mer.

*Avant le 1er novembre* — Lénine rédige des amendements et un supplément au projet de décret sur la centralisation des bibliothèques en R.S.F.S.R.

*Début de novembre* — Lénine rédige des thèses pour la résolution « Sur les tâches des syndicats et les méthodes de leur réalisation », ainsi qu'un projet de résolution pour la fraction du P.C.(b)R. à la Ve Conférence des syndicats de Russie.

*3 novembre* — Lénine prononce, à la conférence de Russie des services de l'enseignement politique auprès des sections de province et de district de l'instruction publique, un discours sur les tâches essentielles de

la Direction centrale de l'enseignement politique et de ses organisations locales.

*4 novembre* — Lénine écrit un article « A propos de la lutte au sein du parti socialiste italien ».

*6 novembre* — Lénine adresse une lettre à Krjijanovski sur les tâches de la Commission d'Etat pour l'électrification de la Russie.

Lénine prononce un discours à la séance solennelle du Soviet de Moscou, du Comité de Moscou du P.C.(b)R. et du Conseil des syndicats de la province de Moscou, consacrée au troisième anniversaire de la Révolution d'Octobre.

*7 novembre* — Lénine prononce un discours consacré au 3e anniversaire de la Révolution d'Octobre à l'Assemblée plénière du Soviet de Sokolniki, élargie aux représentants des comités d'usine.

*9 novembre* — Lénine préside la session plénière du Comité central du P.C.(b)R., au cours de laquelle est examiné et adopté comme base le projet de thèses sur les tâches des syndicats, rédigé par Lénine.

*12 novembre* — Lénine télégraphie au Conseil militaire révolutionnaire du front Sud des directives concernant les conditions de la capitulation de Wrangel.

*13 novembre* — Lénine demande télégraphiquement à Staline des informations sur la lutte contre les bandes au Caucase et la fortification des abords de Bakou : il lui demande son opinion sur les possibilités d'un règlement pacifique des relations de la R.S.F.S.R. avec la Géorgie et l'Arménie.

Lénine reçoit le président du Comité de groupe des industries pétrolières de Grozny, qui vient lui apporter le salut des ouvriers.

*14 novembre* — Lénine assiste à l'inauguration de la centrale électrique au village de Kachino, district de Volokolamsk, province de Moscou ; il s'entretient avec les paysans, prononce un discours sur l'importance de l'électrification dans l'économie nationale ; le soir, il prend la parole à la réunion des paysans du village de Iaropoletz, dans la Maison du peuple.

*16 novembre* — Lénine s'entretient avec un paysan, délégué du district de Mossalsk, province de Kalouga. Au cours de cet entretien, il prend des notes sur les besoins des paysans : il adresse au Commissariat du Peuple au ravitaillement et au Commissariat

du Peuple à l'agriculture, une lettre dans laquelle il demande, s'il y a possibilité de satisfaire les besoins des paysans.

*18 novembre* — Lénine rédige les « Thèses sur la propagande de la production (Ebauche). »

Lénine prononce un discours à la réunion des délégués des organisations du parti, dans le quartier Bauman.

*19 novembre* — Lénine préside et prononce un discours à la réunion des délégués de la Conférence de la province de Moscou du P.C.(b)R., au cours de laquelle sont examinées les candidatures au Comité de Moscou du P.C.(b)R.

*20 novembre au plus tard* — Lénine mène des pourparlers par fil direct avec Staline qui se trouve à Vladicaucase.

*20 novembre* — Lénine rédige des notes sur l'électrification du canton de Iaropoletz, district de Volokolamsk, province de Moscou.

*20-22 novembre* — Lénine prend part aux travaux de la Conférence de la province de Moscou du P.C.(b)R.

*21 novembre* — Lénine prononce un discours à la conférence de la province de Moscou du P.C.(b)R. : « Notre situation extérieure et intérieure et les tâches du parti. »

Lénine prononce à la Conférence un discours sur les élections au Comité de Moscou du P.C.(b)R.

*25 novembre* — Lénine fait un discours à la Conférence des comités d'usine des entreprises de l'industrie polygraphique de Moscou, sur la situation internationale et intérieure de la République soviétique.

*26 novembre* — Lénine fait un discours à l'assemblée des secrétaires de cellules de l'organisation de Moscou du P.C.(b)R. sur le problème des concessions.

*29 novembre* — Lénine adresse une lettre à Lounatcharski sur la réorganisation de l'appareil du Commissariat du Peuple à l'instruction publique.

Lénine fait un rapport à la réunion générale des communistes du quartier Zamoskvoretski sur le bilan des travaux de la Conférence de la province de Moscou du parti et prononce le discours de conclusion à la suite de la discussion sur le rapport.

*2 décembre* — Lénine adresse au président du Comité militaire révolutionnaire d'Arménie un télégramme de salutations pour l'Arménie soviétique libérée du joug de l'impérialisme.

*6 décembre* — Lénine fait un discours sur les concessions à la réunion des militants de l'organisation de Moscou du P.C.(b)R.
Lénine rédige un message de salutations à la conférence de Russie des sections de province du travail parmi les femmes.

*7 décembre* — Lénine préside la réunion plénière du Comité central du P.C.(b)R., au cours de laquelle est examiné le conflit des travailleurs des transports par eau avec le Comité central du syndicat des transports ferroviaires et par eau. La réunion plénière adopte la proposition de Lénine sur la convocation du X^e^ Congrès du P.C.(b)R. le 6 février 1921.

*8 décembre* — Lénine préside la session plénière du Comité central du P.C.(b)R. et présente les thèses sur la propagande de la production, rédige un projet de décision du Comité central « Règlement sur le Commissariat du Peuple à l'instruction publique ».

*11 décembre* — Lénine rédige la postface « Les boniments sur la liberté » pour l'article « A propos de la lutte au sein du Parti socialiste italien ».

*15 décembre* — Lénine fait un rapport devant l'assemblée des paysans du village de Modénovo, canton de Bogorodsk, district de Véréia, province de Moscou, sur la situation internationale et intérieure de la Russie soviétique.

*18 décembre* — Lénine télégraphie au Comité révolutionnaire de Vladicaucase, la directive de prêter une aide urgente aux réfugiés de la guerre civile, en leur accordant une résidence permanente.

*Entre le 19 et le 21 décembre* — Lénine travaille à Gorki au plan d'un rapport sur l'activité du Conseil des Commissaires du Peuple pour le VIII^e^ Congrès des Soviets de Russie.

Lénine, dans une lettre à G. Krjijanovski, ébauche un programme pratique en matière d'électrification.

*21 décembre* — Lénine fait un rapport devant la fraction du P.C.(b)R. du VIII^e^ Congrès des Soviets de Russie sur les concessions. Après quoi il répond aux questions posées par les délégués.

*22-29 décembre* — Le VIII^e^ Congrès des Soviets de Russie. Lénine dirige les travaux du congrès.

*22 décembre* — A la première séance du Congrès des Soviets, Lénine est élu au Présidium du congrès : il fait un

rapport sur l'activité du Conseil des Commissaires du Peuple.

Lénine fait un rapport devant la fraction du P.C.(b)R. du Congrès des Soviets sur le problème de la politique extérieure et intérieure du gouvernement soviétique.

Lénine assiste à la conférence des paysans sans-parti délégués au VIIIe Congrès des Soviets.

*23 décembre* — A la deuxième séance du Congrès, Lénine prononce le discours de conclusion sur le rapport d'activité du Conseil des Commissaires du Peuple.

*24 décembre* — Lénine prononce un discours devant la fraction du P.C.(b)R. du VIIIe Congrès des Soviets.

*27 décembre* — Lénine prononce un discours devant la fraction du P.C.(b)R. du VIIIe Congrès des Soviets, lors de la discussion du projet de loi sur les mesures tendant à renforcer et à développer l'économie paysanne; il répond aux questions écrites des délégués.

*29 décembre* — La résolution rédigée par Lénine pour le rapport sur l'électrification est adoptée à la septième séance du VIIIe Congrès des Soviets.

A la septième séance du congrès, Lénine est élu membre du Comité exécutif central de Russie, 8e législature.

*30 décembre* — Lénine prononce un discours à la séance commune des membres du P.C.(b)R.: délégués du VIIIe Congrès des Soviets, membres du Comité central des syndicats de Russie et du Conseil des syndicats de la province de Moscou, sur les syndicats, la situation politique et les erreurs commises par Trotski.

*31 décembre* — Lénine est confirmé président du Conseil des Commissaires du Peuple à la première session plénière du Comité exécutif central de Russie, 8e législature.

*Décembre* — Lénine écrit une lettre à G. Krjijanovski sur la mise au point du plan d'éclairage à l'électricité de chaque immeuble de la R.S.F.S.R.

## TABLE DES MATIERES

Préface . . . . . 7

LA MALADIE INFANTILE DU COMMUNISME (LE « GAUCHISME ») . 11

I. Dans quel sens peut-on parler de la portée internationale de la révolution russe ? . . . . . 15

II. Une des conditions essentielles du succès des bolchéviks 17

III. Principales étapes de l'histoire du bolchévisme . . 20

IV. Dans la lutte contre quels ennemis au sein du mouvement ouvrier le bolchévisme s'est-il développé, fortifié, aguerri ? . . . . . 25

V. Le communisme de «gauche» en Allemagne. Chefs, parti, classe, masse . . . . . 34

VI. Les révolutionnaires doivent-ils militer dans les syndicats réactionnaires ? . . . . . 41

VII. Faut-il participer aux parlements bourgeois ? . . . 51

VIII. Jamais de compromis ? . . . . . 62

IX. Le communisme de « gauche » en Angleterre . . . 73

X. Quelques conclusions . . . . . 86

Annexe . . . . . 103

I. La scission des communistes allemands . . . . 105

II. Communistes et indépendants en Allemagne . . 107

III. Turati et Cie en Italie . . . . . 109

IV. Conclusions fausses de prémisses justes . . . . 111

V. . . . . 115

Lettre de Wijnkoop . . . . . 116

DISCOURS PRONONCE AU CONGRES DES TRAVAILLEURS DU VERRE ET DE LA PORCELAINE DE RUSSIE, 29 AVRIL 1920 . . . . 117

DU PREMIER « SAMEDI COMMUNISTE » SUR LA LIGNE DE CHEMIN DE FER MOSCOU-KAZAN AU « SAMEDI COMMUNISTE » DU 1er MAI DANS TOUTE LA RUSSIE . . . . . 122

DISCOURS PRONONCE AU MEETING CONSACRE A LA POSE DE LA PREMIERE PIERRE DU MONUMENT A LA GLOIRE DU TRAVAIL LIBERE, 1er MAI 1920. *Compte rendu de presse* . . . . . 125

DISCOURS PRONONCE DEVANT LES SOLDATS ROUGES PARTANT POUR LE FRONT POLONAIS, 5 MAI 1920. *Compte rendu de presse.* 126

DISCOURS PRONONCE A LA SEANCE COMMUNE DU COMITE EXECUTIF CENTRAL DE RUSSIE, DU SOVIET DE MOSCOU DES DEPUTES OUVRIERS, PAYSANS ET SOLDATS ROUGES, DES SYNDICATS ET DES COMITES D'USINE, 5 MAI 1920 . . . . . 128

TELEGRAMME AU GOUVERNEMENT SOCIALISTE SOVIETIQUE D'AZERBAIDJAN . . . . . 135

DISCOURS A LA CONFERENCE ELARGIE DES OUVRIERS ET SOLDATS ROUGES DU QUARTIER ROGOJSKO-SIMONOVSKI, 13 MAI 1920. *Compte rendu de presse* . . . . . 136

A L'ASSOCIATION REVOLUTIONNAIRE INDIENNE . . . . . 139

LETTRE AUX OUVRIERS ANGLAIS . . . . . 140

PREMIERE EBAUCHE DES THESES SUR LES QUESTIONS NATIONALE ET COLONIALE (*Pour le IIe Congrès de l'Internationale Communiste*) . . . . . 145

PREMIERE EBAUCHE DES THESES SUR LA QUESTION AGRAIRE (*Pour le IIe Congrès de l'Internationale Communiste*) . . . . 153

*LE COMMUNISME*
*(Revue de l'Internationale Communiste pour les pays de l'Europe du Sud-Est (en langue allemande). Vienne, Cahiers 1/2 (Ier février 1920) à 18 (8 mai 1920)* . . . . . 167

DISCOURS A LA IIe CONFERENCE DE RUSSIE DES ORGANISATEURS RESPONSABLES DU TRAVAIL A LA CAMPAGNE, 12 JUIN 1920 . . 170

MESSAGE TELEPHONE AU PRESIDIUM DE LA CONFERENCE DU RAVITAILLEMENT DE RUSSIE, Ier JUILLET 1920 . . . . . 183

AU SECOURS DU BLESSE DE L'ARMEE ROUGE ! . . . . . 185

THESES SUR LES TACHES FONDAMENTALES DU IIe CONGRES DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE . . . . . 186

I. L'essence de la dictature du prolétariat et du pouvoir des Soviets . . . . . 187

II. Comment organiser la préparation immédiate et générale de la dictature du prolétariat ? . . . . . 191

III. Correction de la ligne politique (ainsi que, pour une part, de la composition) des partis adhérents et désireux d'adhérer à l'Internationale Communiste . . . . . 200

REPONSE A LA LETTRE DU COMITE PROVISOIRE UNI POUR LA FORMATION DU PARTI COMMUNISTE DE GRANDE-BRETAGNE 205

MESSAGE TELEPHONE A J. STALINE, 12 OU 13 JUILLET 1920 . . 207

TELEGRAMME A J. STALINE, 17 JUILLET 1920 . . . . . 209

LES CONDITIONS D'ADMISSION A L'INTERNATIONALE COMMUNISTE . . . . . 210

LE POINT VINGT DES CONDITIONS D'ADMISSION A L'INTERNATIONALE COMMUNISTE . . . . . 217

*LE IIe CONGRÈS DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE, 19 juillet-7 août 1920* . . . . . 219

1. RAPPORT SUR LA SITUATION INTERNATIONALE ET LES TACHES FONDAMENTALES DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE, 19 JUILLET . . . . . 221

2. DISCOURS SUR LE ROLE DU PARTI COMMUNISTE, 23 JUILLET . . . . . 242

3. RAPPORT DE LA COMMISSION NATIONALE ET COLONIALE, 26 JUILLET . . . . . 247

4. DISCOURS SUR LES CONDITIONS D'ADMISSION A L'INTERNATIONALE COMMUNISTE, 30 JUILLET . . . . . 254

5. DISCOURS SUR LE PARLEMENTARISME, 2 AOUT . . . . 261

6. DISCOURS SUR L'AFFILIATION AU LABOUR PARTY DE GRANDE-BRETAGNE, 6 AOUT . . . . . 266

TELEGRAMME A J. STALINE, 2 AOUT 1920 . . . . . 273

TELEGRAMME A J. STALINE, 4 AOUT 1920 . . . . . 274

TELEGRAMME A J. STALINE, 11 AOUT 1920 . . . . . 275

LETTRE AUX COMMUNISTES AUTRICHIENS . . . . . 276

LE IIe CONGRES DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE 279

REPONSE A M. SEGRUE, CORRESPONDANT DU *DAILY NEWS* 282

DISCOURS PRONONCE A LA IXe CONFERENCE DU P.C.(b)R., 22 SEPTEMBRE 1920. *Compte rendu de presse* . . . . . 284

LETTRE AUX OUVRIERS ALLEMANDS ET FRANÇAIS. *Au sujet des débats concernant le IIe Congrès de l'Internationale Communiste* 289

LES TACHES DES UNIONS DE LA JEUNESSE (*Discours prononcé au IIIe Congrès de l'Union de la jeunesse communiste de Russie*), *2 octobre 1920* . . . . . 292

DISCOURS AU CONGRES DES OUVRIERS ET EMPLOYES DE L'INDUSTRIE DU CUIR, 2 OCTOBRE 1920 . . . . . 311

AUX PAYSANS PAUVRES D'UKRAINE . . . . . 325

DE LA CULTURE PROLETARIENNE . . . . . 327

Projet de résolution . . . . . 327

DISCOURS A LA CONFERENCE DES PRESIDENTS DES COMITES EXECUTIFS DES DISTRICTS, CANTONS ET VILLAGES DE LA PROVINCE DE MOSCOU, 15 OCTOBRE 1920 . . . . . 329

DISCOURS DE CLOTURE A LA CONFERENCE DES PRESIDENTS DES COMITES EXECUTIFS DES DISTRICTS, CANTONS ET VILLAGES DE LA PROVINCE DE MOSCOU, 15 OCTOBRE 1920 . . . . . 346

TELEGRAMME AU GOUVERNEMENT SOVIETIQUE D'UKRAINE ET A L'ETAT-MAJOR DU FRONT SUD . . . . . 351

CONTRIBUTION A L'HISTOIRE DE LA QUESTION DE LA DICTATURE *(Note)* . . . . . 352

TELEGRAMME A J. STALINE, 29 OCTOBRE 1920 . . . . . 377

DISCOURS A LA CONFERENCE DE RUSSIE DES DIRECTIONS DE L'ENSEIGNEMENT POLITIQUE AUPRES DES SECTIONS DE PROVINCE ET DE DISTRICT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE, 3 NOVEMBRE 1920 . . . . . 378

PROJET DE RESOLUTION SUR « LES TACHES DES SYNDICATS ET LES METHODES DE LEUR REALISATION » . . . . . 389

A PROPOS DE LA LUTTE AU SEIN DU PARTI SOCIALISTE ITALIEN 391

Boniments sur la liberté (*En guise de postface*) . . . . . 406

DISCOURS A LA SEANCE SOLENNELLE DU SOVIET DE MOSCOU DES DEPUTES OUVRIERS, PAYSANS ET SOLDATS ROUGES, DU COMITE DE MOSCOU DU P. C. (b) R. ET DU CONSEIL DES SYNDICATS DE MOSCOU, CONSACREE AU 3e ANNIVERSAIRE DE LA REVOLUTION D'OCTOBRE, 6 NOVEMBRE 1920 . . . . . 411

TELEGRAMME A J. STALINE, 13 NOVEMBRE 1920 . . . . . 418

THESES SUR LA PROPAGANDE DE LA PRODUCTION *(Ebauche)* 419

EXTRAIT DE CONVERSATIONS PAR FIL DIRECT ENTRE V. LENINE ET J. STALINE . . . . . 422

NOTRE SITUATION EXTERIEURE ET INTERIEURE ET LES TACHES DU PARTI (*Discours à la Conférence de la province de Moscou du P. C. (b) R., 21 novembre 1920*) . . . . . 423

DISCOURS A LA CONFERENCE DE LA PROVINCE DE MOSCOU DU P.C.(b) R. POUR LES ELECTIONS AU COMITE DE MOSCOU, 21 NOVEMBRE 1920 . . . . . 444

DISCOURS A LA CONFERENCE DES COMITES DE FABRIQUE ET D'USINE DES ENTREPRISES DE MOSCOU DE L'INDUSTRIE DU LIVRE, 25 NOVEMBRE 1920. *Bref compte rendu de presse* 446

DISCOURS A L'ASSEMBLEE DES SECRETAIRES DE CELLULES DE L'ORGANISATION DE MOSCOU DE P.C.(b) R..26 NOVEMBRE 1920. *Compte rendu de presse* 448

RAPPORT A L'ASSEMBLEE GENERALE DES COMMUNISTES DE ZAMOSKVORETCHIE, 29 NOVEMBRE 1920. *Bref compte rendu de presse* . . . . . 452

Conclusion . . . . . 453

TELEGRAMME AU PRESIDENT DU COMITE MILITAIRE REVOLUTIONNAIRE D'ARMENIE . . . . . 455

DISCOURS A L'ASSEMBLEE DES MILITANTS ACTIFS DE L'ORGANISATION DE MOSCOU DU P.C. (b) R., 6 DECEMBRE 1920 . . . . 456

SALUTATIONS A LA CONFERENCE DE RUSSIE DES SECTIONS DE PROVINCE DU TRAVAIL PARMI LES FEMMES. *Message téléphoné* 478

*Le VIII^e CONGRES DES SOVIETS DE RUSSIE, 22-29 DECEMBRE 1920* . . . . . 479

1. RAPPORT SUR LES CONCESSIONS DEVANT LA FRACTION DU P.C.(b) R. AU VIII^e CONGRES DES SOVIETS, 21 DECEMBRE 481

2. RAPPORT SUR L'ACTIVITE DU CONSEIL DES COMMISSAIRES DU PEUPLE, 22 DECEMBRE . . . . . 506

3. DISCOURS DE CLOTURE SUR LE COMPTE RENDU D'ACTIVITE DU CONSEIL DES COMMISSAIRES DU PEUPLE, 23 DECEMBRE . . . . . 541

4. DISCOURS A LA FRACTION DU P. C. (b) R. DU VIII^e CONGRES DES SOVIETS, 24 DECEMBRE . . . . . 547

5. PROJET DE RESOLUTION DU VIII^e CONGRES DES SOVIETS SUR LE RAPPORT D'ELECTRIFICATION . . . . . 554

6. PROJET DE RESOLUTION DE LA FRACTION DU P.C.(b)R. AU VIII^e CONGRES DES SOVIETS . . . . . 556

LETTRE AUX OUVRIERS DE KRASNAIA PRESNIA, 25 DECEMBRE 1920. . . . . 557

Notes . . . . . 559

La vie et l'œuvre de V. Lénine . . . . . 577

## ILLUSTRATIONS

V. Lénine. — Mai 1920 . . . . . 10-11

Commencement de la première page du manuscrit de V. Lénine *la Maladie infantile du communisme (le «gauchisme»)*—Avril-mai 1920 . . . . . 13

Manuscrit du télégramme de V. Lénine à J. Staline. — 29 octobre 1920 . . . . . 375

CE VOLUME A ÉTÉ TRADUIT, SOUS LA RESPONSABILITÉ DE ROGER GARAUDY, PAR MARGUERITE CASTEL, CLAUDE LIGNY, JEAN STABUSCH, WLADIMIR SOLOMON, PAUL KOLODKINE, ALEXANDRE ROUDNIKOV.

*Achevé d'imprimer en septembre 1961 par les Editions en langues étrangères, Moscou*

éditions
sociales paris
*
éditions
du progrès
moscou

LIVRE
CLUB
DIDEROT